



# CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

## Compte rendu officiel n° 03 | Session ordinaire 2021-2022

Débat sur la politique européenne et étrangère	p. 100	Sommaire des séances publiques n°s 10 et 11	p. 144	10 <sup>e</sup> séance	Mercredi 10 novembre 2021
Modifications du droit du travail	p. 141	Sommaire des questions parlementaires	p. Q25	11 <sup>e</sup> séance	Jeudi 11 novembre 2021

Offiziell Zeremonie fir Nationalfeierdag

## D'Bedeutung vun Heemecht an onsécheren Zäiten

D'Bedeutung vun Heemecht a Solidaritéit gradesou wéi d'Wärter vum Grand-Duché waren zentral Elementer an der Ried, déi de Chamberspresident, den Här Fernand Etgen, während der offizieller Zeremonie fir Nationalfeierdag, den 23. Juni 2022, an der Philharmonie gehalen huet.

„Wat ass eng Heemecht an dësen Zäiten? Et ass déi Plaz, wou een d'Gefill huet, dozougeheieren. Heemecht ass eppes, wat engem net egal ass, wou een houfreg drop ass a sech sécher spiert“, huet den Här Etgen a senger Ried virun de Staatsvertrieber a Bierger betount. „Wat eng Heemecht bedeit, gëtt engem leider och kloer, wann een aneren engem se wëllt ewechhuelen.“

Sou ergeet et de Moment iwwer 40 Milliounen Ukrainer duerch eng inakzeptabel Attack op hiert Land“, huet de Chamberspresident weider gesot an un déi historesch Interventioun vum Volodymyr Zelensky virun den Deputéierten iwwer Visiokonferenz ufanks Juni erënnert.

Den ukrainesche President hat d'Lëtzebuerg Nationaldevise „Mir wëlle bleiwe wat mir sinn“ zi-

teiert. Eng Devise, déi allerdéngs net heescht, dass ee sech a sech verschléisse soll, mee ganz am Géigendeel, wéi den Här Etgen ennerstrach huet: „Eis Devise kënnert am Fong aus engem Kontext, dee genee de Contraire ass vun engem zouenen Nationalismus. Am Feierwon geet et ëm Weltoffenheet. Duerch Europa an eis Weltverbondenheet ass eist Land méi staark ginn. Mat eise Heemechtsgefill geet dat Hand an Hand.“

**„Duerch Europa an eis Weltverbondenheet ass eist Land méi staark ginn“**

Fernand Etgen,  
Chamberspresident

### D'Wichtigkeet vun de Grondwäerter

De Chamberspresident huet un d'Grondwäerter vu Lëtzebuerg erënnert: Demokratie, Fräiheet, Gerechtegkeet - Wäerter, déi trotz hirer Verankerung an de Gesetzer an Institutione fragill sinn: „Heemecht ass do, wou ee Rechter huet, wou een nogelauschtert kritt, wou een d'äerf matschwätzen.“

D'EU garantéiert eis dat iwwer d'Grenze vun eise Land eraus. An dat wënschen ech och all europäeschem Land, dat nach net an der EU ass, an haut besonnesch der Ukrain, dass d'Weihe Richtung Europa gestallt ginn.“

### Ënnert dem Zeeche vun der Solidaritéit

Fir de Chamberspresident sollt Nationalfeierdag 2022 ënnert dem Zeeche vun der Solidaritéit stoen. Dës Solidaritéit sollt sech an ënnerschiddleche Forme weisen: mat der Ukrain, am Kontext vun de sozialen an ekonomeschen Ongläichheete vun der sanitärer Kris, awer och beim Klimawandel.



De Chamberspresident, den Här Fernand Etgen, während senger Ried an der Philharmonie © SIP

Visite du Vice-Président de la Commission européenne, M. Frans Timmermans

## La transition énergétique au cœur des échanges

L'Union européenne mène le débat sur la transition énergétique, selon M. Frans Timmermans, Vice-Président de la Commission européenne et chargé du pacte vert pour l'Europe.

Au-delà du réchauffement climatique, le pacte vert est aussi un enjeu géopolitique à son avis. « Si le monde ne prend pas la bonne direction, on assistera à une multiplication des guerres pour l'eau et pour la nourriture », estime-t-il.

En visite à la Chambre des Députés le 4 juillet 2022, M. Timmermans a discuté des thèmes de son portefeuille avec des députés, des membres du Parlement européen et des membres du Parlement des jeunes. Il a, à cette occasion, souhaité remer-

cier le Luxembourg d'avoir été jusqu'à présent un « partenaire aussi constructif ».

Pour M. Timmermans, ce ne sont pas l'argent ni les technologies qui représenteraient le risque principal dans le domaine de la transition énergétique, mais le fait que des gens puissent être laissés pour compte. Ils pourraient notamment souffrir des changements que la transition amènera dans le monde du travail. La grande question sociale de la génération actuelle et de la suivante serait ainsi de veiller à ce que « tout le monde soit inclus » dans le changement.

Toujours selon le Vice-Président de la Commission européenne, l'Europe serait en excellente posi-

tion pour relever ces défis. Elle serait la seule à avoir un véritable projet dans ce domaine et serait donc aussi en position de prendre un avantage compétitif par rapport aux États-Unis et à la Chine. La transition énergétique serait également le seul moyen de garantir son indépendance énergétique, dont la guerre en Ukraine montre actuellement tout l'enjeu.

### Les conséquences de la guerre sur la transition énergétique

Les députés ont voulu savoir si la guerre en Ukraine pourrait accélérer la transition énergétique. M. Timmermans a répondu en citant l'exemple du Groupe de Visegrád (Pologne, République tchèque,

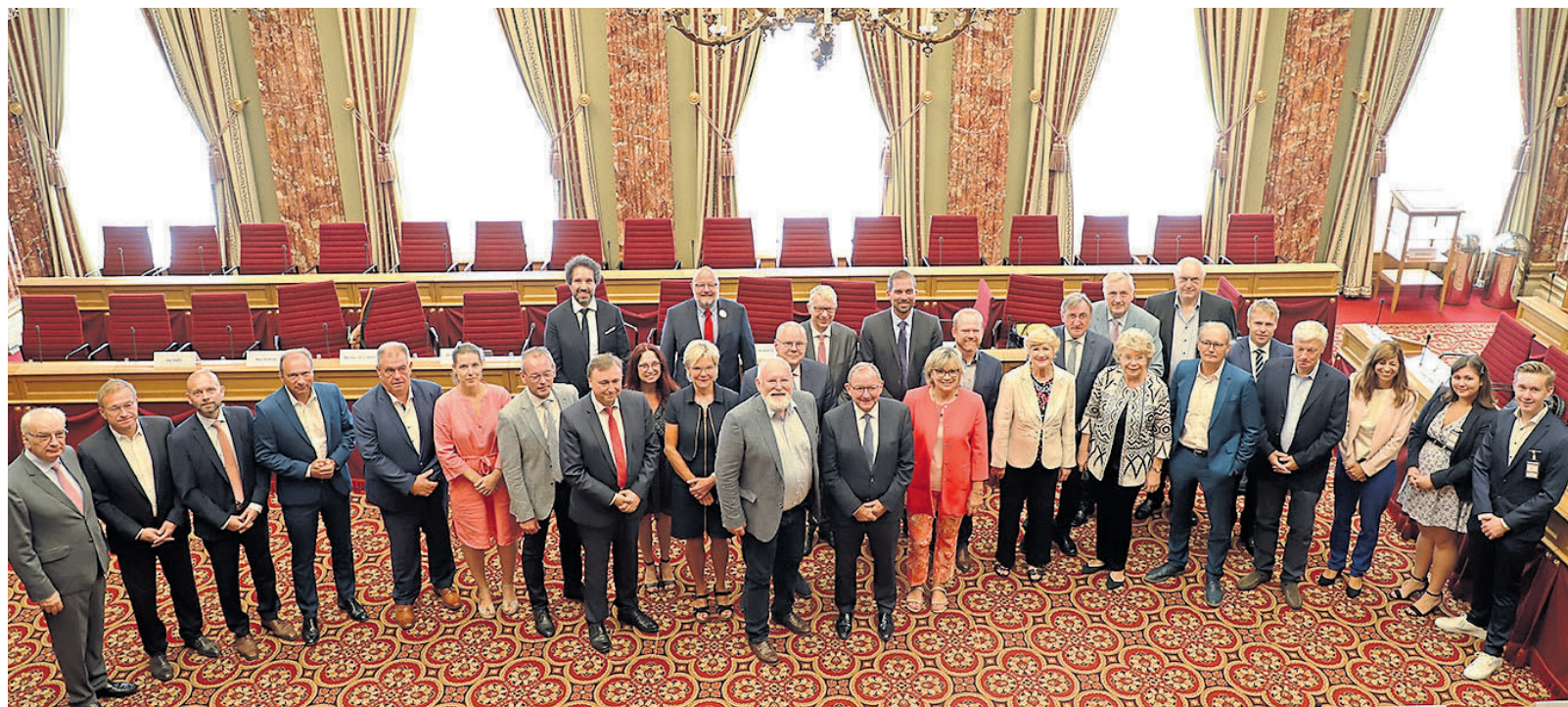
Slovaquie, Hongrie) dont trois des quatre pays membres seraient désormais favorables à une transition énergétique. Il a reconnu dans ce contexte qu'il avait eu tort par le passé de croire que la dépendance entre l'Europe et la Russie en matière de commerce de l'énergie était mutuelle.

Il faudrait ainsi, selon le Vice-Président, préparer la société aux conséquences d'éventuelles pénuries. M. Timmermans a annoncé un rapport sur ce sujet, qu'il espère pouvoir présenter aux États membres le 20 juillet 2022, et il a insisté sur la nécessité de maintenir l'union dont l'Europe a fait preuve jusqu'à présent.

### Entre souveraineté énergétique et transition juste

Les députés ont demandé quelles perspectives commerciales et diplomatiques M. Timmermans entrevoyait pour l'Europe dans le cadre de la transition énergétique. Pour les technologies permettant la transition, il faudrait, soulignent les députés, des matières premières et des composants technologiques en provenance de pays comme la Chine. Or, comment assurer dans ce cas un degré suffisant de souveraineté ? Le Vice-Président a affirmé qu'un certain degré d'ouverture était nécessaire et qu'il ne fallait pas « revenir au XIX<sup>e</sup> siècle ». Il faudrait surtout œuvrer à créer les conditions pour que tous les pays puissent se diriger vers une économie « soutenable ». Il a également signalé dans ce contexte qu'une industrie européenne des batteries « remarquable » était en train de voir le jour, basée sur des matériaux qu'on trouve en Europe.

Les députés ont également souhaité connaître les moyens pour garantir une transition juste. M. Timmermans a reconnu qu'il s'agissait de la question la plus difficile et la plus importante. Pour lui, cela passera par des questions de fiscalité. Il faudra ainsi « réinventer la redistribution » des richesses et empêcher les « ultraradicaux » de profiter de l'insécurité provoquée par les questions que soulève la transition énergétique pour mettre en opposition les « agendas » vert et social.



M. Frans Timmermans, Vice-Président de la Commission européenne (au milieu), entouré de membres de la Chambre des Députés, du Parlement européen et du Parlement des jeunes, de même que du Ministre de l'Énergie, de la Représentante de la Commission européenne au Luxembourg et du Secrétaire général de la Chambre



Session plénière d'été de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

## L'accent porté sur la question migratoire



**M. Paul Galles, Mme Josée Lorsché, Mme Octavie Modert et M. Gusty Graas, membres de la délégation luxembourgeoise (de gauche à droite)**

Pour la première fois depuis deux ans et demi, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) s'est retrouvée exclusivement en présentiel au Palais de l'Europe à Strasbourg du 20 au 24 juin 2022. Une délégation parlementaire luxembourgeoise s'est rendue dans la capitale alsacienne pour participer aux délibérations.

L'agenda de la session d'été a été particulièrement varié et a donné suite à deux demandes de débats

d'actualité. Le premier concernait l'accord du Royaume-Uni sur les demandeurs d'asile et la réaction critique du Gouvernement britannique concernant la décision de la Cour européenne des droits de l'homme, tandis que le second avait trait aux conséquences du blocus de la mer Noire par les forces russes.

### Une nouvelle charte pour une société non raciste et inclusive

Depuis 1998, les partis politiques européens peuvent apposer leur signature à la Charte des partis politiques européens pour une société non raciste et ainsi contribuer à la sensibilisation des parlementaires. Le texte de la charte, revisitée en collaboration avec le Parlement européen, vise à étendre sa portée et l'Assemblée appelle ses membres à la signer nominalement. Dans son intervention, le président de la délégation luxembourgeoise, M. Gusty Graas, déplore une parole de plus en plus débridée au niveau de l'extrême droite et souligne le fait que ce constat se confirme aussi au sein de l'organisation internationale qu'est l'APCE. Il s'est félicité de cet instrument permettant d'œuvrer dans la lutte contre tout acte discriminatoire et a déclaré soutenir « tout effort aspirant à la construction d'une société plus équitable et plus respectable ».

### La situation des prisonniers politiques en Russie

Un débat conjoint a été tenu sur les cas signalés de prisonniers politiques en Russie. L'APCE appelle les autorités russes à libérer les prisonniers, dont les plus célèbres sont Alexeï Navalny et Alexey Pichugin,

et insiste sur le fait que la Russie est astreinte à respecter les arrêts et décisions de la Cour européenne jusqu'au 16 septembre 2022. La nécessité de rétablir les droits de l'homme et l'État de droit dans le Caucase du Nord a été présentée dans le rapport de M. Frank Schwabe, député socialiste allemand. Il en ressort une résolution invitant les États membres à faciliter l'octroi d'une autorisation d'asile aux personnes essentiellement touchées telles que les journalistes ou les personnes LGBTI.

### Les conséquences humanitaires de la guerre en Ukraine

Une autre résolution s'attaque aux conséquences humanitaires de la guerre en Ukraine, se traduisant par un nombre de personnes déplacées pouvant se chiffrer jusqu'à 9 millions. L'identification précoce des personnes potentiellement vulnérables ainsi qu'un meilleur encadrement de celles-ci dans leur pays d'accueil ont figuré parmi les revendications des parlementaires. « Pour mettre fin aux refoulements sur terre et en mer », voilà le titre d'une autre résolution qui appelle les États membres du Conseil de l'Europe à œuvrer au niveau national afin de contrer cette gestion illégale des flux migratoires et permettre une meilleure protection des réfugiés. Une amélioration des moyens de fonctionnement pour l'agence européenne Frontex ainsi que la possibilité d'ouvrir des enquêtes et de traduire en justice les responsables sont évoqués comme éléments de réponse. La Commission des migrations de l'Assemblée s'est également prononcée sur la sécurité des pays tiers pour les demandeurs d'asile. Un rapport à cet égard sera présenté lors de la session d'octobre.

En présence du Roi des Pays-Bas, S.A.R. Willem-Alexander, les parlementaires ont délibéré sur les responsabilités de l'écrasement du Boeing 777-200ER assurant le vol MH17 de Malaysia Airlines, abattu en 2014 en survol de l'Ukraine par un missile BUK fourni par les autorités russes. La voie de la désinformation choisie par la Fédération de Russie pour traiter ce dossier était l'objet de consternations. À cet égard, l'APCE appelle à la coopération et invite le Gouvernement russe à présenter des excuses officielles aux victimes et à leurs proches.

### Échange de vues avec l'Open Dialogue Foundation

En marge de la session, des membres de la délégation luxembourgeoise ont échangé avec l'organisation internationale non gouvernementale Open Dialogue Foundation (ODF). M. Maciej Ferek, un juge polonais suspendu par la Cour suprême de Pologne, Mme Lyudmyla Kozlovskaya, présidente de l'ODF, ainsi qu'une réfugiée du Kazakhstan ont participé à ces échanges. Trois déclarations écrites ont été appuyées par deux membres de la délégation.

La première fait appel aux institutions européennes à ne pas déboursier de fonds européens pour la Pologne tant que ce pays ne se conforme pas aux principes de l'État de droit et aux valeurs démocratiques. La seconde exhorte le Kazakhstan à libérer tous les prisonniers politiques qui ont été arrêtés suite aux manifestations en début d'année. La troisième, quant à elle, invite les autorités polonaises à reconnaître le rôle de la société civile dans leurs efforts d'intégration des réfugiés ukrainiens.

Session plénière d'été du Parlement Benelux

## La mobilité durable au cœur des discussions

Les 17 et 18 juin 2022, les membres du Parlement Benelux se sont retrouvés pour la session plénière d'été qui s'est tenue au Parlement wallon à Namur. La première journée de la session était consacrée au débat thématique sur la mobilité durable.

Vice-Président de la Commission européenne et en charge des mesures dites du « Green Deal », M. Frans Timmermans s'est notamment exprimé au sujet de la durabilité et du transport. Dans son intervention, il a rappelé l'objectif de l'Union européenne de parvenir à une neutralité climatique d'ici 2050 et que, dans ce contexte, le transport posait un véritable défi. L'une des mesures phares du « paquet climat » de la Commission européenne consiste notamment à interdire, à partir de 2035, la vente de véhicules neufs à moteur thermique, a-t-il ajouté.

Le récent plan national de mobilité du Gouvernement luxembourgeois, qui propose un concept global novateur, a été présenté pendant la deuxième journée de la session qui concernait la multimodalité transfrontalière et le « modal shift ». Selon les prévisions de ce plan, il sera nécessaire de gérer 40 % de déplacements supplémentaires en 2035 par rapport à 2017. À cette fin, le nouveau plan de mobilité prévoit la mise en œuvre de différentes approches préconisées par la

stratégie pour une mobilité durable. Le dernier volet qui portait sur le transport de personnes a mis l'accent sur la politique du vélo, pour laquelle le Benelux a joué un rôle de précurseur en Europe. Dès 2020, les États du Benelux avaient signé la déclaration sur le vélo qui a abouti à une déclaration européenne sur le vélo. Dans cette dernière, un appel a été lancé pour donner la priorité au vélo, allouer plus de ressources en faveur d'une politique cycliste et améliorer l'infrastructure cyclable.

En outre, le Parlement Benelux a adopté des recommandations sur l'hydrogène, sur le transport de marchandises par camion et sur la problématique des pensions transfrontalières.

M. Wouter de Vriendt, rapporteur sur l'hydrogène, a souligné que la transition énergétique était en train de devenir une réalité en Europe et que l'hydrogène jouera son rôle dans le mix énergétique dans un avenir proche.

Dans ce contexte, la technologie de l'hydrogène pourra contribuer à créer de meilleures conditions environnementales, à condition de miser sur une chaîne de production « verte ».

Le Benelux posséderait un fort potentiel pour devenir un précurseur dans le domaine de la technologie de

l'hydrogène et pour servir d'exemple à d'autres régions, a expliqué M. de Vriendt. La recommandation adoptée rappelle que l'objectif principal est de parvenir à une neutralité climatique aussi vite que possible, d'être à même de respecter les termes de l'accord de Paris et d'accélérer la transition énergétique.

Il serait nécessaire de rapidement mettre l'hydrogène à disposition du marché en tant qu'alternative aux combustibles fossiles pour mener à bien la transition énergétique.

La recommandation souligne en outre que le Benelux a l'intention de promouvoir l'hydrogène renouvelable. Seul l'hydrogène produit à partir de l'énergie éolienne, solaire ou par la biomasse permettra d'atteindre les objectifs de décarbonation de l'économie.

Pour ce qui est du transport de l'hydrogène, le Benelux peut miser sur les infrastructures existantes, telles que les milliers de kilomètres de gazoducs ainsi que ses possibilités de stockage.

En augmentant la part de l'hydrogène dans différents secteurs tels que ceux de l'industrie, du transport aérien et maritime ainsi que dans le secteur du transport des marchandises par route ou par voie ferroviaire, en mettant en place les premières routes maritimes in-



**(de gauche à droite) M. Gusty Graas, Vice-Président du Parlement Benelux, Mme Lydia Mutsch, M. Jeff Engelen, Mme Cécile Hemmen, Présidente de la délégation luxembourgeoise, Mme Diane Adehm et M. Alain De Muyser, Secrétaire général de l'Union Benelux**

ternationales du commerce de l'hydrogène, le Benelux pourra s'établir comme un précurseur dans l'économie de l'hydrogène, a conclu le rapporteur.

## Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



... S. E. M. Bård Ivar Svendsen, Ambassadeur du Royaume de Norvège



... S. E. M. Luvsanvandan Bold, Ambassadeur de Mongolie



... S. E. M. Khalid Fahad A.A. Al-Hajri, Ambassadeur de l'État du Qatar





## Remise de décorations honorifiques

À l'occasion de la fête nationale, M. le Premier Ministre Xavier Bettel a remis les distinctions honorifiques suivantes à des membres de la Chambre des Députés et de l'Administration parlementaire :

**Officier de l'Ordre de la Couronne de Chêne** : M. Claude Lamberty, député (2<sup>e</sup> à gauche), Mme Josée Lorsché, députée (au milieu), M. René Schlechter, ancien Président de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (1<sup>er</sup> à gauche), M. Serge Wilmes, député (4<sup>e</sup> à droite)

**Chevalier de l'Ordre de la Couronne de Chêne** : Mme Gény Arend, inspecteur (3<sup>e</sup> à droite), Mme Lisi Haas, conseiller (3<sup>e</sup> à gauche)

**Médaille en vermeil de l'Ordre de la Couronne de Chêne** : M. Marc Baulesch, huissier dirigeant (4<sup>e</sup> à gauche)

**Commandeur de l'Ordre de Mérite** : M. Guy Arendt, député (1<sup>er</sup> à droite)

© Ministère d'État

## NOUVELLES LOIS

### Modification du statut général des fonctionnaires de l'État

7525 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi du 15 décembre 2019 portant modification

1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique ;

3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ;

5° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ;

6° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Le présent projet de loi vise à éliminer quelques incohérences constatées dans le cadre de l'exécution de la loi du 15 décembre 2019 relative à la réforme du stage dans la fonction publique. De surcroît, le projet tâche à rectifier un oubli constaté au niveau de la disposition légale relative à l'allocation de repas. Finalement, le projet de loi complète les conditions de la majoration d'échelon pour certaines fonctions classées aux sous-groupes à attributions particulières et clarifie l'attribution du cinquième échelon pour les agents du groupe de traitement D1.

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 20.02.2020

Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Fonction publique

(Président : M. Gusty Graas) :

16.09.2020 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'amendements parlementaires

07.10.2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

27.10.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.11.2021

Loi du 3 décembre 2021

Mémorial A : 2021, n° 864, page 1

### Open Data

7643 - Projet de loi sur les données ouvertes et la réutilisation des informations du secteur public

Le présent projet de loi vise à transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) 2019/1024 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les données ouvertes et la réutilisation des informations du secteur public, directive qui définit le cadre minimal pour les données ouvertes dans l'Union européenne.

L'objectif du présent texte est de faciliter et d'encourager la réutilisation de données ouvertes, qui représentent une ressource importante pour la création de produits et de services innovateurs et pour le développement de nouvelles technologies.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 31.07.2020

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

(Président : M. Guy Arendt) :

15.09.2020 Présentation du projet de loi

18.06.2021 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'amendements parlementaires

26.10.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.11.2021

Loi du 29 novembre 2021

Mémorial A : 2021, n° 836, page 1

### Comité permanent du travail et de l'emploi

7772 - Projet de loi portant modification des articles L. 651-2 et L. 651-4 du Code du travail

Le présent projet de loi vise à modifier les articles L. 651-2 et L. 651-4 du Code du travail qui ont trait à la composition et au fonctionnement du Comité permanent du travail et de l'emploi.

Les modifications proposées tendent à rendre plus flexible la composition du Comité permanent du travail et de l'emploi en ce qui concerne les membres représentant le Gouvernement en permettant à celui-ci de désigner sa délégation en fonction des sujets figurant à l'ordre du jour de chaque réunion du Comité permanent du travail et de l'emploi et à préciser que l'ordre du jour des réunions du Comité permanent du travail et de l'emploi est fixé par le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire en sa qualité de Président.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 24.02.2021

Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Dan Kersch) :

30.09.2021 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

28.10.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.11.2021

Loi du 24 novembre 2021

Mémorial A : 2021, n° 822, page 1

### Participation de la République croate à l'EEE

7773 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à la participation de la République de Croatie à l'Espace économique européen, fait à Bruxelles, le 11 avril 2014

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord relatif à la participation de la République de Croatie à l'Espace économique européen, fait à Bruxelles, le 11 avril 2014. Cette démarche viendra parfaire l'intégration de la Croatie dans le marché unique européen qui est accessible à tous les membres de l'Union européenne (UE) et des États non-membres participant dans l'EEE. Ayant rejoint l'UE depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, la Croatie est le dernier pays à avoir demandé la participation à l'EEE.

La Commission européenne a négocié, au nom de l'UE et de ses États membres, avec l'Islande, la Principauté de Liechtenstein et le Royaume de Norvège l'Accord relatif à la participation de la République de Croatie à l'Espace économique européen. Cet Accord a été signé à Bruxelles, le 11 avril 2014.

Le paquet législatif, appelé encore Acte final, portant élargissement de l'EEE est composé par :

- l'Accord relatif à la participation de la République de Croatie à l'Espace économique européen et ses annexes A et B (qui en font partie intégrante) ;

- six déclarations communes annexées à l'Acte final et adoptées par les Parties contractantes actuelles et futures et une déclaration commune générale des États membres de l'AELE.

En outre, il convient de rappeler que sont annexés à l'Acte final trois protocoles additionnels, dont deux avec la Norvège et un avec l'Islande, dont les Parties contractantes ont pris note, à savoir :

a) un protocole additionnel à l'accord entre le Royaume de Norvège et l'Union européenne concernant un mécanisme financier norvégien pour la période 2009-2014 consécutif à la participation de la République de Croatie à l'Espace économique européen ;

b) un protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et l'Islande consécutif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne ; et

c) un protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et le Royaume de Norvège consécutif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26.02.2021

Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Yves Cruchten) :

31.05.2021 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

05.07.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10.11.2021

Loi du 3 décembre 2021

Mémorial A : 2021, n° 839, page 1

### Modifications du droit du travail

7858 - Projet de loi portant :

1° dérogation temporaire à l'article L. 511-5 du Code du travail ;

2° modification du Code du travail

Le présent projet de loi vise à déroger temporairement à l'article L. 511-5 du Code du travail et à modifier les articles L. 511-5, L. 511-10 et L. 513-3 du code précité.

Afin de soutenir les entreprises dans leur sortie de la crise sanitaire due à la pandémie du Covid-19 et vu que la crise sanitaire a accéléré les processus de restructurations profondes ayant des répercussions au niveau de l'emploi, la dérogation temporaire à l'article L. 511-5 du Code du travail vise à augmenter pour l'année 2021 le nombre d'heures de travail pouvant être réduites dans le cadre du chômage partiel de source structurelle dans le cadre d'un plan de maintien dans l'emploi de 1.022 à 1.714 heures. Cette mesure s'applique de manière rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier 2021 et va jusqu'au 31 décembre 2021.

En outre, le présent projet de loi introduit des modifications définitives dans le Code du travail.

Dans le contexte des restructurations fondamentales accompagnées par des périodes plus ou moins longues de chômage partiel structurel, le présent projet de loi, par la modification à l'article L. 511-5 du Code du travail, vise à augmenter de manière définitive le nombre d'heures éligibles au chômage partiel à un maximum de 1.714 heures par année de calendrier et par salarié travaillant à temps plein, à condition que les entreprises soient couvertes par un plan de maintien dans l'emploi accompagnant une restructuration fondamentale, résultant d'un accord tripartite sectoriel et homologué.

Ensuite, le présent projet de loi prévoit de modifier l'article L. 511-10 du Code du travail afin de compléter la condition d'éligibilité d'un salarié au bénéfice du chômage partiel relative à son occupation légale auprès d'une entreprise légalement établie au Luxembourg par la précision que le salarié ne doit pas être en situation de préavis résultant de l'initiative de l'employeur. Par contre, les salariés qui démissionnent pendant une période de chômage partiel sont éligibles dans le cadre des décomptes mensuels. Les entreprises, qui incluent des accompagnements personnels dans le cadre de transitions de carrières dans leur plan de maintien dans l'emploi peuvent recourir, le cas échéant, aux programmes spécifiques de l'ADEM en la matière.

Finalement, le présent projet de loi vise à modifier l'article L. 513-3 du Code du travail afin de déterminer certaines dispositions qui doivent obligatoirement figurer dans le plan de maintien dans l'emploi pour que celui-ci puisse être homologué.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 09.07.2021

Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Dan Kersch) :

30.09.2021 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

28.10.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.11.2021

Loi du 24 novembre 2021

Mémorial A : 2021, n° 823, page 1



**Sommaire**

**1. Ouverture de la séance publique**

- M. Fernand Etgen, Président

**2. Dépôt de deux motions par M. Jeff Engelen**

- Exposé : M. Jeff Engelen

**3. Débat sur la politique européenne et étrangère**

- Débat : M. Claude Wiseler (dépôt de la motion 1) - M. Gusty Graas (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. le Ministre Jean Asselborn) - M. Yves Cruchten (dépôt des motions 2 et 3) - Mme Stéphanie Empain (interventions de M. Roy Reding, M. Fernand Kartheiser, M. Dan Biancalana et M. Georges Engel) - M. Fernand Kartheiser (Interventions de Mme Stéphanie Empain) (dépôt des motions 4 et 5) - Mme Nathalie Oberweis - M. Sven Clement  
 - Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes (interventions de M. Sven Clement) - M. Sven Clement (parole après ministre) - M. le Ministre Jean Asselborn - Mme Nathalie Oberweis (parole après ministre) - M. le Ministre Jean Asselborn - Mme Viviane Reding

(parole après ministre) - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - M. le Ministre Jean Asselborn

- Motions 1 et 5 : M. Yves Cruchten - M. Fernand Kartheiser

- Retrait de la motion 5

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

- Motion 2 : M. Fernand Kartheiser - Mme Nathalie Oberweis - M. Sven Clement - Mme Stéphanie Empain - M. Yves Cruchten - M. Sven Clement - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

- Vote sur la motion 2 (adoptée)

- Motion 3 : Mme Nathalie Oberweis - M. Yves Cruchten

- Vote sur la motion 3 (adoptée)

- Motion 4 : M. Yves Cruchten - M. Claude Wiseler - M. Fernand Kartheiser - M. Yves Cruchten - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser - M. Claude Wiseler - M. Yves Cruchten

- Vote sur la motion 4 (rejetée)

**4. 7773 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à la participation de la République de Croatie à l'Espace économique européen, fait à Bruxelles, le 11 avril 2014**

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten

- Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Gusty Graas - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement (intervention de Mme Josée Lorsché)

- Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

**5. Question élargie n° 116 de Mme Viviane Reding au sujet du statut de siège européen du Luxembourg**

- Mme Viviane Reding - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

**Au banc du Gouvernement se trouve : M. Jean Asselborn, Ministre.**

*(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)*

**1. Ouverture de la séance publique**

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Nee, ech mengen ..., dat ass net de Fall.

*(Hilarité)*

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Ausseminister.

**2. Dépôt de deux motions par M. Jeff Engelen**

ler mer zum eigentlechen Ordre du jour vun haut kommen, wëll ech d'Wuert un den honorabelen Här Jeff Engelen gi fir den Depot vun zwou Motiouen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Zwee Engelen.

*(Hilarité)*

**Exposé**

■ **M. Jeff Engelen (ADR), auteur.** - Merci, Här Président. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, a leschter Zäit heefe sech d'Fäll vu Leit, déi net verstinn, fir wat datt si mat 75 Joer hire Führerschäin an der Kategorie C an D net méi verlängert kréien. Laut aktueller Gesetzgebung dierf een nom Erreeche vum Alter vu 75 Joer kee Camion a kee Bus méi op der öffentlecher Strooss beweegen.

Déi entspriedend Führerschäiner an de Kategorien C an D verléieren op deem Stéichdag hir Gëltegkeet, egal wéi fit a gesond een nach ass.

Et gouf sech ëmmer hanner europäesche Reegele verstoppt, mee och hei huet sech erausgestallt, datt deem net esou ass. Zum Beispill an Däitschland an a Frankräich, eisen direkten Nopeschlänner, dierf een ab deem Alter ouni Problem nach säi Führerschäin an dese Kategorie verlängeren. Dëst ass zum Beispill hei am Land net nëmme en Nodeel fir déi, déi e Campingcar hunn, an dat sinn der jo bekanntlech eng ganz Rëtsch, deen awer dann iwwer 3,5 Tonnen weit, mee dëst betrëfft och Leit, déi zum Beispill Sammler vun historesche Gefierer sinn. Zum Beispill kënnen si dann net méi u Kommemoratiounsveranstaltungen deelhuele a sou weider.

Et muss een och feststellen, datt vill Leit och an deem Alter nach fit sinn, fir esou Gefierer op der Strooss ze beweegen.

Zu dëser Problematik goufen zwou QPen (ndlr: Question-parlementairen) gestallt. Eng vu mengem Kolleeg, dem Här Roy Reding, an eng vum Här Michel Wolter.

Bei der Äntwert vun der QP vum Här Roy Reding hat den Här Minister duerchblécke gelooss, dank och dem medezinnesche Fortschrëtt, bei der nächster Ännerung vum Code de la route géif hie proposéieren, fir dës Altersgrenz opzehiewen, soudatt, esou laang wéi de Gesondheitszoustand vun där betraffener Persoun et zouléisst, d'Führerschäiner vun de Kategorien C an D kënnen verlängert ginn. Mee bei dëser Äntwert hat den Här Minister den Zäitpunkt, weini hien dëst wëilt aféieren, net definéiert.

Mir sinn awer der Meenung, datt dës Altersdiskriminatioun soll bis Enn vun dësem Joer gestrach ginn, well och mëttlerweil eenzel Leit heivunner be-traff sinn. A mir sinn der Meenung, datt dës Bestëmmung och misst retroaktiv gëlle fir déi Leit, déi elo well dese Führerschäin aus Altersgrënn net méi verlängert kruten.

Ech géif dann elo zum Depot komme vun där éischter Motiouen. Wannechgelift, Här Präsident.

**Motion**

*D'Chamber vun den Deputéierten*

*stellt fest, datt*

*- d'Altersdiskriminierung am Code de la route, wat d'Netverlängerung vun de Camionsführerschäiner ugeet, nach ëmmer Bestand huet;*

*- de Minister fir Mobilitéit versprach huet, dëst „bei der nächster Ännerung vum Code de la route“ (Äntwert op d'parlamentaresch Froen Nr. 4657 a 4770 vun den honorabelen Deputéierte Roy Reding a Michel Wolter) ze behiewen;*

*- de Krees vun de Betraffenen net just Camionschaufferen a Leit mat Mobilhomë sinn, mee och Sammler vun historesche Gefierer ëmfaasst, déi mat hire Gefierer och u kulturelle Kommemoratiounsveranstaltungen wëllen deelhuele,*

*ass sech bewosst, datt*

*- déi an Aussicht gestallten Ännerung am Code de la route den Ablack zäitlech net definéiert ass, fuerdert d'Regierung op,*

*- all Dispositiounen ze huelen, fir datt all Forme vun Altersdiskriminatioun bis Enn des Joers aus dem Code de la route gestrach ginn.*

*(s.) Jeff Engelen.*

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Engelen.

■ **M. Jeff Engelen (ADR), auteur.** - Mir hunn och festgestallt, datt a verschiddene Länner vun der Europäescher Unioun de grénge Feil, also d'Méiglechkeet trotz Rouder Luucht ënner verschiddene Bedéngungen no riets oder och, deemno wéi d'Kräizung ass, no lénks kënnen ofzëbéien, an ënnerschiddlecher Form a bei ënnerschiddlecher Gesetzeslag besteet, sou beispillsweis an Däitschland, Polen, Frankräich, Rumänien, Tschechien an Éisträich. Mir hunn och festgestallt, datt vill Kräizunge sech fir eng separat Rietsofbéireeglung ganz gut eegene géifen. D'Äféierung vun grénge Feil zu Lëtzebuerg kéint vill Virdeeler fir de Stroosseverkéier mat sech bréngen: Den Autofuerer géif Zäit gewannen. Et wär manner Kaméidi. De Brennstoffverbrauch wär manner héich an doduerjer géif et och manner CO<sub>2</sub>-Ausstouss ginn. De Risiko vun engem Stau kéint och deels esou reduzéiert ginn.

Den Autofuerer dierf sech nëmme an déi Richtung vum Feil beweegen, déi uginn ass, nodeems hie sech vergewëssert huet, datt et sécher ass, datt näischt vun där anerer Säit kënn an d'Kräizung fräi ass. De bléinkende grénge Feil kann nëmme an den Asaz kommen, ier et rout ass. D'Äféierung vun grénge Feil stellt, am Géigesaz zu anere Verkéiersreegelungen, e gerénge finanziellen Opwand duer.

Mir sinn ons bewosst, datt en erhéichten Accidentsrisiko duerch d'Äféiere vum grénge Feil net besteet, well den Autofuerer verschidde Reegelen anhale muss, fir kënnen trotz Rouder Luucht no riets oder, jee nodeem wéi d'Kräizung ass, no lénks ofzëbéien. Hie muss de Quer- an de Géigeverkéier iwwerpräiwen an allen anere Verkéiersacteuren de Virrang iwwerloossen, ier hien no lénks oder no riets ofbéit. Duerch d'Äféierung vun grénge Feil gëtt de Kollisiounsrisiko esouger reduzéiert, well et doduerjer net zu engem Réckstau kënn.

Allerdéngs sollten op Kräizungen, déi un engem Schoulwee leien, keng gréng Feiler installéiert ginn, well hei, obschonns de Chauffeur op Foussgänger oppasse muss, de Risiko besteet, datt hien een oder méi Schüler, déi sech net un d'Verkéiersreegelen halen, méiglecherweis iwwersäit an et esou zu engem Accident komme kann. Och bei kräizendem Zuchverkéier kann d'Opstelle vun engem grénge Feil e Risiko mat sech bréngen.

Mir sinn der Meenung, datt een de grénge Feil hei am Land an de Code de la route ophuele sollt, dofir leëen ech hei eng Gesetzespropositioun elo vir, fir

eng deementspriedend Ännerung vum Règlement grand-ducal. An domadder géif ech dann och dës Motiouen deponéiere mam Reglement, wéi mir e vrschloen.

Merci, fir Är Opmierksamkeet.

**Motion**

*D'Chamber vun den Deputéierten*

*stellt fest, datt*

*- a verschiddene Länner vun der Europäescher Unioun de grénge Feil, also d'Méiglechkeet, trotz Rouder Luucht ënner verschiddene Bedéngungen no riets (oder no lénks) kënnen ofzëbéien, an ënnerschiddlecher Form a bei ënnerschiddlecher Gesetzeslag besteet, sou beispillsweis an Däitschland, Polen, Frankräich, Rumänien, Tschechien an Éisträich;*

*- sech vill Kräizunge fir eng separat Rietsofbéireeglung eegne géifen;*

*- d'Äféierung vum grénge Feil zu Lëtzebuerg vill Virdeeler fir de Stroosseverkéier mat sech brénge géif: D'Autofuerer géifen Zäit gewannen, et wär manner Kaméidi, de Brennstoffverbrauch wär manner héich an doduerjer géif et och manner CO<sub>2</sub>-Ausstouss, de Risiko fir e Stau kéint reduzéiert ginn an esou weider.*

*- d'Äféierung vum grénge Feil am Géigesaz zu anere Verkéiersreegelungen ee gerénge finanziellen Opwand duerstellt,*

*ass sech bewosst, datt*

*- een erhéichten Accidentsrisiko duerch d'Äféiere vum grénge Feil net besteet, well den Autofuerer verschidde Reegelen anhale muss, fir kënnen trotz Rouder Luucht no riets ofzëbéien: Hie muss de Quer- a Géigeverkéier iwwerpräiwen an allen anere Verkéiersacteuren de Virrang iwwerloossen, ier hien no riets (oder lénks) ofbéie kann;*

*- duerch d'Äféierung vum grénge Feil de Kollisiounsrisiko souguer reduzéiert kéint ginn, well et doduerch net zu Réckstau kënn;*

*- u Kräizungen, déi un engem Schoulwee leien, keng gréng Feiler installéiert sollte ginn, well hei, obschonns de Chauffeur op Foussgänger oppasse muss, de Risiko besteet, datt hien een oder méi Schüler, déi sech net un d'Verkéiersreegelen halen, méiglecherweis iwwersäit an et esou zu engem Accident komme kann;*

*- och bei kräizendem Zuchverkéier d'Opstelle vun engem grénge Feil Risiko mat sech brénge kann, fuerdert d'Regierung op,*

*- de grénge Feil hei am Land an de „Code de la route“ opzehuelen.*

*(s.) Jeff Engelen.*

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Engelen. Da kënnen mer elo zum Ordre du jour vun haut de Mëtteg kommen.

**3. Débat sur la politique européenne et étrangère**

Haut de Mëtteg féiert d'Chamber d'Debatt iwwert d'Aussen- an Europapolitik. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Claude Wiseler, den Här Gusty Graas, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Sven Clement. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler ageschriwwen.

**Débat**

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Villmools merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Villmools merci, Här Präsident. Den Ausseminister huet gëschter den

Tour ronderëm d'Welt gemaach. Dat war ganz interessant, awer elo näischt Neies. Dee leschten Tour ronderëm d'Welt war scho relativ änlech, d'lescht Joer. Ech hunn och gären nogelauschtert. Ech hunn awer net ëmmer aus deem, wat gesot ginn ass, gelies, wat d'Kohärenz vun der Lëtzebuerger Aussepolitik wär. Wat wëlle mer? Wat sinn eis aussepolitisch Ziler? Wouhinner gi mer? Wellech Instruktoune hunn eis Diplomaten, wa se Politik maachen oder ëmsetzen?

Et huet mech erënnert un en Artikel, deen 2015 am „Forum“ war, fir meng Quelle ganz kloer unzeginn, wou de Jean Asselborn beschriwwen ginn ass, andeem gesot ginn ass: „Zwar ass den Här Asselborn bei alle Krisen an allen Interviewen e wëllkommene Gaascht, awer wat seng Diplomaten eigentlech erreeche wëllen, bleift onkloer.“ Enn Zitat. Oder anescht ausgedréckt: Jiddweree kennt de Jean Asselborn, mee kee kennt d'Leitlinie vu senger Politik.

Am Regierungsprogramm steet, a mir hunn dat och d'lescht Joer an d'virlescht Joer hei an der Chamber gefrot, datt mer gär vun dem Ausseministère eng Planification stratégique hätten, eng Matrice des relations extérieures. Dat si komplizéiert Wieder, mee déi Wieder sinn aus dem Regierungsprogramm erausgeholl. A si beschreiwen am Fong genau dat, wat mer gär hätten. Eng Definitioun, wat dann d'Zilsetzung vum eiser Aussepolitik sinn, wat mer da wëllen an eisem diplomatesche Réseau erreechen. Mir kruten et versprach. Et ass versprach ginn an der Regierungserklärung. Bis elo hu mer awer nach näischt kritt, keng Linnen, déi an der Aussepolitik duerchgesat ginn an deene leschte Joren an an deenen nächste Joren.

An anere Länner ass dat de Fall. Do ginn d'Prinzipie vun der Aussepolitik duerchdiskutéiert. Do gi se néiergeschriwwen. Do kënnen se nogelies ginn. Do weess een, wou ee sech an der Aussepolitik drun ze halen huet. An ech hunn och gëschter den Här Asselborn héieren, iwwert d'Boussole stratégique vun der Union européenne schwätzen, déi och an der Elaboratioun momentan ass an iwwert déi e gesot huet, datt et wichteg ass, datt se géif kommen. A mir ënnerstëtzten en doran. Jo, et ass natierlech wichteg, datt eng Boussole stratégique an der Europäescher Unioun soll kommen, fir eis europäesch Aussepolitik besser ze begleeden. Mir sinn awer genau dat selwecht hei fir Lëtzebuerg. Mir brauche se och zu Lëtzebuerg, fir eis Zilsetzungen, mee net nëmme eis Zilsetzungen, och eis Methoden ze definéieren a fir och kloerzestellen, wat dann den aussepolitische Konsens an der Regierung ass.

An et wär och absolut néideg, well déi Zäit, déi den Här Asselborn elo Ausseminister ass, dat ass schonn eng laang Zäit. An an där Zäit huet d'Welt vill geännert. Déi politesch Gewiichtunge sinn anescht ginn. Konflikter sinn dobäikomm, anerer hunn opgehale. D'Allianzen an d'Rivalitéiten hu sech och deelweis geännert. Et ass eng aner Welt, déi 2004 war, wéi déi, déi elo ass.

A mir sti souwisou säit enger ganzer Rei Jore bei engem Paradigmewissel. An e puer Wieder vläicht doriwwer. De Paradigmewissel, deen net méi déi Welt ass, wéi mer se 1989 nom Mauerfall kann hunn, wéi jiddweree gemengt huet, den demokratesche Modell wär de Gewinnermodell a mir hätten eis duerchgesat, mir géifen dee Modell kënnen weltwäit imposéieren, dat, wat d'Moral, wat d'Fräiheet, wat d'Mënscherechter, wat Fridden ass, ronderëm d'Welt imposéieren, an d'USA an Europa hättten domat eng geopolitisch Stabilitéit erreecht.

Haut si mer an enger total anerer Welt, an enger radikal anerer Welt. Et ass eng Beweegung, déi a mengen Aen 2014 ugefaangen huet, wéi d'Annexion vun der Krim geschitt ass mat militärescher Force. Hei huet sech gewisen, datt d'Politik net méi mat Diplomatie geschaff huet, net méi d'Integritéit vun de Staate respektéiert huet, mee mat Waffen a



Gewalt och um europäesche Kontinent ëmgesat gouf. Dat war méiglech. Mir hunn nogekuckt, mir hunn et och akzeptéiert. Mir hate par ailleurs och keen anere Choix. Mee dat huet awer an der Psychologie vun der Aussepolitik bal alles ëmgeännert, well d'Diplomat, déi ass duerch d'Force a verschidde Punkten ersat ginn, an d'Force gëtt erëm méiglech, wat an deene Jore virdrun net esou gesi ginn ass.

Den zweete Punkt, dee geännert huet, dat war de President Trump a säin amerikaneschen Isolationsismus, deen en duerchgesat huet. Mee och, an ech soen dat hannendrun, déi Politik, déi säin Nofolger, den Joe Biden, deklaréiert huet, eng Politik, wou en no dem Afghanistan-Réckzuch gesot huet, dat en ëmmer nëmmen do Interventiounen géif maachen, wou amerikanesch Interessen a Gefor wäeren, dat d'Interventiounen nëmme géifen am Interêt vun den USA gemaach ginn. Mir kënnen also, an dat ass och eng nei Donnée, manner op d'Veereegte Staaten zielen.

En drëtten Punkt, dat ass, dat China säit Joren, säit zéng Joer méi a méi zur Weltmuecht eropstieft. De Xi Jinping als President mécht et anescht wéi seng Virgänger Hu Jintao an de Jiang Zemin. Hien ass e President, dee militäresch, ekonomesch a mat Strategien, déi net ëmmer fair sinn, seng Plaz, d'Plaz vu China an d'Influenz vu China an der Welt weiderdreift.

Dee véierte Punkt, dat ass Russland, déi mat deene Moyenen, déi hir sinn, militäresch, ekonomesch, de russeschen Nationalismus iwwerall do weiderbréngen, wou et nëmme méiglech ass. An déi Zäit vun der Annäherung, déi ass eriwier. Russland schreift sech an deene leschte Joren an der Opposition mat der EU.

An dann dee fënnefte Punkt, deen anescht ginn ass, dat ass d'Schwächt vun der Europäescher Union, deen ech extreem regrettéieren, mee deen ech awer, wann ech Realpolitik wëll maachen, muss feststellen.

Bei eis intern ass d'Demokratie an d'Rechtsstaatlechkeet och an eenzelne Länner a Fro gestallt. A wann ech dann héieren, deen een oder deen aneren an Ungarn oder Polen iwwert déi liberal Demokratie schwätzen, fir dann ze soen: „Mee et gëtt och aner Demokratie wéi déi liberal Demokratien“, da muss ech soen, dat ass fir mech e Wuertgebrauch, deen ech am Fong vum Prinzip total inakzeptabel fanen! Eng Demokratie ass liberal oder eng Demokratie ass keng Demokratie. An domat fäerdeg!

Et kann een net déi eng Demokratien ... An déi aner Demokratien, wou Mënscherechter, Pressefräiheet a Recherchefräiheet a wou och nach ëmmer Justizfräiheet net existéiert, kann een net als Demokratie bezeichnen, well dat ass den Inhalt vun deem, wat eng Demokratie bedeit, wou rechtsorientéiert Parteien och an Europa, déi Anti-EU-Politike maachen, ëmmer méi staark ginn, och bei eisen Nopeschlänner an Däitschland, Frankräich oder och nach Italien, wou d'Verteidigungsstrukturen a Fro gestallt ginn, wann ech notament gesinn, dat an där leschter Zäit och Konflikter zwëschen NATO-Membere wéi der Türkei a Griicheland waren.

D'Konklusioun dovunner, dat ass, dat d'Gewiichter sech verréckelt hunn, dat Europa net den Zentrum vun der Welt ass, dat Europa och zu engem Deel kee Modell méi ass. An do, wou mer hëllefen, zum Beispill an Afrika, si ganz oft déi Länner, deene mer hëllefen, déi och ëmmer méi ufänken, nach op aner Länner als Modellänner hinzekucke respektiv Länner wéi China, wat dat konsequent ausnotzt, op eng interesséiert Aart a Weis ze kucken, respektiv och wéi d'Türkei a Russland. Et geet net dier, am Ausland mat gudden Intentionen e Wee wëllen ze weisen, deen déi wéinegst nach wëllen oder nach kënnen matgoen. Dat veriergert dobaussen heiansdo méi, wéi et bréngt, a mir gi ganz oft net seriö geholl.

D'Madamm von der Leyen huet, wéi se ugefaangen huet, eng geostrategiegesch Kommissioun versprach. Ech hunn dat fundamental richteg fonnt an ech fannen dat nach ëmmer. Dat heescht, dat mer als Europäer eis Stärkte benotzen, ekonomesch, kulturell Stärkten, och militäresch Stärkten, fir eis Interëten, fir eis Sécherheet, fir eis Iddien, fir eis Wäerter, fir eis Zukunft ofzesécheren an duerchsetzen.

Et muss een awer leider feststellen, dat mer net richteg weiderkommen, well mer eis net eens sinn an Europa, well mer och keng richteg Aussepolitik hunn, keng gemeinsam Aussepolitik hunn. An ech soen hei ganz kloer: Ech fannen dat e richtegt Drama, dat Europa et net fäerdegbréngt, eng uerdentlech a gemeinsam Aussepolitik ze hunn, déi awer absolut noutwendeg wär. Dofir soen ech nach eng Kéier ganz kloer, dat mer net der Meinung sinn, dat déi Unanimitéitsregel an der Aussepolitik an Europa kann an Zukunft weider bestoen. Wa mer wëllen eis Influenz an der Welt no baussen ëmsetzen, da brauche mer eng Aussepolitik, déi effikass ass. Esou wéi se elo organisiert ass, funktionéiert dat Fest net.

Ech stellen och fest, dat déi fënnf lescht Krisen, déi mer hei an Europa kannt hunn, an Fong ëmmer déi selwecht Origin haten. D'Afghanistan-Fro zum Beispill huet eis awer an enger Däitlechkeet wéi kaum virdrun déi militäresch Incapacitéit gewisen, an där mer als Europäer eleng dru sinn. Mir waren net kapabel, souguer d'Evakuatioun vu Kabul esou ze organisieren, dat se kohärent konnt oflafen - an et huet knapps oder nëmmen hallefweegs funktionéiert, well d'Amerikaner et gemaach hunn -, geschweig dann eis Capacitéiten, fir eis Präsenz am Afghanistan, wann dat da gewënscht gewiescht wär, hätte kënnen méi grouss ze maachen. Déi ass gefrot ginn. D'Europäer hu se refuséiert aus verständleche Grënn. Mee hätte mer se gewollt, wärem mer warscheinlech net kapabel gewiescht, et ze maachen.

Mir hunn an der Afghanistan-Kris ganz kloer gesinn, dat Europa notament um militäresche Plang absolut net autonom ass, an dee Mangel un Autonomie schafft eis an der Welt extreem Problemer.

An der Flüchtlingskris ass et d'selwecht. Déi quasi Incapacitéit, déi mer entwéckelt hunn, fir déi Flüchtlingskris intern ze bewältegen. An d'EU-Aussepolitik war net kapabel, leider net kapabel, och wann den Ausseminister sech dofir agesat huet, fir déi richteg Decisiounen an der Flüchtlingskris gemeinsam ze huelen. A se huet eis domat an eng Dependenz vun Accorde mat anere Länner, notament der Türkei, gedriwwen. Och dat ass e Mangel un Autonomie, dee mer momentan hunn an deen eis verbitt a sech oder empëchéiert, déi richteg Decisiounen als Kontinent ze huelen.

Eng aner Kris, déi mer kannt hunn, dat ass d'Covidkris. Mir hunn zwar vill fäerdegbruecht, an den Här Asselborn huet dat richteg beschriwwen gëschter a senger Ried. Mir hu vill fäerdegbruecht an der Covidkris. Mir hunn och Recherche gemaach. Mir hunn e QR-Code entwéckelt, deen eis hëllef, vu Land zu Land eis méi fräi ze beweegen, dee sech och an anere Länner imposéiert huet. Mee et huet eis awer am Ufank och gewisen, wéi dependent mer awer waren, wéi eng Kris ausgebrach ass, vu Material, wat mer net méi selwer hei an Europa produzéiert hunn, wat mer hu missen erbäikomme loossen, op heiansdo ganz besonnesch Aart a Weisen, wat mer am Ufank gebraucht hunn, net nëmme Material wéi Masken, Handschen, déi Uniformen, déi do gebraucht gi sinn, mee awer och duerno Material, fir pharmazutesch Produkter hierzestellen, d'Basis an d'Grundmaterial, fir esou Produkter hierzestellen. Dat huet eis gewisen, dat mer och do net autonom sinn, mee an enger totaler Dependenz liewen, wat fir mech e Riseproblem ass, wa mer et laangfristeg a wa mer et strategiegesch als Europäer denken.

Dat selwecht ass déi Energiekris, an där mer eis haut befannen, an duerno gëtt nach eng Diskussion doriwier gefouert. Och do si mer an enger absolutter Dependenz vun arabesche Länner, vu Russland, wat ech och en Drama fanne fir Europa, well et eis der totaler Erpressung aussetzt. Wann eng Krisensituatioun kënnt, si mer an energieetesche Froen erpressbar, well mer wäit ewech vun der Autonomie sinn. An ech soen: Niewent dem Klimaschutz ass fir mech e Grund, fir déi alternativ Energie an de Waasserstoff ze férdere, selbstverständlech och déi energieetesche oder déi deelweis energieetesche Independenz, déi se eis ka bréngen. Oder op jidde Fall déi manner Dependenz, déi se eis ka bréngen. Ech sinn d'accord, dat de Klimaschutz deen éischte Grund ass. Mee deen do ass och net onwichtig, fir kënnen dohinnerzegoen a fir ... An da muss ee sech nach d'Fro stellen, wéi an enger Transitionphaseng Energieversuergung kann an deenen nächste Jore garantéiert ginn.

Dat véiert, dat ass d'Klimakris, déi mer kannt hunn. Och do ass et am Fong dramatesch, dat Europa sech net ëmmer eens ass an datt mer Schwierigkeiten hunn, eng gemeinsam Politik ze fannen an domat, well mer net ëmmer an iwwerall eng gemeinsam Politik fonnt hunn, och déi Leaderroll, déi mer missen awer hei huelen a klimapolitische Froen, méi schwierig ass, wéi et noutwendeg ass.

A schlussendlech déi technesch Dependenz, wou mer dra sinn, ech erënneren un d'Diskussion iwwert de 5G, wou aus Recherchen, aus Recherche, well se a Kaderen ass, déi ech zwar verstinn, mee déi Problemer mécht, fir an der Recherche esou séier weiderzekomme, wéi aner Länner dat maachen, an domat déi technologesch Autonomie ze kréien, déi mer als Europa brauchen.

Fënnf Krisen, déi allkéiers op dat selwecht zréckzeféieren ..., oder sechs Krisen, déi allkéiers op dat selwecht zréckzeféiere sinn: e Mangel un Autonomie. A wann Europa sech soll a muss eng grouss Zilsetzung ginn, dann ass et, an deene Punkten ze probéieren, méi a méi Autonomie ze kréien oder manner a manner Dependenz an deenen nächste Joren ze kréien. Dat ass fir mech eng absolutt Prioritéit. Net nëmmen am aussepoliteschen, mee allgemeng am politeschen Handelen.

Elo kann ee soen: Wat huet dat do mat den Eerausforderunge vun der Aussepolitik ze dinn? Dat ass

keng Aussepolitik! Ech soe just: Dat do ass genau Aussepolitik. Well Aussepolitik net just a sech aus dem Ausseministère besteet, mee aus enger ganzer Regierung. An all eenzelt Departement muss un deenen aussepoliteschen Zilsetzungen deelhuele, déi hei beschriwwen gi sinn. An haut huet een awer d'Impressioun, dat an der Lëtzebuurger Regierung jiddwer Minister säi Match mécht: Den Energieminister, den Ëmweltminister, den Defenseminister, de Kooperationsminister, den Ekonomiesminister, de Finanzminister sinn all an der Aussepolitik ënnerwee, mee ech hunn net d'Impressioun, dat dat kohärent, dat dat zilstreebeg ass an datt dat eng Aussepolitik aus engem Goss ass.

Ech muss soen, wann ech kucken, wéi d'Regierungsbänk gëschter an haut ausgesäit, da soen ech, dat d'Aussepolitik vum Här Asselborn net vill Ënnerstützung vun dëser Regierung kritt huet, zumindest visuell kann een dat hei feststellen. An ech soen lech ...

#### (Interruption)

... Här Asselborn, mat allem Respekt, heiansdo kommt Der mer vir wéi eng Zort Artiste indépandant, dee ka maachen, wat e wëllt, mee dat, wat e mécht, interesséiert awer kaum aner Leit aus dëser Regierung.

Fir eis ass et kloer, dat den Ausseminister misst eng Matrice virleeë vun der Aussepolitik, eng aussepolitesch Strategie virleeën, un déi jiddwer Regierungsmember sech kéint, sech misst halen. An ech soen nach eng Kéier dat, wat ech och déi Jore virdrun gesot hunn: Fir déi Ressourcen an der Aussepolitik esou ze bündelen, dat mer nach méi effikass kënnen ginn, si mer wierklech der Meinung, dat eis aussepolitesch Representatioun just ee Reseau solle bedeiten. En diplomatesche Reseau an net nach en zousätzlechen ekonomesche Reseau dobäi, mee datt mer déi missten zesummeleeën, fir keng Energievergeudung, keng Geldvergeudung ze maachen. Déi Zesummeschléissung schéngt mir absolutt evident ze sinn. An déi grouss Koordinatioun vun där gesamter Aussepolitik soll am Ausseministère gemaach ginn an net eparpilléiert ginn op verschidde Ministèren.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Très bien!

■ **M. Claude Wiseler (CSV)**.- De Rôle vum Ausseminister ass net, an all Konflikt säi Pefferkär bäzelleeën, mee de Rôle vum Ausseministère ass a sech, d'Auslandsinteresse vun eise Land ze koordinéieren, fir eng gemeinsam effizient an och op Lëtzebuerg gezielten Aussepolitik ze maachen. Dat feelt haut. An dat wär a mengen Aen déi weesentlech Roll vum Ausseminister.

Elo huet Lëtzebuerg e grouse Succès kannt, Här Ausseminister, an deene leschte Wochen. Mir hu fir d'Joren 2022 bis 2025 e Sëtz am Mënscherechtsrot kritt. An ech felicitéieren dofir der Regierung. Elo muss mer just nach wëssen, wat mer domadder maachen, Här Asselborn. An Dir hutt gëschter véier oder fënnf Zilsetzungen genannt, hannert deene mer och kënnen stoen. Ech wënschen lech och bonne Chance, fir dat an engem Gremium, wou China, Brasilien, Sudan drasetzen, fir dat och do duerchzusetzen. Mee d'Intentioun ass déi richteg. Mee mir mussen eis awer trotzdem als Land - elo sëtze mer an deem Gremium - déi grondleeënd Fro stellen: Sinn d'Mënscherechter, d'Fräiheet, d'Demokratie an d'Rechtsstaatlechkeet e prinzipiellen Deel vun eiser Aussepolitik? Triede mer grondsätzlech dofir an oder nëmmen dann, wa keng wirtschaftlech Interessen am Spill sinn?

■ **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Très bien!

■ **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Triede mer konsequent derfir an oder just do, wou mer net riskéieren, eis wéizeden? Déi Fro ass eendeitig ze beantweren. An et kann ee se net ëmgoen, wann een an deem Conseil fir Mënscherechter sëtzt. An d'Äntwert a mengen Aen ass evident a kloer: Selbstverständlech muss mer bedéngungslos eis derfir asetzen, derfir antrieden, an net nëmmen dann, wann et eis arrangéiert. Wann een A gesot huet, fir an dee Conseil ze kommen, muss een och B soen a mat de Konsequenzen dovunner liewen. Dat ass fir mech eng Selbstverständlechkeet. Dat ass fir eis och eng Evidenz. Och an eise meegen Interêt. Eng aner Haltung géif d'Aktionsfäegkeet vun der Aussepolitik absolutt beschiedegen.

Dat heescht awer och eppes. Dat heescht éischens, dat wann ee Mënscherechtsverletzungen denoncéiert, een dat ëmmer an iwwerall mécht. Net just bei deene klengen, mat deenen een näischt ze dinn huet, mee dat och mécht an deene Länner, mat deenen ee wëllt a mat deenen ee muss gutt Relatiounen hunn. Net nëmmen am Aserbaidjan an net nëmmen a Syrien, mee och a Russland, China mat den Uiguren, zu Hongkong. A mir wëssen, dat mer dann och Reaktiounen kréien. Mir wëssen, dat China, wann een dat kloer an däitlech seet, och dorop wäert reagéieren. Mir hunn zwee Europadeputéiert, déi sanktionéiert gi sinn. Mir gesinn och an anere Länner, wéi d'Reaktiounen sinn. Wann zum Beispill an den englesche Fussballveräiner oder an den amerikaneschen NBA-Veräiner just

ee Spiller ee Wuert iwwer Uigure seet, da gëtt dee ganze Club vun de chineesesche Fernseerechter gespaart. Do gëtt net gefaxt domadder. Ech fannen, et muss een et awer soen - an däitlech soen. An ech hoffen, dat déi Aussoen, dat Stëmmverhale vun der Lëtzebuurger Regierung an deem Conseil des droits de l'homme och deementspreechend sinn an deenen nächsten dräi Joer.

Zweetens: D'Mënscherechter sinn allgemeng a sinn universell. Et kann een net mat Traditionen, Gewunnechten, Kulturen entschëllegen an ewechkucken iwwer verschidde Saachen. D'Ënnerdréckung vun der Fra, Lapidatiounen, genital Mutilatiounen, forcéiert Mariagë vu Kanner sinn net akzeptabel a kënnen net schéigeschwat ginn duerch gesellschaftlech Traditionen.

■ **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Très bien!

■ **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Mir wëssen, dat an anere Länner, an notament a China, och aner Konzepter existéieren vu Mënscherechter. China ass fir Mënscherechter a sengen offiziellen Aussoen. Just hir Definitioun vu Mënscherechter ass awer eng aner. Et sinn net d'Mënscherechter vun deem eenzelnen, mee et sinn d'Mënscherechter vun der Communautéit a vun der Gemeinschaft, esou wéi si et beschreiwen. Domat si mer wäit ewech vun der Konzeptioun vun de Mënscherechter, déi sech op eenzel Mënschen applizéieren an déi fir eis awer den Zentrum vun eise Wäerter an eise philosopheschen Denke sinn.

Drëtten Punkt: Wann ee sech fir d'Mënscherechter asetzt, dann ass dat iwwerall. Och wa Regimmen engem kënnen sympathesch sinn, ob dat Venezuela, Kuba oder Nicaragua ass mat engem revolutionäre Romantismus vun deenen 30, 40 Joer virdrun. Och wann do Mënscherechter a Fro gestallt ginn, muss ee se och hei denoncéieren. An ech soen dat och fir mech, well ech e groussen Unhänger vun transatlantische Relatiounen sinn. Och wann ënner engem Här Trump op der amerikanesch-mexikanescher Grenz Kanner den Elteren ewechgeholl ginn, da muss ee soen, dat dat an der Mënscherechtskonzeptioun, déi een huet, op kee Fall akzeptabel ass. A wann haut och Gesetzer a verschidde amerikanesche Bundesstaaten esou geännert ginn, dat se awer demokratesch a Fro stellbar sinn, och dat muss een da kloer an däitlech soen. Och wann een e groussen Unhänger vun transatlantische Relatiounen ass.

An da muss ee fënneften, an dat ass mäi leschte Punkt heivunner, och bei sech selwer kucken an Europa, an an Europa och d'Fangeren an d'Wonne leeën, do wou da Wonne sech an deene leschte Jore gewisen hunn: bei Rechtsstaatlechkeetsverletzungen, bei Pressefräiheitsverletzungen, bei independenter Justizverletzung, bei Fräiheet vu Fuerschung, bei Expressionsfräiheitsverletzung. A Polen an an Ungarn ass dat geschitt. Den Artikel 7 ass net fir näischt declenchéiert ginn. An ech sinn 100%eg mat dem Ausseminister d'accord, wann e seet, dat d'Conditionaliitéit vun de Finanzen am Kader vum Konjunkturpak muss kënnen ganz kloer och verneent ginn, wann demokratesch Wäerter a Fro gestallt ginn.

Mir si frou, dat d'Lëtzebuurger Regierung hei eng kloer Positioun ergraff huet. Ech wollt dat och eng Kéier an aller Däitlechkeet soen.

Eise Sëtz am Conseil des droits de l'homme gëtt eis en anere Statut, Här Minister, eng aner Roll an aner Obligatiounen. D'Regierung wollt dat, an ech hoffen, dat d'Regierung och déi noutwendeg Konsequenzen an hirem Stëmmverhalen an an hiren Aussoen domadder hält. Dat ass gutt a wichtig, wann dat Bild, wat mer no baussen ofginn, an deem Fall e kohärent, kredibelt a verlässlech Bild ass.

Ech kommen op eng Rei Remarque vun eise Relatiounen mat eenzelne Länner, well ech fannen, dat dat och zur ganzer Analys gehéiert vun deem, wéi eis Aussepolitik, déi Lëtzebuurger, mee awer mat där Lëtzebuurger och déi europäesche, soll gestalt ginn.

Eis Relatiounen mat China op där enger Säit: D'EU-Kommissioun consideréiert China als e Partner, e Konkurrent an e systemesche Rival. E Partner mat enger laangzäiteger Strategie. Lëtzebuerg an d'Europäer sinn oft net kapabel, eng laangzäitig Strategie esou ze entwéckelen an esou ëmzesetzen, wéi China dat mat Konsequenz mécht. E Partner, mee och e Konkurrent. E Konkurrent mat net ëmmer faire Methoden, dee mat anere Moyene schafft wéi mir, deen a sech an deem Sënn der EU Schwierigkeiten mécht, well en den europäesche Firmen op sengem eegene Marché natierlech Schwierigkeiten mécht fir eranzekommen, well e staatleche Betriber Subventiounen gëtt, a well d'Produktioun och net ëmmer ënner deene Mënscherechtsstandarde gemaach gëtt, wéi se den europäesche Länner géifen entsprechen. E Partner, e Konkurrent, mee awer och e systemesche Rival mat enger anerer Weltuerdung oder Weltanschauung, wéi mir se kennen.

Mir mussen also an deem Fall kloer Mënscherechtsverletzungen denoncéieren. Dat ass de Fall



bei den Uiguren, dat ass de Fall zu Hongkong gewiescht. Mir mussen an eiser Politik och ganz gutt am A behalen, wou déi grouss Geforenerde sinn. Dat ass zu Taiwan momentan. An ech sinn do och frou, wann d'Lëtzebuerger Regierung an d'Europäesch Unioun a Saachen Taiwan eng ganz kloer Positioun bezéien. Dat ass awer och am ganze süd-pazifische Raum, deen haut den diplomateschen Zentrum ginn ass vun dem Weltgeschéie quasisent. Dat ass awer och an esou Initiative wéi der Belt and Road Initiative, déi vun der chineescher Regierung gestart ginn ass a wou ech et wierklech extreem problematesch fannen, datt d'Lëtzebuerger Regierung an dësem Kontext en MoU ënnerschriwwen huet, dee mer offiziell a sech nach net kruten a wou ech mech awer froen, wéi deen an déi grouss Richtlinie vun der Lëtzebuerger Politik erapass. Ech fannen dat eng extreem Kontradiktion an deem, wat op där enger Säit gesot gëtt, wat europäesch gesot gëtt, a wat dann an der Praxis vun der Lëtzebuerger Regierung gemaach gëtt.

Et ass och eng Fro vun den Handelsofkommessen, déi a sech mat China verhandelt gi sinn. Ech hunn ..., mir hunn am Prinzip näischt géint esou Handelsofkommessen. Ech fannen au contraire, datt, wann en Handelsofkomme esou verhandelt gëtt, datt et och eisen Entreprisé ka Méiglechkeete ginn, op de Maart ze kommen, a wa mer domat kënnen erreechen, datt dat de Mënscherechter a China géif Fortschreiter bréngen, da géif ech et éischer positiv fannen. Mee et ass natierlech, an dat huet den Här Asselborn kloer gesot, onméiglech, an enger Situatioun, wou Sanktiounen géint EU-Parlamentarier ausgesprach ginn, sech hei op de Wee ze Beginn, fir esou en Ofkomme ofzeschléissen. Dat géif ech an dësem Moment absolutt inappropriéiert fannen.

Heiheim mussen mer an deem Kontext oppassen, datt mer Lëtzebuerger Entreprene net bei strateegesch Akeef verhökereken a verkafen. Ech fannen nach ëmmer de Verkauf vun engem Véierel vun dem Enovos-Betrieb un eng chineesesch Gesellschaft eng absolutt falsch Entschéedung vun der Lëtzebuerger Regierung, déi net an eist Konzept passt an déi ech och als inakzeptabel empfangen. Aner Länner hunn aner Politiken an deem Kader gemaach.

Elo sot Der: „Dat huet näischt mat Aussepolitik ze dinn!“ A genau dat ass falsch! Dat ass déi generell Politik, déi koordinéiert Roll, déi den Ausseminister misst spillen, fir all Departement op déi selwecht Linn ze kréien, an net, datt Dir eppes sot an de Wirtschaftsminister mécht dann eppes anescht.

An da soen ech hannendrun: Mir hunn nach ëmmer keen Text iwwert den Investmentscreening an iwwert de Schutz vu feindlechen Iwwernamen. Dir hutt elo gesot, datt endlech een deposéiert ginn ass. Ech sinn och frou driwwer, datt dat geschitt ass. Ech erënnere just drun, datt ech virun 18 Méint schonn eng Proposition de loi doriwwer gemaach hunn, wou bis elo awer sech nach strictement näischt beweegt huet. Et deet mir leed, datt et esou spéit kënn, well mir hätten et, wéi d'Beispill Enovos et beweist, scho vill éischer gebraucht. Ech wëll awer just soen: Ech si frou, datt elo endlech e kleng Schrëtt doranner gemaach ginn ass!

Ech wëll hei kloer soen: Ech plädéieren net hei derfir, datt mer an eiser Politik par rapport zu China, weeder Lëtzebuerg nach Europa, den Antagonismus solle spillen, datt mer weeder en Handelskrich sollen declenchéieren, nach datt mer en zousätzleche Kale Krich sollen declenchéieren, op kee Fall! Ech soen, datt mer kee Protektionismus dierfe maachen, mee datt mer awer och keng Naivitéit dierfe spille loosse. Et gëtt Kollaboratiounen, déi natierlech sénnvoll sinn, déi industriell Sénn maachen. Et gëtt awer och Kollaboratiounen, déi vu China aus just strateegesch, laangfristeg strateegesch Kollaboratiounen sinn.

An dofir muss een an där China-Politik d'Realitéit kucken. Schweigepolitik mécht hei kee Sénn. Kooperatioun mécht Sénn, wann eng kloer Basis do ass, ouni datt mer eng Ënnerwerfung maachen. Mee eng Kooperatioun kann awer nëmmen op Reciprocitéit baséieren vun deem, wat chineesesch Entreprene hei mussen kënnen, wat och europäesch Entreprene a China mussen kënnen a vun deene Standarden, déi fir eis eng Normalitéit an eng Obligatioun sinn.

Mir sollen zu eise Wäerter stoen - kloer an daitlech! Mir mussen och zu eisen Interesse stoen. Alles anescht mécht kee Sénn a wär just Naivitéit. An dofir mussen mer eis och an eiser genereller Politik an eisen Allianzen deementspriedend organiséieren.

An datt a mengen Aen, an dat ass mäin nächst Kapitel, d'Veereenegt Staate mussen e Partner an en Alliéierte sinn, dat ass eng absolutt Evidenz. Mee awer net déi selwecht Partnerschaft wéi viru 40, 30 oder 20 Joer, well mir hunn awer an der internationaler Politik zwou Zäsuren kennt. Ech hu se virdu schonn opgezéit.

Dat éischt, dat ass déi vun President Trump, deen eng dramatesch Isolatiounspolitik gefouert huet an deem Europa net méi als Partner, mee deelweis sou-

guer als kommerzielle Feind consideréiert huet. Gutt, den Här Trump ass elo net méi do, mee dat huet eis awer geléiert, datt dat ëmmer nach méiglech ass an datt déi Politik och nach eng kéier kann zrëckkommen. Mir wëssen net, wat an dräi Joer nach eng kéier geschitt.

An déi zweet Zäsur, dat ass déi, déi ënner dem Här Joe Biden awer elo komm ass, notament an Afghanistan, fir mech eng Feelentschéedung d'ailleurs vun de Vereenegte Staaten, an haaptsächlech e grouse Problem, well en, onpreparéiert an ouni d'Alliéiert richteg anzeweien, esou Decisiounen geholl huet; wat déi total europäesch Onmacht gewisen huet, mee awer och kloer gewisen huet, datt d'Sécherheet an Europa, an dat huet den Här Biden och gesot, net méi déi éischt Prioritéit vun de Vereenegte Staaten ass. D'Interventiounen ginn an Zukunft nëmmen do gemaach, wou de vitalen Interêt vun de Vereenegte Staaten direkt betraff ass.

Déi éischt Prioritéit vun de Vereenegte Staaten, dat seet et hir Aussepolitik, dat ass d'Sécherheet am indopazifische Raum an Zukunft an de Suprematiekampf, deen d'USA mat China hunn.

Net nëmmen Europa ass net méi d'Prioritéit vun de Vereenegte Staaten, mee och alles, wat ronderëm Europa ass. Dat heescht, de Mëtteren Osten an all déi Konflikter, déi am Mëtteren Oste sinn. Dat heescht, Nordafrika an Afrika am grouse Ganzen. Dat heescht, och d'Tierkei. An dat heescht, bis op e gewëssene Grad och Russland.

D'Konsequenz ass fir mech hei kloer. Mir mussen eng Realpolitik maachen. Mir mussen, dat ass evident, d'Opbau vun eegestännege Verteidigungs- a Sécherheetscapacitéiten an deenen nächste Méint a Jore virundreiwen.

Mir sinn an deenen nächste Joren och eleng verantwortlech fir eis Sécherheet, fir alles, wat sech ronderëm Europa u Sécherheetsfroen stellt, och fir déi Konflikter ronderëm déi Flüchtlingsfroen, och fir eise Liewensstil an d'Verteidigung vun eise Wäerter.

Eis Relatioun mat den USA, an ech soen dat ganz kloer, ass a mengen Aen eng Noutwendegkeet a kommerzielle Froen, a gemeinsame Reegelen, an der Verteidigung, souwäit dat da méiglech ass, fir den Accord de Paris iwwer Klimaschutz ëmzesetzen, fir Covidmoosnamen ze huelen, fir Mënscherechter respektéieren ze loosse, fir de Multilateralismus - hoffentlech - erëm méi opliewen ze loosse. Do ass déi Kollaboratioun absolutt noutwendeg, och déi Relatioun absolutt noutwendeg.

Mee et ass awer ganz kloer, datt, anescht wéi virun 20, 30, 40 Joer, mer net méi en Unhängsel vun den USA kënnen an dierfen a solle sinn, mee als eegestännege a gläichwäertege Partner mussen do-stoen. Dat gefält vläicht de Vereenegte Staaten net, dat ass awer och net d'Fro! Et ass fir eis eng Iwwerliewensnoutwendegkeet, datt mer déi Independenz an eisen Decisiounen hunn, an datt mer déi Autonomie an deenen zentrale Punkte vun der politescher Gestiou kréien. E Partner, dee gläichwäerteg ass, e Partner, dee staark ass, an da si mer och e respektéierte Partner fir eis Alliéiert!

An och Lëtzebuerg, soen ech, huet an dëser Diskussioun eng Roll ze spillen. Mee fir datt mer se kënnen spillen, mussen déi Ziler kloer an daitlech sinn, eis Positioun an eis Strategie gedeelt an och konsequent ëmgesat ginn.

Wat Russland ugeet, muss ech soen, ass et eng schwierig Positioun. Mir hunn et hei mat engem Regimm ze dinn, deen an der Crimée militäresch agegraff huet, deen am Fall Nawalny dat gemaach huet, wat e gemaach huet, deen den Här Lukaschenko a Belarus ënnerstëtzt, deen a Syrien, a Libyen, a Moldawien an a Georgie seng politesch Manöver gemaach huet. Nodeems datt déi international Empörungsritualer sech dann allkéiers, wann eppes geschitt ass, no e puer Deeg erëm geluecht hunn, hu mer et awer ni fäerdegbruecht, eng konkret Politik an eng konsequent Politik duerno ëmzesetzen. Mir hunn ëmmer erëm bei all Konflikt, bei all Konflikt, dee sech deklaréiert huet, noginn a mir hunn no e puer Wochen erëm vergiess, wat lass war!

An d'Resultat vun där Aart a Weis ze handeln, dat ass, datt mer am Fong näischt erreecht hunn. Au contraire! Mir hunn dem President Putin just gewisen, datt een zu engem Deel déi europäesch Aussepolitik net muss seriö huelen. An en huet eis dat och kloer ze verstoe ginn, datt en dee Message verstanen huet. Ech erënnere mech un déi Rees, déi den Här Borrell, den aussepolitische Vertrieeder vun Europa, a Russland gemaach huet, wou en humiliéiert ginn ass vun russeschen Ausseminister a mat engem absolute Mepris behandelt ginn ass, wou keen Interessi un enger europäescher Partnerschaft gewise ginn ass a wou souger ausgesot ginn ass, datt net méi mat Europa, mee nëmmen nach mat einzelne Länner géif geschwat ginn. Dat ass dat, wou déi Aart a Weis, wéi mer Aussepolitik gemaach hunn, eis elo higefouert huet! Dofir soen ech ganz kloer: Mir mussen op een anere Wee an der europäescher Aussepolitik kommen! Mir mussen d'Unanimitéit fale loosse. Mir mussen op ge-

meinsam Decisiounen kommen, fir besser a fir méi staark ze sinn.

Ech si kee Frënd vu Sanktiounen, mee an deem Fall hei soen ech, datt Sanktiounen noutwendeg sinn, fir kloer Zeechen ze setzen. An dat Zweet, wat wichtig wär, dat wär, datt mer hei Unitéit an der Aussepolitik hätten. De Rôle vun der Lëtzebuerger Politik ass hei net individuell, mee fir ëmmer erëm déi europäesch Demarchen ze ënnersträchen. An ech fannen esou onofgeschwaten Initiative wéi déi, déi de franséische President par rapport zu Russland virun e puer Méint geholl hat, just een Zeeche vu Schwächt vun Europa.

Wat d'Tierkei ugeet, do ass eis Meenung och kloer an daitlech, a si ass nach confirméiert ginn duerch dee leschten Tierkei-Bericht vun der EU-Kommissioun. De Bericht seet kloer, datt och an deene leschte Méint nach zousätzlech Réckschrëtt a Saachen Demokratie, Rechtsstaatlechkeet, Grundrechter an Onofhängegkeet vun der Justiz geschitt sinn, datt déi Sonderbefugnisse nom Putsch vun 2016 nach ëmmer a Kraaft sinn an datt Drock op d'Zivilgesellschaft an op d'Buergermeeschtere vun der Oppositioun an der Tierkei gemaach gëtt.

An dobäi kommen all déi Provokatiounen, déi mer am leschte Joer kennt hunn an déi Agréffer an aner Länner, wéi déi Provokationsakte vis-à-vis vu Griicheland respektiv vun Zypern; ob et elo iwwert déi Schëffer geet oder iwwert déi Buerungen oder iwwert de Fall vu Varosha; ob et a Libyen ass; ob et d'Positioun am Balkan ass; ob et de Chantage deelweis mat Flüchtlinge war; ob et déi ugekënnegt Ausweisung vun den zéng Ambassadeuren ass, déi zwar zrëckgezu ginn ass an deene leschte 14 Deeg, mee déi trotzdeem ugekënnegt war; ob et och déi total inakzeptabel Positioun am Nagorno-Karabach-Konflikt ass. Egal, wat d'Justifikatiounen dovunner sinn, ech sinn der Meenung, mir sinn der Meenung, datt d'Tierkei sech hei kloer vun dem europäesche Wäertesystem getrennt huet. D'Tierkei huet sech och kloer vun partnerschaftleche Verteidigungssystem getrennt, andeems se um militäresche Wee a sech d'Konfrontatioun mat engem NATO-Partner, zumindest am Ufank, gesicht huet. Dofir kënn an eisen Aen en EU-Bäitritt net méi a Fro! An ech mengen, do soll een och eng kloer Sprooch schwätzen. An ech muss soen, datt d'NATO sech och eng kéier muss Froe stellen, wéi se mat engem Alliéierten ëmgeet, dee mat aneren Alliéierten an der NATO déi do Relatiounen kann hunn.

Dat heescht net, datt mer mat enger Tierkei net méi solle schwätzen. Mee den Dialog muss op reellen Émstänn opbauen. D'Tierkei brauch Europa, aus ville Grënn. Europa brauch och d'Tierkei als Partner a ville Froen, notament de Flüchtlingsfroen. Deen Dialog muss sinn. Deen Dialog brauchen déi eng, deen Dialog brauchen déi aner.

Ech fannen et och normal, an ech soen dat och ganz kloer, datt d'Tierkei finanziell Hëllef kritt, well d'Tierkei bereet ass, eng grouss Zuel vu Flüchtlingen opzehuelen. Ech sinn dergéint, datt verschidde Leit oder deen een oder deen anere soen, datt d'Tierkei hei Kaddoe gemaach kritt. Nee, se kritt keng Kaddoe gemaach. Si mécht do eng Aufgab, an d'Europäesch Unioun finanzéiert déi zu engem Deel mat. An ech fannen dat richteg esou an ech fannen dat normal esou. Mir brauchen awer och en Dialog aus geostrategesche Grënn mat der Tierkei. Well hu mer en net als Europäer, da sinn anerer wéi d'Chineesen, wéi d'Russen, déi als Alternativ direkt dostinn. An aus Russland - wat momentan oder och an deene leschte Joren nach ëmmer a konflikte Relatiounen mat der Tierkei war, wat, wéi mer gesinn hunn, sech séier ëmdréie kann - kann e Frënd ginn!

En theoreteschen Dialog iwwer Zollunioun, iwwer Zesummenaarbecht, iwwer Fuerschung, iwwer Wëssenschaft, iwwer Jugendaustausch kann ech mer scho virstellen. Mee et ass awer fundamental richteg, wat de Jean Asselborn a senger Ried gesot huet: Ech ka mer dat awer nëmme virstellen, wa Progrèsen a Saache Rechtsstaat a Mënscherechter gemaach ginn! Anescht geet dat net. Do hutt Der Recht, Här Ausseminister. Ech weess, datt dat e schwierigen Equilibre ass, mee ech mengen, datt mer déi Fro mat deem noutwendeg Realismus mussen ugoen.

Ech wëll dann och op e puer Konflikter ronderëm eis nach zrëckkommen, déi fir mech och wichtig a weesentlech sinn, déi Konsequenzen direkt op Europa hunn, zum Beispill de Konflikt am Nagorno-Karabach. Wéi déi éischt Empörungswell eriwuer war, ass ganz séier erëm vergiess ginn, wat an där Géigend an an Armenie weider geschitt ass. Mee dohanne geet dee Konflikt awer weider, déi Situation ass net evident momentan, a fir vill eenzel Leit geet et weider. Déi aserbaidjanesch Offensiv huet e prekären Equilibre gebrach, a mat Hëllef vun der Türkei ass den Nagorno-Karabach iwwerrannt ginn. Fir d'Leit, déi do gelieft hunn, ass eng onméiglech Situatioun geschaaft ginn, mat 100.000 Armenier - 100.000 Armenier! -, déi hu mussen fortgoen, mat engem Drëttel vun dem Territoire, deen do occupéiert ass, mat 4.000 Zaldoten, déi hiert Liewe gelooss hunn. An et ass nach net fäerdeg!

Ech si frou, datt mer hei an dëser Chamber ganz kloer an daitlech Positioun dozou konnten huelen. Haut ass d'EU amgang, eng Verlängerung vum Parteniariats- a Kooperatiounsofkomme mat Aserbaidjan auszuhandelen. Ech fannen et net normal, wann déi Verlängerung einfach géif vun der EU esou duergewonk ginn, nodeem, wat alles an deene leschte sechs Méint a wat alles an deem leschte Joer geschitt ass.

Dofir deposéieren ech hei eng Motioun, déi a sech freet, datt den Approfondissement vun de Relatiounen nëmme ka gemaach ginn, wa mer zumindest eng Libération vun de Prisonniers de guerre an den ziville Prisonnier, déi och esou vun der Cour européenne des droits de l'homme unerkannt gi sinn, ka geschéien a wann déi rapatriéiert ginn.

Wannechgelift, Här President.

#### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

*- considérant les précédentes motions adoptées à l'unanimité sur la responsabilité de l'Azerbaïdjan dans le lancement d'une agression militaire contre le Haut-Karabagh ;*

*- considérant la position claire de l'Union européenne, du Parlement européen, de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, des Nations Unies et du Gouvernement luxembourgeois sur le rapatriement immédiat de tous les prisonniers de guerre et civils arméniens détenus en Azerbaïdjan (et pour lesquels la Cour européenne des droits de l'homme a violé le droit international humanitaire) ;*

*- considérant également que les actions de l'Azerbaïdjan ne correspondent pas aux valeurs et principes du programme « Partenariat oriental » de l'UE et contredisent directement les principes du droit international,*

*invite le Gouvernement*

*- à ne pas soutenir l'approfondissement de la relation entre l'Azerbaïdjan et l'Union européenne tant que les prisonniers de guerre et civils arméniens détenus en Azerbaïdjan (et pour lesquels la Cour européenne des droits de l'homme a décidé d'appliquer des mesures provisoires) ne seront pas rapatriés.*

*(s.) Claude Wiseler, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.*

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Très bien!

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dës aussepolitesch Ried kann een och net halen, ouni e puer Wuert iwwer Afghanistan ze soen. Ech soen et nach eng kéier: Fir eis war et eng falsch Decisioun vun den USA, eng mat de Partner onofgeschwaten Decisioun, an déi huet gewisen, datt eis Onofhängegkeet a militäresche Froen an dësem Moment net méiglech ass.

Ech wëll awer och ervirsträchen, datt ech den Asaz vun Lëtzebuerger Fliger an deem ganze Kontext äusserst sénnvoll fonnt hunn am Kontext vu strateegesch europäeschen Asazméiglechkeeten. Mir ware vun Ufank u fir dee Fliger, well en en Deel vun der Lëtzebuerger Kontributioun zur westlecher Verteidigungspolitik ass. Mir hunn e vun Ufank u matgedroen. A mir gesinn och kloer, datt mer heimat konnte bewiesen, datt mer eng Kontributioun och an esou Konfliktsituatiounen kënnen maachen.

Fir eis ass et kloer, datt déi Decisioun huet misse geholl ginn, datt déi Leit, déi eis dohanne sur place gehollef hunn, hu missen an Europa hir Plaz fannen an och hei d'Dieren op fannen, fir datt mer hinnen dunn, wéi si an Nout waren, konnten hëllefen.

Fir eis war et och kloer, datt mer deene Leit, déi an Afghanistan jorelaang d'Mënscherechter verteidegt hunn, jorelaang eis Iddien a Visiounen iwwert d'Mënscherechter, iwwert d'Demokratie an iwwert d'Aart a Weis, fir zesummen ze liewen, dohanne verteidegt hunn, déi elo a Gefor waren, gehollef hunn an datt mer se op Lëtzebuerg respektiv an aner Länner bruecht hunn. Si hunn och Sécherheet verdéngt gehat.

Ech hunn och d'Aart a Weis, wéi den Här Asselborn sech agesat huet, fir Afghane kënnen op Lëtzebuerg ze kréien, vum Prinzip hier extreem positiv fonnt. Ech hu mech just déizäit gefrot, Här Asselborn, an erlaabt mer, lech dat ze soen, ob et richteg war, eng Zuel an d'Diskussioun emol einfach eranzegeheien, well si war, mengen ech, net ofgeschwat mat deenen anere Länner, et huet zwar fir vill Publicitéit gesuergt, mee et war awer schlussendlech ineffikass an der Aart a Weis, wéi et ugepaakt ginn ass.

Ech hunn d'Zilsetzung awer sengerzäit ënnerstëtzt. Ech wollt lech dat och eng kéier op dëser Plaz ganz kloer soen. Ech hunn et och richteg Politik fonnt, wann een als Éischt d'Prioritéit huet, fir d'Nations Unies an déi Binneflüchtlingshëllef, déi humanitär Hëllef, déi an Afghanistan gemaach ginn ass, finanziell esou vill wéi méiglech ze ënnerstëtzen, souwäit et nach gaangen ass.



Ech hunn et och richteg fonnt, dass een der UNHCR an der OIM gehollef huet, an deene Länner ronderëm esou vill wéi méiglech Accueil opzebauen. Mat all deem, wat do lass war, war dat eng absolutt Noutwendegkeet an eisen Aen.

Ech hunn et och richteg fonnt, dass mer ganz schnell decidéiert hunn, keng Afghane méi zréckgeschécken, och wann der eng Rei e Refus hei zu Lëtzebuerg haten. A fir dee Refus awer net follegen ze muss mam Zréckschécken an Afghanistan, huet eis eng absolutt Normalitéit geschéngt an deene Deeg do.

Ech wëll just haut froen, an Dir hutt et kuerz ugeschwat an Ärer Ried: Haut ass et esou, dass eng Rei Leit, déi de Statut net krute respektiv eng Rei nei Flüchtlingen, déi aus Afghanistan komm sinn, nach ëmmer op Äntwerte waarden an elo vum Ministère gesot kréien - Dir hat et an Ärer Ried ugeschwat -, dass nach keng Decisioun kënnen geholl ginn, well mer nach géife kucken, wat d'Sécherheets-situatioun wäeren an Afghanistan. Ech kann dat zwar verstoen, mee ech muss awer soen, dass ech awer och ka verstoen, dass d'Netzwee an déi Onge-wässheet, fir eng Situatioun gereegelt ze kréien, awer an deenen hei Fäll dramatesch fir déi Leit sinn. A mir wäere frou, wann op jidde Fall se déi Äntwerten, déi mer hinne schëlleg sinn - an ech kennen lech jo genuch fir ze wëssen, dass Dir hinne déi Äntwerten och wëllt ginn -, esou schnell wéi méiglech kënnen kréien. Ech mengen, an dësem Fall wär dat absolutt noutwendeg.

Wat d'Relatioun mat Afghanistan ugeet, dass mer do keng Unerkennung vun engem Regimm maachen, deen d'Mënscherechter net respektéiert, deen d'international Reegelen net respektéiert, schéngt eis eng absolutt Evidenz ze sinn. Do ass emol keng Diskussioun noutwendeg. Ech hunn et zwar onzefriddestellend fonnt, dass dem Conseil seng Positioun, déi se doriwwer ausgeschafft hunn, zwar an déi richteg Richtung gaangen ass, mee awer relativ flou war, soudatt jiddweree konnt ongeféier drënner verstoen, wat e wollt.

Iwwer Belarus wollt ech och e puer Wuert soen. Do deelen ech nämlech 100%eg d'Approche vun der Regierung. Gefälschte Walen, Repressioun vun der Oppositioun, där een d'ailleurs e grouss Courage muss zouschreien, sech do anzusetzen an deem Klima, deen a Belarus momentan herrscht: Fligere, déi detournéiert ginn, elo Erpressung géint d'Sanktiounen, déi d'Europäesch Unioun gemaach huet, an Erpressung mat engem vun deenen degoütantste Méttelen, déi et gëtt, wou Leit, Migranten, Refugié benotzt ginn an hiert Liewen op d'Spill gesat gëtt, fir d'Europäesch Unioun ze erpressen.

Dat d'äerf d'EU net akzeptéieren. D'EU d'äerf net noginn, bien au contraire. Mir ënnerstëtzen deen etendéierte Sanktiounsregim, deen a Virbereedung ass. Mir ënnerstëtzen och d'Volontéit, fir Diskussiounen mat de Pays d'origine vun deene Flüchtlingen ze hunn. A mir ënnerstëtzen och déi Sanktiounen fir déi Aviatiounsgesellschaften, déi a sech hei benotzt ginn, fir déi Flüchtlingen aus Libyen a Syrien dohinner ze bréngen, a Belarus, fir se duerno op déi polnesch oder litauesch Grenz ze bréngen.

Kloer ass an eisen Aen, an ech wëll dat och an aller Däitlechkeet soen, dass d'europäesch Grenze muss geschützt ginn. Dat ass dat Éischt. D'europäesch Grenze muss geschützt ginn. Dat Zweet ass awer, an ech soen dat grad esou kloer, dass dat muss geschéien am Respekt vum internationale Recht a vun de Mënscherechter. Dat ass momentan net de Fall op der polnescher Grenz. D'Grenzofsécherung ass zwar eng national Kompetenz, mee et ass awer weesentlech, dass d'Mënscherechter agehale ginn. An a Länner wéi Litauen, déi akzeptéiert hunn, dass Frontex dohinnerkënn, déi och Hëllef aus der EU akzeptéiert hunn, gëtt déi Operatioun ganz anescht ofgewéckelt, wéi se momentan a Polen ofgewéckelt gëtt. Ech fannen et normal, dass Frontex ka sur place goen, fir deen noutwendeg Grenzschutz op där enger Säit ze garantéieren, mee awer a mënschewürdege Konditiounen, esou wéi dat an enger Europäescher Unioun normal muss sinn.

Den Här Asselborn huet och iwwert den Noen Oste geschwat. An en huet gesot, dass déi Zweestaateléiung zwëschen Palästina an Israel d'Zil an déi eenzeg Méiglechkeet wär, déi mer hätten am Noen Osten, fir eng Kéier Friden ze errechen. Mir deelen dat, ech soen dat nach eng Kéier ganz kloer hei. Mir soe just och nach eng Kéier hei, dass mer dem Ausseminister - an hie weess dat, well mer och schon doriwwer geschwat hunn - seng Aart a Weis, un dës Fro erunzegoen, net deelen.

Och gëschter an deem, wat e gesot huet, an ech hunn et puermol gelies, ass d'Schold eenzeg an eleng op Israel gedréckt ginn. An ech soen do och nach eng Kéier: Israel huet an eisen Aen net alles richteg gemaach. Israel huet villes falsch gemaach, a mir desapprouvéieren och déi Siidlungspolitik, déi hei gemaach gëtt. Ech wëll dat ganz kloer soen! Mee et kann een awer a mengen Aen net iwwert den Noostkonflikt schwätzen, andeem een déi Rakéiten, déi vu Gaza op Israel geschoss ginn,

einfach net ernimmt. Ech soen lech kloer, Här Asselborn: Déi Torté si béidsäiteg, an eng eesäiteg Approche, wéi Dir se gëschter hei gesot hutt, déi gëtt a mengen Aen, an eisen Aen, der Realitéit net gerecht an hëllef och net der Léisung! Well fir eng Léisung ze fannen, ka se nëmme mat den zwou Säite fonnt ginn a muss am Equilibre fonnt ginn. A wann een nëmme eng eesäiteg Positioun huet, da féint een deen Equilibre net, fir eng Léisung erbäi-zeféieren.

Ech hunn zum Schluss dann nach zwee Konsens-sujeten. Den éischten ass de Westbalkan. Jo, mir hunn 2003 villes versprochen, déi Reformagenda geet net séier genuch virun a mir mussen encouragéieren an ënnerstëtzen, dass déi Negociatiounen weider-lafen. Mee ech soen awer grad esou kloer hannendrun: De Bierger vun Nordmazedonien an Albanien, deenen hu mer d'Opmaache vu Baitrëtsverhandlung versprochen, wa se eng ganz Rei Efforte géife maachen. Si hunn déi vill Efforte gemaach a mir verstinn haut net a mir kënnen et och net akzeptéieren, dass mer eis Versprieche par rapport zu deene Länner net halen. Well hale mer se net, da sinn aner Länner, China, Russland, Tierkei, déi sech do, wéi op anere Plazen, an d'Plaz setzen. An et muss ee just eng europäesch Kaart kucken, fir ze wëssen, wat an Europa laangfristeg eng Noutwendegkeet ass.

A mäin zweete Punkt, dass ass dee vun der Afrika-Politik. Do soen ech kloer: Et ass eis Responsabilitéit, dass mer méi an nach méi déi Afrika-Politik als eng europäesch Politik gestalten an net nëmme als eng Politik vun der Entwécklungshëllef, mee als eng Politik, wou mer déi afrikanesch Länner als richteg Partner consideréieren, op alle Gebitter als richteg Partner consideréieren. Dat gëtt vun hinne gefrot, an dat ass den État d'esprit, an deem mer mussen an deenen nächste Méint dohigoen.

Als Konklusioun e puer Saachen. Ech well fir d'éischt, well dat mir um Häerz läit, all deenen Diplomate Merci soen, déi während där ganzer Zäit sech engagéieren - op eng fantastesch Aart a Weis sech engagéieren. Et ass e Corps mat ville Kompetenzen, dee sech vill aasetzt fir d'Interesse vun eisem Land. Ech wëll hinne Merci soen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - A villen eenzele Punkte si mer och d'accord mat deem, wat den Här Asselborn gesot huet. Mir deelen dat Engagement fir méi Europa a fir méi en effizient Europa. Mir deelen den Asaz fir Mënscherechter, fir Rechtsstaat-lechkeet a fir Demokratie. Mir deelen och déi Approche vun engem generéise Lëtzebuerg, dass sech an den Déngecht vun den humanitäre Causé setzt.

Mee dat, wat mer gären hätten, dass ass eng kloer Visioun vun der Aussepolitik, gedeelt vun der ganzer Regierung, déi de Changementer Rechnung dréit, déi nei Gewéichtungen erabrénge an déi deenen neien Erausforderungen gerecht gëtt.

Ech soen lech awer och, Här Asselborn: Mir sinn iwwerzeegt, dass an enger Zäit, an där eise Premier-minister duerch seng Plagiatsaffär ... Egal wat bei der Enquête vun der Universitéit an deenen nächste Méint wäert erauskommen, wann ech haut déi international Press liesen an nolauschteren, da soen ech, dass elo schonns international en enorme Kreditléitungsproblem entstanen ass an e ferm ugeschloen ass. Dofir soen ech hei, dass den Ausseminister an internationale Beräich an deenen nächste Méint nach méi gefuerdert ass, fir d'Kreditléit-vun eisem Land oprechtzeerhalen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat kann en awer nëmme, wann eis aussepolitisch Zilsetzung kloer sinn, eis Politik coordonéiert ass an d'Linn vun der ganzer Regierung gedeelt gëtt. Dat ass dat, wat eis gefeelt huet an Ärer Ried an och an Ärer Politik. Dat ass awer dat, wat d'Lëtzebuurger Aussepolitik brauch!

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wiseler. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, zënter bal zwee Joer huet d'Pandemie eis elo am Grëff an de Covid wäert eis leider och net an deenen nächsten Zäite lassloossen. Zumindest huet en eng Gerech-tegkeet mat sech bruecht: E kennt keng Grenzen. Allerdéngs huet en op där anerer Säit awer och gewisen, dass d'Welt an zwee gespléckt ass. Op där enger Säit hu mer déi Leit, zu deene mir glécklecherweis gehéieren, déi d'Méiglechkeet hunn, géint de Covid unzékämpfen. An op där anerer Säit hu mer leider, an dat ass d'Majoritéit, vill Leit, déi natierlech ënnert dem Covid richteg ze leiden hunn a wou et och noutwendeg ass, mengen ech, dass deene Leit prioritär gehollef gëtt.

Wann ee bedenkt, dass et an Afrika Länner gëtt, an deenen net emol 1 % oder knapp 1 % vun der Popu-

latioun geimpft ass a wann een dann awer d'Statistik hei zu Lëtzebuerg kuckt, da gesäit een awer schonn déi enorm Diskrepanzen.

An da si mer awer ganz séier och bei der Europäescher Unioun, déi jo esou gäre vun eenzele Leit, a leider ëmmer méi, kritiséiert gëtt. Do gesäit een awer, wéi wichteg dass et awer ass, dass mer an esou Krisen eng Europäesch Unioun hunn, dass d'Europäesch Unioun elo iwwert eng Milliard Impfstoffer an iwwer 150 Länner scho gelievert huet oder dass se 87 Millioune Dosisen iwwert de COVAX zur Verfügung gestallt huet. Ech mengen also, dass dat sollt een hei ënnersträchen. An eppes ass jiddefalls ganz kloer: De Covid diktiert och zu dësem Zäitpunkt d'Aussepolitik.

D'Liewen op der Welt ass ouni Zweifel net méi einfach ginn. Et sinn eng ganz Rei Konflikter, op déi een natierlech och nach muss ze schwätze kommen. Et gëtt awer och e puer Liichtblécker. Ech wëll awer op ee Punkt hiweisen, deen ech awer mengen, hei mussen ze ernimmen. Dat ass de leschten 20. Januar gewiescht, wéi an den USA en neie President vereedegt ginn ass. Ech mengen, dass war awer trotzdeem e weesentleche Moment a vill Leit ware frou, dass d'Administratioun Trump ofgeléist gouf vum Joe Biden.

Dat erlaabt natierlech elo schonn zu dësem Zäitpunkt en éische kuerzen Tëschebilan vläicht iwwert déi nei Administratioun ze maachen, ouni sech elo do ze vill an den Detail ze engagéieren. Ech mengen awer trotz allem, dass een insgesamt muss soen, dass deen éischten Tëschebilan guer net esou negativ ausfällt.

Dat, wat engem natierlech opfällt, ass, dass den Här Biden éischer op sengem Terrain, dass heescht a sengem Land Problemer huet, och esouguer a senger eegener Partei, wéi vläicht um internationalen Niveau.

Sécher sinn iwwer Afghanistan, op dat ech nach wäert zréckkommen, eng Rei Wieder ze soen. Mee eppes ass kloer an ech mengen, dass mierke mir virun allem, net nëmme als Lëtzebuerg, mee och als Europäesch Unioun: Déi transatlantesch Bezéiung si vill besser ginn a sinn entre-temps jiddefalls erëm op deem Niveau ukomm, op deen se och gehéieren.

Den Här Biden wäert et natierlech an Zukunft och net einfach kréien. Et ass elo eng Wal gewiescht am Virginia, do wou hien nach 54 % d'lescht Joer bei de Wale krut, bei där de republikanesche Kandidat gewielt gouf. Wann d'Midterms, déi jo elo an engem Joer stattfannen, sollten net onbedéngt positiv fir seng Partei ausgoen, déi jo eng relativ knapp Majoritéit am Kapitol huet, da kéint dat natierlech och zu enger Rei Problemer féieren.

Wéi eng Konflikter gëtt et dann de Moment op der Welt, déi mussen hei duerchdiskutéiert ginn? Do muss een en Tri maachen, well leider d'Problematik ganz grouss ass. De Kale Krich, wéi mir en an der Zäit kann hunn, ass eriwuer. Glécklecherweis! Mee et muss ee sech awer d'Fro stellen, ob net en neie Kale Krich amgang ass, sech um Horizont e bës-selchen ofzezechnen, an zwar mam Räich an der Métt, besser bekannt als China. Wann een d'Ent-wécklung vun der chinesescher Politik, déi Hege-moniebestriewung méi genee kuckt, da muss ee sech natierlech eng ganz Rei Froe stellen.

China ass zum Beispill de Moment um beschte Wee, déi stäerkste Flott vun der Welt ze kréien. An et gesäit ee jo och, dass China amgang ass, sech a ville Regiounen vum Planéit fest ze implantéieren. Ech denken zum Beispill och en de Westbalkan, wat jo net wäit ewech ass a wou mir och eis Interes-severtrieder hunn, u Serbie virun allem. Ech denken och u Kroatien, wouriwwer mer herno jo nach eng Kéier kuerz wäerte schwätzen, wou jo emstridden Autobunne vun de Chinese gebaut ginn. Et j'en passe.

An dann ass natierlech awer ee Punkt, deen eis alleguerte muss interpelléieren, déi aktuell Attitüd vu China zu Taiwan. Mir wëssen, dass den Appetitt op Taiwan net nei ass, mee mir wëssen awer, dass en an der leschter Zäit vill méi grouss ginn ass. An den Här Xi Jinping, de Staatschef, deen elo schonn um Rudder ass zënter dem März 2013, verheem-lecht dat jo och guer net. Deen dremt jo quasi do-vun, dass eng Fusioun tëschent China an Taiwan soll kommen. Dat bréngt natierlech d'USA och an eng méi schwierig Situatioun, well d'USA - an den Här Biden huet dat jo awer och kloer zum Ausdrock bruecht - hu gesot, dass se net géifen zouloossen, dass Taiwan u China géif falen.

Dat bréngt natierlech och da mat sech, dass d'USA sech mussen och dee Moment hannert verschidde Partner stellen an deem Raum. Ech denken u Japan. Ech denken u Singapur, déi natierlech och hoffen, dass d'USA géifen, am Fall wou, hiert Wuert halen, well se soss riskéieren, awer vläicht Ofstand vun den USA ze huelen.

Mir wëssen also, dass do e gewësse Konflikt besteet, deen de Moment nach überschaubar ass. Mee et d'äerf een awer net esou naiv sinn a mengen, dass deen net och eng Kéier kéint eklatéiere

mat all deene Problemer, déi sech dorauer géifen erginn. An et muss een och Verständnis hu fir eng gewëssen Angscht, déi sech ënnert der Populatioun op Taiwan breetmécht, well si blécke jo awer och ganz séier op Hongkong; Hongkong, dass jo bis 1997 nach ënner brittescher Kontroll stoung. Et ass natierlech elo esou, dass zënterhier sech awer ganz villes do gedoen huet an dass Hongkong am Fong geholl e gutt Beispill kéint duerstellen, wat u sech gegebenefalls mat Taiwan kéint geschéien.

Ufangs 1972 war den deemolege President, de Richard Nixon, op Peking op Besuch. Deemools ass vun enger strateegescher Zweedeitegkeet geschwat ginn, wat Taiwan ubelaangt. Wat heescht dat am Kloertext? Mee et war eng Eenegung do, dass déi zwee Länner sech, wéi gesot, d'accord gesat hunn, Taiwan géif zu China gehéieren. Mee op där anerer Säit ass awer och gesot ginn, dass d'USA nëmme domat d'accord wieren ... dee Problem misst friddlech geléist ginn. An ënnert där Konditioun ass dann och bis elo viru Kuerzem, kann een am Fong geholl esou soen, ënnert deenen zwee Länner zesumme gelieft ginn. Dass ass haut net méi de Fall. Ech mengen, déi strateegesch Zweedeiteg-keet gëtt et an deem Sënn net méi an dat bréngt da mat sech, dass do gewëssen nei a Problemer elo opgetaucht sinn.

Ech zitieren hei de Militäxpert, de Robert Kaplan, deen den Interview an der „Neue Zürcher Zeitung“ vum leschte 24. Oktober ginn huet. E mengt net, dass China elo géif eng militäresch Invasioun géint Taiwan virhuelen. Hien ass éischer der Meinung, dass do e sougenannten Zermübnungskrich, fir et emol esou auszedrécken, géif stattfannen. Dass heescht, et gi méi Rakéite geziilt op déi Insel dresséiert. China huet schonn e puermol taiwaneesche Loftraue duerchbrach an et ginn och lwwershallwaffe getest. Dass féiert natierlech alles dozou, dass dat do eng Entwécklung ass, déi eis jiddefalls net kann einfach kal loossen.

Op där anerer Säit mierkt een dann awer och d'Relatiounen vun eenzelnen europäesche Länner zu China: Och déi hu géinnert. Ech erënneren hei zum Beispill un d'Slowakei, d'Tschechesch Republik a Litauen, déi Kontakt zu Taiwan gesicht hunn. Et war eng héich taiwaneesch Regierungsdelegatioun an deenen dräi Länner. Et ass souguer esou wäit gaangen, dass Litauen d'diplomatesch Bezéiungen zu China de Moment ofgebrach huet. Dass sinn iwwer-gens véier Länner aus der Europäescher Unioun, just nach zur Erënnerung.

De Robert Kaplan seet dann awer och, dass déi nei Krichsféierung ëmmer méi digitaliséiert gëtt. An hei hätt am Fong geholl China schonn e grouss Vir-sprong. An e behaupt esouguer zum Schluss, dass China haut méi eng grouss Gefor wier wéi deemools d'Sowjetunioun am classesche Kale Krich, fir et emol esou ze nennen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, viru bal dräi Méint kum et jo zu engem Muechtwiessel am Afghanistan. Et ass hei scho ganz vill iwwert den Afghanistan geschwat ginn. Ech mengen, d'Taliban sinn elo no 20 Joer zréck um der Muecht. Si hu sech am Presidentepalais niddergelooss. Mir hunn nach dramatesch Zeenen an Erënnerung, besonnesch, wéi Leit sech um Flughafen un d'Fligere gehaangen hunn, fir kënnen fortzekenommen. Eppes muss een awer ganz kloer soen: Ouni d'Hëllef vu ganz ville Länner aus der ganzer Welt, ënner anerem jo och Lëtzebuerg, hätt déi Loftbréck do net kënnen stattfannen. Et ass iwwer-gens déi gréisste Loft-bréck an der Geschicht vun der Mënschheet. An net méi spéit wéi elo Enn Oktober sinn och nach eng Rei Leit vu Ramstein an d'USA geflu ginn.

Natierlech gëtt hei elo no engem Schëllege gesicht. Natierlech gëtt héich Kritik hei geäussert, déi een och kann deelen, ob dat Enn vun der amerikanescher Militärpräsenz huet missen esou brutal geschéien, mee ech mengen, dass muss een awer och e bës-selche relativéieren.

Ech sinn awer liicht erstaunt vu verschidde Leit, déi sech esou gären de Fändel vum Pazifist unhänken, déi dann op eemol awer mengen, dass hei misst méi eng staark militäresch Präsenz an engem Land sinn. D'NATO hätt missen eng aner Roll spillen. D'Europäer hätte missen eng aner Roll spillen. Doriwwer kann een diskutéieren, mee ech fannen, et soll een awer déi ganz Saach och e bës-selche méi relativéieren. Et d'äerf een net vergiessen: An deene leschten 20 Joer sinn 140.000 Leit ëmkommen am Afghanistan. Dovunner 6.000 amerikanesch Zaldoten. Do muss een also, mengen ech, och e gewëssent Verständnis opbréngen, wann eng Natioun seet: „Musse mir nach ëmmer déi Affer do bréngen?“ An d'äerf fannen ech also: Elo eleng d'Amerikaner un de Pranger ze stellen ass vläicht awer net onbedéngt ganz fair.

Natierlech ass villes am Afghanistan schifgelaf. Natierlech hunn och Däitschland a Frankräich vläicht net genuch matenee geschwat. Natierlech huet och d'Europäesch Unioun do net hir Roll gespilt. An et muss ee sech och d'Fro stellen, ob net an Zukunft aner Krittere gëllen, fir iwwerhaapt an engem Land present ze sinn. Ech meng



Vietnam, Irak, Afghanistan insgesamt: dat sinn Echecken. Dat muss een einfach esou ganz kloer soen!

Wichtig ass awer zu dësem Zäitpunkt, dass een derfir suergt, dass déi humanitär Situatioun an deem Land do verbessert gëtt an dass och eng stabil Regierung dohinner kënn. Mee et sollt ee sech natierlech kenge grossen Illusiounen higninn. Et weess een och, wat fir eng gesellschaftlech Attitüd d'Taliban hunn, déi praktesch contraire ass zu eiser.

Dann dierf een och net vergiessen, dass och si intern am Land e Géigner hunn: déi afghanesche Variant, fir et emol esou ze soen, vum Islamesche Staat, dee jo op Distanz zu den Taliban geet. An déi lescht gréisser Attentat, déi jo zu Kabul waren, gi jo och op de Konto vum Islamesche Staat.

Ech hunn haut awer mat grousser Interessi en Interview am „Lëtzebuurger Wort“ gelies vum Här Filippo Grandi, dee jo gëschter hei zu Lëtzebuerg op Besuch war an dee seet, et kéint een awer och mat den Taliban zesummeschaffen. E seet hannendrun, et géif kee Plang B ginn, well d'Taliban wieren nun emol un der Muecht. An e gëtt esouguer zou, dass hien net wéisst, ob et eng besser Alternativ géif ginn.

Wann esou Aussoe vun esou enger héichgestallter Perséinlechkeet gemaach ginn, mengen ech, kann een dat net einfach ignoréieren an et soll ee sech och doriwwer seng Gedanke maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Ausseminister ass gëschter och a senger Ried selbstverständlech op de Konflikt an Israel mat de Palästinenser agaangen. Et kënn een net derlaanscht, dass och dëst Joer erëm eng Kéier leider mussen ze thematiséieren. An ech mengen, och do muss ee ganz éierlech sinn: D'Aussicht op Friden ass extreem geréng. Ech géif souguer mengen, se ass an deene leschten Zäiten nach vill méi geréng ginn.

Mir hate jo elo och kierzlech de palästinensesche Premier Mohammed - elo gëtt et e bësse méi komplizéiert mam Här sengem Numm - Schtajeh, ech weess net, ob ech dat elo richteg ausgedréckt hunn, hei zu Lëtzebuerg op Besuch. Ech muss allerdingens soen: Dat war eng ganz interessant Entrevue. An en huet eng Ausso gemaach an déi ass mer och nach, mat Sécherheet net nëmme mir, ganz kloer hänkeblivven: Si setze virun allem och op d'Europäesch Unioun. Si hoffen, dass d'Europäesch Unioun an deem Konflikt och ka gutt intervenéieren.

Natierlech, mäi Virriedner huet et elo liicht aneschters duergestallt. Ech wëll dat awer net grad esou krass gesinn, wéi en am Fong d'Ausso vum Minister gëschter hei elo interpretéiert huet. Ech fanne schonn, dass den Här Minister do awer dach eng objektive Approche geholl huet. Mir wëssen natierlech, wou d'Häerz schléit, mee et muss een awer och kucken, wat déi lescht Wochen a Méint erëm geschitt ass.

Ech wëll drun erënneren, dass zum Beispill erëm Projekte vu Logementen a Kolonien a Cisjordanien an am Westjordanland geplangt sinn. Da gëtt et d'Aklasséierung vu sechs palästinenseschen ONGen als Terrororganisatioun oder de polizeileche Verbuet vun engem Festival zu Jerusalem op enger Plaz, déi ënner franséischem Protektorat steet. Dat sinn natierlech alles awer Punkten, déi net onbedéngt, loosse mer soen, derzou bäidroen, dass d'Situatioun sech géif entspannen.

Dann huet den Här Gantz, den neie Verdedegungsminister, jo ugekënnegt, dass en 1.800 nei Logementer géif accordéieren. A wat interessant ass an där ganzer Entwécklung, dass ass natierlech elo d'Reaktioun vun den USA. Contrairement zu der Administratioun Trump, déi sech jo awer éischer ganz kloer méi op d'Säit vun Israel gestallt huet, huet awer elo den Här Antony Blinken vill méi kritesch Téin geholl an huet am Fong geholl souguer quasi Israel virdu gewarnt, elo nach zousätzlech Siidlungen op palästinenseschem Territoire ze autoriséieren.

Da muss een awer och nach eng Kéier drun erënneren an ech mengen, den Här Minister huet dat gëschter och gemaach: Israel huet 1993, dass war am September, d'Ofkommen vun Oslo ënnerschriwwen. Do ware jo awer munch gréisser Ouverture gemaach ginn. Wa meng Memoire elo gutt ass, da sollten d'Westjordanland an och de Gazasträife jo awer zu enger gewësser Autonomie ënnert de Palästinenser kommen. Dass ass jo bis haut u sech net geschitt. An et dierf een och net vergiessen: Et sinn zwielef EU-Länner, déi elo am Fong geholl Israel opgefuerdert hunn, déi rezent Siidlungspläng ze annulléieren.

Och dass ass natierlech awer e Punkt, deen een net einfach esou kann ignoréieren. Ech mengen, dass beweist e bëssen awer de Manko un enger gemeinsamer europäescher Approche vis-à-vis vun där ganzer Problematik, wat jiddefalls ze bedauern ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kënn een och dëst Joer net derlaanscht, e kuerzen Ofstiecher och nach eng Kéier a Südamerika ze maachen. Ech wëll kuerz op zwee Länner do agoen.

Éischtens Venezuela, wou een zwar d'Gefill huet, dass wier elo e bësse méi aus den internationale Schlagzeile verschwonnen. Mee et dierf een awer net vergiessen, net méi spéit, mengen ech, wéi gëschter oder virgëschter huet den Internationale Geriichtshaff awer Ermittlung gëint Venezuela opgeholl, well eebe Regimkritiker elo gefoltert a souguer och higericht gi wieren. Dass kann een natierlech esou net dostoe loossen. An dierfir muss mer och Venezuela nach wie vor am A behalen.

En anert Land, an deem ganz vill Onroue sinn, ass Chile, dass elo scho praktesch iwwer e Joer och Tensiounen kennt. Dass ass net direkt eppes Neies, mee déi hu sech elo nach verschlëmmert. Ech mengen, de Chile ass jo awer e Land, dass eis als Lëtzebuerg och net ka ganz egal sinn.

Et gëtt eng Rei ONGen, déi do ganz aktiv sinn. Besonnesch d'Problematik mat Mapuche-Indianer, déi am Fong geholl amgang ass, sech nach ze vergréisseren. Et dierf een net vergiessen, dass d'Mapuche-Indianer awer do ganz schlëmm Erfahrung gemaach hunn duerch d'Kolonialisierung respektiv och wéi de Chile onofhängeg ginn ass, wou se dunn a Reservater gestach gi sinn, muss ee scho bal soen. An och dass sinn natierlech Entwécklungen, déi ee jiddefalls vun esou engem Land net kann akzeptéieren.

Den Här Ausseminister huet gëschter a senger Ried e gréisseren Akzent op d'Handelspolitik geluecht, wat e ganz weesentlech Element och vun enger Deklaratioun vun der Aussepolitik ass. Ech mengen, en huet op den Erfolleg vum EU-Bannemaart higewisen, dee jo elo 30 Joer besteet.

Grad mir als Lëtzebuerg mat esou enger oppener Ekonomik hunn all Interêt, eis natierlech souwuel um EU-Bannemaat wéi um internationale Marché duergestellen, well mir profitéieren dovun, mir sinn ofhängeg dovun. Da si mer natierlech ganz séier awer och, wann ee schon den Term „ofhängeg“ benotzt ... D'Covidkris huet jo ganz gutt bewisen, wéi wäit dass virun allem d'Europäesch Unioun muss allerdingens méi onofhängeg ginn an der Produktioun vu Wuere.

A wa mer iwwer Produktioun vu Wuere schwätzen, da solle mer och ëmmer méi de Courage hunn, eis Gedanken ze maachen, wéi déi Wuere virun allem hiergestallt ginn, op Basis vu wat fir enge Krittären. Nohaltegkeet ass natierlech e ganz wichtige Krittär. Dann natierlech awer och Mënscherechter. An da si mer natierlech ganz séier och beim Liwwerkettegesetz, dass jo och gëschter hei ugeschwat ginn ass. Jo, och do kann een net esou ganz zefridde si mat der Entwécklung. Mir als Lëtzebuurger kucken natierlech do op d'Europäesch Unioun, wat a priori och ze verstoen ass.

Allerdéngs ass do deen een oder deen aneren Ulaf jo scho geholl gi mat kengem siichtbare Resultat. An dierfir mengen ech awer, dass lues a lues awer och Lëtzebuerg vläicht sollt op de Punkt kommen, dass wa sech nach ëmmer näischt um europäeschen Niveau deet, mer awer vläicht sollten och méi haart driwwer nodenken, awéifern dass mer selwer do sollen d'Initiativ ergräifen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen am Fong elo op dee Punkt, deen ech e bësse méi ausféierlech behandle wëll, an zwar d'Situatioun vun der Europäescher Unioun. Ech mengen, dass ass jiddefalls net nëmme fir mech, mee och fir meng Partei nach ëmmer de weesentlechste Punkt an enger Deklaratioun vun enger Aussepolitik, well se eis als Land jo och am meeschte betrëfft.

Jo, d'Europäesch Unioun steet de Moment net zum allerbeschten do. Mir kennen eng Rei Problemer, Stéchwuert Polen zum Beispill. Dass Land mécht eis net zënter gëschter Suergen, et mécht eis zënter Jore scho Suergen. Natierlech, déi lescht Decisioun vun hirem Verfassungsgeriicht kann een net einfach esou hinuelsen, obwuel elo natierlech versicht gëtt, an ech mengen, mir als Deputéiert krute jo och elo déi lescht Deeg esou e Bréif ...

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - E ganz gudd Bréif.

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Och, den Här Kartheiser seet: „E ganz gudd Bréif.“ Doriwwer léisst sech emol diskutéieren. Op alle Fall hunn ech de Moment nach éischer d'Tendenz, fir engem Europäesche Geriichtshaff oder enger Europäescher Kommissioun ze gleewen, wéi vläicht e Rechtfertigungsversuch vun der polnescher Säit, deen een natierlech awer muss respektéieren. Jiddefalls ass dass do net onbedéngt erëm eng glorriich Entwécklung, déi do an der europäescher Politik virkënn.

Ech mengen, et ass och ze verstoen, dass d'Madamm von der Leyen do och den Toun elo mol gehuewen huet. D'PiS-Partei jiddefalls ass amgang, sech do an eng Situatioun eranzemanövriieren, déi net gesond ass. An da wëll ech awer och hei nach eng Kéier drop hiweisen, dass Polen en Odfreiungsgesetz huet, wat awer alles aneschters wéi de Respekt vis-à-vis vun der Fra weist, an ech

mengen, dass dat kann een als iwwerzeegten Europäer net esou akzeptéieren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Gusty Graas (DP).** - A wann dann de polnesche Premier vun engem Drëtter Weltkrich vun der Europäescher Unioun vis-à-vis vu sengem Land schwätzt, jo, Dir Dammen an Dir Hären, da muss ee sech awer d'Fro stellen, op wat fir engem Niveau mer eis dann awer schlussendlech beweegen, wa mer ewell esou ënner Partner mateneen diskutéieren. Wann dat deen neie Langage ass, jo, da muss een awer Angscht fir d'Zukunft vun der Europäescher Unioun.

Ech mengen, dierfir ass dass och ze verstoen, dass den Europäesche Geriichtshaff eeben elo eng Decisioun geholl huet de 27. Oktober an eng Astreinte vun enger Millioun den Dag vis-à-vis vun deem Land ausgeschwat huet, bis dass eeben, wéi gesot, déi Onofhängegkeet vun der Justiz erëm hiergestallt ass.

An da si mer natierlech ganz séier bei dem Rechtsstaatmechanismus. Polen huet jo u sech 36 Milliarden zegutt iwwert de Wee vum Plan de relance. An elo ass jo dann d'Iwwerleeung, fir dann, wa Polen eeben déi Sanktioun, déi elo ausgesprochen ginn ass, net respektéiert, dass déi Suen da sollen ofgehale ginn. D'Europäesche Kommissioun ass jo elo nach e bësse méi virsiichteg do. Wat jo awer e ganz erstaunleche Virgang ass, dass d'Europaparlament u sech elo praktesch e Prozess géint d'Kommissioun declenchéiert huet. Ech mengen, dass ass jo och e Virgang, dee jiddefalls um legislative Plang ganz aussergewöhnlech ass. An dowéinst muss een och elo mol ofwaarden. Den Här Didier Reynders, dee jo den nächste Méindeg bei eis op Besuch ass, deen huet jo ugekënnegt, e géif elo Mëtt November a Pole fuere fir ze kucken, wat bei deenen Diskussiounen dann erauskënn.

Et spiert een allerdéngs och, dass et ëmmer méi Länner gëtt, déi de Polen de Réck stäipen. An dass ass natierlech och net onbedéngt ganz positiv fir d'Entwécklung vun der Europäescher Unioun.

Da si mer awer och ganz séier bei engem Land, wat eis och vill Suerge mécht um Niveau vun der Europäescher Unioun, dass ass Ungarn. An ech mengen, et muss een den Här Orbán emol drun erënneren, wat viru 65 Joer a sengem Land lass war, iwwerengs praktesch op den Dag. Dass huet sech zwar e puer Wochen higezunn. Do si jo sowjetesch Panzer duerch Ungarn gerullt, virun allem duerch Budapest, mam ...

(*Interruption*)

... genau, mam Resultat, dass 2.600 Doudeger waren. Wat nach méi war: Dausenden an Dausende Leit aus Ungarn si geflücht. A wou si se higezücht? Ma iwwer 40 Länner hunn deemools ungarisch Flüchtlingen opgeholl, och Lëtzebuerg. A wat stelle mer haut fest an Ungarn? Den Här Orbán, deen iwwerengs grouss ginn ass duerch eng Ried, déi en 1989 gehalten huet, wéi posthum d'Helde vun 1956 du géiert gi sinn. An do huet hien eng grouss Ried gehalten, e war deemools e jonke Member vun der Fidesz-Partei. Mee et ass awer erstaunlech, dass just haut, ënnert deem Regim, am Fong geholl eng negativ Attitüd vis-à-vis vu Flüchtlingen ageholl gëtt. Dowéinst wier et vläicht besser, et géif een dem Orbán dat nach eng Kéier an Erinnerung rufen, dee jo d'Geschicht vun Ungarn mat Sécherheet besser kennt wéi ech. Mee trotzdem soll en dat awer net vergiessen, wat mat sengen eegene Landsleit viru 65 Joer geschitt ass.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Wat och erstaunlech ass, dass ass, dass schon de 15. September 2015 eng Mauer opgeriicht ginn ass. Et ass erëm eng Mauer opgeriicht ginn! Zwar net aus Bëton, mee 150 Kilometer laanscht déi serbesch Grenz huet Ungarn eng Mauer opgeriicht vun dräi an engem hallwe Meter Héicht. Firwat? Mee fir dass eebe keng Flüchtlinge sollen an hiert Land erakommen!

A vun ufangs dëses Joer u si 50.000 Flüchtlinge vun Ungarn einfach esou zrëckgehale ginn, zrëckgewise ginn, wat jo am Fong och contraire ass zu der europäescher Legislatioun. Wat natierlech dann och erstaunlech ass, dass ass, dass elo schon zwielef EU-Staaten a sech den Ungaren de Réck hei stäipen, ënner anere Dänemark, Zypern an Éisträich.

Da si mer natierlech och séier bei engem Mann, deen de Moment d'Muskele ganz haart spille léisst vis-à-vis vun der Europäescher Unioun, dass ass den Här Lukaschenko aus Wäissrussland. Dass ass inakzeptabel, wat sech elo do ofspillt!

Den Här Lukaschenko, dee léisst elo afghanesch an iranesch Krichsveterane kommen, dass muss ee sech emol vorstellen, fir déi op d'Grenz laanscht Polen ze positionéieren, dass déi gegebenefalls do kënnen attackéieren. Jo, dass si jo awer Entwécklungen, déi kënnen mer net méi einfach esou nokucken. An et ass evident, dass och Länner, an ech mengen, do muss een awer da Polen a Litauen duerch en anere Brëll kucken, dass déi natierlech do elo net

méi kënnen nokucken, dass se praktesch elo den Ausnamezustand ausrufen.

Da si mer natierlech ganz séier bei der Diskussioun: Wéi solle mer als Europäesch Unioun do reagéieren? Ech soen dass och ganz kloer hei: Natierlech muss och e Grenzschutz funktionéieren! Natierlech muss och d'Europäesch Unioun derfir suergen, dass net, wéi soll ech soen, ongefiltret Leit kënnen an d'Europäesch Unioun erakommen. Mee et dierf een net vergiessen: Egal, wie kënn, et sinn nach ëmmer Mënschen, an et huet een nach ëmmer eng Verpflichtung vis-à-vis vu Mënschen, fir déi och mat Dignitéit ze behandelen!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Déi zwielef Länner, déi eeben och elo do de Secours duergestallt vun Ungarn quasi, och déi dierf een natierlech net ignoréieren. An ech weess, dass dass natierlech d'Europäesch Unioun an eng Zwéckmillche bréngt. Wéi soll se elo an Zukunft reagéieren? Ech mengen, eppes ass kloer, an den Här Yves Cruichten wäert och an deem Sënn nach eng Motioun hei deposéieren: Frontex huet net onbedéngt brilléiert, fir net méi ze soen, virun allem an Ungarn. An Ungarn hu se sech einfach zrëckgezunn. Iwwert déi aner Saachen, déi bekannt gi sinn, wëll ech mech elo net hei ausloossen. Mee eppes ass kloer: Mir brauche Frontex! Mee mir brauche vläicht e verbesserte System, wéi Frontex da soll funktionéieren. A mir kënnen, wéi gesot, als Europa net einfach esou nokucken.

Wat engem awer och muss Suerge maachen, dass si verschidden Aussoen iwwer europäesch Institutiounen. An do mierkt een och, dass an der Press zum Beispill den Europäesche Geriichtshaff nawell gäre vun Einzelnen, och vun héichrangege Politiker, kritiséiert gëtt.

Et dierf een net vergiessen, dass den Europäesche Geriichtshaff, dee jo all Joer eng ronn 600 Question-préjudiciellë kritt, jo kee politeschen Acteur ass, och wann dat vun Einzelnen heiansdo gär sou duergestallt gëtt. An natierlech huet den Europäesche Geriichtshaff zënter dem Acte unique och eng aner Roll ze spillen. Et si ganz aner Themen opkomm. Ech denken erëm eng Kéier virun allem un d'Migratioun.

An déi Länner, déi elo natierlech mengen, si bräichte sech net der europäescher Gesetzgebung ze ënnerwerfen, mee déi national Gesetzgebung misst an Zukunft ëmmer méi priméieren, déi wëll ech emol drun erënneren, wat se 2007 ënnerschriwwen hunn, 2007, d'Deklaratioun 17 vum Traité vu Lissabon, déi solle se mol nach eng Kéier liesen. Do steet awer ganz kloer dran, dass d'EU-Recht iwwert dem nationale Recht steet. An dierfir sollen déi vläicht e bësse méi virsiichteg sinn.

Da wëll ech och drun erënneren, dass gëtt et en Arrêt vun 1964, dass war den Här Costa géint ENEL. ENEL, dass ass den Zesummeschluss vun den italienschen Energieproduzenten.

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - ENEL.

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Gelift!

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - ENEL.

■ **M. Gusty Graas (DP).** - ENEL jo, ENEL. Mee dee bitt am Fong geholl d'Basis vun dem ganzen europäesche Rechtssystem. Dass soe jo net ech, ech sinn do e Laien a guer kee Spezialist, ëm Gottes Wëllen. Mee ech beruffe mech hei zum Beispill op en Interview, deen den Här Koen Lenaerts ginn huet - dass ass de President vun Europäesche Geriichtshaff - am „Les Échos“ vum leschten 29. Oktober. An dee seet ganz kloer, oui deen Arrêt vun 1964 géif d'Europäesch Unioun, esou wéi mer se haut kennen, iwwerhaupt net existéieren. Bon.

An dierfir, dass soen ech ganz éierlech, muss een awer och e bëssen enttäuscht sinn, wann dann, an et ass vläicht net esou ganz diplomatesch, mee ech si jo net Minister, dierfir hunn ech jo e bësse méi Fräiraum, fir eppes ze soen ...

(*Interruption par M. Fernand Kartheiser*)

O, ech mengen, dass erlieft Der net, Här Kartheiser! Mee dass ee Mann wéi den Här Michel Barnier, deen ech bis dato héich respektéiert hunn an deen, ech mengen, do si mer eis alleguer eens, awer eng ganz gutt Roll gespillt huet als Chefënerhändler vum Brexit-Dossier, dass grad esou e Mann awer elo op eemol och op d'Iddi kënn, dass haaptsächlech an der Migrantefro misst dat nationaal Recht priméieren. Dee seet: „Jo, Brëssel brauch sech net ze wonneren, well hir Bloss dréit derzou bäi, dass et vläicht nach zu zousätzlechen Austrëtter aus der Europäescher Unioun kënn.“ Dass seet e Mann, deen nach virun e puer Méint hei souz an déi europäesche Wäerter verteidegt huet.

An ech fannen, da soll een awer - well mir wësse jo hoergenee, firwat dass déi Aussoe gemaach ginn, en vue vun de Presidentewalen a Frankräich -, mengen ech, dass hei soen, dass déi Aussoen net onbedéngt derzou bäidroen, fir d'Europäesche Unioun nach ze festegen.



Dat Feindbild Bréissel jiddefalls weider ze promulgéieren, dat ass Waasser op d'Mille vun de Populisten. Méi ass dat net. Da wësse mer och, wat do-derch entsteet, well dann ass d'Europäesch Union e weerlose Gigant, wa se souguer net vun hiren eegene Memberstaaten ënnerstëtzt gëtt.

An da schwätze mer jo ëmmer vun der „closer union“, wat d'Europäesch Union ubelaangt. Jo, wat heescht dat da schlussendlech? Heescht dat gemeinsam Scholden? Heescht dat gemeinsam Waffen? Heescht dat gemeinsam Grenzmaueren? Och domat muss ee sech vläicht dann eng Kéier méi am Detail auserneeetzen.

Da si mer natierlech och bei der gemeinsamer Aussepolitik an der gemeinsamer Verteidigungspolitik. Sécher, mir wëssen, dass et do eng ganz Rei Schwächte gëtt, besonnesch, wat d'Verteidigungspolitik ubelaangt. Et kënt natierlech och ëmmer erëm d'Fuerderung vun enger europäescher Arméi. Ech mengen, déi Illusioun soll een de Moment emol net méi promulgéieren. Mee dat wëllt awer net verhënnen, dass ee kann op europäeschem Niveau, wat d'Verteidigung ubelaangt, vill méi enk zesammenzeschaffen, haaptsächlech zum Beispill déi grouss Arméien, dass se sech awer op änlech oder gemeinsam Systemer kënnen eenegen.

Ee vun deene grouse Befürworter vun enger europäescher Arméi, oder virun allem méi enger enker Zesummenaarbecht, ass jo den Här Emmanuel Macron, de franséische President, wou ech dann elo gespaant sinn - Frankräich iwwerhëlt jo mam éischte Semester elo d'Presidence -, wat da seng Virstellungen do sinn.

Och den Här Joe Biden huet jo erkannt, dass et wichteg ass, dass mer um Niveau vun der Verteidigung mat der NATO zesummen natierlech och méi enk an Europa géifen zesummeschaffen.

Wa mer iwwer Europa schwätzen, wa mer iwwert déi negativ Punkte vun Europa schwätzen, da sinn ech awer nach wie vor der Meenung, dass wann et Europa net géif ginn, d'Europäesch Union, da misste mer se schafen.

Da muss natierlech och d'Fro gestallt ginn, wéi Europa muer soll ausgesinn. Gi mer op d'Sich no neie Memberen? Am Prinzip schon, firwat net, wann natierlech Memberstaaten oder zukünftg Memberstaaten do sinn, déi déi elementar Krittären - ech denken un d'Kopenhagener Krittären - géifen erfëllen. Da si mer natierlech séier um Westbalkan, wou mer enger Rei Länner awer Hoffnungen gemaach hunn: Serbien, Montenegro, Mazedonien, Nordmazedonien an Albanien zum Beispill.

Ee Kandidat war jo wierklech scho praktesch um Schrëtt, fir an d'Europäesch Union ze kommen. Leider war do am Ufank virun allem Griichenland dergéint, duerno Bulgarien. Dat ass Nordmazedonien. Mee do ass natierlech elo eppes geschitt déi lescht Deeg, dass awer wahrscheinlech d'Virstellung, dass Nordmazedonien eng Kéier, oder zumindest à court terme oder à moyen terme, an d'Europäesch Union kënt, net méi realistesch ass, well eeben do no de Walen de Premier, den Här Zoran Zaev ...

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Zaev.

■ **M. Gusty Graas (DP).** - ... zrëckgetrueden ass. Dat ass natierlech keng gutt Noriicht fir d'Europäesch Union. An de Risiko ass eebe leider grouss, dass dann elo déi nationalistesch Partei VMRO erëm un d'Rudder kënt. An dann, mengen ech, dierften d'Verhandlung vill méi schwierig ginn, wa se iwwerhaupt nach géife stattfannen.

Wat d'Tierkei ubelaangt, ass d'Position vun der DP nach wie vor glaskloer: Fir eis kënt et am Moment absolutt net a Fro, dass d'Tierkei potenziellen EU-Member kéint ginn, ënnert deem Regimm, dee mer de Moment kennen, ass dat jiddefalls net realisierbar.

De Moment leeft jo dann och déi grouss Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa, eng ganz gutt Initiativ - déi jo leider Retard krut eeben duerch d'Covidkris -, wou Lëtzebuerg eng ganz aktiv Roll spillt. Et gouf jo eng spezifesch Souskommission vun der aussepolitescher Kommissioun gegrënnt, déi jo och eng ganz gutt Aarbecht mécht a wou jo och eng Rei Initiative scho stattfand hunn. A wat gutt ass, dass ass, dass dës Kéier d'Politik u sech net den Hauptacteur ass, mee éischer an der zweeter Rei als Observateur sëtzt, an dass d'Plattform dem Bierger gehéiert, dass de Bierger d'Méiglechkeet kritt, seng Vuen, seng Visiounen vun Europa vu muer duerzeleeën. An déi sollen da vun der Politik herno analysiert ginn an och duerchdiskutiert ginn. Ech mengen, dass ass schon dee richteg Wee.

Déi lescht Joren hu mer natierlech, wa mer iwwer Europa geschwat hunn, ëmmer iwwert de Brexit musse schwätzen. Ech hat gemengt, mir bräichten dëst Joer net driwwer ze schwätzen, mee ech fäerte ganz, net nëmme dëst Joer, mee och déi nächst Jore wäerte mer nach verstärkt iwwert de Brexit musse schwätzen, well et muss een d'Realität kucken.

An dann ass natierlech ee Konflikt, deen elo déi lescht Deeg opgetaucht ass - do gesäit een, wéi séier dass aus Frënn op eemol Géigner ginn -, zwéischent Frankräich an England, wat dee sougenannte „Fëschereisträit“ ubelaangt, wou et ëm d'Coquilles Saint-Jacques geet. An et geet u sech jo praktesch nëmme ëm zéng Schëffer. Mee et dierf een déi Symbolik net ënnerschätzen, déi hannert deem ganze Konflikt do stécht, dee jo nach net ausgestanen ass, deen awer jiddefalls beweist, wéi séier dass sech do kënnen Konflikter entwëckelen ausserhalb der Europäescher Union. An ech zitieren hei zum Beispill d'Madame Annick Girardin, déi franséisch Mieresministesch, déi sot: „Et ass kee Krich, mee e Kampf.“ A vill méi kloer war de Staatssekretär, den Här Clément Beaune, deen huet am „Figaro“ vum 29. Oktober gesot: « Maintenant, il faut parler le langage de la force parce que je crains que, malheureusement, ce gouvernement britannique là ne comprenne que cela. » Dat si jo awer scho Kraaftwierder! Wann awer schon e Regierungsmember vun enger net onweesentlecher Nation aus der Europäescher Union vis-à-vis vun engem fréiere Partner esou Aussoe mécht, da stécht scho méi derhanner.

Jiddefalls, mir sollen net frou sinn iwwert déi ganz Situatioun. Och net, dass elo an England éischt Problemer siichtbar sinn, a Groussbritannien, zum Beispill, wat d'Vesuergung ubelaangt, wat jo awer méi wéi wahrscheinlech d'Konsequenz vun engem Brexit sinn. Dat solle mer elo net schadenfroh ophuelen. Nee. Dat mécht een net! Mee et beweist eppes. Et beweist vläicht awer anere Länner, déi mam Gedanke schwanger ginn, och vläicht eng Kéier aus der Europäescher Union auszutrieden, wat dat emol eng Kéier kéint fir si bedeiten.

An dann dierf een net vergiessen, dass mam ganze Brexit mer nach ee Problem hunn, deen och an der Luucht hänkt, dass ass den Nordirland-Protokoll. An och do huet den Här Johnson awer schon eng Ausso gemaach, déi ze denke gëtt. En huet gesot: „Wa mer eis do net eens ginn, dann applizieren ech, oder invoquéieren ech den Artikel 16 vun deem Protokoll, dee seet, dass ee kann unilateral dat kënnegen.“ Wat natierlech géif wäit goen a wat och géif ganz nei gréisser Problemer mat sech bréngen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vläicht awer och nach e Wuert iwwer vergaange Walen, an zwar an Däitschland. Ech mengen, mir hunn an Däitschland d'Wale matkritt de leschte 26. September. Do zeechent sech jo of, dass déi selwecht Koalitioun entsteet - Här Kartheiser, dat wäert lech jo awer freeën -, wéi et se hei zu Lëtzebuerg gëtt.

#### (Hilarité)

Da sidd Dir jo besonnesch frou. An ...

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech kann elo net méi auswanderen.

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Mee et ass jo nach net esou wäit. Et weess ee jo net, wat nach alles ka kommen.

Ech wëll just eppes hei soen: Ech mengen, fir eis als Lëtzebuerg ass et jo wichteg, dass mir awer déi Walen an och déi Regierungskoalitiounen do de près matverfollegen. Däitschland, naja, ech mengen, vun der Geschicht hier huet et eis jo vill Leed bruecht, mee, et muss een dat ganz éierlech soen, wat zënter 1957 e ganz verlässleche Partner - an de Minister weess dat vill besser wéi ech - vun der Europäescher Union ass a wat och mat Frankräich zesummen e bëssen de Motor, kann ee soen, vun der Europäescher Union ass. An och déi bilateral Zesummenaarbecht zwéischent Lëtzebuerg an Däitschland muss een einfach als exzellent duerstellen. Ech sinn iwwerzeegt, dass dat och an Zukunft wäert de Fall sinn. Wéi de Kurs vun Däitschland um Niveau vun der Europäescher Union ass ënner engem méigleche Bundeskanzler Olaf Scholz, muss sech eraustellen. Ech hunn awer do e relativ gutt Gefill, wat awer och net onwichtig ass.

Wa mer scho bei Wale sinn, ee ganz klengen Ausbléck awer och op déi franséisch Walen, ech hat se scho kuerz ugeschnidden. Do ass just ze hoffen, dass net en neie President Marine Le Pen oder Eric Zemmour heescht, well da krutt een elo scho Schüttelfrost.

#### (Hilarité)

Ouni sech elo ze vill an de franséische Walkampf anzeméschen, kënnen mir just hoffen, dass eng Persoun do den zwoelfte President vun der fënnefter Republik gëtt, déi, op alle Fall, wat déi europäesch Attitüd ubelaangt, déi selwecht Gedanken an déi selwecht Iwwerzeegung mat sech bréngt wéi den aktuelle President, den Här Emmanuel Macron.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bon, ech gesinn, ech muss e bësse kierzten hei. Ech wollt awer nach e puer Wuert iwwert de Klimawandel soen, wat natierlech och einfach net méi ewechzedanken ass vun enger Debatt iwwert d'Aussepolitik. Net nëmme, mee awer och do virun allem. Glasgouw kënt jo e Freideg op en Enn. Iwwert déi definitiv Resultater kann ee sech nach net aus-

schwätzen, obwuel een och do net mat ze vill grousem Optimismus eruegoen an d'Erwaardungen méi realistesch gesi soll. Et sinn e puer Aussoe gemaach ginn, wou mer mol gespaant sinn, ob se dann och wäerten an noer Zukunft esou ëmgesat ginn.

Ech wollt just kuerz awer op ee Punkt hiweisen, deen engem awer immens ze denke muss ginn, an dat ass nämlech déi Ofholzungspolitik vu Brasilien am Amazonas. Et dierf een net vergiessen, dass iwwert d'Hallschent vun Amazonas-Gebitt op brasilianeschem Territoire läit. A wat sech do déi lescht Joren ënnert dem Här Bolsonaro ofspillt, dass ass jo awer inakzeptabel. An do mengen ech, dass déi international Gemeinschaft, an da si mer och direkt bei der Aussepolitik, misst aneschtens vis-à-vis vun engem Staat wéi Brasilie virgoen. Och do hu mer diplomatesch Méiglechkeeten. Mir hu gegebenfalls souguer ekonomesch Méiglechkeeten. Et kann net sinn, dass déi gréng Long, an et ass déi gréng Long vun der Welt, praktesch esou vun enger Persoun oder vun engem Regimm hei lues a lues zerstiëert gëtt! Well d'Spezialiste soen, an ech beruffe mech hei elo op eng Agence aus Brasilien, dass, wa bis 20 % definitiv zerstiëert wiere vun Amazonas-Bësch, da wier e gekippt. A mir sinn elo scho bei 17 %, 18 %. Et géif also net méi laang daueren. Zwar hunn d'Brasilianer elo e puer Aussoe gemaach, déi drop hiweisen, dass se sech och bewosst sinn, dass se muss mat där Ofholzungspolitik ophalen, mee do muss een awer nach ganz, ganz virsiichteg sinn.

Jiddefalls, wat Glasgouw ubelaangt, ass et och ouni Zweifel eng Enttäuschung, dass ganz grouss Nationen wéi China a Russland net mat hire Spëtzeleit do vertruede sinn, wat jo och munches ausseet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Debatt huet ouni Zweifel awer hir Berechtigung. An ech fannen, et ass och gutt, dass mer eis eemol d'Joer hei méi intensiv mat der Aussepolitik auserneeetzen, well et dierf een net vergiessen, dass och e klengt Land awer soll seng Aen opmaache fir déi grouss Problemer op der Welt. Grad mir als Lëtzebuerg! Wat wiere mir als Lëtzebuerg, wa mer net de Secours hätte vun deenen internationalen Organisationsen, sief dat d'NATO, sief dat d'Europäesch Union, sief dat d'OSZE, an ech kéint der nach e puer opzielen. Duerfir, grad mir hunn all Interêt, déi Attitüd nach wie vor och an Zukunft ze weisen. Mir brauchen Alliiierter. Dat gëllt och op ekonomeschem Plang. Dat ass ganz sécher. Ech mengen, mir stellen eis immens gären ënnert de Prabbeli vun deene Groussen, wann et ëm d'Sécherheet geet. Mir kréie ganz vill. Mir sollen also och munches zrëckginn. Dat ass ouni Zweifel wichteg.

An dowéinst begrëissen ech och, dass mer et fäerdegbruecht hunn - an duerfir och Felicitatioun un lech an Äre ganze Staff -, dass mer elo e Sëtz am UNO-Menscherechtsrot kréien. An do kréie mer jo dann och d'Méiglechkeet ze gestalten. Ech mengen, do si mer jo awer dann e vollwäertige Partner an deem Gremium. An do kënnen mer jo, grad op deene Gebidder, wou mir als Lëtzebuerg eis jo gäre promulgéieren an duerstellen an och zu Recht, haaptsächlech Mënscherechter a Klimaschutz, dann awer och wierklech eis Sprooch erhiewen an och derzou bäidroen, dass sech eppes vläicht zum Gudde kann an Zukunft doen, oder jiddefalls funktionéieren.

Et ass also wichteg, dass mer déi international Organisationsen och an Zukunft als Lëtzebuerg ganz kloer ënnerstëtzen. Déi dierfen net zu engem Selbstläufer ginn. An do huet een heiansdo e bëssen d'Gefill, wéi wann dat schon eng Selbstverständlechkeet wier, dass et eng Europäesch Union géif ginn. Et gëtt ganz gären drop gefacht. Mee et gëtt sech net mol e Gedanke gemaach: Ma wéi kënnen mer déi wichteg Organisationsen och an Zukunft nach méi stäerken? An ech adresséiere mech hei - ouni eng Kritik ze maachen - virun allem u jonk Leit, déi jo natierlech net de Besuch kënnen dozou hunn, well wéi si gebuer gi sinn, hat dat schon alles eng gewëssen Entwëcklung hannert sech. An dowéinst muss een dat nach eng Kéier hei ënnersträchen: Et ass immens wichteg, dass virun allem an eise Schoulen och op d'Wichtigkeet vun deenen Institutionen higewise gëtt, dass mer e Geschichts-unterrecht hunn, deen dat ganz kloer ervirsträcht, dass jiddwerengem dat bewosst gëtt. Besonnesch mir als Lëtzeburger Land - entschëllegt, wann ech mech ëmmer erëm widderhuelen op deem Punkt - hunn all Interêt drun, dass mer gutt, fest strukturiert international Organisationsen hunn.

Ech wëll dann ofschléissend dem Ausseminister Merci soe fir säin Asaz, säi wierklech éierlechen Asaz, deen e ganz kloer hei zënter Jore scho mécht. An ech mengen, Dir sidd jo net nëmme an der Europäescher Union den déngschteelsten Ausseminister, mee weltwäit och ënnert den Top Dräi, wann ech richtig informéiert sinn. An dat ass eng Leeschtung. Dat ass eng Leeschtung! Ech mengen, d'Demokratesch Partei steet hannert där Politik. Mir wëllen och hei ënnersträchen, dass Der ganz gutt encadréiert sidd vun enger ganzer Rei Diplomaten an anerem Personal queesch duerch d'Welt.

Mir hu jo elo héieren, dass Der eng nei Ambassade an Irland opmaacht, wat mer nëmme kënnen begrëissen. An et ass wichteg, dass mer esou Aushängeschëlter hunn, well oft gëtt jo e bëssen e verzerrten Image vu Lëtzebuerg dobaussen duergestellt.

A wann den Här Wiseler mengt - en ass zwar elo net heibannen -, dass mer e Premier hätten, deen elo net méi dobausse géif Lëtzebuerg an deem Mooss kënnen representéieren, dann iert e sech. Dann iert e sech ganz kloer! Dann hätt den Här Wiseler solle mol déi lescht Deeg a Woche verfollegen, wat fir eng Ënnerstëtzung den Här Bettel och krut. An dass den Här Bettel nach wie vor ganz gutt, ...

#### (Interruption)

... ganz, ganz gutt Relationen um internationalen Niveau huet. An ech fannen och, et soll een elo net schonn eng Persoun verurteilen, wou mol nach keen definitiiv Urteel gesprach ass. Dat, mengen ech, ass en allgemenge Prinzip. Waart emol of! A fir elo dowéinst hei ofzeleeden, dass den Här Bettel elo zu dësem Zäitpunkt Lëtzebuerg net kéint an deem Mooss vertrieeden, dass fannen ech schonn e bëssen onfair.

Ech soen lech awer trotzdem Merci fir d'Nolauschteren.

#### (Brouhaha)

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Graas. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

#### (Brouhaha)

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Ech lauschteren lech nach no, well et kéint jo nach spannend ginn!

Här President, ech wëllt och e bëssen do ufänken, wou den Här Graas elo virun enger Minutt opgehale huet, andeems ech dem, ...

■ **Une voix.** - Beim Här Bettel?

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - ... nee, nee, beim Här Asselborn, andeems ech dem Här Asselborn Merci soe fir seng Ried gëschter. Ech wëll him haut dofir felicitéieren, dass en et fäerdegbruecht huet, an zwou Stonnen en Tour duerch d'Welt ze maachen. Esou stoung et haut an der Zeitung. An en huet et fäerdegbruecht, quasi alleguerten déi Problemer a Konflikter ze erwänen, déi mer am Moment an der Welt kennen. An déi Lëscht, déi gëtt am Moment leider net méi kuerz, mee déi gëtt vu Woch zu Woch a vu Joer zu Joer méi laang.

Ech hu virun d'Kritik héieren, dass een net esou richtig wéisst, wat d'Zilsetzung wier vun der Regierung. Abee, ech muss lech awer soen, ech kann déi Aschätzung net deelen. An et brauch een och just déi 44 Säite vun der Ried vu gëschter nach eng Kéier nozeliesen, da weess ee Bescheid.

Den Här Wiseler hat och drop insistéiert, dass Der schonn 18 Joer déi Funktioun bekleet als Ausseminister. An da géif ech och vläicht gäre vun där Geleenehnt profitéieren, fir lech emol Merci ze soe fir Ären Asaz. 18 Joer fir d'Lëtzeburger Land - ech fannen, Dir maacht eis hei zu Lëtzebuerg an och dobausse grouss Éier. An ech kann lech och soen: An deene ganz bescheide Funktiounen, wou ech alt emol am Ausland ënnerwee sinn, ginn ech dacks op lech ugeschwat, Här Asselborn, an ech kréie quasi just Luef.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Här President, wa mer an der Mënschheetsgeschicht ganz no hanne kucke ginn, da stelle mer fest, dass et d'Bedierfnis no Sécherheet war, dass déi éischt Mënschen derzou verleet huet, a Gruppen ze liewen an éischt Siidlungen ze bauen. Déi éischt Mënschen haten am Fond séier spat, dass et besser ass zesummenzueliewen, an dass et och besser ass, een deem aneren an Nout bäizestoen a sech zesummen ze wiere géint Gefore vu baussen.

Zanterhier ass a bleibt d'Sécherheet e Grundbedierfnis vun eis Mënschen. D'Sécherheet huet awer ganz vill Aspekter. Haut denkt ee vläicht als éischt un Terrorismus oder u Kriminalitéit, mee dat ass natierlech vill ze kuerz gegruff. Eise Kolleg a Budgetsrapporteur Dan Biancalana wëllt fir säi Rapport den Aspekt vun der sozialer Sécherheet an der Sécherheet am méi breede Sënn ervirhiewen. Ech fannen dat en exzellente Choix, an ech freeë mech schonn drop, fir säi Rapport kënnen ze liesen, virun allem, well dat nach emol ervirhiewe wäert, dass et eis net just an eleng ëm déi repressiv Sécherheet goen dierf.

Am Artikel 6 vun der Europäescher Charta vun de Grundrechter steet net fir näischt, dass all Mënsch e Recht op Fräiheet a Sécherheet huet. An dass déi zwee Begrëffer vu Fräiheet a Sécherheet an engem Saz stinn, kënt och net vun ongeféier. Si brauchen een deen aneren, mee et ass un der Politik, fir déi néideg Balance ze fannen.

D'Sécherheet ass dofir en zentraalt Thema, wa mer vun eiser Aussepolitik schwätzen. De Fokus



aleng op d'Sécherheet, dat huet eis d'Geschicht gewisen, ass awer net ëmmer gesond a kann och emol konträrproduktiv sinn. Mee et ass awer och ze verstoen. D'Sécherheet vun eisem Land bedéngt eis Fräiheet, eis Souveränitéit an d'Ausliewe vun eise Wäerter.

Zejoert hat ech a menger Ried de Fokus op de Multilateralismus geluecht. An ech hat angangs vu menger Ried festgestallt, dass meng Kanner, oder d'Generatioun vu menge Kanner haut manner sécher opwiisst, wéi meng Generatioun dat konnt. Wéi ech jonk war, war d'Sécherheet virun allem als Schutz virum Kommunismus ze verstoen. Et war also zimmlech einfach. Mir haten eng méi oder manner stabill Sécherheetsarchitektur: de Weste géint d'Sowjetunioun. Dat war wuel net alles esou kloer an einfach, wéi mir dat deemools gefillt hunn. An nawell schéngt d'Welt vun haut méi komplizéiert wéi deemools.

Iwwert d'Zäit hu mer eis och aner Froe gestallt: Wie soll iwwerhaupt sécher sinn? Nëmme d'Staaten an hir Grenzen oder awer de Mënsch? Fir d'LSAP ass kloer: Grad haut geet et net duer, just d'Staaten als Acteuren an den internationale Bezéiungen ze gesinn. De Mënsch huet seng Roll ze spillen. An et sinn och seng Sécherheet, seng Fräiheet, seng Rechter an och heiansdo säi Schutz, déi eis interpelléiere mussen.

Déi lescht Joren hu mer eng Rëtsch Evolutionen an Tendenze gesinn, déi déi international Uerdnung opgëmscht hunn a souwuel nei Erausforderunge wéi Ongewëssheete mat sech bréngen a Saachen internationale Fridden a Sécherheet. D'Partnerschaften an d'Organisatiounen, déi fir Lëtzebuerg esou wichteg sinn, evoluéieren a mussen sech den neie Kontexter upassen, wéi zum Beispill d'UNO, d'Europäesch Unioun oder nach d'NATO.

Eis Sécherheet hänkt och vun der Standfestegkeet vun eiser Demokratie of a vun Ausliewe vun eise Wäerter, déi eis Fräiheeten an eise Wuelstand garantéieren.

Mee eis Wäerter sinn um Wackelen uechter d'Welt - mee och méi no heiheim an der Europäescher Unioun. Liberal an demokratisch Institutiounen gesi sech enger gewëssener Legitimitéitskris ausgesat, während autoritär Pouvoiren ëmmer méi Opdriff spieren.

An der Debatt iwwert d'Migratioun gesi mer ëmmer méi kloer, wéi verschidde Länner op eng Ofschotung drécken. Desinformatiounscampagnë probéieren, eisen Zesammenhalt opzewecheen, eis géinteneen auszuspillen. A leider géllt dat hinnen allze dacks.

D'Technologie an d'Digitaliséierung hunn och en Impakt op d'Krichsféierung, op d'Waffentechnik, op d'Afflossnam an den internationale Relatiounen, op déi perséinlech a gesellschaftlech Sécherheet. Ech nenne just als Beispill d'Cyberattacke géint wichteg Infrastrukturen oder den Impakt vun de sougenannte soziale Medien.

Dozou kommen de Klimawandel, eng existenziell Erausforderung, a Pandemien, déi eis den Ament vill ofverlaangen an eis Welt op vill verschidden Aart a Weise beaflossen.

D'Onsécherheet huet haut also vill Gesichter. Eist Sécherheetsdenken ass net méi dat vu viru 60 Joer während dem Kale Krich, mee och net méi dat wéi viru 30 Joer während dem Triumphalismus vun Westen.

Här President, fir eis geet et net eleng drëms, d'Waffe verstommen ze loossen, mee et geet drëms, et de Mënschen ze erlaben, e wierdegt an e séchert Liewen opzebauen. Dat ass en enormen Defi; wéi mer op vill ze ville Plazen an der Welt gesinn: Konflikter verlafte sech, ginn net geléist, flamen op a killen erëm of, ouni dass een eng nohalteg Léisung a Siicht hätt. Hei kann ee sécher d'Beispill vun Bergkarabach nennen, awer och d'Siiddlungspolitik vun Israel, déi de Konflikt mat Palästina verschäerft.

Friddensaccorde sinn zwar ëmmer ze begrëssen, mee se si meeschtens extreem fragill. Ech erënnere zum Beispill un de Südsudan. Vill Leit leiden ënner Aarmut, Honger an och de Suite vun Klimawandel, der Oppressioun vun hirem eegene Staat an, ganz generell, den Ongläichheeten an der Welt.

An, jo, dat geet och eis zu Lëtzebuerg eppes un, well och eis Sécherheet hänkt an der Welt vun haut mat all deem zesummen. An dat och, well mer all zesummen an enger Schicksalsgemeinschaft liewen. Haut vläicht méi wéi jee.

Wa mer eis onsécher spiere wéinst Terrorismus, wa mer eis Suerge maache wéinst engem kranke Planéit, wa mer sécherstelle wëllen, dass d'Technologie genotzt ginn, fir d'Mënsche virunzebréngen an net, fir se klengzekeréien, a wann d'sozial Medie genotzt ginn, fir eis ze connectéieren an net, wéi dat leider ëmmer méi de Fall ass, fir Haass ze verbreedden, da mussen mer eis derfir interesséieren, wat ronderëm eis an der Welt geschitt.

D'Lienen tëscht eisem Schicksal an deene Schicksaler vun de Leit am Myanmar, am Sahel, a Brasilien

schéngen dacks ganz wäit ewech, mee et mécht des connectéiert Welt aus, dass mer dach matenee verbonne sinn. D'Pandemie weist eis dat nach eng Kéier mat Nodrock.

Eng méi friddlech a sécher Welt mat manner Inegalitéite kënn och Lëtzebuerg zegutt.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Wéi solle mer eis Aussepolitik ausrichten, wuel wëssend, dass mer eigentlech als klengt Land begrenzte Mëttel hunn, fir eis an deem Kontext ze behapten? Wou a wéi verdeedege mer eis Sécherheet? Dat ass vläicht net ëmmer kloer fir all Bierger: Wat dréit eisen Observatiounssatellit zur Sécherheet bäi, wéi eis Zaldoten am Mali? Firwat sëtze mer 2022 am Mënscherechtsrot? Wéi bréngt mer eis Interessen an eis Wäerter an Aklang?

Ech hunn zwar elo vill vu Sécherheet geschwat, mee eppes wëll ech awer nach ënnersträchen: Als LSAP si mer eis wuel bewosst, dass mer vermeide mussen, all Problem ze securiséieren, eis Aussepolitik nëmme op sécherheetsfokusséiert Agendaen ze riichten. Dat ass kontraproduktiv.

Mir hunn an der Vergaangenheet ze dacks gesinn, dass mer probéiert hunn, politesch Problemer mat militäresche Mëttelen ze léisen an ze vill op Sécherheetspolitik ze setzen. Och op EU-Niveau mussen mer d'Stëmm dofir sinn, dass mer keng reng sécherheetsbaséiert Agenda ustriewen därefen. Zu Lëtzebuerg ass dat net de Fall.

D'3D-Approche vu Lëtzebuerg - also Development, Diplomatie an Defense - setzt net just op Sécherheetspolitik, fir de Fridden an der Welt ze garantéieren. Mir sinn eent vun de wéinegen OECD-Länner, deenen hire järeliche Budget fir Entwicklungszusammenarbeit méi grouss ass wéi dee vun der Defense! An dat passt gutt op eng breet Definitioun vun der Sécherheet: Konditione schafen, fir dass Mënsche gutt liewe kënnen - net nëmme d'Absence vu Konflikter.

Lëtzebuerg setzt aus fester Iwwerzeugung op de Multilateralismus, op eng Memberschaft a verschiddenen Organisatiounen, mat deenen eis Stëmm méi zielt a méi gehéiert gëtt, wéi wa se eleng ënner 193 Länner wier. Dat ass d'UNO, déi am Fong d'Jarnéier vun der internationaler Kooperatioun soll sinn. Eng Jarnéier, déi am Moment awer vläicht e bëssi agerascht ass. An d'NATO, déi sech och nei opstellt, fir am Kontext vun haut pertinent ze bleiwen, mee virun allem natierlech och d'Europäesch Unioun, där hir Zukunft och eis Zukunft ass a matbestëmmt. Fir Erausforderungen unzegoen, déi keen eleng geléist kritt a wou mer, wann och heiansdo mat der Fauscht an der Täsch, mat deene schwätze mussen, mat deene mer eis net verstinn, géllt et sech zesummenzedinn.

Dofir wëll ech a menger Ried och virun allem op d'Europäesch Unioun agoen, hir Roll an der internationaler Politik an eisem Wuelstand, an och kucken, wat fir Erausforderungen a Méiglechkeete sech fir Lëtzebuerg kënnen erginn.

Iwwert d'Zukunft vun der Europäescher Unioun ass den Usproch vun der EU kloer: doheim staark ze sinn an op der Weltbün e Wuert matzeschwätzen. Deen Usproch gëtt awer deels ënnergruene vun de Strukturen an den Entscheidungsprozesser, de Meenungsverschiddenheeten, dem Manquant a politischem a finanziellem Wëlle fir a verschiddenen Domänen och eng méi grouss Roll ze spillen. Dofir géllt et ze klären, wou a wéi d'EU agéiere kann a soll.

Ech wëll op e puer Aspekter agoen, déi an eisen Ae wichteg si fir eis Sécherheet hei an de Fridden an der Welt, mee och fir de Schutz vun eise Wäerter. Dat ass en Theema bei der Konferenz zur Zukunft vun der EU. Eng Diskussioun, déi mir als Chamber och aktiv begleeden.

Mir hunn dofir eng Souskommissioun ageruff a mir schinn aktiv d'Gespréich mat de Bierger an der Zivillgesellschaft, fir iwwer hir Iddien a Virstellung vun enger zukünftiger Unioun ze schwätzen. Mir sinn eis als Parteien och eens, dass dës Iddien an engem Rapport verschafft ginn, dee mer hei an der Plénière wëllen debattéieren an duerno als eise Baitrag op Bréssel schécken.

Ech appelléieren hei nach emol un all d'Leit, sech un deem Prozess ze bedeelegen. Wéi a wou een dat ka maachen, fënn en um Internetsite vun der Chamber. An ech wëll och vun der Geleehtheit profitéieren, fir all de Parteien hei am Parlament Merci ze soe fir déi gutt Zesammenarbeit, déi mer an der Souskommissioun hunn.

Sécherheet garantéiere mer och duerch e soziaalt Europa, dat senge Bierger a schlechte Momenter zur Sait steet.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Hei mécht eisen EU-Kommissär Nicolas Schmit eng wierklech gutt Aarbecht. Als Beispill kann een d'Ëmsetze vun European Pillar of Social Rights Action Plan nennen, déi Europäesch Kannergarantie oder nach d'Propose fir e faire Mindestloun an der Unioun.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Et stelle sech och strateegesch Froe fir d'EU: Wéi muss se sech positionéieren, fir d'Sécherheet doheim ze assureieren an de Fridden an der Welt ze promovéieren? Ka se dem Usproch vun enger geopolitescher Unioun gerecht ginn?

D'Eestëmmegkeetsregel am Conseil op aussepolitische Froen huet eis scho méi wéi eemol schlecht ausgeséi gelooss. Als LSAP hu mir eis derfir ausgeschwat, op de sougenannte „qualified majority voting“ ze setzen; och wa mer wëssen, dass mer dann heiansdo iwwerstëmmt wäerte ginn. Mir sinn awer iwwerzeugt, dass mer laangfristeg besser drun dinn, als EU reaktiv ze sinn, wéi op eise Veto ze pochen an d'EU weiderhin handlungsfäeg bleift.

Dat geet natierlech net duer. Fir international eng Roll ze spillen, brauche mer e gemeinsame Projet, e politesche Wëllen, fir dass d'EU sech an der Welt behapten kann. Dat ass mat déi gréissten Erausforderung. An do gëtt et och keng séier Léisungen.

Vum strateegesche Kompass, deen am Moment ausgeschafft gëtt an 2022 adoptéiert soll ginn, därefer mer eis, mengen ech, och net ze vill erwaarden. An nawell kann en awer d'Fundament gi vun enger eegener Visioun fir d'Sécherheet a vun der Defense.

D'Debatten iwwert d'Capacités an d'Ausrichtung vun der EU sinn net nei, mee se si virun allem am Kader vun Truppenofzuch aus dem Afghanistan erëm méi an eise Fokus geréckelt. Ech huelen et och direkt virewech: Mir sollen och weider eng staark a gutt Bezéiung mat den Amerikaner halen! Op verschiddenen Aspekter wäerte mer eis ni ganz eens ginn, egal wien do President ass. An dat ass a mengen Aen och gutt esou. An nawell wiere mer schlecht beroden, den USA de Réck ze dréien.

Wat mer awer gradesou kloer schéngt, ass, dass dës Relatioun net méi déi selwecht wäert si wéi an der Vergaangenheet. An dat läit och un den Amerikaner, déi hire strateegesche Fokus elo an den indopazifische Raum riichten an d'Great-Power Competition mat China als hir zentral Erausforderung gesinn. Dat bedeit och e Relevanzverloscht fir Europa an et huet eng Rëtsch Konsequenzen.

D'Amerikaner wäerte sech kaum méi bereeterklären, an der europäescher Noperschaft grouss Responsabilitéit ze huelen. Hir Roll als Sécherheitsgarant fir Europa wäert op d'mannst net méi esou am Vierdergrond stoen. A loosst mer och éierlech sinn: Och an der Vergaangenheet hunn d'Amerikaner an deene meeschte Situatiounen och d'Konditione diktiert. Dat hu mer deslescht beim Ofzuch vun den Truppen aus dem Afghanistan och nach eng Kéier kloer gesinn.

A mir hunn och gesinn: Trotz zolitten Ausgaben an der Defense a méi Initiativen an der Sécherheetsan Defensspolitik wieren d'Europäer awer wuel net amstand gewiescht, selwer an eleng eng Operatioun am Afghanistan oprechtzehalen.

Als LSAP si mir weeder déi, déi soen, dass mer den Amerikaner blann iwwerall hannendralafe sollen, nach si mer enthusiastesch Verfechter vu militärescher Oprüstung. Diplomatie a Preventioun mussen den A an O bleiwen, fir de Fridden an der Welt ze erhalen an d'international Sécherheet ze garantéieren.

(**M. Marc Spautz prend la présidence.**)

Mee mir sinn awer och realistesch genuch ze gesinn, dass den haitege Kontext Gefore mat sech bréngt, wann d'EU net selwer méi aktiv gëtt. An dat bréngt, nieft strateegeschen Diskussiounen, och d'Opbaue vu gewëssene Capacités mat sech. Dat soll wuel enk mat der NATO geschéien. Déi soll net ersat ginn, mee et muss vläicht eng Zort europäesche Pôle geschafe ginn, soudass Europa bannent der Allianz selwer agéiere kann.

D'Diskussiounen si jo nach amgaangen. Eng Diskussioun am EU-Conseil huet e vage Konsens ervirbruecht, dass ee souwuel méi strateegesch autonom soll ginn, wéi och a staarkt transatlantesch Bündnis ustriewe soll. Als LSAP wiere mir op alle Fall bereet, fir op e Wee ze goen, op deem Europa méi selwer maache kann a méi onofhängeg gëtt.

Ech hat et viru scho kuerz ugeschwat a kommen och net derlaanscht, et nach eng Kéier ze thematiséieren: den - jo, kommt, mer soen et - Desaster am Afghanistan, wou e puer symbolträchtge Biller dee ganzen Narrativ vun 20 Joer Interventioun a just e puer Deeg komplett zerstiéiert hunn! An dat huet eis nach eng Kéier eis eegen Illusiounen a Feeler viru Ae gefouert. Et muss haut och e Moment vun Deemut sinn.

Mir müssen erkennen, dass eis extern militäresch Interventiounen eleng e Land a seng Gesellschaft net nohalteg ëmbauen an op e bessere Wee féiere kënnen. Mir müssen eis agestoen, dass mer d'Situatioun um Terrain net richtig ageschat hunn; wat och dru loun, dass mer eis schwéiergedoen hunn, eis éierlech domadder ausenernerzesen. Mir kënnen elo nëmme alles dofir maachen, dass mer de Mënschen am Afghanistan esou gutt wéi méiglech

hëllefen. Déi gesellschaftlech Fortschréiter, déi mer duerchaus erreicht haten, dass mer déi op d'mannst fir verschidden Afghanen esou gutt wéi méiglech erhalen an ënnerstëtzen. An zesumme mat der internationaler Gemeinschaft, an notament der Europäesch Unioun, Afloss an Drock op d'Taliban ausüben, wou et nëmme geet, och fir dass Afghanistan net erëm e Refuge fir all Zort vun terroristeschen Organisatiounen gëtt.

Virun allem mussen mer awer aus deenen Erfarunge léieren, fir eis zukünfteg Politik anescht ze gestalten an erëm op méi Diplomatie, Preventioun an och Entwicklungszusammenarbeit setzen. Mir mussen probéieren, op internationalem Niveau eng Architektur opzebauen oder ze retabléieren, déi et erlaabt, Konflikter zesummen unzepakten.

De Sécherheitsrot vun der UNO war leider an der Lescht ëmmer erëm paralyséiert. Aus Erfarunge léieren, géllt sécher och fir dat, wat déi aktuell Pandemie ugeet. Et ass schon dacks gesot ginn, mee et ass nach ëmmer wichteg, et ze rappelléieren: Mir müssen eis Resilienz stärkeren an der Europäescher Unioun an déi wichteg Aarbechte begleeden, déi an der Weltgesundheitsorganisatioun lafen, fir d'Mënsche an Zukunft besser op sanitär Krisen ze preparéieren.

An deem Kader ass et och wichteg, fir fir eng getreue Verdeelung vun den Impfstoffen ze suergen an der Welt. Och dat mécht eis Welt am Endeffekt méi sécher.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - D'Grënn, dass den UNO-Sécherheitsrot dacks handlungsfäeg ass, fënn een ënner anerem och bei Russland a China, déi bei wichtige Froe gäre Gebrauch vun hirem Vetorecht maachen.

Ech wëll dann och kuerz op eis Relatiounen mat dësen zwee ganz wichtige Acteuren agoen.

China stellt säi politescht a militärescht Gewicht ëmmer méi an d'Vitruin: duerch seng „Belt and Road“-Initiativ, duerch militäresch Provokatiounen am Taiwan oder am südcinesesche Mier, duerch Tentativen, säi Gesellschaftsmodell a seng Technologien an Normen ze exportéieren. Als EU gesi mer - an, ech mengen, meng Virrieder haten et allen zwee scho gesot - China als Verhandlungspartner, als e wirtschaftleche Konkurrent an och als e systemesche Rival.

D'EU géif gutt drun doen, déi Relatioun méi nuancéiert ze gesi wéi d'Amerikaner, och wa mer eis keng Illusiounen maache sollen, dass et einfach wier, gläichzäitig kritesch ze sinn an och nach konstruktiv zesammenzeschaffen. Et wäert och schwéier ginn, wirtschaftlech a politesch Relatiounen auserneezenhalen, well dës zwee Sträng ëmmer méi aneneefléissen.

Wirtschaftlech Vernetzung kann eng Belaaschtung ginn oder eppes, wat kann ausgenotzt oder instrumentaliséiert ginn. Nei Technologien - Beispill 5G - hunn e méi direkten Afloss op déi national Sécherheet. Esou wäert et ëmmer méi schwéier ginn, sech onschëlleg ze ginn an op reng wirtschaftlech Relatiounen ze pochen, respektiv an den Technologiedebatten en diplomatesche Mëttelwee ze fannen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Do mussen mer eis och als Lëtzebuerg drop astellen - mir, déi jo relativ gutt Konnexiounen hu mat China.

Och d'Relatiounen mat Russland, déi duerch déi geografesch Proximitéit ëmsou méi wichteg sinn, sinn am Moment e bësse stiermesch. Desinformatiounscampagnë géint d'Europäesch Unioun, fir eisen Zesammenhalt ze ënnergruene, d'Vergäfte vun Oppositionspolitiker, d'Ënnerstëtze fir d'Escapade vu Wäissrussland, de Konflikt an der Ukrain ... Also, d'Lescht u Streidereien ass an der Lescht net méi kleng ginn.

An nawell war a sinn ech nach ëmmer der Meinung, dass ee mat jiddwerengem schwätze soll a muss. Engem de Réck dréien, léisst Raum fir Mëssinterpretatiounen a weidert Mësstrauen. Dat ka just mat klenge Schrëtt ufänken, vläicht uganks a multilaterale Foren. Grad mat engem Noper, deen a ville Krisen an eiser Noperschaft onëmgängelech ass, brauche mer eng besser Basis fir ze koexistéieren.

Wa mer vu Russland a vu China schwätzen: Déi hunn eng aner Opfaassung, wéi Gesellschaft funktionéiere sollen. Mir gesinn et mat eegenen Aen am Xinjiang, zu Hongkong, der deels totaler Iwwerwachung oder och an der Aart a Weis, wéi Walen duerchgefouert ginn. Dat ass en anere Gesellschaftsmodell, deen och gären exportéiert gëtt, wéi mer et zum Beispill bei China gesinn an dee géint eis fundamental Opfaassung vun der Dignitéit um Mënsch verstéisst. Do gi Rechter net op Basis vu Prinzippien accordéiert, mee duerch arbiträr Entscheedunge vun Staat. An déi Tendenz gesi mer ëmmer méi op der Welt.

De Respekt viru Mënscherechter ass dofir och eng Garantie géint Onstabilitéit. Mee d'Mënscherechter sinn ënner Beschoss. Virun allem a Krise-



situatiounen ass d'Situatioun dacks katastrophal: am Jemen, am Tigray, a Syrien oder nach am Aserbaïdjan; fir der nëmmen e puer ze nennen.

Mir sinn houfreg drop, dass Lëtzebuerg vun 2022 bis 2024 am Mënscherechtsrot sëtze wäert an do säi Bäitrag fir d'Verbesserung vun de spezifesche Schicksaler vun de Mënsche ka leeschten. Mir felicitéieren dofir eise Ausseminister Jean Asselborn an all senge Mataarbechter.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - A mir ënnerstëtzen och déi véier Prioritéiten, déi definéiert goufen: de Schutz vum Rechtsstaat a vun der Zivillgesellschaft, eng mënscherechtsbaséiert Approche zur nohalteger Entwécklung an der Klimaaktioun, en Engagement fir Gläichheet tëscht de Geschlechter a géint d'Diskriminatioun, a souwuel de Schutz wéi och d'Fërdere vun de Kannerrechter.

Mee domat kënn natierlech och eng gerechtfertigt Erwaardung, dass mir als Lëtzebuerg eng Virbildroll mussen anhuelen, dass Lëtzebuerg a sengen Aktiounen d'Mënscherechter an de Vierdergrond stellt. Mir hoffen, dass mer engersäits heiheem weiderkommen, zum Beispill wat e Liwwerkettegesetz ueget. Awer och den Impakt vun eiser Finanzplaz op d'Mënscherechter muss mer am A behalen. Anersäits awer och bannent der Europäescher Unioun - Stéchuert Rechtsstaatlechkeet a Polen oder an Ungarn.

Dat rezentst Beispill ass hei d'Urteel vum Tribunal constitutionnel a Polen. De Grondsaz vun Virrang vun EU-Recht gouf hei op eng flagrant Aart a Weis a Fro gestallt. E Grondsaz, deem sech all EU-Land d'ailleurs fräiwëlleg verschriwwen hat. Dës Entscheedung vum polnesche Geriicht huet politesch Ennertéin a weist eng geféierlech Astellung, mat där Polen leider net eleng dosteet. Et kann een net decidéieren, wéi eng Reegelen een anhält a wéi eng desagreeabel fir eng Regierung sinn - Stéchuert Pressefräiheet a Slowenien oder Rechtsstaatlechkeet an Ungarn.

Et sinn awer déi Grondreegelen a -wäerter, déi d'Vertrauen tëscht EU-Memberstaaten, mee och tëscht de Bierger an an d'EU iwwerhaupt erméiglechen. Ouni dëst Fundament wier d'EU keng richtig Unioun! Wat vläicht grad d'Zil vun dëser politescher Kräfte ass: eng aner Unioun, an där d'Nationalstaaten erëm méi ze soe kréien.

Dat ass aus eiser Siicht net am Interessi vun der EU, a scho guer net am Interessi vu Lëtzebuerg.

Mir sinn och derfir, dass mer den Dialog sollen oprechterhalen. Mee iergendwann mussen och mir erkennen, dass en néierens hiféiert. Dofir setze mer eis derfir an, dass déi aktuell Mechanismen och agesat ginn, fir mat esou Fäll vu Broch vun der Rechtsstaatlechkeet ëmzegoen. Ech nennen do de Konditionalitéitsmechanismus, d'Vertragsverletzungsverfahren.

Et geet och dréms, d'demokratesch Wäerter ze stäerken: d'Participatioun vun de Bierger, wéi zum Beispill duerch d'Konferenz zur Zukunft vun Europa. Dat dierf awer keng Ausnam sinn! D'Bierger an d'Zivillgesellschaft poche richtegerweis op méi Transparenz, Rechenschaft an och Matbestimmung op nationalem an europäeschem Plang. An dat muss mer hinnen do agestoen.

D'Migratioun ass en Domän, an deem mir eis Wäerter scho méi laang opginn hunn an deem ëmmer méi securiséiert gouf. Mee et geet och méi wäit. Well eis Relatioun mat anere Länner ëmmer méi op Migratioun fokusséiert ginn, an dat op d'Käschte vun aneren, méi wichtege Aspekter nach. Ech soen net, dass mer net mat de Pays d'origine an/oder de Pays de transit iwwer Retouren oder de Kampf géint Schmuggler an esou weider no Léisung solle sichen, mee d'Migratioun dierf net eis Aussepolitik bestëmmen an och net dominéieren!

Ech géif souguer soen, dass déi Securisatioun net méi Sécherheet bréngt. Eng méi gereegelt Migration mat kloer Prozeduren a legale Weeër géif um Enn fir béid Säite méi Sécherheet bréngen a géif déi irregulär Migratioun iwwer dacks extreem geféierlech Weeër reduzéieren.

D'Grondproblemer vun der europäescher Migrationpolitik bleiwen ongeléist. Solidaritéit ass leider wéineg ze fannen.

Wann et och just eng Undeitung vu Migrationbewegung a Richtung EU gëtt, brécht dacks eng Zort Hysterie aus. A verschidde Länner fänken u sech ze iwwerbide fir ze soen, dass si awer ganz sécher keng Leit ophuele wäerten an dass d'Grenzen uerdentlech gesécher mussen ginn. Dat hu mer och erëm ronderëm den Truppenofzuch am Afghanistan héieren. Wéi dacks hu mer do héieren, dass et keen „zweet 2015“ dierf ginn?

Natierlech solle mer, wéi d'EU-Kommissärin dat deemools gesot huet, och en Aen op Sécherheitsmenacen hunn, déi ronderëm d'Migratioun aus Afghanistan kéinten entstoën, mee et muss och kloer sinn, dass mer eis international Obligatiounen wouerhuelen an d'Wäerter vun der Solidaritéit héichhalen. Wa mer eis esou déif an d'Situatioun vun

engem anere Land amëschen, da muss mer och bereet sinn, herno en Deel vun de Konsequenzen ze droen.

Et gëtt fir eis ze vill op d'Securisatioun, voire eng Militarisatioun vun de Baussegrenze gesat. Wat mech awer perséinlech besonnesch bestierzt, ass, dass vun ëmmer méi Plaze sougenannt „Pushbacks“ gemellt ginn - also, dass Leit, déi op eise Baussegrenzen an Europa erakommen, zréckgedréckt ginn. Waren et virun e puer Joer nach eenzel Berichter un de Grenzen tëscht Griichenland an der Tierkei, esou sinn et haut Meldungen aus Ungarn, Kroatien an elo och aus Polen. Dacks geschitt dat mat Brutalitéit. Mir liese kredibel Berichter vun onafhängegen ONGen, déi eis erzielen, wéi Leit nidergeknéppelt ginn oder nach vun Hënn gebass ginn.

Pushbacke sinn net méi Eenzelfäll, mee mir mussen eis agestoen, dass d'Pushbacken entre-temps e gesamteuropäesche Problem op eisen europäesche Baussegrenze sinn. Ech fannen, dass mer dat net toleréieren dierfen. Wien an Europa ukënn, huet d'Recht, fir eng Demande fir Asyl ze maachen - no deene bekannte Reegelen a Gesetze. Dat Recht dierfe mer de Leit net ewechhuelen! A mir müssen déi Leit versuergen, wa se an Nout sinn. Wéi kéinte mer eis soss duerno als Europäer nach an de Spiegel kucken?

■ **Une voix.** - Genau!

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Ech begréissen dofir, dass eis Regierung, a virop och eisen Ausseminister, an dëse Froen ëmmer eng kloer Sprooch geschwat huet. Dat éiert eis ganz Land. Ech ginn och ganz gären zou, dass et méi einfach ass, doriwwer ze schwätzen hei zu Lëtzebuerg, wou mer keng direkt Baussegrenzen hunn. Dat dierf eis awer net drun hënnen, dat Richteg ze soen an dat Richteg ze maachen.

Ech hunn an deem Sënn, Här President, och eng Motioun preparéiert, déi ech lech heimat géif iwwerreechen.

## Motion 2

*La Chambre des Députés,*

- *considérant une reprise de la pression migratoire sur plusieurs frontières extérieures de l'Union européenne;*

- *considérant l'instrumentalisation de migrants par la Biélorussie aux frontières européennes;*

- *considérant le droit international sur la protection des droits fondamentaux et les obligations juridiques qui en découlent pour l'Union européenne et ses États membres, en particulier le principe de non-refoulement et l'accès effectif à une procédure d'asile;*

- *considérant le rôle des Agences européennes, en particulier l'Agence des droits fondamentaux (FRA), l'Agence européenne des garde-côtes, et garde-frontières (Frontex) et le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) dans la promotion et la protection de ces droits fondamentaux;*

- *considérant, la proposition de pacte sur la migration et l'asile présentée par la Commission européenne en septembre 2020;*

- *considérant le rapport du groupe d'enquête du Parlement européen sur Frontex du 14 juillet 2021, qui note l'absence d'indices que des agents de Frontex ont activement participé dans des « pushbacks »;*

- *considérant les recommandations du même rapport adressées à l'Agence, le Conseil et la Commission européenne;*

- *considérant les conclusions et recommandations de la décision de l'Ombudsman européen du 15 juin 2021 sur le fonctionnement du mécanisme de plainte de Frontex pour les violations présumées des droits fondamentaux et le rôle de l'agent chargé des droits fondamentaux;*

- *considérant la stratégie des droits fondamentaux de Frontex, adoptée en février 2021;*

- *considérant que chaque État membre devra déployer davantage d'agents au corps permanent de Frontex;*

- *condamnant les pratiques de « pushbacks » à plusieurs frontières extérieures de l'UE, remettant en question le principe de non-refoulement et l'accès effectif à une procédure d'asile;*

- *préoccupée par les tentatives de plusieurs États membres de légaliser les pratiques de « pushbacks »;*

*invite le Gouvernement*

- *à continuer de suivre de près la mise en œuvre conforme du mandat de Frontex tel qu'il découle du règlement 2019/1896, particulièrement pour ce qui est des obligations en matière des droits fondamentaux;*

- *à insister, à travers ses représentants au Conseil d'administration de Frontex, sur une mise en œuvre des recommandations formulées dans le cadre des rapports susmentionnés;*

- *à assurer que ses agents détachés à des opérations Frontex soient formés à la dimension des droits fondamentaux;*

- *à insister sur l'importance d'un automatisme en termes de reporting en cas de constats de violations des droits de l'homme;*

- *à insister au niveau européen sur l'accès d'organisations humanitaires aux migrants poussés aux frontières européennes par le régime de M. Loukachenko;*

- *à poursuivre ses efforts pour que la proposition de pacte sur la migration et l'asile intègre un dispositif de « monitoring » des droits fondamentaux pour les procédures appliquées aux frontières extérieures;*

- *à insister, dans ses interactions avec les États membres de première arrivée, sur le plein respect du droit international aux frontières extérieures, particulièrement le principe de non-refoulement et l'accès effectif à une procédure d'asile;*

- *à insister sur une implication des agences européennes compétentes dans les situations de forte pression migratoire aux frontières extérieures de l'Union;*

- *et de plaider en faveur de la transparence et d'enquêtes impartiales par rapport à des violations constatées dans le cadre des opérations aux frontières extérieures.*

(s.) Yves Cruchten, Sven Clement, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Claude Wiseler.

■ **M. Marc Spautz, Président de séance.** - Merci.

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Déi Motioun ass ënnerschriwwen vun den dräi Majoritéitsparteien, vun de Kollege vun de Piraten an och vun de Kollege vun der CSV.

Dobäi huet an dëser Fro d'EU eng Agence, déi eigentlech hei kéint a misst aktiv ginn. D'Agence Frontex gëtt awer den Ament net vu Polen sollicitéiert, fir op der Grenz auszuhëllefen. Schonn e bëssi kokass ass et, dass dës Agence hire Siège grad zu Warschau huet. Dat kann ee sech net ausdenken!

(Hilarité)

■ **Une voix.** - Dat ass richtig!

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Mir gesinn awer och, dass eis Sensibilitéit a Saache Migratioun d'EU ugräifbar mécht, zum Beispill an der Situatioun un der Grenz vu Polen, Litauen a Lettland, och duerch d'hybrid Krichsféierung vu Wäissrussland als Äntwert op d'EU-Sanktiounen, nodeems se a Wäissrussland d'Wale manipuliert haten. Dat muss een natierlech staark verurteilen, well hei dacks vulnérable Leit manipuléiert ginn a benotzt ginn, fir domat Politik ze maachen.

Vun engem Regimm wéi deem vun Här Lukaschenko, deen och Journalisten aus engem Flieger entféiert, kann ee wuel näischt anesch erwaarden. Dat Schlimmst ass, dass déi Rechnung och nach opgeet. D'EU steet schlecht do. Migrante stierwen, gi schlecht behandelt. A Pole ginn deelweis keng Hëlleforganisatiounen op d'Grenz gelooss. An et gëtt erëm Sträit an der EU, zum Beispill iwwer d'Opriichte vun engem Zonk; wat fir mech e katastrophalt Symbol wär. Et wonnert jo, dass besonnesch an deene Länner, déi virun hanner enger Mauer gelieft hunn, haut d'Fuerderung no enger neier Mauer kënn.

Jo, mir mussen agéieren. Mee kommt, mer maachen et mat enger Prise méi Sensibilitéit an enger Portioun manner Donald Trump!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - D'Grenzen zoumaachen, sech ofschotten, ass keng Léisung - weeder vun der Symbolik hier nach vun der Effikasitéit. Mir sinn houfreg, dass eisen Ausseminister seng Prinzipien a seng Wäerter net iwwer Bord gehäit, och wann an der Europäescher Unioun heiansdo en anere Wand bléist.

Mam Klimawandel a sengen Effekter wäert d'Migratioun net manner ginn. An de Klimawandel wäert méi generell en Impakt op déi international Sécherheet kréien. D'Experten, déi am Kader vum World Climate and Security Report gefrot goufen, anticipéieren, dass all sécherheitsrelevant Klimaphenomeener bis 2031 eescht bis katastrophal Risiko mat sech bréngen. Virun allem Waasser, Ökosystemer, Gesondheet si Menacé fir d'national Sécherheet a ginn duerch de Klima ervirgehuewen.

Dat geschitt virun allem, wa Länner an hir Institutionen net kapabel sinn, d'Schocke vum Klimawandel ze geréieren oder ze absorbéieren, wat zu Onstabilitéit vu Staaten an och vu Gesellschaften féiere kann. De Klimawandel ass e sougenannt „threat multiplier“, dee fragill Situatiounen a Risiko verstärkt wäert a gläichzäitig nei sozial Tensiounen generéiert. Et kann een och net just vun nationaler Sécherheet schwätzen. Et geet hei ëm kollektiv Sécherheet an enger Welt, déi ëmmer méi fragill ass a matenee verbonnen.

D'global Tensioun kéint méi schaarf ginn, wa Länner driwwer streiden, wéi een de Kampf géint de Klimawandel acceleréiere kann; zum Beispill a Saache Reduktioun vun den Zäregasen. Dat hu mer deels och op der COP26 zu Glasgow gesinn.

Et kann och iwwergrenzlech Sträitpunkte verstärken an d'strategiegesch Kompetitioun, zum Beispill an der Arktis, verschäerfen. Et wäerten och Länner vun der Ëmstellung op Technologien, déi op erneierbare Energie baséieren, herno dervu profitéieren, wa se sech als Leader placéieren.

China kontrolléiert zum Beispill vill vun de Produktionscapacitéite vum Kobalt, dem Lithium an anere Mineralien, déi an de Batterie fir elektresch Autoe gebraucht ginn. A wéi esou dacks sinn et déi, déi am wéinegsten hunn, fir de Klimawandel ze bekämpfen, déi am éischte betraff wäerte sinn.

Mir gesinn et grad: Energiesécherheet muss besser garantéiert ginn, fir d'Wirtschaft a fir d'Bierger, mee och fir déi ganz gréng Transition ze ënnerstëtzen. Déi aktuell héich Präisser hunn dofir och eng wichteg aussepolitisch a sécherheitsrelevant Dimension fir d'EU-Politik.

D'EU huet sech ambitiéis Ziler ginn: 55 % manner CO<sub>2</sub> bis 2030, Klimaneutralitéit bis 2050, an d'EU wëllt op erneierbar Energie setzen. Den European Green Deal an de Fit-for-55-Klima-Package gesinn eng ganz Retsch Moosname vir, fir dës Ziler kënnen ze erreechen. Mee d'EU ass, Estimatiounen no, global just fir manner wéi 8 % von de globalen Emissiounen responsabel. Dofir mussen d'Efforten iwwer d'Grenz vun eise Kontinent erausgoen.

D'EU kann a soll sech international asetzen, an huet sech déi Ambitioun jo ginn, fir aktiv Klima- an Energiediplomatie ze bedriewen. Och fir Lëtzebuerg gëtt et do eng Roll bannent der EU, mee och doriwwer eraus a senge bilaterale Partnerschaften a wirtschaftleche Missiounen. An och an eiser Entwécklungszusammenaarbecht, wou et ze begréissen ass, dass de Kooperationsminister viru Kuerzem eng Strategie zur Ëmwelt an dem Klimawandel presentéiert huet.

E Wuert nach zur Versuergungsécherheet: D'Thema vun der Versuergungsécherheet betrëfft awer bei Wäitem net just de Gas oder d'Energie, mee ass méi generell. Zanter dem Ufank vun der Pandemie, wéi et u Gesondheitsmaterial gefeelt huet, si mer ëmmer erëm mat gewëssene Penurien an Enkpäss konfrontéiert ginn.

Eis Ofhängegkeet vu verschidde Länner a verschidde Secteuren an d'Fragilitéit vum globaliséierte Kapitalismus hunn eis, zu Recht, derzou gedriwwen, de Status quo ze hannerfroen. Déi Diskussiounen iwwer d'strategiegesch Autonomie, d'Regionaliséierung an d'Diversifizéierung vun de Liwwerketten, Handelsaccorden an den Opbau vun neien Industrien an Europa muss mer an deenen nächste Méint a Jore weiderféieren an och do dee richtigen an néidegen Equilibre fannen.

Här President, um Enn vun esou enger Ried wëllt ee jo ëmmer probéieren, eng Konkusioun ze zéien. An eigentlech hat ech dës Konkusioun schon aganks vu menger Ried gezunn. Ech kann hei dat bekannt Zitat vum Benjamin Franklin beméien: „Wie bereet ass, seng Fräiheet opzeginn, fir Sécherheet ze gewannen, wäert um Enn béides verléieren.“

Eis Grondfräiheete stinn an direkter Relatioun mat der Fräiheet vun aneren, mee eeben och mat der Sécherheet. An eis Sécherheet als Land, an déi vun de Mënschen, déi garantéieren mer am beschten, andeems mer weiderhin op de Multilateralismus setzen an op déi international Zesammenaarbecht: ...

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - ... wa mer eis Engagementer, wéi déi zum Beispill am Kader vum Paräiser Klimaaccord, och respektéieren, wa mer eis Wäerter net an d'Täsch stiechen, wann et eis op eemol net méi arrangéiert, mee se héichhalen, wann zum Beispill d'Rechtsstaatlechkeet a Gefor ass oder wann duerch Desinformatioun Sträit gestreet gëtt, an net zulescht wa mer an all eiser politescher Aktioun, oh hei zu Lëtzebuerg oder och an der Welt, déi néideg Portioun Humanismus behalen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Här President, ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an ech iwwerreechen lech nach déi generell Motioun, déi och ënnerschriwwen ass vun de Kollege vun de Majoritéitspartei wéi de Kollege vun de Piraten a vun der CSV.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

## Motion 3

*La Chambre des Députés,*

- *considérant que la sécurité internationale continue d'être menacée par une grande variété de risques et que de nouveaux défis et menaces, tels que le changement climatique, la cybercriminalité, la désinformation ou les pandémies se rejettent aux conflits classiques;*



- estimant dans ce contexte sécuritaire qu'un système multilatéral et une coopération internationale forts, avec les Nations Unies au centre, sont essentiels ;

- estimant que l'Union européenne forte et unie joue un rôle primordial dans le système international, notamment dans la défense des valeurs fondamentales ;

- considérant que l'Union européenne et l'OTAN doivent se doter des moyens pour faire face aux défis sécuritaires du futur et qu'elles jouent des rôles complémentaires dans ce contexte ;

- se félicitant de l'élection du Luxembourg, pour la première fois, au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour la période 2022-2024 ;

- considérant que la pandémie de Covid-19 a montré que l'acquis de l'Union européenne, et notamment l'acquis Schengen et les quatre libertés de circulation, est fragile ;

- notant que les régions transfrontalières au sein de l'UE ont été les plus durement frappées par les restrictions temporaires de circulation ;

- estimant que la pandémie de Covid-19 ne sera vaincue que lorsque tous les habitants du globe auront accès à la protection conférée par la vaccination ;

- considérant que la gestion de la pandémie illustre la nécessité d'une architecture mondiale de santé robuste, sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé, pour faire face aux prochains défis sanitaires globaux,

invite le Gouvernement

- à maintenir son engagement résolu en faveur du multilatéralisme et de la coopération internationale à tous les niveaux et à poursuivre son soutien aux organisations internationales ;

- à œuvrer, au sein du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour la promotion et la défense des droits de tous les êtres humains, en mettant en œuvre ses priorités de campagne pour la défense de l'État de droit et de la société civile, pour le développement durable et l'action climatique fondés sur les droits humains, pour l'égalité des genres et la lutte contre les discriminations et pour la protection et la promotion des droits des enfants ;

- à s'engager pleinement dans les travaux en cours à l'Organisation mondiale de la santé pour préparer l'humanité aux prochaines crises sanitaires, y compris à travers l'élaboration d'un Traité sur les pandémies ;

- à continuer ses efforts pour contribuer à une mise à disposition équitable du vaccin contre le coronavirus à travers le monde ;

- à contribuer à l'élaboration de la boussole stratégique de l'Union européenne et du concept stratégique de l'OTAN en veillant à une analyse équilibrée des menaces et des défis auxquels les deux organisations sont confrontées ;

- à veiller à ce que l'Union européenne tire les bonnes leçons de la pandémie du Covid-19, en renforçant la résilience et en investissant dans une reprise équitable et juste ;

- à contribuer à une meilleure prise en compte des vulnérabilités des communautés transfrontalières au sein de l'UE ;

- à défendre l'acquis Schengen et les libertés de circulation, et à contribuer à renforcer et à approfondir le Marché unique européen ;

- à continuer de défendre l'État de droit et les libertés fondamentales au sein de l'Union européenne ;

- à œuvrer pour la pleine mise en œuvre des engagements pris par les États parties de l'Accord de Paris à la Conférence COP26 de Glasgow pour lutter contre le réchauffement climatique.

(s.) Yves Cruchten, Sven Clement, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Claude Wiseler.

■ **M. Marc Spautz**, *Président de séance*.- Merci, Här Cruchten. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Stéphanie Empain** (*déi gréng*).- Villmoos merci, Här President. Här Minister, ech géif och gäre menge Virriedner scho Merci soe fir hir Iwwerleeungen an hir Baiträg, ganz besonnesch och dem Här Cruchten, dass en esou insistéiert huet op de Volet Klimawandel, de Lien tëscht dem Klimawandel an der Sécherheet. Quasi als gudd Gréngen hutt Der alles gesot, wat do ze soen ass. Dat erlaabt mir haut, dann och e bèsse manner an dee Bäräich ze intervenéieren.

■ **Une voix**.- Frechheet!

■ **M. Charles Margue** (*déi gréng*).- Très bien!

(*Hilarité*)

■ **Mme Stéphanie Empain** (*déi gréng*).- Net esou vill Komplimenter hei ...

Dir Dammen an Dir Hären, et ass déi drëtte Kéier, wou ech hei stinn, fir am Kader vun der aussepolitische Debatt fir eis gréng Fraktioun Stellung ze huelen. An iergendwéi gëtt een d'Gefill net lass, dass d'Situatioun ronderëm eis sech an där kuerzer Zäit rapid deterioréiert huet. Geopolitesch ass viles am Wandel. Eng mëttlerweil multipolar Welt, wou méi Géigner sech mëttlerweil ëmmer méi konfrontativ géigeniwwerstinn a wou besonnesch d'Rolle vu China an, zu engem gewëssene Mooss, och Russland am Wandel sinn.

Eis Weltuerdnung ass also am Wandel a gëtt warscheinlech zum Deel och just doduerch a Schach gehal, dass d'Globalisierung d'Staate méi ofhängeg vunenaner gemaach huet. Allerdéngs ass et och eng Welt, déi eis och doduerch instabill erschéngt, well ee vill manner drop vertraue kann, dass Entscheidungen nach rational getraff ginn. D'Populiste sinn um Virmarsch. Allianze ginn ugezweifelt. Autoritär Systemer versichen, hire Modell ze exportéieren an als Alternativ zur Demokratie ze etabléieren.

Am Global Democracy Index vun 2020 komme se och zur Konkusioun, dass déi global Demokratie weider am Ofwärtstrend ass. Mëttlerweil liewe just nach 8,4 % vun der Weltbevölkerung an engem demokratesche Land, während iwwer en Drëttel an autoritäre Systemer liewe muss.

Esou negativ Zuelen huet de Global Democracy Index, deen et zënter 2006 gëtt, bis elo nach net kann. Den internationale System ass domadder haut net méi dee selwechte wéi nach virun e puer Joer. An de Shift vu Kooperatioun zur Konfrontatioun ass relativ fléissend.

Eng Welt, an déi mat dem Wiessel vum President Trump op de President Biden zwar erëm bis zu engem gewësse Stabilität erakomm ass, mee wou awer nach enorm vill Froen opstinn a virun allem wou mer nach net bei engem „back to normal“ sinn. Warscheinlech wäert et dee „back to normal“ och net méi esou ginn, well d'Roll vun den USA an der Welt - gewollt oder ongewollt - och net méi déi ass, déi se emol eng Kéier war. A last but not least: eng Situatioun haut, an där eng Pandemie vill Problemer accentuéiert respektiv beschleunegt huet.

Wéi kënnen mer eis erklären, dass sech esou viles an esou kuerzer Zäit esou dramatesch verännert huet? Et gëtt eng Partie Theorië vun den internationale Bezéiungen, déi versichen ze erklären, wiso Staaten kooperéieren oder eeben net, wéi d'Muechtverhältnisse funktionéieren, wéi Fridden entsteet a laangfristeg assuréiert ka ginn, awer och wéi fragill dee Fridden ass.

All deenen Theorië läit och eng Iwwerleeung iwwert d'Natur vum Mënsch zugronn. Ass de Mënsch à la base gutt oder ass e schlecht? Ass e just u Profit oder Muecht orientéiert? Wéi verschidde Staaten, hir Interessen duerchzusetzen? Wéi definéiere se des Interessen? Wiso kooperéiere se mateneen? A wat sinn d'Limite vun där Kooperatioun? Kooperéiert de Mënsch aus Iwwerzeugung eraus oder well en dervun ausgeet, dass en am Zesummeschluss mat Partner besser seng Interessen duerchsetzen kann? A wéi eng Roll spille Wäerter an Emotiounen a politeschen Entscheidungsprozesser? Wéi vill dovunner baséiert op gesellschaftlechen Normen? Wéi vill dovunner sinn, ënnert dem Stréch, rational novollzëibar Entscheidungen? Wéi rational ass et, sech ofzeschotten, Wäerter iwwer Bord ze geheien oder Allianzen ze zerschloen?

Mëttlerweil muss ee wuel och relativ nei Phänomene matabezéien, zum Beispill d'Roll vun de soziale Medien an der Opinion publique. Wéi kënnen Populisten, déi nei Kommunikatiounskanäl nutzen, fir laangjäreg Acquisen auszehiewelen? Wéi kënnen mer eis erklären, dass autoritär Systemer erëm verstärkt opkommen? Wat bedeit dat fir d'Stabilität vun eiser Staatenuerdnung a fir eis Demokratien? Also dorunner unhängend och d'Fro: Wat bedeit dat fir d'Stabilität vun eiser demokratescher Uerdnung?

An dass des Froe berechtigt sinn, weisen och rezent Beispiller, déi eis kënnen Suerge maachen. E President Trump, deen duerch pure Populismus un d'Muecht komm ass, an do riicht weidergemaach huet, bis en d'USA ...

(*Interruption par M. Roy Reding*)

... bal un de Bord vun engem „failed state“ bruecht huet.

■ **M. Roy Reding** (*ADR*).- Den Här Trump ass gewielt ginn.

■ **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Den Här Trump ass gewielt ginn.

■ **Mme Stéphanie Empain** (*déi gréng*).- Nee?!

■ **M. Roy Reding** (*ADR*).- Ma dach!

■ **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Dach.

■ **M. Roy Reding** (*ADR*).- Den Här Trump ass gewielt ginn.

■ **Mme Stéphanie Empain** (*déi gréng*).- Jo, an ech soen, dass et ...

(*Interruption par M. Roy Reding*)

■ **M. Marc Spautz**, *Président de séance*.- Just d'Madamm Empain huet d'Wuert. Merci.

■ **M. Roy Reding** (*ADR*).- Faktchecking.

■ **Mme Stéphanie Empain** (*déi gréng*).- Jo.

(*Interruption*)

U, Dir ...

■ **M. Roy Reding** (*ADR*).- Mee dat wësst Der.

■ **Mme Stéphanie Empain** (*déi gréng*).- Also fir een, deen esou op Fakten ...

(*Interruption par M. Roy Reding*)

Nee, nee, ech schwätze grad. Fir een, deen esou op Fakte besteet hei, hutt Dir awer eng Tendenz, ganz weíneeg op Fakten ze berouen, wann Direrausgitt.

■ **M. Roy Reding** (*ADR*).- Den Trump ass gewielt ginn als President.

■ **Mme Stéphanie Empain** (*déi gréng*).- An ech hunn näischt anescht gesot. Voilà! An de Rescht vun Äre Komplimenter kënn Dir lech de Rescht vun der Zäit elo spueren ... Et ass léif. Merci.

Bon. Dass des Froe berechtigt sinn, weisen och rezent Beispiller, déi eis kënnen Suerge maachen. Ech widerhuelen et: E President Trump, deen duerch pure Populismus gewielt ginn ass ...

(*Interruption par M. Fernand Kartheiser*)

... an do riicht weidergemaach huet, bis en d'USA bal un de Bord vun engem „failed state“ bruecht huet.

(*Interruption*)

De Brexit, deen d'Resultat vun enger populistescher Campagne war, ...

(*Interruption par M. Roy Reding*)

... déi d'Leit deemools virun déi scheinbar einfach Fro ...

Här President, et ass elo eriwuer oder e kann eraus!

■ **Plusieurs voix**.- O!

■ **M. Roy Reding** (*ADR*).- Ech mengen, et muss ee soen, datt de Brexit ...

(*Brouhaha*)

■ **Mme Stéphanie Empain** (*déi gréng*).- Nee ...

■ **M. Roy Reding** (*ADR*).- ... eng demokratesch Decisioun war.

■ **M. Dan Biancalana** (*LSAP*).- E bessen Anstand, wannechgelift!

(*Interruption*)

E bessen Anstand!

■ **M. Roy Reding** (*ADR*).- Dat ass ganz einfach e Fakt!

■ **M. Marc Spautz**, *Président de séance*.- Wannechgelift, Här Reding.

■ **M. Georges Engel** (*LSAP*).- Här Reding, Dir hutt d'Wuert net!

■ **M. Marc Spautz**, *Président de séance*.- Här Reding, wann Dir lech nach wëllt androen an den Här Kartheiser léisst lech nach Riedezäit, kënn Der dat gären maachen.

■ **M. Georges Engel** (*LSAP*).- Trump-Methoden hei!

■ **M. Marc Spautz**, *Président de séance*.- Mee elo huet just een d'Wuert an dat ass d'Madamm Empain.

■ **M. Roy Reding** (*ADR*).- Mir respektéieren einfach d'Decisioun vun engem aneren souveräne Vollek.

■ **Une voix**.- Voilà!

■ **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Très bien!

■ **Mme Stéphanie Empain** (*déi gréng*).- Sou, an da respektéiert Der elo mech a meng Riedezäit. Merci.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **Mme Stéphanie Empain** (*déi gréng*).- De Brexit, deen d'Resultat vun enger populistescher Campagne war, deen d'Leit deemools virun déi scheinbar einfach Fro gestallt huet: „Leave or remain?“ Ma do hannendrun hu sech awer Dausende vu klenge Froe verstoppt, op déi et einfach keng einfach Äntwerte gouf. Et ass nun emol leider esou, dass et op komplex Problemer net ëmmer einfach Äntwerte gëtt.

A wéi geféierlech et ass, komplex Froen op minimalistesch einfach a liichtverdaulech Äntwerten ze reduzéieren, dat gesi mer haut.

Groussbritannien huet wäertvoll Partner verluer. D'Versuergungssécherheet ass net méi duerchgeeënd garantéiert. An de Supermarché si reegelméisseg Deeler vun de Regaler eidel. Et feelt un Aarbechtskräften aus dem Ausland. Den Exportsektor, dee leit. D'Produktivitéit geet erof.

An ech maachen eng kleng Paus, fir de Leit hei riets ze erklären, dass ech doheem och zwee kleng Kanner hunn. An déi ginn ech och Meeschter. Elo geet et duer!

(*Hilarité*)

Bon.

Enn 2020 huet d'Unicef fir déi éischte Kéier a 70 Joer gehollef, a Groussbritannien lessrationne fir Kanner zur Verfügung ze stellen, well Milliounen Kanner ënner Ernährungsarmut leiden. Dat ass net de Kader vun engem Land, wat et gutt verkraaft kann, duerch den Austréit aus der EU säi Pro-Kapp-Akommens reduzéiert ze gesinn a staark Handelspartnerschaften op d'Spill ze setzen. Esou Constate sinn also och en Deel vum Kader, an deem mir eis haut beweegen.

(*Mme Stéphanie Empain se verse un verre d'eau.*)

Doropshin huele mer emol Waasser.

An dorobber muss mer och reagéieren, wa mer eis Acquisen net wëllen deenen iwwerloossen, deenen hir Virbillen scho fir vill Leed an Europa an anerwärts op der Welt gesuergt hunn. Ech sinn dervun iwwerzeugt, dass et eng vun eise wichtegste Missionen haut ass, derfir ze suergen, dass eisen demokratesche System geschützt gëtt. Et ass un eis haut, derfir ze suergen, dass jidderee sech bewosst gëtt, wat fir e Privileeg et ass, an enger demokratescher Gesellschaft dierfen ze liewen.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **Mme Stéphanie Empain** (*déi gréng*).- Mir wëlle jo net an engem Europa liewen, an deem jidderee just no sech kuckt, an deem Wäerter keng Roll spillen an an deem den Austausch tëscht den Natiounen just op Mësstraue berout. Mir wëllen och net an engem Europa liewen, an deem Minoritéiten ëmmer méi ënnerdréckt ginn, an deem et keng fräi Press méi gëtt an an deem d'Politik sech an d'Justiz améisch. Esou vill zu de méi allgemengen Iwwerleeungen, déi eis d'est Joer besonnesch beweegt hunn.

Ma et ass kloer, dass et, Stand haut, ze vill Konflikter gëtt: Afghanistan, Syrien, Belarus, China, Hongkong, Taiwan, Äthiopien, Armenien, Aserbaidjan, Libyen, Mali, d'Roll vum Iran, den Israel-Palästina-Konflikt, de Brexit, Frankräich-UK-Bezéiungen, d'EU-Tierkei-Bezéiungen, an ech kéint weidermaachen.

Wéi den Här Ausseminister gëschter scho gesot huet: D'EU ass kee Weltpolizist. Trotzdeem muss mer awer den Usproch hunn, eis fir Fridden an en ziviliséierten Émgang matenaner anzesetzen.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **Mme Stéphanie Empain** (*déi gréng*).- Elo wësse mer awer, dass d'Europäesch Unioen sech oft immens schwéierdeet, hir Stëmm op der internationaler Bün geltend ze maachen. Et ass net, dass et un den diplomateschen Instrumenter feelt. De Volet Defense, dat ass eng aner Saach, do kommen ech herno och nach dréck.

Mee allze oft sti mer eis eebe selwer an de Féiss - dat ass haut och schon e puermol ugeschwat ginn -, well mer éiweg brauchen, fir eng gemeinsam Position ze fannen. An dat ass natierlech während enger Pandemie, wou physesche Treffen eng Zäit laang onméiglech waren, och net méi einfach ginn.

A mir wëssen, mengen ech, all, oder op d'mannst kann ee sech et virstellen, wéi schwéier et ass, Politik just digital ze bedriewen. Et ass bal onméiglech, mateneen ze schaffen, e Konsens ze fannen, an de Couloire mateneen ze schwätzen, wann déi menschlech Dimensioun feelt, well alles just online ofleef. Dobäi kënn nach, dass des Pandemie d'Agenda jo och komplett beherrscht huet an nach beherrscht, obwuel et genuch aner dréngend Theeme gëtt, deene mer eis dréngendst widme missten - sief dat op EU-Niveau, sief dat um internationale Plang.

Covid huet eis awer och eis Limite virun Ae gehalen. Eis Liwwerkette sinn agebrach. Verschidde Secteuren hunn haut nach Schwierigkeiten, sech mat Material ze approvisionéieren. An et ass evident ginn, dass mer eng méi resilient Wirtschaft brauchen an eeben och, dass mer iwwer eng strateegesch Autonomie um Niveau vun der EU-Industrie mussen nodenken.

Dobäi geet et och drëm, eis Wirtschaft an eis Industrie ze stärken, se ze ënnerstëtzen, fir dass se sech méi nohalte opstelle kann. Mir muss secherstellen, dass mir hei an Europa Aarbechtsplaz schaffen, déi Zukunft hunn. D'Zil soll et natierlech och sinn, eis domadder e strateegesch Virsprong ze gi par rapport zu anere wichtige Standuerter, wou d'Produktionsstandarde ënner Émstänn nach soubal net wäerten nohalte ginn a wou ganz oft Mënscherechter net respektéiert ginn, respektiv wou d'sozial Standarde quasi inexistent sinn. A mir dierfen net einfach ausblenden, dass mir e ganz groussen Deel vun eise Konsumgutter, déi mer hei konsuméieren, eebe vun esou Standuerter bezéien.

A wa mer hei vu Liwwerketten a vu Mënscherechter schwätzen, da kommen ech net derlaanscht, och op de Volet vun dem Liwwerkettegesetz zréckkommen. An de leschte Méint ass de Sujet jo méi wéi eng Kéier ugeschwat ginn. An natierlech war



aus de jeeweilige Positionen och erauszehéieren, dass et ènnerschiddlech Opfaassung gëtt, wat d'Sënnhaftegkeet vun enger nationaler Gesetzgebung - en attendant, dass d'EU an d'Gäng kënn ubelaangt.

Dee Comité interministériel, deen hei schonn oft ugeschwat ginn ass, schafft um Dossier, befaasst sech justement mat der Fro vun der Opportunitéit, fir esou e Gesetz op nationalem Plang op de Wee ze bréngen. An aus eiser Perspektiv wär et absolutt förderlech, och op dee Wee ze goen.

■ **M. Charles Margue** (*déi gréng*).- Très bien!

■ **Mme Stéphanie Empain** (*déi gréng*).- Schon eleng dowéinst, well mer wëssen, dass esou Prozeduren op EU-Niveau relativ laang daueren. Huele mer zum Beispill de Règlement iwwert d'Konfliktmineralien, dee elo uganks vun dësem Joer a Kraaft getrueden ass: Do ass op EU-Niveau iwwer zéng Joer dru gedoktert ginn. A mer brauchen eis jo näischt virzemaachen: Grad op EU-Niveau gëtt natierlech Lobby géint esou e méi generell Liwwerkettegesetz bedriwwen.

Eng vun de Fuerderungen ass eeben, dass soll op d'Fräiwëllegkeet vun den Entreprisë gesat ginn, well - esou heescht et - et och am Interessi vun den Entreprisë wär, sech do Standarden ze ginn. Mee ech mengen, do kann een awer verschidden Douten hunn. Et geet net drëm, hei all Produzent ënner Generalverdacht ze stellen, mee ze soen: Duerch fräiwëlleg Mesurë kéinte mer de Problem kuerzoder, soe mer nach, mëttelfristeg Meeschter ginn.

Dat ass awer immens optimistesesch. Dofir begrëisse mir et op alle Fall, dass den Här Asselborn gëschter och drop agaangen ass an dass en duerchblécke gelooss huet, dass béid Optioune géifen am A behale ginn, an dass d'Optioun vun enger nationaler Gesetzgebung net wun Dësch ass, falls sech sollt eraustellen, dass d'EU sech ze vill Zäit géif loosse, fir eng Propositioun virzeleëen.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **Mme Stéphanie Empain** (*déi gréng*).- Wat eis an där Approche awer wichteg wär, dat ass, dass eis national Bestriewungen elo net „on hold“ gesat ginn an der Hoffnung, dass et eeben op EU-Niveau schnell virugeet. Ech mengen, da lafe mer nämlech de Risiko, dass herno näischt Opweises hunn, weeder national nach europäesch.

An hei géif ech och gären de Lien maachen zu eisem Mandat am UN-Mënscherechtsrot, wat mer elo 2022 untriede wäerten. An do wollt ech viwech och nach eis grouss Unerkennung ausdrécke fir dat Engagement vun eisem Minister a vun alleguerten de Beamten, déi do während Joren enorm vill Aarbecht investéiert hunn, fir dass dëst konnt Realitéit ginn.

Wéi den Här Ausseminister gëschter sot: D'Aarbecht fänkt elo erëischt richteg un. A mir wënschen natierlech alle Bedeelegten eng gutt Hand a vill Verhandlungsgeschéck an engem Kader, dee bestëmmt net ëmmer ganz, ganz einfach ass. Mee et geet jo drëm an där Erausforderung, eis eeben och fir eis Wäerter anzesetzen a se ze verteidegen, an dat oft an engem international ganz schwieerege Kontext.

Zäitgläich menge mer an deem Kontext awer och, dass et e ganz positive Message wär, deen och kohärent wär, wa mer eis eeben och national géifen engagéieren, de Schrëtt hin zu engem Liwwerkettegesetz ze maachen. Dat géif eiser Glafwierdegkeet um Sujet jiddefalls net schueden.

Wat de Sujet vun de Mënscherechter ubelaangt, kéinte mer eis hei ganz laang driwwer ënnerhalen, well effektiv kommen dës op ëmmer méi Plazen op der Welt leider ëmmer méi ënnert d'Rieder. Ech wëilt an deem Kader gären d'Beispill aus Afghanistan opgräifen, well mer hei mat enger ganz, ganz uerger Situatioun konfrontéiert sinn. D'Leit sinn agespaart an hirem Land a se mussen ëm hiert Liewe fäerten. D'Beispiller heefe sech vu Fraen, déi ëmbruecht ginn, well se de Courage haten, sech fir hir Rechter anzesetzen. Fraen a Meedercher sinn aus dem öffentleche Liewe quasi verbannt ginn. Den Accès zur Education ass fir si quasi op null erofgefuert ginn. Fraen, déi vu Human Rights Watch interviewt gi sinn, soen aus, dass si wéi an engem Albdram grad liewen, dee vun haut op muer op si agebrach ass an deen hire ganzen Alldag elo bestëmmt. Si mussen quasi agespaart an hire Wunnenge bleiwen, aus Angscht virun den Taliban a wéinst de Restriktiounen, déi d'Taliban hinnen operluecht hunn.

Wie sech a sengem fréiere Liewe fir d'Mënscherechter agesat huet, gëtt verfollegt. Wie mat den Europäer oder den Amerikaner zesummege schafft huet, ass och a Gefor. An do ass et dat Verständlechst vun der Welt, wann d'Leit versichen, sech an hir Familljen a Sécherheet ze bréngen. Nëmme, dass et guer net einfach ass, iwwerhaupt aus dem Land erauszekommen, ganz besonnesch nodeems eeben d'Evakuéierlech elo net méi geflu ginn.

Dëst huet och zu enger total oniwiersichtlecher Situatioun gefouert, wou eeben an enger éischter Phas emol déijéineg, déi et gepackt hunn, mam

Fliger ausser Landes ze kommen, zum Deel an anere Länner opgeholl gi sinn. Virun allem Länner wéi d'USA, Kanada oder Groussbritannien hu sech bereeterkläert, relativ grouss Contingenter u Mënschen opzehuelen. D'EU hirersäits huet sech an enger éischter Phas no den Evakuatiounen och op eng Zuel vu Mënschen, déi opgeholl gi sinn, kënnen eenegen; och wann dës Zuel hannert den Erwaarunge bliwwen ass.

D'EU wëllt och nach ëmmer virun allem drop setzen, d'Afghanen am Afghanistan selwer ze ënnerstëtzen, fir eng humanitär Katastroph ze verhënneren. Ech mengen, dat ass jo dat allermindest, wat ee muss maachen. Mir dierfe jo och net vergiessen, dass de Gros vun den Afghanen am Land selwer eeben op der Flucht ass. An déi meescht vun hinne sinn dréngend op humanitär Hëllef ugewisen. Ausserdeem sollen d'Nopeschlänner ënnerstëtzt ginn, déi Afghanen opgeholl hunn.

Mir kommen do natierlech och net derlaanscht feststellen, dass et der EU eebe justement schwéierfällt, sech op e gemeinsaamt Engagement ze eenege, fir méi Leit hei an Europa Schutz ze bidden. An do fällt et eebe méi liicht, mam Portmonni ze weedelen a Gelder an Hëlleforganisatiounen um Terrain oder un d'Nopeschlänner ze schécken, well domadder huet ee sech Zäit kaf. Zäit, an där d'Leit net innerhalb vun der EU mussen en charge geholl ginn.

A kee seet, dass all eenzelnen Afghan muss an Europa opgeholl ginn. Mee mir Europäer hu jo awer och eng Verantwortung. Och mir waren am Afghanistan involvéiert. Och mir hunn en Deel Verantwortung un deem Debakel, deen déi afghanesch Bevëlkerung grad duerchlieft.

D'Leit dohanen hu jorelaang fir méi Rechter gekämpft. Si hu mat dru geschafft, hiert Land nei opzebauen, obwuel si domadder hiert Liewen a Gefor gesat hunn. A mir hu si dobäi encouragéiert an hinne Schutz zougesechert gehat. An duerfir dierfe mir si elo net am Stach loosse.

■ **Mme Djuna Bernard** (*déi gréng*).- Très bien!

■ **Mme Stéphanie Empain** (*déi gréng*).- Dofir géif ech dës Geleëenheet gären nach eng Kéier notzen, fir eiser Regierung a virop eisem Ausseminister ze felicitéieren a Merci ze soe fir hiren Asaz a fir hire Plädoyer fir méi Solidaritéit an Europa, ...

■ **Mme Djuna Bernard** (*déi gréng*).- Très bien!

■ **Mme Stéphanie Empain** (*déi gréng*).- ... fir de Versuch, Europa erëm u seng Wäerter ze erënneren. An et ass a bleift fir mech onverständlech, dass een do als Ausseminister an enger Wäertegemeinschaft mat där Positioun eleng dosteet.

Ma deen einsame Kampf war awer net ganz ëmoss. Op lëtzebuergesch Interventioun hin huet jo Ufank Oktober en EU Resettlement Forum stattfonnt. Hei hate mer d'Hoffnung, dass sech awer nach e puer Länner géife fannen, déi bereet wären, vulnerabel Mënsche bei sech opzehuelen. Un deem Forum huet och de Filippo Grandi, dee jo gëschter hei zu Gaascht war, deelgeholl. An hien huet der EU d'Zuel vun ëm déi 42.000 Flüchtlinge genannt, déi vun der EU kéinten opgeholl ginn. Dëst iwwer eng Period vu fënnf Joer.

D'Memberstaate konnte sech leider net drop eenege, där Demande deen Ament zouzestëmme. Ma d'EU-Kommissärin huet duerchblécke gelooss, dass dat awer misst machbar sinn, iergendwann. An den Här Asselborn huet sech jo och gëschter optimistesesch gewisen, dass mer dat missten hikiréien.

Wa mer eis déi Zuelen awer elo konkret ukucken, et geet also drëm, nach eng Kéier ëm déi 42.000 Mënschen iwwer fënnf Joer duerch déi ganz EU ze verdeelen. Dat si keng enorm Zuelen. Do si mer wäit ewech vun deene Schreckenszuelen, déi an de Raum gehäit gi sinn an déi virun engem zweeten 2015 sollte warnen.

Mir hunn also hei eng ganz aner Ausgangspositioun. Déi gréissten Angscht war et jo vun den Europäer, dass mer souzesoen d'Feeler vun 2015 nach eemol géife widderhuelen.

Mee wat waren dann d'Feeler vun 2015? A mengen Ae louch dee gréisste Feeler ganz kloer doran, dass mer 2015 innerhalb vun der EU keng Solidaritéit haten, fir gemeinsam mat dëser Erausforderung ëmzuegoen. An déi hu mer haut manifestement och nach net.

An am Fong fanne sech souguer nach ëmmer manner Länner, déi bereet sinn, Mënschen an Nout opzehuelen. An ech fannen dat e ganz, ganz traurege Constat.

Ech fannen et ëmsou méi traureg, well hei kloer mat der Angscht vun de Leit gespilt ginn ass, andeems hinne Schreckenszenarie vu risege Flüchtlingstréim aus Afghanistan virgehale gi sinn. Wéi mer gesinn, ginn déi Zuelen dat net hier. Trotzdem ass d'Angscht virun de sogenannten Asyltouristen brav gefiddert ginn. Dobäi ass eleng de Begrëff vum Asyltourist net haltbar. Asyl ass eppes, wat d'Mënschen per Definitioun accordéiert kréien, wa se verschidde Krittären erfëllen: Wa se op der Flucht sinn, wa se verfollegt gi wéinst hire politeschen

Iwwerzeugungen, hirer Relioun oder hirer sexueller Orientéierung.

Et gëtt e Recht op Asyl, ...

(*Interruption*)

... wann een déi Krittären erfëllt. Dat Recht ass an der Genfer Flüchtlingskonventioun ofgeséichert. Den Här Reding gëtt mer Recht. An dofir ass et réffeg, wierklech réffeg, dee Begrëff vum Asyltourismus ze benotzen, fir Leit, déi an Nout sinn, als Profiteuren ofzestempelen.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **Mme Stéphanie Empain** (*déi gréng*).- An engem anere Cas de figure, nämlech deem, dee sech grad un der EU-Grenz zu Belarus ofspilt, mussen mer elo nokucken, wéi Migranten erëm zum Spillball vun autoritäre Regimere ginn, déi dës Mënschen an héijen Zuele carrement op déi europäesch Grenz bréngen, fir d'EU ënner Drock ze setzen. Eemol do ukomm, gi se do hirem Schicksal iwwerlooss. An d'EU komme se net eran, well se virun enger Mauer aus Stacheldrot sëtzen, zréck a Belarus geet och net, well do hannendrun d'Schlägertrupps op se waarden, fir se erëm zréck Richtung Grenz ze knëpelen - dat Ganzt ouni Verfleegung, ouni medezinesch Versuergung an elo och bei Minusgraden.

Och hei erhärte sech d'Hiweiser, dass och d'Tierkei dem Lukaschenko an d'Fangere spilt, andeems se ganz bewosst héich Zuele vu Migranten zum Beispill aus dem Irak via Tierkei op Minsk ausflitt, fir se vun do aus dann op déi polnesch Grenz féieren ze loosse. An dass d'Tierkei de Sujet vun der Migratioun knallhaart notzt, fir Drock op d'EU auszeüben, ass jo och elo keng Nouvelle. An et gëtt hei keng einfach Léisungen. Mee fir eis ass awer kloer, dass fir Belarus dat selwecht gëllt wéi dat, wat mer an der Vergaangenheet och schonn a Richtung Tierkei gesot hunn: Et ass net hinnehmbar, dass Migranten als Drockmëttel géint d'EU benotzt ginn. An esou e Verhale muss Konsequenzen hunn.

Genausou onméglech ass et awer och an eisen Aen, dee Konflikt mat Belarus elo um Bockel vu Mënschen an Nout auszedroen a se virun eise Grenzen erfréieren ze loosse. Der EU feelt et hei einfach un enger gemeinsamer Approche, dem Wëllen, sech eng gemeinsam Strategie ze ginn, an dann a leschter Konsequenz do hannendrun dann och déi dréngend Noutwendegkeet, fir de Wee hin zu enger obligatorescher Solidaritéitsklausel fräizemaachen. A soulaang mer dat net hunn an eis keng gemeinsam Prozedure ginn, esou laang bleiwe mer ganz einfach erpressbar.

Als Unioun kënnen mer natierlech vill iwwer Wäerter schwätzen, iwwer dat, wat mer wëlle sinn, mee et ass an eisen Handlungen, wou sech weist, wie mir sinn a firwat mir stinn. An dat Bild, dat sech do zënter Joren ofzeechent, dat gefält mer leider guer net.

Scheinbar mussen mer eis offanne mat enger EU, déi sech an hir Festung zréckzitt an déi do, wou kee Mier eis vum Rescht vun der Welt trennt, sech mat Maueren a pickege Drot elo ze hëllef weess. Eng EU, an där vun humane Baussegrenze keng Ried ka sinn a wou Pushbacks vill ze oft schonn dokumentéiert gi sinn. Eng EU, wou d'Recht op eng fair Asylprozedur mat Féiss getrëppelt gëtt, anescht kann een et jo och bal net méi ausdrécken, wann een eebe weess, dass Leit un eise Grenze geschloen, bedrot, zréckgedriwwen oder erfréiere gelooss ginn.

An ech denken nach ëmmer mat Schrecken, fir nëmme ee Beispill ze nennen, un déi Opnamen elo aus Kroatien, rezent, wou Demandeure mat Knëppele vun der Grenz ewechgedriwwen gi sinn, wat an de soziale Medien zum Deel nach gefeiert ginn ass a wou d'Beamten online encouragéiert gi sinn, roueg weider zouzeschloen.

Au vu vun der Situatioun op de Baussegrenzen, déi mer just verurteele kënnen, soen ech dofir awer och dem Yves Cruchten villmools Merci fir den Depot vun där Motioun, déi mer selbstverständlech matdroen an an där mer eebe justement op dee ganze Volet Grenzschutz aginn. An där mer, ënner anerem, fuerderen, dass derfir gesuergt soll ginn, dass all Persoun den Accès zu enger fairer Asylprozedur muss zougesechert kréien an dass de Volet vum Respekt vun de Mënscherechter ganz konsequent an der Frontex-Agence incorporéiert gëtt.

Ma ofgesi vum Accès zur Prozedur, hänke mer och nach ëmmer um Niveau vun den Opfangstrukturen op eise Baussegrenzen. Nodeems d'Lager vu Moria jo ofgebrannt war an d'Leit de leschte Wanter an der Keelt an am Reen an ondichten Zelter iwwerlieft hunn, hu mer elo eng éischt fest Struktur, ech soe lo mol, hikritt. Ok, et reent elo net méi eran. Et gëtt wuel Heizungen. Mee eleng den Ubléck vun där Struktur, dee stréckt engem wierklech den Hals zou, esou no läit de Verglach mat engem Héichsicherheitsstrakt.

Och den UNHCR huet dëst opgegraff an drop opmierksam gemaach, dass mer do vu Mënsche schwätzen, déi internationale Schutz an Hëllef

brauchen, an net vu Kriminellen, déi ewechgespaart gehéieren.

Den Afghanistan-Debakel huet awer net nëmme déi humanitär Situatioun an d'Fro ronderëm déi europäesch Flüchtlingspolitik erëm ugekuerbelt, en huet och d'Fro vun der gemeinsamer Sécherheitspolitik vun der EU erëm op de Plang bruecht. A mir kënnen just de Constat maachen, dass dat hei ee vun deene ganz aschneidende Beispiller ass, dat weist, dass mir eis och als EU mussen op eis eege Féiss setzen. Dëst ass och e weidert Beispill, dat weist, wéi wackeleg déi Partnerschaft mat den USA aktuell nach ëmmer ass. Mir schwätzen hei vun engem US-Réckzuch, dee weeder ganz duerchduecht, nach mat den EU-Partner ofgeschwat gi war. Mir sinn hei virun e Fait accompli gestallt ginn. Trotzdem wëilt ech hei awer och soen, dass mer net sollten de Feeler maachen, de gesamten Asaz a Fro ze stellen. Et war nämlech net falsch, do eranzege. D'Mënscherechtsverletzungen an d'Terrorismusgefor sinn erofgaangen. Mir hunn et hikritt, wann eeben elo leider just fir eng kuerz Zäitfenster, Strukturen ze schafen, déi de Mënschen et erlaabt hunn, sech e Liewen opzebauen, hir Kanner an d'Schoul ze schécken, an déi de Fraen och Rechter zougestane hunn.

Mir sinn eis natierlech eens, dass et nimools hätt dierfen esou endegen. Mir hunn als Staatgemeinschaft kloer versot. An d'Mënschen am Afghanistan an och vläicht e bëssen eis selwer ëm d'Frichte vun all deenen Efforten iwwer 20 Joer bruecht. A schlëmmer nach: Mir hunn d'Leit an enger ganz desolater securitaier Situatioun zréckgelooss.

An egal wéi sech d'Relatioun mat den Taliban entwéckele wäerten, eis Prioritéit am Émgang mat hinne muss déi sinn, dass d'Rechter vun de Fraen an de Meedercher och respektéiert ginn.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **Mme Stéphanie Empain** (*déi gréng*).- Ee vun den Haaptgrënn fir dee ganzen Debakel war wuel, dass d'EU an d'USA keng gemeinsam Zilsetzung haten, wéi se an déi Missioun eragaange sinn. D'USA hate kloer d'Terrorismusbekämpfung als Zil. Mir Europäer hunn eis virun allem den Nationbuilding op de Fändel geschriwwen. Bon, ouni elo ze soen, dass an deem Beräich näischt geschafft gi wär, mee mir hunn et awer net ausräichend hikritt, dee Staat eeben net just un d'Fonctionnéieren ze kréien, mee eeben och nach op stabil Féiss ze setzen. An Nationbuilding ass eminent wichteg. Hei geet et jo drëm, staatlech Strukturen ze schafen, déi de Basisbesoine vun der Bevëlkerung gerecht ginn, eng funktionéierend Justiz opzebauen, Administratiounen opzebauen, e Sécherheitsapparat opzebauen, Schoulen opzerichten an esou weider. Dat ass manifestement net genuch gemaach ginn. Den zivilen Volet war par rapport zum militäreschen Volet net staark genuch present. Mam Resultat, wat mer haut kennen.

Schlussendlech hate mer also weeder eng gemeinsam Zilsetzung nach eng gemeinsam Visioun, wéi mir de militäreschen Ausstieg plange géifen, ouni dass alles an de Koup fällt. A wéi d'Kand bis am Pëtz louch, du si mer eis schnell bewosst ginn als Europäesch Unioun, dass mer ouni d'USA och net à même sinn, Evakuéierungen duerchzuführen, de Flughafen ze securiséieren, also en gros an Eegeege derfir ze suergen, dass d'Leit kéinten a Sécherheet bruecht ginn.

An duerfir ass direkt am Zesammenhang mat der Afghanistan-Kris d'Debatt ëm déi strateegesch Autonomie vun der EU a Sécherheitsfroen erëm opgefllaamt. Strateegesch Autonomie an e gewësenen Niveau u schneller Reaktionsfäegkeet wären awer natierlech sënnavoll. Schon eleng fir deen Ament kënnen ze agéieren, wann d'NATO et net mécht. Et feelt der EU hei awer un eegene Kommandostrukturen, der néideger Zesummenaarbecht an och méi schnellen Entscheidungsprozesser tëschent de Memberstaaten.

Dobäi beweege mer eis an engem Dräieck vun engersäits dem Wonsch no méi strateegesch Autonomie, anerersäits dem Wonsch no méi gemeinsame Capacitéiten an dann anerersäits awer och dem Insistieren op eiser nationaler Souveranéitéit. An do bässt sech d'Kaz eeben ëmmer erëm an de Schwanz.

An trotzdem mengen ech, dass elo dee Punkt errecht ass, wou ëmmer méi Entscheidungsträger sech bewosst ginn, dass mer net kënnen esou weidermaachen an dass mer eis méi onofhängeg vun den USA mussen maachen. Et gëtt jo och mëttlerweile e kloer Bekenntnis zu enger méi enker Zesummenaarbecht. Och dass mer méi Interoperabilitéit brauchen, ass allgemeng unerkannt. A wat eis och immens wichteg ass, dat ass, dass mer vill méi nach Richtung Pooling and Sharing ginn. Also zum Beispill esou gemeinsam Programmer wéi den EATC, wou Lëtzebuerg wierklech mam gudden Beispill virgeet. A wéi benefique dës Approche am Eeschfall ka sinn, hu mer jo elo am Fall vun Afghanistan gewise kritt, wou mer iwwer eisen A400M an der gemeinsamer Flott konnten eng ganz wichteg Hëllefstellung leeschten.



Et wär also duerchaus begrëssenswäert, wann d'Iwwerleeungen am Beräich vun der gemeinsamer Sécherheetspolitik elo och konsequent géife weidergedriwwen ginn.

Ofschlëssend heizou wéilt ech awer och nach umierken: Mir brauche sécher méi gemeinsam militäresch Capacitéiten. Mee mir sinn eis awer och eens: Mat Waffen eleng schaaft ee keen nohaltege Fridden. Den ziville Volet vum Krisemanagement muss definitiv an Zukunft och gestärkt ginn.

Natierlech limitéiert sech de Wunsch no schnellen Entscheidungsprozesser net nëmmen op de Sécherheetsberäich, mee och op de Beräich vun der Aussepolitik. Och hei ass et mat Momenter nach ëmmer immens mühsam nozekucken, wéi lues a schwéierfälleg mir als Unioun op Krise reagéieren. A mir wëssen all, dass mer op der internationaler Bün nëmmen zesumme staark kënnen sinn. Virausgesat awer, mir bréngen et fäerdeg, ouni gréisser Delaie mat enger Stëmm ze schwätzen.

Ma do sti mer eis mam Prinzip vun der Unanimitéit weiderhi selwer am Wee, wat et am Endeffekt och einfach schwéier mécht, eis fir eis Interessen anzusetzen an als kredibele Partner mat Gewiicht unerkannt ze ginn. D'EU muss sech och do fannen a sech hir Plaz op der Weltbün erschaffen. En éischte Schrëtt kéint d'EU heifer, mengen ech, am Palästina-Konflikt maachen. Déi viereg Woch war de palästinensesche Premier zu Gaascht hei zu Lëtzebuerg. An hie stoung och fir eng Entrevue hei der Chamber zur Verfügung. An hien ass an eisem Echange op d'Roll agaan, déi d'EU hei kéint spillen. Den Här Graas huet et jo och schon ugeschwat gehat.

Senger Analys no wär d'EU aktuell deen eenzege qualifizéierten a kredibelen Acteur, deen am aktuelle politesche Vakuum kéint eng Roll spillen, fir de Sujet international ze relancéieren an zu enger Léisung ze féieren. Well fir d'alleréischte Kéier iwwerhaapt wäer mer aktuell an enger Situatioun, wou d'USA kee Plang hunn. An et wär elo de Moment fir d'EU, hei de Lead ze iwwerhuelen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng). - An ech mengen, do hat en net ganz Onrecht.

Et wär also elo de Moment - well wann net elo, wéini dann? - fir d'EU, fir seriö iwwert d'Unerkennung vu Palästina ze schwätzen an derfir ze suergen, dass sech op d'mannst eng Grupp vu Staate géif fannen, déi bereet wäeren, dese Schrëtt ze maachen.

Et bleift also ze hoffen, dass d'EU trotz der ugespaanerter internationaler Situatioun, trotz Pandemie an natierlech och trotz Problemer ënnerhalb der EU d'Energie fénnt, fir un hirer Roll als kredibelen internationalen Acteur ze schaffen.

Mee fir kredibel ze sinn, mussen eeben och d'Problemer vun der Rechtsstaatlechkeet an der EU gekläert ginn. Mir kënnen net mat Wäerter an Demokratie argumentéieren, soulaang mir selwer Memberstaaten an eise Reien hunn, déi lues a lues de Rechtsstaat aushielegen. An ech ginn dem Här Ausseminister do absolutt Recht. Bei Verstéiss géint d'Rechtsstaatlechkeet muss um finanzielle Plang kënnen reagiert ginn. Well et kann net sinn, dass d'Regierungen, déi eis Grondwäerter net unerkennen, nach mat Gelder aus EU-Fonge belount ginn. Dat ass e Problem, un deem d'EU riskéiert ausenanzerbriechen. An dat dierf esou net akzeptéiert ginn! Et ass eis Flicht, d'Demokratie an Europa ze schützen an ze erhalen. Mir heibanne sinn alleguerten an engem demokrateschen a fridlechen Europa grouss ginn. An ech wéll, dass och nach d'Generatiounen vun eise Kanner an Enkelkanner an esou engem Europa liewen dierfen. Mir sinn eng Gemeinschaft, déi op Wäerter a Rechter, awer dann eeben och op Flichte fousst. A mir verdanken dat all deenen, déi virun eis un e fridlechte Europa gegleeft hunn an déi dru geschafft hunn, dass aus Feindschaften eng zolidd Allianz geschafte ginn ass. A wa mir dat och an Zukunft wéllen hunn, dann ass et haut un eis, derfir ze suergen, dass Meenungsfräiheet, Pressefräiheet, eng onofhängeg Justiz oder de Schutz vu Minoritéite keng eidel Wieder sinn.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng). - Dofir muss de Rechtsstaatmechanismus gräifen a gegebenefalls mussen dann eeben och Gelder gekierzt ginn, falls et trotz all Dialog evident ass, dass d'Rechtsstaatlechkeet an der EU lues a lues ënnerwandert gëtt. An ech sinn dervun iwwerzeegt, dass mir heifer genuch Partner an der EU hunn, deenen d'est genee esou wichteg ass ewéi eis.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Marc Spautz**, *Président de séance*. - Merci der honorabeller Madamm Empain. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabele Fernand Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéll och ufänken, fir am Numm vun der ADR dem Här

Asselborn Merci ze soe fir déi Deklaratioun, déi e gëschter gemaach huet. Dat war alles ganz interessant. A mir felicitéieren him och, dass mer elo déi Decisioun konnten huelen, fir den diplomatesche Reseau auszubauen. Mir kréien elo eng Ambassade an Irland. Dat war iwwerfälleg. Irland ass net nëmmen e Frënd, et ass och e Konkurrent. Et ass eng wichteg Finanzplaz. Et ass ganz wichteg, dass mer do vertrauede sinn. A mir hunn och vum Här Gramigna héieren, dass mer eng Rei vu Vertriebung bei internationalen Organisatiounen ausbauen. Och dat ass, mengen ech, eng ganz noutwendeg Saach.

Mir huelen natierlech och dës Geleeënheet, fir deene Leit am diplomateschen Déngscht Merci ze soe fir déi Efforten, déi se leeschten, fir eisem Land am Ausland ze déngen.

Mir wéllen an eiser Äntwert op dem Här Asselborn seng Ried virun allem eng Fro stellen, nämlech déi vun der Kohärenz; d'Kohärenz vun der Lëtzebuenger Politik och banne mat deem, wat mer am Ausland vun anere Regierungen fuerderen. Ech mengen, dat ass eng ganz wichteg Frostellung, déi och eng Fro ass vun der Kreditibilitéit. A mir wéllen dat haut un dräi Beispiller vläicht duerchexercéieren: Mënscherechter, Europapolitik an europäesch Energiepolitik, woumat och Russland dann ze dinn huet.

Ech wéll awer vläicht fir d'éischt reagéieren op eppes, wat meng Virriednerin gesot huet. Dat ass nämlech och ..., et huet och mat Kohärenz ze dinn. Ech mengen, mir héiere jo vill Kritik u verschiddeenen europäesche Länner. An déi gréng Partei huet dat jo och gesot. Do gëtt da gesot, do wäer verschidde Problemer mat de Mënscherechter an et misst een déi Länner bestrofen. Gläichzäiteg gëtt d'Unerkennung vun der palästinensescher Autoritéit gefuerdert, déi säit 2005 keng Walen organiséiert, déi d'Mënsche foltert, déi elementar Rechter ...

■ **M. Roy Reding** (ADR). - Très bien!

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - ... inklusiv vun den LGBTQI violéiert an esou weider an esou virun. An ech mengen, wann een déi eng wéllt unerkennen, da muss een awer och bei deenen aneren dee selwechte Standard uleeën.

Den Här Asselborn huet mat vill Houfert, an zu Recht, drop higewisen, dass mer an de Mënscherechtsrot gewielt goufen. Et ass och Zäit ginn, géif ech soen. 117 Länner ware schon drun. Mir waren nach net drun. Mee dat war eng Leeschtung, och vum diplomateschen Déngscht a mat vill Asaz. Dat dat esou konnt gemaach ginn, ass eng gutt Saach. Mir goufen iwwereng zesummen - ass den Här Graas heibannen? Jo - mat Gambia goufe mer gewielt. Dat ass vläicht eppes, Dir hutt mech virun drop ugeschwat, ma mir sätze mat Gambia am Mënscherechtsrot an och mat de Vereenegten Arabeschen Emirater, mam Katar, Somalia, Eritrea. Dat weist, dass een net onbedéngt muss e perfekten ...

■ **Une voix.** - A Finland!

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - A Finland, richtig! Awer et muss een net onbedéngt perfekt bei de Mënscherechter sinn, fir do dra gewielt ze ginn. Et soll eis awer interpelléieren. Well mir sollte mol kucken, wéi et da mat eis selwer ass.

An ech wéll do dräi Beispiller nennen. Den Här Asselborn huet a senger Prioritéite gesot, e wéll d'Rechter vun de Fraen a vun de Meedercher verdeedegen. En huet do a senger Ried gesot gehat: « Nous nous engageons résolument pour les droits et l'autonomisation des femmes et des filles, leur intégration socio-économique, la réalisation de leur droit à l'éducation, leur santé, leurs droits sexuels et reproductifs. » Jo, do muss mer awer feststellen, dass Lëtzebuerg amgaang ass, Filiatiounsgesetzter virzubereeden, wou d'Leihmutterchaft akzeptéiert gëtt. Net hei am Land, mee am Ausland. Wa se dann am Ausland geschitt, da gëtt dat hei unerkannt.

(*Interruption*)

An dat ass eng Ausbeutung also vun der Fra als Gebärmaschinn. An et ass eng vun deene schlëmmste Formen der Ausbeutung. An ech wéll just soen: De Mënscherechtsrot, an dee mer elo gewielt goufen, deen hat do och e Special Rapporteur on the sale and sexual exploitation of children, 2019, mengen ech, war dat, an do sinn eng Rei Konklusiounen geholl ginn am Mënscherechtsrot, wat do sollt gemaach ginn. An do ass eng zum Beispill, et sollt an de Memberstaaten ..., oder an all de Staate sollt eng kloer an allgemeng Legislatioun geholl ginn, déi de Verkauf vu Kanner verbitt an och besonnesch am Kontext vun der Leihmutterchaft. An dann ass gesot ginn, och vum Special Rapporteur a vu genau deem Gremium, an deem mir elo sinn, ass gesot ginn, et solle Garantien a Sécherunge geholl gi vun de Staaten, déi e Verbuet vun der kommerzieller Leihmutterchaft virgesinn, an et sollt e System gemaach ginn, deen eeben de Verbuet vun dem Verkauf vun engem Kand garantéiert, an dass déi Leihmutter all d'Eltererechter behält an dass all eventuell Bezuelunge mussen gemaach ginn, ier e Kand op d'Welt kënn, an dass déi och net kënnen erëmbezuelt ginn. Alles dat si Recommandatiounen

vum Mënscherechtsrot, wou mir elo Member sinn. Alles dat gëtt net respektéiert an deenen Diskussiounen, déi hei am Abléck gefouert ginn, em d'Filiatiounsgesetzter.

Dat Zweet ass, dass mer eis fir d'Kannerrechter asetzen. Den Här Asselborn huet gesot: « Le Luxembourg a joué un rôle de premier plan dans l'adoption de la déclaration "protéger nos enfants" ». Dat war d'Unicef. Och eng ganz gutt Saach. Dat ass ganz gutt. Awer mir hunn als ADR ëmmer erëm gesot, dass mer dann awer net verstinn, firwat d'Regierung d'Elektromobilitéit subventionéiert. Mir wëssen, dass de Kobalt zu engem groussen Deel an der Demokratescher Republik Kongo ofgebaut gëtt. No Amnesty International an Unicef schaffen do eng 40.000 Kanner an ongesécherter Minnen. Dowéinst soe mir: Elektromobilitéit soll net subventionéiert ginn, soulaang ...

(*Interruption par Mme Stéphanie Empain*)

... soulaang net sécher ass, dass de Kobalt a Konditiounen ofgebaut gëtt, déi d'Mënscherechter, speziell d'Kannerrechter respektéieren. Dat ass eeben am Abléck nach net de Fall. An et ass schon e Widdersproch, dass dës Regierung op där enger Säit d'Betriber massiv ënner Drock setzt, fir iwwer hir Liwwerketten e komplette Rapport ofzeginn, Rechenschaft ofzeleeën, awer de Staat selwer Subventiounen bezilt fir Saachen, wou e pertinent weess, dass d'Mënscherechter verletzt ginn. Dat ass e Widdersproch, dee mir net akzeptéieren!

■ **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng). - Sidd Dir da fir e Liwwerkettegesetz?

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Déi drëtt Consideratioun ...

■ **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng). - Sidd Dir da fir e Liwwerkettegesetz?

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Déi drëtt Consideratioun ass eng vum Schutz vun de Grondrechter.

(*Interruptions*)

Mir hunn an deene leschte Méint gesinn, Här President, wéi d'Grondrechter, ...

■ **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng). - I take that as a no!

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - ... och hei am Land kënnen ganz liicht a Fro gestallt ginn. Mir hunn haut nach Aschnëtter an d'Grondrechter, déi a Kraaft sinn. Haut gesi mer och am Land, dass, ob-schonn d'Regierung d'Fräiwëllegkeet zum Beispill och bei den Impfungen betount, trotzdem d'Leit massiv ënner Drock gesat ginn, och op den Aarbechtsplazen, fir sech awer impfen ze looschen. Also et ass wierklech nëmmen nach eng konditionéiert Fräiwëllegkeet. Mir hunn Aschnëtter och an d'Privatliwwen, haut nach. An dat ass alles ënnert der aktueller Verfassung geschitt.

Dofir wéll ech och nach eng Kéier virun deem warnen, wat déi nei Verfassung eis do a Méiglecheete gëtt. Dat ass net déi belarussesch, dat ass net de Lukaschenko, vun deem mer hei schwätzen, et ass vu Lëtzebuerg, wou mer schwätzen, wann elo politesch Ziler an d'Verfassung erakommen, Ziler mat Verfassungsranng, fir déi aner konstitutionell Prinzipie kënnen ageschränkt ginn, sou steet et do: « Les objectifs à valeur constitutionnelle peuvent donc étendre les pouvoirs du législateur », dat si mir, « en limitant l'application de certains principes constitutionnels. » Wéi gesot, mir schwätzen net iwwer Wäissrussland, mir schwätzen iwwer Lëtzebuerg! An dofir soe mir: Souwuel wat d'Fraerechter ueget, wat d'Kannerrechter ueget, wat de Schutz vun de Grondrechter ueget, sollte mer eis emol als Lëtzebuerg selwer interrogéieren a selwer Konklusiounen huelen. Et ass richtig, anerer ze kritiséieren. Awer loosst eis net déi Schwachpunkte bei eis selwer aus den Ae verléieren.

Als zweete Punkt wéll ech eist Verhältnis zu der Europäescher Unioun als Beispill huelen. Och hei dräi Beispiller, wéi eng an eisen Ae falsch Baussepolitik eist Liewe kann direkt beaflossen. An dat Éischt ass jo eeben dann déi Kritik, déi mer och hei ëmmer erëm héieren hunn, dass verschidde Länner kritiséiert ginn, besonnesch Polen an Ungarn. Woubäi ech mech allerdéngs froen: An Ungarn gëtt et jo elo eng Allianz vu Parteien, déi den Här Orbán wéllen ofléisen. An där Allianz vu Parteien sinn och d'Rietsextremisten, den Jobbik, deen ass do dran. Da froen ech mech awer: Sinn déi Leit, déi den Här Orbán wéllen ofgeléist gesinn, d'accord, mat enger Regierung ze schaffen, wou d'Rietsextremisten, nämlech den Jobbik, mat dran ass? Dat ass awer eng Fro, déi eis géif interesséieren.

Mee, et ass also wierklech ...

(*Interruption*)

Jo, et ass ... Mir gesinn dat. Mir gesinn dat!

Mee e wichtige Sujet ass eeben dat Verhältnis vum europäesche Recht zum nationale konstitutionelle Recht vun de Memberstaaten. Dat ass jo eigentlech ee vun den Enjeuen. An dat rezent polnescht Urteel ass bei Wäitem net dat enzeg Beispill an Europa, wou den onageschränkten Ussproch vun der Supre-

matie vum europäesche Recht respektiv vun der Jurisprudenz vum Europäesche Gerichtshaff a Fro gestallt gëtt. Mir gesinn änlech Entwécklungen an Däitschland. Do virun allem am Hibleck op d'Europäesch Zentralbank an déi Decisiounen. Mee och do gëtt et e Prozess oder souguer méi Prozesser, déi d'Verfassungsgeriicht betreffen. A Frankräich, net nëmmen den Här Barnier, mee och de Conseil constitutionnel huet do Reserven nach virun, mengen ech, zwou Woche geholl, fir gewësse Virrechter ze behalen, wat d'Interpretatioun vum franséische Verfassungsrecht ueget géint iwwer dem europäesche Recht.

A mir haten och, wéi dat an den europäesche Verfassungsvertrag ageschriwwen gouf, d'Suprematie vum europäesche Recht, do ass dat jo an zwee Länner iwwer Referendum refuséiert ginn: a Frankräich an a Holland. An et ass duerno net nach eng Kéier zum Referendum virgeluecht ginn, mee iwwer dee parlamentaresche Wee dunn duerchgesat ginn. An och dat ass haut eng Legitimitéitsdiskussioun an Holland an a Frankräich iwwer dee Prinzip vun der Suprematie. Dofir muss ee ganz gutt oppassen, wann een esou eppes festschreift, well d'Leit hunn och e Gediechnis.

An och déi Länner ... Mir constatéieren jo, dass ëmmer manner europäesch Länner eigentlech dee Prinzip vun der automatescher Suprematie vum europäesche Recht iwwer dat nationaalt konstitutionell Recht nach akzeptéieren respektiv d'Jurisprudenz vun den internationale Gerichtsinstitutionen. Mir erënneren eis och beim Europäesche Gerichtshaff fir Mënscherechter, dass d'Britte menacéiert haten, aus dem System erauszegoen, well dee Gerichtshaff eng Decisioun geholl hat iwwer eppes, wat iwwerhaapt net am Traité stoung. An dat hu mer och beim Europäesche Gerichtshaff. An do géint wiere sech d'Länner. An net aleng Polen.

Et ass einfach eng Tatsaach, dass d'Europäesch Unioun amgaang ass, lues a lues auserneezerdriffen. An do komme mer dann op dee Sujet vun der Konferenz iwwer d'Zukunft vun Europa. Ech wéll och hei dem Här Cruchten Merci soe fir déi Efforten, déi hien als President vun der Kommissioun mécht, vun der Souskommissioun iwwer d'Zukunft vun Europa. Mee ech mengen, d'Resultat dovunner muss sinn, dass et muss zu Traitésännerunge kommen. Et gëtt probéiert, ëmmer erëm, esou vill wéi méiglech an déi aktuell Traitéen eranzeinterpretéieren. Dat geet iergendwéini och net méi. A wann ee wéllt Europa reforméieren, mussen d'Traitée geännert ginn.

Eis Iwwerzeegung ass selbstverständlech, dass mer mussen méi national Kompetenzen nees hunn, dass mer en Europa vun den Natiounen brauchen an net e federaalt Europa. Do géif ech wierklech der CSV an och der LSAP an deem Punkt widdersprieche vun deem, wat se haut gesot hunn. Wien op de Wee geet vu qualifizéierte Majoritéitsdecisiounen, dee riskéiert Konfliktstoff an Europa eranzubringen. Den Här Asselborn weess dat ganz gutt. Well hien huet jo 2015 dat probéiert mam Asylrecht. Dat ass zwar duerchgegaangen. Et war legal. Mee Dir hutt jo gesinn, Här Asselborn, a mir hunn all gesinn, wat dat fir e Sträit an Europa ginn ass. A mir gesinn haut, dass d'Länner net wéllen an engem Ministerrot decidéieren, mee sou vill wéi méiglech op dem Niveau vun de Staatspresidenten a Premierministern delegéieren, well do eeben de Prinzip vun der Eestëmmegekeet gëllt. Also dat ass e falsche Wee, fir elo Majoritéitsdecisiounen wéllen duerchsetzen. Dat bréngt nëmme Sträit.

Mir hu gesinn an der Covidkris, dass d'Grenzen an Europa keng Fiktioun sinn. Déi sinn nach ganz reell. An och hei schwätze mer net vun Ungarn a Polen. Mir schwätze vun Däitschland, vu Frankräich, vun der Belsch. An do hu mer dat jo direkt gesinn, wéi mir do vulnerabel sinn als klengt Land. Dofir brauche mer eng pragmatesch, eng koordinéiert an eng realistesch Politik. A mir géifen och soen, dass mer d'Kompetenze fir d'Groussregioun missten zréckbréngen an den Ausseministère. Dat gehéiert alles an eng Hand, déi ganz koordinéiert Politik, an net a verschidde ..., eng Opspléckung ënner verschidde Ministèren.

En zweete Volet ass dee vun der Geldpolitik vun der Europäescher Zentralbank. Mir soen als ADR kloer Jo zum Euro. Eis Finanzplaz brauch den Euro. Mir si vum Euro ofhängeg. Mir brauchen op jidde Fall eng Währungsunioun. Mir mussen awer och do Reformen endlech ugoen. Mir brauchen eng Reform vum TARGET2-System. A mir brauchen e reegelméisseg Finanzausgleich tëschent den Zentralbanken, änlech wéi an den USA. Mir mussen och déi Politik vu gemeinsame Scholde stoppen. Ob een dat elo Eurobonds nennt oder Renew Europe oder „relancer ceci ou cela“, dat spillt iwwerhaapt keng Roll. De Prinzip ass falsch! Et ass eng Vertragsverletzung, well gemeinsam Scholde si géint den EU-Vertrag. An et ass u sech e permanenten Offloss vu Räichtum aus dem Norde vun Europa an de Süde vun Europa. Dat geet am Abléck nach. Mee et freet ee sech och wierklech, zu wéi enge Spannungen dat an Zukunft ka féieren. Och déi Nullzënspolitik ass am Interesse vun deene südeuropäeschen, méi fragillen Ekonomien.



**(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)**

Mee et muss een och wëssen, datt déi Nullzënspolitik och hei am Land eng vun den Haaptursachen ass fir déi deier Immobiliëpräisser. Well d'Leit eebe keng Investitiounsméiglechkeeten do hunn, déi nach e Rendement ginn, gi se dann an Immobilien investéieren. Et ass eng Konsequenz vun der Nullzënspolitik niewent dem onkontrolléierte Wuesstum. Wa mer wëllen d'Immobiliekris hei am Land léisen, ass dat och en Aspekt, dee mer muss mat consideréieren.

En drëtt Beispill ass da selbstverständlech d'europäesch Asylpolitik. Dat ass einfach en Echech! Ech hat et scho gesot: Dee Versuch, eng Majoritéitsdecisioun do ze huelen, war e Schoss no hannen - fir et emol nach ganz virsiichteg auszedrücken. Well et gëtt einfach keng Bereitschaft vun de Staaten, dat matzedoen. Ob elo den europäesche Gerichtshaff dat confirméiert oder net, hei ass d'Politik nach ëmmer Meeschter. Mir solle keng Illusiounen hunn an deem Beräich. Dat ass net méiglech, eng europäesch Asylpolitik mat obligatoresche Quoten durchzusetzen. Mir sinn och hei am Land elo ëmmer méi mat enger Situatioun konfrontéiert, wou mer ganz, ganz vill Leit opgeholl hunn a mir kréien e Problem vun Integratioun iwwert d'Zäit. Dat ass evident!

Mir wëllen als ADR nach ëmmer eise Standpunkt kloermaachen: Mir bekennen eis zum Prinzip vun Asyl, fir Leit ze protegéieren, déi de Schutz néideg hunn. Dat ass keng Diskussioun fir eis. Awer mir soen och, datt den Asyl en temporäre Schutz ass an datt déi Leit, déi kee Schutz méi brauchen, mussen zrëckgoen an hir Länner. Mir maachen en daitlechen Ennerscheed zwëschen dem Asyl als temporäre Schutz an enger Immigratiounspolitik. Dat ass eppes anescht!

Mir si fir eng Realpolitik an dësem Beräich. Mir mussen d'Asylproblematik och esou upaken international, datt mer derzou bäidroen, datt mer déi Fluxen a Richtung Europa net kréien. An dozou gehéiert selbstverständlech Diplomatie fir Konfliktléisungen. Et gehéiert derzou, datt mer déi UNHCR ënnerstëtzen, wann déi Campen a Géigenden hunn, wou eebe grousse Konzentratiounen vu Leit sinn, déi eeben e Schutz brauchen.

Mir mussen awer och kucken, datt mer mat Regimern zesummeschaffen, och wa mer se net gär hunn, wa mer se desapprouvéieren, wéi eeben den Afghanistan, wou mer mussen humanitär Kooperatioun leeschten, fir datt mer eebe keng Refugiéien, och net an d'Nopeschlänner, do kréien. Oder och Syrien. Well wéi laang solle mer dann elo nach virumaachen? Ech mengen, den Här Assad ass nun eemol do um Rudder, hien huet de Pouvoir. Wéi laang wëlle mer dann als Europäesch Unioun nach virumaachen, fir kee Kontakt mat deem Regimm ze hunn? Well déi Leit, déi wëllen zrëckgoen an dat Land, brauche jo Konditiounen vu Sécherheet. Dat muss ee mat deem Regimm kucken, wéi datt déi Sécherheet ka garantéiert ginn - also eng pragmatesch Zesummenaarbecht mat deenen, déi einfach déi Méiglechkeet hunn, Sécherheet ze garantéieren.

Och d'europäesch Energiepolitik kann een hannerfroen. Dat ass och e Problem mat deem dominante Gewicht op erneierbaren Energien. Dat féiert derzou, datt d'Nofro no Äerdgas enorm klëmmt, well eeben alternativ Energie volatil sinn an net zuverlässig. An eeben, well aner Reservcapacitëit wéi Kuel an Nuklearenergie eebe bei deene meeschte Länner resolut bekämpft ginn. Och Lëtzebuerg bekämpft dat. An dat féiert natierlech derzou, datt de Gaspräis net nëmme konjunkturell an d'Luucht geet, mee eeben och strukturell, laangfristeg, well et déi eenzeg Reservcapacitëit ass, déi am Abléck nach eenegermoosse konsensuell ass.

Dat ass e grousse Problem. An déi alternativ Produktiounscapacitëit mussen jo doubliert ginn, well se volatil sinn. Dat heescht, mir hunn och nach duebel Produktiounscapacitëiten, e permanenten Ausbau vun Netzer, deen awer och Versuerungsproblemer net ka léisen, well d'Wiederlag an Europa dacks similiaire ass. De European Green Deal, duerch dee verléiert Europa u Kompetitivitéit. Dat ass Tatsaach.

Dann hu mer nach de Problem vun der verfeelter Russlandpolitik. Well mir hu keng laangfristeg Liwwertrëg mat Russland kënnen ofschléissen, wéinst deene gespaante politesche Relatiounen. Dat ass dann net erwënscht gewiescht. An dann hu mer eeben do och eng Sanktiounspolitik säit Joren a Plaz, déi iwwerhaupt näischt bruecht huet! Dat muss een och kloer gesinn. Déi ass reciproque.

U sech hunn déi Sanktiounen strictement näischt bruecht, ausser datt d'Russe sech onofhängeg gemaach hu vun engem Deel vun eise Liwwerungen. Mir mussen dach endlich kucken, datt mer déi kontraproduktiv Effekter do bekämpfen. Mir hu Russland an eng Allianz mat China eragedriwwen op déi Manéier. Dat bréngt eis guer näischt! Mir brauchen einfach eng nei Relatioun. Dat heescht, datt mer och eng Verhandlungsbereitschaft mussen hunn. Mir brauchen eng nei partnerschaftlech,

méi partnerschaftlech Relatioun mat Russland op jidde Fall.

Mir brauche méi Vertrauen an Osteuropa, en demokrateschen Transitionprozess am Belarus, mir brauche Verhandlungen iwwert de Statut vu post-sovjetesche Konflikter, ob dat elo an der Ukrain ass, op der Krim, an Nagorno-Karabach, Moldawien, Georgien,... mee et geet dach net, datt mer ëmmer an där Haltung bleiwen, an där mer elo sinn! Duvunner profitéieren d'USA a China, mee mir als Europäer hunn dach den Nodeel, wa mer an där do Russlandpolitik bleiwen an der Energiepolitik, an der Sécherheitspolitik an esou weider.

Ech froen och all déi, déi gesot hunn: „Mir mussen eegestänneg ginn als Europa“, si sollen eis dach emol soen, wat se bereet sinn als Budget an als Personal vu Lëtzebuerg aus ze investéieren an eng onofhängeg, vun den Amerikaner onofhängeg Sécherheitspolitik. Dat wär eng Fro, déi ee sech duerchaus emol ka stellen. Wat sinn déi Parteien da bereet ze ginn, fir déi Onofhängegkeet do ze erreechen?

An der Standuertpolitik, Här Minister, wëlle mer lech opfuere, déi Kafkraafteffizienz tëscht Bréissel a Lëtzebuerg unzegoen, datt mer do endlech och zu enger Léisung kommen, datt Lëtzebuerg méi attraktiv gëtt als Standuert, och fir europäesch Beamten. Well dat ass ee vun deene grousse Problemer.

Nach vläicht zwee regional Konflikter, fir domadder opzehalen: Dat eent ass Taiwan. Vill Kolleegen hu scho gesot, datt d'Vollekrepublik China fir eis Partner a Rival ass - béides gläichzäiteg. Mee mir sinn eeben a Konkurrenz mat China bei de Réimaterialien an Afrika. Mir sinn a grousser Ofhängegkeet vu China bei villen industrielle Produkter, och a strateegesche Beräicher, an Héichttechnologieberäicher. Mir hunn e Problem vu Spionage, fir et oppen ze soen. Dat ass natierlech eng Erausforderung. An am pazifische Raum - och doduerch, datt mer natierlech Russland do a Richtung China gedréckt hunn - kënnen se vill méi aggressiv oprieden, zum Beispill och wat Taiwan ugeet.

A mir wëlle kloer soen, datt mer och eng Participatioun vun Taiwan an internationalen Organisatiounen ënnerstëtzen, zum Beispill an der Weltgesundheitsorganisatioun. Zu deem Thema hu mer och eng Motioun virbereet, déi ech lech, Här President, heimadder wëll iwwerreechen.

**Motion 4**

*D'Chamber vun den Deputéierten*

*ass sech bewosst,*

*- datt déi demokratesch Wäerter, fir déi sech och Taiwan asetzt, mussen verdeedegt ginn a begréisst besonnesch och den Asaz vun Taiwan fir d'Menscherechter;*

*- datt Taiwan d'Covidpandemie verhältnisméisseg gutt geléist huet an en Informatiounsaustausch mat Taiwan iwwert d'Gestioun vun der Covidpandemie sënnvoll ass, inklusiv am Kader vun der Weltgesundheitsorganisatioun;*

*- datt och d'Europäesch Parlament am Dezember 2018 de Wonsch ausgedréckt huet, Taiwan um Niveau vun den internationalen Organisatiounen méi staark matanzebeziehen;*

*- datt nach ëmmer vill taiwanesch Aktivisten mat Repressiounen vu Säite vu China konfrontéiert sinn;*

*- datt Taiwan engem staarke militäreschen Drock duerch d'Vollekrepublik China ausgesetzt ass;*

*- datt d'Situatioun zu Hongkong, wat d'Bestriewung fir d'Menscherechter ugeet, den Ament ganz ugespaant ass;*

*- datt et fir Lëtzebuerg wichteg ass, intensiv an diversifizéiert Relatiounen mat Taiwan, ewéi och mat der Vollekrepublik China, ze fleegen;*

*- datt et wichteg ass, e kloer Message un de gesamten asiatesch-pazifische Raum ze riichten, wat déi territorial Integritéit an d'Sécherheet vun Taiwan ugeet,*

*fuerdert d'Regierung op,*

*- sech op europäeschem Niveau dofir anzesetzen, datt d'Bezéiungen an d'Kooperatioun tëscht der EU an Taiwan sollen intensivéiert a weider ausgebaut ginn, inklusiv an de Beräicher vun der Educatioun a vum Handel;*

*- sech fir méi equilibréiert Relatiounen mat Taiwan, ewéi och mat China, anzesetzen;*

*- sech zesumme mat eisen europäesche Partnerlänner dofir anzesetzen, fir eng substantiell an institutionaliséiert Participatioun vun Taiwan an internationalen Organisatiounen unzestriewen, hei sief besonnesch d'Participatioun an der Weltgesundheitsorganisatioun (WHO), an der internationalen Zivil-Loftfahrtorganisatioun (ICAO) an an der Kader-Konventioun vun de Vereente Natiounen iwwert de Klimawandel (UNFCCC) ernimmt, fir esou Defien, déi iwwert d'Grenzen vun de Kontinenter eraus bestinn, méi effikass unzegoen;*

*- déi diplomatesch Relatiounen mat China an anere Länner am asiatesch-pazifische Raum esou unzegoen, datt déi politesch a militäresch Spannungen an där Region ofhuelen an d'Integritéit vun Taiwan garantéiert ass;*

*- d'Fräiloossen vun den taiwanesch-politeschen Aktivisten, déi zanter 2017 a China festgehale ginn, ze fuerderen. Hei sief besonnesch och den Aktivist Lee Ming-cheh ernimmt, dee vu Säite vu China verurteelt gouf wéinst esougenannt „ëmstierzerechen Aktivitéiten géint de chinesesche Pouvoir“.*

*(s.) Fernand Kartheiser.*

**■ M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Kartheiser.

**■ M. Fernand Kartheiser (ADR).** - En zweete regionale Sujet, deen ech nach ganz kuerz wëllt uschwätzen, ass dee vun Armenien an de Konflikt ëm Nagorno-Karabach. Ech hu gesinn, datt d'Kolleege vun der CSV dozou schon eng Motioun deposéiert hunn. Dofir kann dee Rasonement,... dat ass een, dee mir kënnen deelen. Mir hunn zum selwechten Thema och eng Motioun mat enger änlecher Konklusioun do presentéiert oder preparéiert. Ech wëll lech déi och iwwerreechen, Här President.

Et ass awer esou: Vu datt d'CSV och schon eng Motioun zu deem Thema deposéiert huet, si mir och bereet, an der Diskussioun mat de Kolleegen entweeder déi eng oder aner zrëckzeziehen, well den Objet u sech dee selwechten ass. Ech géif soen, wann d'Kolleege vun der CSV déi gelies hunn, da kënnen mer eis séier drop eenegen, fir déi eng oder aner ze huelen. Mir brauchen net zweemol iwwert dee selwechte Sujet ofzestëmmen.

Wannechgelift.

**Motion 5**

*D'Chamber vun den Deputéierten,*

*- ass déif besuergt iwwer d'Situatioun vun de Menscherechter, d'Fräiheet vun der Press, an d'Situatioun vun Rechtsstaat am Aserbaidjan,*

*- ass sech bewosst, datt de Phänomen vun der Korruptioun an deem Land wäit verbreet ass a sech bis an déi héchste politesch Kreesser ausgebreet huet,*

*- bedauert, datt de Staatspräsident vum Aserbaidjan, S. E. den Här Ilham Alijev, sech géintiwwer Lëtzebuerg op eng net respektvoll Manéier ausgedréckt huet,*

*- ass zefridden iwwer d'Initiative vum Europarat, respektiv der Parlamentarescher Versammlung vum Europarat, fir Spezialrapporteuren oder Corapporteuren fir déi politesch Prisonéier an d'Behandlung vun de Prisonéier am Aserbaidjan ze ernennen,*

*- ass déif besuergt iwwer d'Verantwortung vum Aserbaidjan fir den Ausbroch vun dem rezente Konflikt am Nagorno-Karabach an déi Hëllefleschtungen, déi d'Tierkei dem Aserbaidjan an deem Kontext ginn huet,*

*- ass iwwerzeegt, datt all armeenesch Krichsgefaangener an armeenesch Zivilisten, déi nach am Aserbaidjan festgehale ginn, esou séier wéi méiglech mussen kënnen an hir Heemecht entlooss ginn, wéi et och vu villen internationalen Organisatiounen verlaangt gëtt,*

*stellt fest,*

*datt den Aserbaidjan d'Prinzipie vum ëstleche Partenariat vun der Europäescher Unioun net erfëllt (Respekt vun internationalen effentleche Recht, Engagement fir d'Demokratie, d'Menscherechter an de Rechtsstaat, ewéi och eng gutt Regierungsführung),*

*fuerdert d'Regierung op,*

*- sech am Kader vun der Europäescher Unioun dofir anzesetzen, datt keen neit Ofkommen tëscht der Unioun an dem Aserbaidjan soll ofgeschloss ginn, esou laang et keng substantiell Fortschritter am Beräich vun de Menscherechter an deem Land gëtt an déi armeenesch Gefaangener nach net konnten an hiert Land zeréckgoen.*

*(s.) Fernand Kartheiser.*

**■ M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

**■ M. Fernand Kartheiser (ADR).** - An domadder soen ech lech villmools Merci fir d'Nolaschteren.

**■ Plusieurs voix.** - Très bien!

**■ M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kartheiser. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

**■ Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Här Ausseminister, am Oktober 2020 hunn Indien a Südafrika bei der Welthandelsorganisatioun eng Demande deposéiert, fir d'Patentrechter op alle Produiten temporär auszusetzen, déi fir d'Bekämpfung vun der Covidpandemie néideg sinn. Déi Demande hätt et erlaabt, d'EEgeproduktioun vun den Entwécklungslänner weesentlech ze steigern an

de Kampf géint de Virus ze verstärken. Dës Initiativ ass warscheinlech vun deene meeschte Mënsche just als politesch Randnotiz wouergeholl ginn.

Fir eis als déi Lénk huet se awer e grousse Symbolcharakter. Et hätt kënnen e Kippunkt sinn - ee Moment an der Geschicht, wou d'Entwécklung vun der Welt an eng aner Richtung gaange wier. Wou déi räich Länner der Welt signaliséiert hätten, datt d'Solidaritéit tëscht de Mënschen an d'Rette vu Mënscheliwwer iwwer nationalen Egoismen a kommerziellen Interessie steet. Et hätt kënnen eng nei Ära vu Multilateralismus a Kooperatioun agelaut ginn. Et war dat, zumindest an aussepolitescher Hisiicht, déi grousse Chance vun dëser Pandemie.

Mee et koum anescht. Bekanntermoossen ass déi Initiativ vun deene räiche Länner blockéiert a verseen ginn. Och dëst Haus huet déi Initiativ bei der WTO ofgeleent. Eng entsprechend Motioun vun déi Lénk krut hei am Parlament am Fréijoer just ganzer zwou Stëmme: eis eegen!

Déi räich Länner hu jalous hir Technologien zur Covidbekämpfung fir sech gehalten a sech schützend virun d'Pharmakonzerner gestallt. Schlemmer nach: Si hunn d'Impfstoffe all fir sech reservéiert, oft véier- bis fënnemol méi Vaccine bestallt, wéi se eigentlech brauchen - mam Ergebnis, datt aner Weltgéigende bis haut nach keng hunn.

Gëschter nach krute mir eng Äntwert op eng Question parlementaire: Iwwer 3 Milliounen Dosen Impfstoffe sinn am Ablack an der Bestellung fir Lëtzebuerg eleng, an dat währenddeems op anere Plazen op der Welt knapp 4 % vun der Bevëlkerung geimpft sinn.

Här President, mir gesinn et ëmmer erëm: An der Baussepolitik geet et meeschtens ëm d'Preservéieren vun den eegenen Interessien an deene vu sengesgläichen. Et geet vill manner ëm grousse universell an humanistesche Ziler. Et geet net an éischer Linn ëm d'Promotioun a scho guer net ëm d'Verteidege vu Mënscherechter. Den Här Asselborn ass elo vläicht net mat mir averstanen, well hie sech, wéi e gëschter sot, fir eis Wäerter an der Welt engagéiert. Mee leider weie Wierder maner wéi Doten. Aussepolitik ass meeschtens reng Realpolitik, wou et ëm déi national a communautaire, wirtschaftlech a politesch Interessie geet.

D'Pandemie huet d'Mënschen op dëser Welt dann och net méi nobruucht a si huet och net zu engem Émdenke gefouert. Am Géigendeel: D'Konkurrenzdenken tëscht de Staaten an de Repli op national Egoismen huet nach eemol zougeholl. Déi räich a staark Länner drécke widerhin hir Interessien ouni Skrupel duerch, während déi aarm a schwaach Länner ëmmer erëm ënnert d'Rieder kommen. Déi räich Länner sinn ze dacks am Service vun hirer wirtschaftlecher Lobby. Fortschrittlech Moosname ginn dacks verschleefte gelooss. Loosst eis elo net deen Debakel vun Konfliktmineraliereglements erëm aacht Joer verschleefe loosse, wéi et virun och schon hei gesot gouf. Mënscherechtsverletzunge brauchen elo eng Äntwert!

Profitt muss ëmmer un zweeter Stell kommen, dofir sti mir als déi Lénk! E Liwwerkettegesetz muss also geschwë kommen, ob op EU-Niveau oder op nationalem Niveau. Dat ass egal, mee et muss eppes geschéien! Soss muss eppes un nationale Plang kommen. An deem Kontext froen ech mech dann och, wou d'Arbechte vun deem interministerielle Komitee dru sinn a wéini mer do Resultater gesinn. An ech wier frou, wann den Här Minister géif dono dorobber agoen.

Mee d'Inegalitéit ginn net nëmme tëscht de Länner auserneen, mee och ënnerhalb vun de Länner. Déi iwwer Joerzénge imponéiert neoliberal Ideologie huet de Gruef ëmmer méi grousse gemaach tëscht enger wuelhabender internationaler Elitt, déi a Saus a Braus leeft an enger grousser Majoritéit weltwäit vun der Weltbevëlkerung, déi knapps iwwert d'Ronne kënn oder an der Aarmut, an der extremer Aarmut leeft.

Wann ee sech e bësse méi genee auserneesetzt mat deene Strukture vun den Nord-Süd-Relatiounen, da weess een, dass eise Räichtum zum groussem Deel op der Ausbeutung vun globale Süde berout. Onfair Handelsreegelen, skrupellos Multinationalen, Landgrabbing, Steierevasioun an Ëmweltzerstéierung sinn e puer vun de Gesichter vun der Ausriichtung vun der internationaler Handels- a Produktiounspolitik. Dobäi kënn eng iwwerhiefléich politesch a kulturell Bevormundung.

An da staune mer op eemol, wann dorauer Problemer entstinn. Mir staunen, dass déi Leit sech net einfach esou mat hirer Aarmut offannen a sech och net brav ausbeute loosse. Mir staunen, dass et sozial Onruhe gëtt an dass et zu politescher Onstabilitéit kënn, zu Terrorismus an zu Migratiounsbewegungen. Mir staunen doriwwer a froen eis, wat dann nëmme lass ass.

An déi gängeg Äntwert bei deene meeschten europäesche Politiker ass, d'Schold bei deem aneren ze sichen. Dat ass warscheinlech och weltwäit esou. Dass et zu politescher Onstabilitéit kënn, dat ass d'Schold vu korrupten, kalen Elitten, déi do ënnen



näischt op d'Rei kréien. Dass jonk Leit sech dem Terrorismus uschléissen, ass d'Schold vun deene fanatesche reliéise Priedeger, déi si opstéppelen. An dass Milliounen Leit hir Heemecht verloossen a probéieren, e bessert Liewen ze fannen, dat ass d'Schold vu Schlepperbanden, déi doräuser wëlle Profit zéien.

Här President, déi sougenannten illegal Migratioun ze bekämpfen ass Symptombekämpfung. Terrorisusbekämpfung ass Symptombekämpfung. Meng Kolleegen am Niger, wou ech gelieft hunn, erziele mer, dass e Jonken, dee bei Boko Haram geet, méi verdéngt wéi e Schoulmeeschter, wat och net schwéier ass. Déi Jonk am Niger oder am Norde vun Nigeria oder am Norde vum Mosambik oder am Mali - egal wou - hu quasi keng Perspektiven an hire Länner. Wat solle si da maachen? Gi se an den Exil a migréiere se, si mer net frou. Schlüsse se sech enger armierter Grupp un, si mer net frou. Egal wéi, hu mer quasi just repressiv Äntwerte fir si prett.

Mir baue Mauere ronderëm d'Festung Europa. Wéist Dir, wéi vill Maueren et am südleche Raum vun Europa gëtt? Ech hat mech eemol ameséiert viru Joren, fir dat ze recherchieren. Déi éischt Mauer ass op de Baussegrenzen, u Land, also an de südlechen EU-Länner. Déi zweet Mauer verleeft am Mëttemier, kontrolléiert a verteidegt vu Frontex. Déi drëtt Mauer befénnt sech an de maghrebinesche Staaten, wou och Migranten ugehaleen a kontrolléiert ginn. Déi véiert Mauer verleeft südlech vun de maghrebinesche Staaten, an zwar an der Sahara. An do gëtt d'Migratioun och bekämpft a Richtung vun Europa, an dat vu lokale Sécherheetskraäften. Véier Maueren also mindestens, vun deenen ech weess, alles gesponsert vun der EU!

Verschiddener heibanne freeë sech eventuell iwwer dës Entwécklung. Ech net! Ech mengen och net, dass Maueren op Dauer eng Léisung sinn. Duerch déi Mauere fannen d'Migranten u sech eréischt op déi geféierlech Migratiounsrouten. An dat bréngt esou vill Dausenden Doudeger mat sech. Dofir ass dat eigentlech e Riseskandal, dass esou vill Mänschen ëmmer erëm op de Migratiounsrouten ëm d'Liewe kommen, well et am Endeffekt d'Resultat ass vun där Festung Europa.

Mauern zerstéieren och Existenzen, well et muss ee wëssen, dass et traditionell vill Migratiounsbeveegungen ënnerhalb vu Westafrika gëtt. Et gëtt Aarbechtmigratioun tëscht de Sahel-Länner an déi nordafrikanesch Staaten, mee och an d'Länner vum Golf vu Guinea. Et gëtt och traditionell Handelsweeër duerch d'Sahara, vun deene ganz vill Leit liewen. Alles dat gëtt vun der EU-finanzierter repressiver Politik zerstéiert. Dat muss ee sech emol virstellen! Net ze schwätze vun deene Ressentimenter, déi mir géint Europa schüren, andeems mir zwar gären an hir Länner reesen, den ëmgedreinte Wee awer just mat ganz vill Geld geet oder ënner liewensgeféierleche Konditiounen.

Europa muss endlech den Ofbau vun den Inegalitéiten an de Mëttelepunkt vu senger Politik stellen, amplaz se ëmmer weider unzedreiwelen - net nëmme innerhalb vum Kontinent, mee och an den Nopeschregiounen. An deem Kontext muss ee feststellen, dass d'Noperschaftspolitik vun der EU hoffnungslos ënnerfinanziert ass. Vill Programmer sinn dann och nach direkt un déi Konditionalitéit vun der Migratiounskontroll gebonnen. Wann Europa wëllt zu engem méi harmonesche Verhältnis mat sengen Nopeschregiounen kommen, da muss och déi néideg Volontéit do sinn an dat néideg Versteesdemech.

Här President, d'Europäesch Unioun ass aktuell an engem lamentablen Zoustand an et hëllef kengem, dat schéinzerieden. De Blockage tëschent de Memberstaaten ass mëttlerweil generaliséiert. De Gruef leeft tëschent Norden a Süden, tëschent deene sougenannte frugale Länner, déi hire Räichtum wëlle fir sech halen, an deene südleche Länner, déi méi Solidaritéit afuerderen. De Gruef leeft awer och tëscht Osten a Westen, tëschent deene gesellschaftsliberale Länner, déi méi Integratioun wëllen an deene reaktionären nationalistesche Regierungen, déi just un engem gemeinsame Marché interesséiert sinn.

D'Reform vun der Eurozon: Blockage. Gemeinsam Asylpolitik: Blockage. Rechtsstaatlechkeet, Erweiderung, Steierharmoniséierung, sozial Mindestrecht: Blockage.

A wat mécht een, wann een innepolitesch näischt méi op d'Rei kritt? Et lenkt een of, andeems een de Bléck no bause riicht. „Global Europe“ heescht elo d'Zauberwuert mat Oprüstung a militäreschen Interventionscapacitéiten. An da geheit ee sech einfach emol an e Konflikt, dee wäit ewech ass - wéi deen am Mosambik -, just fir ekonomesch Interessien ze verteidegen, wéi mir et vum Minister confirméiert kruten. Dat ass e Skandal!

An et gëtt ee jo ugelächelt, wann een dat uprangert. Mee dat geet wierklech net u mech, well ech sinn dat gewinnt, ugelächelt ze ginn. Am Kader vu mengem Engagement fir Fridden a Gerechtegkeet am Noen Osten ass dat oft geschitt, wann een dann op d'Inkohärenzen an d'Doppelmoral opmierksam

mécht. „Dat ass Realpolitik“, kritt ee gesot. Mir brauche verschidde Partner, och wa se nach esou autoritär a mënschefeindlech sinn. Mir brauchen déi Ressourcen, mir brauchen déi Regimenter.

Mir brauchen anscheinend Ägypten fir d'Stabilitéit an der Regioun, hunn ech mer eemol vun engem Diplomat erkläre gelooss. Et bräicht een e rouege Pilier an der Regioun, e rouege Pilier: en autoritär Regimm, wou Journalisten, Mënscherechtsaktivisten, zivilgesellschaftlech Leadere verfollegt an agespaart ginn an oppositionell Stëmmen ënnerdréckt ginn.

Mir brauchen d'Tierkei - dat Land, deem mer 6 Milliarden geschéckt hunn, fir dass si Milliounen Flüchtlinge bei sech halen. E Land, an deem Dausende Mënscherechtsaktivisten a Journalisten verfollegt an agespaart ginn, an deem Membere vun oppositionelle politeschen oder eethnesche Gruppe mat System verfollegt ginn.

Och d'Veereenegt Emirater souwéi Saudiarabien ziler beléifte Partnerlänner. Mir hu gemeinsam Ziler: virun allem Business an Nation Branding. Well wat ass déi Ausstellung zu Dubai da soss, wann net e risegen Nation Branding, wou sech d'Hänn wäissgewäsch ginn? Erënnere mer drun, dass béid Länner ënnert der Leedung vu Saudiarabien en om-mënschleche Krich am Jemen ugestachelt hunn.

An de Vereenegten Arabeschen Emirater ginn des Weideren oppositionell Stëmmen ënnerdréckt an agespaart. A Saudiarabien ginn et keng minimal demokratesch Rechter a Mënscherechter. Mënscherechtsaktivisten a Journalisten an oppositionell Stëmme gi verfollegt.

Wie schwätzt dann nach dem Konflikt am Jemen? D'humanitär Situatioun ass nach ëmmer katastrofhal an de Krich ass net eriwuer. Et ass natierlech net am Interessu vu Saudiarabien, dass de Konflikt ze vill belicht gëtt. Bei Luftgräffer vun der saudiarabescher Koalitioun sinn, UNO-Recherchen no, säit 2015 18.000 Zivilisten verletz oder ëmbruecht ginn. Wéi kann d'international Gemeinschaft a virun allem wéi kënnen eis westlech Staate sech nach hei am Spigel kucken?

Här President, wann ech keng Sensibilitéit fir Mënschen ouni Stëmm an ouni Lobby hätt, da stéing ech net hei. En anert vergiessent Vollek sinn d'Kurden. An der Tierkei gi si systematesch verfollegt. Am Norde vu Syrien hu si no jorelaange Kämpf de sougenannten Islamesche Staat an d'Knéie gezwongen, krute kuerz Applaus, goufe bewonnert an du schnell nees vergiess. Elo liewe si ouni international politesch Ënnerstëtzung, sech eleng iwwerlooss, tëschent Groussmuechten, déi eigentlech näischt anescht wëllen, wéi si lasszeginn.

Et gëtt esou Völker oder Gruppen, nennt se, wéi Der wëllt, déi net verwinnt sinn, déi just sech selwer hunn, déi op kee kënnen bauen an déi sech selwer iwwerlooss sinn. A sou geet et och de Palästinenser. Och si fille sech verlooss a vergiess vun der internationaler Gemeinschaft. Den Ausseminister weess dat nëmme ze gutt.

D'europäesch Staaten, déi zum groussen Deel déi historesch Verantwortung fir den Noostkonflikt droen, mee och d'Arabesch Liga, hu ganz aner Interessien. Déi Interessien nennt een och „Normaliséierung“. Eis westlech Staaten, mee och elo rezent d'arabesch Staaten, „normaliséieren“ hir Relatiounen mat Israel. An dobäi ginn d'Palästinenser natierlech vergiess.

Wie këmmert sech dann eigentlech nach ëm déi Vergiessen ouni Stëmm? D'Palästinenser hu keng Lobby, déi ze vergläichen ass mat där vun Israel. An eng zivilgesellschaftlech Organisatioun, déi sech fir d'Mënscherechter engagéiert, ass net ze vergläiche mat den aussendéngschtleche Servicier vun engem Staatsapparat wéi dee vum Staat Israel.

D'UNO huet hei versot an d'EU och. D'EU ass incapabel, iergendwéi kloer a konsequent do anzespriechen, wou Mënscherechter verletz ginn. D'Palästinenser liewe säit iwwer 50 Joer ënner enger aggressiver militärescher Besetzung an enger kolonialer Siidlungspolitik. Net säit gëschter! Wéi kënnen mir eis dat nach schéierieden?

An der Gazasträif herrscht eng humanitär Katastroph, wéi wuel kaum ee sech se hei ka virstellen, ausser vläicht den Ausseminister. D'UNO huet d'Gazasträif - wou 2 Milliounen Awunner liewen, an op engem Siwentel vu Lëtzebuerg, stellt lech dat emol vir! -, säit 2020 als net bewunnbar deklaréiert. Den illegale Blocus vun der Gazasträif muss direkt opgehewe ginn. Et ass eng risege politesch, humanitär a mënschlech Katastroph, a mir sinn all matverantwortlech. Deen, deen ewechkuckt, ass matverantwortlech.

Wéi seet de südafrikaneschen Äerzbischof a Friddensnobelpriisträger Desmond Tutu: „Wann s du neutral bass an enger Situatioun vun Ongerechtegkeet, dann hues du d'Säit vum Ënnerdrécker gewielt!“

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).** - Et ass Zäit, fir d'Wierder duerch Doten ze ersetzen. A wa Wier-

der näischt bréngen, da muss ee vläicht, wéi den Här Ausseminister gëschter gesot huet, Conditionalitéite setzen: Keng EU-Gelder, wann d'Mënscherechter net respektéiert ginn a wa kee Rechtsstaat besteet!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).** - A firwat soll dat da just fir EU-Länner gëllen? Kéint dat dann net och fir Net-EU-Länner gëllen, déi eis souguer frëndlech gesinnt sinn? Dat wär eng Fro an ech wär ganz frou, wann den Här Ausseminister duerno kéint dozou Stellung huelen.

Zum Beispill soll geschwënn de Budget vum Rechercheprogramm Horizon Europe 2021-2027 gestëmmt ginn. Israel géif an deem Kontext e puer Honnert Milliounen Euro europäesch Finanzemeter erhalen. D'Konditiounen fir deelzuehue sinn awer de Respekt vun de Mënscherechter a vum internationale Recht. D'Deelhuele vum Staat Israel ass also dowéinst eleng schonn héich problematesch a misst a Fro gestallt ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir brauche Politikkohärenz, keng Doppelmoral, net dat eent priedegen an dat anert maachen. Ech weess, dass den Ausseminister sech relativ vill Méi gëtt, ech adresséiere mech dann och hei u meng Kolleegen. Wann Der wëllt, dass d'Bierger der Politik nees Vertraue schenken, dass se nees un d'EU gleewen, dann hu mer Interessu, méi kohärent a méi éierlech ze handelen.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, President.** - Merci villmools, Madam Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll wéi ëmmer als Éischt emol mat deene positive Punkten, déi ech aus dem Ausseminister senger Ried zréckbehalen hunn, ufänken.

Mir Piraten sinn och der Meenung, dass d'EU, wat d'Uschafung vum Impfstoff an dem Erstelle vun de Covidcertificaten ugeet, gutt a séier geschafft huet. Mir géifen eis esou eng Handlungsfäegkeet och an aneren Dossiere wënschen.

Mir begrëissen och, dass Lëtzebuerg ënnert deene Länner ass, déi sech op der COP26 géint d'Ofholzung vu Bëscher a fir e reduzierte Methanausstouss asetzen.

Mir Piraten sinn och ganz d'accord, wann hie méi Ustrengung vun der EU bei de Rechtsstaatlechkeetsmechanisme fuerdert. Des Weidere begrëisse mer et, dass Lëtzebuerg an den UN-Mënscherechtsrot gewielt gouf a sech do fir de Rechtsstaat an d'Kanner- an d'Fraerechter asetzt.

Allerdéngs kann ech dem Minister seng Nostalgie net ganz deelen. Et ass einfach ze soen, virun 10 bis 15 Joer war alles besser. E Réckbléck ass ëmmer flott. An et soll een aus der Vergaangenheet an aus verpasste Chancë léieren. Mee elo si mer am November 2021 a mir mussen eis op haut a virun allem op muer konzentréieren. Well schonn haut spiere mir d'Konsequenze vum Klimawandel. A scho muer mussen mer decidéieren, wat mer wëlle maachen, fir d'Konsequenze vun der 2-Grad-Erwärmung oder souguer méi ze verhënnern, oder domadder ze liewen.

D'COP26 ass nach net eriwuer, mee d'Resultater, déi bis elo virleien, si méi wéi ernüchternd, a mir si skeptesch, ob bis e Freideg nach e couragéierten Accord tëscht de Länner ka fonnt ginn. Well beim beschte Wëllen ass e Stopp vun der Ofholzung vun de Bëscher bis 2030 nëmme eng mini Mesure géint e Problem, deen all d'Generatiounen no eis präge wäert.

Mir fuerderen, dass déi Responsabel esou laang um Dësch sëtze bleiwen, bis kloer a couragéiert Mesur festgehale ginn, déi eis et erméiglechen, déi 1,5 Grad awer nach ze errechen. Mir kënnen dëst Zil einfach nach net opginn, just well et am Moment schlecht ausgesäit, wann et drëm geet, et ze errechen. Et gëtt keng Alternativ.

Wann déi aktuell Efforten net duerginn, da mussen mir eeben nach méi maachen an net einfach just d'Zil virun eis hierschiben.

De Minister huet erkläert, dass eng gréng Transition och eng Finanztransition muss sinn an dass Lëtzebuerg mat senger Green Bonds hei Virreider wär. Do schwätzt de Rapport vu Greenpeace zum Potenzial vu gréngen Finanzen awer eng ganz aner Sprooch. De Rapport seet nämlech kloer, dass eis gréng Finanzpolitik bis elo kaum e positiven Impakt gewisen hätt, dëst, well bindend Krittere feelen a mir einfach net ambitiéis genuch sinn. D'Fuerscher hu festgestallt, dass et momentan nëmme e minimalen Ënnerscheid mécht, ob a Lëtzebuurger konventionell Fongen oder an nohaltig Fongen investéiert gëtt.

Nieft dem Klimawandel, deen aussepolitesch eise gréissten Defi duerstellt, wëll awer och ech op

dëser Plaz op d'Covid-19-Pandemie ze schwätze kommen. D'Pandemie huet eis deelweis gewisen, dass mer an Europa duerchaus kënnen zesummeschaffen, wa mer da wëllen. Si huet eis anerersäits awer och gewisen, dass d'Solidaritéit awer leider net ëmmer eis gréisste Stärker ass.

Jo, Europa huet am Géigesaz zu Amerika oder England net den Export vu Covidvaccinen an aner Länner gestoppt. Mee mir hunn hei an dësem héijem Haus Motioune virgeluecht, an deene mer eis derfir ausgeschwat hunn, dass de Vaccin gläichméisseg op der Welt géif verdeelt ginn. Dat ass bis elo leider net de Fall a misst ganz dréngend nogeholl ginn.

Et gëtt Länner wéi de Benin, do hu bis elo eréischt 2 % vun der Populatioun eng Sprëtze konnte kréien. Mir, also Lëtzebuerg, hu ronn 13.000 AstraZeneca-Sprëtzen, déi Enn des Mounts net méi ze gebrauche sinn, am Keller am Freezer leien. Deen Impfstoff ass net fir eng Boosterimpfung zougelooss, an d'Leit, déi sech elo fir d'Éischt impfe loossen, wëlle ganz séier duerchgeimpft ginn, fir kënnen vum CovidCheck-Regimm ze profitéieren a wäerten duerfir och net fräiwëlleg op den AstraZeneca zréckgräifen. Duerfir muss Lëtzebuerg kucken, dës Dosen, grad wéi all aner Dosen, déi mer vun dësem Hiersteller nach kréien a bestallt hunn, séier un aner Länner weiderzeginn, un déi Länner, déi se brauchen.

A jo, ech begrëissen all Effort, dee mer an deene leschten Deeg do gemaach hunn, fir Frigoen ze verschécken, fir Dosen ze verschécken, fir se ze verschécken, do wou et machbar ass. An hei geet et drëm, an där Linn weiderzefueren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee vu Länner a Mënsche schwätzt, déi Hëllef brauchen, da muss een och iwwer déi Leit schwätzen, déi an Europa Schutz sichen.

Mir Piraten schwätzen eis europawäit géint illegal Pushbacks vu Flüchtlingen aus. Dëst ass mënschenonwierdig an e Verrot un de Wäerter vun der Europäescher Unioun. Eis Grenze solle fir jiddereen, deen an Nout ass, op sinn. Mir hoffen, dass den iwwerschaafene Schengen-Accord dëst och erëmspigelgt. Dës Leit kommen an Europa, well se hirer Hänn kee Rot méi wëssen.

Ech wäert hirop och nach eng kéier spéider am Projet iwwer Kroatien zréckkommen. An duerfir wäert ech elo als Éischt nach op d'Situatioun vun den Afghanen ze schwätze kommen.

Den Här Minister huet vun engem Debakel geschwat. Do kann ech ëm nëmme Recht ginn. Mee dat war net nëmme een Debakel vusäite vun den USA, well mir hunn de Minister schonn am Juni hei an der Chamber op d'Situatioun opmierksam gemaach. An hei gouf gesot, Zitat: „Mir waarden op eng international Approche.“

Bref, herno ass et esou séier gaangen, dass d'Leit um Flughafen zu Kabul iwwerenee geklomme sinn, fir nach an e Fliger eranzekommen, a vun där internationaler Approche war, wann ech mer dat esou erlabe kann ze soen, näischt iwwer. Et war jiddewee fir sech, an deen, deen als Éischten nach iergendwou eng Plaz an engem Fliger krut, dee krut eng, a wien ze spéit war, jo, „den Letzten beißen die Hunde“, seet een op Däitsch. De Problem ass, déi Hënn hei hu Kalaschnikowen, an ech mengen, dass et mat engem Bëss net duergaangen ass.

Elo gëtt et dann eng Rei Leit, déi zu Lëtzebuerg awer Schutz fonnt hunn. Mee wéi Reporter.lu richteg getitelt huet, sëtze se elo an enger vun der Politik gewollter Waardeschläif. Dës Leit haten Onsécherheet genuch an hirem Liewen an hir Dossiere sollten elo séier traitéiert ginn.

Mir Piraten fuerdere scho laang, dass all Dossier, deen net no engem Joer bearbecht ginn ass, muss mat der Zouso vun dem Statut BPI ofgeschloss ginn. Dës Leit kënnen näischt derfir, dass hir Donnéeën duerch de Muechtwiesel zu Kabul deelweis einfach net méi kënnen iwwerpréift ginn.

A wann de Minister hei dervu schwätzt, dass déi Leit zu Lëtzebuerg sécher sinn an net wäerten zréckgefouert ginn, dann ass dat jo gutt. Mee déi Leit liewe jo dann awer weider an enger Onsécherheet. Si hu kee feste Statut, kënnen sech keng eege Wunneng oder Aarbecht sichen, ausser se profitéieren vun enger vun deene raren Ausnamen, a mussen fäerten, dass se dann awer iergendwann zréckgeschéckt ginn.

61 % vun den Asyldemande vun Afghanen goufen 2020 ofgeleent - ofgeleent, net en attente gehalen, ofgeleent. An awer sinn déi Leit nach hei. Wa se kee grouss genuche Sécherheetsrisiko duerstellen, fir se heemzeschécken, also an den Afghanistan, e Land, wat definitiv am Moment net als sécher Hierkonftsland ka betitelt ginn, da sollte mer hinnen dach schnellstméiglech iwwer de Statut vun engem BPI hëllefen, sech an eiser Gesellschaft ze integréieren.

Mir Piraten sinn der Meenung, dass eis Regierung méi fir dës Mënsche maache kann a soll.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Ausseminister huet d'Situatioun a ville Länner op



der Welt a senger Ried vu gëschter duergeluecht. E klengen Tour du monde, net an 80 Deeg, mee an e puer méi Minuten. Ech muss mech aus zäitliche Grënn awer op zwee Länner ausserhalb vun der EU begrenzen, an ech hu mech do fir China an Taiwan entsheet.

Wéi de Minister scho richteg duergeluecht huet, weist China ëmmer méi beunroegend Tendenzen. D'Situatioun vun den Uiguren huet sech an deene leschten zwielef Méint net verbessert.

Ech hat op dëser Plaz d'lescht Joer och d'Situatioun an Hongkong ugeschwat. Och hei huet sech näischt verbessert. China deit ëmmer méi oft un, dass se mat der de-facto-Onofhängegkeet vun Taiwan net méi laang d'accord wäerte sinn. Hei begrëssen ech déi Initiativ, déi ënner anerem vun der europäescher Piraten-Deputéierter Gregorová koom, fir Taiwan ze besichen. Och vun eis heibanne ware schonn eng Rëtsch Leit am Taiwan a konnte sech sur place iwwert d'Ängschten an d'Wënschen vun dësem demokratesche Staat informéieren.

Ech wëll ganz kloer soen, dass Taiwan e wichtige Partner fir Europa kann a muss sinn. Well ech hu keng Container vu China hei zu Lëtzebuerg ukomme gesi mat Donen u Masken, wéi mer se am dréngendste gebraucht hunn, et sinn der awer aus dem Taiwan komm.

China probéiert, d'taiwanesch Autoritéiten duerch massiiv Andréngen an hire Loftraum nervös ze maachen a schéngt just drop ze waarden, dass e Feeler geschitt, dass de Fonken un deem Polverfaass zünt an et zu der gewollter provozéierter Explosioun kënn. Ronn 40 chinesesch Fligere hunn an engem eenzegem Dag am Oktober den taiwanesche Loftraum net respektéiert.

Ech schwätzen elo mol guer net iwwert d'forcéiert Ausluede respektiv, net emol als Observateur, d'Zouloossen an internationale Gremien, wou och dës Chamber sech schonn e puermol fir méi e staarken Engagement an eng méi stark Presenz um Taiwan staark gemaach huet. Esou vill Fligere waren et der nach ni. An duerfir sollt d'EU hei och ganz no en A drophalen, wéi China mat sengem klengen Noper ëmgeet.

Mir dierfen d'Hoffnung op en demokratescht Taiwan an en nohaltegt a mënschfrëndlecht China net opginn, mee d'Zeeche stinn am Moment net gutt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten begrëssen, dass een interministerielle Komitee ënnert der Koordinatioun vum Ausseministère agesat gouf, op Basis vun deem sengem Rapport dann e Liwwerkettegesetz soll ausgeschafft ginn. Mir fuerderen hei awer e konkret zäitliche Kader, an deem e Progrès um EU-Niveau komme muss, well soss ass et eng Aktioun, déi awer iergendwou am Sand wäert verlafen.

Mir dierfen hei net méi laang waarden a mir mussen kloer soen: Wann an x Joer keng Direktiv virläit, da leet d'Regierung hiren eegene Projet vir.

Éier ech zum Schlusswuert kommen, wëll ech awer nach op e weidert Thema agoen: den Dateschutz an der EU. Wéi mer d'lescht Woch gewuer gi sinn, huet Lëtzebuerg probéiert, vum Messenger-Déngscht Signal Informatiounen zu engem User ze kréien.

Mir Piraten hunn nach eng QP dozou lafen an duerfir wëll ech hei net ze laang drop agoen. Mee et muss eis awer ze denke ginn, dass d'Lëtzebuerg Justiz dëst probéiert huet an dass se scheinbar net weess, wéi Signal funktionéiert. Dës Ufro weist awer och op en europäesche Problem hin, nämlech dee vum Chatcontrol. No enger éischer Direktiv, wéinst där mer d'lescht Joer och eng Aktualitéitsstonn aberuff haten, fir d'Regierung op d'Gefore vun esou enger Legislatioun opmierksam ze maachen, soll elo ganz einfach eng zweet kommen. Dës soll d'Chatcontrol dann obligatoresch fir all Messenger- an E-Mail-Déngscht maachen.

Mir Piraten sinn absolut géint esou e Mechanismus. A mir wäerten, wann den zweeten Text virläit, dësen an dësem Haus nach emol zur Sprooch bréngen, well dëst Thema ass ze wichtig, fir et ënnert den Dësch falen ze loossen.

Gläichzäitig wëll ech awer och soen, dass mir Piraten ganz besuergt op den Digital Services Act an den Digital Market Act kucken. D'Propos vun engem Digital Service Act, esou wéi se elo um Dësch läit, wäert d'End-to-end Encryption de facto onméiglech maachen an Uploadfilteren, déi vun Algorithmen gesteuert ginn, géife Realitéit ginn.

Dës Uploadfiltere wäere sécher net feelerfräi an d'Providere vun de Säiten an Appe géifen d'Kritikären esou rigid wéi méiglech halen, fir sech net selwer ugräifbar ze maachen. A wann Der mer elo sot: „Dat gëtt technologesch geléist“, da kuckt eng Kéier, wann Der op iergendengem grossen Internetsite probéiert, eppes ze kafen, dass Der vun där kënschtlecher Intelligenz, op déi hei gebaut gëtt, 90 Deeg laang dann duerno fir dat, wat Der grad kaaft hutt, nach weider Werbung ugewise kritt. Also, wäit ass et mat der kënschtlecher Intelligenz nach net hier!

A wann esou Uploadfiltere kommen, bedeit dat extreem Aschränkung vum de Fräiheeten am Internet. D'Piraten europawäit wäerte sech bis zum Schluss géint esou Texter asetzen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Europa muss exemplaresch fir Mënscherechter op der Welt stoen. Wéi mer am Moment awer vu verschiddene Memberstaate gesinn, geet et an déi entgéegengesate Richtung.

Mir Piraten verurteilen d'Ofdreiwungsgesetzter vu Polen an anere Länner, déi, wéi et schéngt, elo schonn hiert éischt Affere fonnt hunn. Mir verurteile Pushbacks op eise Grenzen a Gewaltakte géint Mënschen, déi op eise Kontinent wëlle flüchten, well se hirer Hänn kee Rot méi wëssen. Mir dierfen net zouloossen, dass Fraen a Männer weiderhi vu Grenzpolizisten drangsaléiert a mësshandelt ginn an an de Bëscher ouni lessen an an der Keelt eleng gelooss ginn.

Ech wëll duerfir op dëser Plaz mäi Merci auschwätze fir déi Leit, déi sech op deene Grenzen derfir asetzen, dass deene Leit gehollef gëtt, an ech wëll och ganz kloer soen: Wann en europäescht Land net méi den europäesche Wee wëllt goen, dann huet et keng Hëllef vun Europa méi zegutt! Esou einfach muss dat sinn.

Mir fuerderen duerfir grad wéi d'EU-Parlament, dass d'Kommissioun de Rechtsstaatlechkeetsmechanismus endlech declenchéiert an dass keng weider Gelder méi u Länner wéi Ungarn a Polen iwwerwise ginn, soulaang si sech net méi zu den europäesche Wäerter bekennen a mengen, si misste sech net un dat europäescht Recht halen.

Mir als EU hunn eng Virbildfunktioun, an déi mussen mer verdeedegen an ausbauen. An hei dierfe mer keng faul Kompromësser agoen. Dat muss d'Zil vun eis all sinn. An hei mussen mer zesummen dru schaffen.

Dat gesot, soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren an hoffen, dass mer an där nächster aussepolitische Ried iwwer méi positiv Entwécklungen an Europa an an der Welt schwätze kënnen. Merci.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Ganz gutt!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

#### Prise de position du Gouvernement

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Här President.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Ausseminister.

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Ech sinn nach net hei.

#### (Hilarité)

Sou, d'Zäit leeft eis fort. Ech probéieren, fir kuerz ze sinn. Mee ech wëll awer och net onhéiflech sinn an op näischt äntwerten.

Dat éischt ass: Ech fänken natierlech mat der gréisster Oppositionspartei un. Bon, esou schlëmm sinn déi Antagonismen tëscht der CSV an der Regierungskoalitioun a Saachen Aussepolitik net. Et ass jo e puermol betount gi vum Här Wiseler, dass en do ganz mat eis d'accord ass. En huet geschwat vun engem Paradigmewissel. Zënter deene 17 Joer, wou ech d'Chance hunn, do derbäi ze sinn - oder de Pech, et ass egal -, wann ee kuckt, ass et 2005 jo schonn ugaangen, dass Nee gesot ginn ass zum Verfassungsvertrag, wat kee geduecht hat. D'Finanzkris ass 2008 komm, 2014 d'Krim, dann 2015 déi grouss Migratiounskris, 2016 war e fataalt Joer fir Europa, nämlech de Brexit an natierlech och d'Wal vum Här Trump, an dann 2020 de Covid.

Also, ech mengen, mir ginn eis net eens, och an deenen nächsten zwee Joer net, iwwert déi Maquette oder Matrice do, wéi dat genant gëtt. Ech mengen carrement, d'Aussepolitik, do gëtt et keng Schabloun, et gëtt keng rationell Agenda, déi ee ka Jore virdu fixéieren, oder souguer zwee Joer am Virus fixéieren, wat dann elo d'Thema ass. Meng Äntwert dorobber, dass ass den Alldag, deen ech liewen. Mir investéieren eis an der Verdeidigung vun der Europäescher Unioun hire Wäerter, no banne wéi no baussen. An ech mengen, mir hunn och guer keen anere Choix. Dat ass op jidde Fall déi Zilrichtung, déi mer eis ginn. An natierlech vergiesse mer och, wéi all Land vun der Europäescher Unioun, eis national Interessen dobäi net. Mee d'Richtung ass eeben déi: d'Themen, déi mer an der Europäescher Unioun ze léisen hunn.

Dat Zweet, wat ech wollt soen zum Här Wiseler: D'Unanimitéit - an et waren och nach aner Kolleegen, déi dat ugeschwat hunn -, also, mir kënnen dat all Joer natierlech widerhuelen, dass ass och gutt, ech muss dat och maachen, mee fir d'Unanimitéit ze dréien, brauche mer Unanimitéit! An do kënnen mer eis elo op de Kapp stellen, ech gesinn éischer, dass mer 2050 klimaneutral sinn, wéi dass mer d'Eestëmmegkeet ewech hunn an der Aussepolitik.

Da wollt ech zu China vläicht e puer Wuert soen zu deem MoU, deen den Här Wiseler jo ugeschwat huet mat China. Ech wëll hei kloer soen, dass mer deen MoU een an en halleft Joer laang deemools negociéiert hu mat China a mir hunn dat gemaach am Accord mat Bréssel. Bréssel war mat all Schrott, dee mer do verhandelt hunn, an och mat all Text d'accord. An deem Text ass iwwerhaapt keen Engagement, wéi dat an anere Länner ass, fir hei Interessen ze iwwerhuelen. Ech mengen, dass ass eppes gewiescht, wat eng reng Lëtzebuerg Interpratioun war, net eng chinesesch Interpretatioun vun deem MoU. An Dir hutt och gesinn, dass mer als Lëtzebuerg net gezéckt hunn, wéi et em d'Defense gaangen ass vun de Mënscherechter vun den Uiguren, dass mer do derfir waren.

Ech wëll awer och hei soen, just rappelléieren, ech hunn dat net erfount: Mee hei zu Lëtzebuerg funktionéiere siwe Banken, wat siwe chinesesch Banke sinn, wou immens vill Leit schaffen an déi eng immens grouss Influenz an och Potenzial zu Lëtzebuerg hunn. Also, och dat, mengen ech, ass eppes, wat een awer muss e wéineg am Hannerkapp hunn.

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Très bien!

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Da wollt ech soen, dass mer a Saachen Afghanistan, ...

■ **Une voix.** - Den Här Mosar, ...

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - ... Afghanistan, dass mer do selbstverständlech - och verschidde Kolleegen hunn dat ugeschwat - eng aner Approche hate vu virera wéi d'Amerikaner. D'Amerikaner waren ëmmer fokusséiert drop, Nine-Eleven an déi Konsequenzen aus der Welt ze kréien aus hirer Siicht. A wéi dat bis gefall war, du war och eigentlech hiren Engagement, wéi si dat gesinn hunn, do eriwuer.

Dat war net déi Optioun, déi mir als Europäesch Unioun geholl haten. Als Europäesch Unioun wollte mer effektiv der Demokratie eng Chance ginn.

Ech wëll hei just soen, dass do Dausende jonk Mënschen hiert Liewe gelooss hunn, Amerikaner an och Europäer, well mer jo wollten, dass mer et zu eppes bréngen, wou d'Fraen an d'Meedercher virun allem net méi wéi Hausdéiere behandelt ginn, mee wou se an deene leschten 20 Joer jo och eng Chance haten, fir an der Gesellschaft eng Roll ze spillen an och als Mënsche consideréiert ze ginn. Dat war eng nobel Tâche, déi mer eis ginn hunn. Bon, déi ass vläicht verfeelt, d'Madamm Oberweis huet dat gesot. Vläch hu mir, an och aner, eis ze fréi do zréckgezunn, vläch hu mer eis net genuch mat der Zivilgesellschaft beschäftegt. Mir, dat ass eeben déi international Communautéit, d'UNO huet effektiv do a mengen Aen och mat versot, an d'Europäesch Unioun huet natierlech elo d'Konsequenze matzedroen a si dierf net op déi aner Säit kucken.

Wäissrussland a Polen, ech mengen, et sinn och e puer Leit, déi dat ugeschwat hunn. Ech wëll lech soen, dass de Mueren e COREPER (ndlr: Comité des représentants permanents) war just iwwert déi Situatioun op der Grenz. An an der Europäescher Unioun, vläch schonn e Méideg, wäerte mer en zweete Paquet vu Mesuren, vu Sanktiounen virgesi géint dee Regimm. Dat ass ganz, ganz gar, wat do geschitt. Dir wësst vläch, dass ass ëmmer méi bewisen elo, dass de Lukaschenko an all déi Passeuren - ech soen, dass si Gängsteren -, déi de Leit e puer Dausend Euro aus der Täsch huelen, do praktesch d'Hallschent dorunner verdéngen, also Milionioun domadder verdéngen. An dat kann net zougelooss ginn, dass ee Regimm dat iwwerhaapt mécht.

An duerfir, mir mussen wëssen, dass déi Fligere aus verschiddeenen Direktiounen kommen. Bon, dat muss festgehale ginn an dat gëtt och analyséiert vum Service d'action extérieure. An ech mengen, opgrond vun deem ginn och do da ganz séier Mesurë geholl.

Wat d'Solidaritéit ugeet mat deene Länner, déi be-traff sinn, ass et kloer souwuel Lettland wéi och Litauen an och Polen. Mee natierlech, wann ee seet: „Et ass net e Problem tëscht Polen a Wäissrussland, et ass en europäesche Problem“, da musen och d'europäesch Spillregele spillen. Dat heescht, da muss och Frontex ageschalt ginn, an net nëmme Frontex, mee och d'OIM, d'UNHCR, all déi humanitär Organisatiounen vun der UNO mussen da mat an d'Spill kommen. An dat ass de Moment jo a Polen net de Fall an duerfir ass dat schonn eng zimmlech schwierig Situatioun, déi mer elo do hunn. A wéi soll een do hëllef? Ech mengen, d'Grenzen opmaachen, dass ass net méiglech, dass ass net machbar, well soss kréie mer net nëmme do deen Drock, da kréie mer och op anere Plazen an Europa deen Drock, an dat ass immens schwéier.

Natierlech, wann ee gesäit, dass Kanner do am Bësch praktesch erfriieren, all déi Biller, déi ee gesäit, do muss een natierlech och erëm oppassen! Well dat si Biller, déi eleng vun de Polen op de Schierm gesat ginn. Ob dat alles esou stëmmt, ass

eng Fro, déi natierlech muss analyséiert ginn. Mee egal wéi, wann et och nëmme e puer Biller sinn, déi stëmmen, ass et eng onméiglech Situatioun um humanitäre Plang, an déi muss ee versichen, esou séier wéi méiglech an de Grëff ze kréien.

Wat elo Israel ugeet, ech mengen, dass ass jo och ëmmer erëm komm, a Palästina - fir d'éischt den Här Wiseler: Ech hu gëschtler wierklech versicht, objektiv ze soen, dass mer mussen erëm zu enger Zweestaateléierung zréckkommen. Wa mer wëllen - an do sidd Der jo och d'accord -, wa mer wëllen zu enger Zweestaateléierung zréckkommen, da muss Israel ophalen, fir d'Logementen, d'Kolonie weider ze bauen. Dat geet net! Et kann een net soen: „Mir wëllen eng Zweestaateléierung!“, an dann huele mer de Palästinenser den Terrain ewech a mir baue selwer dann dohinner am Westjordanland Haiser.

Et muss och ophéieren, dass an Ostjerusalem, wou Palästinenser zënter Generatiounen wunnen, Israelie kommen a soen: „Vu muer un hutt Der kee Recht méi, hei ze wunnen. Eraus mat lech!“ All dat, wann dat weidergeet, da kënn et net zu enger Zweestaateléierung. An duerfir hunn ech kloer gesot, dass ee muss erëm zréckkommen op d'Sourcen.

Wat sinn d'Sourcë fir eng Zweestaateléierung? Dat ass d'Unerkennung vun de Grenze vun 1967, an Ostjerusalem als d'Haaptstad vu Palästina. Dat sinn d'Viraussetzungen.

Ech soen och elo direkt: Déi Hoffnung, déi besteet - an de palästinensesche Premierminister war jo och bei mer -, ass, dass Europa eng Roll spillt. Fir dass Europa kann eng Roll spillen, muss Europa eng Positioun hunn! Eng a keng dräi a keng véier. Mir hunn net eng Positioun. Mir haten eng Positioun zwëschen 2009 an 2016, bis zum Brexit, dann ass déi Positioun ausernanergeflunn. Mir hunn déi net. A wa mer keng Positioun hunn, Här Wiseler, da kënnen mer beim beschte Wëllen net als e seriösen - wéi nennt een dat? - Mediateur do fungéieren. Mir bréngen do näischt fäerdeg. An dat ass eis eege Schold! Dat ass den Europäer hir Schold.

Ech versprieche lech, dass Lëtzebuerg op där Schinn bleift, wou mer wierklech wëllen op dat Zil kommen, wat ech lech elo gesot hunn, wou international Recht respektéiert gëtt a wou natierlech Israel net méi dat dierf weidermaachen, wat et bis elo mécht, a wou natierlech och Palästina et muss fäerdegbréngen, dass Walen ofgehale ginn. Déi lescht Walen, déi a Palästina waren, waren 2005.

#### (Interruption)

Gelif?

#### (Interruption)

Jo. Et waren 93 % derfir, fir dass déi Walen do stattfannen, an et ass am leschte Moment ofgesot ginn.

Just mat de Rakéiten, dass wëll ech net justifizéieren, dass ass net ze justifizéieren! Mee ech war véiermol a Gaza! Ech hunn dat schonn eng Kéier hei gesot. Wann een eng Kéier Gaza gesinn huet, ech mengen, Dir hutt et gesot, Madamm Oberweis, dass ass e Siwentel vun eisem Territoire - dat ass de Kanton Klierf mat engem anere Kanton derbäi -, do wunnen 2 Millioun Leit - 2 Millioun Leit! A wann een déi Zoustänn gesäit, déi do sinn, wéi déi Leit do agespaart sinn, ënner wat fir Konditiounen dass se agespaart sinn! Ech soen lech - dat si Palästinenser -, ech hunn dat schonn eng Kéier hei gesot, ech soen et nach eng Kéier: Wann dat Belsch wieren oder Fransosen oder Lëtzebuerg, déi géifen och reagéieren! Dat ass net auszehalen. An duerfir mussen mer et fäerdegbréngen, dass een erëm op eng Schinn kënn, dass effektiv eng international Konferenz oder d'Quartett zesummekënn an do widerhëlleft.

Gutt! Ech wëll och nach soen, Här Wiseler, Dir hat zwou Saache gesot, déi mer ganz gutt gefall hunn, op déi ech awer muss äntwerten. Dat Eent, dass ass déi, dass Der gesot hutt, ech wier e fräischaffende Kënschtler.

#### (Hilarité)

Do wëll ech lech soen, do wëll ech lech just soen, dass dat net zoutreff, wéinst de Kënschtler. Ech ka weeder sangen nach molen nach Theater spillen.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Awer Vëlo fueren.

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Ech kann e wéineg Vëlo fueren, mee dat geet net duer fir e Kënschtler.

#### (Brouhaha et hilarité)

Dat Zweet, wat ech wollt soen, dass ass, dass ech och net fräischaffend sinn. Ech sinn ëmmer online, an Zukunft och elo souguer an de Fligere, meeschtens ëmmer online.

■ **Une voix.** - Och um Vëlo.

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Um Vëlo souwéisou.

#### (Hilarité)

An ech wollt lech och soen, dass ech net weess, wou ech hätt ... oder wou aner am Widersproch mat mir wäeren, wat d'international Politik oder



d'Europapolitik ugeet. Also esou schlëmm ass et net.

Ech wëll och hei am Eescht nach eppes soen zum Premierminister, wat Der gesot hutt. Also ech kann lech berouegen, Här Wiseler, an ech soen dat ganz calme a ganz bewusst hei: De Premierminister ass a gudder Form an de Premierminister ass engagéiert - engagéiert an der Nationalpolitik an och an der Aussepolitik. An ech wëll lech och soen: Kuckt, mir si jo eng Koalitioun vun dräi Parteien, déi gréng, d'DP, d'Sozialisten. An do ass et esou: Mir si jo dann zu 17 an der Regierung; wann een emol ee Moment e Problem huet, da sinn déi aner allegueren an der Regierung solidaresch - och dat gëtt et nach haut.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

(*Brouhaha*)

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Sou. Ech wollt lech just soen, dass mer weiderfuere, wat elo deen Debat hei ugeet. Sou, dem Gusty Graas, dee wéi ëmmer eng exzellent Ried gehalen huet, wëll ech soen, ...

■ **Plusieurs voix.** - O!

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - ... dass ech mat him, wat seng Analys ugeet - virun allem Ungarn -, nëmme kann d'accord sinn an hoffen - esou wéi mer dat gesinn hunn an der Tierkei, zu Istanbul -, dass d'nächst Joer, wann déi Wale sinn an Ungarn, dass do fäerdegbruecht gëtt vun der Koalitioun, dass se géeeent ass an dass se do och da kéinten den Här Orbán ofléisen. Dat wier eng Wohltat fir d'Mënscheit, virun allem an Europa, mee och an Ungarn. Mee bon, ech hunn och Polen kannt virum Här Kaczyński. Ech wëll soen, wéi mer ofgestëmmt hunn - ech mengen dat hat Dir gesot, Här Kartheiser - iwwert d'Relocation, do huet Polen net dergéint gestëmmt. Dat war virun där Zäit. Et war nach am September/Oktober 2015; de Kaczyński ass eréischt am Dezember 2015 komm. Et gëtt och d'Méiglechkeet, dass duerch d'Demokratie erëm eng Kéier een anert Polen erauskëent. An duerfir sinn ech absolut net mat deenen d'accord, déi soen, dass dat alles falsch war an net zu Resultater gefouert huet.

Ech wëll och soen, Här Graas, Dir hutt scho Recht: A Frankräich ..., mir sollen eis jo net an d'franséisch Politik amëschen, mee ech fannen dat och schockant. Ech soen dat, ech sinn e Kollege vum Barnier, ech kennen dee laang. Dee war 2004 den Ausseminister vun Frankräich, wéi ech Minister gi sinn. An ech hätt ni geduecht, dass deen op eng Schinn kéim, wou e sech awéckele léisst vun engem Typ, dee jo ganz no beim Pétain ze stoe schéngt an dee provozéiert a sech provozéiere léisst, dass op eemol net méi d'Cour européenne de Justice hei zu Lëtzebuerg d'lescht Wuert huet a Saachen Droit européen. Also dat ass schon eppes, ech hoffen ... Dat wier eng Katastroph fir d'Demokratie, wann déi klassesch Droite a Frankräich géif op esou ee Wee goen.

Dann den Här Yves Cruchten. Also, ech mengen dee Luef allegueren, deen Der mer ginn hutt, Här Cruchten, kann ech jo net zrëckginn. Ech menge mir si jo net do, fir een deem aneren op d'Schëller ze klappen, mee ech wëll awer just soen, ...

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Dat deet awer gutt.

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - ... dass ech net an där Positioun wier, wa mer net Diplomaten hätten, déi wierklech fir eist Haus do sinn, Diplomaten, déi hir Aarbecht ..., do sinn der dobäi, déi fir hir Aarbecht liewen - dat muss ech soen, ech hunn dat gesinn elo an deene 17 Joer -, an déi immens gutt schafffen, déi d'„Mutterhaus“ méi gesinn - wann ech esou dierf soen - wéi hiert eegent Heem. An et ass mer och net baang fir d'Diplomatie hei zu Lëtzebuerg. Et si ganz gutt jonk Leit, déi erakommen, an ech mengen, dat ass fundamental wichteg fir d'Zukunft vun eisem Land - onofhängeg elo vun der politescher Konstellatioun an der Regierung -, dass eis Diplomatie esou lieweg ass. An duerfir e grouse Merci zrëck u si, fir dee Merci, deen Der mir ginn hutt.

Dann d'Stéphanie Empain - also ech mengen, et waren och nach anerer -: d'Liwverkettegesetzer. D'Liwverkettegesetz, also do ass et esou, dass mer eigentlech jo net wäit ausernanerleien, och net mat der Madamm Oberweis. Mir wëllen, dass mer et fäerdegbréngen, an deem Comité ministériel zu enger Konklosioun ze kommen. Mir waren elo, dee Komitee war elo fënnemol zesummen. Allerdéngs wëll ech lech hei och kloer soen, entgéint Meldungen, déi heiansdo esou optauchen: Mir hunn offiziell gefrot bei de Belsch a bei den Hollänner - dat sinn eis zwee Nopere -, och déi zwee Länner waarden op dat, wat fäerdegbruecht gëtt uganks Dezember elo vun der Kommissioun.

Ech mengen, dat ass kloer, dat ass jo och net méi eng Éiwegkeet. Dat dierf natierlech net allkéiers sechs Méint verschleeft ginn. Dat ass kloer. Duerfir schaffe mer jo och fir ze kucken: Wa sech nâischt do deet, wéi kënne mir als Lëtzebuerg dorobber reagieren? Mee ech soen lech awer ganz kloer - ech

hunn dat jo och gëschter gesot -: Fir dass dat effikass gëtt, bräichte mer eng europäesch Legislatioun. Mee mir kënnen natierlech net herno, wann nach zwee Joer erëm sinn, do stoen a mir hunn nâischt, mir hu weeder eng europäesch nach eng national Legislatioun. An duerfir, mengen ech, leie mer do net wäit ausernaner. Allerdéngs, dat ass net eppes, wat een am Cactus ze kafe kritt. Dat muss scho gekuckt ginn am Fong, an do gëtt et Leit, déi sinn derfir, et si Leit, déi sinn dergéint, et sinn der, déi wëlle méi oder déi wëlle manner. Also dat gesäit een och an de Ministären. Et ass keng einfach Geschicht. Bon. Mee mir ginn eis do drun.

Da fir déi - wat Der gesot hutt, Madamm Empain -, déi 42.000 Leit vun der UNHCR: Dir musst oppassen, dat si Leit, déi elo net méi am Afghanistan liewen. Dat si Leit, déi schon an de Länner ronderëm Afghanistan liewen a wou d'UNHCR fret, ... - et sinn der en fait 82.000 oder 84.000 -, fir d'Hallschent soll an den nächste fënnf Joer Europa dann iwwerhuelen.

Bon, ech wëll lech och soen, ... Vun de Pushbacken ass vill geschwat ginn hei. Ben, ech, mir maachen alles, wat mir kënnen, och am Conseil d'administration vu Frontex. Mee ech wëll lech just soen, mir hunn, opgrond vun enger Nofro, déi ech kritt hu vun der UNHCR an och vun der OIM, elo de 27.10. ee Mënsch hei zu Lëtzebuerg opgeholl, deen am Rollstull sëtzt, en Iraner, deen esou zerschloe ginn ass op der Grenz, dass en net méi ka goen, deen also querschnittsgeläimt ass. An dee Mann, deen ass elo hei ukomm de 27.10. A mir ginn eis do hier, fir dass mer et fäerdegbréngen, dass en awer erëm dezent mat deem Misär, deen en huet, ka liewen.

Dann den Här Kartheiser. Also, d'Rechter vun de Fraen.

(*Hilarité*)

Ech soen lech ganz éierlech, ech géif et net fäerdegbréngen, hei ze soen, dass d'Frae Gebärmarschinn wieren. Dat ass en Ausdruck, deen ech net kann novollzéien. Et muss een oppassen, wann een esou eppes seet, an ech hunn och vollt Vertrauen an eis Justizministesch, d'Madamm Sam Tanson, an och an déi Leit - der mengen, et ass net nëmme d'Majoritéit -, déi an der Kommissioun sinn, dass do dat Richtegt gemaach gëtt, wat d'Filiatiounsgesetz ugeet. Ech mengen net, Här Kartheiser, dass Der do mat Ärer Linn, déi Der jo scho méi laang hutt, dass dat zu engem Resultat féiert.

Wat d'Kanneraarbecht ugeet, also de Kobalt: Jo, mir wëssen dat. Mir wëssen dat, a méi no, zanter dass mer am Sécherheetsrot sinn. D'Sylvie Lucas, eis deemoleg Ambassadrice, déi war do am Kivu, also an där Regioun, déi kennt dat alles a mir kennen dat och alles. Mee wat ech héieren hu vu Leit, déi méi dovunner kenne wéi ech, dat ass, dass een an Zukunft kee Kobalt méi brauch fir d'Autoen. Dat wier jo eng Verbesserung. Mee egal, ob et Kobalt ass oder eppes anescht, et gëtt Kanneraarbecht op der Welt! An déi Kanneraarbecht op der Welt, déi muss mer bekämpfen! Mee mir kënne se awer net bekämpfen, wa mer hei engem fir en Elektrovélo 300 Euro ginn. Domadder bekämpfe mer awer net d'Kanneraarbecht am Kongo!

Mir muss wierklech kucken, dass mer do derhannert kommen, dass da kee Kobalt méi aus deene Länner kënt, wou Kanneraarbecht gemaach gëtt. Dat ass de Punkt, dee mer muss maachen, an et huet, mengen ech, nâischt ze di mat Subventiounen.

Dann, dat Drëtt, dat ass ... U, wat hat Der do gesot? Also, mam impfe loosse. Also, ech sinn der Meinung, dass mer an esou enger Situatioun wéi déi vun deser Pandemie, déi mer jo nach ni kannt hunn - esou eppes ass et jo nach ni ginn -, dass mer als Politiker eng Haaptobligatioun hunn: dass d'Leit um Liewe bliewen. Dass d'Leit um Liewe bliewen! A mir gesinn dach: Deen eenzege Wee, fir dass d'Leit net krank ginn an um Liewe bliewen an d'ganz Gesellschaft och geschützt ass, dat ass d'Impfung! An duerfir: Et gëtt Länner, déi gi vill méi dramatesch Weeër wéi mir se ginn. Ech sinn do net zoustänneg derfir, mee ech mengen awer, mer mussen dat am Kapp halen, mir dierfen net do AfD-Lidder hei sängen oder ech weess net wat fir Lidder vun deenen, déi wierklech ganz, ganz schlëmm domadder Politik maachen.

Mir wëllen, dass d'Leit sech hei zu Lëtzebuerg allegueren - well si hunn d'Méiglechkeet - impfe loosse. Well d'Impfen ass deen eenzege Wee, fir aus deem Lach do erauszekommen. A jidderee soll dat maachen. Bon.

Dann dat nächst, dat war d'Asylpolitik. Ech hunn dat schon ugedeit: Also dat war keng Katastroph 2016. Dat ass eng Katastroph ginn, well verschidde Länner sech do après coup ewechgezunn hunn. Wann all Land no 2015, no deem Vott, matgemaach hätt, hätte mer haut dee Problem vun der Migratioun iwwerhaupt net, a mir hätte Solidaritéit an Europa. Do waren dräi, véier Länner, déi hunn dat kapott gemaach. Et ass souguer esou wäit gaangen, dass souguer Decisiounen vun der Cour européenne de justice net méi respektéiert gi sinn. Dat ass de Punkt.

An duerfir ... Wësst Der, ech hunn elo déi Familljen do gesinn, zwou Riichterinnen aus dem Afghanistan. Ech si gefrot ginn: „Hëllef Der deene Leit?“ Ech hu gesot: „Jo, mir hëllef deene Leit.“ Dat sinn zwielef Leit, zwou Fraen, Riichterinnen. Déi eng Riichterin huet mer gezielt - ech hu se zweemol gesinn -, de 15. August hu se gesot kritt: „Eras aus Ärem Büro. Wann Der net gitt, da gi mer keng Garantie méi fir Äert Liewen. An net nëmme Dir, mee Är ganz Famill.“ Du souzen déi Leit dann do woche-laang an engem Keller. Du goug eng international Aktioun un - iwwert d'Alice Schwarzer, iwwer vill anerer nach -, an do sinn dann déi Leit iwwer Ëmweeër erauskomm.

Déi Leit, déi éischt Famill an déi zweet Famill, hu Famill an Éisträich. Mee an Éisträich ass carrement gesot ginn - mir kennen dat -: „Njet! Mir huele keng Leit op.“ Hätt Der dann do gesot, Här Kartheiser, an deem Fall, wou et ëm Liewen an Doud geet fir Leit, déi fir eis geschafft hunn als Europäesch Unioun, déi fir eis gekuckt hunn am Afghanistan, fir Demokratie hierzustellen, fir déi ze strofen, déi Fraen drangsaléiert hunn a gekniecht hunn: „Jo, dann ass dat Äert Schicksal.“, fäerdeg? Do gëtt et dach nëmme Jo oder Nee ze soen! An duerfir mengen ech, dass Lëtzebuerg awer ... Mir kënnen eis dat dach, ech soen elo net, mir kënnen eis dat onbegrenzt leeschten, mee mir kënnen awer do weisen, dass mer och en Häerz hu fir esou Fall an dass mer do entgéint deenen, déi vläicht méi Sympathie hunn ... Dir hutt méi Sympathie fir déi Länner, déi Nee soen, wéi fir déi, déi Jo soen. Mee mir wëllen op där Säit bliewen, déi Jo soen ...

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - ... an Hëllef fir déi Leit hunn!

Sou, an da sot Der: „Zrëckféieren!“ Jo, et gëtt Länner - esouguer Dänemark ass dobäi; dat ass extreem, extreem besuergnerreegend -, déi elo soen: „Zrëck a Syrien!“ Dat muss ee sech virstellen! A Syrien - jiddereen, deen do fortgaangen ass, huet säin Haus beschlagnaamt kritt, déi hu guer nâischt méi do, guer nâischt méi. An dann an Afghanistan! Wou géif Der da Leit wëllen zrëckschécken an Afghanistan?

Mir hunn alles gemaach hei, fir dass déi Leit, déi vum Balkan komm sinn oder aus Regiounen, wou se nâischt méi riskéiert hunn, wat hiert Liewen ugeet, encouragéiert ginn, fir dass déi natierlech zrëckginn, wa se debutéiert sinn. Mee hei, wat Afghanistan ugeet, soen ech nach eng Kéier - an ech mengen, den Här Clement huet do zum Schluss insistéiert, wat mer elo do gemaach hunn -: Här Clement, mir hu Leit, déi Afghane sinn, mee déi ni am Afghanistan gelieft hunn! Déi hunn ni am Afghanistan gelieft, an dat muss mer dach kontrolléieren! Mir mussen dat dach kucken! Mir kënnen och net soen: „Elo maache mer do Ausnahme fir Leit, déi d'afghanesch Nationalitéit hunn an déi ni do gelieft hunn!“ Dass mer deenen elo op Ordre du mufti do soen: „Elo kritt Dir de Statut.“ Dat geet net!

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Dat sinn awer net déi 61 %, déi Der refuséiert hutt!

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Ech sinn net deen, deen ... Dat ass keng politesch Decisioun! Ech sinn net deen, deen de Statut gëtt. Dat ass eng Prozedur! An der leschter Instanz sinn d'Gerichter, dat muss Der eng Kéier noliesen, fir ze kucken ..., fir dass Der wësst, wéi dat geet.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - D'Gerichter gi jo och ëmmer méi oft Ärer Verwaltung Onrecht.

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Jo, bon.

Dat Zweet, dat ass: Mir hu vill Leit, déi nach net de Statut hunn, déi kommen duerch Regroupement familial. Verstitt Der? An et steet awer néierens geschriwwen ... - an dat kënne mer och net maachen, dat maache mer och net fir aner Länner -, déi, déi kënnen op Lëtzebuerg kommen duerch Regroupement familial, déi kréien net automatesch alleguer de Statut! Déi kréien hei eng Autorisatioun fir heizbleiwen, eng Autorisatioun fir hei ze schaffen.

Dat Drëtt, dat ass: Mir muss wëssen - an och zu Lëtzebuerg -, dass se net alleguer, wéi nennt een dat, Philanthrope sinn, déi kommen, dass och do déi Sécherheetssituatioun muss ganz, ganz genee gekuckt ginn. Mir hunn an anere Länner vun der Europäescher Unioun Taliban, déi sech ënnert d'Refugiéé geschleist hunn. Also dat muss mer kucken an dat hëlt e weineg Zäit.

Mee bon. Mir hunn dann een anere Problem - ech hunn dee gëschter versicht ze erklären, mee et ass immens schwéier, wann een dat net wëllt héieren -: Mir hu Leit, afghanesch Leit, déi sinn an der éischer Instanz um Gericht debutéiert ginn, also déi hunn Nee gesot kritt. Da gi se an Appell. Wa mer nâischt ënnerhuelen, wa mer einfach d'Saache lafe loosse, wa mer net geschwat hätten, och mat der Justiz, mat der Cour, fir dass mer eis géifen

eens ginn ... Elo waarde mer of: Wéi sinn d'Guideliné vun der EASO? Fir dass mer do dann an der Europäescher Unioun déi nâmmlecht Decisioun huelen an deenen nâmmlechte Fäll, well soss kréie mer jo erëm eppes, wat mer iwwerhaupt net meeschtere kënnen. Dat ass dee ganzen Dublin-Effekt, déi ganz Geschichten, dass da Wanderunge sinn tëscht deene Länner ëm eis, wou ofgeleente Leit dann automatesch op Lëtzebuerg kommen. Dat kënne mer net maachen! Dat ass net ze packen! An duerfir, wannechglift! Mir kréien elo déi Richtlinn vun der EASO an dann ass och bei jidderengem, menger Meenung no, ganz séier d'Méiglechkeet, fir dass mer dat tranchéieren.

Mee ech soen nach eng Kéier hei: Net jiddereen, ob et en Afghan ass oder ob et e Syrer ass oder ob et - egal! - en Eritreeër ass, deen duerch de Regroupement familial op Lëtzebuerg konnt kommen, kritt de Statut. Dat ass esou! De Statut kritt deen, deen effektiv eng Ursach huet an eeben ënnert d'Genfer Konventioun fält.

Sou, als Lescht - an dann halen ech awer op -: dat ass China, Taiwan an Hongkong. Also ech géif vläicht d'Kollege vun der ADR bieden, där Motioun, déi se gemaach hunn ... Mir hunn déi ganz Komplexitéit vu China, vun Taiwan, vun Hongkong an der Europäescher Unioun um Ordre du jour. A mir wëllen och do, Dir hutt dat gesinn duerch déi Sanktiounen, déi mer scho geholl hunn, virukommen. Mee allerdéngs, mir brauchen do, fir do d'Implikatiounen ze hunn, de Service d'action extérieure. Mir muss wëssen: Wéi gëtt dat an deene verschidde Länner gesinn? Wat sinn d'Repercussiounen? Wat sinn d'Konsequenzen? An duerfir géif ech mengen, dass de Lead hei wierklech an der Europäescher Unioun läit. An Dir braucht do keng Angscht ze hunn - sou wéi mer dat och gemaach hu bei de Sanktiounen -, dass Lëtzebuerg op där Plaz ass, wou eis Nopeschlänner sinn, wou déi Haaptlänner vun der Europäescher Unioun sinn. Mir verstoppen eis do net, fir doranner viruzekommen.

Elo ass et nach just d'Madamm Oberweis. Elo hunn ech se verluer ... A, hei ass se! Also, jo, Dir hutt vill vun ... Bon, Dir hutt Är Positioun dohinnergeluecht an déi wëll ech net contestéieren. D'Liwverkettegesetz, do hunn ech lech droch geäntwert. Mir mussen et fäerdegbréngen - an ech mengen, Dir hutt dat nëmme indirekt gesot -, aus Afrika legal Migratioun hierzekeréieren. Mir hunn dat zënter 2015 um Ordre du jour. Mir bréngen et net do fäerdeg, mee wa mer legal Migratioun hätten, dass Quote géifen opgestallt ginn an dass do all Länner vun der Europäescher Unioun géifen esou vill Leit huelen. Mir brauche jo Migratioun. Mir brauche Migratioun an Europa, a ville Länner vun Europa, ob dat Italien ass, ob et Däitschland ass, ob et Lëtzebuerg ass, d'Belsch. Déi éenzeg, déi e weineg gutt do stinn, dat ass Frankräich.

Wa mer also legal Migratioun kéinte maachen, da wier dat och net esou schwéier, fir dass Länner, déi total blockéieren an Afrika, fir hir Leit erëmzuehelen, déi se missten erëmhuelen - déi misste se erëmhuelen, dat ass international gereegelt -, déi dat awer net maachen, ...

Da wollt ech lech soen - Dir hutt vum Sahel geschwat -: Ech mengen, wann all Land géif, esou wéi Lëtzebuerg, all Joer 100 Milliounen fir d'Sahel-Länner ginn - 100 Milliounen gi mir all Joer fir d'Sahel-Länner! -, da géif et do ganz anescht ausgesinn. Et sinn net eleng d'Suen, déi natierlech do hëlfele, mee mat Sue kann een awer vill do maachen.

An duerfir géif ech mengen: Déi global Approche, déi Der hutt, dat ass Är. Mee de Problem ass: Wann ech lech héieren an ech kucken, wat de Moment machbar ass an der Europäescher Unioun, da soen ech, da brauch een net unzefänken. Dat ass esou. Och mat Israel sanktionéieren ... Mee Madamm, déi meescht Länner an der Europäescher Unioun de Moment, déi wëllen e Conseil d'association mat Israel, fir Israel nach méi ze ginn. An duerfir, Dir kënt ... Et ass Är Meinung, ech mengen, et ass och richtig, dass Der dat sot. Mee ech kann lech nëmme just d'Realitéit soen de Moment: Duerch déi dividéiert Positioun, déi mer iwwer Israel a Palästina hunn, ass de Moment un nâischt esou ze denken. Dat géif ... Et muss een Unanimitéit hunn, fir Sanktiounen ze decidéieren, Unanimitéit! An hei si mer op enger ganz anerer Schinn.

Voilà, ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Ausseminister Jean Asselborn. Dann direkt Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Jo, merci, Här President. Vu dass ech jo och nach eng Kéier ugeschwat gouf, wollt ech awer op eppes zrëckkommen: De Minister huet gemengt, ech hätt gesot - oder vläicht hu mer eis och do falsch verstanen -, all Afghan, jiddereen, deen Afghan ass vun Nationalitéit, misst d'office de Statut kréien. Ech hu gesot, mir missten acceleréiert schaffen. A wann een no engem Joer keng Preuen hätt, datt déi Person Sécherheetsbedenken hätt, da misst een eeben „le silence vaut oui“ an net „le silence vaut non“ aktéieren. Well mir hunn 61 %!



An ech erënneren drun: 61 % vun allen afghaneschen Demandé goufe refuséiert hei zu Lëtzebuerg. An an där nämmlecher Zäit hu mer genau eng Persoun - an dat gouf jo méi wéi eng Kéier thematiséiert -, eng Persoun zréckgeschéckt an den Afghanistan, well tatsächlech seriö Sécherheetsbedenke bei där Persoun festgestallt goufen. Dat heescht, et kann een et net esou einfach maachen a soen: Dat sinn der nëmmen, déi nach ni an Afghanistan gelieft hunn. Dat sinn och sécher net nëmme Leit, déi Sécherheetsbedenken opwerfen. Dat sinn einfach Leit, déi iergendwou duerch de Raster falen. A wat mer net vergiessen däerfen: Dat si Mënschen! A fir dann ze soen: „Majo déi hu jo de Wee duerch d'Gerichter!“, dat fannen ech, jo, richtig, mee et féiert awer net dozou, dass eis Gerichter méi Zäit hunn, fir déi Dossieren ze traitéieren, wann ëmmer méi Fäll duerch administratiivt Wëssen an administrative Wëllen u sech un d'Gerichter weidergereicht ginn, fir do eng endgültig Entscheedung ze kréien.

Ech géif mer wënschen, dass mer do nei Weeër, méi séier Weeër kéinte goen. An ech akzeptéieren absolutt: Do wou Sécherheetsbedenke sinn, do bleift eis keen anere Wee, wéi ze refuséieren. Do hunn ech keen Zweifel drun. Mee d'Zuele schwätzen awer eng aner Sprooch an d'Zuele soen: Haut gi méi Leit refuséiert aus iergendwellechen anere Grënn, wéi wéinst Sécherheetsbedenken.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech ginn d'Wuert direkt zréck un den Ausseminister.

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Jo, also wann Der wéisst, wéi vill Kappzerbriechen een domadder huet ... Déi 61 %, déi net ugehall gi sinn - et ware Joren, do sinn 80 % ugehall ginn -, do gëtt zesummegegach an alle Länner vun der Europäescher Unioun. Do gëtt natierlech och zesummegegach fir ze kucken, dass Abusen evitéiert ginn. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet, dat ass - elo dat Positiivt -: Mir hunn zënter dem 15. August bis elo de 17. November - ech hunn nach gëschter gesot - 54 Leit, déi erauskomm sinn, net nëmmen ugehall, mee hinnen de Statut ginn - de Statut ginn! 54 Leit! Sou, 71 Leit sinn elo nach an der Prozedur. Et sinn 3 Leit deboutéiert, déi kënnen eng nei Demande stellen. Also ... A mir maachen alles, fir dass et esou séier wéi méiglech virugeet. Mee de Problem ass jo bei deene just, déi an der éischter Instanz um Gericht ofgeleent gi sinn, dass, wa mer näischt maachen, se definitiv deboutéiert ginn. An duerfir ass déi Decisioun geholl ginn, fir mat de Gerichter ze kucken, dass mer all Informatiounen mussen hunn. D'Affekte sinn ugeschriwwen ginn, fir dass se nei Preuvé bréngen, fir dann och zu enger positiver Decisioun kënnen ze kommen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci. An da Parole après ministre fir d'Madamm Oberweis.

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).** - Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Merci och fir Är Informatiounen, Här Ausseminister. Ech kommen nach eng Kéier op zwou Saachen zréck.

Déi éischt: Sanktiounen Israel. Dir sot: „Et ass net der Realitéit no.“ Ech weess dat och, ech si jo net blöd. Ech gesinn d'Realitéit jo och. Ech weess, dass dat net der Realitéit nosteet an dass dat am Moment net machbar ass. Mee et ass net, well eppes net machbar ass, dass een et net soll fuerderen. An ech mengen, Dir als Ausseminister misst et och fuerderen. An de Conditionalitéite vun deenen Accorde steet de Respekt vun de Mënscherechter. Dann ass et de Minimum, dass een dorunner erënnert a seet: Déi Accorde si conditionéiert un de Respekt vun de Mënscherechter. Also misst Dir dat fuerderen oder zumindest drun erënneren.

D'Fro ass eeben och, ob Der lech trotzdem kéint bei Äre Kolleegen och dofir engagéieren. An ech mengen, et ass net, well eppes net der Realitéit no ass, dass een et net soll soen. Ech mengen, d'Zweestaateléisung, déi hei vun all Mënsch gepreist gëtt, ass och absolutt net realitéitsno. Wann ee kuckt, wéi d'Situatioun um Terrain ass - Dir wéisst et genau, Palästina ass e Schwäizer Kéis voller Lächer. Et ass kee Staat mat enger Kontinuitéit, et ass absolutt kee viabele Staat am Moment um Terrain. Dat heescht, och dat ass net realitéitsno am Moment. Dat ass dat Éischt.

An da just eng zweet Fro nach eng Kéier zu dem Liwwerkettegesetz, well Dir hutt mer keen Delai genannt respektiv ech hat gefrot, ob Der mer kéint iergendwéi en Delai nennen, wéini dee Comité interministériel mat Aarbechten, mat Resultater kënn. Dir hutt gesot, et géif eppes kommen, Dir géift lech Méi ginn, déi eng wieren derfir, déi aner wieren dergéint. Ech fannen dat e bësse problematesch vun engem Minister ze soen: „Déi eng sinn derfir, déi aner sinn dergéint.“ Dir gitt d'Richtung vir, Dir sidd Minister, Dir setzt d'Prioritéiten! Nee, ech mengen, et ass eng Fro vu Choix, vu Prioritéiten! Et kann een et net ëmmer all Mënsch gerecht maachen. Ech mengen, iergendwann eng Kéier muss ee soen: Mir sinn derfir oder mir sinn net derfir a mir wëllen dat och nach net.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Ausseminister. An duerno Parole après ministre fir d'Madamm Reding.

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Also, déi zweet Fro: Dee Comité interministériel, dat ass de Finanzministère, de Wirtschaftsministère, den Ëmweltministère - ech weess net, also et kommen der nach derbäi -, de Kooperationsministère. An do muss gekuckt ginn, dass een do e Konsens fënnt. An déi Leit, déi do sätzen, déi si jo da Fonctionnaire vun hire Ministeren. An dass an esou enger schwieriger Situatioun wéi där do net jiddereen direkt op enger Linn ass ... - dat wollt ech domadder soen -, do muss mer kucken: Wou ass de Konsens méiglech? Bon.

Dat Zweet, dat ass dat, wat ech lech gesot hunn: Ech hunn lech een Delai gesot, dat ass, ech menge souguer et ass den 8. Dezember, also uganks Dezember, hunn ech gesot, do soll d'Kommissioun accouchéieren. Bon, also ech mengen, et wier jo awer wichteg, dass een dat kéint maachen. A mir fueren déi Virbereedung weider, dass mer entweeder op d'Schinn komme vun enger europäescher Direktiv oder dass mer gesinn, dass dat näischt géif ginn an dass mer dat dann auswäerten, fir en nationaal Gesetz ze maachen. Do si mer hoergenee op där nämmlecher Schinn wéi d'Hollänner a wéi d'Belsch. D'accord?

Zum Éischte soen ech näischt. Also ech huelen lech eng Kéier mat. Ech huelen lech eng Kéier mat eng halfe Stonn an de Conseil vun den Ausseministere, wa geschwat gëtt iwwert d'Zweestaateléisung, wéi, ...

(*Interruption*)

...jo, wéi do d'Meenungen diametral ausnaneieren. Do sinn der dobäi, déi ni bougéieren. Ech schwätzen net eleng vun den Ungaren. An déi, déi Palästina unerkannt hunn, schonn 1988, dat sinn déi Allerschlämmst! Bon. Also ech soen elo näischt méi doriwwer. Mee mir sinn de Moment net an engem Mood ... Mir haten dat; ech soen lech, et ass futtigemaach ginn duerch de Brexit! Nom Brexit ass nach déi Resoloutioun komm am Conseil de sécurité 2016 - ech mengen, dat war am September oder esou -, an do war nach alles an der Rei an dunn, just duerno, do war de Boris Johnson nach Ausseminister, do huet dee schonn ugefaangen ze féieren ..., dass, wann et virdru wier, dat do net méi zu engem Konsens komm wier.

Den Obama hat e Feeler gemaach 2014: Do hate mer am Conseil de sécurité - Sylvester, dat weess ech nach genee - eng Resoloutioun virleien, déi praktesch d'Resoloutioun war vun 2016. Do sinn zwee Joer verluer gaangen. An déi, mengen ech, kritt een net méi erëm.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Minister. An da wier et un der Madamm Viviane Reding.

■ **Mme Viviane Reding (CSV).** - Jo, Här President, et ass normal, dass bei enger Diskussioun iwwert d'Aussepolitik eng kontradiktöresch Auseinandersetzung kënn doriwwer, wéi déi eng oder déi aner d'Saache gesinn, an dass de Minister da vill Kriticke kritt.

Ech wollt emol eng Kéier Merci soen: An zwar war et eng weltwäit Solidaritéitsaktioun vu Frae ginn, fir deene Riichterinnen, déi am Afghanistan keng Chance hunn - well se hu sech agesat fir Recht a Gerechtegheet a se sinn och nach Fra do dobäi; also null Chance! -, an dass eise Minister gehollef huet, fir dass zwou Riichterinnen konnten op Lëtzebuerg komme mat hirer Famill, merci villmools!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Reding. An da gëtt et nach Parole après ministre fir den Här Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, villmools merci, Här President. Et ass elo esou, dass ech op e puer Bemierkunge wéilt agoen, déi den Här Minister gemaach huet.

Déi éischt, déi mech interpelléiert huet, ass säi Verweis op siwe chineesesch Banken zu Lëtzebuerg. Ech mengen, dat ass natierlech e kloren ekonomesche Facteur. Mee ech mengen, deen ekonomeschen Interessi kann awer net alles justifiéieren.

Ech mengen, wa China muer wierklech géif Taiwan militäresch ugräifen, kéinte mer net soen: „Mir hu siwe Banken zu Lëtzebuerg an domadder ass d'Saach da gutt.“ Ech mengen, dat ass net d'Logik.

Dat Zweet ass den Nation Branding. Do hate mer jo och gesot, an ech mengen Dir selwer, Här Minister, hat no deem Debakel am Afghanistan en Interview ginn, wou Der gesot hutt: „Deen Nation Branding, dat muss een hannerfroen. Ass dat iwwerhaupt méiglech an engem Kulturraum, deen net eisen ass, a wéi wäit kann een do goen?“ Dat heescht, déi Konklusioun, mengen ech, ass do vill méi komplex wéi dat, wat mer elo hei undiskutéiert hunn.

Dat Drëtt ass d'Situatioun vun de Fraen an der Leihmutterchaft. Jo dat ass eng Form vu Sklaverei, dat

ass esou! An Indien, an Thailand ... Dat ass jo dat Skandaléist, dass do Frae wierklech geholl ginn, fir fir aner Leit Kanner op d'Welt ze setzen!

(*Interruption*)

D'Kanner ginn ewechgeholl. Et ass eng Ausbeutung vun engem schrecklechen Ausmooss, an duerfir ass dat einfach eng Tatsaach, dass se do an där Sklaverei wéi Gebärmaschinne behandelt ginn. An et ass fir eis net tolerabel, a kenger Form, dass mir hei géife Gesetzer huelen, déi dat net hannerfroen a soen: Wann dat am Ausland geschitt, ...

■ **Une voix.** - Mee mir maachen dat net!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ... da géif dat hei deen Abléck unerkannt ginn. Dat ass einfach net ze maachen, quitte dass mer et hei am Land natierlech verbidden.

(*Interruption*)

Wat d'Kanneraarbecht ugeet, do wëll ech awer och soen: Do sinn ech net mat lech d'accord, Här Minister. Natierlech ass et eng Saach vu Subventiounen! Well mir si jo all d'accord: Wann déi Batterië géifen ënner eethesche Konditiounen gemaach ginn, da wär dat a priori och eng politesch Optioun, fir dat ze subventionéieren. Mee Dir hutt selwer gesot: Mir wëssen, wat do lass ass. A fir et dann ze subventionéieren, do hu mer en Desaccord. Mir soen: Subventionéiert, wa kloer ass, dass dat eeben net méi de Fall ass.

Dann déi Fro vum Asyl. Do hunn ech gesot - an dozou sti mir -, dass et fir eis iwwerhaupt keng Diskussioun ass als ADR, fir Leit, déi an Nout sinn, déi Schutz brauchen, opzehuelen. Dat ass dat, wat mer ëmmer gesot hunn. Dat soe mer och am Fall vun den afghanesche Riichterinnen oder wéi och ëmmer. Leit, déi Schutz brauchen, dat ass d'Asylrechtskonventioun vun 1951; dat steet net zur Debat.

Wat de Problem ass, dat ass eeben och - an dat hu mer -: eng Large Scale ekonomesch Migratioun a Richtung Europa. Dat huet näischt mat Asyl ze dinn, dat ass en anere Phenomeen, dat kënnen mer net toleréieren. A mir sinn och der Meenung, dass mer déi Leit, déi kee Schutz méi brauchen - awer net déi, déi Schutz brauchen, mee déi, déi kee Schutz méi brauchen -, sollen zréckféieren.

A fir dat ze realiséieren, brauch een och eng pragmatesch Aarbechtsrelatioun, zum Beispill och mat enger syrescher Regierung, egal wéi een zu där steet. Ech mengen, mir mussen déi jo net gär hunn, awer mir mussen eng Form vu Kooperatioun kënnen entwéckele mat deenen, souwéi och mat den afghaneschen Taliban, wann et am Interessi vun der Saach ass.

Dat just als e puer Reaktiounen. Mee ech soen lech Merci fir Är Bereitschaft, déi Saachen hei ze diskutéieren an och am Dialog dann unzeschwätzen. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert zréck un den Här Ausseminister.

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Et ass alles gesot.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ass alles gesot? Ma dat ass ëmsou besser.

**Motions**

Ech mengen, mir kënnen dës Diskussioun awer net ofschléissen, ouni zum Vott vun de Motiounen ze kommen.

**Motions 1 et 5**

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Yves Cruchten.

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Jo, merci, Här President. Merci och, Här Wiseler, fir déi Motioun. Ech wollt just, Här President, drop hiweisen, dass den Här Kartheiser eng Motioun zu genau deem selwechte Sujet huet a bal déi selwechte Fuerderung stellt. Duerfir géif ech proposéieren, dass mer déi zwou matenee géifen huelen.

Mee ech géif awer zum Fong vun der Motioun soen, dass mer mat där Motioun, déi den Här Wiseler proposéiert huet, kënnen d'accord sinn. Ech proposéiere meng Kolleegen, dass mer déi Motioun géife matstëmmen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Cruchten. Ech ginn direkt d'Wuert weider un den Här Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, et war e rare Fall vu Gedankeniwerrung offensichtlech tëschent dem Här Wiseler sengem Text an deem, dee mir proposéiert hunn. Mir si gär dermat d'accord, fir eisen zréckzezéien. Et geet jo ëm d'Saach. Ech mengen, et geet drëm, dass mer eis mat deem Konflikt auseinandersetzen a mat der Positioun vun der Europäescher Unioun. Déi zwee Texter si praktesch identesch. An ech mengen, et ass am Interessi vun der Saach, dass mer deen Abléck der CSV

do de Virtrëtt loosse an eis op deen Text ralliéieren. Merci.

(*La motion 5 de M. Fernand Kartheiser est retirée.*)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kartheiser.

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech soe just Merci.

(*Hilarité*)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Wiseler seet Merci.

An ech mengen, da kënnen mer zum Vott vun der Motioun 1 kommen. Kënnen mer iwwert dës Motioun à main levée ofstëmmen?

**Vote sur la motion 1**

Wie mat der Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass dës Motioun eestëmmeg ugehall.

**Motion 2**

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Wëllt nach een d'Wuert zu där Motioun ergräifen? Dat ass net de Fall. Kënnen mer och iwwert dës Motioun à main levée ofstëmmen?

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dat ass jo déi vun der Sozialistescher Partei? Mir géifen eis do just enthalten. Dat heescht, denkt drun, ze froen, ob ee sech enthält bei deene Motiounen vun der Sozialistescher Partei. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Dat ass eng Motioun, déi ass vum Här Cruchten deposéiert ginn. Mee si ass awer vu méi Fraktiounen ënnerschriwwen ginn. Duerfir ass et e bësse vermessen, fir ze soen, dass dat eng Motioun vun der Sozialistescher Partei wier.

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, ... Nee, d'Madamm Nathalie Oberweis nach.

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).** - Dierf ech eppes dozou soen?

■ **Une voix.** - Jo.

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).** - Jo? Et ass esou schnell gaangen elo.

Jo, also mir wollten eigentlech soen: Déi Motioun zu de Pushbacks ass eis eigentlech am Wording zu schwach. D'Roll vu Frontex gesi mir vill méi kritesch, an hirer Struktur, an hirem Fonctionnement, vill méi kritesch, wéi dat elo hei erauskënn. Des Weideren ... Bon, mir si géint all Form vu Pushback, dat ass kloer. Mee déi Etüd, vun där hei rieds geet, vun dësem Joer, et ass eigentlech esou: Ech sinn dat noliese gaangen. Do steet zwar net, dass Frontex bedeelegt war, mee awer och, dass Frontex net beim Wësse vu Pushbacks gehandelt huet. Dat heescht, et ass scho problematesch: Och wa si sech net aktiv bedeelegt hunn u Pushbacks, si si awer - wëssend dass et Pushbacks gëtt - net do dergéint virgaangen. Dat heescht, dass ass awer extreem problematesch. Wéi gesot, mir stinn der Roll vu Frontex immens kritesch géigeniwwer a kënnen dat eigentlech och esou net matdroen.

En plus, wann ech mech elo richtig erënneren, gëtt Polen och hei net genannt, obwuel jo awer Polen grad an deem Sënn och relativ eng problematesch Roll spillt. An, genau, bon, mir sinn derfir, dass d'Grenzen opgemaach ginn, wat Polen ugeet. Mir sinn derfir, dass d'Grenzen opgemaach ginn, fir dass d'Flüchtlinge kënnen eragoen, dass se Accès hunn zu engem Asylverfahren a virun allem och, dass eeben déi Pushbacks ophale vu Polen an dass d'Press an d'ONGen och Zougang hunn zu deene Grenzgebieder.

Also, wéi gesot, mir géifen hei vill méi wäit goen a fannen déi Motioun och ze schwach an deem Sënn. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Oberweis. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Jo, also merci, Här President. Ech wollt u sech just kuerz reagéieren op dat, wat d'Madamm Oberweis grad gesot huet. Ech hunn d'Motioun, déi den Här Cruchten deposéiert huet, mat ënnerschriwwen fir d'Piraten, well ech der Meenung sinn, dass se, och wa se vläicht méi schwach ass, wéi se kéint sinn, ëmmerhin awer e ganz kloer Message sent: nämlech dass dës Chamber géint Pushbacks ass.

Ech mengen, dass ass de kloer Message, dee mer haut sollte senden, an zwar esou staark wéi méiglech. Duerfir fannen ech et schued an ech maachen e klengen Appell u meng bal Bänknoperen hannert mer, se vläicht awer matzedroen, well och wann een eppes Schwaaches matdréit, kann een ëmmer fir eppes méi Staarkes astoen. An dat ass bei eis op alle Fall de Fall.

Mir hätten eis eng méi staark Motioun gewënscht, mee dat heiten ass e Konsentext, deen et awer fäer-



degrént, fir genau dat ze erreechen, wat mer wëllen: nämlich d'Pushbacks ze denoncieren. An dat maache mer hei an duerfir wäerte mer dat matdroen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Clement. Dann huet d'Madamm Stéphanie Empain d'Wuert gefrot.

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Jo, villmools merci, Här President. Just ganz kuerz, fir op dat ze reagieren, wat d'Madamm Oberweis gesot huet. De Punkt, dass Frontex Bescheid woussst an dass se déi Informatiounen net weiderginn huet, dat war och e Punkt, deen eis wichteg war. Duerfir hu mer an den Inviten en Invite dragemaach « insister sur l'importance d'un automatisme en termes de reporting en cas de constats de violations des droits de l'homme », also dass dee Reporting muss passéieren. Dat heescht, éischtens emol muss se op alles gutt forméiert sinn, wat den Droit de l'homme ubelaangt. A wann hinnen opfällt, dass iergendwou eng Irregularitéit ass, dass dee Reporting muss stattfannen - falls dat iergendwéi elo géif Är Decisioun beaflossen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Empain. Den Här Yves Cruchten.

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Jo, merci och. Ech géif och gäre soen, dass ech all deene Merci soen, déi déi Motioun hei wäerte mat ënnerstëtzen. An et ass effektiv esou, dass et besser ass, sech hei emol eng kéier ferm ze prononcieren. An da kann een duerno nach ëmmer aner Saache fuerderen, déi méi wäert ginn. A mir kënnen ganz vill iwwer Frontex schwätzen, mee dat ass eigentlech deen eenzeggen Outil, dee mer am Moment zur Verfügung hunn. An dat kann een elo gutt oder net gutt fannen, mee dat ass leider dat, woumat mer muss schaffen.

Ech wëll och gäre soen, firwat dass mer net hei Länner ernimmen an där Motioun - ech hat och probéiert, dat a menger Ried kloerzemaachen: Et ass net méi just en eenzelne Problem op eenzelne Grenze vun eenzelne Länner, an et geet och net drëms, mam Fanger op déi ze weisen, mee et geet emol drëms, dass mir feststellen, dass dat ewell e grouse gesamteuropäesche Problem op eise Baussegrenzen ass.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Clement. Den Här Minister huet d'Wuert.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Et war den Här Cruchten, deen elo grad geschwat huet, net den Här Clement.

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Jo, Här President, ech wëll just zwou Saache soen. Dat Eent zu Frontex: Och do wëll ech net ze vill Leit hei enttäuschen am Sall; mee do gétt et och Länner, déi Member si vun der Europäescher Unioun, déi ganz zefridde si mat deem, wat elo geschitt. An déi wëlle keng Reformen hunn. An duerfir muss mer ..., dat hu mer och gemaach als Lëtzebuerg, och mat de Belsch, mat verschidde aneren zesummen, dass mer an deem Conseil d'administration wierklech der Kommissioun hëllef. D'Kommissioun huet eng Stëmm do. An dat ass eng Affär vum Wëlle vun de Länner. Ech brauch lech déi Länner jo net ze molen, déi ganz, ganz frou sinn, dass eebe Frontex esou funktionéiert, wéi et funktionéiert.

Ech wollt nach eppes Zweetes soen, mee ech hat dat vergiess, wéi den Här Kartheiser mech interpelléiert huet mat de Chinesen: Also selbstverständlech ass et kloer fir mech! Ech hu gesot: Mir hu siwe chineesesch Banken hei zu Lëtzebuerg - dat ass eng Feststellung -, mee mir hunn hei zu Lëtzebuerg jo och, wéi d'Sanktioun géint d'Uigure geholl gi sinn, net léns an net riets gekuckt a mir hunn déi Decisioun geholl. An ech hat déi Madamm Ambassadrice vun der chineesescher Ambassade bei mer setzen an hu selbstverständlech och kloer op der Schinn vun der Europäescher Unioun reagiert.

Iwwregens ass et esou, dass och elo déi Deputéiert - mir hunn der zwee aus dem Europaparlament, déi viséiert sinn -, dass do och elo e Kontakt gefrot ginn ass vun der chineesescher Ambassade - net ëmgedrängt -, fir erëm an d'Gespräch ze kommen. Bon, wat dat dann och ëmmer heescht.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Minister.

Et ass keng Wuertmeldung méi do, da kënnen mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 2 kommen. De Vote électronique ass gefrot.

#### Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 54 Jo-Stëmmen bei 2 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen uegheoll.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 est adoptée par 54 voix pour, 2 voix contre et 4 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Arendt épouse Kemp), Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Max Hahn), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Josée Lorsché), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

#### Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? D'Madamm Nathalie Oberweis.

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).** - Jo, villmools merci och fir d'Wuert. Also ech mengen, wann déi hei Motioun vun eis géif kommen, da géife mer gesot kréien, se wier superfetatoire. Well hei steet guer näischt dran, wat nei ass. En gros ass et e bëssen de Resümee vum Här Asselborn senger Ried vu gëschter, an enger Motioun verpaakt. A mir verstu wierklech net, wat dat soll, wat d'Zil dovunner ass. Si ass och immens vag. Bon, mir kënnen nu wierklech näischt dru fannen, wat iergendwéi interessant oder spannend ass oder wat nei wier.

An en plus, wéi gesot, dee Rôle vun der NATO, Dir wësst, dass mir dee ganz kritesch gesinn. Dofir droe mir dat hei net mat. Villmools merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Oberweis. Dann den Här Yves Cruchten.

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Merci, Här President. Och hei soen ech all deene Merci, déi déi Motioun hei wäerte matdroen. Ech gi ganz gären zou, dass se net ganz pointéiert ass, déi Motioun. Mee si huet eigentlech als Sënn, fir e bëssen dat erëmzeginn, wat net nëmme vun dem Här Asselborn gëschter, mee haut de Mëtten och vun den Deputéierten, vun dëser Säit am Plenum an och vun där anerer Säit, gesot gouf.

Also, mir hunn eis zu vill fir d'Acquise vu Schengen agesat. Mir hunn eis zu vill fir eng gerecht Verdeelung vum Vaccin an der Welt agesat an derfir, d'Aarbechten ze begleeden, d'Reformaarbecht an der OMS. An dass mer alleguerten de Rechtsstaat wëlle verteidegen an eis Fräiheeten. Ech mengen, dass dat e gudd Resümee ass vun där Debatt, déi mer hei zesumme gefouert hunn. An duerfir soen ech all deene Merci, déi déi Motioun hei géife matdroen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Cruchten. Da kënnen mer zum Vott vun dëser Motioun kommen. De Vote électronique ass gefrot.

#### Vote sur la motion 3

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An och dës Motioun ass mat 52 Jo-Stëmmen bei 2 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen uegheoll.

Résultat définitif après redressement : la motion est adoptée par 54 voix pour, 2 voix contre et 4 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Josée Lorsché), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

#### Motion 4

Da kënnen mer zur Motioun Nummer 4 kommen, dat ass déi, déi vun der ADR presentéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Yves Cruchten.

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Jo, merci Här President. Merci och, Här Kartheiser, fir déi Motioun. An net nëmme Dir an der Motioun hei, och den Här Clement a senger Ried ass op d'Problematik agaan. Mee den Här Asselborn hat lech eigentlech geäntwert. An dat ass och d'Ursaach, firwat dass ech wäert eise Leit proposéieren, déi Motioun hei net unzehuelen, well mer eis Politik vis-à-vis vun Taiwan haaptsächlech sollten op engem europäeschen Niveau halen.

Mee nodeems ech den Här Clement gelauschert hat an och Är Interventioun, wier ech awer gäre bereet, wann dat gewënscht ass, dass mer eng kéier an der Kommissioun och iwwer Taiwan an déi ganz Géigend schwätzen, an net nëmme iwwer déi europäesch Aktioun do, mee och déi amerikanesch. Do sinn ech awer gäre bereet, als President dofir Zäit ze fannen, dass mer an der Kommissioun eng kéier doriwwer schwätzen. D'Motioun géife mer ofleenen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Dann huet den Här Wiseler d'Wuert gefrot.

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Jo, ech wëll dat am Fong ënnerstëtzen, wat den Här Cruchten elo gesot huet. Ech kann, mir kënnen ganz villes deelen, wat an där Motioun hei steet. Ech hunn och an deem, wat ech virdrun a menger Ried gesot hunn, eng ganz Rei vun deene Punkten, déi hei opgezielt ginn, selwer gesot. Dofir schéngt eis Weesentlech an där Motioun extreem richtig ze sinn. Nach si fir eis eng Rei Detailfroen do, wou mer innerhalb vun deene Minuten, déi eis elo bliwwe sinn, net kënnen alles verifizieren, wat do drasteet. Ech fannen et awer wichteg, dass een an esou diplomatesche Froen och an den Detailer ka verifizieren an den Accord dorobber ginn.

Dofir ass mäi Wonsch och, dass mer dat kéinten eng kéier an der Kommissioun diskutieren. Dat géif eis scho weiderhëlfelefen an et géif eis och am Fong déi Diskussioun esou maachen, dass mer en calme kënnen iwwer eenzel Punkte goen.

Wann dat net de Fall ass, géife mir eis enthalpe bei där Motioun. Mee mäi Wonsch wär wierklech, se kënnen an der Kommissioun ze diskutieren.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech géif dann direkt d'Wuert un den Auteur vun der Motioun gi fir ze froen, ob en d'accord ass, fir dës Motioun un d'Kommissioun ze verweisen.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Also, hei wéi och an anere Froe geet et eis jo net drëm, fir elo mordicus hei e Vott ze provozieren. Ech mengen, et geet em d'Saach. Dofir, wa mer an der Kommissioun eng kéier a Rou kucken, vläicht kréie mer dann e konsensuellen Text, wou mer eis dermadder kënnen auseruesetzen. Mee ech wär op jidde Fall d'accord, dass mer se an d'Kommissioun verweisen. Wann aus iergendengem Grond, deen ech warscheinlech net kann novollzéien, dat net méiglech wär, da géif ech awer soen, misste mer op jidde Fall eng kéier eng Kommissiounssetzung huelen, fir iwwer d'Problematik Taiwan ze schwätzen. Mee ech gesinn net an, firwat mer se net sollte verweisen. Wéi gesot, ech sinn do awer kompromësbereet. Ech mengen, d'Regierungskoalitioun soll eis soen, wéi se dermat verfiert.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Cruchten.

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Merci, Här President. Also, meng Propos war, dass mer déi Motioun hei sollen ofstëmme - mir wäerte géint déi Motioun hei stëmme -, mee dass mer awer dann e feste Rendez-vous maachen - ech spiere jo, dass dat gewënscht ass -, fir eis Zäit ze huelen, fir dann iwwer Taiwan an d'ganz Géigend eng kéier an der Kommissioun ze schwätzen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Clement huet d'Wuert nach gefrot.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Jo, vu datt et jo dann awer em d'Ofstëmmen geet, wëll ech awer och ganz

kloer meng Positionen hei nach eng kéier kloermaachen an och eis. Ech mengen, ech hunn et virdrun an der Ried gesot, Taiwan ass engem immensen Drock ausgesat. Och hei an der Chamber ass dat hei net déi éischt Motioun, déi sech mat Taiwan beschäftigt, an ech hunn esou e Gefill am klengen Fanger, dass et och net déi lescht wäert sinn. Allkéiers, wann d'ICAO erëm zesummekennt, allkéiers, wann d'WHO zesummekennt, allkéiers, wann all aner multilateral Organisatioun zesummekennt, wou et Observateure gétt, ass et u sech néideg, dass all Territoire op der Welt doranner vertrauden ass. Ech mengen, dass ass ee vun deenen Haaptpunkten an där Motioun hei, an aleng schon dowéinst wär et derwäert, et ofzestëmme.

Ech hunn ee klengen, an et ass wierklech een Detail, deen ech an de Constaten u sech fonnt hunn, dat ass, dass d'ADR seet, Taiwan hätt d'Covid-pandemie ganz gutt gemeeschert. Ech hat dat och hei schon eng kéier ugeschwat. Jo, den Ufank war ganz gutt. Se sinn elo zum Schluss e bëssen iwwerrannt ginn, ouni dass déi Länner, deene si virdu gehollef hunn, hinnen elo Hëllef offréiert hunn. Ech hunn dat e bësse schued fonnt. Ech hunn dat och schon e puermol ugeschwat, dass een do och eppes hätt kënnen maachen als Lëtzebuerg.

Netdestotz steet hei wierklech näischt dran, wat wäit iwwer de Status quo erausgeet, wat mer haut scho maachen. An aleng dowéinst ass déi Motioun hei fir eis e ganz kloer Jo.

Bon, ech fannen et eng komesch Prozedur - fir vläicht vun der Form ze schwätzen -, eng Motioun ofzeleenen an dann ze soen: „Mir wëllen awer an der Kommissioun driwwer schwätzen.“ Normalerweise sinn d'Reegelen hei am Haus gewiescht, dass, wa mer wëllen an der Kommissioun iwwer eng Motioun schwätzen, mer d'Motioun da mat an d'Kommissioun huelen, a mir stëmme net als éischt dergéint.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Clement. Da freet den Auteur nach eng kéier d'Wuert.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech wëllt awer soen, fir komplett ze sinn, dass et e bëssen en trauregt Signal ass vun der Regierungskoalitioun, well déi Motioun hei, déi ass grosso modo dat, wat de belsche Senat iwwer Taiwan elo ofgestëmmt huet an akzeptéiert huet. Dat muss een einfach wëssen. Ech war dervun ausgaangen, dass Der dat wësst. Et ass also och eppes, wou Lëtzebuerg hei eigentlech e Signal gétt, wat wäit hannert deem zréckbleift, wat d'Belsch scho gemaach hunn.

Also, dofir hätt ech léiwer gehat, mir hätte se mat an d'Kommissioun geholl, mir hätte se vläicht e bësse geännert. Mee dat Signal, wat mer no bausse ginn, wa mir hei eppes net maachen, wat eis belsch Noperen an där selwechter Thematik gemaach hunn, dat ass net glécklech, muss ech soen.

Dofir nach eng kéier, et wär méi léiwer, mer géife se an d'Kommissioun huelen an da géife mer e konsensuellen Text ausschaffen. Mee international gesinn, fale mer hei däitlech hannert den Erwaardungen zréck.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Dann huet den Här Wiseler nach d'Wuert gefrot.

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech géif dat, wat den Här Kartheiser seet, och ënnerstëtzen. Ech fannen dat komesch, wa mer se fir d'éischt hei ofstëmme an dann duerno an der Kommissioun awer déi selwecht Diskussioun nach eng kéier féieren.

Ech géif wierklech bieden - well et gétt och gekuckt, wat mer hei maachen, souwuel vun deenen enge wéi vun deenen aneren -, ech géif wierklech soen, dass mer eis sollen an der Kommissioun, ouni elo hei ofzestëmme, déi Méiglechkeet ginn, da a Rou duerchgediskutieren. Dat wär wierklech e ferm expriméierte Wonsch!

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech mengen, da kéime mer elo zum Vott vun dëser Motioun.

■ **Une voix.** - Nee.

(Brouhaha)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Cruchten nach eng kéier.

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Nee, ech sinn einfach mam Contenu vu verschidde Formulatiounen hei net averstanen an deem Text. Hei geet rieds vu méi equilibrierte Relatiounen mat Taiwan respektiv mat China. Wat soll dat heeschen? Bon, also, wéi gesot, ech hunn als Kommissionspräsident d'Offerte gemaach, dass mer eng kéier sollen en général iwwer d'Thematik schwätzen, dass mer eis sollen Zäit huelen.

Mee ech sinn der Meenung, dass déi Motioun hei mir net d'Basis gétt, fir déi doten nach eng kéier an der Kommissioun ze diskutieren an dann erëmzkommen a se dann hei ofzeleenen. Mir brénge vläicht eppes Gemeinsames an der Kommissioun fäerdig, mee net op Basis vun deem heiten Text.

Merci.



■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Also, de Vott vun der Motioun ass gefrot. Mir kommen dann elo zum Vott vun dëser Motioun.

#### Vote sur la motion 4

D'Ofstëmme fänkt un. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 6 Jo-Stëmme, 30 Nee-Stëmme an 22 Abstentiuonen ofgeleent. Feelt do nach een?

#### (Brouhaha)

Kommt, mir kucke fir d'éischt dat genau Resultat, well et hu sech der e puer geiert.

Madamm Reding, hutt Dir mat Jo gestëmmt?

■ **Mme Viviane Reding (CSV).** - Genau, jo.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ok, da sinn et 7 Jo-Stëmme, 31 Nee-Stëmme an 20 Enthaltungen.

■ **Une voix.** - Dat geet awer net op!

*Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 7 voix pour, 31 voix contre et 22 abstentions.*

*Ont voté oui : Mme Viviane Reding ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;*

*Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Josée Lorsché), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.*

*Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

#### 4. 7773 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à la participation de la République de Croatie à l'Espace économique européen, fait à Bruxelles, le 11 avril 2014

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Den zweete Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7773 iwwert d'Bedelegung vu Kroatien an europäesche Wirtschaftsraum. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert un de Rapporteur vum Projet de loi ginn, den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

#### Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'immigration et de l'Asile

■ **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Ech war elo e bëssen ze séier. Dir hat mech nach net geruff.

Här President, duerch dëse Gesetzesprojet approvériere mer den Accord, deen d'Participatioun vu Kroatien um Espace économique européen festhält. Dësen Accord erlaabt déi komplett Integratioun vu Kroatien an den europäesche Marché unique.

Den Accord zum europäesche Wirtschaftsraum gouf den 2. Mee 1992 ënnerschriwwen, an dat vun den deemools siwe Membere vun der europäescher Fräihandelsassociatioun AELE an och den zwoelf Membere vun der Europäescher Communautéit.

D'Zil vun dësem Accord war et, fir et de Länner vun der europäescher Fräihandelsassociatioun ze erlaben, ze partizipéieren um Bannemarché vun der Europäescher Communautéit, deen 1985 lancéiert an 1992 ofgeschloss gouf. Den Accord erlaabt et, Dispositiounen vum europäesche Bannemaart op verschidde Länner vun der AELE auszewäiten. Dat geet dann och wäit iwwert den Ëmfang vun engem normalen Handelsaccord eraus. Haut sinn dat dräi Länner vun der AELE, an zwar Norwegen, Island a Liechtenstein. D'Schwäiz huet den Accord zwar ënnerschriwwen, awer net ratifizéiert.

Déi aner fréier Membere si mëttlerweil Member vun der Europäescher Unioun. Zanter 2004 integréieren

nei EU-Memberstaaten den EEE dann och automatesch.

Fir Kroatien, dat der Europäescher Unioun jo 2013 bäigetrueden ass, ginn d'Dispositiounen zanter 2014 provisoresch applizéiert, dat en attendant, dass alleguer d'Länner den Accord ratifizéieren.

Ech wëll lech duerfir och net ze vill mam Inhalt vun deem Accord ploen. Dat ass alles relativ komplizéiert. Eng konkret Auswierkung vum Accord ass awer, dass d'Quot fir Norwegen an Island, fir Fësch a Fëschproduiten an den europäesche Wirtschaftsraum ze exportéieren, méi grouss ginn ass, vu dass de Wirtschaftsraum selwer mam kroatesche Baitrëtt jo och gewuess ass.

De Rescht kënn Der dann a mengem geschriwwene Rapport noliesen. Der Vollstännegkeet halber wëll ech kuerz op d'Aarbechten an der Kommissioun agoen. Den 31. Mee hu mer de Gesetzesprojet an den Avis vum Staatsrot, dee keng Observatioun zum Projet hat, analyséiert. De 5. Juli hu mer de Rapport dann ugeholl. An heimadder ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Här Rapporteur Yves Cruchten.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen.

#### Discussion générale

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci, Här President. Ech fänken u mat engem ganz grouse Merci un de Rapporteur Yves Cruchten, deen dat op eng ganz konzis, prezis a kuerz Aart a Weis gemaach huet. En huet op d'Wichtigkeet vun deem Accord higewisen, soudatt mir näischt aneschtlers soss nach iwwreg bleift, wéi den Accord vu menger Fraktioun ze bréngen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Mosar. Da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Gusty Graas.

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Jo, merci, Här President. Ech mengen, fir Kroatien ass dat do natierlech e wichtige Moment, e Land, wat jo 2013 an d'Europäesch Unioun komm ass a wat entre-temps, géif ech soen, sech och relativ gutt entwéckelt huet. Duerfir ass dat do ze begrëssen. Den Espace économique européen gëtt och elo doduerch nach méi grouss.

Ech wëll dem Yves Cruchten Merci soe fir seng verschidde Rapporten. A selbstverständlech bréngen ech och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Graas. Da geet d'Wuert weider un d'Madamm Empain.

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Villmools merci, Här President. Ech schlësse mech meng Virriedner un a soen och dem Rapporteur villmools Merci fir säi Rapport. Mir hunn deem net vill, fir net ze soen näischt, bäizefügen. Mir ginn domadder eisen Accord.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Empain. An dat selwecht vun Här Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Absolutt. Dofir wëll ech elo just e Merci soen. An ech si frou, dass den Dag esou harmonesch auskléngt.

#### (Hilarité)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kartheiser. Dann huet nach den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

#### (Brouhaha)

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bon, ech mengen, ech maache mer zwar elo keng Kolleegen, andeems ech eropkomm sinn.

#### (Hilarité)

Netdestotz, mat dësem Text gëtt Lëtzebuerg jo da bekanntlech säin Accord, fir Kroatien an den Europäesche Wirtschaftsraum opzehuelen. An d'Land ass jo schon eng Zäitchen, acht Joer, Member vun der Europäescher Unioun. Et gëtt Zäit, dass d'Land och vun de wirtschaftleche Virdeeler profitéiere kann. Ech mengen, dat ass kloer. Do gëtt et och net vill derzou ze soen.

Duerfir kann ech och scho verroden, dass mer de Projet wäert matstëmmen. Ech hätt also kënnen vu menger Plaz aus den Accord ginn.

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Dat wier eng ganz gutt Iddi gewiescht.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Dat wär eng „schöne heile Welt“ gewiescht, Madamm Lorsché. Mee et wär keng gutt Iddi gewiescht, well et muss een awer zu Kroatien e bëssen eppes soen.

Et muss een nämelech soen, dass d'Land an deene leschte Joren a puncto Asylrecht géint all d'Wärter verstësst, déi d'Piraten, awer och Europa insgesamt, vertrieden.

Am Summer huet de „Spiegel“ erëm vu systematische Pushbacks vu kroatesche Grenzbeamte bericht. Mir hu virun e puer Minutten hei eng Motioun gestëmmt, wou mer Pushbacks verdamen. Hei schwätze mer elo iwwer e Land, iwwer en Traité mat engem Land, wat genau dat mécht. Duerch illegal Pushbacks matzen an der Nuecht gi Flüchtlingen zréck iwwert déi kroatesch-bosnesch Grenz verdrüwwen. Engem Schwäizer Kameratam no, dat mam „Spiegel“ eng Enquête gestart hat, goufe mindestens 65 Flüchtlingen aleng an enger Woch op engem Grenziwwergang zréck a Bosnie gedriwwen, dorënner vill Famillje mat Kanner.

Dëst ass e mënschenonwiderdegt Verhalen an dëst Verhalen ass onwiderdegt fir e Land an der Europäescher Unioun. Mir Piraten verurteilen op d'Schäerfst d'Praktik vun den illegale Pushbacks, déi op esou ville Plazen un der EU-Baussegrenz mëttlerweil Usus ze si schéngen.

Mir fuerderen duerfir Kroatien op, déi Fräiheeten, déi se duerch den Antrëtt an d'EU an den EEE erhalen hunn, och deene Mënschen zougestoen, déi mat engem klenge Rucksack um Réck Honnerte vu Kilometer reesen, fir eng sécher Plaz fir ze liewen ze fannen.

Dës Mënsche verloossen hir Länner, well hinne keen anere Choix bleift. An dës Mënsche muss sech eiser Ennerstëtzung sécher sinn. D'Fräiheeten an der EU sinn net nëmmen ekonomescher Natur, mee se sinn och mënschlecher Natur.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

#### Prise de position du Gouvernement

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Ech si mat allem d'accord, och wat den Här Clement gesot huet. Ech hunn elo grad erzielt, dass mer e wéineg do gehollef hunn engem Mënsch, deen aus dem Iran op där Grenz war an esou zerschloe ginn ass, dass en elo quernëttsgeläamt ass an dee mer dann hei zu Lëtzebuerg opgeholl hunn.

Mee bon, d'Welt dréit virun. Kroatien ass Member vun der Europäescher Unioun. An ech hoffe wierklech, dass Kroatien - an d'Generalsekretärin vum Conseil de l'Europe ass eng fréier Ausseministesche aus Kroatien -, dass dat Land net op eng Schinn kënn, wéi verschidde Länner an där Region et do sinn. Dat ass mäi Wunsch. An ech versichen och, mat mengem Kolleg ëmmer doriwwer ze schwätzen. Ech hoffen, dass dat och an Erfüllung geet.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Ausseminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7773. Den Text steet am Document parlementaire 7773<sup>2</sup>.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7773 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme ugeholl.

*Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7773 est adopté à l'unanimité des 60 votants.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;*

*Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Stéphanie Empain), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

#### 5. Question élargie n° 116 de Mme Viviane Reding au sujet du statut de siège européen du Luxembourg

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 116 vun der Madamm Viviane Reding iwwert de Statut vu Lëtzebuerg als europäesche Sëtz. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an eventuell no der Äntwert vum Minister eng Zousatzfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Madamm Reding, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Viviane Reding (CSV).** - Jo, merci, Här President. Den Här Ausseminister huet gëschter op dëser Plaz d'Entwécklung vun den europäeschen Institutiounen zu Lëtzebuerg ënnerstrach. An en huet besonnesch déi positiv Developpement an Beräich Finanzen a Justiz analyséiert. Do wëll ech also net weider drop agoen.

Déi Problemer, déi ech haut wëll usprieche, déi kënnen nëmme geléist ginn an enger Zesummenaarbecht tëschent Lëtzebuerg a Bréssel. An dofir wollt ech op Franséisch virufueren, fir datt och ausserhalb vu Lëtzebuerg verstane gëtt, wat mir hei diskutéieren.

Une série d'institutions européennes sont installées à Luxembourg. Et pour qu'il y ait un traitement juste et équilibré entre les sièges de Bruxelles et de Luxembourg, il y a un accord signé entre la Commission européenne et le Luxembourg, le dernier en date de 2015 entre le ministre Asselborn et le commissaire Georgieva. Cet accord prévoit le renforcement des pôles juridique, financier et numérique et un maintien des autres services de l'Union à Luxembourg.

Alors qu'en est-il? Le renforcement des pôles financier et juridique va dans le bon sens. Le pôle numérique par contre souffre du fait que sur les trois postes de management prévus à Luxembourg il y en ait zéro. Il ne s'agit donc pas d'un renforcement, mais d'un affaiblissement. Là où le bât blesse, c'est concernant le pôle santé publique. Malgré l'engagement formel, et je cite : « de déléguer davantage de programmes et de renforcer le personnel », le contraire est vrai.

Premièrement, la Chafea, l'agence exécutive pour les programmes de santé, a été démantelée à Luxembourg et intégrée dans une nouvelle structure à Bruxelles - 79 postes éliminés.

Deuxièmement, les onze fonctionnaires qui avaient reçu comme mission d'élaborer la nouvelle politique « réponse urgente à des phénomènes de pandémie » ont tous été transférés de Luxembourg à Bruxelles.

Et troisièmement, à Bruxelles la Commission européenne a établi une nouvelle direction générale HERA, Health Emergency Response, ce qui mènera à terme au transfert total du pôle santé européen de Luxembourg à Bruxelles. La structure HERA se voit doter, pour commencer, de 120 personnes à Bruxelles.

En d'autres termes, il s'agit d'une élimination par tranches qui aura comme conséquence le démantèlement du pôle santé à Luxembourg. L'accord Asselborn-Georgieva est vidé de sens et les intérêts du Luxembourg sont bafoués.

Sou. A wat seet dann elo eis Regierung hei derzou? Ënnerhëlt si eppes konkret, a wéini, fir déi doten net akzeptabel Situatioun ze änneren? Hei gëtt et e feste schrëftlechen Accord, dee Stéck fir Stéck ausgehlegt gëtt. An dofir wëll ech gäre vum Ausseminister wëssen, wat domadder geschitt.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Reding. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, also ech soe fir d'éischt der Madamm Reding Merci fir déi Fro, déi selbstverständlech berechtigt ass, a versichen dann dorobber ze äntwerten, esou wéi d'Regierung dat gesäit.

Fir d'éischt wëll ech vläicht kuerz op d'Wuerzele vun där HERA zréckkommen. Si zitt eigentlech hir Raison d'être aus der aktueller Pandemie. D'Schafe vun enger europäescher BARDA (ndlr: Biomedical Advanced Research and Development Authority) ënnert der Form vun enger Agence gouf um 16. September 2020 vun der Madamm vun der Leyen an hirer Ried zur Lag vun der Unioun 2020 eng éischte Kéier opbruecht.

Dunn, e Joer méi spéit an der Ried zur Lag vun der Unioun 2021, huet d'Kommissiounspräsidentin dunn d'Schafe vun der HERA - esou den neien Numm vun där geplangter Agence - als Autoritéit ugekënnegt. Virun deem Hannergrond koum d'Decisioun vun der Europäescher Kommissioun den Dag drop schon, de 16. September 2021, fir d'HERA



direkt - direkt! - als interne Service vun der Kommissioun opzesetzen. An dat koom fir all d'Memberstaaten iwwerraschend.

De Conseil gouf hei och net consultéiert. Dat war eng Decisioun, déi reng intern vun der Kommissioun geholl gouf. D'Kommissioun huet hir Decisioun mat der Noutwendegkeet argumentéiert, fir d'HERA esou séier wéi méiglech operationell ze hunn.

Donieft huet d'Europäesch Kommissioun de Memberstaaten e Reglement virgeluecht, deen ënner anerem den Ëmfang vun den Aufgabe vun der HERA soll festleeën. Dës Propos gétt aktuell am Conseil diskutéiert. An d'Regierung huet, wéi all déi aner Memberstaaten, eng Rëtsch Froen zu dësem Propos, och wat d'Kompetenzen an d'Finanzéierung vun der HERA, wéi och déi vun der Kommissioun virgeschloen juristeschen Basis, ubelaangt.

Momentan kann een och net mat Sécherheet viraussoen, wéini zu dësem Propos en Accord am Conseil wäert kommen. Wat ech lech awer mat Sécherheit ka soen, dat ass, dass d'Regierung dës Diskussioun ganz enk suivéiert an d'Lëtzebuurger Interessie verdeedegt.

Am Sënn vun der Resolutioun, déi d'Chamber jo am Juni 2020 geholl huet, an am Hannergrond vun där rezenter Decisioun vun der Kommissioun iwwer Chafea, hat d'Regierung schonns ganz fréi, no der éischter Annonce am September 2020 vusäite vun der Kommissioun, dass se wëllt sou eng nei Agence grënnen, d'Initiativ ergraff, an der Europäescher Kommissioun, an dat op allen Niveaue, eisen Interêt, fir dës Agence hei zu Lëtzebuerg unzesidelen, matgedeelt.

An hiren Demarchen huet d'Regierung net nëmmen op déi grouss Experienz vun der Direktioun C, vun der Generaldirektioun Gesondheet a Liewensmëttelsécherheet DG Santé, mee och op déi zu Lëtzebuerg present Servicer vun der Kommissioun an anere relevanten Domänen an déi dofir méiglech Synergien an och Kooperatiounen zu Lëtzebuerg higewisen. An ech wëll op dëser Plaz déi zentral Koordinatiounsroll tëschent den EU-Memberstaaten ernimmen, déi d'Direktioun C an d'DG Santé während der Pandemie iwwerholl hunn an nach ëmmer iwwerhuelen, dat ënner anerem mam Health Security Committee, dee seng Pleniëren, wéi Der wësst, am Schluss zu Senneng ofhält.

D'Regierung wäert d'Efforten och weiderféieren, och wa mer am Moment net méi vun enger Agence décentralisée oder enger Agence exécutive schwätzen.

An deem Kontext sief erwäant, dass d'Decisioun vun der Kommissioun eng Clause de révision huet, eng Clause de révision, déi beseet, dass virun 2025 eng Evaluatioun vum Fonctionnement vun der HERA gemaach wäert ginn, y compris och, wat hir Struktur an hir Gouvernance betrëfft.

Och am Projet vum Reglement iwwert d'Missioune vun der HERA ass eng Clause de révision virun 2025 virgesinn, e Punkt, op deen och Lëtzebuerg an der Diskussioun wäert staark insistéieren. D'Dier, fir dass d'HERA entweeder eng Agence décentralisée oder eng Agence exécutive gétt, ass also net definitiv zou. Hei muss mer weider usetzen. An ech weess, dass mir hei op eng Ënnerstützung vun der Chamber an op déi vun eisen Europadeputéierten ziele kënnen.

Dann nach e Wuert zu den Effektiver vun der HERA, ier ech kuerz nach op dee sougenannte „Pôle de

santé“ zu Lëtzebuerg aginn. D'Europäesch Kommissioun huet fir 2021 maximal 48 Poste virgesinn, vun deenen der aktuell ongeféier 16 besat goufen, ier d'Kommissioun fir 2022 eng Verduebelung op 96 Poste virgesäit. A vun 2023 u soll d'HERA dann e Maximum vun 120 Posten errechen.

Wat elo de Pôle santé zu Lëtzebuerg ubelaangt, dee jo och déi honorabel Deputéiert, d'Madamm Reding, ugeschwat huet, sou loosst mech just preziséieren, dass den Accord Asselborn-Georgieva vun 2015 explizitt jo déi dräi Pole genannt huet: Finanzpol, Justizpol an digitale Pol. An d'Presenz vun der Direktioun C, also d'effentlech Gesondheet vun der DG Santé zu Lëtzebuerg, ass am Protokoll Nummer 6 iwwert d'Verdeelung vun de Sätz vun der Europäescher Institutioun a verschidden europäeschen Organer, deen un den EU-Vertrag hänkt, garantéiert.

Dëse Protokoll ass en Deel vum Droit primaire vun der Europäescher Unioun an domat ass de Sätz vun der Direktioun C zu Lëtzebuerg fixéiert, well natierlech d'Traitée méi staark Valeur hu wéi bilateral Accorden.

D'Effektiver vun der DG Santé zu Lëtzebuerg ginn natierlech an de globalen Taux agerechent, wat d'Presenz vun der Kommissioun am Grand-Duché ugeet, dee mir 2015 zesumme mat der Kommissioun an deem sougenannten „Accord Asselborn-Georgieva“ festgehalten hunn.

Am Kader vun der Ëmsetzung vun dësem bilateralen Accord ass d'Regierung dann och am Dialog mat der Europäescher Kommissioun fir ze kucken, wéi déi Presenz vun der DG Santé zu Lëtzebuerg consolidéiert respektiv ausgebaut ka ginn a verstärkt e Pôle santé etabléiert ka ginn, dee vun de ville Synergiméiglechkeeten zu Lëtzebuerg - dat

net nëmme mat anere Kommissiounsservicer am digitale Beräich, mee och am eSanté-Beräich - kéint profitéieren.

Mat sengem dynameschen Ecosystem, souwuel um effentleche wéi och um privaten Niveau, ass de Beräich vun der eSanté zu Lëtzebuerg gutt opgestallt fir nei an och fir existent europäesch an international Strukturen am Gesondheitsberäich. Eng verstärkte Kooperatioun a verstärkt Kommissiounsservicer wäeren esou net nëmmen am Sënn vum Accord Asselborn-Georgieva, do hutt Der Recht, mee och am Sënn vun der Gesondheitsunioun, déi d'Kommissioun jo ustriert an där hir Objektiv Lëtzebuerg voll ënnerstëtzt.

Ofschléissend wëll ech nach ënnersträichen, dass d'Regierung hir Sätzpolitik konsequent weiderféiere wäert, dat souwuel, wat déi dräi grouss Polen ugeet, mee och, wat d'Strukturen an anere Beräicher ugeet, déi sech hei am Grand-Duché usidele kéinten oder wou ee verstärkt Synergie mat bestoenden europäeschen an nationale Servicer kéint herstellen.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Ausseminister. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir sinn och um Schluss vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kennt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

*(La séance publique est levée à 19.12 heures.)*

## Sommaire

### 1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

### 2. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Myriam Cecchetti

- Exposé : Mme Myriam Cecchetti

### 3. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la précarité énergétique

- Exposé : M. Gilles Roth

- Débat : M. Max Hahn - M. Georges Engel - M. François Benoy (dépôt de la motion 1) (intervention de M. Sven Clement) - M. Fred Keup (interventions de M. Sven Clement) (dépôt des motions 2 et 3) - Mme Myriam Cecchetti (dépôt des motions 4 à 8) - M. Marc Goergen

- Prises de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

- Motion 1 : M. Gilles Roth - M. Marc Goergen - M. François Benoy - M. Marc Goergen - Mme Myriam Cecchetti - M. Fred Keup - M. Georges Engel

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

- Motion 2 : M. Gilles Roth - M. Max Hahn - M. Marc Goergen - Mme Myriam Cecchetti

- Vote sur la motion 2 (rejetée)

- Motion 3 : M. Gilles Roth - M. François Benoy - Mme Myriam Cecchetti - M. Marc Goergen - M. Fred Keup - M. Georges Engel

- Vote sur la motion 3 (rejetée)

- Motion 4 : M. Gilles Roth - Mme Semiray Ahmedova - Mme Myriam Cecchetti

- Vote sur la motion 4 (rejetée)

- Motion 5 : M. Gilles Roth (interventions de M. le Ministre Claude Turmes) - Mme Myriam Cecchetti - M. François Benoy - M. Roy Reding - Mme Myriam Cecchetti - M. Sven Clement - M. Carlo Back - M. Gilles Roth - M. le Ministre Claude Turmes

- Vote sur le renvoi de la motion 5 en commission (adopté)

- Motion 6 : M. Max Hahn - M. Gilles Roth - M. Sven Clement - Mme Myriam Cecchetti - M. Fred Keup

- Vote sur la motion 6 (rejetée)

- Motion 7 : M. François Benoy - Mme Myriam Cecchetti

- Vote sur le renvoi de la motion 7 en commission (adopté)

- Motion 8 : M. Gilles Roth - M. François Benoy - M. Sven Clement - M. Fred Keup - M. le Ministre Claude Turmes - M. Gilles Roth - M. le Ministre Claude Turmes (intervention de M. Roy Reding)

- Vote sur la motion 8 (rejetée)

### 4. Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen

- Exposé : M. Jeff Engelen

### 5. Interpellation de M. Gilles Baum au sujet de la viticulture au Luxembourg

- Exposé : M. Gilles Baum (interventions de M. Léon Gloden et Mme Martine Hansen) (dépôt de la motion 1)

- Débat : Mme Octavie Modert (dépôt des motions 2 à 5) -

Mme Tess Burton - Mme Chantal Gary - M. Jeff Engelen - Mme Myriam Cecchetti - M. Marc Goergen (intervention de M. Sven Clement)

- Prise de position du Gouvernement : M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (intervention de M. Sven Clement)

- Motion 1 : Mme Octavie Modert - M. Gilles Baum

- Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

- Motion 2 : Mme Tess Burton - Mme Octavie Modert

- Vote sur la motion 2 (rejetée)

- Motion 3 : Mme Tess Burton - Mme Octavie Modert

- Vote sur la motion 3 (rejetée)

- Motion 4 : M. François Benoy - Mme Octavie Modert - M. le Ministre Romain Schneider (intervention de Mme Octavie Modert)

- Vote sur la motion 4 (rejetée)

- Motion 5 : Mme Tess Burton - Mme Octavie Modert

- Vote sur la motion 5 (rejetée)

### 6. Motion de M. Jeff Engelen relative à l'octroi d'aides financières aux agriculteurs suite à la hausse des prix de l'engrais

- Discussion générale : Mme Tess Burton - Mme Martine Hansen

- Prise de position du Gouvernement : M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural - M. Jeff Engelen (parole après ministre)

- Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)

### 7. 7643 - Projet de loi sur les données ouvertes et la réutilisation des informations du secteur public

- Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications : M. Guy Arendt

- Discussion générale : Mme Diane Adehm - Mme Lydia Mutsch - M. Marc Hansen - M. Sven Clement - Mme Nathalie Oberweis

- Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre de la Digitalisation

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 8. 7772 - Projet de loi portant modification des articles L. 651-2 et L. 651-4 du Code du travail

- Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel

- Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Carole Hartmann - M. Carlo Back - Mme Myriam Cecchetti - M. Jeff Engelen - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 9. 7858 - Projet de loi portant :

1° dérogation temporaire à l'article L. 511-5 du Code du travail ;

### 2° modification du Code du travail

- Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel

- Discussion générale : M. Marc Spautz (interventions de M. le Ministre Dan Kersch) (dépôt de la motion 1) - Mme Carole Hartmann - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - Mme Myriam Cecchetti - M. Sven Clement (interventions de M. le Ministre Dan Kersch)

- Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

### 10. 7525 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi du 15 décembre 2019 portant modification

1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique ;

3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ;

5° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ;

6° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

- Rapport de la Commission de la Fonction publique : M. Gusty Graas

- Discussion générale : M. Dan Biancalana - M. Carlo Back - Mme Diane Adehm - M. Marc Goergen (intervention de M. Sven Clement)

- Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

**Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen et M. Claude Turmes, Ministres.**



(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

## 1. Ouverture de la séance publique

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

■ **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Dat ass net de Fall, Här President.

## 2. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Myriam Cecchetti

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci. Da géif ech direkt d'Wuert ginn un d'Madamm Myriam Cecchetti fir den Depot vun enger Proposition de loi. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

### Exposé

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk), auteure.** - Merci, merci. Här President, am Numm vun déi Lénk deposéieren ech de Gesetzesprojet ausgoend vun der CSL fir d'Opwärtung vun de Prestations familiales, dat heescht souwuel eng Opwärtung vun Kannergeld wéi och vun der Allocation spéciale supplémentaire, der Allocation de rentrée scolaire an der Allocation de naissance. Dës Opwärtung soll elo direkt gemaach ginn a beleef sech op 10,38 %. Firwat 10,38 %? Ma well säit 2014 d'Familljegeldder 7,7 % u Wäert verluer hunn.

2014 ass och d'Joer vun Accord tëschent de Gewerkschaften an der Regierung, an deem festgehale gouf, datt d'Familljegeldder eischtens erëm indexéiert sollte ginn an zweetens dofir e Mechanismus sollt ausgeschafft ginn, deen déi Indexéierung dann automatesch mécht, wann d'Liewensdeierecht an d'Luucht geet. Dat ass awer bis haut net geschitt an den Accord ass deemno net vun der Regierung agehale ginn. Well elo viru Kuerzem nach eng Indextranche bäikomm ass, betrëfft den Ecart tëschent de Familljegeldder an der Liewensdeierecht net méi 7,7 %, mee 10,38 %.

Här President, eng immediat Opwärtung vun de Familljeprestatiounen vun 10,38 % nach virun der fälliger Indexéierung am Januar 2022 ass den absolute Minimum, deen d'Regierung elo ka maachen, fir de Stéit méi Kafkraaft ze ginn a se virun allem virun Aarmut ze schützen - den absolute Minimum, well et misst nach vill méi geschéien, fir ze verhënnere, dass zu Lëtzebuerg Leit, déi eng Famill grënnen, sech méi engem Aarmutrisiko aussetze wéi Stéit ouni Kanner. A wann ee kuckt, wéi eng Stéit am meeschten dem Aarmutrisiko ausgesat sinn, da confirméiert sech dat, wat sech trauregerweis op villen anere Plaze confirméiert: Frae sinn am meeschten vun der Prekarisierung betraff a rutschen ëmsou méi séier an d'Aarmut, wa se Mamm ginn an elengerzéiend sinn.

Här President, 38 %, dat ass den Aarmutrisikotaux fir Elengerzéiender zu Lëtzebuerg. 85 % vun den Elengerzéiende si Fraen. An et sinn och nach ëmmer d'Fraen, déi méi Zäit an d'Aarbechten am Stot an an d'Kannererzéiung investéieren - och wa se e Partner hunn. Frae schaffen och nach méi oft Hallefzäit wéi Männer, haaptsächlech, fir sech ëm d'Famill ze këmmere. Manner laang schaffen heescht manner verdéngen. Et kann net sinn, datt Kannerkréien heescht, ze riskéieren, aarm ze ginn - notament fir Fraen! Déi Lénk wëllen dëse Veraarmungsprozess elo direkt stoppe mat enger Opwärtung vun de Familljeprestatiounen an an Zukunft mat der Aféierung vun enger automatescher Indexéierung vun dëse Prestatiounen.

Voilà, ech iwwerreechen lech heimadder ...

**7911 - Proposition de loi proposition de loi concernant la revalorisation des prestations familiales et modifiant : - le Code de la sécurité sociale - la Loi du 23 juillet 2016 portant modification 1. Du Code de la sécurité sociale ; 2. De la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, et abrogeant la loi modifiée du 21 décembre 2007 concernant le boni pour enfant et en expose brièvement le contenu.**

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Cecchetti.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Villmools merci.

## 3. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la précarité énergétique

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Energieaarmut. Et hu sech schon geschriften: den Här Gilles Roth, den Här Max Hahn, den Här Georges Engel, den Här François Benoy, den Här Fred Keup, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Gilles Roth als Vertrieeder vun der CSV-Fraktioun, déi dës Aktualitéitsstonn ugefrot huet. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

### Exposé

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Minister, Dir Häre Ministeren, gëschter gouf an enger grousser däitscher Dageszeitung, der „Bild-Zeitung“, fir se net ze nennen, op der éischter Säit betitelt: „In diesem Teuer-Winter wächst die Schulden-Gefahr.“ Dat, wat fir 80 Milliounen däitsch Staatsbürger zoutreff, mengen ech, trëfft och fir 650.000 Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, zou. An d'Chiffere vun Eurostat, déi bestätegen dat eigentlech.

Zënter Ufank vun Joer kenne mer hei zu Lëtzebuerg déi héchst Augmentatioun vun den Energiepräisser an der ganzer Europäescher Unioun: e Plus vu saten 31 %. Néierens an der ganzer Europäescher Unioun hunn d'Leit mat méi enger staarker Augmentatioun vun den Energiepräisser ze di wéi hei am Land!

A wann een d'Zuelen emol kuckt, wat de Bensinn an de Mazout an d'Hëtzes dorëmmer kaschten, dann mengen ech, weess jiddwereen, dass et och fir säi Beidel geet. Iwwert dat lescht Joer, vun November 2020 bis November 2021, Dir Dammen an Dir Hären, ass de Bensinn, den 98er, ëm 45 % an d'Luucht gaang, de 95er ëm 44 %, den Diesel ëm glat 50 % an den Heizueleg ëm 108 %. Dat ass méi wéi verduebelt!

A fir dat emol ze verdäitlechen, wat dat op engem normalen Tank vu 50 Liter - dat ass net deen däcksten Tank - ausmécht: e Plus bei all Tankfëllung vu 24 Euro um Bensinn an 23 Euro um Diesel. An den Automobilsclub huet d'Berechnung gemaach, wat dat dann op e Joer ausmécht fir eng Persoun, déi en Auto huet, dee sechs Liter verbraucht - dat ass net deen däcksten Auto - an 20.000 km d'Joer fiert: Dat ass e Plus beim Bensinn vu 596 Euro d'Joer, bei dem Diesel vu 559 Euro - ech betounen: pro Joer.

Et gëtt ëmmer gesot: „Jo, déi meescht Leit, déi hëtzen iwwerhaupt net méi mat enger Mazoutsheizung.“ Dir Dammen an Dir Hären, op 265.000 Stéit, déi et am Land gëtt, hëtze 54.218 Leit hiert Haus nach mat Mazout. Dat si 22 % vu sämtleche Stéit, déi am Land sinn. 90.000 Stéit, dat sinn 33 %, hëtze mat Gas. Eleng op enger Mazoutsheizungsrechnung mécht dee Plus op dem Mazoutsueleg - elo haalt lech gutt un! - 867 Euro d'Joer aus bei engem Verbrauch vun 2.100 Liter pro Joer. Dat ass net deen däckste Verbrauch. Ech kann all déi Chiffere beleeden.

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt jo gesot: „Mee dat gëtt alles duerch den Index ausgeglach.“ Mir hunn eis dann d'Méi gemaach fir ze rechnen, wat bei engem Akommes vu 5.000 Euro - dat ass net dat däckst, mee dat ass awer och net dat klengsten Akommes - de Plus um Index pro Mount ausmécht. Dat si 64 Euro de Mount, 786 Euro d'Joer. Wann Der also déi Zuele vun dem Index vergläicht, da gesitt Der, dass de gesamten Index, deen d'Leit iwwer ee Joer bäikriegen, mol net duergeet, fir d'Brennes vun engem Joer an engem Heizungsmaoutstank auszegläichen.

Bei der Gasheizung: Dir Dammen an Dir Hären, den Direkter vu SUDenergie huet kierzlech am „Tageblatt“ en Interview ginn an do huet e kloer an däitlech gesot, dass et bis elo eng Hausse gouf um Gas vu 55 % an dass eng Präisdeierecht am Ufank vun Joer vun 20 % bis 25 % nach weider aussteet. An en erkläert och - an et si jo eng Rei vun Deputéierten, déi mer dat confirméiert hunn, dass se esou e Bréif kruten -, dass d'Avancen um Gas, déi monatlech Avancen, déi ze bezuele sinn, ëm ronn 90 Euro pro Mount an d'Luucht gaange sinn - 90 Euro pro Mount! Dat heescht also, dass déi 64 Euro, déi deen um Index bäikritt, dee 5.000 Euro de Mount verdéngt, emol net zu zwee Drëtzel duerginn, fir déi Augmentatioun vun der Avance um SUDenergie-Gas auszegläichen.

Véierte Punkt: d'Kompositioun - an dat ass en Dokument, wat an der Finanzkommissioun ausgedeeelt gouf - vun der Douanesverwaltung. En Tank vu 50 Liter Diesel kascht ronn - oder huet kascht viru 14 Euro - 66,40 Euro. Vun deene 66,40 Euro fale 36 Euro op de Produit énergétique, dat heescht de Rohstoff. An de Rescht, dat sinn 31 Euro, déi falen eleng op d'Taxen. Dat verdeelt sech dann esou, dass 54 % Rohstoff sinn a 46,6 % staatlech Taxen. Fir et am Detail ze soen: d'Accisen 31,3 % an d'TVA 14,9 %.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een e bësse kuckt, wat dann an dem europäeschen Ausland d'Positiounen vun den eenzelne Regierunge sinn, wéi mat där Präisdeierecht, déi een hei net ka klengrieden, ëmgaange gëtt, da gesäit een, dass zum Beispill a Frankräich ganz vill Stéit den Energie-Chèque kréien. A Spuenien gi se eng aner Schinn a froen en Erfesetze vun der TVA.

Déi ass zu Lëtzebuerg och 17 %. A Groussbritannien stelle se e Fong besonnesch fir déi Haushalter mat méi bescheidenem Akommes zur Verfügung. An Däitschland gëtt vu verschiddene Spëtzepolitiker driwwer nogeduecht, d'TVA erfesetzen. An der Belsch gëtt den Tarif social méi breet ugepasst. An Italie soll et eng Suspensioun vun der Energietaxe

bis d'Enn vun Joer ginn. An an anere Länner maache se och eng gewëss Spär um Niveau vun der Präisdeierecht, zum Beispill a Portugal, wou notament Aiden ausbezuelt ginn.

Wann ee kuckt, wat d'Lëtzebuurger Zivillgesellschaft seet: Den OGB-L als grouss Gewerkschaft fuerdert eng automatesch Adaptatioun vun de Steierkreditter an eng Suspensioun, dat heescht eng Afreierung vun der geplangter CO<sub>2</sub>-Steier op den 1. Januar 2022. D'Union luxembourgeoise, also de Konsumenteschutz, dee freet, dass een e Gel des prix, also eng Afreierung vun de Präisser, sollt virgesinn. D'Caritas freet, dass een e Moratoire op den Energiepräisser soll virgesinn an dass een déi sozial Kompensatioun sollt an d'Luucht setzen. A finalement den Automobilsclub - dat konnt och jiddwereen an der Press liesen -, dee freet, dass een ab dem 1. Januar 2022 op d'Augmentatioun vun der CO<sub>2</sub>-Steier renoncéiert.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, stellen ech der Regierung, an absënns dem gréngen Energieminister Turmes, folgend Froen: Wéi geet d'Regierung gäre mat deem Appell vun der Zivillgesellschaft ëm - ech hunn der elo hei e puer genannt -, fir déi Präisdeierecht auszegläichen?

Zweet Fro: Wëllt d'Regierung nach weiderhin un der Manipulatioun vun dem Index festhalen an deem Sënn, dass d'CO<sub>2</sub>-Steier sech net am Index erëm-fënnt?

Drëtt Fro: Gesäit d'Regierung eventuell vir, fir kuerzfristeg eng Reduktioun vun den Accisen oder der TVA op den Energiepräisser anzeféieren?

Véierte Punkt: Wéi steet et mat dem Kilometergeld? Dir wësst, dass d'Kilometergeld vun 0,4 % op 0,3 % am Spuerpak 2014 erfesat gouf. Op jidde Fall waren deemools d'Energiepräisser net esou héich wéi se elo sinn.

Fënnefte Punkt: Wéi ass et mat enger eventueller Avance vun der Akellerungsprimm, der Allocation de vie chère? Déi betrëfft ëmmerhin 30.000 Leit hei am Land.

A sechste Punkt: Wéi gesäit et aus mat der Entlaaschtung vun der Mëttschicht um Niveau vun de Steieren?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss: An den Ae vun der CSV besteet d'Aufgab vun der Politik doranner, fir de Leit permanent nei Verbueter opzebrummen an och nach mam héije Moralfanger a Saachen Energieverbrauch virzegoen. D'Aufgab vun der Politik, Dir Dammen an Dir Hären, besteet fir eis villméi doranner, sech ëm déi bestoende Suerge vun de Leit ze këmmere, an dat sinn nient der Explosioun vun den Energiepräisser och d'Logementspräisser, dat ass virun allem d'Explosioun vun dem Aarmutrisiko an dat ass och eng ëmmer méi grouss Steierlaascht, besonnesch fir déi grouss Mëttschicht.

D'Äntwert vun der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären, hu mer beim État de la nation gesinn an ech ginn dervun aus, dass mer dat och haut gesinn: Déi ass op déi substanzuell Froe fir den Zesammenhalt vun eiser Gesellschaft gläich null.

Fir eis, fir d'CSV, huet d'Regierung op deene Punkte kläglech versot, an dat zum Leidwiese vu villen onzefriedene Leit, besonnesch aus där ëmmer méi breeder Mëttschicht. A mir hoffen, dass et net geet wéi an anere Länner, dass d'Cohésion sociale op dëser Fro auserneebrécht.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Roth.

An da wier et um honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

### Débat

■ **M. Max Hahn (DP).** - Merci, Här President. Ech mengen, mir kënnen eis alleguerter gutt erënneren, wéi am Ufank vun der Pandemie am Abrëll 2020 déi weltwäit Pétrolspräisser esou déif an de Keller gaange sinn, dass momenterweis negativ Präisser bezuelt gi sinn, fir där grousser Offer Meeschter ze ginn. Du jamais-vu war dat!

Elo, knapps annerhaleft Joer méi spéit, erliewe mer déi géigesätzlech Situatioun. D'Demande ass grouss. D'Wirtschaft huet iwwert déi lescht Méint nees gutt ugezunn. An nodeems d'Matière-première rar an domat deier gi sinn, sinn och d'Energiepräisser zanter Ufank des Joers quasi explodéiert, sief et de Bensinn an den Diesel, déi fir Lëtzebuurger Verhältnissen absolutt Héchststänn erreecht hunn, sief et Äerdgas, wou de Präis ëm ronn 25 % bis 30 % am Laf vun engem Joer geklommen ass, an och de Stroumpriis klëmmt, wann och net grad esou dramatesch.

D'Grënn heifir sinn ënnerschiddlech: vun enger wirtschaftlecher Reprise, déi, wéi gesot, eng Demande schafft, déi méi grouss ass wéi d'Offer; eng Offer, déi vläicht bewosst niddreg gehale gëtt aus geopolitichesche Consideratiounen oder och nach aneren Entwécklungen. Jee, wéi villschichteg d'Grënn och

ëmmer sinn, den Effekt ass op alle Fall dee selwechten: De Leit deet et am Portmonni wéi, besonnesch deenen, déi souwiesu finanziell manner gutt gestallt sinn.

Als DP hu mer ëmmer gesot, dass eis Klima- a Sozialpolitik mussen Hand an Hand goen. Eng effikass Klimapolitik geet net ouni eng gerecht Sozialpolitik. Béid dierfen net géinteneen ausgespillt ginn.

Zu der Éierlechkeet vun dem Debat géllt et awer och ze soen, dass d'CO<sub>2</sub>-Steier net den Haaptfacteur vun där massiver Präisshausse ass. Dat liest een alt emol gären an de Foren an an de Kommentarboxe vun de soziale Medien. Dat ass awer net de Fall. An der Zesummesetzung vun dem Endpräis mécht d'CO<sub>2</sub>-Tax nämlech just ee klengen Deel aus.

Mir schwätze vu 5 bis 6 Cent fir de Liter Diesel oder Bensinn. Anescht ausgedréckt: Beim aktuelle Präis vun 1,5 Euro de Liter Bensinn entfale vun deene 75 Euro, déi ee fir eng ganz Tankfëllung vu 50 Liter bezilt, ganz genee 3 Euro op d'CO<sub>2</sub>-Tax, eng Zomm, déi jo nach duerch d'Erhéijung vun dem Steierkredit ëm 96 Euro kompenséiert gëtt.

A wann d'Tonn CO<sub>2</sub> elo den 1. Januar 2022 vun 20 op 25 Euro klëmmt, da mécht dat eng Differenz vun engem Cent pro Liter. Ech mengen, do läit wierklech net de Problem. De Problem läit och net prinzipiell dodran, dass d'Verschmutzung duerch Bensinn a Gas - ënnert der Form vun CO<sub>2</sub> - e Präis krit. Et ass de klassische Prinzip vun Pollueur-payeur, deen hei spillt: Déi Leit, déi méi duerch hir Consumatioun verschmotzen, mussen méi bäidroen.

Hei mussen mir allerdéngs oppassen, dass mir jiddereen kënnen mathuelen a keen op der Streck bleift. Dowéinst och d'Decisioun vun dëser Regierung, d'CO<sub>2</sub>-Steier niddreg unzesetzen an eréischt no an no an d'Luucht ze setzen, während gläichzäitig eng ganz Panoplie u Mesuren, u Subventiounen, u Investitiounen decidéiert ginn ass, fir de Leit bei dëser Transitioun finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen.

Als DP si mir iwwerzeegt, dass mir mat der Politik vun dëser Regierung um richtege Wee sinn, e Wee, deen net fundamental a Fro gestallt soll ginn duerch déi rezent Entwécklungen um Marché. Allerdéngs: Wann d'Präisser esou an d'Luucht ginn, wéi mer dat an der Lescht erlieft hunn, da stellt dat, wéi bei all Kris, grad déi Stéit mat niddregem Akommes viru Schwierigkeeten.

D'Regierung ass sech dëser Problematik ganz bewosst. An de leschte Jore si ganz vill Efforte gemaach ginn, fir deenen an eiser Gesellschaft ze hëlfe, déi eeben net esou gutt do stinn. Dat geet iwwert déi sëllege Sachleeschungen, déi agefouert goufen - et wieren der ze vill, fir se hei all opzezielen - a wou de Premier jo a senger Ried zur Lag vun der Natioun der nach weider annoncéiert huet. Ech denken hei nëmmen un d'gratis lessen an de Schoukantinnen oder déi schonn agefouert gratis Schoulbicher. Dat ass eng substanzuell Entlaaschtung fir d'Stéit mat klengem Revenuen. Mee dat sinn och Geldleeschungen wéi d'Erhéijung vun der Allocation de vie chère ëm mindestens 200 Euro op den 1. Januar 2022, nodeems dës schonn op den 1. Januar vun dësem Joer ëm 10 % an d'Luucht gesat gouf, gradwéi de Crédit d'impôt, deen ëm 96 Euro erfesat ginn ass, fir d'CO<sub>2</sub>-Steier sozial gerecht ofzefiedere.

Fir eis als DP - an ech soen dat ganz kloer - kann et net sinn, dass Leit dësse Wanter fréiere mussen, well d'Präisser um Marché esou verréckt spillen. Waasser an Energie gehéieren zu de Grondbedürfnisser an eiser Gesellschaft. Si dierfen net zu engem Luxus ginn, dee sech verschidde Leit net leeschte kënnen.

Zu Lëtzebuerg hu mer e Sozialnetz, dat enk genuch gestréckt ass, fir kee falenzeloossen. Ech denken an dësem Kader zum Beispill u Servicer wéi d'Assistance aux ménages en situation de précarité énergétique vun den Office-socialen, fir deene Leit ze hëlfe, déi eebe riskéieren, an d'Prekaritéit ze rutschen.

An esou aussergewöhnleche Situatiounen wéi dës fanne mir et als DP awer sécher net verkéiert ze kucken, wéi gutt déi Mesuren, déi schonn en place sinn, gräifen; inwiefern zukünfteg Mesuren, déi jo schonn annoncéiert gi sinn, dozou bäidroen, de Risiko vun der Energieaarmut ze minimiséieren, oder ob net zousätzlech Efforte gemaach misste ginn, fir den Impakt vun dëser Präisshausse op déi Schwächsten ofzefiedere.

Här President, à terme ass sécher déi beschte Pist, d'Ofhängegkeet vun de fossillen Energien ze reduzéieren an den energieeteschen Émbau vun eiser Gesellschaft virunzedriewen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Max Hahn (DP).** - Dat muss, wéi gesot, Hand an Hand mat enger gerechter Sozialpolitik goen. Dëst war vun Ufank un eise Wee an dee solle mer och an Zukunft weidergoen.

Ech soen lech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci fir d'Nolauschteren. An ech géif nach eng Kéier dem Gilles Roth villmools Merci dofir soen, dës Heure d'actualité ugefrot ze hunn.



► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Hahn. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci dem Gilles Roth fir dës Heur d'actualité. De Wanter steet virun der Dier an d'Energiepräisser klammen. Dat ass net immens. Dat ass wierklech net gutt. Dat be- laascht d'Haushalter an et trifft déi Leit beson- nescht staark, déi elo schonn an der Prekaritéit liewen. Si kréien et am daitlechsten ze spieren, wa se tanke ginn, wa se de Mazouttank fëllen oder wa se hir Gasrechnung kréien.

Eng a mat Sécherheet déi wichtegst Ursach - et ass virdu scho gesot ginn - vun der Präisdeierecht ass déi wirtschaftlech Reprise no enger laanger Zäit, wou d'Nofro vun der Energie weinst der Pande- mie méi niddreg war. Et kann een also hoffen, dass déi Präisdeierecht do net nach laang unhält. Op wat fir engem Niveau se sech wäert stabiliséieren, ass schwéier ze soen. Dat ass och net esou kloer. Et wär vläicht flott vum Energieminister ze wëssen, wat d'Aschätzung vun der Situatioun fir hien do ass.

Mir mussen awer domat rechnen, dass d'Präisser elo eng länger Zäit op héijem Niveau bleiwen. An dat wäert sech net nëmme bei den Energiepräisser bemierkbar maachen. Et ass ze erwaarden, dass d'Konsumgiddere generell einfach méi deier ginn. Dat selwecht géllt fir Servicer, déi mat engem héijen Energieverbrauch verbonne sinn, wéi zum Beispill d'Liwwerservicer, fir nëmme een ze nennen.

Mir sollten net vergiessen, dass héich Energiepräis- ser net nëmme d'Haushalter, mee och d'Betrieb- treffen, déi oft keng aner Méiglechkeet hunn, wéi dat un de Client weiderzeginn. Wann d'Präisser iwwer méi eng laang Zäit héich bleiwen, da wäert d'Ekonomie insgesamt och dorënner leiden.

D'Politik muss dorauer op d'mannst emol zwou Konsequenzen zéien: Engersäits muss kuerzfristeg Mesurë getraff ginn, fir deene Leit ze hëllefen, déi an de kommende Wochen a Méint riskéieren, finan- ziell a Schwierigkeeten ze gerode weinst eeben deenen héijen Energiepräisser. Anerersäits muss mer alles drusetzen, fir mëttelfristeg och manner ofhängeg ze ginn eebe vun deene fossillen Ener- gien, op deenen hir Präisentwicklung mer jo och net deen allergréissten Impakt hunn.

Wat déi kuerzfristeg Hëllefen ugeet, sou huet de Premier schonn am État de la nation ugekënnegt, dass d'Allocation de vie chère ëm mindestens 200 Euro ugepasst wäert ginn. Als LSAP begrësse mer dat natierlech. Mir sinn awer donieft der Meinung, dass een och muss doruwwer nodenken - an dat ass en Appell, deen ech un d'Regierung maachen -, dass mer konkret kucken, wéi et mat deene Ba- rème vun der Allocation de vie chère ass an ob een déi net muss unhiewen, fir dass och méi Leit mat klengere Revenue kënnen dovunner profitéieren. Well net nëmme déi Leit mat dem Mindestloun wäerten a Schwierigkeete geroden, mee och déi, déi liicht driwwer leien. An dofir sollt d'Regierung sech wierklech Gedanken maachen, wéi een dat kéint upassen.

D'Gemenge leeën zum Deel och nach eppes bei der Allocation de vie chère mat drop. Et wär och inter- essant hei ze wëssen, wéi vill Gemengen dat ma- chen. Am Noutfall hëlleft dann och den Office so- cial. An do gëtt et och eng gutt Initiativ - si ass vir- drun och schonn ugeschwat ginn - vun der Assis- tance aux ménages en précarité énergétique. Déi Initiativ do gëtt et scho méi laang. Eng Gemeng, déi ech gutt kennt hunn - d'Gemeng Suessem - huet deen dote System wéi alleguer déi aner Gemenge jo och scho méi laang a mir hunn elo eng extra Per- soune domadder chargéiert, fir och grad an der Pré- carité énergétique eng Hand mat unzepakten.

Mierkt een dann elo schonn - och dat ass eng Fro un d'Familljeministeschen - op den Office-socialen, dass do scho méi Problemer weinst den Heiz- a Stroumkäschten sinn, dass do scho méi Problemer un d'Office-socialen erudedroe ginn? Gëtt déi Be- rodungsoffer vun där Assistance aux ménages en précarité énergétique och vill genotzt? Dat wäert Froen, déi ech un d'Familljeministeschen hätt.

Fir all Bierger gëtt de Kafkraaftverloscht am Fall vun enger genereller Präisdeierecht zu engem gud- den Deel iwwert den Index ausgeglach, un deem d'LSAP ëmmer festgehalten huet. D'Erëmafiere vun der Indexéierung vum Kannergeld ass och e Schratt an déi richteg Richtung.

An ech wëll just soen: Mir hunn och ëmmer dru festgehalten, dass d'Energiepräisser an deem Index- kuerf do mat drableiwen. Ech weess net, ob dat alleguer d'Parteien hei ëmmer esou gemaach hunn. Op alle Fall stounge mir ëmmer dozou, dass d'Ener- giepräisser och am Index sollte mat drableiwen.

Mir mussen awer iwwert dës Momentopnam ewechkucken. Mëttelfristeg muss mer onbedéngt manner ofhängeg gi vun deene fossillen Energien a

virun allem d'Energie méi effizient notzen! Mir hunn dofir de gratis öffentlechen Transport, d'energee- tesch Sanéierung vun Haiser, d'Ersetze vun de Ma- zouthezungen, d'Notze vun der Geothermie - dat ass alles ganz, ganz wichteg. De Staat muss dës energeetesche Transitionen esou ville Leit wéi méi- glech zugänglech maachen. An duerfir mussen et och sozial Kompensatioun ginn.

Ech sinn net der Meenung, dass een d'CO<sub>2</sub>-Steier elo net soll erhéijen. Mir mussen déi Differenz tëschent den Nopeschlänner natierlech méi kleng halen, well och an Däitschland an och a Frankräich an an der Belsch wäert d'CO<sub>2</sub>-Steier mat grousser Warschein- lechkeet kommen, soudass et lo net richteg wär, fir déi CO<sub>2</sub>-Steier hei net ze froen.

Et muss een och wëssen, dass déi Auswierkung vun där Klimakris - a wa se wierklech voll aschléit - grad déi Leit am meeschten trifft, déi am ärmste sinn. A wa mer elo net reagéieren hei, da wäerte mer déi Konsequenzen nach vill méi staark spieren. Iwwert d'CO<sub>2</sub>-Indexéierung sinn ech och net der Meenung, dass een dat sollt maachen, well et geet jo grad drëms, fir eng Verhalensännerung ze ma- chen. A mir hunn duerfir och de Crédit d'impôt age- fouert, dee fir déi Leit, déi tëscht 40.000 an 80.000 Euro verdéngen am Joer - 80.000 Euro sinn awer ëmmerhi 6.666 Euro de Mount brutto -, spillt. Duer- fir ass och d'Indexéierung vun der CO<sub>2</sub>-Steier fir eis dee falsche Wee.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Engel. An da wier et um honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Benoy (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Hären, déi héich Präisser, déi mer elo hunn, si virun allem zréckzeféieren op déi wirt- schaftlech Reprise, d'meteorologesche Konditiounen an och d'Veknappung vun de Produzenten. A mir mussen lo wierklech deene Leit hëllefen, déi Hëllef hei brauchen.

Dass eis déi Hausse awer lo esou staark trifft weist och, awéieren an a wat fir engem Mooss mer ofhängeg si vun de fossillen Energien, déi mer jo in- tegral importéieren. An do muss mer eraus. Mir mussen esou séier wéi méiglech eng Transition op erneierbar Energien hikréien. A grad dat ass wich- teg fir d'Leit mat klengere Revenuen, déi déi héich Präisser elo am meeschte spieren.

Déi exzeptionell Situatioun, déi mer hunn, ass net hausgemaach, mee si ass op international Pheno- meener zréckzeféieren - Spekulationen an esou wei- der. An et ass wichteg a richteg, dass den Energie- minister op europäeschem Niveau Drock gemaach huet, fir dass de Stockage besser reglementéiert gëtt, fir dass de Konsument eebe grad déi Schwan- kunge manner spiert an deenen och manner ausge- liwwert ass. D'Fournisseure mussen och längerfris- teg akafen an och plangen - net kuerzfristeg -, fir dass eebe beim Client e méiglechst stabilen Präis garantéiert ass.

Ech kommen da bei d'Energiearmut. Mir hunn, jee nodeem, wat fir eng Chifferen ee kuckt, tëscht 2 % an 10 % Energiearmut zu Lëtzebuerg. An et gëtt wierklech gekuckt, fir deene Leit beschtméiglech ze hëllefen, mat enger Berodung vu myenergy zum Beispill, d'Energiekäschten, déi vum Office social iwwerholl ginn. D'Clienté vum Office social kréien och net de Krunn zougredéit, dat ass gesetzlech festgehal. D'Allocation de vie chère gouf a gëtt er- héicht.

Wat awer wichteg ass, ass, dass mer déi Hëllefen do weider ausbauen. An dofir ass et och richteg a wichteg, dass d'Regierung elo kuckt, ob net weider cibléiert Mesuren néideg sinn, fir d'Haushalter mat méi klengem Akommes - déi hei am stärkste vun deenen Haussë betraff sinn - vläicht nach méi ze ënnerstëtzen. Mir hunn nämlech zu Lëtzebuerg budgetär Moyenen. Dat heescht, wann dat néideg ass, menge mir als Gréng, mussen mer déi Leit och nach méi ënnerstëtzen.

Hunn och d'Office-socialle genuch Leit? Hu se ge- nuch Zäit, fir deene Leit, déi wierklech an Energie- armut sinn, ze hëllefen? Mee wa mer iwwer Ener- giearmut allgemeng schwätzen, mengen ech, dass ee virun allem awer muss iwwert de Phänomeen vun der Armut zu Lëtzebuerg schwätzen an dass mer dee Problem mussen u senger Wuerzel upa- ken.

D'Armut zu Lëtzebuerg hält nämlech zou. D'Schéier tëscht Aarm a Räich gëtt ëmmer méi grouss. An eise Steier- an och eise Sozialsystem kréien déi Entwécklung, déi net gutt ass, net opge- faangen. An dofir brauche mer eng méi gerecht Steierpolitik. Stéit mat méi klengere Revenue mussen allgemeng entlaascht ginn, fir dass se net esou schwéier getraff gi vun esou Situatiounen wéi där heiter an déi an Zukunft och besser selwer stemme kënnen.

Déi beschte Preventioun awer ass eng engagéiert Klimaschutzpolitik an eng séier Transition op d'er- neierbar Energien, also méi Energieeffizienz, méi gréng Energien, dat dezentral produziéiert, well mer

da méi onofhängeg ginn. An déi klimafrëndlech Alternative gi jo och ausgebaut a ginn och bezuel- bar ausgebaut mat dem Ausbau vum öffentlechen Transport, der Reorganisatioun vum Busreseau grad am ländleche Raum, weekends an och owes, dem gratis öffentlechen Transport, wou de Statec eis gerecht huet, dass grad déi Leit mat de mann- ste Revenuen am meeschten dovunner profitéieren. D'Primmen an der Elektromobilitéit goufen alleguer- ten ugepasst, méi sozial gerecht gemaach an och méi ökologesche. An och d'Primme fir d'energee- tesch Sanéierung si substanzuell an d'Luucht gaangen.

Da mengen ech, muss een awer och nach eng Kéier ënnersträchen, dass de CO<sub>2</sub>-Präis, dee mer age- fouert hunn, net ausschlaggebend ass bei der ak- tueller Hausse, iwwert déi mer schwätzen. A grad och dee gestaffelte Steierkredit, dee mer ageféiert hunn, an d'Hausse vun der Allocation de vie chère féieren dozou, dass Leit mat de mannste Revenue souguer e Klimabonus hunn, dass si souguer Euroe bäikréien.

Op der COP elo grad eréischt gëtt gesot, wéi wich- teg dat Instrument vun der CO<sub>2</sub>-Bepräissung ass als e fundamentaalt Instrument, fir Klimaschutz ze maachen. An dofir muss mer dat Instrument och weiterentwéckelen, mee gradesou gutt och mat enger Kompensatioun fir déi Leit, deenen et am mannste gutt geet. An do schwätzen ech dervun, wa mer dat Instrument weiterentwéckelen, dass mer gläichzäitig och an onsen Ae mussen iwwer eng Hausse vum Crédit d'impôt nodenken an do- riwwer diskutéieren.

Wa mer awer driwwer schwätzen, wéi mer Lëtze- buerg méi onofhängeg maachen, mussen mer méi erneierbar Energien och zu Lëtzebuerg produziéieren. Mir hunn d'Produktioun vum grénge Stroum zu Lëtzebuerg verdräifacht, d'Wandenergie verfénef- acht. Den Trend beim Solarstroum geet och weider an d'Luucht. Hei mussen mer zu Lëtzebuerg eis Ver- antwortung weider iwwerhuelen. Do ass all Mënsch gefuerdert, d'Gemengen an de Staat. A mir kréien natierlech och net alles zu Lëtzebuerg gestemmt. Mee dofir maache mer jo och Partnerschaften mat dem Ausland zesammen.

D'Präisser sinn héich. Se si wuel, géif ech soen, elo - dat soen déi meescht Analysten - op dem Niveau ukomm. Mee mir kënnen natierlech och net aus- schléissen, dass mer an Zukunft op de Mäert Fluc- tuatiounen wäerten hunn, déi vrun allem natierlech erëm déi Leit, déi am mannsten hunn, wäerten am meeschten treffen. An dofir mussen mer elo an och an Zukunft deene Leit hëllefen, déi déi Hëllef brau- chen. Et sinn nämlech déi, déi dat am meeschte spieren. An dofir brauche mer konkret Mesuren, fir dat ofzefiedereren. An et ass och dat, wat mer ma- chen a wat mer awer och vläicht an Zukunft nach mussen ausbauen. An an deem Sënn, Här President, géif ech lech eng Motioun iwwerreechen.

### Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- la hausse des prix des énergies fossiles au fil de l'année 2021, qui est liée à des facteurs conjonc- turels, commerciaux, météorologiques, ainsi que géo- politiques et se répercute au niveau international touchant une très large partie du monde entier ;

- qu'en 2020, 2,7 % des ménages au Luxembourg étaient en situation de précarité énergétique ;

- qu'afin de réduire notre dépendance des énergies fossiles, nous devons accélérer davantage le déve- loppement de l'efficacité énergétique et des éner- gies renouvelables ;

saluant

- que le Gouvernement poursuit une politique très dynamique de développement des énergies renou- velables, réduisant ainsi progressivement la dépendance des énergies fossiles ;

- qu'au niveau européen, le Gouvernement plaide en faveur de la mise en place de mesures pour com- battre la spéculation sur les marchés de l'énergie et une meilleure gestion des stocks de gaz disponi- bles ;

- que les mesures sociales cibléies, comme l'aug- mentation de l'allocation de vie chère d'au moins 200 euros par ménage au 1<sup>er</sup> janvier 2022, après que celle-ci a déjà été revue à la hausse de 10 % au 1<sup>er</sup> janvier 2021, permettent d'atténuer l'impact des hausses exceptionnelles de prix d'énergie sur les ménages à revenu faible ou moyen ;

- que les montants prévus par les régimes de sub- sides en faveur de la rénovation énergétique et de l'électromobilité ont été considérablement augmen- tés dans le cadre du plan de relance « Neistart Lët- zebuerg » ;

- que le programme « assistance aux ménages en précarité énergétique » permet aux ménages qui ne disposent pas de moyens suffisants pour payer leurs factures énergétiques de profiter d'un conseil énergétique personnalisé ainsi qu'une subvention pour le remplacement d'un ou de plusieurs appareils électroménagers énergivores ;

- l'introduction de la gratuité des transports publics en 2020, qui selon le Statec rapporte les plus gran- des économies aux ménages les moins aisés ;

- que le régime de subsides pour la rénovation éner- gétique va être simplifié et prolongé, ceci afin que les travaux de rénovation puissent être déployés en- core plus facilement,

invite le Gouvernement

- à poursuivre sa politique dynamique de sortie des énergies fossiles par la promotion de l'efficacité énergétique, la promotion des énergies renou- velables et la modernisation de nos réseaux électri- ques, véritable facteur de notre sécurité d'approvi- sionnement national et la réduction de notre dépendance envers les énergies fossiles ;

- à charger le Statec de poursuivre l'étude de l'évo- lution de la pauvreté énergétique au Luxembourg en collaboration avec le Ministère de l'Énergie et en concertation avec le Ministère de la Famille de four- nir des bilans réguliers à ce sujet à la Chambre des Députés ;

- à surveiller de près l'évolution des prix des éner- gies fossiles ;

- à analyser dans ce contexte si des mesures cibléies supplémentaires sont nécessaires pour soulager les ménages à faible revenu qui sont les plus touchés par la hausse des prix d'énergie ;

- à œuvrer à ce que les ménages à faible revenu puissent profiter pleinement des primes énergéti- ques ;

- dans ce contexte, à effectuer une analyse sur la mise en place d'un système de paiement des primes pour les rénovations énergétiques en amont de la réalisation des travaux pour les ménages à faible re- venu ;

- à évaluer le projet « assistance aux ménages en précarité énergétique » et, le cas échéant, améliorer ce dernier.

(s.) François Benoy, Georges Engel, Max Hahn, Josée Lorsché.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

► **M. François Benoy (déi gréng).** - Déi Motioun ass ënnerschriwwen vun de Gréngen, vun der sozialiste- scher Partei a vun der Demokratescher Partei, wou mer soen: Mir mussen eebe justement d'Situatioun vun der Energiearmut zu Lëtzebuerg am An halen, mat der Etüd vum Statec weidermaachen, dass d'Chamber och informéiert gëtt. An d'Regierung muss eebe kucken, ob mer weider cibléiert Mesurë brauchen, fir d'Haushalter mat klengem Akommes ze entlaaschten, déi eeben am stärkste betraff si vun der Hausse. Mir mussen och kucken, dass grad déi Leit mat am mannste Revenu vun den energee- tesche Primme profitéieren kënnen.

A gläichzäitig brauche mer eng ambitiéis Klima- schutz- an och Energietransitionspolitik, well grad déi Transition a Richtung Klimaneutralitéit ass déi beschte Preventioun an deem heite Beräich, awer och fir d'Gesellschaft méi resilient ze maachen, d'Ekonomie méi resilient ze maachen. Déi Instrumen- ter hu mer alleguerten. Mir hu se am PNEC an déi mussen mer weiterentwéckelen an och séier duerch- setzen, fir a Richtung vun enger klimaneutraler Zu- kunft ze goen. Dozou gehéieren natierlech och steierlech Mesuren, dozou gehéieren d'Primmen. A mir mussen dat natierlech sozial offiedereren.

Mir mussen eraus aus der Ofhängegkeet vum Pétrol a vum Gas. Domadder kréie mer méi Onof- hängegkeet, och vun deene grouse Produzenten, wat zum Deel och ondemokratesche Staate sinn: Russland, Saudiarabien an och aner. A grad dat ass sozial, well domadder an Zukunft Leit mat dem mannste Revenu déi global Präisschwankunge vu fossillen Energien net méi esou ze spiere kréien.

Mir mussen de Problem vun der Armut awer do- riwwer eraus och wierklech un der Wuerzel upaken, net de Klimaschutz an d'Sozialpolitik géinteneen ausspilleren. D'Leit sinn net aarm, well hir Energie- rechnung ze deier ass, mee si sinn et zum Deel, well se vun der Aarbecht net méi liewe kënnen zu Lëtzebuerg. Si sinn et vläicht och, well d'Ongläich- heeten ...

► **M. Sven Clement (Piraten).** - An net nëmme een an der Regierung!

► **M. François Benoy (déi gréng).** - ... vum Akommes an och vun dem Patrimoine ëmmer méi grouss ginn zu Lëtzebuerg. An och dat mussen mer upaken.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Benoy. An als nächste Riedner steet den Här Fred Keup scho prett. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fred Keup (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass e grouse Moment: Mir sinn Europameeschter, d'Nummer 1 a ganz Euro- pa - ...

(Interruption)

... d'Nummer 1 am Klamme vun de Präisser fir Ener- gie! Jo, dat rasant Klammen, dat gesi mer och an



anere Länner an Europa. Dat ass richteg. Awer Lëtzebuerg brécht de Rekord an hei ass d'Präiserhéijung am héchsten. Bravo!

Den Här Roth huet d'Präisser scho genannt. Ech ka se hei nach eng Kéier soen: Super 95: virun engem Joer 1,04 Euro, elo 1,50 Euro, 46 Cent méi; Diesel: 0,92 Euro virun engem Joer, elo 1,39 Euro, 47 Cent méi; Mazout: 0,4 am November 2020, elo am November 2021 mat 42 Cent méi si mer op 0,82 Euro. Ee Stot, deen also, soe mer mol, net aus der Welt wunnt, mee zu Péiteng oder zu Habscht, deen zwee Autoen huet, wou d'Leit an d'Stad schaffe ginn: Wann déi mat engem normalen Auto fueren, dann huet dat am November 2020 op d'Joer gekuckt 3.328 Euro kascht. An et kascht elo am November 2021 4.800 Euro. Also sinn dat an engem Joer 1.500 Euro Méikäscht fir dës Famill. An da schwätze mer mol net vun deene Leit, déi am schéinen Éislek wunnen, zu Baastenduerf oder souguer zu Tratten. Do geet dat nach méi an d'Luucht.

#### (Exclamations et brouhaha)

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- A wéi ass et am Oste vum Land?

■ **M. Fred Keup (ADR).**- Vergiesst net déi Leit, déi am ländleche Raum wunnen. Well si sinn et, déi hei besonnesch leiden!

Dat selwecht gesi mer beim Hëtzen. E Stot, deen 3.000 Liter Mazout verbraucht pro Joer, huet nach virun engem Joer 1.200 Euro bezuelt. Do si mer dann elo bei 2.460 Euro, also 1.260 Euro méi. Fir de Stot mécht dat also elo am Ganzen 2.760 Euro méi wéi virun engem Joer. A wa mer nach d'Stroumpärisser matarechnen, déi jo och an d'Luucht ginn, da si mer op iwwer 3.000 Euro Käscht méi fir esou eng Famill. An dat ass scho considerabel. Dat ass, fir net ze soen, enorm!

Wéi gesot: Lëtzebuerg ass Europameeschter. Mir hunn awer näischt gewonnen, mir hu verluer. D'Bierger hei am Land, d'Lëtzeburger sinn hei déi gréisste Verléierer an Europa!

A jo, d'Weltmaartpräisser ginn an d'Luucht. An dat erkläert et och zum Deel, awer net dat Ganzt. Well de Präis vum Brent-Ueleg, vun engem Faass, war elo ufank November 83 Dollar a mir waren awer scho viru Joren d'äitlech driiwel: 145 Dollar. Et ass also net nëmme dat, wat d'Saach erkläert. Den Diesel an de Besinn ginn ëmmer méi deier, de Gas an de Brennes och.

Mir warnen och scho säit Méint virun de Konsequenzen vun der aktueller lëtzebuergescher Energiepolitik, déi derzou féiert, datt all Erhéijung vum Präis vum Weltmarkt sech iwwerproportional am Verbraucherpräis néierschléit. Besonnesch an de kale Wanterméint, wou ganz vill Energie gebraucht gëtt fir ze hëtzen, riskéieren hei vill Lëtzeburger, op grouss Problemer ze stoussen.

Mir hunn eng ganz Partie Feelentscheidungen, och hei am Land, déi zu dëser schwieriger Situatioun gefouert hunn: déi héich Besteuerung vun de Brennstoffen, déi duerch d'Upassung vun der grénger CO<sub>2</sub>-Steier d'nächst Joer souguer nach weider klamme wäert, obwuel d'Präisser fir ze tanken och elo schoen zu gutt 50 % aus Steiere bestinn, dann déi ideologesche Fokusséierung op ëmwandelbaren Energien, déi opgrond vun hirer Volatilitéit eng duebel Versuerungsstruktur duerch de Backup mat Gas néideg maachen an domat d'Demande fir dësen zuverlässige fossile Brennstoff an extreem Héichten dreien. An, do ginn ech dem Här Benoy vu virun natierlech net Recht, wa mer op ëmwandelbar, op alternativ Energie ginn, da gëtt dat Ganzt nach méi deier! Mir gesinn et jo an Däitschland, wou déi héchste Stroumpärisser sinn a ganz Europa, wat doduerch kënn.

Dann hu mer eng Contribution vun 3,6 Cent pro Kilowatt Stroom fir ëmwandelbar Energien - erëm dat selwecht! Mir hunn d'Sträichung vun der Nuklearenergie a vun Äerdgas aus der europäescher Taxonomie, fir déi eis Regierung sech ausdrécklech staarkgemaach huet. A mir hunn eng verfeelt Russland-Politik, déi ëmmer erëm zu seriöse Konflikter mat dem gréissten Gasliwwerant féiert.

Wat kënnen mer maachen? Wat mussen mer maachen? Mir proposéieren op en Neits déi ersatzlos Ofschaffung vun der CO<sub>2</sub>-Steier, d'Applikatioun vum reduziéierten TVA-Saz vun 3 % op Mazout fir ze hëtzen; eng vollëmpfänglech Indexéierung vun den Energiepräisser, eng Avance vu 25 % op d'Veierungszoulag, fir datt déi betraffe Leit sécher duerch de Wanter kommen, an d'Ëmsetzung endlech vun eise Verpflichtungen, fir Gas- a Pétrolsreserven unzeleeën fir op d'mannst 90 Deeg.

Ech ruffen lech hei derzou op fir matzemaachen. Individuell Mobilitéit muss fir d'Leit erschwénglech bleiwen! An d'Leit, déi um Land wunnen, dierfen net déi sinn, ...

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- SUV fir jiddereen!

■ **M. Fred Keup (ADR).**- ... dierfen net déi sinn, déi hei bestrooft ginn!

An deem Sënn hunn ech hei och zwou Motiounen. Mat där éischter Motioun, an ech weess jo, dass

Der net wëllt d'CO<sub>2</sub>-Steier ofschafen, mee mat där éischter Motioun proposéiere mer awer, dass mer déi geplangten Erhéijung, déi elo op den 1. Januar 2022 soll fälleg ginn, mol fir ee Joer aussetzen.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Well mer keng Klima-Urgence hunn, gell!

■ **M. Fred Keup (ADR).**- Jo, wann d'Leit doheem keng Sue méi hunn, dann ass d'Klima-Urgence net méi esou wichtig! An ech soen lech och eppes: Mir mat eisen ...

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- A wa se keen Daach méi iwwert dem Kapp hunn, ...

■ **M. Fred Keup (ADR).**- ... 50 Kilometer Breet ...

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- ... dann ass Klima-Urgence méi wéi jee!

■ **M. Fred Keup (ADR).**- ... an eisen 80 Kilometer Längt ...

#### (Coups de cloche de la présidence)

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Wannechgelift, an engem ugemessenen Toun gëtt heibanne geschwat!

■ **M. Fred Keup (ADR).**- Jo. Majo, ech sinn ... Merci, Här President, dass Der dat sot. Mat eise 50 Kilometer Breet an eisen 80 Kilometer Längt ännere mir hei net vill un der Klimasituatioun op der Welt. An dat anert, dat ass: Wa mir de Bensinnspräis ...

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- O, „nach mir die Sintflut“, Här Keup, natierlech!

■ **M. Fred Keup (ADR).**- Dir wësst et jo!

#### (Brouhaha)

A wa mir de Bensinnspräis hei och erhéijen, dann tanken d'Leit dowéinst net manner; dann tanke se op enger anerer Plaz. Dat hëlleft iwwerhaapt näischt iergendengem Klima.

Sou, ech kommen awer, wann Der wëllt, op déi zweet Motioun. An do geet et ëm d'Veierungszoulag, d'Allocation de vie chère, wou mer virschloen, dass een do elo scho kéint eng Avance bezuelen an dann och kucken, fir déi eventuell no engem gewëssene System ze erhéijen.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci.

#### (Brouhaha)

Merci villmools, Här Keup. An da wär et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

#### (Brouhaha)

■ **Une voix.**- Et ass gutt, wann een zu zwee do sëtz!

■ **Une autre voix.**- Selbstüberschätzung!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Keup, wollt Der déi Motiounen net och deposéieren?

#### (Brouhaha et hilarité)

■ **Une voix.**- Nee!

■ **M. Fred Keup (ADR).**- Nee, nee, nee, dee Pleséier, dee maache mer lech elo net!

#### Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten:

stellt fest, datt

- d'Allocation de vie chère (AVC) fir vill Stéit eng wichteg Hëllef ass, fir iwwert d'Ronnen ze kommen;

- d'Prozedur fir d'Veierungszoulag d'Liewenskäscht vum ofgelafene Kalennerjoer berechent an domat onerwaarte Käschtenentwécklungen net berécksiichtegt;

- déi aktuell Präisexplosioun a villen Domänen, mee besonnesch bei der Energie vill Leit onerwaart trefft an datt Leit, déi schonn an der Vergaangenheet op d'AVC-Deierungszoulag ugewise waren, besonnesch ze leiden hunn,

fuerdert d'Regierung op,

- fir Leit, déi an der Vergaangenheet d'Veierungszoulag accordéiert kritt hunn, direkt eng substanzuell Avance op d'AVC vun 2022 auszebezuelen, fir d'finanziell Noutsituatioun, déi déi aktuell Käschtenexplosioun mat sech bréngt, auszegläichen;

- d'Héicht vun der Veierungszoulag no uewen unzepassen an d'Präisentwécklung besonnesch och bei den Energiekäschten an der neier Zomm entspreichend ze berécksiichtegen.

(s.) Fred Keup.

#### Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierten:

stellt fest, datt

- d'Käscht fir ze hëtzen a fir ze tanke säit dem 1. Januar 2021 staark geklomme sinn;

- d'Steiere bei dësem Präisustig eng weesentlech Roll spillen, och déi op den 1. Januar 2021 agefouert Zäregassteier;

- dës Steuerbelaaschtung besonnesch déi Leit, déi um Land wunnen, iwwerproportional belaauscht;

ass sech bewosst:

- datt eng Erhéijung vun der Zäregassteier op den 1. Januar 2022 geplangt ass, déi zu enger weiderer Erhéijung vun de Präisser fir ze tanken an ze hëtze wäert féieren,

fuerdert d'Regierung op,

- déi fir den 1. Januar 2022 geplangte Progressioun vun der Zäregassteier vun 20 op 25 Euro pro Tonn CO<sub>2</sub> fir den Zäitraum vun engem Joer ersatzlos auszesetzen.

(s.) Fred Keup.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Keup.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).**- Här President, d'Energiekäscht fir en duerchschnëttleche Stot louchen an de leschte Joren, laut dem Statec, relativ stabil bei ronn 4.000 Euro d'Joer, also 335 Euro de Mount. Dovunner fale ronn 1.700 Euro op d'Hëtze bei de Stéit, déi eng Gasheizung hunn, a knapp 2.500 Euro bei Stéit mat Mazoutsheizung. An deene Montante stiechen och d'Stroumkäschten dran respektiv déi leien zwëschent 25 % an 30 % - och d'Referenz vum Statec.

Dat ass also e Pak Geld, besonnesch natierlech fir déi Stéit, déi och Spritt tanken, fir op d'Aarbecht ze fueren oder d'Kanner an d'Crèche ze féieren. 4.000 Euro, dat sinn zwee Méint Mindestloun. E Stot, deen en duerchschnëttleche Loyer bezuele muss, bliedert dofir dann nach eemol sechs bis siwe Mindestloun d'Joer op den Dësch, oder 51 % vum Revenu, wéi d'europäesch Institut vun de Gewerkschaften deslescht ausgerechent huet.

Fir Stéit mat groussem Revenu ass dat vläicht keng esou substanzuell finanziell Charge. Fir Stéit mat Mindestloun oder allgemeng mat klengen an duerchschnëttleche Léin sinn dës Präisser awer eng Zoomuddung. Den Energieminister huet virgerechent, datt e Stot aleng fir 2021 mat enger Erhéijung vun der Gasrechnung ëm 375 Euro rechne misst - an dat ass wuel verstanen just e Véierelsjoer! Domadder muss een also rechnen. Dobäi ass de Stroom net matagerechent. Fir Stéit, déi mat Mazout hëtzen, ass et schwéier ze soen, wéi sech dës Präisser auswierken. Bei engem Stot, dee lo oder deslescht säin Tank huet misse fëllen, wäert dës Rechnung awer wuel och nach vill méi héich ausfallen. Mir hu jo an de leschte Joren ëmmer erëm widerholl, dass, opgrond vun de Logementspräisser, vill Leit an e sozialen Noutstand geroden. D'Deierrecht vun den Energiepräisser ass elo nach eng déck Couche drop.

Mir wëllen an dëser kuerzer Zäit, déi mir hunn, och dowéinst net eng ausféierlech Analys vun de Grënn vun dëse Präisser maachen, net, well et net wichteg wier, mee einfach, well et drëms geet, hei de Leit elo direkt ze hëllef, déi elo eng weider finanziell Suerg méi hunn, nodeems se der an de leschte Méint a Jore mat der Covidpandemie an der Explosioun vun de Logementspräisser sécher scho genuch haten.

Här President, mir gesinn als déi Lénk dräi Pisten, fir de Stéit direkt bei der Bewältegung vun dëser Energiekris ze hëllef, an hinnen den Drock ze huelen, falls et finanziell net méi erausgeet.

Éischtens proposéiere mir, dass Locatairen net kënnen elo iwwert de Wanter aus hire Wunnengen expulséiert ginn. Et besteet jo de reelle Risiko, dass d'Proprietären opgrond vun de klammenden Energiepräisser d'Niewekäschten zolidd eropsetzen an dass d'Locatairen net bezuele kënnen a mat enger Kënnegung konfrontéiert ginn. Mir sinn eis bewosst, dass de Choix, fir d'Explosiounen auszesetzen bis an d'Fréijoer, net déi ideal Léisung ass, fir dës Problem unzegoen. Mee si ass awer direkt ëmsetzbar a kéint zumindest verhënnere, dass Persounen am Wanter, während enger Energiekris, aus hire Wunneng missten eraus. Duerfir deposéiere mir heizou eng Motioun.

Wannechgelift, Här President.

#### Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant la situation particulièrement tendue sur le marché immobilier avec des hausses des prix de l'immobilier et des loyers très inquiétantes ;

- considérant l'augmentation accentuée des coûts énergétiques pour les ménages pour l'année 2021 ;

- considérant que la tendance haussière des prix de l'énergie se poursuivra très probablement dans les premiers mois de l'année 2022 ;

- considérant que selon les chiffres publiés par l'Observatoire de l'Habitat, 34,5 % des ménages locataires affichaient un taux d'effort supérieur à 40 % en 2019 ;

- considérant que le taux d'effort des ménages locataires a connu un taux de croissance de 17,5 % entre 2016 et 2019 ;

- considérant l'impact des coûts énergétiques sur les charges locatives des ménages locataires ;

- considérant que nombre de ménages locataires auront de plus en plus de difficultés à honorer les obligations contractuelles en matière de charges locatives vis-à-vis de leur propriétaire,

invite le Gouvernement

- à introduire une suspension des déguerpissements ordonnés en matière de bail à usage d'habitation jusqu'au 30 avril 2022.

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).**- Zweetens wëlle mir, dass d'Coupure vu Gas a Stroom onmeiglech gemaach gëtt. Den Energieminister weist zwar drop hin, dass am Fall vun enger Coupure eng Procédure iwwert d'Office-socialen uleef, mee de Problem dobäi ass awer, dass d'Office-socialen esou Prozeduren ënnerschiddlech handhaben. D'Recht op Sozialhëllef steet zwar am Gesetz, mee et ass un eng Rei Konditiounen gebonnen, déi d'Fro opwerfen, awërfen dat dann e Recht ass.

D'Caritas an och d'CSL weisen och op dës Problematik hin a stäipe sech dobäi op den ILR, deen a senge Berichter ausweist, dass Fournisseuren d'Stéit vu Gas a Stroom ofschneiden, wuel also an deene Fäll, wou en Office social, huele mir mol un, dann net aspréngt.

An dofir deposéiere mir eng zweet Motioun.

#### Motion 5

La Chambre des Députés,

- considérant que l'augmentation des coûts énergétiques pour les ménages est estimée à 28,6 % pour la seule année 2021 ;

- considérant que la tendance haussière des prix de l'énergie se poursuivra très probablement dans les premiers mois de l'année 2022 ;

- considérant qu'en 2019, 2,4 % des ménages au Luxembourg sont concernés par la précarité énergétique et que ce taux est en hausse depuis une dizaine d'années ;

- considérant que la précarité énergétique s'accompagne souvent de conséquences néfastes pour la santé et le bien-être des personnes concernées ;

- considérant qu'en 2020, 1.331 procédures de déconnexion ont été entamées par les fournisseurs de gaz naturel et 7.937 procédures de déconnexion ont été entamées par les fournisseurs d'électricité ;

- considérant qu'en 2020, 52 clients résidentiels ont été déconnectés de la fourniture de gaz naturel et 771 clients ont été déconnectés de la fourniture d'électricité ;

- considérant que les fournisseurs d'énergie ne renoncent à la déconnexion d'un client défaillant que si ce dernier remplit les conditions d'éligibilité pour le droit à l'aide sociale et est pris en charge par un office social ;

- considérant que les offices sociaux n'interviennent pas de manière égale suite à la déconnexion d'un client en défaut de paiement ;

- estimant que l'énergie est un produit de première nécessité,

invite le Gouvernement

- à interdire les déconnexions de la fourniture de gaz naturel et d'électricité aux consommateurs vulnérables.

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Cecchetti.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).**- Merci, Här President.

Drëttens menge mir, dass et zwar richteg ass, datt d'Regierung d'Allocation de vie chère eropsetzt, fir de Stéit ze hëllef. D'Propos vun der Regierung huet awer eng Partie Schwaachstellen. Éischtens gräift se érischt ab 2022, wouduerch d'Erhéijunge vum Joer 2021 net ofgedeckt sinn, mat 375 Euro wuel verstanen. De Montant fir 2022 ass an eisen Aen och net héich genuch mat 200 Euro, wa schonn e Véierelsjoer 375 Euro ass, a misst no uewen ugepasst ginn.

Schliisslech ass awer och d'Eligibilitéit fir d'Allocation de vie chère e Problem, well do Stéit mat klenge Revenuen duerch de Raster falen, just, well se awer vläicht e bëssen, e klitzeklenkt bëssen ze vill verdéngen, fir d'Allocation de vie chère ze kréien.

Duerfir deposéiere mir eng drëtt Motioun.

#### Motion 6

La Chambre des Députés,

- considérant l'augmentation sensible des coûts énergétiques pour les ménages pour l'année 2021 ;



- considérant que la tendance ascendante des prix de l'énergie se poursuivra très probablement dans les premiers mois de l'année 2022 ;

- considérant l'impact des coûts énergétiques sur le budget des ménages moins aisés ;

- considérant que le Fonds National de Solidarité accorde chaque année une allocation de vie chère (AVC) aux personnes remplissant certaines conditions ;

- considérant que l'ensemble des revenus bruts d'une personne seule ne doit pas dépasser le salaire social minimum brut pour qu'elle soit éligible pour l'allocation de vie chère ;

- considérant que le délai pour l'introduction des demandes pour une allocation de vie chère pour l'année 2021 est dépassé depuis le 30 septembre ;

- considérant l'augmentation à hauteur de 200 Euro du montant de l'allocation de vie chère annoncée par le Gouvernement pour l'année 2022 ;

- considérant que cette augmentation de l'AVC restera bien inférieure aux hausses des prix énergétiques projetées pour l'année 2022,

invite le Gouvernement

- à accorder un supplément d'allocation de vie chère à tous les requérants qui y ont eu droit pour l'année 2021 ;

- à prévoir une augmentation supplémentaire de l'allocation de vie chère pour l'année 2022 ;

- à augmenter les limites de revenu fixées dans le règlement grand-ducal relatif à l'octroi d'une allocation de vie chère au titre de l'année 2022 afin d'élargir le groupe des communautés domestiques éligibles pour ladite allocation.

(s.) Cecchetti Nathalie, Nathalie Oberweis.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Vu datt dës dräi Proposen och am Zesummespill wierken, hu mir dës dräi Motiounen elo eraginn. Déi zwou éischt Proposen zilen drop of, all mënschleche Schued ze verhënnere, éier déi drëtt Mesure gräift, wuel wëssend, dass d'Determinatioun vun de Montanten an d'Ausbezuelen e puer Wochen oder Méint dauere géif.

Här President, ech hu lo déi kuerzfristeg Mesuren ëmress, déi mir gären ëmgasat geséichen, fir de Leit méiglechst séier ze hëllefen. Mee fir mëttelbis laangfristeg den Impakt vu schwankenden Energiepräisser op d'Stéit ze verhënnere, muss den Energieverbrauch reduzéiert ginn.

Dat muss souwisou geschéien, wann d'Erreeche vun de Klimaziler nach realistesch soll bleiwen. D'sektorieel Klimazil fir d'Gebaier läit bei minus 64 % bis 2030 par rapport zu 2019. Dat ass gewaltig! An et geet net aleng mat erneierbaren Energien an neien Technologien duer, mee et setzt och eng verallgemengert Renovatiounspolitik viraus.

Déi aktuell Konzeptioun vun dëser Politik ronderëm d'PRIME House an d'Klimabank geet an eisen Aen net duer. A mir mengen dat och net aleng. Si setzt och falsch Akzenter, verschäerft mat klammende Präisser d'Energiefah, an déi Stéit mat manner Revenu elo scho gefall sinn. D'PRIME-House-Hëllef fir ökologesch Investissemter an de Logement sinn net sozial gestaffelt.

D'CSL sot et an hirem Avis iwwert de PNEC ganz däitlech: Stéit, déi d'Hëllef net bräichten, kréie se, Stéit, déi d'Hëllef bräichten, kommen awer net an de Genoss dovun, well eng Renovatioun en zollid Investissement ass, dat se net kënnen oder wëlle stemmen. D'Préten am Kader vun der Klimabank, déi fir dës Stéit geduecht sinn, si quasi guer net genotzt ginn. Antwerten op Froe vun eis ënnersträichen dat. Dobäi sinn hei grad déi Stéit betraff, déi oft a schlecht isoléierte Wunnenge liewen. D'energetesch Renovatioun vu Wunnenge kann déi Mesure sinn, déi Klimaschutz a Bekämpfung vun Aarmut am beschte matenee verbënnt. Dofir ass et esou wichteg, och fir d'Energiekrise vun der Zukunft sozial ze entschäerfen.

Mir hu selwer jo scho konkret Virschléi fir d'Renovatiounspolitik gemaach. Eng Motioun mat enger méiglecher Approche läit scho säit knapp dräi Joer an der Kommissioun! Mir widerhuelen awer hei nach eng kéier eis zwee Haaptuleissen: Éischstens sollen d'Aide-sociale gestaffelt ginn an zweetens brauch et fir eng Beschleunegung vun Renovatiounsrhythmus Finanzierungsmodeller a Begleedungsofferen, déi der Ausgangsposition vun engem Stot Rechnung droen, woumat net just de Budget aleng gemengt ass, mee och d'Bereitschaft an d'Kompetenzen, fir zum Beispill e ganze Chantier ze koordinéieren an technesch Decisiounen ze treffen.

Dorëms geet et dann an eiser véierter Motioun, Här President.

#### Motion 7

La Chambre des Députés,

- vu le Plan National de l'Energie et du Climat (PNEC) qui prévoit une réduction des émissions de gaz à

effet de serre de 55% d'ici 2030 par rapport à 2005 et des gains en efficacité énergétique entre 40 et 44% d'ici 2030 par rapport au scénario de référence EU-Primes 2007 ;

- vu les objectifs climatiques sectoriels qui prévoient une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 64% d'ici 2030 par rapport à 2019 pour le secteur des bâtiments résidentiels et tertiaires ;

- considérant que l'ambition de l'objectif climatique pour le secteur des bâtiments résidentiels et tertiaires demande la mise en œuvre immédiate d'une vaste campagne de rénovation de bâtiments ;

- considérant que les investissements nécessaires pour une rénovation énergétique d'un bâtiment résidentiel constituent une surcharge financière pour nombre de ménages moins aisés ;

- considérant que les démarches administratives, financières ainsi que les connaissances techniques requises pour le lancement et la coordination de travaux de rénovation d'un bâtiment peuvent constituer des obstacles considérables pour nombre de ménages visés par les dispositifs d'aides en place ;

- considérant que le système d'aides écologiques PRIME House prévoit les mêmes montants pour tous les ménages indépendamment de leur situation financière de départ ;

- vu que le prêt climatique à taux zéro accordé aux ménages respectant certaines conditions socio-économiques n'a guère été utilisé depuis son introduction en 2017 ;

- considérant que les ménages moins aisés vivent souvent dans des logements moins efficaces du point de vue énergétique sont les plus durement touchés par les augmentations actuelles et futures des prix de l'énergie,

invite le Gouvernement

- à introduire un échelonnement des aides écologiques PRIME House en fonction de critères liés aux revenus des ménages ;

- à développer davantage des modèles de financement et d'accompagnement de rénovations énergétiques de bâtiments résidentiels adaptés aux situations de départ et aux besoins des ménages.

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

#### (Interruption)

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Dach, et kënt nach eng.

Här President, ech kommen nach emol kuerz op d'Grënn fir dës Energiekrise ze schwätzen. Et ass gefuerdert ginn, fir d'CO<sub>2</sub>-Steier auszusetzen. Mir dinn eis domadder awer ganz schwéier. Mir waren a si keen Unhänger vun enger CO<sub>2</sub>-Steier. Si ass net gerecht a vun der Effikasitéit vun esou enger Tax si mir och net iwwerzeegt, scho guer net, wa se wirtschafts-, steier- a sozialpolitesch net encadréiert ass.

Oxfam huet dat d'lescht Woch nach eemol ënnerstrach: 70 % vum CO<sub>2</sub>-Budget fir d'1,5-Grad-Zil, deen eis nach bleift weltwäit, wäert bis 2030 vun engem Prozent vun deene räichste Mënschen op der Äerd verbraucht ginn. Deenen ass déi CO<sub>2</sub>-Steier zimmlech egal. Mir sollten awer elo net de Feeler maachen, ze soen, dass dat jo dann e weltwäite Problem ass, dee vun eis am klengen Lëtzebuerg net ze behiwen ass. Eng Partie vun deem enge Prozent lafen der nämlech zu Lëtzebuerg ronderëm. An och deenen ass déi CO<sub>2</sub>-Steier quitschehal, och wa mir se nach zéngmol eropsetzen.

Leit mat klengen Revenuen, mee och déi mat de mëttlere Paien, déi net am Geld schwammen a keng sozial Hëllef kënnen kréien, spieren dës Taxen ab deem éischte Kilogramm CO<sub>2</sub>. Deenen ass se net egal. Deenen deet se wéi. Mee en Aussetzen elo vun dëser Steier géif weeder d'Präisdeierecht och nëmmen unnähernd kompenséieren, nach géif d'Aussetzen dozou bäidroen, zukünfteg Energiekrise ze verhënnere. An ouni iergendeng aner politesch Weichstellung géif en Aussetzen vun der Steier och näischt maache fir déi esou dréngend néideg energetesch Transitioun zu Lëtzebuerg. Wat mir awer fuerderen, wär eng Indexéierung vun dëser Tax. Mir hunn et bei der Aféierung vun der CO<sub>2</sub>-Steier gefuerdert, mir fuerderen et elo nach eng kéier mat enger fënneter Motioun.

#### Motion 8

La Chambre des Députés,

- vu l'introduction en 2021 d'une « taxe CO<sub>2</sub> » sur les produits énergétiques à hauteur de 20€ par tonne de CO<sub>2</sub> et dont le montant sera porté à 25€ en 2022 respectivement à 30€ en 2023 ;

- vu l'article 8 paragraphe (2) de la loi budgétaire du 19 décembre 2020 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 qui dispose que la « taxe CO<sub>2</sub> » perçue sur les produits énergétiques vient en déduction des prix de ces biens relevés par le STATEC pour rétablissement de l'indice des prix à la consommation publié sur la base 100 au 1<sup>er</sup> janvier 1948 ;

- vu que cette déduction signifie la neutralisation, au niveau de l'échelle mobile des salaires, de l'impact de la hausse des accises sous forme de taxe CO<sub>2</sub> ;

- considérant que cette neutralisation augmente l'écart entre l'indice des prix et de l'indice neutralisé ;

- considérant que l'échelle mobile des salaires est un instrument préservant le pouvoir d'achat des salariés.e.s et des retraités.e.s,

invite le Gouvernement

- à faire les modifications législatives nécessaires afin d'inclure la hausse des prix des produits énergétiques due à l'introduction de la taxe CO<sub>2</sub> dans le mécanisme de l'échelle mobile des salaires.

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Här President, dës Kris ass deelweis op eng Penurie, op geopolitesch Entwécklungen an awer och op Spekulationen am europäeschen Emissiounshandel zrëckzeféieren. Fir dogéint an Zukunft unzekommen, muss mir eis mat erneierbaren Energien an energeteschen Aspierungen méi onofhängeg maache vun Importer vu Gas a Mazout. A wann een A seet, muss een och B soen. Fir dass dat geléngt, brauche mir méi effentlech Investissemter an demokratiesch Kontroll an dës Käerberäicher fir de Fonctionnement a laangfristeg och fir d'Iwwerliewe vun eiser Gesellschaft op dësem Planéit.

Merci fir d'Nolauschtenen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Cecchetti. An dee leschte Riedner steet scho prett, an dat ass den honorabelen Här Marc Goergen.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Also ech mengen, wa mer iwwert de Präisustig schwätzen, däerf een awer och net vergiesen, dass mer an enger Klimakris sinn. An ech mengen, all d'Parteien - oder bal all d'Parteien - heibanne sinn op d'COP26 gaangen, geflunn, gefuer, geruddert, wat och ëmmer, fir do Versprechen ze maachen, fir ënner den 1,5 Grad ze bleiwen.

Jo, da muss dat och gewësse Wierkungen hunn. Ech weess, dass et och net populär ass, wann een déi Präisser eropsetzt. Mee et muss een awer och realistesch bleiwen a soen, wat déi fossill Brennstoffe fir Auswierkungen hunn. An et ass eeben ... Jo, doduerjer kritt een net vill gutt Kommentarer, wéi virdrun hei ugeklongen ass, op Social Media, mee éischter de Contraire. Mee et muss een awer dozou stoen, wéi eng Linn een huet. An dat ass eeben dat, wat mir Piraten maachen: Mir stinn dozou, dass déi Klimakris muss bekämpft ginn.

A wann déi Klimakris iwwert Taxen um fossille Brennstoff oder anere klimaschiedleche Produkter muss bekämpft ginn, da muss mer dee Wee och alauden. Just, wou mer net d'accord si mat der Regierung, ass, wéi se et maachen, well dat ass fir eis ..., a mir Piraten sti fir e faire Wee, während mer der Meenung sinn, dass déi CO<sub>2</sub>-Taxe, wéi se am Moment ugewannt ginn, en onfaire Wee sinn, deen d'Regierung gewielt huet.

Ech kann lech dat kuerz erklären. Huele mer zum Beispill de Kerosinn: Um Kerosinn hutt Der déi Taxen net ugewannt, dat heescht, wie mat der Famill mam Auto an d'Vakanz fiert, dee bezilt eng CO<sub>2</sub>-Steier; wie mam Privatjet flitt, net. Dat fanne mir Piraten net fair. Sou.

Wie mam Privatjet flitt ... Elo kéinte mer jo soen, wéi vill Privatjetten hei fléien, hei zu Lëtzebuerg, Här Benoy. Also laut mengen Informatiounen ass de Findel mat eng vun deene gréissten Dréischeiwe fir Privatjetten hei an Europa. An dat ass och eng gréng Politik. Sou. Dovun ofgesinn, mir kënnen och nach eng kéier iwwer aner Saache schwätzen.

#### (Brouhaha)

Mam Kerosinn: Also ech hätt mer jo elo net erwaart, dass déi gréng hei verteidegen, dass de Kerosinn bëlleg ass. Dat hätt ech mer zwar elo net erwaart!

#### (Interruption)

Ech hat elo gemengt, vun där anerer Säit géif eppes kommen. Mee dass déi gréng elo hei de Kerosinn op eemol verteidegen, mat Privatjetten, hätt ech mer net erwaart!

Mir Piraten stinn och ganz kloer fir eng Autosvignette. Dat heescht, mir sollen higoen a ganz kloer um CO<sub>2</sub>-Verbrauch ..., higoen an d'Autoen taxéieren, an zwar all Auto, deen hei fiert, net nëmmen déi, déi zu Lëtzebuerg ugemellt sinn, mee all Auto, deen hei am Land ënnerwee ass. Well all Auto verbraucht CO<sub>2</sub>. All Auto mécht Ëmweltschued hei am Land. An duerfir fanne mir et falsch, dass net all Auto gläich den CO<sub>2</sub>-Wäert herno muss bezuelen. An iwwert déi Autosvignette kéint ee ganz kloer steieren, wann déi ganz déck Autoen ... Well ech fannen et onlogesch, dass grouss SUVe mat 8, 10, 12 Zylinder hei am Stau stinn. Déi kéint ee ganz genau taxéieren, mat esou enger Autosvignette, fir géint déi Klimakris virzegoen.

Fir déi kleng Stéit ze entlaaschten, hu mer eng Klimadividend. Dat heescht: Jidderee kritt iwwer eng Negativsteier fënnef Tonnen CO<sub>2</sub> guttgeschriwwen am Joer. A wat doriwuer erausgeet, dat heescht, wien eeben iwwerdreift mat dem Verbrauch an der Ëmwelt schuet, dee muss deementspriedend iwwert d'CO<sub>2</sub>-Tax an iwwert d'Autossteiere méi héich Taxe bezuelen. Mee fënnef Tonne geet duer fir eng Famill, déi ganz gutt kann domadder liewen, fir hir Energiekäschten ze decken.

Well et ass och anescht, wéi déi gréng hei virdrun ugedeit hunn, dass d'Energieaarmut hei am Land guer net esou grouss wär: Et sinn iwwer 8.000 Dossieren - ech hat elo viru Kuerzem eng Question parlementaire -, iwwer 8.000 Dossieren, déi un den Office social gaange sinn. An do sinn der dann awer nach ronn 875 pro Joer, zwëschen 2016 an 2020, wou et zum Beispill am Stromsektor zu Ofschaltunge komm ass. Dat heescht, et ass net wéi wann dat e Phenomeen wär, wat et hei am Land net géif ginn. Nee! Et gétt nach Ofschaltunge vu Gas a vu Stroum. Et sinn nach Leit, déi dee Problem hunn an déi sech dat net kënnen leeschten. An dat ass e ganz grave Problem hei am Land.

#### (Interruption)

Déi Chifferen, vu wou? Vun Ärem Minister. Also ech gleewen Ärem Minister awer, wann dee mir déi Chifferen hei geäntwert huet. Et ass eng ganz rezent Question parlementaire, also ech huele jo awer un, dass déi dann do waassericht sinn. Deementspriedend froe mir déi Klimadividend fir fënnef Tonnen CO<sub>2</sub> d'Joer, soudass mer déi schwaach Stéit op deem Punkt kënnen entlaaschten.

Well Energieaarmut, jo, déi Präisser, déi elo an d'Luucht gaange sinn, an, jo, si sinn zu Lëtzebuerg ... Et kann een iwwert d'International Situation kloer diskutéieren, d'Boursen, dat hu mer och gesinn, d'Präisser sinn eropgaangen, mee Lëtzebuerg ass awer och do, wou et, am europäesche Vergläich, am héchsten an am schnellsten eropgaangen ass, wou mer jo awer wëssen, dass d'Leit hei am Land schonn ze kämpfen hu mam Logement, mat anere finanzielle Problemer an herno nach d'Energieaarmut derbäikënn. Well et mécht et net onbedéngt méi einfach.

Wa mer dann nach d'Leit huelen alleguerten, déi an enger Coronasituatioun waren an do elo scho vill Geld hänke gelooss hunn an elo nach an der Energieaarmut sinn, virun allem eis Betriber, da muss een eng kéier driwwer nodenken, ob een déi ganz Energie net méi korrekt verdeelt. An duerfir si mir eeben der Meenung, dass ee bei deene Grouse muss upaken.

Huele mer déi Tankkaarten, wéi mer dat och schonn eng kéier ugedeit haten. Et gétt jo déi Tankkaarten, wou Der, wann Der vill konsuméiert, oder iwwer Firmen, dann och nach de Bensinn méi bëlleg kritt. Dat muss ee sech emol virstellen: De Familljepapp oder d'Familljemamm, déi tanke geet, déi bezilt op der Pompel dee volle Präis. De Betrib, deen awer e puer déck Autoe lafen huet, dee kritt och nach eng Remise dorobber! Dat ass fir eis keng fair Klimapolitik. Mir Piraten soe ganz kloer: Dee Präis op der Pompel muss fir jidderee gläich sinn. Well soss huet och déi CO<sub>2</sub>-Steier, déi Der aféiert, keng Wierkung, nee, au contraire: Si treëft just déi Leit, déi eeben nëmmen een Auto hunn, déi net iergendeng Flott hunn, déi se kënnen umellen, wou se net iergend en Discount op der Pompel herno kréien. An da sinn erëm déi bestrooft, déi warscheinlech keng aner Méiglechkeet hunn.

Well et däerf ee jo och am Moment net vergiessen: Mir hunn e Problem bei den aktuelle Liwwerzäite vun den Autoen. Dat heescht, souguer Leit, déi elo soe: „Hei, d'CO<sub>2</sub>-Steier kënn, alles gétt méi deier, mir wëllen op Elektro ëmklammen“, déi kënnen et net, well am Moment kënnen déi meescht Elektroautoe mol net méi mat Zäite geliwert ginn. Dat ass deen anere Problem. Och wa mir Piraten ganz kloer soen: „Jo, Elektromobilitéit. Jo, kommt, mir ginn op dee Wee!“, muss mer awer och emol kucken, dass d'Leit déi Autoe kënnen kréien, well soss bleiwe se op de Käschten sätzen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Goergen.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Ganz gutt!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Energieminister Claude Turmes.

#### Prises de position du Gouvernement

■ **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.** - Gudde Mëtteg. Ech mengen, mir sinn eis eens: Mir hu weltwäit eng aussergewéinlech Situatioun. Ech gi lo net an d'Detailer an, firwat déi esou ass, mir hunn awer doduerch virleefeg ganz héich Präisser bei der Energie, awer och bei anere Materialien.

De Georges Engel hat gefrot, ob et beim Gas virun allem vläicht eng Evolutioun géif ginn. Et ass effektiv esou, dass d'Gaspräisser déi lescht Deeg e bëssen zrëckgaange sinn, mee si bleiwen natierlech nach ëmmer op engem héijen Niveau.



Mir brauchen elo, mengen ech, dräi Saachen. Dat Eent ass: Mir brauchen direkt Solidaritéit. Ech mengen, dass mer als Regierung do, oder hei zu Lëtzebuerg, dräi Aktiounen ënnerwee hunn. Dat Eent ass den Index um 1. Oktober, deen huet zu engem gewëssenen Ausgläich vun der Kafkraaft gefouert. D'Familljeministesche huet d'Allocation de vie chère ëm 10 % eropgesat an dat gräift elo schonn op den 1. Januar 2022.

Da war nach ugeschwat ginn: Dat, wat och eigentlech hei am Land gutt funktionéiert, ass, dass keen aus Geldgrënn de Gas oder de Stroum ofgespaart kritt. Ech hunn d'lescht Woch nach eng Kéier am Detail mat alle Gasliwweranten a Stroumliwwerante geschwat a mir hu sécher gestallt, dass dat dese Wanter och wäert gutt weiderfunktionéieren.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.** - Dat Zweet ass, dass mer och eng Rei Moosnamen huelen um europäeschen Niveau. An ech si frou, dass déi zwou Iddien, déi ech eigentlech scho virun engem Mount der Europäescher Kommissioun virgeschloen hat, och elo hire Wee maachen.

Dat Éischt ass, dass mer um europäeschen Niveau d'Gasspäichere méi streng wäerte reguléieren, dass se net nëmmen hëllef, d'Versuergungssecherheet ze garantéieren, mee och e gewësse Puffer sinn, wann d'Gaspräisser mol eng Kéier méi héich ginn. An dat Zweet ass, dass mer eeben och dofir surgen, dass jiddwereen, dee Gas verkeeft an Europa, och muss eng laangfristeg Politik hunn an net nëmmen eng kuerzfristeg. An den 2. Dezember wäerten déi 27 Energieministère zu Bréissel zesummesetzen. An ech sinn optimistesche, dass mer dann déi zwou Mesuren och do weiderbréngen.

Mëttel- a laangfristeg ass et natierlech wichteg, dass mer d'Ofhängigkeit vun de fossillen Energie reduzéieren. Duerfir si mer an der Regierung amgaangen, all déi Moosnamen, fir manner ofhängeg ze si vu fossillen Energien, déi eis jo och an engem hëllef beim Klimaschutz, nach manner bürokratesch ze maachen, dat heescht, méi einfach ze maachen an eeben och méi schnell ze maachen.

Bei den erneierbaren Energie wäerte mer duerfir eeben an deenen Autorisationsprozesser kucken, dass dat méi schnell geet. Bei den Haiser ass et jo esou, dass hei zu Lëtzebuerg - an ech mengen, dat ass och eng Moosnam, wou mer wierklech Europameeschter sinn - eis Haiser vum 1. Januar 2023 a fossillfräi sinn. Dat heescht, dass do de Problem schonn en amont quasi ugaange gëtt. A bei der Renovéierung si mer amgaang, eigentlech dräi Saachen elo ze maachen an zesummenaarbecht mam Ministère du Logement, mam Émweltministère a mat mengem Ministère: Dat Éischt ass, fir d'Prime manner bürokratesch ze maachen, dat Zweet ass, eng gewësse Virfinanzéierung méiglech ze maachen iwwer e Bong an dat Drëtt ass, eng sozial Staffellung och ze kréien, fir dass déi Leit, déi manner Revenuen hunn, méi Primme kréien. Och do si mer elo um Wee, fir do eng Léisung ze fannen.

Bei der Mobilitéit ass et jo esou, dass mer dat Land sinn an Europa, wat am meeschten an den öffentliche Transport investéiert. Mir sinn och dat eenzeg Land, wat flächendeckend gratis öffentliche Transport zur Verfügung stellt. A bei der Elektromobilitéit hu mer héich Primmen. A mir sinn och amgaang, bei de Borne gutt weiderzokommen. Mir wäerten an deenen nächsten Deeg weiderkommen, fir dass mer net nimm Subsidien hu fir Privatborden an am öffentliche Raum, mee och, fir dass privat Entrepreneuren, ob dat Supermarché sinn, Tankstellen oder och aner Betriber, och kënnen Subsidie kréien, wa se Borne opriichten.

Dat heescht: Mir hunn eng ganz Panoplie vu Moosnamen schonn ergraff. An e wichtige Message ass awer: Solidaritéit an deem Moment an d'Klimakris, déi ginn Hand an Hand.

Da wëll ech nach op zwou Saachen agoen. Dat Eent ass, firwat Lëtzebuerg do bei Eurostat op der éischter Plaz war. Dat erkläert sech ganz einfach: Wann een dat Land ass an Europa, wat déi nidregst Steieren huet um Diesel an um Bensinn, dann ass et evident, wann d'Weltmarktpreisser steigen, dass een dat Land ass, wat, relativ gesinn, déi gréisste Steigerung huet. Also eigentlech seet Eurostat näischt aneres wéi: Lëtzebuerg huet déi nidregst Steieren um Bensinn am um Diesel an Europa an duerfir ass d'Steigerung eeben zu Lëtzebuerg esou héich. Et ass eigentlech näischt aneres, wat Eurostat seet.

D'CO<sub>2</sub>-Steier ass, sou wéi mir se hei zu Lëtzebuerg op de Wee bruecht hunn, e Bäitrag fir de Klimaschutz an och zur sozialer Émverdeelung. An déi Sue vun der Klimasteier, déi do erakommen, déi ginn hei zu Lëtzebuerg ausginn. Déi ginn net an d'Täsche vun iergendwelleche Konzernern. Déi ginn hei zu Lëtzebuerg ausgedelt, fir sozial Kompensatioun ze maachen, an awer och, fir all de Lëtzebuerger weiderzehliefen, fir dass se net méi an der fossiller Fal sinn. A vun dohier ass et nimm richteg, dass mer weiderfuere mat der CO<sub>2</sub>-Steier.

Ech soen lech villmools Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Turmes. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt d'Madamm Familljeministesche Corinne Cahen. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Jo. Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et kann natierlech net sinn, dass d'Energiepräisser virun allem déi treffen, déi am äermsten dru sinn, soen ech emol. An dofir muss mer dat kompenséieren, op jidde Fall. Mir dierfen do kee fale loosse! An de Mëtten ass jo scho ganz vill doriwwer geschwat ginn.

Ech géif och domadder ufänken, mat der Allocation de vie chère. Well dat, wat de Mëtten elo net gesot ginn ass, dat ass, dass mer d'lescht Joer d'Allocation de vie chère fir 2020 verdubelt haten. Dunn hu mer se nohalteg 2021 ëm 10 % an d'Luucht gesot. Dat heescht, dat ass och iwwer 2021 eraus. A mir hunn elo decidéiert, nach eemol mindestens 200 Euro bäizeleeën. Dat heescht, dass vum 1. Januar un déi Allocation de vie chère nach eng Kéier iwwer 10 % gehéicht gëtt. Dat ass awer scho ganz vill. Dat kompenséiert och sécherlech scho munches. Mee wann een natierlech d'Logementspräisser hei am Land kuckt, da kompenséiert et sécher net alles.

E wichtegen Acteur an der Lutte géint d'Energiearmut sinn déi 30 Office-socialen uechtert d'Land. Och déi sinn de Mëtte schonn ugeschwat ginn. Residenten, déi Schwieeregkeen hunn, hir Gas-, Mazouts- oder Stroumrechnung ze bezuelen, déi kënnen sech un den Office social vun hirer Gemeng adresséieren. Si kréien dann do och individuell Hëllef.

An et ass gefrot gi fir d'est Joer, wéi vill Leit dat bis elo scho gemaach hunn. D'Joer ass nach net eriwuer. Ech ginn lech emol déi Chifferen, déi ech matbruecht hunn, déi bis elo kontabiliséiert gi sinn: Et si 65.464 Euro u Secours an Avancé fir Hëtzes, dat heescht Gas a Mazout, bezuelt ginn an 271.430 Euro u Secours an Avancé fir Stroum. Wéi gesot, d'Joer ass nach net eriwuer. Et sinn net déi definitiv Zuelen. An et muss een natierlech och wëssen: Wann een zum Beispill e Mazoutstank huet an dee vläicht elo eng Kéier muss fëllen, dann ass dat eeben elo, wou een da gesäit, wéi deier d'Rechnung gëtt. An do si ganz sécherlech Leit, déi nach net bei den Office social komm sinn. Do si ganz sécherlech Leit, déi sech bis elo nach net gemellt hunn. Mee et kéint awer sinn, dass déi Demanden dann awer nach am Laf vun deenen nächste Méint, virun allem elo iwwer de Wanter, wäerten erakommen.

D'Allocation de vie chère huet eng gesot, dass mer déi elo nach eng Kéier ëm mindestens 200 Euro pro Menage wäerten erhéien ab dem 1. Januar. An ech mengen, d'Allocation de vie chère ass e gutt Instrument, wat direkt bei deene Leit ukënn, déi et och wierklech brauchen. Dat heescht, mir schaffen hei net mat der Géisskan, mee mir hëllef wierklech deene Leit ganz konkret, déi wierklech net vill verdéngen, déi net vill Suen hunn. Dass mer déi Allocation de vie chère do nach eng Kéier konnten eropsetzen, doriwwer sinn ech immens frou, dass mer et konnte maachen. Wéi gesot: 2020 verdubelt, 2021 nohalteg ëm 10 % erhéicht an elo nach eng Kéier ëm 200 Euro mindestens.

Et war och de Mëtte geschwat gi vun deem Projet, deen ech deemools mam Camille Gira zesumme gemaach hunn: den Assistance aux ménages en situation de précarité énergétique. An ech géif awer och gäre profitéieren, fir ee Wuert dozou ze soen. Well dee Projet, deen huet kee ganz grouse Succès gehat. A mam Claude Turmes zesummen hu mer gesot, mir géifen ons dat elo mol eng Kéier ukucken, firwat dat esou ass, ob dat ze komplizéiert ass, ob net genuch Leit kënnen an de Genoss kommen.

(Brouhaha)

(Coups de cloche de la présidence)

Et ass jo drëms gaangen ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Hei, wannechgelift, e bësse méi roueg. Merci.

■ **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Et ass drëms gaangen, dass Leit eng Energieberodung kënnen kréien, fir wa se mol eng Kéier e Problem hu mat enger Energierechnung, dass dat keen nohaltege Problem ass, mee dass ee vläicht de Risiko, nach eng Kéier an déi Situatioun ze kommen, eebe verréngere kann. Déi kruten eeben eng Berodung, zum Beispill, zum Thema Energie. Si kruten och e Kit mat verschidde Produiten, déi hëllef, Energie ze spueren, zum Beispill LED-Bieren, schaltbar Steckleeschten an esou weider. Da krute se och e Subsid, wa se hiren Apparat - Frigo, Tiefkühler, Spullmaschinn oder Wäschmaschinn -, dee ganz vill Energie gebraucht huet, eebe gewiesselt hu géint en Apparat, dee manner Energie verbraucht. Dat krute se och an där Berodung do. Do konnt ee bis maximal 750 Euro TTC pro Apparat eebe bäigeluecht kréien.

Ech wëll lech awer hei och net virethalen, wéi vill Leit dovunner an de Genoss komm sinn: Et gouf 71 Berodungen am Ganzen, an 49 Fäll goufen Aidé fir

Haushaltsapparater ugefrot. Dat heescht, dat ass effektiv net ganz vill, wann ee kuckt, dass mer awer och vill dragestach hunn: Mir hunn dem Personal an den Office-socialen Coursen ugebueden, mir hu Reklamm gemaach. Mee dat war eeben eng Aide, déi esou vläicht net weider gebraucht ginn ass oder gefrot ginn ass.

A mir wäerten do zesummen, wéi gesot, mam Energieminister kucken, fir déi Aiden do ze verbesseren, fir dass d'Leit dann och kënnen an de Genoss kommen. Well et geet jo net nëmmen drëms, d'Energiearmut vun haut ze bekämpfen, mee och ze kucken, dass muer keng Energiearmut opkënn oder dass se net méi opkënn, an dass mer de Leit hëllef, och à moyen et à long terme, Energie ze spueren, sief dat, well d'Haus besser isoléiert gëtt, sief dat, well d'Heizung moderniséiert gëtt, oder sief et, well d'Haushaltsapparater einfach manner verbrauchen an doduerch dann och à moyen terme d'Stroumrechnung wäerten erofgoen.

Voilà, dat heescht, dat ass eppes, wat mer elo wäerten ugoen. A wéi gesot: D'Allocation de vie chère gëtt elo nach eng Kéier erhéicht. An ech mengen, dass dat och dee richteg Wee ass, well dat genau déi Leit wäert treffen, déi et och wierklech brauchen!

Villmools merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools der Madamm Familljeministesche Corinne Cahen.

Motions

Mir kënnen dese Punkt net ofschléissen, ouni iwwert déi vill Motiounen ze befannen.

Motion 1

Fir d'Éischt d'Motioun Nummer 1: Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen? Dat ass déi Motioun, déi vum Här François Benoy deposéiert ginn ass. Den Här Gilles Roth.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Dat ass déi vun deenen dräi Majoritéitsparteien. Mir hunn déi gelies. Déi ass natierlech elogieuse fir d'Regierung, fir all déi Efforten, déi se mécht fir déi renouvelabel Energien.

Mir kënnen déi awer als CSV net matstëmmen. Ech soen lech och, firwat: net, well se superfetatoire wier. Mee hei steet zum Beispill dran, dass déi 200 Euro vun der Allocation de vie chère, wou d'Madamm Familljeministesche drop agaangen ass, géifen duergoen, fir „d'atténuer l'impact des hautes exceptionnelles des prix“. Ech mengen déi Zuelen, déi ech selwer genannt hunn - déi si jo och ënner enger anerer Form vum Här Keup genannt ginn -, gi ganz sécher net duer, fir deem Accroissement vun deene Präisser entgéintzewierken. Also, eng Kéier tanke goe mat engem Auto vu 50 Liter, dat si 25 Euro. Dat heescht: Mat deenen 200 Euro Allocation de vie chère - well contrairement, wéi dat jo heiansdo gemengt gëtt, gëtt déi jo net all Mount ausbezuel - gëtt dat aachtmol tanken an engem Joer. Also, déi fueren net ganz vill!

Da si mir och der Meenung, dass dat hei net nëmmen déi Ménages à faible revenu betrëfft. Et ass esou, an ech hu virun d'Rechnung gemaach mat engem Akommes vu 5.000 Euro pro Mount, dass den Index do 64 Euro ausmécht. Dat geet lagement net duer, fir alleguerten déi Präisdeierechten hei auszegläichen. Aus deem Grund, Här President, wäerte mir déi heite Motioun net stëmmen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Roth. Dann huet den Här Goergen d'Wuert gefrot.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Also, mir wäerten déi matdroen. Déi 200 Euro ginn eis natierlech net duer, mee dat ass besser wéi näischt.

E bësse interessant ass awer och, wann Der iwwert d'fossill Energie schreift, Dir hätt do eng „politique dynamique“, fir aus dem Tanktourismus erauszekommen. Ech froe mech, wat déi dynamesch Politik da soll sinn. Ass dat déi nei Tankstell zu Steebrécken, wou nach méi Leit sollen tanke kommen? Oder wat hutt Der domadder gemengt?

Ech mengen, d'Regierung muss sech awer emol eng Kéier eens sinn, ob Der dann elo wierklech aus dem Tanktourismus wëllt eraus oder ob Der e bësse esou Wischi-Waschi, e bësse vun allem wëllt maachen. Dir musst lech do awer eng Kéier eens ginn. Mee dat doten ass alt besser wéi näischt, dofir stëmme mer et mat.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen. Dann huet den Auteur vun der Motioun d'Wuert gefrot, den Här Benoy.

■ **M. François Benoy (déi gréng).** - Jo, also ech muss wierklech soen, ech géif dem Här Goergen uroden, eng Kéier de PNEC am Detail ze kucken. Ech kann em en och gäre ausprinten.

■ **Une voix.** - Neeee.

■ **M. François Benoy (déi gréng).** - Ech hat dat schonn eng Kéier gemaach.

(Brouhaha)

Ech hat dat schonn eng Kéier gemaach an ech hat der Madamm Hansen e matbruecht. Ech maachen dat dann och eng Kéier fir lech, dass Der lech do genau kënn dran ukucken, wéi mer och par rapport zum Ausstig aus de fossillen Energie stinn. Da braucht Der net déi ganz Zäit erëm falsch Wourecht hei an de Raum ze setzen.

Fir de Rescht, Här Goergen, wëll ech lech och soen, dass ech lech wannechgelift géif bieden, hei op der Tribün net iergendwellech Saachen an de Raum ze setzen, déi wierklech net par rapport zu eise Positionen oder Positione vun de Gréng stinn. Dir wësst - a mir hunn dat och hei an der Plenièrre schonn e puermol gesot -, dass Lëtzebuerg sech zesumme mat anere Länner och fir eng europäesch Bepräisung oder Tax vun dem Kerosin ass. Also haalt wannechgelift op, esou Geschichten ze zielen, déi net stëmmen a wou Der och ganz genau wësst, dass sech d'Regierung fir eppes anescht asetzt!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Benoy. Da freet den Här Goergen d'Wuert nach eng Kéier.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Här President, do ass awer dann e Fait personnel mat dran.

Also, Dir kënn mer e léiwer mailen, mee mir hunn e scho ganz gutt gelies. Also, Dir braucht net ze mengen, dass mer et net géife maachen, well mir reegen eis allkéiers driwwer op, dass en net wäit genuch geet! An dat wësst Der ganz genau, als déi gréng.

An ech kann lech soen, d'Realitéit ass: Wann ech heemfueren, gesinn ech nei Tankstellen, déi gebaut ginn. Dat ass d'Realitéit! Dir kënn hei zielen esou vill, wéi Dir wëllt, vun Ären „iergendwéi eng Kéier“-Ziler, mee d'Leit gesinn, wa se fueren, dass nei Tankstelle gebaut ginn. Dat ass d'Politik vun dëser Regierung!

Zum Kerosin: Jo, do verträischt Der eis wéi beim Pelzverkafsbuue. Zënter zwee Joer verträischt Der op iergendwellech europäesch Reegelen. Nee, Dir als Regierung kéint haut einfach higoen an um Kerosin, wann Der dat wierklech wëllt maachen, wann Der eppes wëllt fir d'Émwelt maachen, déi Tax aféieren, an et wär gereegelt. Mee Dir wëllt et net maachen! Dir verstoppt lech hannert Europa!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Goergen. Dann huet d'Madamm Cecchetti d'Wuert gefrot.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Jo. Merci, Här President. Also ech muss dem Här Goergen awer e bësse Recht ginn hei. An eis Stroossen dierf een net vergiessen. Déi ginn och nach gebaut a Bëscher ofgeholt. Mee kommt, mir kommen emol erëm zur Motioun zrëck. Also, an dëser Motioun steet elo net esou vill Neies dran. Et ass e bësse dat, wat d'Regierung wëllt huet ze maachen. Dir géift eis soen als Opposition, déi wier superfetatoire. Mee mir stëmme se awer als déi Lénk mat.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Cecchetti. Dann huet den Här Keup d'Wuert gefrot.

■ **M. Fred Keup (ADR).** - Merci, Här President. Ech muss awer och e bësse soen, den Här Goergen huet net ganz Onrecht, fir ze soen „la politique dynamique de sortie des énergies fossiles“ ... Also mir si jo och elo net onbedéngt do d'Virreider. Mee ech mengen awer, dass d'Regierung och do wäit zrëckbleift bei hiren Ukënnungen, déi se ëmmer mécht mat Datum, mat dann an dann, 2030 esou vill Elektroautoen an esou weider an esou fort. Ech mengen dat sinn alles schéin Ukënnungen, mee an der Realität um Terrain gesäit een awer, dass dat komplett illusoresch ass. Duerfir: Do si mer net dermat d'accord!

Dat anert, da geet e bësse dorëm, wat den Här Roth och sot, et geet hei am Fong elo net nëmmen ëm déi Leit, déi vläicht wéineg verdéngen, déi an engem Aarmutrisiko liewen, mee et geet och hei, an dat sollte mer net vergiessen, ëm déi Leit, déi einfach méi wäit ewech vun de Zentren, déi an ländleche Raum wunnen. Ob déi Leit elo an der Mëttschicht sinn oder méi aarm sinn, dat si Leit, déi hunn Autoen, déi verdéngen net onbedéngt mega vill, mee déi mussen déi vill Kilometere maachen. Dat sinn déi, déi immens drënner leiden. An dat géife mer am Fong an esou enger Motioun begrëissen, wann dat géif drastoen. Dat vermësse mer. Duerfir stëmme mer se net mat.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Keup. Dann huet den Här Georges Engel d'Wuert gefrot.

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Merci, Här President. Ech wëllt drop reagéieren, wat den Här Gilles Roth gesot huet. Do steet „permettent d'atténuer“, déi 200 Euro vun der Allocation de vie chère, „permettent d'atténuer“. „Atténuer“ heescht op Däitsch „mildern“, heescht op Lëtzebuergesch „offiederen“. Et heescht also net, datt, wéi Dir et gesot hutt, déi Allocation de vie chère soll dee ganze Pak en charge huelen, wat et méi sollt kaschten. Dat ass dat Éischt.

An déi zweet Saach ass: Liest de véierten Invite, deen an där Motioun hei drasteeft. Do steet dran: « à



analyser dans ce contexte si des mesures ciblées supplémentaires - supplémentaires! - « sont nécessaires pour soulager les ménages à faible revenu. » Also, ...

#### (Interruption)

... „à faible revenu“, bon, dat heescht net nëmme vläicht déi, déi ...

#### (Brouhaha)

Dat heescht vläicht net nëmme déi, déi d'Allocation de vie chère kréien. Dofir géif ech der Regierung dat nach eng Kéier mat un d'Häerz leeën, fir dat wierklech ze analyséieren. Dat kann een net vun haut op muer esou decidéieren. Dat kann een och net ..., et muss een den Impact budgétaire do kucken. Dofir steet dat hei an där Motioun nach dran. An dofir géif ech lech och roden, déi Motioun hei matzestëmme. Dann hätt Der eppes Guddes gemaach!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Engel.

Ech mengen mir kënnen elo zum Vott vun där Motioun kommen, vun der Motioun Nummer 1.

#### Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 34 Jo-Stëmme géint 25 Nee-Stëmme ugeholl.

*Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;*

*Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.*

#### Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Dat ass déi Motioun vun der ADR, wou eng substanzuell Avance op der Deierungsoulag gefrot gëtt. Wëllt nach een d'Wuert zu där Motioun froen? Den Här Gilles Roth.

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Merci. Mir hunn eng Sympathie fir den Inhalt vun dëser Motioun. Do gëtt jo virgeschloen, fir eng Avance op déi Allocation de vie chère ze ginn. Mir fannen, dass dat richtig ass, well d'Leit sinn elo schonns mat deenen Erhéijunge vun den Avancen... Ech hat dat virdu gesot: 90 Euro eleng de Mount op dem SUDenergie fir de Gas... Mir géifen eigentlech d'Regierung invitéieren, fir e System ze erfannen, fir dass déi Avancen hei kéinte bezuelen ginn, eventuell - ech denken dat och vläicht als Kommunalpolitiker - am Zesummespill notament mat den Office-socialen respektiv mat den eenzelne Gemengen. An do, mengen ech, wier d'Regierung zesumme mat dem Syvicol och gefuerdert, fir dass een dat hei kéint zäitno a besonnesch virun de Feierdeeg an d'Rei setzen.

A mir stëmme dës Motioun mat.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Roth. Dann huet den Här Max Hahn d'Wuert gefrot.

■ **M. Max Hahn (DP).**- Jo. Merci, Här President. Mir wäerten dës Motioun net matstëmme. Éischts gesinn ech et als relativ schwierig, dat doten esou ëmzesetzen, fir dat am Virfeld auszebezuelen. Nach bleift ze betounen, dass, wat de Kolleg Georges Engel virdu scho gesot huet, an eiser Motioun, déi mer virdu gestëmmt hunn oder verschidener dann deelweis eeben net gestëmmt hunn, eebe gekuckt soll ginn, ob zousätzlech Mesuren néideg sollte sinn, fir déi dann ze envisagéieren. Dëst gesot: Dir frot och, fir d'Allocatiounen an d'Luucht ze setzen. Ech denken, dat ass jo dat, wat ugekënnegt ass. Dëst Joer waren et déi 10 %, déi ugekënnegt goufen, an ab dem 1. Januar 2022 déi 200 Euro zousätzlech.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Hahn. An da wär et um Här Goergen.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci, Här President. Also, mir wäerte se matstëmme, well et ass eeben esou, dass elo d'Präisser eropgaange sinn. An dofir ass et ganz normal, dass mer deene Leit elo musen hëllef an net iergendeng Kéier duerno.

An ech sinn och net averstane mat der DP, dass dat net esou einfach méiglech wär. Also, als e Land, wat jo awer seet, mir wäeren digital gutt opgestallt, misst dat direkt méiglech sinn. Virun allem, wann drasteet: „Leit, déi an der Vergaangenheet deen Zouschlag scho kruten“. Also dat ass ee Computerprogramm een Dag. An ech mengen, d'DP huet den Digitalminister. Dat misst awer machbar sinn!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Goergen. An da wier et un der Madamm Myriam Cecchetti.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).**- Jo. Merci, Här President. Also, mir hunn an der Motioun 6 quasi dat selwecht gefrot. Mee mir ginn e bësse méi wäit. An dofir enthal mir eis bei dëser respektiv mir géife proposéieren, ob een dann net soll d'Motioun 6 zesumme hei op der Oppositionssäit stëmme. Well ech huelen un, datt d'Regierungssäit déi net wäert matstëmme.

An ech wollt do just nach zu der Madamm Cahen eebe soen: Si huet jo och effektiv erkläert, datt d'Allocation de vie chère eropgesat ginn ass. Mee et dierf ee jo awer net vergiessen, datt grad déi Allocation de vie chère un déi Leit geet, déi am mannstun hunn. A wann een dann och d'Deierechte kuckt, nëmme am Wunnen, am Wunnberäich - 16,7 %, wat d'Kafen ubelaangt, an d'Locatioun ass 5 % bis 6 % a knapp engem Joer méi deier -, dann ass dat, wat déi Allocation de vie chère eropgesat ginn ass, nach wierklech just eng Dréps op de waarme Steen, nieft deem, wat mer virdu scho gesot hunn, d'Energiekäschten an esou weider. An dofir geet d'Motioun 6 wéi gesot méi wäit wéi elo déi Motioun 2. Kuckt lech dat, wannech gelift, un.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Cecchetti.

Ech mengen, da kënnen mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 2 kommen.

#### Vote sur la motion 2

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 2 ass bei 26 Jo-Stëmme, 31 Nee-Stëmme an 2 Abstentiounen net ugeholl.

*Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 27 voix pour, 31 voix contre et 2 abstentions.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch.*

*Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.*

*Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

#### Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3. Wëllt nach een dozou d'Wuert froen? Den Här Gilles Roth.

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Jo. Merci, Här President. Dës Motioun gesäit eigentlech vir, déi geplangten CO<sub>2</sub>-Steier vun 20 op 25 Euro, déi also den 1. Januar 2022 ufänkt, ersatzlos auszesetzen. Ech widerhuelen dozou nach eng Kéier d'Positioun vun der CSV: Mir soen zu dëser Motioun Neen, well mir schonns zu eisem Wuert stinn, nämlech fir d'CO<sub>2</sub>-Steier iwwert, ...

#### (Interruption)

... fir d'CO<sub>2</sub>-Steier iwwert déi nächste Joren anzeféieren an ze erhéien. Mee an der Konterpartie, an dat hunn ech scho bei dem État de la nation gesot, sinn a bleiwe mir der Meenung, dass een dat och widerhin hätt sollen offiederer, andeems een déi

CO<sub>2</sub>-Steier net indexneutral gehalen hätt, mee dass ee se an den Index agefouert hätt, well et ganz einfach zu enger Erhéijung vun den Energiepräisser féiert. An duerfir si mir der Meenung, dass dat an den Index gehéiert.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Roth. Den Här François Benoy.

■ **M. François Benoy (déi gréng).**- Jo. Merci, Här President. Mir kënnen déi heite Motioun selbstverständlech net matdroen, well d'CO<sub>2</sub>-Steier en immens wichteg Instrument ass am Beräich vum Klimaschutz, fir dass mer eng Trajectoire kënnen virginn, fir dass mer kënnen soen, wou d'Richtung higeet, fir dass eebe grad d'Investéieren an eng klimaneutral Zukunft sech méi lount. An dofir brauche mer dat Instrument, en Instrument, wat sech lues a lues weiderentwéckelt, wat zu Lëtzebuerg och sozial ofgefiedert ass fir déi Leit, déi et wierklech brauchen.

Wéi gesot, international gëtt ëmmer méi gesot, dass grad dat doten en Instrument ass, wat mer brauchen, wat ee sollt weiderentwéckelen. Da kënnen mer elo net soen, mir géifen et ersatzlos strächen.

Dozou wëll ech awer och nach preziséieren, dass d'CO<sub>2</sub>-Bepräisung, wéi mer se elo dëst Joer agefouert hunn respektiv wéi se erhéicht gëtt d'nächst Joer, wierklech net fir déi Hausse zoustänneg ass, iwwert déi mer elo hei schwätzen. Hei geet et ëm eng ganz kleng Hausse beim Bensinn a beim Pétrol a beim Mazout vun eppes iwwer engem Cent, a beim Gas, wou mer wierklech an engem ganz klengem Beräich sinn. Et ass net dat, wat verantwortlech ass fir déi Haussen, déi mer elo hunn!

Wann ech da vläicht och nach e Wuert ka soen zur Indexéierung dovun, iwwert déi den Här Roth geschwat huet, mir haten dat Thema jo och schonn hei: Wa mer dat einfach géifen an den Indexkuerf huelen, géife mer am Fong déi ganz Kraaft vum Instrument ewechhuelen. An dovunner ofgesi wär et och an ousen Aen net sozial gerecht, well mer eigentlech och alleguerten deenen, déi sech et leeschte kënnen an déi jo och bekanntermoossen éischer d'Pollueure sinn an net déi, déi manner polluéieren, déi, déi manner hunn... An dofir wär dat an eisen Aen och dee falsche Wee.

Voilà. Also nee fir eis.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Benoy. Da wier et un der Madamm Cecchetti.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).**- Merci, Här President. Also mir stëmme dat do och net mat. Mir stëmme dat do och net mat, well mir mengen, datt dat wierklech de falsche Message ass. Mir sinn awer nach ëmmer der Meenung, wéi mer et och virdu gesot hunn, datt sozial Mesurë musse geholl ginn, fir den Ëmweltschutz weiderdreieren. Et dierf op kee Fall e Géintenee vu Sozialem an Ëmweltschutz sinn! Et muss e Matenee sinn! Mir musen déi Leit mat an d'Boot kréien. A virun allem muss mer hinne finanziell ënner d'Äerm gräifen, an zwar just deenen, déi et am meeschte brauchen. Déi déi genuch Suen hunn, déi se um Koup leien hunn, kënnen bezuele fir déi aner mat. Mir musen do eng Ëmverdeelung kréien. An dofir kënnen mir dat hei net matstëmme.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Cecchetti. Da wier et um Här Goergen.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci, Här President. Also, mir wäerten et och net matstëmme. Mir sinn an enger Klimakris a mir musen aus dem fossille Brennstoff eraus. Et kann een och net soen, dass am internationale Verglach déi CO<sub>2</sub>-Steier, déi d'Regierung hei geholl hätt, déi couragéierst gewiescht wär, éischer am Contraire. Et ass e bëssen esou homeopathesch. Et ass och net déi, déi herno e groussen Ënnerscheid wäert maachen, och wa se awer hir Wierkung huet.

Natierlech sinn et Leit, déi sozial schwaach sinn, an dofir hätt mer gären eis Klimadividend. Ech weess och, dass mer do keng Majoritéit wäerte fannen, mee fënnf Tonne CO<sub>2</sub>, déi een dierf am Joer verbrauchen, mat enger negativer Steier, wär d'Léisung, fir eeben déi sozial méi Schwaach ofzefiederen. An déi, déi eebe ganz vill CO<sub>2</sub> verbrauchen, misst een iwwer eng méi héich CO<sub>2</sub>-Tax dozou ze bréngen, aus dem fossille Brennstoff erauszeklammen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Goergen. Da wier et nach um Här Keup.

■ **M. Fred Keup (ADR).**- Merci, Här President. Ech wollt awer nach op eppes agoen: Déi Iddi natierlech, fir dat Ganzt indexéieren, dat ass déi richtig Iddi, well mir maachen hei - dat ass jo gestëmmt gi virun enger Zäitchen - eng sozial Offiederung. Dat ass schéin a gutt. Mee déi kritt da jiddwereen, deen ënnert engem gewëssene Seuil läit, mee awer net onbedéngt deen, dee se wierklech brauch, well deen hei och méi Sue muss ausginn.

Well net jiddwereen huet jo en Auto. An zum Beispill hu vill Leit, déi elo vläicht déi Offiederung kréien, keen Auto an déi verbrauchte souwisou scho manner CO<sub>2</sub>. Déi kréie se awer elo, während een, wéi

ech virdu scho sot, dee vläicht wäit ewech vun der Stad wunnt, dee wierklech op säin Auto ugewisen ass, dee vill muss fieren, elo muss vill bezuelen. Mee dee riskéiert, se awer net ze kréien!

Dat heescht: Mir hunn eng gewëssen Ongerechtegkeet an deem System. An duerfir wier et wierklech dee richtige Wee, fir dat Ganzt einfach mat an den Index eranzehuelen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Keup. Da kënnen mer zum Vott vun der Motioun Nummer 3 kommen. D'Ofstëmme fänkt ...

#### (Interruption)

Den Här Georges Engel nach fir d'Éischt.

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- Ech wollt elo nach eppes soen, da brauch ech et herno net ze soen. Natierlech wäerte mir dës Motioun hei och net matstëmme. Ech wëll nach eng Kéier eppes zur Indexéierung soen, wat ech och scho virdu op der Tribün gesot hunn: Mir fannen, da géif de Lenkungseffekt vun där CO<sub>2</sub>-Steier, wann déi elo indexéiert géif ginn, natierlech ewechfalen. An dat wär e falscht Zechen no baussen.

Natierlech ginn ech der Madamm Cecchetti Recht. Et muss ee Mesures sociales mat derbäi maachen. An déi hu mer jo och gemaach. Mir hunn de Crédit d'impôt gemaach, dee mer vu 40.000 degressiv op 80.000 gesat hunn. Bei 80.000, ech soen et nach eng Kéier: Een, deen 80.000 Euro verdéngt, dee verdéngt 6.666 Euro de Mount. Bis dohinner ass also dee Crédit d'impôt, leeft deen also aus. Dofir fannen ech, kann déi CO<sub>2</sub>-Steier hei natierlech net an dem Index mat iwwerholl ginn. Soss hätt dee Crédit d'impôt och guer kee richtige Sënn gemaach. Voilà.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools.

Da kéime mer elo zum Vott.

#### Vote sur la motion 3

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 4 Jo-Stëmme géint 56 Nee-Stëmme ofgeleent.

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;*

*Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

#### Motion 4

Da kéime mer zur Motioun Nummer 4. Dat ass, wou eng Suspensioun vum Déguerissement en matière de bail à loyer gefrot gëtt bis Enn des Joers. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Roth.

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Jo. Merci, Här President. Ech verstinn d'Beweegrënn. Mir deelen déi awer net. Et ass net bis Enn des Joers gefrot fir eng Suspensioun vun dem Deguerissement. Also, et ass net esou, dass een de Bail ka kënnegen, mee den Deguerissement ass, een erauszusetzen. An hei ass dat jo gefrot bis den 30. Abrëll 2022. Mir sinn als CSV do der Meenung, dass substanzuell Efforte gemaach goufen an der Vergaangenheet um Niveau vun dem Bail-à-loyers-Gesetz, déi méi schützend si fir d'Mieter. An ech mengen, et muss een an esou enger Situatioun engersäits natierlech d'Situatioun kucke vun Mieter, mee och déi vun de Vermierter! Et sinn och eng Rei vu Vermierter, déi vun hirem Revenu locatif en Deel vun hiren normalen Depensé finanzéieren. An duerfir si mir der Meenung, dass een dat hei net sollt maachen.

Ech sinn och perséinlech dervun iwwerzeegt, dass, wann esou Situatiounen sech stellen, déi néideg Sensibilitéit muss bestoen, souwuel bei de Gerichter wéi och um Niveau vun de Gemengen, déi dann



en fait missten esou eng Famill oder eng Persoun en charge huelen, wa se ausgesat gëtt. Ech mengen, dass déi Protektionsmechanismen awer bei eis am Land gutt funktionéieren. An duerfir géife mir dat hei net matstëmmen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Roth. D'Madamm Ahmedova.

■ **Mme Semiray Ahmedova (déi gréng).**- Merci, Här President. Jo, wat ech wollt soen, ass: Effektiv hate mer déi Situatioun an dës Mesure agefouert, wéi mer déi Coronasituatioun haten. A mir gesinn, datt dat awer de Problem net léist.

An ech fannen, et ass keng Léisung, datt mer dat ëmmer erëm ophuelen. Mir mussen de Problem ee fir allemol léisen, andeems mer natierlech méi sozial Wunnenge bauen, andeems mer méi abordabel Wunnenge bauen. An ech mengen, ech stinn hei gutt, fir kënnen ze soen, datt dat wierklech eis zischt Prioritéit ass an datt mer wierklech amgaange sinn, drun ze schaffen. An dat gesot wäerte mer dës Motioun och net matdroen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Ahmedova. D'Madamm Cecchetti.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).**- Jo. Just zwou Saachen. Mieter a Vermieter kann een net gläichstellen. Déi kann ee sécher net op engem nämmlechten Niveau behandelen, well een, dee Besëtzt huet, ass ëmmerhin nach besser dru wéi een, dee kee Besëtzt huet an de Mindestloun huet an dee sech seng Energiekäschen net méi leeschte kann.

#### (Interruption)

An dat, wat d'Madamm Ahmedova gesot huet, ech ginn hir do ganz Recht. Mir mussen onbedéngt vill, vill méi do investéieren. Mee bis dat geschitt ass, ass nach e laangen, laangen, laangen Dag. Dir sot, dat hei wier keng Léisung. Et war eng Léisung während Corona, ben, eng Léisung, et war eng Dréps op de waarme Steen, dat ass wuelverstanen, mee et war fir déi Leit, déi et betrëfft, awer eng Léisung, amplatz dobaussen ze sëtzen. Et ass einfach e Provisorium. A mir hunn och net gesot „bis Enn des Joers“, mir hu bewosst den 30. Abrëll geholl, well da Fréijoer ass a well mer hoffen, datt d'Leit sech dann erëm e bëssen erkrabbeln kréien an d'Energiekäschen an d'Heizkäschen eeben net méi esou héich sinn.

Dat heescht, dat hei, wann et e Problem gëtt, wier eng Deelléisung. A wann et kee Problem gëtt, ma dann ass et jo och gutt, da kënnen mer se jo och stëmmen. Voilà.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Cecchetti. Ech mengen, da kënnen mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 4 kommen.

#### Vote sur la motion 4

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 4 ass mat 2 Jo-Stëmme géint 56 Nee-Stëmme an 2 Abstentione verwerf.

Ont voté oui : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp);

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusti Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

#### Motion 5

Da kéime mer zur Motioun Nummer 5, wou gefrot gëtt, fir en Ofschneide vun Elektresch a Gas ze verbidden. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun froen? Den Här Gilles Roth.

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Merci, Här President. Mir fannen dat an dësen Zäiten ubruecht. Mee ech

muss awer ganz éierlech soen, ech hu vum Här Energieminister Turmes héieren, oder gemengt ze héieren, dass en Accord mat de Providere fonnt gi wier, dass net géif ofgeschnidde ginn.

En ass elo vertiift an eng Diskussioun mat der Familljeministes, mee ...

#### (Brouhaha et hilarité)

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Minister, wannechgelift.

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Här Minister, ech hat lech eng Fro gestallt eigentlech, mee ech wollt lech net stéieren, nediert.

#### (Hilarité)

Et geet hei ëm d'Ofschneide vum Gas an dem Elektresch. Déi Lénk fuerderen dat. Mir fannen dat richtig an dësen Zäiten. Ech hat lech awer verstanen, wéi wann Dir op der Tribün virdu gesot hätt, dass Dir mat alle Provideren en Accord hätt, dass net géif ofgeschnidde ginn. Ass dat esou?

■ **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.**- Jo, dat ass esou. Et muss een natierlech oppassen. Mir maachen dat fir déi Leit, déi wierklech kee Moyen hu fir ze bezuelen.

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Jo.

■ **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.**- Et kann awer net sinn, dass Leit, déi d'Moyenen hunn, op eemol géifen onfair vun där Moosnam profitéieren, well se jo dann och der Allgemengheet géife schueden. An dat ass eeben d'Nuance. Dat heescht, ech hu mat alle Gas- a Stroumliewerante geschwat an et ass ganz kloer, dass mer do zesummeschaffe mat de Sozialämter. Dat ass alles, do wäert eng besonnesch Vigilance sinn dëse Wanter. Dat wäerte mer maachen.

Awer Leit, déi Geld hunn an dann elo Trittbrettfuerer do wieren, also, ech mengen, de Message vun hei ass dann: Dat wäerte mer net maachen! Well dat wär jo onfair. Well jo dann, wat weess ech, och eng SUDnergie, déi der Gemeng jo gehéiert, géif op deene Sue sëtze bleiwen an dat géif natierlech dann der Allgemengheet schueden. Dat ass d'Nuance an där Debatt.

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Merci. Här President, wann Der erlaabt?

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Dir hutt nach d'Wuert, Här Roth.

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Jo. Den Här Turmes huet sech hei engagéiert am Numm vun der Regierung, en huet dat nach eng Kéier confirméiert. Mir kënnen och déi Argumentatioun do novollzéien a mir gesinn eigentlech duerfir kee Grond, fir dëser Motioun, déi eng Interdictioun, géif ech soen, op engem legislative Wee virgesäit, zouzestëmmen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Roth. Da géif ech direkt d'Wuert un den Auteur vun der Motioun ginn.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).**- Jo. Merci, Här President. Ech wëll den Här Minister froen, ob deen Accord dann nei ass. Well den ILR, d'Caritas an d'CSL soen - a mir hunn d'Donnéeën vun deenen, mir hunn dat jo net aus dem loftleere Raum geholl, mir ziele jo net egal wat, déi Donnéeën hu mir nogsicht, mir hu se vun deenen -, datt do awer eng Rei Dekonnectiounen waren an datt déi Leit da kal do souzen.

Dir sot elo, Dir hätt en Accord mat hinnen. Ass dat nei? Ass dee bindend? Ass deen iergendwou festgeschriwwen? Wéi funktionéiert dat? Well déi Motioun hei ass jo dann awer gutt, och wann en Accord do wär. Si seet jo net méi, wéi datt einfach keng Dekonnectioun soll sinn. Dat heescht, fir eis ass dat nämlech wierklech immens wichteg, well mir kennen alleguer esou Famillje mat Kanner, oder och ouni Kanner, a kal sëtzen ass net schéin, ouni Elektresch sëtzen ass net schéin. Wat dat alles bedeit, ech mengen, heibanne ka bal kee sech an d'Haut vun esou Leit versetzen, well et eis heibannen alleguer immens, immens gutt geet, well mir uerdentlech Paien hunn.

#### (Brouhaha)

Dat wier wierklech net flott, wann dat géif geschéien. A wéi gesot, mir hunn eis op déi Donnéeën, op déi Zuelen eebe beruff, déi mir do fonnt hunn. An dat läit eis um Häerz.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Cecchetti. An da wier et um Här François Benoy.

■ **M. François Benoy (déi gréng).**- Merci, Här President. Dat do ass jo en Thema, wat mer och beim Iwwerschaffe vun de Gesetzer scho relativ laang a breet an der Energiekommissioun diskutéiert hunn. An et ass, wéi ech et a menger Ried scho gesot hunn, a wéi och de Minister et nach eng Kéier bestätegt huet: Et kritt zu Lëtzebuerg kee Client vum Office social, dee seng Rechnung net bezele kann, de Krunn zougedréit! An an där Hiischt ass déi Motioun hei eigentlech net néideg, well et vum Gesetzer an deem Sënn gekläert ginn ass, wéi ech et elo gesot hunn.

Mee ech mengen awer, dat hei ass e wichtege Sujet. Et ass och esou, dass de Virgänger vun der Madamm Cecchetti an der Kommissioun deemools Member war, wéi mer déi Gesetzer iwwerschafft hunn, mee dass een, och fir eis, dat do nach eng Kéier kann an der Kommissioun thematiséieren oder nach eng Kéier erkläert kréien, wann et néideg ass. Mee a priori géife mir déi Motioun net stëmmen. Mee wann et elo nach eng Kéier misst sinn, deen Detail, deen de Minister och schonn erkläert huet, wann et sénnvoll wär, fir dat nach eng Kéier an der Kommissioun ze erklären, kënnen mer dat an der Kommissioun maachen.

Ech wëll awer der Madamm Cecchetti och nach eng Kéier äntwerten. Si huet an hirer Ried virdu gesot, dass et eng aner Motioun gëtt, wou se scho relativ laang drop waart, dass mer dat an der Energiekommissioun thematiséieren. Déi huele mer elo de 25. November drun, wa mer eng Jointe maache mat dem Logement, wou mer dat Thema da mat der Regierung kënnen diskutéieren.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Benoy. Dann huet den Här Reding d'Wuert gefrot.

■ **M. Roy Reding (ADR).**- Jo. Merci, Här President. Et wonnert mech, datt déi gréng elo soen, dat wier esou eppes wéi superfetatoire. Ech ka mech erënnere, et muss Enn der 90er-Jore gewiescht sinn, do huet den Här Gira eng Initiativ geholl, fir e Gesetz op d'Schinn ze bréngen, wat et eebe just verbitt, fir de Leit d'Elektresch - deemools ass et ëm d'Elektresch gaangen, mee Gas ass eppes ganz Änlech - ofzeschneiden, well se net kënnen bezuelen. Ech hunn déi Zäit als Affekot - an engem fréiere Liewe war ech Affekot - fir e Client geschafft, ATD Quart Monde. Do war eng Damm, alengerzéiend, fënnel Kanner, si huet zu Gonnereng gewunnt, ech ka mech ganz gutt erënnere, déi krut d'Elektresch ofgeschnidden, deen Dag, nodeems se akaaft hat, an hire ganze Frigo an hir ganz Tru, virun allem och hir Tru, si futti gaangen. Dat sinn onhaltbar Zustänn!

Also fannen ech net nëmme, datt mer déi Motioun do ënnerstëtzen, selbstverständlech, mee ech géif wierklech all d'Kollegen hei opruffen, datt mer déi legislativ Initiativ vum Här Gira nees opgräifen an e kloer legale Kader setzen, ënner wat fir enge Konditiounen mer zumindest eng Mindestversuergung - an der Belsch gëtt et dat, do kriss de däi Stroum, net méi onendlech vill, mee du kriss eng Mindestversuergung, datt weinstens däi Frigo an deng Tru kënnen funktionéieren - endlech hei zu Lëtzebuerg op d'Schinn bréngen, no 25 Joer Initiativ, luewenswäerter Initiativ, vum Kollege Gira.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Reding. Dann ass d'Wuert nach eng Kéier fir d'Madamm Cecchetti.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).**- Jo. Nach just ganz kuerz. Also, an der Motioun Nummer 5, do hu mir jo ganz genau drageschriwwen, wéi vill: 2020 waren et 52 Klienten, déi deconnectéiert gi si vum Gas. Dat hu mir wierklech net erfondt. Dat heescht, dat gëtt et, dat ass richtig, an ech kennen dat och! Ech wunnen an enger Gemeng, wou ech och den Office social kennen a wou ech och weess, wéi séier et heiansdo geet. De Stroum ass méi séier ofgeschalt, wéi een A oder B ka soen. Dat gëtt et!

Dir kënt elo net hei alleguer maachen, wéi wa mir dat aus der Loft gegräff hätten! Et gëtt Rapporten doriwwer. D'Caritas schreift doriwwer, d'CSL schreift doriwwer, den ILR schreift doriwwer. Et gëtt Rapporten. Et gëtt Zuelen. Dir kënt jo awer elo net soen, dass et dat guer net géif ginn. Dat gëtt et!

Ech fannen et och ganz, ganz flott, dass dat iergendwann eng Kéier an der Energiekommissioun beschwat ginn ass. Dat hëllef mer awer näischt zu de Faiten. Nee, dat ass kee Reproche, Dir braucht net de Kapp ze rëselen! Dat hëllef awer wierklech näischt zu de Faiten, déi mir nogsicht hunn.

#### (Interruption)

Déi si jo awer wierklech net aus der Loft gegräff. Entweder liewe mir an zwou Parallellwelten, ech weess et net, mee mir hunn déi Zifferen hei net aus der Loft gegräff. Mir hunn déi geholl, déi a Rapporte stinn.

An da wëll ech awer och nach dem Här Benoy e grouse Merci soen, datt dann endlech eis Motioun - no dräi Joer! - op den Ordre du jour kënn. Dat schwätzt och Bänn, datt déi dräi Joer do läit!

Mee nach eng Kéier, fir déi Motioun hei: Ech verstinn dat net! Ech wëll dem Här Minister wierklech net soen, datt hien eis egal wat zielt. Absolutt net! Ech gleewen lech, datt Dir geschwat hutt mat deene Fournisseuren. Ech gleewen lech och, datt Der do probéiert, eppes auszemaachen. Mee wéi gesot: Ass et bindend? A gëtt et dann herno och um Terrain awer wierklech esou ëmgesat? Well dat ass jo de sprangende Punkt.

Ech mengen, déi Leit, déi keng Suen hunn, hunn awer e Recht op Energie. Si hunn e Recht dorop. Si hunn e Recht drop, dierfen doheem waarm ze sëtzen, dierfen d'Luucht unzehunn, dierfen hir Aar-

becht - vläicht, wa se e Computer hunn - um Computer ze maachen, oder wat och ëmmer. Et ass einfach e Recht. An ech verstinn dofir elo net, firwat dat elo esou schlëmm ass, déi Motioun hei matzestëmmen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Cecchetti.

#### (Brouhaha)

Da wier et um Här Sven Clement.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Jo. Merci, Här President. Also, déi Zuelen, do kann ech der Madamm Cecchetti Recht ginn, déi sinn net aus der Loft gegräff. Déi sinn nach rezent an enger Äntwert op eng Question parlementaire vu mengem Kollege, dem Marc Goergen, vun deenen zwee Ministeren, déi hei sëtzen, confirméiert ginn. An et ass souguer méi schlëmm, wéi et an der Motioun geschriwwen ass, well et sinn net 52 Persounen vum Gas ofgetrennt ginn d'lescht Joer, mee et sinn der 77 gewiescht. A 771 vum Stroum.

Ech hunn eng Kéier kuerz nogerechent: Ronn 50 % vun den Demanden, déi all Joer beim ILR gemaach ginn - dat sinn der bal 2.000 an der Moyenne -, ginn accordéiert, fir eng Dekonnectioun ze maachen, respektiv do kënt et zu enger Dekonnectioun. Dat sinn der an der Moyenne zwëscht 75 an 110 de Mount. Firwat esou eng grouss Spann? Ma 75, wann et zwielef Méint am Joer deconnectéiert gëtt, an 110, wa mer déi véier Méint am Wanter géifen ausklammere.

Elo gleewen ech da vläicht och nach, an ech hu wierklech keen Zweifel drun, datt de Minister dat de bonne foi verhandelt huet, datt mer herno dann déi véier Méint zwëscht November a Februar keen een deconnectéiere wäerten, dee sech et net leeschte kann. Mee dat heescht dann awer, datt se am März direkt deconnectéiert ginn, well iergendwann ass de Wanter eriwuer. An déi Leit, déi hunn doduerjer net onbedéngt méi Geld an der Täsch, just well se véier Méint laang net deconnectéiert goufen. Déi Scholde lafe jo weider an dann huet een no véier Méint déi nämmlechte Schold wéi virrun.

Wat mech erschreckt, ass, datt hei gemaach gëtt, wéi wann déi Motioun hei, an de Roy Reding huet et gesot, superfetatoire wär, et huet jo kee sech getraut, dat Wuert ze benotzen, well e wousst, datt en der géif dobausse laanscht d'Bake kréie fir dee Saz. Hei ...

#### (Exclamations)

Hei geet et drëm, hei geet et ëm 771 Stéit, déi d'lescht Joer de Stroum ofgeschalt kruten, well se sech et net leeschte konnten. Hei geet et ëm 77 Stéit, déi de Gas ofgeschalt kruten, well se sech et net leeschte konnten. An ...

#### (Interruption)

... a fënnel Joer, wou mer d'Äntwert kruten, a fënnel Joer hunn iwwer 4.500 Dekonnectiounen stattfonnt - a fënnel Joer!

An deenen nämmlechte fënnel Joer, an d'Madamm Ministesch huet et virdu gesot, si ganzer 71 Berodunge géint Energiearmut gemaach ginn. An dann ass déi Motioun hei superfetatoire? Also, da verstinn ech d'Welt net méi!

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).**- Très bien!

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Mir wäerten déi Motioun hei matstëmmen. A wann et just ass, fir datt mer net nëmme deene Leit véier Méint Reprise ginn, mee datt mer derfir suergen, datt mer hei konsequent bei deene 4.500 Fäll vun Dekonnectiounen agräifen an net nëmme bei deenen 71, déi op iergendengem Èmwee oder duerch iergendeen Zoufall d'Aidé fonnt hunn, déi offréiert ginn. Well et muss een awer éierlech soen: 71 vu 4.500, dat ass e bësse lächerlech!

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Ganz gutt!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Clement. Dann huet den Här Carlo Back d'Wuert gefrot.

■ **M. Carlo Back (déi gréng).**- Merci, Här President. Jo, ech géif dem Haus hei eng Proposition maachen, well ech gesinn: D'Welle schloen héich. Et gëtt iwwer Saache geschwat, déi sech vläicht an der Tëschenzäit verännert hunn. Ech ginn elo zréck op dat Gesetz, vun deem den Här Benoy geschwat huet virrun. Dat ass d'Gesetz iwwert d'Elektresch, wat mer gestëmmt hu virun enger Rei Méint. An do steet elo dran, op Proposition vun eise Kollege vun déi Lénk, do steet elo am Text dran, datt, wann ee soll ofgepëtz gi vum Elektreschen - mir sinn am Elektreschen -, wann ee soll de Stroum ofgepëtz kréien, da muss de Fournisseur vum Stroum, deen, deen also ofpëtz geet, deen de Kabel duerschneide geet, wann ech dat emol esou dierf soen, da muss deen dem Client d'Adress ginn, d'Informatioun ginn, datt e sech kann un den Office social vu senger Gemeng wenden. An dann iwwerhëlt natierlech do den Office social.

■ **Une voix.**- Richtig!

■ **M. Carlo Back (déi gréng).**- Da muss en awer och do ënner déi Konditiounen falen - den Här Minister



huet virdu geschwat vu Situatiounen, wou Leit hire Stroum oder hire Gas net bezuelen aus Ursachen, déi anerer kënnen si wéi keng Suen ze hunn -, dann iwwerhëlt den Office social. Dat ass, wéi gesot, an deem Gesetzestext dran. Den Text ass ganz rezent. An dofir géif ech proposéieren, fir datt mer virkommen an eis elo net hei iwwerhëtze mat grouse Wieder: Mir sollen dat an d'Kommissioun huelen ...

#### (Brouhaha)

... an do duerchdiskutéieren an och d'Fournisseuren, respektiv déi grouss Fournisseuren, komme loossen a froen: „Wéi gëtt et ëmgesat?“

An als Zweet proposéieren ech dann och, datt mer eng selwecht Dispositioun géifen an de Gas-Text huelen - dee steet jo och deemnächst, mengen ech, Här Minister, um Ordre du jour -, datt mer do dann och déi selwecht Dispositioun abannen. An ech mengen, da kéinte mer awer wierklech déi Leit protegéieren, déi an enger sozial schlechter Situatioun sinn.

An déi aner, déi aus aneren Ursachen net bezuelen, bon, ech mengen, do wëlle mer elo hei net driwwer diskutéieren. De Minister ass jo och dorop agaangen.

Ech soen lech Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Back. Dann huet den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Ganz kuerz. Ech fannen dat eng ganz rasonabel Propos vun dem Carlo Back an ech géif eis eigentlech invitéieren, dass mer dat géife matdroen, dass mer ënnert där villfälteger Problematik dat do eng Kéier an der Commission de l'Énergie kucken. Dat ass op jidde Fall eis Positioun vun der CSV.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Dann hat den Här Energieminister Claude Turmes d'Wuert gefrot.

■ **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.** - Ech fannen et gutt, dass mer déi dote Fro hei esou intensiv diskutéieren. Dat ass mir nämlech immens wichteg, dass dat do och um Terrain klappt. Wéi gesot, den Här Back huet Recht. Mir hunn dat Gesetz besser gemaach. Ech hunn och elo wierklech nach eng Kéier mat alle Gas- a Stroumverkeefe geschwat. Mee ech mengen, ech sinn awer och frou, fir dann an där Kommissioun, déi mer elo geschwënn hunn, do nach eng Kéier an d'Detailer ze goen a vläicht nach eng Kéier d'Prozedure méi duerzeleeën. Mee ech mengen, dat, wat Dir fuerdert, dat géif warscheinlech dann awer och de Problem dohinner bréngen, wat ech maachen, wann een, dee ganz vill Geld huet, einfach géif soen: „Majo, ech bezuelen net!“

■ **Une voix.** - Jo.

■ **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.** - An dat, an engem Gesetz, wat géif s de dann an d'Gesetz schreiwen? Dat ass, bon ...

#### (Interruption)

Gutt. Duerfir, d'Gesetz haut ass gutt, mee ech sinn awer bereet, oder ech sinn och frou, dass mer dat an der Kommissioun dann eng Kéier zesammen diskutéieren.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Minister.

#### Vote sur le renvoi de la motion 5 en commission

Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder soll dann d'Kommissioun sech mat dëser Motioun befaassen.

**(La motion 5 est renvoyée à la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire.)**

#### Motion 6

Da kéime mer zur Motioun Nummer 6, wou et drëm geet, fir e Supplement op d'Allocation de vie chère fir den Exercice 2021 ze accordéieren. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Max Hahn.

■ **M. Max Hahn (DP).** - Jo. Merci, Här President. D'Madamm Cecchetti hat et virdu bei der Motioun 2 jo schonn ugedeit, si geet et bëssen an déi Richtung wéi d'Motioun 2. Dofir verzeit mer och meng Argumentatioun, et wäert eng änlech sinn, nämlech, dass ech op där enger Säit frou sinn, dass mer op d'Joer 2021 dann déi plus 10 % gemaach hunn an ab dem 1. Januar 2022 dann déi zousätzlech 200 Euro.

An ech géif dann nach eng Kéier op eis Motioun 1 verweisen, wou mer soen, dass een eeben nach permanent soll déifgräifend analyséieren, wéi eng Effekter déi Präishaussen, déi mer an dem Energieberäich hunn, dann hunn a wou een dann nach nobessere sollt. Dofir géif ech proposéieren, dass meng Fraktioun déi heite Motioun net matstëmmt.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Hahn. Dann huet den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci. Mir sinn net vun der Kuck-Partei, mee mir si vun der Partei vum Handeln. A mir hunn d'Motioun Nummer 2 vun der ADR matgestëmmt an duerfir ass déi hei fir eis grad esou kloer a mir wäerten déi hei och matstëmmen.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Roth. Den Här Marc Goergen. Jo, et huet een net gesinn, wéi een Aarm datt et wier.

#### (Hilarité)

D'Wuert ass fir den Här Sven Clement.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Den Eck war awer dee richtegen. Dir sidd entschëllegt. Also, mir hu virdu schonn derfir gestëmmt, mir wäerten et och dës Kéier maachen.

Fir mech ass et awer vläicht nach en anere Problem bei der Allocation de vie chère, dee relevant ass, an dat ass, datt een ëmmer erëm konfrontéiert gëtt mat Leit, déi soen, si hätten en negativen Avis dozou kritt, well d'Delaie verpasst gi wäeren. Ech verstinn net, firwat mer an engem Zäitalter vun der Digitaliséierung iwwerhaupt en Delai mussen op esou eppes setzen.

Entweeder si ass dû, well een d'Conditionn erfëllt, a ganz éierlech, wann ee sech eng Kéier ukuckt, wéi wéineg een nëmme däerf verdéngen, fir iwwerhaupt d'AVC ze kréien! Do schwätze mer essentiellement dervun, datt et een Akommes am Stot däerf ginn, an dat Akommes däerf och nach net substanzieell méi héich si wéi de Mindestloun, well soss ass ee séier net méi eligibel. Da kann een awer higoen, an ech hunn et nogekuckt: Et sinn 2.200 Euro brutto fir eng Persoun, 3.300 Euro brutto, wann een zwou Persounen a charge huet. An da geet et weider progressiv erop. Essentiellement kann een also d'AVC just kréien, wann een nëmme een Akommes huet oder wann déi zweet Persoun quasi fir manner wéi de Mindestloun schafft. Deementspriedend sollt een hei wierklech vill méi Flexibilitéit an Zukunft un den Dag leeën, wäit iwwert dat, wat hei an der Motioun gefuerdert gëtt, eraus. Dat hei ass eng Drëps op de waarme Steen. Dofir stëmme mir dat mat.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement. Da geet d'Wuert weider un d'Madamm Cecchetti.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Jo. Just ganz kuerz. Ech hat meng Saache jo scho virdu gesot. Also, Här Hahn, ech verzeien lech dann, mee et ass net dat nämmelech wéi déi aner Motioun, well mir gi méi wäit. Mir ginn dohin, genau dat, wat den Här Clement elo gesot huet, datt mir einfach soen, datt dee Montant, deen ee verdéngen däerf, einfach esou geréng ass, datt dat net méi an der Gesellschaft passt. Déi Leit kënnen einfach net méi déi zwee Bouten zesummekréien! An dann déi 200 Euro, dat ass wierklech awer eng kleng Drëps op de waarme Steen. An dofir hu mir jo den drëtten Tired derbäigemaach, fir datt een dat wierklech soll eng Kéier op de Leescht huelen a kucken, déi Chifferen, déi Montanten do awer wierklech unzepassen - an zwar séier.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Cecchetti. Dann nach den Här Fred Keup.

■ **M. Fred Keup (ADR).** - Merci, Här President. Jo, ganz kuerz. Ech mengen, et ass gesot ginn: Déi Motioun hei, déi entsprécht zu engem groussen Deel och där zweeter Motioun, dat war eis. An déi geet an déi richteg Richtung. A mir mussen eppes maachen. A mir wäerten dowéinst och déi heite Motioun ënnerstëtzen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Keup.

Da kéime mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 6.

#### Vote sur la motion 6

D'Ofstëmme fänkt un. Ech gesinn näischt hei. Ech gesinn näischt hei. Et ass näischt do.

#### (Brouhaha)

Nee. Elo geet guer näischt méi.

#### (Hilarité)

■ **Plusieurs voix.** - A!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Ofstëmme fänkt un. Déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme ofgeleent.

■ **Plusieurs voix.** - O!

*Ont voté oui :* Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul

Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

*Ont voté non :* MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

#### Motion 7

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Da kéime mer zur Motioun Nummer 7, wou et ëm den Echelonement vun de Prime-Aidë geet. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här François Benoy.

■ **M. François Benoy (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech kéint jo elo soen, déi Motioun wär superfetatoire, well mir hunn ...

#### (Brouhaha)

Mir hunn dat doten nämlech eigentlech an der Motioun 1 och scho gestëmmt. Mee lo lauschtert mer gutt no. Ech soen dat, wat ech och bei der Motioun 5 scho gesot hat, ganz am Ufank, a wat eis e bëssen Diskussioun hätt kënnen erspuere virdrun: Kommt, mir huelen dat dach awer an d'Kommissioun, da kënnen mer nach eng Kéier driwwer schwätzen an och kucken, wéi et mat de Primme leeft. Voilà. Wat haalt Der vun där Propositioun?

#### (Brouhaha)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Benoy. Ech ginn direkt d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Cecchetti.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Also, ganz gären an d'Kommissioun. Mee wéi gesot, mam Här Turmes, deen dat och gesot huet: zimmlech séier! Net eréischt an dräi Joer, well da brauche mer se wierklech net méi, dann ass se wierklech superfetatoire. Well ech mengen, do lafe scho Saachen an et soll eebe just séier goen an et dierf net ze laang daueren. Ech weess vu Projeten, déi lafen ... Mee bon. Et muss einfach Gas gi ginn. An et ass eis einfach wichteg, datt mer elo ganz, ganz séier ganz ville Leit hëllef an domat dem Klima hëllef. Voilà.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Cecchetti.

#### Vote sur le renvoi de la motion 7 en commission

Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht halen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun an d'Kommissioun verweisen.

**(La motion 7 est renvoyée à la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire.)**

#### Motion 8

Da kéime mer zur Motioun Nummer 8, wou et drëm geet, fir d'CO<sub>2</sub>-Steier unzepassen un den Indexmechanismus. Den Här Gilles Roth.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Jo. Dat ass deckungsgläich mat der CSV-Positioun op deem Punkt a mir stëmme déi Motioun duerfir selbstverständlech mat.

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - An ech ginn d'Wuert un den Här François Benoy.

■ **M. François Benoy (déi gréng).** - Jo, dat ass deckungsgläich mat der Positioun vun de Gréngen an dofir stëmme mer déi Motioun net mat. Ech hu se virdu schonn erkläert.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Clement. Et ass him säin Aarm.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Jo. Also, et ass mer jo ganz sympathesch, dat do. Et kléngt op den éischte Bléck super. Mir setzen et mat an den Index an da gläiche mer et eleng duerch den Index aus. Fakt ass, datt doduerjer herno haaptsächlech de Mëttelstand, nämlech déi kleng Patronen, duerch d'Erhéijung vun de Mindestlëin respektiv vum Index generell fir d'negatiivt Konsumverhale fir de Klima mussen opkommen. Well dat heescht genau dat. Et gëtt nämlech nëmme nach op déi, déi d'Salairé bezuelen, ofgewälzt an net méi op déi, déi d'Salairé kréien. Dat ass, mengen ech, deen éischte Problem.

Mir kéinten elo iwwert den Index nach vill méi wäit diskutéieren, well mat der Argumentatioun, déi déi gréng hei fueren: „Mir wëlle kee schiedlech Verhalen iwwert den Index encouragéieren“, do misste mer awer och eng Kéier éierlech mat eis selwer sinn an eis ganz déif an d'Ae kucken a soen: „Ma wéi ass et da mam Tubak am Index, wéi ass et da mam staarkem Alkohol am Index?“ Ech mengen, do gëtt et eng ganz Rëtsch Pisten, wou e Staatszil u sech seet: „Mir wëlle gesond Verhalen encouragéieren a mir gläichen u sech ongesond Verhalen duerch den Index aus.“

Ech sinn hei absolutt op der Pist vun deene Gréngen an ech soen dat doten: Mir sollten net schlecht Verhalen iwwert den Index kompenséieren! Virun allem, well et géif kleng a mëttelstänneg Patronen treffen an net do, wou et muss treffen, nämlech déi Leit, déi wierklech abuséieren an déi ze vill CO<sub>2</sub> consommeieren. Mir hunn eis Propos hei virdrun duerch de Marc Goergen méi wéi kloer duergeluecht. Dofir wäerte mir déi heite Motioun och net stëmme.

■ **Une voix.** - Macht eng Propositioun!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement.

#### (Interruption)

Dann huet den Här Fred Keup nach d'Wuert gefrot.

■ **M. Fred Keup (ADR).** - Merci, Här President. Fir ganz kuerz dorop anzegoen, wat elo grad gesot ginn ass vum Här Clement: Fir verschidden, soe mer mol, schlecht Verhalen net méi ze indexéieren, dat kléngt den éischte Moment gutt. Dat ass awer och geféierlech, well ëmmer d'Fro sech stellt: Wéi wäit kann dat da goen? Well ech ka mer virstellen, dass eng ganz Partie Leit awer dann och nach weider Saache wéilten aus dem Indexkuerf eraushuelen, déi an hiren Ae schiedlech sinn. Ech kéint mer virstellen, dass et Leit gëtt, déi zum Beispill verschidden lesswuere do wéilten eraushuelen, déi schiedlech sinn. Dofir ass dat eppes, wat geféierlech ass.

Wat elo d'Motioun selwer ugeet: Soulaang wéi d'Tax net ofgeschaaft ginn ass, wat mir gären hätten, oder ausgesat ginn ass, wat mer dann och gären hätten, wäerte mir op jiddwer Fall eis derfir asetzen, dass se soll voll indexéiert gëtt! An duerfir stëmme mer hei mat Jo.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Keup. Dann huet nach den Här Energieminister Claude Turmes d'Wuert gefrot.

■ **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.** - Ech sinn e bëssen erstaunt iwwert déi Diskussioun, well mir haten als Regierung zwou Méiglechkeeten, fir déi CO<sub>2</sub>-Steier ze kompenséieren. Déi éischt Méiglechkeet wier gewiescht, datt mer se an den Index geholl hätten. Dann hätt ee fir déi, déi vill Akommes hunn, vill kompenséiert, a fir déi, déi wéineg Akommes hunn, hätt ee wéineg kompenséiert.

Mir hu bewosst deen do Choix net gemaach a mir hunn e Schrack gemaach, dee keng aner Regierung esou wäit gemaach huet an Europa: Mir hunn e Steierkredit gemaach, deen iwwerproportional déi Leit entlaascht, déi am mannste Suen hunn. Also ass dat hei eng vill méi sozial, gerecht Léisung, wéi wann s de dat an den Index gemaach häss. An duerfir ass dat, wat mir gemaach hunn, richteg. An duerfir si mer och als Regierung dergéint, dass déi heite Motioun ugeholl gëtt.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Turmes. An da geet d'Wuert nach eng Kéier un den Här Gilles Roth.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Jo. Dat do - ech hunn lech nogelauschert, Är Argumentatioun -, dat stëmmt mech awer e bësse bedenklech. An duerfir ass meng konkret Fro un lech als Vertrieber vun der groussherzoglecher Regierung: Steet déi zu dem generellen Indexmechanismus, jo oder neen?

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Roth.

■ **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.** - Majo natierlech sti mer dozou!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - An d'Wuert geet zrëck un de Minister.

■ **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.** - Natierlech sti mer dozou. An ...

#### (Brouhaha)

... a Frankräich gëtt de President Macron gelueft, well en 200 Euro verschiddene Menagen - déi, déi bis 4.000 Euro verdéngen - elo entgéintkënn an dëser Kris. An de Bensinn an den Diesel sinn a Frankräich méi deier wéi hei zu Lëtzebuerg.

■ **M. Roy Reding (ADR).** - Nach méi deier?

■ **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.** - A mir hunn en Indexautomatismus, deen de Leit vill méi Suen erabrëngt wéi déi 200 Euro ...

#### (Interruption)

... a Frankräich.

#### (Brouhaha)



Dat heescht, dass eisen Index e ganz, ganz gudden Automatismus ass, grad an esou Situationen, wéi mer se elo hunn.

■ **Une voix.** - Jo.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Turmes.

Da kënnen mer elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 8 kommen.

#### Vote sur la motion 8

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 26 Jo-Stëmme géint 32 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, M. Claude Lamberty et Mme Lydia Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

#### 4. Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen

ler mer elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, géif ech d'Wuert un den Här Jeff Engelen gi fir den Depot vum enger Motioun. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

#### Exposé

■ **M. Jeff Engelen (ADR), auteur.** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Motioun huet net direkt eppes mat deem, wat mer elo geschwat hunn, ze dinn, mee et ass am indirekte Kontext ze gesinn. An et ass e spezifesch Punkt, deen eng Situatioun bei de Bauere ganz spezifesch opgräift.

Déi Motioun beinhalt, datt mer feststellen, datt den Äerdgas, wat e wichtegt Element ass bei der Fabrikatioun vu Stéckstoffdünger, an d'Luucht gaangen ass, ganz héich. An dat mécht ongeféier 70 % vum Präis aus, deen um Düngemittel läit.

Duerch dës Deierecht vum dem Äerdgas ass och de Präis vum Düngemittel, dat ass jo dann och kloer, an d'Luucht gaangen. An duerch dës Erhéijung vum Dünger, deen d'Bauern onbedéngt brauchen, ass e finanziellen Drock bei de Baueren entstanen. Aner Länner wéi zum Beispill Pole, hunn do schonn e Subsid de Baueren zougesot. An duerfir froe mir och, fir dee Subsid hei unzepassen an eisem Land.

Ech soen lech Merci an ech géif dann d'Motioun deponéieren.

■ **Une voix.** - Très bien!

#### Motion

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest,

- datt an de leschte Summerméint d'Nofro fir den Äerdgas fir d'Stroumproduktioun staark an d'Luucht gaangen ass;

- datt duerch déi wirtschaftlech Erhuelung no der Covidkris d'Nofro fir den Äerdgas staark an d'Luucht gaangen ass;

- datt d'Präisdeierecht fir den Äerdgas och politesch Grënn huet, ewéi zum Beispill am Hibleck op déi europäesch Relatiounen mat Russland;

- datt den Äerdgas e wichtegt Element ass bei der Erzeugung vum Stéckstoffdünger;

- datt den Äerdgas den Ament ronn 70 Prozent vum Präis fir d'Düngemittelen ausmécht;

- datt duerch d'Deierecht vum Äerdgas och de Präis fir d'Düngemittelen staark an d'Luucht gaangen ass;

- datt duerch de staark erhéichte Präis vun den Düngemittelen vill Baueren ënnert staarkem finanziellen Drock stinn;

- datt aner Länner, ewéi zum Beispill Polen, wéinst der Deierecht vun den Düngemittelen de Baueren zousätzlech finanziell Ennerstëtzung ugebueden hunn,

fuerdert d'Regierung op,

- de Baueren, déi duerch déi massiv Deierecht vun den Düngemittelen ënnert staarkem finanziellen Drock stinn, zousätzlech finanziell Hëllef zoukommen ze loosse.

(s.) Jeff Engelen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Engelen.

#### 5. Interpellation de M. Gilles Baum au sujet de la viticulture au Luxembourg

Deen nächste Punkt um Ordre du jour vun haut ass d'Interpellatioun vum Här Gilles Baum iwwert de Wäibau hei zu Lëtzebuerg. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Octavie Modert, d'Madamm Tess Burton, d'Madamm Chantal Gary, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen.

An d'Wuert huet elo den Auteur vum der Interpellatioun, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

#### Exposé

■ **M. Gilles Baum (DP), interpellateur.** - Merci villmools, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn déi lescht zwee Deeg mam Ausseminister an och mat deene verschiddene Riedner hei um Pult den Tour duerch d'Welt gemaach - de Mëtte gi mer zesummen op d'Musel. Do ass et, besonnesch déi Zäit wou gelies gëtt, wou d'Drauwen zeideg sinn, ganz, ganz schéin. Ech géif soen, et ass eng vun de schéinste Géigenden am Land. An op der Musel ass et och vill méi friddlech a vill méi gemittelt wéi a ganz ville Géigenden op der Welt.

A well et esou gemittelt an esou friddlech ass, verpassen ech och kaum eng Geleeënheet, fir mat de Kolleegen aus der Chamber hei un de Fester deelzehuelen an och do mat hinnen e gemittelt Patt ze drénken.

Ech hunn dës Interpellatioun ugefrot, well ech der Meenung sinn, dass de Wäibau zu Lëtzebuerg eng wichteg Roll spillt, net um Punkt vum PIB eleng, mee e gehéiert zu eisem Patrimoine, e gehéiert zum Patrimoine vun eisem Land derzou. En ënnersträicht en traditionelle Savoir-faire, en Deel vu Lëtzebuerg. An en ass natierlech och en Deel vum Image vun eisem Land.

Ech fannen et och wichteg, dass mer eis hei an der Chamber reegelméisseg austauschen, fir iwwert dee Sujet ze schwätzen. An ech géif mer wënschen, dass mer déi verschidden Interessevertrieder vum Lëtzebuurger Wäibau méi oft géife gesinn, fir hinnen nozelauschteren an och gewuer ze ginn, wéi et ëm de Lëtzebuurger Wäibau steet a wéi e sech entweéckelt.

Am Kader vun de Virbereedungen op dës Interpellatioun sinn ech natierlech op d'Musel gaangen, fir mech ze informéieren. Ech wollt nämlech gewuer ginn, wou am Moment bei de Wënzer de Schong dréckt.

Dofir war ech frou an ech soe Merci de Responsable vum Institut Viti-Vinicole, de Responsable vum de Privatwënzer an awer och vun der Vinsmoselle, déi mech mat menge Fraktiounskolleegen, mam Gusty Graas a mam Carole Hartmann, empfaangen hunn an eis Ried an Äntwert stoungen.

Dobäi wollt ech vun deenen iwwer verschidde Sujeten eppes gewuer ginn, Sujeten, wou ech der Meenung sinn, dass se elementar si fir d'Zukunft vum Wäibau. Ech wollt ënner anerem gewuer ginn, wéi en Afloss de Klimawandel op de Wäibau huet, wéi en Afloss d'Coronapandemie op de Wäibau hat, wéi d'Veermaartung vum Lëtzebuurger Wäin evolueert huet a wat d'Politik ka maachen am Allgemengen, fir de Wäibau weider ze ënnerstëtzen, an natierlech och, wéi et ëm de Biowäin zu Lëtzebuerg steet.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Klimawandel ass sécherlech e Sujet, dee méi aktuell ass wéi jee: Ganz waarm Summer mat Hëtzelwellen, a Staarkreen mat Iwwerschwemmungen sinn Extreemer, déi mer och hei zu Lëtzebuerg leider während deene leschte Joren ëmmer méi oft hu mussen erliewen. Fir d'Landwirtschaft a fir de Wäibau sinn dat natierlech enorm Erausforderungen, an dofir war ech och gespaant, wat déi Concernéiert mir an de Kolleegen aus der Fraktioun doriwier géifen erzielen.

Wann een elo mol dese Summer ausklammert, dann hate mer virduun dräi ganz, ganz waarm Summer mat ganz vill Sonn. D'Sonn ass natierlech gutt fir de Wäibau, d'Sonn ass gutt fir d'Drauwen. Dat brauch ech, mengen ech, heibanne kengem ze erklären. Vill Sonn bedeit nämlech en héijen Oechslegrad an den Drauwen. Fir d'Laien heibannen ënner eis: Den Oechslewäert, dat ass d'Zockerkonzentratioun, déi an der Drauf ass. Wat eng Drauf méi zei-

deg ass, wat den Zockergehalt, also den Oechslewäert, méi héich ass. An dofir ass den Oechslewäert och e Zeeche vu Qualitéit, besonnesch an nördleche Wäibaugebieder, well just bei genuch Sonn kann d'Drauf natierlech och richteg zeideg ginn.

Vill Sonn bedeit awer och wéineg Reen, ergo de Risiko vun enger Dréchent. Anescht wéi d'Landwirtschaft brauchen d'Wéngerte generell net enorm vill Waasser. Trotzdeem ass d'Bewässerung vun de Riewen en Thema. Et sinn nämlech haaptsächlech déi jonk Wéngerten, déi genuch Waasser brauchen.

#### (M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Mäi Kolleeg Gusty Graas hat dozou eng Question parlementaire gestallt, wéi en héieren hat, dass déi däitsch Wënzer d'Waasser aus der Musel géifen huele fir ze netzen an dass déi lëtzebuergesch Wënzer bis elo nach net d'Méiglechkeet hätten, fir och dovunner ze profitéieren.

Den administrativen Opwand, dat kënn Der lech virstellen, ass net kleng, well een am Fong eng Autorisatioun vun Däitschland brauch an awer och vum Lëtzebuurger Ëmweltministère. An hirer Äntwert sot d'Ministesch eis, dass aktuell mat den däitschen Autoritéiten enger gemeinsamer Approche, fir d'Waasser aus der Musel ze huelen, geschafft gëtt, an dass Aarbechtsgruppen agesat ginn, fir d'Prozeduren, fir eng Autorisatioun ze kréien, och ze vereinfachen. Et gëtt och prezisiéiert, dass d'Unzape vun der Musel just an dréchene Jore méiglech ass an natierlech och just, fir déi jonk Riewen ze netzen.

Jiddefalls wënschen ech mer, dass dës Prozedur elo séier ka vereinfacht ginn an dass eis Wënzer och dorobber zrëckgräife kënnen, falls si Waasser fir hir jonk Riewe brauchen.

Zu Lëtzebuerg ginn all Joer ongeféier 20 Hektar nei Wéngerten ugebaut. Dat ass net näischt. Ronn 100 Hektar jonk Wéngerte mussen zu Lëtzebuerg bewässert ginn, haaptsächlech natierlech, wéi ech gesot hunn, an den dréchene Joren.

Bei de leschte Remembrementé gouf och dorunner geduecht, Waasseropfaangbecke mat Bewässerungsanlage matanzeplangen. Dat ass a mengen Aen dee richteg Wee, well et gëtt näischt méi Effikass a méi Nohalteses wéi eng Tröpfchenbewässerung.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wat d'Wéngerten net gären hunn, dat ass, wann et ze vill reent. Well de Ree kann den - ech hunn ëmmer Problemer mat deem Wuert -, de Peronospora-Pilz férdere, ...

#### (Hilarité)

... eng vun de gréisste Geforen - ech muss mer d'Wuert ëmmer dräimol virsoen, et kënn och nëmmen eng Kéier an der Ried vir -, eng vun de gréisste Gefore fir eis Riewen. Et kritt een en nämlech quasi net gebremst an e kann enorme Schued an de Wéngerten uriichten. Wann een emol bis deen dote Pilz am Wéngert huet, dann ass et ze spéit. An dofir muss een natierlech prophylaktesch Planzeschutzmittel sprätzen, fir d'Planze géint deen dote Pilz ze schützen.

Dir gesitt also, dass d'Klima eng enorm wichteg Roll an en enormen Impakt op de Wäibau huet: Wann d'Sonn ze vill schénge, riskéieren d'Drauwen, e Wärmeschock ze kréien, ma oui Sonn gi se net zeideg, ze vill Ree bréngt Krankheete mat sech. An eng aner Gefor ass de Frascht. Duerch déi méi mëll Wanteren, déi mer an de leschte Joren elo haten, war de Wanterfrascht op der Musel bal keen Thema méi. De Fréijoersfrascht kann awer genau sou geféierlech sinn. Mee deen huet sech och an de leschte Joren a Grenze gehalen.

Eng Konsequenz vun de waarme Summeren ass natierlech, dass d'Drauwe méi fréi zeideg ginn an d'Lies méi fréi kann ufänken. Dëst Joer war dat awer net de Fall. A wann een zrëckkuckt, d'Chroniken, d'Statistiken zanter 1966, do ass eis gesot ginn, dass d'Joer 2021 als e ganz normaalt Joer anzestufe wär.

Ech hunn och op der Musel nogefrot, ob duerch de Klimawandel dann elo vläicht nei Sorten ugeplanzt géife ginn, déi méi héich Temperature brauchen. An effektiv probéiere verschidde Wënzer, nei Cepagen unzabauen, an dat och mat Erfolleg. De Pinot Noir, dee kenne mer jo hei am Land scho méi laang, mee och aner Zorte wéi de Syrah, de Cabernet sauvignon, de Saint-Laurent oder de Pinotin kann een ewell zu Lëtzebuerg fannen. De Pinotin an och de Cabernet blanc sinn Sorten, déi besonnesch resistent si géint Pilzen.

Et gëtt jo ëmmer vun de Wënzer verlaangt, manner Planzeschutzmittelen anzusetzen. Wann een dann awer wëllt, dass d'Planzen net vu Krankheete befall ginn, da muss een eeben Sorten uplanzen, déi méi resistent sinn. 80 % Planzeschutzmittel kéint een esou اسپueren. Där Zorte wäerte mer also, dovunner ginn ech aus, op der Musel an Zukunft méi fannen.

Mee ech mengen, mir kënnen awer net vun eise Wënzer erwaarden - an ech mengen, dat wär och

net gutt -, dass se elo alleguerten hir traditionell Sorten, wéi de Riesling, den Auxerrois, den Elbling oder d'Pinot-Riewen erausrappen, fir méi pilzresistent Cepagen unzabauen.

An Zukunft kéint ee sech also Cuvée wéi an Éisträich virstellen. Mee dofir muss et dann och scho ganz gutt waarm sinn.

Och wann eis Wënzer elo mat neie Cepagen experimentéieren, sou bleift eis Musel awer trotzdeem eng Wäilag, déi predestinéiert ass fir d'Monocepagen, déi mer säit Joerzénkten zu Lëtzebuerg kennen an och schätzen: den Elbling, de Riesling, de Rivaner, den Auxerrois, de Pinot Blanc an de Pinot Gris.

Déi waarm Summeren hunn awer och e ganz positiven Effekt. Méi zeideg Drauwe bedeiten och qualitativ méi héichwärtig Wäiner. An dat ass jo genau dat, wat mer op eiser Musel wëllen: manner Rendement, mee dofir méi eng héich Qualitéit.

Wat vill Leit net wëssen: D'Liberaliséierung vun den Sorten op der Musel ass am Fong nach guer net laang hier. An den Här Chamberspräsident - deen elo net hanner mer sëtzt -, dee ka sech bestëmmt nach dorunner erënnere. Si war e wichtige Schratt, fir dass d'Wënzer hir Kreativitéit konnten ausliewen a sech och dem Klimawandel konnten upassen. Mee ech mengen - an do si Kolleegen hei, déi och ganz vill mat mer op der Musel ënnerwee sinn -, dass awer an Zukunft och déi Wäiner, déi mer zënter Joren a Joerzénkten schätzen a wou eis Wënzer iwwert déi lescht Joren a Joerzénkten en immens grouse Savoir-faire opgebaut hunn, predominant op eiser Musel wäerte bleiwen.

Zweet Fro: Wat war den Afloss vun der Pandemie op de Lëtzebuurger Wäibau? Ech mengen, ech verroden lech kee Geheimnis, wann ech soen, dass déi Coronapandemie och bei de Wënzer net spurlos laanschtgaangen ass. Foiren, Wäimäert, vill traditionell Fester goufen ofgesot. D'Gastronomie war zou, Hochzäite goufen ofgesot an och d'Wäistuffe waren zou. Dat sinn alles Plazen, wou de Wënzer éischtens emol mat senge Clienten a Kontakt kënn an awer och e groussen Deel vu sengem Stock verkeeft. Wäin a Cremante gehéieren eeben zu enger Feier einfach derzou. A wa jiddwereen doheim muss bleiwen, da gëtt manner consomméiert. Et ass manner Wäi gedronk ginn. Awer wat besonnesch dramatesch war, dat ass, dass vill, vill, vill manner Cremant verkaf a gedronk ginn ass.

Den Impakt vun der Pandemie op eis Wënzer war ënnerschiddlech: Déi, déi vill an d'Restauratioun verkafen, haten et méi schwéier wéi d'Wënzer, déi eng grouss Privatclientèle haten, well déi hir Wäiner awer iwwer aner Weeër konnten un de Mann respektiv un d'Fra bréngen.

D'Wënzer hunn duerch d'Kris - ass eis gesot ginn - awer och d'Virdeeler vun engem gudden Online-shop entdeckt. Verschiddener hate schonn e Shop op hirer eegener Homepage, anerer hunn dee Wee eréischt ageschloen, fir un hir Clienten ze kommen. Vill Wënzer hunn och vun der Méiglechkeet vum Letzshop profitéiert, wou se während der Pandemie gratis Member konnte ginn, fir esou hir Wäiner ze verkafen. Vill vun hinne konnten also während der Pandemie méi online verkafen, wéi dat normal de Fall ass. Mee dat ass awer bei Wäitem net duergaangen, fir déi Perte ze kompenséieren, déi age-tratt ass, well ganz vill Manifestatiounen net stattfonnt hunn.

Trotzdeem - ass eis gesot ginn - kéint ee soen, dass d'Wënzer mat engem bloen An dervukomm sinn, dëst och, well déi lescht dräi Recolté vläicht méi kleng ausgefall sinn an de Stock souwisou méi kleng war wéi an anere Joren. Et muss een och soen, dass de Wäin an de Cremant Produite sinn, déi sech halen, déi ee ka lagere an déi net vun haut op muer schlecht sinn. An déi meescht Wënzer sinn optimistes, dass déi Fläschchen, déi während der Pandemie net verkaf goufen, an deenen nächste Méint ënnert d'Leit kommen. Eis Lëtzebuurger Wäiner si Qualitéitsproduiten, a wa se gutt gelagert sinn, dann hale se sech och e puer Joer. An déi lescht Joergäng, déi ware jo exzeptionell gutt, an dofir sollen déi sech och nach besser halen.

Här President, wéi ech mat de Kolleegen a mat de Wënzer iwwert d'Zäit während der Pandemie geschwat hunn, hat ech net d'Gefill, dass hir Existenz duerch d'Pandemie bedrot wier. Et huet een awer gespuert, dass et besonnesch de Kontakt mat de Clienté war, dee si am meeschte vermësst hunn. Als Produzent vun engem gudden Produit huet een natierlech Freed, fir esou e gudden Produit unzabidden, en Austausch mat engem doriwier ze hunn, déi positiv Reaktiounen ze gesinn, wann een e besonnesch gudden Joergang zerweiert. An all dës tëschemenschlech Relatiounen, déi fir en Direktverkeefeer enorm wichteg sinn, si während der Pandemie ewechgefall. An dat huet de Wënzer, besonnesch de Privatwënzer, am meeschten déckgedoen.

Gott sei Dank ass eis Gastronomie erëm op. Et gëtt erëm Manifestatiounen, et gëtt erëm Concerten, Foiren, Hochzäiten, Familjefester - dat och dank ei-



sem CovidCheck. An ech war och frou, dass ech dës September erëm mat de Kolleegen op deenen traditionelle Miseler Rendez-vousen derbäi war, wéi beim Kolleeg Léon Gloden um Maacher Wäifest, awer och zu Wuermer um Riesling Open.

Och d'Wënzer krute während der Pandemie vum Staat ënnert d'Äerm gegräff. Ronn eng Millioun Euro un Hëllef ware fir de Wäibau virgesinn. E groussen Deel vun deene Suen ass an d'Promotioun gefloss. An da kruten déi Betriber, déi eng Wäistuff hunn, 5.000 Euro, well dës Wäistuffen natierlech hu missen zoubleiwen. Grouss Kellereie konnten och vum Chômage partiel profitéieren. An och d'Cotisatione beim Fonds de solidarité goufe vum Ministère iwwerholl.

D'Vinsmoselle, déi jo niewent de Kellereien och Shoppen huet, déi och Restauratioun huet, déi och Eventer organiséiert, vun deenen hu mer gesot kritt, dass se ganz frou waren, dass de Mëttelstandsminister Lex Delles en oppent Ouer hat fir hir Do-leancé, fir d'Doleancé vum Wäisektor, an dass si och vum enger ganzer Rei vun Aidé profitéiert hunn.

Ech hu mer och soe gelooss, dass während der Pandemie keen eenzege Wënzerbetrieb an eng Faillite gefall ass. Ech fannen dat wierklech gutt. An et kann een also behaupten, dass de Lëtzebuerg Wäibau mat engem bloen An duerch dës Pandemie komm ass.

Här President, als Nächste hunn ech mech gefrot: Wéi huet d'Veermaartung vum Lëtzebuerg Wäin evoluéiert? 2017 hat den deemolege Landwirtschaftsminister Fernand Etgen d'Strategie presentéiert, déi de Wee weise soll, wéi de Lëtzebuerg Wäin an Zukunft besser soll promovéiert ginn. D'Bas fir dës Strategie war eng extern Etüd, déi de Ministère an Opdrag ginn hat. Zesumme mat de Leit vum Terrain, dat heescht mat de Privatwënzer, der Vinsmoselle an dem Wäinhandel, goufe strategesch Marketingobjektiver an en Aktionsplang mat 17 Punkte festgehalen.

Eng Konkursioun vun dëser Etüd war, dass eis Wäiner heiher an och dobaussen net visibel genuch sinn. Et soll een op den éischte Bléck kënne gesinn, kënne erkennen, dass et eng Fläsch vun der Musel ass, wann ee se gesäit. Dofir gouf och den AOP-Logo mam Roude Léiw ersat duerch en neie Logo, inspiréiert vum X, deen Der kennt vum Nationbranding „Let's make it happen“. Dësen neie Logo wäert an Zukunft op all Stopp vun de Lëtzebuerg Fläschen ze fanne sinn. Fir elo schonn ze soen, ob dës Strategie hiert Zil erreecht, dat ass, mengen ech, nach e bësse fréi. D'Wënzer hunn nach Zäit, fir deen neie Logo op hir Fläschen ze setzen, a bis dohinner kënne se natierlech hire Stock mat deenen ale Stépp verkafen.

E Logo, deen op alle Fläschen ze fannen ass, e Genre Corporate Identity, ass wichteg fir esou e klengt Wäibaugebitt wéi Lëtzebuerg. Besonnesch och fir den Export ass et wichteg, dass een erkennt, dass de Wäin oder de Cremant vu Lëtzebuerg ass. Eis Produite sollen och als Qualitätsproduit verkaf ginn. An deen neie Logo soll deemno och fir d'Qualitéit vun heihem stoen. An Eisträich hu se dat doten och gemaach, mat engem neie Labeling, a si hunn domadder ganz, ganz vill Erfolleg.

Fir e gudder Marketing brauch een natierlech och finanziell Moyenen. Dat ass och aus där Etüd erausgangen. De Ministère huet dowéinst och seng finanziell Ënnerstützung fir de Marketing erhéicht. Elo gëllt et nach, dat Ganzt a Musek ëmzesetzen.

Mat de Privatwënzer, der Vinsmoselle an dem Wäinhandel sinn dräi Acteure mat am Boot, déi awer zum Deel ënnerschiddlech Zilgruppen uschwätzen. Déi nei Strategie huet also missen de Spezifisitéit vun deenen dräi entgéintkommen an eng Ligne commune festleeën, wéi een eis Wäiregioun am beschten als e Ganzt vermaarte kann. Dat war sécherlech net einfach, mee ech mengen, dass et scho Sënn mécht, wann een d'Manpower an déi finanziell Mëttele bündelt, wann een déi zesummeleert. Dat ass wichteg, fir e professionellen an och e kohärenten Marketing ze maachen. Do huet eebe jiddweree missen e bësse Waasser a säi Wäi schëdden.

Et gouf och decidéiert, dass de Marketing fir den Export sech op verschidde Länner soll beschränken. Als klengt Land mat begrenzter finanzieller Mëttele kann een eise Wäin natierlech net iwwerall promovéieren, mee et muss ee sech op déi Marché konzentrieren, wou am meeschte Potenzial dréit. Ech géif mengen, dass mer hei nach kënne Efforte maachen an dass mer solle konsequent mat deenen Ambassaden, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, méi zesummeschaffen.

Mir maache jo elo och eng Ambassade an Irland op, an et ass mer gesot ginn, dass do effektiv och eng grouss Demande wär, fir Wäin ze drénken, well se selwer keen ubauen. An ech mengen, dass mer sollten Efforte maachen, fir Irland vläicht als eent vun deene Länner unzugesinn, wou mer méi stark wëlle present ginn, an dann natierlech och déi skandinavesch Länner, och de schweedesche Marché - do ass et zwar e bësse méi schwéier, fir Fouss ze

faassen -, mee och Dänemark, Finnland, Norwegen. Ech mengen, dass mer eis vläicht sollte méi staark op déi skandinavesch Länner an op Irland konzentrieren.

D'Fro vum Marketing ass och: Wie spriechen ech un? Schwätzen ech nëmme d'Lëtzebuerg un? Schwätzen ech d'Ausländer un, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen? Oder schwätzen ech och nach déi Leit aus der Groussregioun un?

Abee, wie mengt, dass een d'Lëtzebuerg net bräicht unzeschwätzen, well déi jo souwisou de Wäi vun der Musel drénken, dee läit falsch. Et gëtt nach ëmmer Lëtzebuerg, déi mengen, op der Musel géif nëmme sauere wäisse Wäi produzéiert ginn, an dofir kafen och nach ëmmer Lëtzebuerg léiwer e wäisse Wäin aus dem Ausland. Ech kann lech soen, dass dat net de Fall ass! D'Zäiten, wou een an engem Café e rappegen Elbling oder Rivaner gedronk huet, déi si passé. D'Qualitéit vun eise Wäiner ass an deene leschte Joren enorm geklommen, net nëmme beim Elbling, Rivaner, Auxerrois, mee besonnesch och bei de Pinoten an de Rieslingen. An ech mengen, déi kënne et mat ganz villen ausländesche Wäiner ophuelen an déi zielen och mëttlerweil zu deene beschten op der Welt.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP), interpellateur.** - Dofir muss een déi Lëtzebuerg, déi nach ëmmer Virurteeler hunn, iwwerzeegen, emol erëm eng Kéier e gudder Lëtzebuerg Wäin ze schmaachen. An eng gutt Geleeënheet, fir dat ze maachen, déi bitt sech déi nächst Woch Freideg, Samschdeg, Sonndeg um Glacis, wou e grousst Zelt wäert stoen a wou, wann ech richtig informéiert sinn, ronn 50 Lëtzebuerg Wënzer hir Wäiner a Cremante wäerte presentéieren. An ech mengen, dass dat fir jiddweree eng gutt Geleeënheet ass, fir do laanschtzegoen an emol erëm matzeschmaachen.

Eis Bevëlkerung hei zu Lëtzebuerg ass multikulturell. Vill Leit, déi vu méi wäit an och vun no op Lëtzebuerg schaffe kommen, déi wësse mol guer net, dass mer e Wäibaugebitt hunn. Déi mussen eis Wäiner eréischt kenne léieren. An dofir muss mer eis Campagné verstärkt och vläicht op Däitsch, Englesch, Franséisch a souguer op Portugisesch maachen. Jo, ech sinn der Meenung, dass ee muss versichen, déi ganz Lëtzebuerg Populatioun unzeschwätzen. An dat ass net ëmmer einfach, mee et fonctionéiert, och beim Cremant. An ech weess, dass de Lëtzebuerg Cremant besonnesch och bei der portugisescher Communautéit ganz, ganz gutt ukéint.

Nieft de Produite vun der Musel gëllt et natierlech och, eis Wäiregioun als Tourismusdestinatioun ze promovéieren - Stéchwuert Önotourismus. An de leschte Joren hu vill Wënzer hir Wäistuff renovéiert oder eng nei gebaut. Elo gëllt et natierlech, derfir ze suergen, dass mer och Touristen op d'Musel kréien. D'Musel ass jo awer nëmme e Kasesprong vun der Stad ewech.

Leider feelt et op der Musel nach ëmmer u Schlofgeleeënheeten. En Hotel zu Briedemes huet zwar gewot ze investéieren, huet de Schrott gemaach. An ech mengen och, dass dat sech definitiv geloung huet. Mee ech fannen, mir bräichten awer nach een oder zwee weider Hoteller op der Musel. Et feelt och u Schlofgeleeënheete bei de Wënzer selwer. Et ass net, dass si et net wëilten ubidden, mee eist Naturschutzgesetz léisst awer do leider net ganz vill zou. Ech fannen, et misst, ënner strenge Konditiounen natierlech, awer méiglech sinn, e puer Zëmmer niewent der Wäistuff kënne ze bauen.

Verstitt mech net falsch: Ech wëll wierklech net, dass mer grouss Hoteller sollen an d'Wéngerte bauen. Doréms geet et mer mat Sécherheet net. Mee e puer Chambres d'hôtes niewent de Kellereien, sou wéi een dat an Italie féint beim Agriturismo, och mengen, dat wär e groussen Atout an e groussen Unzéiungspunkt, fir den Tourismus op eiser Musel weider ze beliewen. Do gëtt et och Iddie vu „logements insolites“, déi an de Wéngerte kënne opgestallt ginn, zum Beispill e grousst Wäifaass, déi keng Fondatioun brauchen, déi net fest agesat ginn, déi also dann och net ënnert d'Naturschutzgesetz falen. Eng flott Infrastruktur an der Natur, dat kennt Der zu Remerschen: de Biodiversum. Mee och do feelt et u Schlofgeleeënheeten, zum Beispill grad, wa Schoukklasse méi laang dohinner sollen op den Ausfluch kommen.

Här President, eppes wat de Wënzer natierlech och ganz wichteg ass, dat ass: Wat kann d'Politik maachen, fir de Wäibau zu Lëtzebuerg weider ze ënnerstëtzen? Bei de Wënzer ass et am Fong op engem Punkt net ganz vill anescht wéi bei de Baue- ren: Si mussen vill Zäit am Büro verbréngen, fir administrativ Aarbechten ze erleeden. Ouni dat geet et leider net. An ouni dat gëtt et natierlech och keng Subsiden. Et ass awer wichteg, dass déi administrativ Hürde weider ofgebaut ginn, fir dass de Wënzer sech ëm dat ka këmmen, wat säi Beruff ass, nämlech: gudder Wäin a gudder Cremant ze produzéieren. Villes kann een elo schonn iwwer guicht.lu erleeden. A fir déi Wënzer, déi net esou gutt mat der Informatik eens ginn, steet och den Institut viti-vinicole bereet fir ze hëllefen.

Wéi mer fir d'lescht hei an der Chamber iwwert de Wäibau diskutéiert hunn, du war grad decidéiert ginn, dass een d'Schenkelen an d'Holzpéil net méi direkt am Wéngert kéint verbrennen. Dat hat bei de Wënzer fir grouss Onrou gesuergt. An dofir sinn ech frou, dass ech matgedeelt kritt hunn, dass dofir eng Léisung fonnt ginn ass: D'Ëmweltverwaltung ass fir d'Käschten opkomm fir d'Ewechuele vun de Schenkelen an de Landwirtschaftsministère huet derfir gesuergt, dass d'Péil agesammelt gi sinn.

Elo hu mer awer héieren, dass dës Léisung just bis Enn des Joers géif gëllen. An dofir wëllt ech gär vum Här Minister wëssen, wéi et ab 2022 weidergeet. An ech hoffen, dass och fir déi nächst Joren erëm eng Léisung mat de Wënzer fonnt gëtt.

En anere Punkt, deen de Wënzer ganz vill Kappzerbrieches mécht, dat ass d'Bauen an der Gréngzon. Ech hat et scho gesot, ech plädéieren net derfir, dass egal wat kann an de Wéngerte gebaut ginn, mee ech fannen, dass, wann een et engem Wënzer erlaabt, an der Gréngzon ze bauen, hien och dat muss baue kënne, wat e wierklech brauch, fir anstänneg a vernünfteg schaffen ze kënne. Et misst a mengen Aen also méiglech sinn, all déi néideg Installatiounen kënne ze bauen, déi indispensable sinn, fir d'Produktioun vum Wäin a vum Cremant kënne ze garantéieren. An och Wäistuffe missten do méiglech sinn. Et gëtt dach näischt méi Flottes wéi eng flott Degustatioun direkt an engem Wéngert!

Deem neie groussherzogleche Reglement no soll nach just een Hangar an der Gréngzon méiglech sinn. Produzéiert de Wënzer awer Wäin a Cremant, sou huet en e Problem. Wéi ech virdu gesot hunn, sinn ech der Meenung, dass et och misst méiglech sinn, Schlofgeleeënheeten niewent enger Wäistuff an der Gréngzon kënne ze bauen. Kee risegen Hotel natierlech - ech ënnersträchen dat nach eng Kéier -, mee e puer Zëmmeren, wou d'Clienten, awer och d'Saisonieren, déi an d'Lies hëllef kommen, kéinte schlofen.

(**Brouhaha**)

■ **M. Léon Gloden (CSV).** - Dir musst eis Amende- menter stëmmen, Här Baum!

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Am Naturschutzgesetz ... Dir stëmmt ëmmer dergéint, wa mer dat do froen.

■ **M. Gilles Baum (DP), interpellateur.** - À propos Saisonieren ... Da frot emol nach eng Kéier!

(**Hilarité**)

À propos Saisonieren: Déi lescht Joren ass et net nëmme méi schwéier ginn, fir Saisonieren ze fannen, fir an der Lies ze schaffen, mee et ass och méi schwierig ginn, fir se unzemellen. Dorunner „wäer“ - ech schwätzen am Conditionnel - Bréssel schold, kréien d'Wënzer gesot. Mee si sote mer awer och, dass et an Däitschland, déi Säit der Musel, vill méi einfach wär. Och si mussen sech jo awer un déi Bréisseler Dispositiounen halen. An dofir wollt ech vum Här Minister wëssen, wat déi däitsch Autoritéiten anescht maachen a firwat déi däitsch Wënzer manner administrativ Hürden hunn, fir hir Saisonieren unzemellen.

En anere Sujet ass dat neit Dechetsgesetz, dat um Instanzewe ass. Do héiert een, dass, wann dat géif an där Form gestëmmt ginn, et schwierig bis onméiglech wär, fir nach Wäin- a Cremantsfläschen op engem Fest opzemaachen an ze zerwéieren, well dat keng Mehrwegfläsche sinn. Ech wollt den Här Minister froen, ob e wëisst, ob et an deem dote konkrete Punkt en neie Moment gëtt.

Mir hu jo an Europa e fonctionéierende Banne- maart. Bei der Zouloosung vu Planzeschutzmët- telen schéngt et awer un Harmoniséierung ze feelen. Déi Quantitéiten, déi zougelooss si fir ze sprézen, variéiere vu Land zu Land. An och d'Nimm vun de Mëttele, déi zougelooss sinn, sinn net déi sel- wecht an Däitschland, Frankräich an zu Lëtzebuerg. Dat ass fir d'Wënzer, déi am Dräilännereck schaffen an och emol Wéngerten déi Säit der Grenz hunn, schwierig ze verstoen an ëmzesetzen.

Här Minister, hei wollt ech froen: Kënn Der mer erklären, firwat aner Konditiounen zu Lëtzebuerg wéi an den Nopeschlänner gëllen? A kéint een do net op de Wee goen, déi selwecht Konditiounen fir all d'Wéngerte laanscht d'Musel festzesetzen? Mir schwätze jo oft vun enger Groussregioun, vun enger fonctionéierender Groussregioun. An ech mengen, hei wär en Usaz, dee ville Wënzer d'Liewe géif méi einfach maachen.

E ganz aktuell Thema fir d'Wënzer ass och dat neit Agrargesetz, dat virun der Dier steet. Esou héiert een, dass d'Hektarprimm fir d'Wënzerbetriber an Zukunft soll op 140 Euro den Hektar erofgoen an esou un de Jeton géif ugepasst ginn, deen och an der Landwirtschaft ausbezuelt gëtt. An der Zäit kruten d'Wënzer 510 Euro, am Moment sinn et der 380. Wann ee se elo mat der Landwirtschaft gläichsetzt an nach just 140 Euro bezéit, wuel wëssend, dass e Wënzerbetrieb duerchschnëttlech vill manner Hektar bewirtschaft wéi e landwirtschaftleche Betriber, dann, mengen ech, kënn do e grouse Manque à gagner op eis Wënzer duer.

Här Minister, wéi gedenkt Der, dass d'Wënzer dat doten herno solle kompenséieren? Och d'Subven- tiounen fir Trakteren an Ausiiderhaff missten a mengen Aen no uewen ugepasst ginn, fir der Präis- deierecht gerecht ze ginn. Ech weess, dass d'De- tailer fir dat nächst Agrargesetz nach net stinn, mee vläicht kann den Här Minister eis awer soen, ob de Jeton fir d'Wënzer definitiv op 140 Euro soll erofgoen a wat geplangt ass, fir eise Wënzer an Zu- kunft ënnert d'Äerm ze gräifen.

En anere wichtige Sujet, deen eis Wënzer interes- séiert, ass de Pensionsregimm. Do gëtt et zanter Jore verschidden Inkohärenzen, an am Koalitions- accord gouf och festgehalen, dass dës aus dem Wee solle geraumt ginn. De Wënzerberuff ass haart an dofir sinn ech der Meenung, dass all d'Wënzer och eng adequat Pensioun verdéngt fir dat, wat se geschafft hunn, egal ob se Privatwënzer sinn oder ob se an d'Kooperativ geliiwert hunn. Kann den Här Minister eis och vläicht zu deem dote kon- kreete Punkt eppes soen?

Déi meescht Wënzer hunn och mëttlerweil eng Wäistuff, wou se de Leit hir Produite kënne presen- téieren. Dës ginn awer weeder als Restaurant nach als Café ugesinn. Leider gëtt et säit Joren nach ëm- mer kee klore Kader fir d'Salles de dégustation. Och hei versprécht de Koalitionsaccord, e legale Kader ze schafen, fir dass d'Wënzer wëssen, wat se dāerfen a wat se net dāerfen. Och hei, Här Minister, mengen ech, wāre mer vlāicht frou, wa mer kéinten e puer Explikatiounen kréien.

Ech hat 2019 eng Question parlementaire gestallt fir ze froen, wéi vill Wéngerten hei zu Lëtzebuerg broochleien. Ech krut geäntwert, et wāre 57 Parzel- len, déi net bewirtschaft ginn, mat enger Gesamtsu- perficie vu 7,2 Hektar. Do sot Der lech: „Dat ass jo net schlēm, dat ass jo bestēmt gutt fir d'Bio- diversitéit.“ Leider ass et esou, dass déi Friche, déi broochleien, immens geféierlech si fir déi Wēngert- en, déi niewendru leien. An engem Wēngert, deen net bewirtschaft gētt, kēnnen ganz séier Krankhee- ten entstoan an déi riskéieren natierlech, sech aus- zebreiden op e gesonde Wēngert. Do muss een op- passen.

Anescht wéi bei der Landwirtschaft ass et einfach, sech e puer Ar Wéngerten derbāizekafen. Et han- delt sech awer oft ēm Wēngerten, déi schwēier mam Trakter ze erreche sinn, wou also vill muss mat der Hand gemaach ginn. Wēi gesot, et si 7,2 Hektar frāi. Avis aux amateurs! Hei sinn och Quer- einsteiger wēllkomm. Wann ee sech wēll den Dram vum eegene Wēngert erfēllen: Et sinn der disponi- bel. Dir kēnn lech beim Institut viti-vinicole mellen.

Ech gesinn, meng Zäit leeft fort, Här President. Ech hunn awer eng Motioun, da kēnn Der mer wannech- gelift déi Zäit, wann Der wēilt esou fein sinn, schonn derbāirechnen.

E puer Wuert zum Schluss zum Biowäin ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Ech mengen, Dir sidd jo och deen eenzege Sprie- cher. Ausser dem Interpellant ass jo kee vun der DP, ...

■ **M. Gilles Baum (DP), interpellateur.** - Nee, nee.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - ... deen nach intervenéiert?

■ **M. Gilles Baum (DP), interpellateur.** - Nee.

(**Brouhaha**)

Et muss ee wëssen, dass op eiser Musel scho laang keng Insektizide méi benotzt ginn. Et ass jo och esou, dass e Biobetrib och spréze muss. Statt Planzeschutzmëttele gëtt do Koffer agesat. De Pro- blem ass just, dass jo déi autoriséiert Mengen u Koffer, déi dāerfe gesprézt ginn, stānneger erfoginn. Dat mécht de Biowēnzler d'Liewen net méi einfach. An dofir bauen der och vill pilzresistenten Sorten un an da ka manner gesprézt ginn.

De Biowēnzler ass awer generell méi dacks ēnner- wee fir ze spréze wēi e Wēnzler, dee seng Wēngerte konventionell bewirtschaft. Et ass also vill méi Aar- becht a verschiddener soen, wa se 17-mol misste spréze goen an e Wēngert, da géife se natierlech och 17-mol den Trakter benotzen a 17-mol CO<sub>2</sub> aus- stoussen, wat der Ëmwelt dann och net onbedēngt ganz fērderlech ass. Et muss een och wēssen, dass nieft dem Glyphosat vill aner Planzeschutzmëttele am Wäibau verbuede goufen an dass och déi konventionell Wēngerten hautdesdaags vill méi no- halteg bewirtschaft gi wēi vlāicht nach virun 20 Joer. An ech mengen, ob bio oder konventionell, e Wēnzler kann haut seng Leit mat rouegem Gewē- sen an d'Wēngerte schēcke fir ze schaffen.

Genau wēi bei der Landwirtschaft sinn d'Prāisser, déi e Produzent fir sāi Méiopwand kritt, net vill méi héich. Esou kritt de Wēnzler fir eng Flāsch Biowāin net vill méi wēi fir eng Flāsch aus konventionellem Ubau. An anescht wēi beim Uebst a beim Gemēis ass d'Demande fir de Biowāin am Moment och nach net esou immens gross.

Dat alles si Grēnn, firwat bis ewell wēineg Wēnzler op de Biowāin ēmgekemme sinn. Momentan sinn et der sechs, déi dat haaptberufflech maachen, an



am Schnëtt kënn all Joer een derbäi. Dir gesitt also, mir sinn nach wäit ewech vun 100 % Biowäin op der Musel. Jiddefalls hu mer zu Lëtzebuerg genuch Beroder, déi de Wënzer beim Ëmklamme conseilléieren an och encadréiere kënnen.

Eng gutt Saach fannen ech och, dass, wann e Wënzer wëll op Bio ëmklammen, hien net muss all seng Wéngerte biologesch traitéieren. Hie kann decidéieren, dat just mat enger Zort ze maachen, an esou kënn en da vläicht mat der Zäit op de Goût.

Et kann een also soen, dass déi Wënzer, déi Biowäi produzéieren, dëst aus lwwerzeegung maachen. Allgemeng ass en Trend zum Bio ze erkennen, mee beim Wäibau ass dat nach bei Wäitem net esou prononcéiert wéi bei de Liewensmëttel. Vläch kënn dat nach. Jiddefalls hunn ech awer gespuert, dass, wann d'Demande vum Marché op eemol do wär, d'Wënzer bereet wären, dee Wee matzegoen.

Här President, erlaabt mer, zu de Konkusionen ze kommen. De Konsument drénkt manner, mee besser. Dat ass gutt, well et passt an d'Strategie vun eise Wënzer: manner Rendement, dofir awer vill méi eng héich qualitativ Produktioun vu Wäiner a vu Cremanten. Eis Cremante kënnen mëttlerweil absolut mat der auslännescher Konkurrenz mathalen, och beim Präis. Elo géllt et nach just, d'Leit hei am Land an och iwwert d'Grenzen eraus ze iwwerzeegen, déi nach net wëssen, dass mer esou gutt Wäiner a Cremante produzéieren, ganz nom Motto: „Le petit pays des grands vins“.

Fir administrativ Hürden ofzebauen an de Wënzer déi adequat Hëllef unzëbieden, déi se brauche fir ze produzéieren, dofir ass eise Landwirtschafts- a Wäibauminister zoustänneg. Dofir erhoffen ech mer vum Här Schneider e puer positiv Äntwerten op déi Froen, déi ech him gestallt hunn.

Zum Schluss widderhuelen ech nach eemol de Message, dass et Wéngerte gëtt, déi broochleien an déi nei Propriétaire sichen. Wann also een heibannen interesséiert ass, fir säin eegene Wäin ze produzéieren, dann ass e wëllkomm. Dir kënn lech do engagéieren. De Gusty an ech hate mam Gedanke gespillt, mee eis Fraen hu gemengt, mir sollten d'Fangeren am Moment emol nach dovun ewechloossen.

#### (Hilarité)

Den nächste Freideg, den 19. November, geet d'Fête des vins et créchants un um Glacis, ech hunn et gesot. Do wäerte ronn 50 Wënzer hir Produiten ubidden. An ech mengen, si wäere ganz, ganz frou, wann der ganz vill vun eis deen Owend Zäit hätte fir dohinnerzekommen an och Interessi géife weisen, net nëmmen un hirem Beruff, mee haaptsächlech un hire Produiten.

Dëst gesot, schlëssen ech emol eng kéier net traditionell of, mee ech géif soen: Prost op eis gutt Lëtzebuerg Wäiner a Cremanten! Prost op eis Wënzer! A Prost op eis Musel!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP), interpellateur.** - An ech erlabe mer dann nach, Här President, eng Motioun ze hannerleeën. Wannechgelift.

#### Motion 1

La Chambre des Députés,

- soulignant l'importance de la viticulture pour le Luxembourg, tant au niveau économique, touristique que culturel ;

- saluant le progrès au niveau de la qualité des vins et créchants luxembourgeois au fil des dernières décennies ;

- constatant que le secteur viti-vinicole a été profondément touché par la pandémie du Covid-19 ;

- saluant que le Gouvernement a mis une panoplie d'aides à disposition des viticulteurs afin de surmonter cette pandémie ;

- saluant qu'une stratégie de développement des vins luxembourgeois a été présentée par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ;

- considérant la volonté du Gouvernement de faciliter le tourisme rural et la création de gîtes ruraux dans le respect de la loi sur la protection de la nature ;

- convaincue que les salles de dégustation sont une plus-value, tant au niveau de la promotion et de la vente de produits viticoles que pour l'attractivité de la Moselle comme destination touristique ;

- constatant qu'il existe des incohérences au niveau des régimes de pension des viticulteurs ;

- observant que le changement climatique a un effet non négligeable sur la viticulture ;

- considérant que le Gouvernement s'est engagé à promouvoir des modes d'exploitation agricoles durables qui préservent la biodiversité et protègent les ressources en eau et la fertilité des sols en limitant l'usage de pesticides ;

- notant que le plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique a pour objectif d'atteindre

20 % des surfaces agricoles du Luxembourg exploitées en agriculture biologique à l'horizon 2025,

invite le Gouvernement à

- garantir la mise à disposition de moyens nécessaires pour promouvoir efficacement le secteur viticole luxembourgeois, tout en considérant les spécificités des différents producteurs ;

- soutenir le Fonds de solidarité viticole dans la mise en œuvre des conclusions tirées de la stratégie de développement des vins luxembourgeois ;

- mettre en place un cadre légal clair pour les salles de dégustation ;

- achever au plus vite le Centre mosellan à Ehnen, ainsi qu'à promouvoir l'œnotourisme en général ;

- éliminer les incohérences existantes au niveau des différents régimes de pension des viticulteurs ;

- continuer à promouvoir la viticulture durable et biologique, notamment dans le cadre du PAN-Bio 2025 ;

- poursuivre ses efforts pour une viticulture toujours plus durable, notamment en promouvant des cépages plus résistants aux maladies et ne nécessitant pas de traitements phytosanitaires.

(s.) Gilles Baum, Tess Burton, Georges Engel, Chantal Gary, Carole Hartmann.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci. Dat war en dréchene Prost. En „Trockenprost“!

■ **M. Gilles Baum (DP), interpellateur.** - Ech maachen dat herno gutt ...!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci dem Interpellant.

An éischt ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Octavie Modert, fir d'CSV. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

#### Débat

■ **Mme Octavie Modert (CSV).** - Merci, Här President. De Lëtzebuerg Wäin an de Lëtzebuerg Cremant sinn nohalteg Qualitätsprodukter. Héich Qualitéit, gutt Präis-Leeschtungs-Verhältnis, transparent Präisschéier, Proximitéit, lokal produzéiert, mat kuerze Weeër vum Wéngert an de Keller a bei de Konsument: Dat zeechent eis Wäiproduktioun elei am Land aus. Dat si keng Schlagwierder, dat ass Realitéit!

Léif Kolleginnen a Kollegen, de Wäibau präägt eis Landschaft, en ënnerhält d'Natur an en ass en Atout fir den nationalen Tourismus. E gëtt ville Mënschen a Familijen eng Aarbecht, direkt sougutt wéi indirekt. An et ass dofir e wichtege Faktor vu Wirtschaftsdiversifikatioun fir d'Lëtzebuerg Ekonomie an e groussen Arbeitgeber am Osten, enger Region, déi soss ëmmer méi strukturschwaach gëtt.

De Wäibau spillt, wéi Dir gesitt, eng villfälteg Roll zu Lëtzebuerg. Et ass e Kulturgutt a joehonntertnale Beruff, deen et zanter de Réimer bei eis gëtt. Wënzer ze sinn ass ee schéine Beruff! D'Wënzer maachen e gär. Léift zur Natur, Léift zum Wéngert a sengem Produkt vun der Natur, dem Wäin: Bref, si hunn eng positiv Astellung zu hirem Beruff a si maachen eis Freed mat hirem gudden Produkt!

D'Passioun hu se selwer, awer si brauche Perspektiven. Déi wichtegst Perspektiv fir d'Wënzer ass natierlech, datt se vun hirem Aarbecht liewe kënnen, soss kann d'Léift vum Beruff an zum Beruff op d'Längt net iwwerliewen. Dat ass also éischt Prioritéit.

Et gëtt mëttlerweil just nach 20 % Lëtzebuerg Wäin zu Lëtzebuerg gedronk, géint 80 % auslännesche Wäin. Véiermol sou vill auslännesche Wäi gëtt op Lëtzebuerg importéiert an hei konsuméiert wéi Lëtzebuerg Wäin! Am eegene Land!

An de leschte véier Joerzénge huet sech d'Bevëlkerung vun eisem Land praktesch verduebelt, awer beim Ofsaz vum Wäin hei am Land huet een an där selwechter Period net déi selwecht Tendenz no uewe kënnen feststellen. Dobäi ass et kloer, datt et hei am Land e Maart mat considerablem Potenzial gëtt, dat allerdéngs haut gréisstendeels duerch Import ofgedeckt gëtt. Deemo ass den interne Maart geziilt ze bewerbe fir eis, jo awer schlisslech kleng a fei Lëtzebuerg Wäin- a Cremantsproduktioun.

Jo, mir sinn haut op deem Punkt, wou mer am Land mussen eng ganz grouss Strategie bréngen, fir e Gesamtmarketing ze maachen. Eng nei Strategie gëtt gebraucht. An d'effentlech Hand muss beim Gesamtmarketing aktiv ginn a massiv investéieren, fir d'Wënzer beim Ofsaz vun hirem Wäin a Cremant ze ënnerstëtzen. Et geet net méi duer mat punktueller klengen Interventiounen oder Gadgets. Dofir huet ze vill geännert mam Réckgang vum Konsum vum Lëtzebuerg Wäin an der Lescht an och nach mat de Covidjore. Mir brauchen eng groussgueluecht Marketingcampagne mat enger Gesamtstrategie vu Seduction a vu Sensibilisation mat substanzuelle Mëttelen, déi d'Regierung aus dem Staatsbudget zur Verfügung stelle muss, an net aus dem Dëppe vum Fonds viticole därer huelen.

D'Zilgruppe sinn natierlech auslännesch Matbierger sougutt wéi agesiene Lëtzebuerg, Expats an d'Generatiounen Y an Z, d'Generatioun „Why and especially Zäd“, fir datt si op d'Existenz an op d'Virdeeler vun der Lëtzebuerg Wäin- a Cremantproduktioun opmierksam gemaach ginn, dëst ëmsou méi wéi eise Wäibau an de vergaange Jore resolutt de Wee vun der Qualitéit an net dee vun der Quantitéit gaangen ass.

Et geet ëm zwou weesentlech Froen: Wéi gestalten ech den Image vum Wäin? A wéi bréngen mer en engem méi breede Publikum hei méi no? Dat si strateegesch Iddien, déi ee geziilt muss entwerfen an duerno konzentriert a gebündelt ëmsetzen. An dofir brauch et och Geschlossenheet vun de verschidde Acteuren, eng gemeinsam Visioun vun deem, wat ee wëll errechen, déi noutwendeg Mëttelen an d'Bündelung vun dese Mëttelen souwéi eng professionell Ënnerstëtzung; net hott an har Marketingoperatiounen ze starten, déi verpuffen.

Mir hunn ee grouss Virdeel an der Hand fir de Lëtzebuerg Wäibau: d'Kaart vu „buy local“. Mir hu flott a besser Alternativen zum Chardonnay aus lwwerséi. Hei hu mir eng kleng Produktioun a si ass net groussflächeg a mir brauche keng 24 Fluchstonnen hannerd de Wäin ze bréngen, éier en hei am Regal steet. Mir hunn och gutt Alternativen zu belibige Produkter aus Frankräich, wat just besser kléngt, awer net besser schmaacht. Do ass e gudd Wäi vun der Musel net nëmme méi authentesch, mee och méi nohalteg.

Vum Lëtzebuerg Wäin a Wäibau hei am Land ausgehend, kann d'Strategie dann dem gesamte Gastronomie- a Spéiderhin eng weiderféierend Tourismusstrategie opbauen: Lëtzebuerg als e klengt an also exotescht Genossland. Als klengste Wäibauland kënnen mir op d'Argument vun der Eenzegeartegheet setzen! Net ofgedroschen à la „small is beautiful“, mee rar an eenzegearteg an deemno exotesch. Exotesch, regional an nohalteg. An ausserdeem eng grouss Diversitéit. De Lëtzebuerg Wäin ass keen Eenheitsprodukt. Mir mussen eise Wënzer eng wirtschaftlech Perspektiv ginn.

2016, virun exakt fënnf Joer, hat ech heibannen eng Schmaachstoff an der Stad virgeschloen, eng Wäilounge mat Lëtzebuerg Wäiner an anere Produkter du terroir. Éischt Schrëtt waren deemools ënnerholt gi vum virege Minister Etgen, sinn awer duerno aus gewëssen Ursachen nees falegelooss ginn. Et wär un der Zäit, Här Minister, dee Virschlag nees opzegräifen a weiderzeféieren. Ech erënnere drun, datt et den eestëmmege Wunsch vun der Chamber war, well meng Motioun vun der Chamber Chamber matgedroe gi war - an dat 2019, als Rapport nach eng kéier. Et ass also Zäit, d'Initiativen nees hei opzegräifen.

Et wär natierlech en Attraktiounsfaktor, och fir den auslänneschen Tourismus. En Aha-Erlebnis vun Eppes-Neies-kenneléiere matzen an der Stad.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Octavie Modert (CSV).** - Esou eng Wäilounge mat regionale Produkter, och aus Handwierk, Konscht a Kultur, wat een alles mateneen zesumme verbanne kann, muss mam Secteur an och mat aneren Acteuren aus dem Tourismus, aus dem Citymanagement ugaange ginn.

Ech hat am gläichen Otemzuch e Virschlag fir eng Maison du vin et des produits du terroir zu Bréissel gemaach - och dee war vun der Chamber gedeelt ginn -, well och nom Export muss gekuckt ginn. D'Belsch ass a bleift schlisslech dee gréissten Exportmaart fir de Lëtzebuerg Wäin! A firwat in die Ferne schweifen, wann e grousst Potenzial bei den Nopere läit?

Här Minister, et waren eestëmmege Motioune vun der Chamber, a mir hunn dëst Joer 30 Joer Lëtzebuerg Cremant. Ech mengen, dat ass déi perfekt Geleeënheet, fir d'Opmierksamkeit op de Lëtzebuerg Wäibau ze lenke mat enger wichtege Marketingoffensiv an enger groussgueluechter Strategie a Campagne.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Octavie Modert (CSV).** - Ech deposéieren och dofir eng Motioun.

#### Motion 2

La Chambre des Députés,

- vu le statut qualitatif des vins et créchants luxembourgeois depuis les trois dernières décennies ;

- sachant que les vins luxembourgeois sont comparables aux meilleurs crus des régions viticoles étrangères ;

- estimant que beaucoup de consommateurs font leur choix de vin en raison de la renommée du terroir et concluant qu'il faut dès lors promouvoir la région mosellane dans son ensemble ;

- constatant que dans le cadre de la pandémie du Sars-CoV-2, les mesures sanitaires imposées, à savoir le confinement, la fermeture des restaurants et bars, l'annulation des événements et cetera, ont eu un impact très fort sur la commercialisation du vin ;

- constatant que d'un autre côté, la pandémie et notamment le confinement a sensibilisé la population à la consommation de produits locaux et régionaux et à la solidarité avec le commerce de proximité ;

- estimant opportun de profiter de cette situation afin de faire davantage connaître l'existence des vins et créchants luxembourgeois auprès des concitoyens étrangers et de faire redécouvrir par la population indigène la qualité supérieure des produits viticoles luxembourgeois ;

- face au phénomène que la consommation intérieure de vins d'origine étrangère est désormais quatre fois supérieure à celle du vin issu du vignoble luxembourgeois ;

- rappelant la motion du 22 novembre 2016, adoptée à l'unanimité par la Chambre des Députés, au sujet de l'élaboration d'une nouvelle stratégie commune de marketing et sachant que le Gouvernement de l'époque avait mené des pourparlers pour exécuter la motion sur un point de vente et de dégustation des vins et créchants du Luxembourg sur le territoire de la Ville haute de Luxembourg ;

- considérant que la volonté unanime de la Chambre des Députés de voir le Gouvernement agir sur ce point a été réitérée en 2019 moyennant une motion unanime ;

- considérant que suite à la pandémie il s'avère encore plus primordial d'investir dans la promotion des vins luxembourgeois,

invite le Gouvernement

- à faire une évaluation de l'impact réel de la pandémie sur le secteur de la viticulture ;

- à élaborer, en collaboration avec tous les acteurs concernés, une nouvelle stratégie de marketing et de sensibilisation ;

- à lancer une large campagne de sensibilisation et de marketing en faveur de la production viticole autochtone, en mettant les moyens budgétaires substantiels à disposition du secteur ;

- à veiller à ce que la nouvelle stratégie de marketing attire l'attention des consommateurs sur l'existence d'une production de vins et créchants au Luxembourg et notamment sur la très haute qualité du vin luxembourgeois, la régionalité du terroir, la proximité et la durabilité de la production, ainsi que sur la grande diversité des produits pour un si petit territoire de production ;

- à associer le secteur de la gastronomie et le faire bénéficier des actions qui seront mises en place ;

- à soutenir l'élaboration d'une charte de la soutenabilité qui consigne tous les efforts fournis par les vignerons luxembourgeois en faveur de l'environnement et de la nature, pour y donner toute leur visibilité ;

- à agir immédiatement afin de lancer dans les meilleurs délais la mise en place sur le territoire de la capitale, d'un lieu de dégustation et de vente pour les vins et créchants luxembourgeois, issus tant de la viticulture biologique que raisonnée, le cas échéant complété par d'autres produits du terroir ;

- à renforcer la promotion des vins luxembourgeois sur les marchés étrangers notamment limitrophes et à relancer dans ce cadre au moyen de campagnes de promotion les exportations de vins luxembourgeois vers la Belgique et l'Allemagne et en ouvrant entre autres à Bruxelles une Maison du Vin du Luxembourg, le cas échéant combinée à d'autres produits et productions de notre pays.

(s.) Octavie Modert, Léon Gloden, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Aly Kaes.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Modert.

■ **Mme Octavie Modert (CSV).** - Domadder géif souguer de „Let's make it happen“ en neit Aushängeschield kréie vun engem kruziale Lëtzebuerg Produkt an domadder nees Opdriff an eng Daseinsberechtigung kréien.

Et muss een natierlech an deem Kontext och d'Etüd vun Ernst & Young vun 2017 opwerfen - de Gilles Baum huet dat och gemaach gehat - a froen: Wat ass weider doraus ginn? Oder ass se am Tirang verschwonne? Et sollten deemools Aarbechtsgruppen agesat ginn a konkret Moosname fir eng besser Vermaartung ausgeschafft ginn. Déi waren nämlech an der Etüd ze kuerz komm. Ausser punktuell Saache war relativ weéng Neies. An dofir war d'CSV der Meinung: Do muss elo méi dra sinn. An dofir gëtt et, mengen ech, Zäit, fir eng nei Strategie auszeschaffen, mat geballene Mëttelen. Do geet et net duer mat klengen Zommen. Do muss ee wierklech eppes drastiechen, soss huet et keen Effekt, soss kann een et och si loosse.

Well mir mussen och nach eppes Zousätzlech bedenken: D'Covidkris hat schonn eng Inzidenz op de Lëtzebuerg Wäiverkaf. De Statistiken no si bal 20 % manner Lëtzebuerg Wäin hei am Land verkaf ginn dee Moment, dat ass e Réckgang vun 18,35 % gewiescht. An dat ass extrem vill. Meng Virschléi fir den Ofsaz sinn also ëmsou méi pertinent.



Mir haten och zesummen hei am Januar respektiv am Februar eng Motioun gestëmmt, wou ech eng Stärker-Schwächer-Analys virgeschloen hat nom Covid. Ech fäerten nämlech, datt d'Fideliséierung vun der dach neier Clientèle, déi am Confinement op déi lokal a regional Offer zrécckgegraff hat, zanter dësem Summer nees zrécckgeet, warscheinlech souguer zimmlech staark. An dofir meng Fro, Här Minister, wou dës Analys drun ass, néng Méint no-deems mir déi Motioun eestëmme heibannen ugeholl haten.

Eppes jiddefalls misste mir duerch de Covid-gelieert hunn, nämlech: Wéi wichteg d'Zesummesinn an d'zweischemenschlech Relatioun sinn. Dat muss nom Covid gefleegt ginn. An eng gutt Dréps aus de Miseler Wéngerten, mat Genoss a schéi lues gedronk, ënnerstëtzt dat esou gutt.

An ausserdeem: D'Lëtzebuurger Wäiproduktioun ass nohalteg. Niewent de kuerze Weeër an de kuerze Liwwerkette schaffen d'Wënzer mat der Natur an ënnerhalen d'Natur. Et si schéi Kulturlandschaften an oppe Landschaften, déi d'Fauna an d'Flora brauchen. Wou Wéngerte sinn, ass de Buedem net versigelt. Duerch d'Buedembegréngung gëtt der Erosioun Einhalt gebueden. D'Wéngerten an de Bänken - Dir sot meeschtens Terrassen - a géi Wéngerten, do gëtt villen Déierenaarten e Raum an en Doheem gebueden.

Ee Problem stellt sech: Den Ënnerhalt vun de Bänken ass extreem deier. 25.000 Euro, fir 10 Meter Dréchmaueren ze flécken, dat ka kee bezuelen! Mol net mam Subsid vun interkommunale Syndikater an der Bähilf vun 850 Euro de Kubikmeter vum ONR (ndlr: Office national du remembrement). Esou vill gëtt ni an deene Wéngerte verdéngt.

D'Wënzer férderech och d'Biodiversitéit mat der Buedembegréngung: Säit Jore gi speziell aarteräich Kraider- a Blummeméischungen an de Wéngerte geséit. Dat ass eng perfekt Insektennarung; et hëlleft der Aartevillfalt. De Wënzer séit dat hektarweis an net just an enger klenger Somtitchen um Balcon. An dat gëtt och unerkannt an dem nationale Strategieplang fir déi nei PAC (ndlr: Politique agricole commune), do kéint eng nei Primm derbäi. Awer et gëtt vill Verwaltungsofwand méi. An do muss ee wierklech kucken, datt net all Hallem herno eenzel kontrolléiert gëtt.

Een Argument, wat ganz wichteg ass a wat erausgestrach muss ginn: De Lëtzebuurger Wäibau verzicht op déi meescht Sprézmittelen. An deene meeschten auslännesche Wäibaugebidder ass dat net esou. Et gëtt op der Lëtzebuurger Musel scho laang keen Insektizid méi benotzt, an déi meescht Wënzer setzen och keen Herbizid méi an. De Glyphosat ass souwisou zu Lëtzebuerg verbueden. D'Wënzer privilegiéiere mechanesch Methoden, och wann dat vill méi Aarbecht ass a vill méi deier ass. Et ass en Argument fir Nation Branding.

Mee, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wou ass d'Reklamm, déi Lëtzebuerg dofir an domat maache kéint? Ech gesi se net! An et wär esou e gutt Argument. A wann dat schon net de Fall ass, da wëll ech weinstens urreegen, eng Nohaltegkeitscharta opstellen, déi de Secteur sech als eng Zort Corporate Strategy iwwergräifend an d'Fenster stelle kéint, fir op sech opmierksam ze maachen. Well et ass alles do! Da kann et och Visibilitéit kréien!

Dir Dammen an Dir Hären, Bio ass Trend a bitt natierlech nei Chancen, well hautdesdaags eng grouss Nofro beim Konsument besteet. Do ass nach Sputt no uewen, fir nach nei Betriber bäizekréien. Op der Musel sinn de Moment och weider Betriber an der Ëmstellung. An d'Regierung muss d'Ëmstellung weider ënnerstëtzen, an d'Berodung ass grad an dese Jore wichteg.

Berodung, Begleedung a Fuerschung, och fir manner Kofferasaz ze brauchen, si kruzial fir de Biowäibau, déi ganzen Zäit, net nëmme an der Ëmstellung.

Ech gesi véier grouss Hürden, déi d'Wënzer dovun ofhalen, op d'Bioproduktioun ze goen: Dat sinn d'Kränken an d'Schädlings- an d'Onkrautbekämpfung am Wéngert sowéi déi verfügbar Mittelen, dee méi héijen Aarbechtsopwand an déi méi grouss Aarbechtsbelaaschtung, den Ofsaz respektiv d'Angscht virum Präisverfall am Biosegment an et sinn d'administrativ Hürde mat bürokrateschem Méiopwand an zousätzleche Kontrollen - Stéchwuert, ënner anerem, Zertifizéierung, wou iwwregens eng extra finanziell Ënnerstëtzung gutt wär. Dat hat ech 2019 scho gefuerdert.

Ech mengen, dat si véier Punkten, wou d'Regierung usetze kann an täteg muss ginn. Verschidde Bausteng vum Biowäibau si längst am räsonéierte Wäibau vu ville Wënzerbetriber matagebaut. Dofir recommandéiere mir, e Stufesystem anzeféieren, fir all nohalteg an Ëmweltstregungen a -leeschtungen ze honoréieren. Et gëtt net nëmme schwaarz a wäiss. All Betriber solle matgeholl ginn a Richtung méi Ëmweltschutz.

Ech sinn iwwerzeegt, wann eng Kéier de Problem vum Planzeschutz geléist wär, datt dann 100 % Bio op der Musel näischt méi am Wee géif stoen. Mee

dee Problem ass awer net geléist. An et ass jo och net esou, wéi wann am Bio net misst gesprézt ginn, souguer méi dacks, wann awer mat anere Mittelen. A wa Jore mat ganz héijem Pilsdrock sinn, da muss am Bio bal all zweeten, drëtten Dag gesprézt ginn. An hei stellt sech och d'Fro vun der Disponibilitéit vun Aarbechtskräften, déi scho schwierig sinn, mee an deem Fall hei, do muss een eng Persoun extra astellen, fir just ze sprézen. A wéi de Gilles Baum scho gesot huet, hate mer an deene leschte Jore vill Pilsdrock, zum Beispill Peronospora oder Oidium oder aner Saachen.

Ass d'Sprézen iwwert Dronen eng Léisung oder ass dat just e méi deiert Mëttel an a voller Etendue net besser praktikabel wéi Helikoptersprézen, dat wäit net esou schlecht ass, wéi säi Ruff gemaach gëtt, dat och am Bio kann agesat ginn? Well den Helikopter kann och direkt nom Reen agesat ginn - an dat ass extreem wichteg -, en huet haut keen Ofdrift méi, e kascht de Wënzer manner wéi een Dröttel vun enger Dron an e brauch manner Zäit wéi déi.

Ech plädéieren och fir, an dësem Kontext ... Ech wëll dat vläicht nach soen, ech hat dat virdu vergiess gehat, ech mengen, datt een och fir Verständnis zwësche Bio an extensivem Wäibau plädéiere soll, an dat maache mer alleguer, ee vis-à-vis vun deem aneren, well Polariséiere bréngt op kenger Säit eppes.

Här President, an dësem Kontext kéint een natierlech nach vu PIWlen, interspezifischen Sorten, schwätzen. Dat ass scho gemaach ginn. Ech mengen, et ass net dat Allheilmittel, wéi geduecht gi war. Si mussen awer gesprézt ginn, wann och net esou dacks. A se sinn och net grad esou héich qualitativ. Dofir mengen ech, datt ee muss natierlech soen, datt et keng Allheilmittelle gëtt an datt et einfach Jore mat esou vill Pilsdrock oder Krautwuesstem gëtt, datt d'Wënzer un d'Grenze stoussen.

An domadder si mir matzen am Thema Klimawandel, dee jo dem Lëtzebuurger Wäibau zegutt kéint, mat héichzeidegen Drauwen, wat gutt Wäiner gëtt. D'Zäite sinn domadder Gott sei Dank eriwuer, wou d'Wënzer näischt ze räissen an ze bäissen haten, well d'Drauwen net zeideg gi sinn.

Et bréngt awer aner Problemer mat sech: Et bréngt niewent dem Pilzbefall, dee mer ugeschwat hunn, och vill Dréchent. Bleiwen déi nächst Joren esou waarm an dréchen an 2021 war d'Ausnam, oder wäert et emgedréit goen? Dat ass natierlech schwéier virauszagesinn. D'Méiglechkeet, fir d'Bevässerung maachen ze kënnen a fir Waasser fir d'Bewässerung ze kréien, soll awer weidverfollegt ginn. Och wann zum Detail vun deem Geneemungsverfaren natierlech nach Saachen opgeworf kéinte ginn, an zu de Käschte souwisou.

Dir Dammen an Dir Hären, lokal produzéiert ass nohalteg. Méi kuerz Weeër geet net, vum Wéngert bis heem an d'Kellereien, an do ass alles op e puer Kilometer, nobäi produzéiert. Kee wäite Wee, kee laange Cargofluch, kee schwéiere Carbonofdrock, fir de Wäin hei aus dem Land hei am Land ze konsuméiere mat rouegem Gewëssen.

De Stockage ass och hannert der Dier. Et gëtt kee Camionschauffer gepéngelt, fir nuets just in time e Produkt erbäizeschafen, well d'Produktioun oder de Stockage ausgelagert sinn. An dofir ass et eng Wäertschöpfung an e Meerwäert an der Region, positiv fir déi national Economie. Ech nennen dat: eng Prospérité inclusive iwwert déi ganz Wäerte-ketten.

Mir kënnen also esou en einfachen, reelle Bäitrag zur Nohaltegkeet leeschten a lokal Produkter konsuméieren. Dat solle mir maachen, dat muss mir maachen. Soss steet et am Widdersproch zu alle Parolen.

D'Aarbechtskonditiounen an de Statut vum Wënzer sinn en anert wichteg Kapitel fir d'Wënzer. An ech mengen, och do muss derno gekuckt ginn, well de Familjebetrib gëllt schlisslech als Modell. Hei muss Verbesserung kommen, dat ass haut méi néideg mam ganze Strukturwandel. Ech zielen nëmme just follgend Punkten op: De Pensionsregimm, den och an der Regierungserklärung steet; d'Wënzer an d'Bauere sollen eng dezent Rent dierfe kréie vum Abezuele bis zum Ausbezuele fir e Liewe voller haarder Aarbecht. E Congé thérapeutique oder e Congé pour raisons de santé och fir Wënzer a Baueren: Musse si dann hire Betrib opginn, wa se viriwwergeeënd net schaffe kënnen weinst längerer Krankheet? Oder e Congé thérapeutique, fir definitiv Deelzäit schaffen ze kënnen, wa se dat weinst Krankheet mussen maachen - fréier hätt ee vläicht gesot, en hallwen Invalideregimm -, an datt se dann hire Beruff an hire Betrib net müssen opginn.

Och um steierleche Plang mussen Ännerunge gemaach ginn, fir Reserven uleeën ze kënnen, an e System, fir gutt Jore mat schlechten auszegläichen, an net just emgedréit. D'Carryback-carryforward-Moossmat, déi ënner der viregter Regierung agefouert gi war, bréngt an der Praxis net vill. An dofir muss se iwwerduecht ginn.

Ee ganz wichtige Punkt am Statut vum Wënzer ass d'Betribsiwwergab. An de leschten 20 Jore huet d'Hallschecht vun de Wënzerbetriber opginn. Haut gëtt et just nach 268 Betriber; 38 % vun de Wënzer sinn iwwer 60 Jore a maachen ee Véierel vun der Wäibaufäch aus; dräi Véierel vun de Wënzer sinn iwwer 50. D'Nofolleg an d'Betribstransmissioun kënnen eis also net egal sinn. An déi sougenannte „Seiteneinsteiger“ kréie vläicht méi Bedeitung an der Zukunft. D'Regierung wëll dat jo och férdere: si huet eng extra Bähilf agefouert am Januar am neien Agrargesetz. Ech mengen, dat geet awer net dier: Dir muss och zum Beispill op steierlechem Plang erméiglechen, datt e Betrib kann un en Nofolger goen, den net en ligne directe oder guer net Famill ass.

Loosst mech eng kuerz Klammer opmaachen, well de Risiko vun den dréische Wéngerte war ugeschwat ginn. Wa mer net méi genuch Betriber hunn, fir d'ganz Wéngertsareal ze bewirtschaften, dat wär net gutt. An do muss mer och nees eng Handhab kréien, fir d'Dréisch kënnen auszehaen, an et weist, wéi wichteg meng Fuerderung ass am Kontext Betribsiwwergab u Leit, déi net engem seng Kanner sinn. Well mir brauchen an Zukunft systematesch zesummenhängend Flächen op der Musel a kee Fléckenteppich! Och hei eng Motioun, Här President.

### Motion 3

*La Chambre des Députés,*

*- sachant que la profession et les tâches du vigneron ont évolué fortement pendant les dernières décennies ;*

*- constatant que le modèle préconisé pour la viticulture reste celui de l'exploitation familiale ;*

*- estimant que les ressources humaines, l'environnement et le développement de nouveaux marchés seront les défis à relever par les exploitants viticoles afin d'assurer leur pérennité ;*

*- constatant que le nombre d'exploitations viticoles a diminué de moitié pendant les 20 dernières années ;*

*- sachant que 38 % des vignerons sont âgés de plus de 60 ans et trois quarts de plus de 50 ans ;*

*- estimant par conséquent*

*• que la transmission d'entreprise est un aspect très important dans le domaine de la viticulture ;*

*• que le phénomène des nouveaux entrants dans la profession pourrait s'accroître à l'avenir ;*

*• qu'il échet dès lors de mettre en place un régime fiscal de reprise d'exploitation adaptée aux cas de transmission autres qu'en ligne directe ;*

*- relevant la nécessité pour les vignerons de bénéficier d'un régime d'assurance de pension décent et adapté à leurs besoins ;*

*- constatant qu'un congé thérapeutique respectivement un congé pour raisons de santé font défaut pour les indépendants et qu'en cas d'incapacité de travail prolongée les vignerons se voient forcés d'abandonner leur exploitation,*

*invite le Gouvernement*

*- à élaborer, en concertation avec tous les représentants de la profession, un véritable statut du vigneron qui tienne compte des aspects énumérés ci-dessus.*

*(s.) Octavie Modert, Léon Gloden, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Aly Kaes.*

**■ M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

**■ Une voix.** - Très bien!

**■ Mme Octavie Modert (CSV).** - Wat d'Beruffskummer ueget, d'Landwirtschaftskummer mat ëmmer manner Memberen, muss den aktuelle Cotisationssystem iwwerduecht ginn. D'Schafung vun engem interprofessionelle Komitee, wou Bestriuwungen amgaange sinn ënner den dräi Gruppememberen vun der Musel, muss ënnerstëtzt ginn. D'Land brauch déi dräi Gruppememberen. Si hunn op der Musel all eng Daseinsberechtigung an eng wichteg Roll. D'Eenegkeet op der Musel kënnen mir nëmme ënnerstëtzen. Si ass weesentlech fir de Lëtzebuurger Wäibau.

Et kommen an Zukunft nach vill aner Suergen, an och haut schon, derbäi fir d'Wënzer: Et si Familjebetriber, se sinn en Deel vun der Duerfgesellschaft, si këmmere sech ëm méi Generatiounen, si bréngen vill onbezuelte Leeschtungen fir d'Gesellschaft, si schaffe schrecklech vill.

Wéini kënnen se Loft huelen an duerchhootmen, Zäit mat der Famill an de Frënn oder einfach nees fräi hunn? Wéi ass hir Work-Life-Balance an der Gesellschaft vun haut, vun hirem Akommes iwwerhaupt emol net ze schwätzen? Si mussen wuessen, fir d'Käschten opzefänken. An dee Krees, dee gëtt ëmmer schlimmer. An niewent der Aarbechtslaascht entstinn hinne vill Suergen duerch administrativ Hürden. Geschwé kënnen se mol net méi wibbelen, well se keng Plaz méi kréie fir ze schaffen.

Den Ëmweltminister léisst guer kee Raum méi. Wat d'Ëmweltministerin aktuell an e Projet de Rè-

glement grand-ducal geschriwwen huet, brécht der Musel den Hals. Dat ass net nëmme e Corset, dat ass eng Zwangsjackett. An d'CSV hofft, datt keen definitiven Text doraus gëtt. Natierlech, déi reglementaresch Prozedur entzitt sech der Chamber hirer Handhab. Mee ech ka mer awer net virstellen, datt dat heibanne jiddwerengem egal ass, datt dat den Deputéierte vun der Majoritéitspartei egal ass. De Gilles Baum huet schonn drop ugeschwat gehat. Also, wannechgelift, ännert do eppes.

Ech ka mer net virstellen ... Wat elo virgesinn ass: Weeder Keller nach Schmachstoff si méiglech auszubauen an der Gréngzon. Also Äddi all Plädoyer vun Önotourismus. Et gëtt keng Produktioun a Kommerzialisatioun méi erlaabt beim Aussidelen. Wéi steet esou schéin do: « [...] cave, pressoir, bar à vin [...] concernent la transformation des raisins [...] et la commercialisation du vin et ne sont dès lors pas compatibles avec l'affectation de la zone verte, [...] et doivent dès lors être localisées dans une zone destinée à être urbanisée. » Mee an den Uertschaften ass awer keng Plaz méi! Dir sidd jo frou mat neie Betriber a Säiteneinsteiger an der Landwirtschaft an am Wäibau, mee wéi sollen déi dann eng Plaz am urbaniséierte Raum kréien?

### (Interruption)

Schliisslech wëll Äre Wunnungsbauminister do vill Wunnengen an op gedréngtem Raum. An da soll nëmme nach am Wéngertsperimeter gebaut ginn a just nach eng Stockagehal vu 750 Quadratmeter. Dat geet souwisou net dier fir alles! A wann e Betriber awer méi wéi 10 Hektar grouss wär, da gëtt d'Hal vläicht méi grouss geneemegt. Tiens, dat ass allerdingens witzeg: Normalerweis seet den Ëmweltministerium, d'Betriber sollen net grouss sinn. Also dat Ganz ass zimmlech wierklechkeetsfern a wierklechkeetsfremd.

Ganz grousszüeg dierf dann eng « Salle de séjour (sans cuisine) dans laquelle les ouvriers peuvent consommer un casse-croûte » an déi Stockagehal drakommen. Mee wat fir e patriarchalescht Großgrundbesitzergebaren ass dat do? D'Mataarbechter dierfen eng kal Schmier iessen - a soss näischt. Keng Kichen! Näischt Waarmes! An eng Wunneng dierf de Wënzer och net méi dobäi oprichten. Och net, fir seng Aarbechter oder Saisonsarbechter anstänneg ze logéieren. Dat ass net ze verstoen! Dat ass komplett realitéitsfremd! An dat zwéngt de Wënzerstand zum Ophalen!

Dat, mengen ech, läit heibanne kengem um Häerz. Et ass Reißbrett-denke vum Schreifdësch aus. An de Fazit, dee sech opdrängt, ass: Wa mënschlech Aktivitéit am ländleche Raum just nach als Antinomie zu enger gesonder Ëmwelt consideréiert gëtt, dann hu mir e Problem!

**■ Une voix.** - Très bien!

**■ Mme Octavie Modert (CSV).** - Well och d'Aarbecht mat den Hänn muss nach eppes wäert sinn an eiser Gesellschaft.

**■ Une voix.** - Très bien!

**■ Mme Octavie Modert (CSV).** - Eis Wirtschaft an eis Gesellschaft mussen méi divers si wéi just eng Déngschtleeschtungsgesellschaft. Dofir, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Dat do kéint och Dir net akzeptéieren, och net an der Majoritéit. Hëlleft de Wënzer! Deen Opruff ass ganz eescht gemengt. An dofir deposéieren ech eng Motioun hei.

### Motion 4

*La Chambre des Députés,*

*- considérant les articles 6 et 7 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles relatifs aux nouvelles constructions respectivement constructions existantes en zone verte ;*

*- constatant qu'un projet de règlement grand-ducal concernant certains types de constructions en zone verte en exécution de l'article 6 susmentionné, est en cours de procédure réglementaire ;*

*- constatant que ce projet de règlement grand-ducal, élaboré par les soins du Ministère de l'Environnement, a pour objet de préciser et de fixer les conditions et les critères que doivent respecter les nouvelles constructions autorisables en zone verte ;*

*- constatant que pour les exploitations viticoles, le seul type de construction autorisable en zone verte se limiterait à la construction d'un seul hangar destiné au stockage de produits viticoles ainsi que de matières et machines servant à l'exploitation viticole ;*

*- déplorant que la transformation des raisins et la commercialisation de produits viticoles soient prohibés et ne seraient plus autorisés en zone verte ;*

*- que tel fut possible jusqu'à l'heure actuelle ;*

*- estimant que les dispositions prévues par le projet de règlement grand-ducal ne correspondent guère aux besoins réels du secteur viticole ;*

*- rappelant que l'urbanisation croissante des villages ruraux ne permet pas une extension des exploitations viticoles en zone habitée ;*



- estimant que le développement souhaité de l'énormité sera par conséquent impossible ;

- estimant que les conditions strictes imposées par la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles combinées aux conditions et critères respectivement à la complexité de la procédure d'autorisation pour les constructions en zone verte vont freiner le développement futur du secteur viticole,

invite le Gouvernement

- à renoncer aux dispositions réglementaires précitées et à adapter le projet de règlement grand-ducal aux réalités des activités viticoles ;

- à effectuer un screening systématique des procédures et charges administratives liées aux autorisations de construction et d'exploitation dans l'optique de limiter les formalités administratives pour les producteurs au minimum raisonnable ;

- à simplifier et accélérer les procédures administratives pour les projets de construction en zone verte respectivement les constructions existantes en zone verte ;

- à prendre les mesures nécessaires afin de modifier les textes en question.

(s.) Octavie Modert, Léon Gloden, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Aly Kaes.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Modert.

■ **Mme Octavie Modert (CSV).** - A wa mer schonn dobäi sinn: Wéi zäitgeméiss ass et eigentlech haut nach, Hale mat Holz auszekerleeden, wou mer d'lwernotzung vum Rostoff Holz hunn, onofhängeg vum Liwwermangel a senger Präisdeierecht? Eng sennvoll Alternativ wär dach d'Begréngung och vertikal a besonnesch eng Daachbegréngung, déi, wéi mir jo wëssen, ganz positiv fir de Waassermanagement ass. Dee Modell do ass souwisou aus de Schwäizer Bierger ofgekuckt, war dunn heihinner importéiert ginn, an net emol Éisträich, e Land, wat och Bierger huet, huet dat virgeschriwwen.

An da kommen nach aner Saachen dobäi: Der Innenminister hir Pläng fir eng progressiv an dissuasiv Grondsteuer. Hire Mataarbechter huet virun zwou Woche gesot: „Do, wou en Haus steet, awer Plaz fir Residencen ass, muss d'Grondsteuer wéi eng Residence an net wéi en Haus gerechent ginn. Dann huet den Terrain“, sot en, „net de Wäert vum Eefamiljenhaus, mee éischer de Wäert vun deem, wat ka mam Terrain gemaach ginn.“ Ma bravo! Gutt geschafft! Elo ginn d'Wënzer an d'Bauern och nach bestrooft, well se an Uertschafte sinn, well se hir Haiser an hir Schäpp méi grouss mussen hu fir de Betrib, a gläichzäiteg därefe se op där anerer Säit net méi aussidelen duerch d'Madamm Ëmweltminister. Dat ass esou kontradiktöresch! Do bäisst d'Kaz sech gläich zweemol an de Schwanz.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Mme Octavie Modert (CSV).** - Ech ernimmen dann dat neit Offallgesetz net och nach, well do kommen och nach Schwierigkeiten dobäi.

■ **Une voix.** - A sou?

■ **Mme Octavie Modert (CSV).** - Jo. Dir wësst jo, wéi eng dat sinn. Dat huet schonn Äre Kollege ernimmt gehat elo grad. Hat Der net opgepasst, wéi deen dat gesot huet? Op jiddé Fall: „Einfach Lëtzebuerg“ - kënnt Dir Iech vläicht nach an déi Schlagwierder erënneren? Da maacht dat och, wannechgelift. Well hei ass net méi d'Land vun de kuerze Weeër.

Datt mir Objektiv wéi Ëmweltschutz a Klima mat-abannen, ass ganz kloer. An dat wëlle mir och esou. Dat ass eng Necessitéit vun der Zäit. Mee et däreft keen ideologesche Kampf gefouert gi géint Mënschen, déi an a mat der Natur schaffen, soss geet dee Schoss no hanne lass.

Här President, beim administrativen Ëmfeld wëll ech och nach de Problem vun den Herschtleit a Saisonsaarbechter uschwätzen.

An Däitschland gëtt et de Statut vum „Erntehelfer“. An ech denken, et wär derwäert, dass de Ministère e spezifesch Statut analyséieren oder ausschaffe géif. A well et och ëmmer manner einfach ass, dës wichteg Hëllefskräfte ze kréien, soll et och fir Mataarbechter aus Drëttlänner opgemaach ginn. Och dat gëtt et an Däitschland.

Eng Fro ass och: Kann een net de Flüchtlingen, déi hei am Land an der Prozedur sinn, erlaben, an d'Lies hëllef ze goen?

Eng aner Fro an deemem Kontext vun der Administration sinn natierlech och d'Kontrolle vum Landwirtschaftsminister. Si si virgeschriwwen, mee kuckt awer, dass et net op eemol méi Kontrollere gëtt wéi Kontrolléierter. D'Strofe sinn och dacks iwwerproportional fir minimal Vergeëen oder Oublieren.

An iwwregens: Wann de Gilles Baum schonn de guichet.lu ugeschwat huet, wa schonn all Ufroen elektronesch mussen ausgefëllt ginn, da kuckt wéinstens d'Internetsäit, dass d'Mënschen do wës-

sen, wou se dru sinn, dass eng Meldung kënnt, wa se hiren elektronesch Formular fortgeschéckt hunn, sougutt wéi wa se en nach net ofgeschéckt hunn an doduerch Delaie verpassen, well dat um Site net ze mierken ass.

Innovation ass e grouse Stéckpunkt am Wäibau: Et gëtt nei Techniken, et gëtt ferngesteuert Maschinen, selbstfärend Roboteren, all elektresch bedriwwen. Si si prett; si si mënsch- an naturschouend. Mee och do muss d'Gesetzgebung dat erlaben, onofhängeg dovunner, dass se net subventionabel sinn. An dozou kommen ech och nach, Här President. Well iwwert d'Agrargesetz hu mir am Januar eng gréisser Debatt gefouert gehat. Dat verlängert Agrargesetz huet e puer gutt Akzenter gesat, Saache verbessert oder riichtgebéit, déi beim Agrargesetz vun 2016 verpasst oder verschass gi sinn. Mee déi Upassung ginn net duer. Well d'Gesetz war 2016 e Réckschrëtt an huet de Secteur zréckgehäit. Et wären elo souguer nach méi Klengekeete méiglech gewiesch, fir et gläich besser ze maachen. Dann hätt et kënnen e wichteg Lenkungsinstrument sinn. Awer et ass e Gesetz vun de verpasste Chancë ginn.

Och wann d'Chamber zwou Motiounen ugehall hat vun der CSV, sinn anerer leider ofgeleent ginn a meng Argumentatioun net héiere ginn. Ech erënneren un d'Motiounen iwwert d'Eenheitspräisser, iwwert d'Maschinlëscht, iwwer steigend Käschten, iwwert d'Auswahlprozedur. An et wär esou einfach gewiesch, léif Majoritéit, fir heimat eppes fir d'Wënzer ze maachen. Dir hätt nëmme brauchen déi Virschléi, déi realistesch sinn an am Alldag de Wënzer betreffen, unzehuelen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Octavie Modert (CSV).** - Dat nächst Agrargesetz, wat virun der Dier steet, däreft keng Verschlechterung bréngen. D'Ënnerstützung fir d'Wënzer an och fir d'Bauern däreft net zréckgoen, mee et muss verbessert ginn.

Déi besteeënd Primmen - si sinn eng Unerkennung fir eng Leeschtung - muss bäreihale ginn, an och op d'mannst an der aktueller Héicht.

Den Encadrement ass weiderhi wichteg. D'Berodung muss nach méi ënnerstëtzt ginn an ausgeeent ginn, och op spezifesch Betribsberodung a Berodung am Wéngert.

Den nationale Strategieplang fir d'GAP 2023 ass elo offiziell an der Konsultatiounsphas a muss bis Silvester op Bréissel goen. Ech hoffe jo, dass de Minister an deenen nächste Wochen och d'Chamberskommissioun consultéiere kënnt - och wann dat net am offizielle System virgesinn ass -, da brauch ech hei net weider an den Detail ze goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Debatt an der Chamber, an egal wéi laang d'Riedezäit ass, geet ni duer, fir all d'Problemer vum Secteur mat Léisungen unzeschneiden. Dofir sollen Assisë fir de Wäibausecteur gemaach ginn. Ech hat et schonn 2016 virgeschloen. An elo gëtt et héich Zäit derfir! An esou deposéieren ech am Numm vun der CSV eng Motioun, mat där d'Chamber d'Regierung freet, fir Assises viticoles ze organiséieren.

#### Motion 5

*La Chambre des Députés,*

- considérant que le secteur de la viticulture doit faire face à de multiples défis dont la crise sanitaire, le changement climatique, les contraintes environnementales au niveau de la production, les procédures administratives, les modes de consommation qui évoluent et la présence d'un grand nombre de vins d'autres pays producteurs sur le marché national,

invite le Gouvernement

- à organiser des assises viticoles afin de discuter les défis et les opportunités auxquels le secteur viticole est confronté aujourd'hui et à l'avenir et de dégager des pistes et solutions pratiques et innovantes pour relever ces défis.

(s.) Octavie Modert, Léon Gloden, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Aly Kaes.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

■ **Mme Octavie Modert (CSV).** - Mam Marketing ...

Här President, ech hu jo déi fënnel Minutte vun de Motiounen och nach dobäi?

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Absolutt.

■ **Mme Octavie Modert (CSV).** - Merci villmools.

Mam Marketing ugefaangen, halen ech mam Önotourismus op; de Krees schléisst sech. Önotourismus, an ech soen och Kulturtourismus: Wéngertlandschafte sinn atemberaubend Kulturlandschafte an an Atout fir den Tourismus. Vergiesst net, se an déi nationale Strategien anzebauen. D'Schmaachstoffe gehéieren an dat Konzept. Hei gëtt et nei Obstakelen: Ënnert der Regierung Bettel 2 gëtt et keng Geneemegung, fir eng operéierten an der Kéngzon. Ech hunn Iech dat virduen erkläert. Dat ass

kontraproduktiv! Am Ausland maache se grouss Reklammat esou Wäinarchitektur. Hei ass se net méiglech.

D'Arbeitslaascht an de Familjen ass natierlech och ze bedenken, well et si Familjebetriber.

An dann ass d'Fro, déi ech stellen, vun engem Reimm fir Wäistuffen. Wat däreft wierklech an de Wäistuffe gemaach an ugebuede ginn? Wou et fréier mat enger Säit Reegelen duergaangen ass, muss dat haut aneschters gereegelt ginn. D'Fro stellt sech och, ob eng Wäistuff eng Konzessioun brauch. Dat ass zwar e vereelt System aus dem 19. Joerhonnert, mee da kéint e System, änlech wéi d'Straubwirtschaften an Däitschland oder Éisträich, hei hëllef.

D'Hotelle sinn och opgeworf ginn, oder méi en d'verst Betterangebot. Jo, dat ass richtig. Dat kann eng Zousatzméiglechkeet si fir d'Wënzer. D'Wënzer kënnen natierlech och net d'Hoteller komplett ersetzen a wëllen hinnen och keng Konkurrenz maachen op engem klengen Raum. Si kënnen och net all kéiers permanent nach een neie Metier dobäi maachen. Dat ass och aarbechtsintensiv, dat Ganzt. A virun allem: Et géif jo guer keng Geneemegung ginn. Am Duerf huet de Betrib keng Plaz. An der Gréngzon gëtt d'Madamm Ëmweltminister keng Geneemegung fir Touristenzëmmer. Si erlaabt net emol, en Holzfaass, sou wéi ee se op de Campinge stoen huet, operéierten. Dat huet se schonn alles refuséiert. Sou vill zu der Strategie vun der Regierung, fir dem Öno- an Agrotourismus ze hëllef an den Tourismus ze diversifizéieren.

#### (Interruptions)

Komm also elo kee méi do dermat!

■ **Une voix.** - Très bien!

#### (Interruption)

■ **Mme Octavie Modert (CSV).** - Onofhängeg vun der Fro vun de Bähëllef fir esou e Projet.

Mat engem interessante Wäimusee an Empfangszentrum zu Éinen entsteht an Zukunft e wichtige Partner fir d'Promotioun vun der ganzer Muselgéigend - dat wëll ech nach zum Schluss ernimmen -, souzesoen „das Tor zur Mosel“ an „d'Fro fir bei de Wënzer“, eng Zentral Ulaflaz fir all d'Touristen, déi d'Musel entdecke wëllen. Jo, de Projet dauert. Viru 15 Joer hat ech den Ustouss fir d'Konzeptetüd ginn. Mee deemools ass an de schlechte Jore gespuert ginn. Jo, net wéi dës Regierung et ëmmer behaupt. An ënnert dem Françoise Hetto ass de Projet weidergefouert ginn. Heibanne sëtzen der iwwegens nach ganz vill, déi sech mam Projet ofginn hunn, virop säin haitege President Léon Gloden, grad wéi déi deemoleg Staatssekretärin Francine Closener an elo natierlech dann de Lex Delles.

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt Zäit, dass eppes geschitt. Zanter menger Interpellatioun iwwert de Wäibau viru ganz genau fënnel Joer ass net vill gemaach ginn an op kee Fall genuch. D'Problemer sinn elo méi grouss ginn an et sinn der derbäikomm. E gudden Deel dovunner ass vun der Regierung hausgemaach.

Här Minister, huet d'Problemer mat. Huet se an d'Hänn. Setzt Iech bei Äre Regierungskolleegen an. Et bleift vill nozehuelen. An d'Wënzer brauchen Äntwerte vun dëser Regierung. Si maachen hire schéine Beruff gär. Hëllef hinnen dobäi. Gitt mat, Kollegeinnen a Kollege, op de Wee, fir eng nei Seductionstrategie auszuschaffe fir d'Vermaartung vum Lëtzebuerg Wäin. An doru reit sech automatesch déi vum ganze Lëtzebuerg Land. „Small is exotic“, d'Virdeeler sinn net ze toppen: d'Qualitéit, d'Präisqualitéit, d'Transparenz, d'Nohaltekeet, d'Regionalitéit, d'Proximitéit. Dat ass alles do.

Här President, eise Wee, eist Zil, dass huet d'CSV Iech hei opgezechent.

Als Konklusioun, léif Kollegeen: Wann Dir eppes maache wëllt fir de Lëtzebuerg Wäibau, dann dréckt Lëtzebuerg Wäi mat Verstand a mat Verantwortung.

■ **Plusieurs voix.** - A!

■ **Mme Octavie Modert (CSV).** - An iwwerzeegt och Är Frënn an Är Bekannten, et och ze maachen. Dat ass nohalteg Ënnerstützung. Dann hutt Dir wierklech eppes gemaach fir d'Musel, an dës Debatt an der Chamber war net ëmsoss.

Dir kënnt den nächste Weekend op d'Fête des vins et créments kommen. Dir kënnt op d'Musel goe bei d'Wënzer. Dir kënnt Wäin kafen an de Geschäfte bei hinnen. Macht eppes, hëllef hinnen, ënnerstëtzt se! Dat doten ass déi beschten Ënnerstützung! An d'Lëtzebuerg Wënzer verdéngen eis Ënnerstützung an hirem schéine Beruff. Et ass einfach, et ass no bäi, et ass nohalteg a gëtt hinnen Unerkennung an dee Stellewäert, dee se verdéngt hunn.

Villmools merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Modert. An nächsten ageschriwwene

Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Tess Burton (LSAP).** - Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegeen, an der Agrarkommissioun beschäftege mer eis reegelméisseg mat den Erausforderungen an der Landwirtschaft, virun allem mat der Orientéierung vun der zukünftiger europäescher Agrarpolitik. De Wäibau ass een Deel dovun, kënnt awer an den Diskussiounen oft ze kuerz.

Aner Sektoren an der Landwirtschaft stinn am Kontext vum Klimawandel a vum Verloscht vun der Biodiversitéit éischer am Mëttelpunkt vum öffentliche Interesse an och oft dowéinst an der Kritik. Vun de Wënzer gëtt dobäi net vill geschwat. Dat beedeit awer net, dass si vun all deene Verännerungen net betraff sinn a sech net missten u verännert Wiederbedingungen an un en neie reglementaresche Kader upassen.

Des Weidere fënnt grad d'COP26 statt, wou d'Wei-che gesat ginn, dass de Kampf géint de Klimawandel ugeet. An hei zu Lëtzebuerg ass d'Strategie an der öffentliche Consultatioun, déi am Kader vun der zukünftiger gemeinsamer Agrarpolitik soll ëmgesat ginn, amgaangen ofgeschloss ze ginn. Et ass deemno gutt, sech d'Situatioun vun de Wënzer, wéi se haut ass, méi genau anzekucken an doriwier ze schwätzen, wéi d'Politik hinne kann hëllef, d'Erausforderung vun der Zukunft ze meeschteren.

An och grad dës Woch ass de Moment, fir dës Debatt heibannen ze hunn, ganz gutt. Well d'nächst Woch - et ass schonn e puermol gesot ginn - wäerte mer alleguer op eis Wënzer kucken, sief dat duerch den Anniversaire vun der Erfollegsgeschicht vun 30 Joer Lëtzebuerg Cremant oder d'Fête des vins et créments, déi d'nächst Woch stattfënn, wat deen éische grouse Rendez-vous säit der Pandemie ass, wou d'Wënzer erëm endlech de grouse Public invitéiere kënnen, fir hir Wäiner schmaachen ze kommen.

Här President, wéi geet et de Wënzer haut? Esou pauschal léisst sech déi Fro net beäntweren. No e puer iwwerduerschneittlech waarmen an dréchene Summeren an dësem Joer engem killen a verreente Summer mat Iwwerschwemmungen ass d'Situatioun vun deenen eenzelne Wënzerbetriber net iwwerall déi selwecht. Verschidder si ganz gutt mat deene Wiederbedingungen eens ginn. Anerer hate méi Schued. Dat ass a sech net nei. D'Fäegkeet, all Joer erëm dat Bescht aus wieselnde Wiederkonditiounen ze maachen, gehéiert fir all Wënzer zu de Grondvoraussetzunge vu senger Aarbecht.

Generell kann ee soen, dass de Wäibau gutt do steet. Lëtzebuerg produzéiert Wäiner vu konstant héijer Qualitéit, soudass een trotz Widerschwankungen net vu schlechte Jore ka schwätzen.

Nieft dem Wieder hat d'Pandemie natierlech och en Impakt op de Wënzer hir Aarbecht déi lescht zwee Joer. Zum Gléck konnt d'Aarbecht an de Wéngerten an an de Kellere wéi gewinnt weidergoen. De Landwirtschaftsminister huet dat esou gutt wéi méiglech ënnerstëtzt, och andeems hie gehollef huet, d'Areer vu Saisonsaarbechter ze erliichteren, an och ausgehollef huet mat gratis Tester, déi hien zur Verfügung gestallt huet.

Trotzdem war dat Ganzt awer net esou einfach, ëmmer genuch Leit ze fannen. Dowéinst wëll ech och hei déi Initiativ vun der ADEM nach eng kéier erwänen, wou Chômeure geholl gi sinn, fir an de Wéngerte respektiv bei der Lies ze hëllef. An do wier ech ganz frou, och vum Minister herno e puer Wuert nach eng kéier do derzu ze héieren, wat fir eng Konklusioun hien aus där Erfahrung do kann zéien an ob dat eng Initiativ ass, déi een alljoers fir d'Lies kéint widerhuelen.

Déi meescht Problemer an der Pandemie haten d'Wënzer awer, wat de Verkauf ugeet. Et konnte jo keng Foirer a Wäifester organiséiert ginn. D'Schmaachstoffe waren zäitweis op, mee domat eleng konnt net alles ausgeglach ginn. E grouse Verloscht haten d'Wënzer awer virun allem doduerch, dass den Horeca-Secteur esou laang huet misseren zoubleiw an den Eventement bal ganz ewechgefall ass. Besonnesch den Ofsaz vum Cremant huet dorënner gelidden, dass keng Fester konnten organiséiert ginn.

De Landwirtschaftsminister huet deem a sengem Paquet de relance Rechnung gedroen. D'Wënzer kruten eng Direktlëf vu 5.000 Euro. De Staat huet awer och fir d'Wënzer hir Contributioun fir de Fonds de solidarité viticole iwwerholl. An et goufen zousätzlech Gelder dem Fonds de solidarité viticole zur Verfügung gestallt, fir kënnen méi Publicitéit während der Pandemie ze maachen.

Mee d'Wënzer hunn och selwer no Léisunge gesicht. Vill vun hinnen hu sech adaptéiert, andeem si zum Beispill en Onlinewäischmaachen organiséiert hunn a sech och verstärkt op den Onlinverkauf konzentriert hunn. Verschidde Wënzer hu sech en Onlineshop zougeluecht, anerer hunn, wéi och schonn erwänt ginn ass, op der Plattform Letzshop, wou si gratis Member konnte ginn, matge-



maach an hunn do hir Produiten an d'Vitriinn gestallt an och verkaaft.

Wéi a villen anere Beräicher, gouf et noutgedrongen eng nei Dynamik, wat d'Digitaliséierung ugeet. An dat ass och wichteg, fir sech fir d'Zukunft méi breet opzestellen.

Mee och d'Gemengen hu versicht, d'Wënzer ze ënnerstëtzen. Zum Beispill huet d'Gemeng Gréiwemaacher, déi d'lescht Joer kee Wäimaart konnt organiséieren, eng Aktioun mat enger Wäibox an d'Liewe geruff gehat, déi d'Leit sech konnte kafen, fir nei Wäiner kënnen ze schmaachen. Mat där Aktioun konnten iwwer 300 där Këschten à sechs Fläsche verkaaft ginn. Dat waren iwwer 2.000 Fläsche, déi eleng eng Gemeng duerch hir Aktioun bei de Wënzer akafé konnt.

Här President, d'Schmaachstufte bleiwe weiderhin e wichtegt Element fir d'Promotioun, a besonnesch fir den Direktverkaaf. Et ass wichteg, dass de Client en direkte Kontakt zum Wënzer sengem Betrib huet. Dat ass nach ëmmer dee gréissten Erfollegskrittär bei der Vente. Dofir muss mer och eise Schmaachstufen e klore gesetzleche Kader ginn. Dat huet d'Regierung och an hirem Koalitiounsaccord festgehalen, dass si déi legal Basis dofir wëlle schafen. An hei géif ech och gären de Minister froen, wou mer do dru sinn, wéi eng Analysen do scho gemaach gi sinn, fir eng Léisung auszeschaffen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Promotioun an d'Veermaartung wäerten och an Zukunft eng vun de groussen Erausforderunge fir d'Wënzer bleiwen. Eng weesentlech Roll spillt hei natierlech de Fonds de solidarité viticole, deen als Missioun huet, de Bekanntheitsgrad an den Image vun de Lëtzebuurger Wäiner a Cremanten ze verbesseren. Et gëtt nun emol eng staark Konkurrenz vun auslännesche Wäiner an eng Bevëlkerung zu Lëtzebuerg, déi ëmmer manner aus Traditioun op Lëtzebuurger Produkter zréckgräift.

Wat fir ee Wäin d'Leit drénken, hänkt vun hire Gewunnechten an hirem Goût of. Vill Residentë sinn Netlëtzebuurger, drénken aus Gewunnecht Wäiner aus hirem Heemechtsland a kennen déi lëtzebuergesch Wäiner emol guer net. Awer och bei de Lëtzebuurger sinn auslännesch Wäiner beléift. Am Gégenzuch hunn déi lëtzebuergesch Wäiner et awer schwéier, am Ausland hir Nisch ze fannen.

De Fonds de solidarité viticole huet de Moment eng ganz engagéiert Persoun fir si schaffen, huet e Komitee, deen d'Richtung ugëtt, an dat op Basis vun enger Marketingstrategie, déi virun enger Rei Joren definiert gouf. Deemools, wéi déi Strategie presentéiert ginn ass, dat war 2017 - jo, do war den Här Etgen nach Landwirtschaftsminister -, dunn ass virun allem ënnerstrach ginn, dass d'ëst eng gemeinsame Strategie wär, déi vun deenen dräi Acteuren géif gedroe ginn: der Kooperativ, de Privatwënzer an dem Wäinhandel. An dës Strategie kéint och just zesammen ëmgesat ginn.

Deemools war festgehalé ginn, dass een de Rivaner erëm méi valoriséiere sollt, dass fir de Lëtzebuurger Wäin den däitschen an de belsche Marché Prioritéit hätten an dass dee Planning bis 2019 sollt ëmgesat ginn. Haut, wou fénnef Joer, misst een eng Evaluatioun maachen: War dës Strategie deemools déi richteg? Sinn déi Ziler erreecht ginn? A virun allem misst een definéieren, wéi et an Zukunft weidergeet. Wou kënnen Verbesserunge gemaach ginn? Wou sinn nei Erausforderungen? An a wéi eng Richtung soll de lëtzebuergesch Wäibau goen? A virun allem, wat ganz wichteg ass: Wéi kritt een den Zesammenhalt zwëschen all den Acteuren erëm méi gestärkt, fir dës Erausforderung och zesammen unzegoen?

Hei wollt ech de Minister froen: Gouf eng Evaluatioun vun där Strategie vun deemools gemaach? Goufen déi Initiativen, déi deemools zesammen decidéiert gi sinn, ëmgesat? A wou ass een net esou virukomm, wéi vläicht geplangt? A wat ass déi gemeinsam Strategie fir déi nächst Joren?

Här President, et ass wichteg, dass een och grad elo probéiert, och beim Wäin den Trend ze notzen, dass Konsumenten am Kader vun der Pandemie déi lokal Produkter erëm méi entdeckt hunn. Doriwwer eraus muss mer d'Bewosstsinn bei de Leit stärken, dass de Lëtzebuurger Wäin net nëmme e Qualitätsprodukt ass, mee dass ee mat sengem Choix, Wäin aus der Regioun ze kafen, eis Wënzer ënnerstëtzt an domat den Erhalt vun der Kulturlandschaft hëlleft ze garantéieren.

D'Wäibierger prägen d'Landschaftsbild am Osten. Si maachen e groussen Deel vun der Attraktivitéit vun där Regioun aus. Leider iwwers vill Leit, dass dohannert vill Aarbecht vun de Wënzer stécht, déi ekonomesch mussen iwwerliewen. Mir brauche Konsumenten, déi net nëmme de Präis vun enger Fläsch Wäi kucken, mee déi och de Wäert vun engem Qualitätsprodukt kennen, dat enk mat eiser Kultur a mat eiser Landschaft verbonnen ass.

Ech géif mer wënschen, dass et dem Fonds de solidarité viticole geléngt, zesumme mat allen Acteuren, de Wäert vun eisem gudden Lëtzebuurger Wäin

nach besser ze vermëttelen. Nëmme esou ka garantéiert ginn, dass all d'Wënzer e faire Präis fir hiert exzellente Qualitätsprodukt kréien.

Här President, fir d'Relatioun tëscht dem Wäin an der Schéinheet vun der Regioun méi siichtbar ze maachen, ass den Önotourismus eng gutt Méiglechkeet. Do muss d'Gesamtoffer stëmmen. D'Hotellerie an d'Restauratioun sinn zwee wichteg Facteuren, woubäi grad dee Secteur ferm ënnert der Pandemie gelidden huet an et op der Musel einfach net genuch Iwweruechtungsplaze gëtt.

D'Zesummenaarbecht vun deene verschiddenen Acteuren ass hei ganz wichteg. Den ORT Miselerland mécht vill Efforten, fir den Önotourismus ze fërderen. Allerdéngs kann d'Vernetzung iwwer d'Regioun eraus, nottamment mam LCTO oder mam GIE Luxembourg for Tourism, och mat aneren ORTen nach verbessert ginn. D'Touriste sollen net nëmme eng Regioun hei zu Lëtzebuerg entdecken, mee mir missten et fäerdegbréngen, dass mir hinne vill Atoute vun eisem Land kéinte weisen.

E positiven Impakt hu sécher och hei déi vill Projeten, déi iwwer de Leader Miselerland ënnerstëtzt ginn. Als Beispill wëllt ech hei zum Beispill dee rezente Projet „Via mosel“ ervirhiewen, deen den Touristen d'Architektur an der Muselregioun, déi a Relatioun mam Wäin steet, méi no bréngt.

Fir den Önotourismus wär et immens wichteg, wann de Centre mosellan zu Éinen endlech kéint opgoen - et ass schonn ugeschwat ginn. Hei soll nämlech eng éischt Ulafstell fir den Tourist geschaaft ginn, wou hie sech iwwer eis Wënzer informéiere kann. Dësse Projet schleeft scho säit Joren: 2018 konnt no laangen Diskussiounen endlech de Grondstee gelleucht ginn, mee leider war dat net den Ufank vun Enn souzesoen; d'Aarbechten hu sech elo déi lescht Joren an d'Längt gezunn. Ech mengen, aktuell ass den Datum vum Joer 2024 gesot ginn, dass d'Diere sollen opgoen, fir dass do kënn Gäscht empfaange ginn.

Här President, wa mer de lokale Verkauf vu Wäi wëllen ënnerstëtzen, da muss mer Attraktiounspunkte schafe fir d'Leit, déi Vakanz doheem maachen a si encouragéieren, gläichzäitig bei eis Wënzer ze goen.

Dat selwecht gëllt natierlech och fir auslännesch Touristen, woubäi et natierlech méi schwierig gëtt, wann déi net nëmme bei hirer Visitt Wäi kafen, mee herno gäre géifen online bestellen. Den Export vu klengen Quantitéite Wäin ass ganz opwenneg an net rentabel fir d'Wënzer. Während eng eenzel Persoun am europäesche Bannemaart eng verhältnismäisseg grouss Quantitéit Wäi fir den eegene Bedarf einfach ka mat iwwer d'Grenz huelen, esou ass dat fir e klengen Wënzer, deen e puer Fläsche Wäin an d'Ausland wëllt verkafen, net esou.

Do stellt sech d'Fro, ob een dofir keng gemeinsam Léisung kéint fannen; vu dass en Deel vum Problem Steieren an Accisë schéngen ze sinn, misst dat mam Finanzminister a warscheinlech souwiso am europäeschen Niveau gekuckt ginn. Et gëtt do och e Grupp, dee sech där Problematik an engem Interregs-Projet ugeholl huet. Do ass eng ganz wichteg Recherche an och Aarbecht gemaach ginn, déi elo um politeschen Niveau onbedéngt misst weidergoen.

Dofir géif ech och hei de Minister gäre froen, ob hie weess, dass dat ganz opwenneg ass, wann e Wënzer gären an d'Ausland wëllt verkafen, an ob et hei um europäeschen Niveau kéint zu Verbesserunge kommen. Jo, ob mer do kéinte Verbesserunge fir d'Wënzer maachen.

Dee leschte Punkt, deen de Gilles Baum a senger Interpellatioun uschwätzt - deem ech och iwwerengens nach wëll Merci soe fir déi Initiativ hei -, betrëfft d'Auswierkung vun der Reform vun der PAC op de Wäibau. Enk domat verbonne sinn d'Theme Klimawandel a Biodiversitéitsverloscht. Zum enge stellt sech d'Fro, wéi resilient d'Wënzerbetreiber am Kontext vun Klimawandel sinn. Anersäits muss si, wéi all anere Secteur, och e Bäitrag leeschten, fir schielech Emissiounen ze reduzéieren an d'Biodiversitéit ze erhalen.

D'Bäihëllef, déi am Kader vun der PAC gereegelt ginn, mussen d'Betreiber op béiden Aspekter stäerken. Eng Stärkte-Schwächen-Analys vum Ministère huet erginn, dass d'Lëtzebuurger Wënzerbetreiber eigentlech ganz gutt do stinn. Positiv wierkt sech d'Orientéierung hin zu Qualitätswäiner aus. Déi ze erwaardend Klimaverännerunge stinn deem net am Wee, au contraire: Déi méi héich Temperature verbesseren éischer d'Chancé fir de Wäibau.

Bei extreem waarmen an dréchene Summers stellt natierlech awer och am Wäibau d'Waasserversuerung e Problem duer. D'Situatioun gëtt awer net esou schnell kritesch, wéi dat an anere landwirtschaftleche Beräicher de Fall ass. Sollt et en dauerhaften Trend an déi Richtung ginn, wäert et och méi schwierig ginn, déi typesch Charakteristike vun de Lëtzebuurger Wäiner ze erhalen.

Dank deenen héijen Investitiounen, déi de Staat iwwer all déi Jore fir de Remembrement gemaach

huet, profitéieren eis Wënzer vun enger gudder Strukturéierung vun den Terrainen: Émmerhi si ronn 80 % vun de Wäibaufflächen remembréiert oder an enger Remembrementsprozedur. E Projet de loi, deen d'Ziler vum Remembrement ausdeent a souwuel de Landschaftsschutz wéi och den Naturschutz am ländleche Raum mat berücksichtegt, ass um Instanzewege an dierft an absehbarer Zäit kënn gestëmmt ginn.

Här President, d'Wënzer sinn e wichtegen Alliéierten, wann et ëm den Naturschutz geet. Hei gëtt et nach vill Potenzial. Allerdéngs sinn ëmweltschonend Aarbechtmethoden meeschtens mat enger héijer Aarbechtsbelaaschtung a mat manner Rendement verbonnen. Staatlech Bäihëllef mussen déi Verloschter ausgläichen, fir dass d'Wënzerbetreiber ekonomesch fiabel bleiwen. Dat gëllt besonnesch fir déi Wënzer, déi op de Bio-Ubau ëmstellen, deen d'Regierung konsequent wëllt ënnerstëtzen. Besonnesch opwenneg ass d'Aarbecht a ganz géien an terrasséierte Lagen. Mee grad dës Parzellen hunn en extreem héije Wäert fir d'Biodiversitéit a sinn och landschaftlech ganz reizvoll.

Och Wënzer, déi net op de Bio ëmstelle wëllen, hu vill Méiglechkeeten, méi nohaltege ze schaffen. Si kënnen zum Beispill e Bäitrag leeschten am Kampf géint d'Buedemerosioun. Gëtt de Buedem mechesch gelockert a begréngt, kann ausserdeem op Herbizide verzicht ginn. Entsprechend weéneg Problemer haten d'Wënzer och mam Glyphosatverbuert.

Här President, d'Wënzer hunn also duerchaus Perspektiven, fir op eng nohaltege Manéier gudden Wäin ze produzéieren, mee si brauchen dofir déi néideg Ënnerstëtzung. D'Viraussetzung si gutt an déi nei PAC setzt bei de Bäihëlfe déi richteg Akzenter.

Déi nei Primmverdeelung wäert de Wënzer entgéintkommen, well d'Betreiber mat méi klengen Flächen an Zukunft verstärkt ënnerstëtzt ginn. Verännerunge bei de Primme wäerten insgesamt éischer Virdeeler fir d'Wënzer bréngen, wa si Efforte maachen an de Beräicher Klimaschutz an Naturschutz.

Zu Verbesserunge wäert et bei der Ënnerstëtzung vu genossenschaftleche Vermaartungsstrukturen kommen. Den Top-up fir d'Investissementer, fir d'Direktvermaartung bleift erhalen. Speziell Maschinne fir de Wäibau, déi et erméiglechen, méi nohaltege ze schaffen, wäerte weiderhi subsidiéiert ginn.

Innovatioun a Recherche wäerten ëmmer méi wichteg ginn, sief et bei der Entwécklung vun neie Maschinne, der Digitaliséierung, Verännerunge bei den Aarbechtmethoden oder bei der Züchtung vun neie Riefzorten. Gläichzäitig gewénnt d'Aus- an d>Weiderbildung vun de Wënzer u Bedeitung.

Et ass immens flott ze gesinn, dass vill Wënzerbetreiber vu Jonken iwwerholl ginn, déi eng zolidd Ausbildung am Ausland gemaach hunn an hir Iddie mat an de Familljebetrib erabréngen. Et gesäit ee virun allem eng gewëssen Innovatioun, déi déi jonk Leit matbréngen. Ech denken hei gären un eng jonk Wënzerin, déi, fir d'Spréizen am Wéngert ze rezuézieren, op de Wee gaangen ass, Schof mat an de Wéngert ze huelen, déi déi Aarbecht iwwerhuelen. Anersäits denken ech un zwee jonk Kärelen, déi de Courage haten, nei Betreiber ze grënne mat Wéngerten, déi net laanscht d'Musel bléien, mee déi op der Sauer erëmfefanne sinn. A jo, och do kann ee gudden Wäi maachen, wéi déi zwee Betreiber dat och weisen.

Här President, mir hunn de Moment ganz vill esou jonk innovativ Wënzer a Wënzerinnen an de Betreiber. Dat deet dem Lëtzebuurger Wäibau richteg gutt. Déi Kombinatioun vun Traditioun an Innovatioun garantéiert dem Lëtzebuurger Wäibau eng ganz villversprechend Zukunft.

Déi nei PAC wäert hinnen d'Méiglechkeet ginn, sech den Erausforderunge vun der Zukunft ze stellen. Als Politiker muss mer d'Entwécklung am Wäibau weiderhi begleeden, fir dass déi jonk Wënzer vun haut kënn mat Zouversicht de Familljebetrib iwwerhuelen a mat Motivatioun an engem ganz schéine Beruff schaffen. Dat ass net nëmme an Interesse vun all deenen, déi gäre e qualitativ héichwäertege Wäi wëllen drénken, mee vun eis alleguer, wa mer eng vun deene schéinste Kulturlandschaften zu Lëtzebuerg hei wëllen erhalen.

An dofir brauche mer eis Acteuren am Wäibau alleguer: d'Privatwënzer, d'Kooperativ an de Wäinhandel. An nëmme zesumme kënn si dës Erausforderunge meeschteren.

Domat soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, *Président.*** - Merci villmools, Madamm Burton. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Chantal Gary (*déi gréng*).** - Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, als houfreg Miselerin freeën ech mech natierlech extra, hei an der Chamber kënnen ze esou engem flotte Sujet Stellung ze huelen. A merci un de Gilles Baum fir d'Ufro vun dëser Interpellatioun.

De Lëtzebuurger Wäibau huet immens vill ze bieden. Dat war och schonn de Konsens, dee bei der leschter Debatt zum Wäibau am November 2016 erauskomm ass.

Fir kuerz op den Historique anzegoen: De Lëtzebuurger Wäibau huet a senger Vergaangenheet scho vill Héichten an Déifte missen erliewen. Ufangs vun 20. Joerhonnert huet déi amerikanesch Rieflaus quasi dat ganz Wäigebitt op der Lëtzebuurger Musel zerstéiert, soudatt de Wäibau un eiser Musel gezwonge gouf, sech komplett nei opzestellen.

An de 60er-Jore koum mat der Grënnung vun der Vinsmoselle, esou wéi mer se haut kennen, der Grënnung vun der Privatwënzervereenegung, déi alle béid d'ëst Joer 55 Joer feieren, souwéi der Aféierung vun der gemeinsamer Agrarpolitik vun der EU nees neie Wand op d'Musel.

An an den 90er-Jore gouf mam Lëtzebuurger Cremant en neie Produit agefouert, deen den Ufank vun enger neier Successtory markéiert. En plus: D'ëst Joer feiert eise Lëtzebuurger Cremant 30 Joer.

D'Erfollegsgeschicht schwätzt fir sech. Nach virgëschet gouf um Site vu Vins et crémants matgedeelt, datt pro Joer 3 Millioune Fläsche Cremant zu Lëtzebuerg produzéiert ginn. Wann ee sech deen 30-Joresrhythmus esou ukuckt, wéi ech dat elo opgezielt hunn, wier et u sech nees un der Zäit fir eng nei Ära op der Musel, eventuell fir eng Revolutioun op eiser schéiner Musel.

De Wäibau spillt eng wichteg Roll bei eis am Land, an dat a verschiddene Voleten. Net nëmme ass eis Musel e wichtege wirtschaftleche ...

(**Brouhaha**)

■ **Plusieurs voix.** - Psch!

■ **Mme Chantal Gary (*déi gréng*).** - Kënn Der wannechgelift e bësse méi lues sinn? Merci.

De Wäibau spillt eng wichteg Roll bei eis am Land, an dat a ville verschiddene Voleten: Net nëmme ass eis Musel e wichtege wirtschaftleche Produktionsstanduert, deen Aarbechtsplaze schafft an héichwäerteg Produkte vermaarkt, en dréit och zum Nation Branding bäi.

Eis Musel ass e beléiftent Zil fir Kultur an Önotourismus. A vun hei aus ginn de Wënzer hir Produiten och mat bis iwwer d'Grenz gedroen, wou si e ganz gudden Ruff genéissen.

An net zu Lescht ass eis Musel eng Kulturlandschaft, wéi mer se just emol bei eis hunn an déi et ze erhale gëllt. An deem Zesammenhang muss een déi dräi Secteuren am Lëtzebuurger Wäibau ernimmen, déi dës Kulturlandschaft exploitéieren a fleege. Dat wieren: d'Vinsmoselle, d'Privatwënzer an de Wäinhandel.

E puer Wuert zu der Drauwelies vun dësem Joer. D'Wënzer weisen sech relativ zefridde mat der Lies vun dësem Hierscht, déi jo elo just ofgeschloss gouf. Et ass wuel net dat ertragräichst Joer, well déi vill Fiichtegkeet leider och vill Fäulnis mat sech bruecht huet. Trotzdem kënn mer vun engem flotten traditionellen Joergang schwätzen, esou wéi mer e säit ville Joren op der Musel kennen. Keen iwwerdriwwenen Oechsle-Gehalt an eng gewësse Seier, déi sech nach iwwer de Wanter apendele wäert, wat zum Beispill fir de Cremant u sech tipptopp Viraussetzunge sinn.

Ech mengen, et kann ee soen, datt mer d'ëst Joer gastronomesch fei Wäiner wäerte kréien, déi manner opulent a gehaltvoll sinn, wéi et wuel déi lescht zwee, dräi Joer de Fall war, wat awer absolut net negativ muss sinn. A wéi all Joer schwätze mer vun enger gudder Qualität bei eise Wäiner. Dat gëtt net einfach just gesot, well et sech gutt unhéiert, mee dat ass tatsächlech Realitéit.

Een Haaptgrond ass, datt scho säit Längerem nei Methoden ugewannt ginn, déi als Zil hunn, bewosst manner Ertrag ze hunn, soudatt de Riefstack seng ganz Kraaft a Vitalitéit un déi puer Drauwe ka ginn, déi dann tatsächlech um Stack wuessen. Deen Ertrag, deen also bewirtschaft gëtt, entsprécht enger méi héijer a besserer Qualität.

Fir e puer Beispiller ze ginn, wéi d'Methode sech geännert hunn an ugepasst hunn: Soss hu mer zum Beispill beim Uschnëtt zwee, dräi Billeke gehat, mëttlerweil huet de Gros vun eise Wéngerte just nach ee Billek pro Stack. Dann huet d'Ausbildung fir d'zukünfteg Wënzer a Wënzerinnen sech weider verbessert, d'nämmleche wéi d'Ekipement an der Kellerei. En plus ass mat der Aféierung vun der neier AOP viru sechs Joer, déi als Haaptzil huet, d'Qualitéit vun de Wäiner ze steigern, och de Rendement erofgesat ginn.

An de Konsument gëtt dem Wënzer Recht! Allgemeng gëtt zwar manner Wäi gedronk, respektiv de Konsum vun klassesche Rivaner an Elbling geet zréck, mee d'Nofro vu sougenannten Edelzorten - spréich Riesling, Pinot gris, Auxerrois, Pinot blanc - geet weider an d'Luucht.

Wéi ech virdu schonn erwäänt hunn, huet déi vill Fiichtegkeet d'ëst Joer och vill Fäulnis mat sech



bruecht. Mir spiere mëttlerweil ganz, ganz daitlech e Wandel vun eise Klima. 2018, 2019, 2020: Wochen a Wochen Héichsummer, extrem Dré- chent, vill ze mann Reen, jonk Wéngerten, déi knapps iwverlieft hu respektiv vill méi laang brauchen, fir iwverhaupt unzekommen, Verbrennungen a Waassermangel. Dann dëst Joer, 2021, de komplette Géigendeel: Reen, Fiichtgeeket, kaum Sonn, Fäulnis a Krankheeten. D'Wiederextremer ginn ëmmer méi daitlech. An dat mécht Suergen.

Duerch déi mëll Wanteren, déi mer déi lescht Joren haten, waren eis Riewen éischter an der Bléi wéi gewinnt - wat awer da problematesch gétt, wann dann op eemol e Spéitfrascht kéint. Well och wann de Klima um Wiesselen ass - déi Äishelleg, déi gétt et ëmmer nach.

Dann de Risk vum Ausbroch vun invasive Schädlinge gétt duerch déi global Erwärmung an eise Géigenden ëmmer méi héich. „Se sti virun der Dier“, soen d'Wënzer. Ee Beispill hu mer mat der asiatescher Kirschesigfliege. 2014 gouf se als Éischt bei eis op der Musel nogewisen. Hei hunn d'Wënzer sech séier missen adaptéieren, fir deem Schädling Meeschter ze ginn.

Duerch déi Imprevisibilitéit vun de Wiederkonditiounen, gétt d'Aarbecht am Wéngert ëmmer méi schwéier fir Wënzer a Wënzerin. Hei kann ee sech kee Plang am Virus maachen, un deen ee sech dann hält. Mee hei muss een Dag fir Dag d'Wieder am A halen, reagéieren, wann et néideg ass, ëmmer nees nei evaluéieren, wat d'Riewe grad brauchen. Et ass virun allem immens vill Presenz am Wéngert gefuerdert.

D'Léisung, fir all deene Cointrainen an Erausforderungen entgéintzewirken, sief et deene verschiddene Pilzkrankheeten oder aner Schädlingen, duerf net sinn, dass den Ausstouss vu Pestiziden einfach an d'Luucht géif gesat ginn. Mir brauchen hei aner Léisungen, ekologesch Léisungen, naturfrëndlech Léisungen. Well mir befannen eis net nëmmer an enger Klimakris, mee virun allem si mer an enger Biodiversitéitskris - d'Arteuvillfalt op der Äerd hëlt weltwäit drastesch of! A virun allem brauche mer gesonde, fruchtbare an narhafte Buedem, wa mer e bewirtschafte wëllen. Mat der Buedembegrünnung gi mer do natierlech schonn an eng gutt Richtung.

Fir kuerz e bekannten däitsche Wëssenschaftsjournalist ze zitieren, den Dirk Steffens: „De Klimawandel bedrot d'Gesellschaft, an där mir liewen, mee d'Aartestiewe bedrot eis Existenz. Well, wann d'Insektstiewen an d'Vogelstiewen esou weidergeet wéi bis elo, dann hu mer geschwé keng Landwirtschaft méi“, an natierlech och kee Wäibau. „Dann hu mer och keng Nahrungssécherheet méi. A wa sech dat global fortsetzt, da stinn eis nach vill méi grouss Krisen bevir, wéi déi vum Klimawandel.“

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Chantal Gary (déi gréng).** - Wat ech domadder soe wëll, dat ass, dass et immens wichteg ass, dass mer net waarden, bis et ze spéit ass, mee elo schonn d'Chance notzen an eise Wäibau esou nohalte, naturfrëndlech, spréich biologesch, biodynamesch wéi méiglech kultivéieren.

Wéi ech virdu scho gesot hunn: Virun allem beim biologesche Wäibau muss een immens present am Wéngert sinn. Zum Beispill mécht et hei Sënn, a Jore wéi dësem zum Beispill, dass de Biowënzer méi dacks Planzeschutzmittel ausdroe geet - biologesch, wuelverstanen -, ouni awer d'Spréitzquantitéit ze erhéien, mee einfach fir e permanente Schutz ze hunn, dee prophylaktesch ass, an d'Riewen esou géint all méiglech Pilzkrankheete geschützt sinn.

Hei ass héich Sensibilitéit gefrot. Et muss een e Gespier fir d'Situatioun kréien, d'Wieder permanent am A halen an deemspriechend reagéiere kënnen.

Dann: Mir sinn dat éischt Land, dat de Glyphosat verbueden huet. Do gouf et ufangs och eng gewësse Skepsis bei verschiddene Leit. Mee am Endeffekt kruten d'Wënzer sech gutt adaptéiert, virun allem och, well d'Technik sech an deene leschten zéng Jore extrem weiderentwéckelt huet an et fäerdgebruecht huet, ëmweltfrëndlech Alternativen unzebidden.

Natierlech ass och hei de Staat gefuerdert, fir dem Wënzer entsprechend Ënnerstëtzung bei der Uschafung vun esou Material ze garantéieren. An dat sollte mer besonnesch elo, wou d'Strategie am Kader vun der neier GAP ausgeschafft gétt, am A behalen, well mer sinn der EU-Kommissioun no gefuerdert, fir eis Landwirtschaft méi nohaltege ze wirtschaften. An do duerfe mer de Wäibau natierlech net vergiessen.

Komme mer als nächst op PIWI-Zorten ze schwätzen, also pilzweiderstandsfäeg Riefzorten. Mir hunn elo scho vill vu verschiddene Pilzkrankheete geschwat, sief et Oidium, Peronospora, Botrytis, déi de Wënzer vill Suerge maachen. D'PIWI-Zorte kënnen eng Léisung sinn, wéi zum Beispill Cabernet blanc, Cabernet noir, Pinotin, Muscat bleu, Sauvignon.

gnac. An hei gi jo och scho vill Versich beim IVV, dem Institut viti-vinicole, gemaach.

PIWI-Zorte brauchen an der Reegel guer net mat Planzeschutzmitteln traitéiert ze ginn. Allerdéngs, wann d'Wiederkonditiounen ze extrem sinn, wéi dat zum Beispill dëst Joer och de Fall war, da kann et virkommen, dass och PIWI-Zorten e puermol traitéiert mussen ginn, wat awer ëmmer nach vill manner ass, wéi wann een déi klassesch Cepagen traitéiere geet. En gros muss PIWI-Zorten zu 80 % manner traitéiert gi wéi déi klassesch, wat jo schonn enorm ass an eng grouss Plus-value fir eis Biodiversitéit.

Eng Contrainte allerdéngs, géint déi d'PIWI-Zorte sech nach duerchsetze mussen, ass, dass se beim Konsument nach net esou bekannt sinn. De Lëtzebuerger Konsument ass zum Beispill haaptsächlech Mono-Cepagé wéi de Pinot gris, den Auxerrois oder de Riesling gewinnt. Mee och do gétt et Léisungen!

De Wënzer respektiv d'Wënzerin muss kreativ ginn. An hei komme mer nees op eisen erfollegräiche Cremant ze schwätzen. Zum Beispill kann een ouni Weiderer PIWI-Zorten am Cremant verschneiden, well dat jo souwisou meeschtens kee Mono-Cepage-Wäi respektiv Mono-Cepage-Cremant ass, oder et kreéiert een eng flott Cuvée a fuerdert esou d'Attraktivitéit vun de pilzweiderstandsfäege Cepagen.

Et ass op alle Fall nach vill Potenzial no uewen. Den Ament si laut dem IBLA, dem Institut fir biologesch Landwirtschaft an Agrikultur Lëtzebuerg, Stand August 2020, 18 Betriber op 45 Hektar biologesch zertifizéiert. Weider 18 Hektar befanne sech an der Ëmstellung op eng biologesch Bewirtschaftung. Domat si mer bei knapps 5 % vun der gesamter Lëtzebuerger Wäibaupfläch, déi biologesch zertifizéiert bewirtschaft gétt. Am Verglach zu eisen Nopeschlänner leie mer hei ënnert der Moyenne.

Wat mir perséinlech awer opfällt a menger Meinung no och eng ganz spannend a flott Entwécklung ass: De Gros vun deene Biobetriber, déi ech kennen a wou Jonker, also déi nächst Generatioun, d'Relève iwverhuelen oder sech souguer getraut hunn, e Betriber komplett bei null ze starten, déi hunn dacks schonn eng ganz aner Sensibilitéit fir de Wäibau. An et sinn oft si, déi sech fir eng méi nohaltege Aart a Weis vum Bewirtschaften entschieden oder direkt op de Wee vun der Ëmstellung ginn. Dat géllt et op alle Fall ze ënnerstëtzen.

An och schéngt d'Verlaange vum Konsument fir Bioproduiten ëmmer weider an d'Luucht ze goen. Och hei iwverhëlt de Staat eng pertinent Roll, andeems e jonke Wënzer a Wënzerinnen eng wichteg Ënnerstëtzung ass, wat am Ausland éischter manner de Fall ass.

Hei wëllt ech de Minister gär froen: Vum Terrain kéint d'Demande, fir eng Etüd ze lancéieren, fir effektiv erauszefannen, wéi d'Consumatioun den Ament ass a wéi grouss d'Demande fir Bioproduite respektiv fir Wäiner a Cremanten aus biologeschem Ubaue ass, esou dass d'Produzenten der Demanden vum Client och gerecht kënnen ginn. Envisagéiert de Minister, esou eng Etüd ze lancéieren?

Ech hunn elo scho vill vu Kreativitéit vum Wënzer geschwat. Genau dat ass och d'Stéchwuert, wa mer iwwert d'Situatioun vum Wäibau während der Covid-19-Kris schwätzen. Dem Institut Viti-Vinicole no gouf e Réckgang vu 16 % am Verkaf festgestallt. Sécherlech sinn och hei, wéi an all Secteur, déi eng besser ewechkomm wéi déi aner. Allerdéngs huet och hei de Staat säi Rôle iwverholl an huet dem Secteur finanziell ënnert d'Äerm gegräff. Wisou de Verkaf vun hire Wäiner a Cremante réckleefeg war, ass haaptsächlech op d'Fermeture vum Horeca zréckzeféieren. An da kéint nach derbäi, dass keng Eventer waren.

Par contre huet d'Privatclientèle vun de Wënzer sech verstärkt an ausgebreet. De Client huet sech hei bewosst fir de Lëtzebuerger Produit entscheet an huet duerch seng Ënnerstëtzung vum Wënzer och en Zeeche vu Solidaritéit gewisen. An och hei, wéi gesot, ass nees d'Kreativitéit ervirzestrichen. D'Wënzer hu sech vill Méi gemaach, fir och während der Pandemie de Kontakt zu de Clienten ze behalen, dat iwwer Social Media, Videotasting, Promotionsvideoen oder Degustationsboxen. A virun allem huet den Onlinevertrieb eng grouss Roll gespillt, well säit Corona huet quasi all Wënzer entweder en eegenen Onlineshop op sengem Site oder ass der Initiativ Letzshop bäigetrueden.

Dës Situatioun huet och nach eemol ganz daitlech virun Ae gefouert, wéi wichteg d'Direktvermaartung fir de Wënzer ass. De Client appreciéiert et, kënnen bei de Wënzer an d'Kellerei ze goen, de Wäi sur place ze degustéieren, Erklärungen ze kréien an d'Infrastrukturen ze besichtigen. An natierlech ass et e grouss Luxus, dass d'Wäicommandé bei quasi all Wënzer direkt virun d'Dier geliewert ginn.

E weidere positive Punkt, deen een aus der Covid-19-Kris zéie kann, ass, dass nees vill Leit „Vakanz doheem“ entdeckt an erlieft hunn. D'Miseler Géigend ass nees nei entdeckt ginn oder iwverhaupt emol entdeckt ginn. Eis Musel huet jo och net just de Wäibau ze bidden, mee kleng traditionell Dierfer,

déi verféieren, schéin Esplanaden, herrlech Spadseierweeër a flott Vélosweeër. Dorop kann a muss een opbauen an den Touristen, egal op inlännesch oder auslännesch, déi ganz Geschicht an Attraktivitéit vun eiser schéiner Musel verkafen an erzielen.

Eng super Aarbecht leescht jo och hei scho Visit Moselle oder och de Service fir Kommunikatioun an Eventementiel vum Institut Viti-Vinicole, dat an Zesummenaarbecht mat de Wënzer. Hei sinn déi lescht Jore vill Projeten an Eventer entstan, déi all als Zil hunn, de Lëtzebuerger Wäibau ze promote souwéi d'Veermaartung vun der Miseler Regioun. De Succès vun eise sellegen traditionelle Wäifester schwätzt fir sech. Mee och de Virwëtz vun neien Eventer wéi d'„Fête des vins et crénants“ an der Stad den nächste Weekend oder „Wine Cheese Enjoy“ oder, ganz nei, „Wine Lights Enjoy“ beweisen, dass hei vill Beweegung ass an dass d'Clientèle fir eis Wënzer sécher nach net ganz ausgeschöpft ass.

Ee Punkt, deen elo warscheinlech ze kuerz a menger Interventioun kéint an awer ze wichteg ass fir ewechzeloossen, dass sinn d'Drauwepräisser. Eist Zil misst et sinn, de Gros vun eise Ertrag och bei eis am Land ënnerzekeréien. Well esoual eis Drauwe fir den Export destinéiert sinn, kann ee sech bal sécher sinn, dass et keen anstännege Präis fir des Drauwe gétt an de Wënzer keen adequate Lohn fir seng Aarbecht kritt.

A souguer hu mer och bei eis am Land d'Problematik vun den Drauwepräisser. Grad d'Genossenschaftswënzer ginn ëmmer méi rar respektiv d'Nokomme sinn an deene mannsche Fäll bei hinne gesécher, well de Präisrock ëmmer méi grouss gétt an et einfach iergendwann net méi rentabel ass fir de Wënzer, fir seng Drauwen ze verkafen.

Eppes ass kloer: De Wënzer muss sech permanent dem Konsument upasse respektiv neien ongewonnen Ëmstänn souwéi sech un d'Entwécklung vun der Gesellschaft adaptéieren. Warscheinlech wäert de Konsum vu Wäin a Cremant och déi nächst fénnef oder zéng Jore nach weider erofgoen. Mee dofir wäert d'Verlaangen no nach méi Qualitéit ëmmer méi eropgoen. E Cremant an zéng Jore wäert sécher anescht schmaachen, wéi en haut schmaacht, esou wéi en haut och anescht schmaacht, wéi e virun zéng Jore geschmaacht huet, wat awer net schliëm ass.

Fir ofzeschlësse kéim ech dann nach emol zréck op meng Ausgangsfrage, wou ech a mengem Historique jo op den 30-Jores-Rhythmus agaange sinn an d'Fro gestallt hunn, ob et dann net elo erëm un der Zäit fir eng nei Ära wier. Ech mengen dach. Et ass de Moment fir en neie Moment. Mir si wuel mat eent vun deene klengste Wäibaubeidder op der ganzer Welt, wann net souguer dat klengst. Dat soll net eist eenzegt Aushängeschield sinn. Mee kommt, loosst eis en Challenge setzen: Loosst eis e Virreider sinn a mat eent vun deenen nohaltegsten, ekologeschste Wäibaubeidder op der Welt ginn! Dat wier dach emol eng flott nächst 30-Jore-Period.

Ech wier elo eigentlech fäerdeg, mee ech wollt nach op zwee Punkten agoen, déi virduun erwänt gi sinn, eemol zum Biodiversum zu Remerschen. Op 850 Meter gétt et eng ganz flott Jugendherberg mat 150 Better. Dat heescht, do ass d'Schlofgeleeënheet ginn.

An deen anere Punkt ...

(**Interruption**)

■ **Une voix.** - 850 Better?

■ **Mme Chantal Gary (déi gréng).** - 150.

Deen anere Punkt, wou et dréms gaangen ass, dass bei de Fester geschwé vläicht keng Flasche méi kéinte benotzt ginn, well eeben d'Offalgesetz kéint, do ass natierlech d'Suerg vun de Wënzer gehéiert ginn an et sinn och schon Amendementer an der Ëmweltkommissioun ugeholl ginn, soudatt dat eigentlech ganz kloer ass, dass d'Flasche weider benotzt däreffe ginn. An et steet och « à l'exception des bouteilles en verre » do. Dat heescht, do ass eigentlech keng Suerg méi ze äusseren, dass d'Wënzer géifen do op hire Cremant- a Wäiflasche sëtze bleiwen op den Dëppefester. Dat heescht, mir brauchen eis net ze suergen, dass mer nach weider kënnen Cremant a Wäin zesummen drénken.

Ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Gary. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - Merci, Här President. Fir unzefänken en häerzleche Merci dem Här Gilles Baum fir seng Interpellatioun vun haut zum Wäibau.

De Beruff vum Wënzer gehéiert zu de landwirtschaftleche Beruffer, dat wëllt heeschen, dass d'Wënzer am groussen Ganze mat änleche Problemer konfrontéiert si wéi och all déi aner landwirtschaftleche Beruffer. D'Zuel vun de Wënzerbetriber ass an de leschte Jore staark zréckgaangen: Am

Joer 2000 gouf et tëschent Schengen a Waasserbëlleg nach bal 600 Betriber; 20 Joer méi spéit sinn et der nach 268.

Wéi iwverall am landwirtschaftleche Beräich sief gesot, dass och de Beruff vum Wënzer keen einfachen Job ass. Fir eng gutt Recolte anzefueren, brauch ee jorelaang Erfahrung a vill Wëssen: Et muss ee sech auskennen mam Aschnëtt, mat der Buedembeschafenheet, mat der Düngung an och mat weidere Facteuren an esou weider. Dozou kéint nach déi kierperlech Belaaschtung: Zu den Héichzäite vun der Recolte ass eng 80-Stonne-Woch fir de Wënzer keng Seelenheet, an iwverdeems besteet ëmmer eng Ongewëssheet, wat d'Quantitéit an d'Qualitéit vum Wäin ugeet.

D'Wënzer sinn nämlech och ëmmer ofhängeg vum Wieder. Opgrond vum Facteure wéi Temperatur, Reen a Frascht ass schwéier virauszugesinn, wéi fir déi eenzel Betriber d'Joer ekonomesch ausfällt. Fäulnis a Pilzbefall si weider Facteuren, déi zu deser Ongewëssheet bäidroen.

Et muss ee grondsätzlech soen, dass och d'Beruffsbild vum Wënzer sech geännert huet. Viru Jore zéngte gouf et vill Betriber, déi nieft dem Wäibau nach weider diversifiéiert waren, andeems se zum Beispill nach Bauer waren oder se hunn aner Kulturen ugeplanz. Eis Wënzer sinn awer haut méi wéi jee ofhängeg vun enger Spart, an dat ass de Wäibau.

Et ass also e Beruff, deen engem vill Idealismus ofverlaangt. Grad duerfir si mer als Politiker derzou ugehalen, eis Wënzer beschméiglech a souwäit wéi dat méiglech ass ze encadréieren. D'Politik muss d'Jalonen esou setzen, dass d'Wënzer ënner optimale Konditiounen schaffen kënnen, hire Wäin optimal verkafen a vermaarte kënnen. An d'Politik kann hei eng ganz Rei vun Impulser ginn. An ech wëll mer dann elo erlennen, der e puer opzegräifen.

Als Éischt wëll ech op d'Neigrënnung oder och op d'Queereinsteiger, jee nodeem wéi et ass, vun engem Wënzerbetriber agoen, déi alles anescht wéi einfach ass. Wann een e Wënzerbetriber wëllt opmaachen oder iwverhuelen, da brauch ee Land, Produktiounsanlagen a vill personell a maschinell Ressourcen. Leit, déi e Wënzerbetriber grënne wëllen, fannen dacks kee Land oder mussen hir Drauwen dacks als „Untermieter“ bei enger anerer Kellerei veraarbechten. Firwat net higoen an eng Plattform op d'Bee stellen, déi eng eenheetlech Iwwersicht gétt, wou et Parzellen ze kafen oder ze verkafen gétt. Wéi och an anere landwirtschaftleche Beruffer muss mer och eis Wënzer ënnerstëtzen, fir dass se net a bürokrateschen Demarchen ënnerginn a sech op hir Aarbecht kënnen konzentréieren.

En anere Punkt ass, dass eis Wënzer sech am Steierberäich e bësse méi Flexibilitéit wënschen. Et ass zwar eng do vun dräi Joer, mee déi ass relativ steif, an et geet drëm, de Gewinn aus gudden Joren als Reserv unzeleeën, fir schlecht Joren ze kompenséieren oder auszegläichen. Dese Gewinn soll dann als steierfräi, als Reserv ugesi ginn.

E weidert Uleies, wat eis Suerge mécht - an dat betrëfft all d'Beruffer am landwirtschaftleche Beräich -, ass, dass d'Betriber flächeméisseg ëmmer méi mussen wuessen, fir nach rentabel ze schaffen. Et ass eng Diskussioun, déi scho ganz al ass: Wéi subventionéiere mer Betriber sou, dass se net just op hir Fläch beurteelt ginn? Hei missten an Zesummenaarbecht vu Politik an de landwirtschaftleche Verbänn endlech Neel mat Käpp gemaach ginn, well déi Diskussioun scho relativ laang schleeft.

D'Politik muss iwverdeems hir Verantwortung eescht huelen, fir déi ronn 1.200 Hektar Ubaupfläch fir de Wäin als e Gebitt, wat zesummenhängt, ze erhalen. D'Wënzer wëssen nämlech, dass de Risiko fir Pilzbefall a Fäulnis staark zouhëlt, wann een en zesummenhängend Ubaubitt zerstéckelt oder a Kompartimenter opdeelt. Natierlech begrëisse mer d'Ulees vu Biotopen. Allerdéngs däreffen des net aschneidend an zesummenhängend Ubaubebidder ugeluecht ginn.

Wat d'Veermaartung vum Lëtzebuerg Wäin ugeet, ass sécherlech och nach Loft no uewen. Mir begrëissen, dass de Choix u Lëtzebuerger Wäiner, besonnesch an de Supermarchéen, déi lescht Zäit staark zougeholl huet. Natierlech sinn eis Wënzer dacks mat enger deloyalen Konkurrenz konfrontéiert. Wäiner vu wäit ewech, aus Südamerika, kënnen aus verschiddenen, ënnerschiddlechste Grënn méi bëlleg verkaaft ginn, well se do méi bëlleg kënnen produzéieren, well se och manner Oplagen hunn. An ech mengen, et ass och dat, wat sech an der Qualitéit zréckspigelt.

Dobäi sief awer gesot, dass eis Lëtzebuerger Wënzer, wat d'Qualitéit vun hirem Wäin ugeet, sech ganz sécher net mussen virun der auslännescher Konkurrenz verstopen. Eis Musel an de Knowhow vun eise Wënzer schenken eis en exzellente Wäi vu grousser Qualitéit. Wéi dat am landwirtschaftleche Beräich zu Lëtzebuerg allgemeng de Fall ass, sinn d'Oplagen, wat d'Qualitéitskontrollen ugeet, ganz streng, vläicht si se heiansdo souguer ze streng. Fakt ass awer, dass mer als Schlussresultat Wäiner vu grousser Qualitéit zréckbehalen. An des Wäiner solle mer och promovéieren.



D'ADR wënscht sech an deem Kontext eng méi staark Visibilitéit, wat d'Vermaarte vum Wäin ugeet. D'Lëtzebuurger Stad ass international bekannt als Kongresszentrum. Firwat net duerch eng geziilt Werbeaktioun d'Acteuren aus dem Hotel- oder dem Tourismusberäich sensibiliséieren, fir beim Ausschaffe vu Kongressofferté systematesch eng Visitt vun eiser Musel an d'Promotioun vu Lëtzebuurger Wäiner matanzeplangen? Ech mengen, den Här Gilles Baum hat et gesot: Et ass e Kazesprong bis op d'Musel, an ech mengen, dat sollte mer dann och notzen.

Am Horeca-Beräich sinn d'Wäikaarten dacks nach esou ugeluecht, datt d'Lëtzebuurger Wäiner „unter ferner liefen“ optauchen an auslännesch Wäiner bezirzt ginn. Dat hänkt natierlech ëmmer vum individuelle Choix of vum Restaurant. Mee trotzdem misst een och hei den Horeca-Secteur fir déi aussergewöhnlech gutt Qualitéit vun de Lëtzebuurger Wäiner kënne sensibiliséieren.

Méi lokal, méi regional, dat sinn och wichteg Facteure fir den Natur- an Ëmweltschutz, an dat solle mer roueg och op de Beräich vum Wäibau applizéieren. Wa sech Lëtzebuurger Staatsbürger, dorënner och Politiker, op offizieller Auslandsrees befannen, sollt een och vläicht hei ureegen, fir e Gest ze maachen, fir Lëtzebuerg als exzellent Wäibauland ze promovéieren, sief dat iwwert de Wee vu Kaddoen oder awer och Informatiounsmaterial oder soss anere Saachen.

Erlaabt mer och kuerz, op de Landwirtschaftstourismus an Önotourismus anzugeen. Scho virun 30 Joer hat d'APTR, dat ass d'Association pour la promotion du tourisme rural au Grand-Duché de Luxembourg, sech duerfir staarkgemaach, de Landtourismus zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen. Et ass e sënnavollt Konzept, fir Leit, déi net mam landwirtschaftlechen Alldag konfrontéiert sinn, d'Realitéit an d'Wichtigkeet vun de landwirtschaftleche Beruffer, dorënner och de Beruff vum Wénzer, e bësse méi nozbréngen.

De Landtourismus kann esou iwwerdeems och zu engem zousätzleche Revenu bei de landwirtschaftleche Betriber féieren. D'APTR erwaart sech allerdéngs méi Ënnerstëtzung vum Tourismusministère. De Landtourismus stellt eng Diversifizéierung vun der Landwirtschaft duer a steigert d'Attraktivitéit vun de ländleche Regiounen. Et happert allerdéngs nach, wéi esou dacks zu Lëtzebuerg, beim administrativen Opwand. Wien aktuell e Gîte fir de Public wëllt opmaachen, ass, esou d'APTR, mat onméiglechen administrativen Hürde geplot. Hei wënscht ee sech eng Vereinfachung vun der administrativer Veraarbechtung an och méi Reklamm vusäite vun der Regierung fir dës eenzegaarteg Form vun Tourismus.

Ech schléissen of mat engem leschte Punkt, deen eis dach e bësse Suerge mécht, dat ass an dem internationale Liewensmëttelkontext ze gesinn a betrëfft deen. D'Kollege vun der CSV hate rezent eng parlamentaresch Fro un d'Regierung geriicht, wou et ëm den Erhalt vun der Qualitéit vun eise Wäiner geet. Leider schéngt d'EU ëmmer méi op de Wee ze goen, fir aus Grënn vun der Gesondheet vun der Bevëlkerung Liewensmëttelen ze reglementéieren. Dës Iddi ass am Prinzip net schlecht. Allerdéngs muss mer en A drop halen, datt net op eemol Facteure wéi den Alkoholgehalt oder nach aner Facteure beim Wäibau ëmmer méi staark reglementéiert ginn, andeems zum Beispill de Wäi gemëscht muss gi mat Waasser, fir etwaigen Normen ze entsprechen, eng Entwécklung, déi mir als ADR genee am A behalen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eis Wénzer hunn onbedéngt eise Respekt verdéngt. A wéi ech am Ufank scho gesot hunn, si mir als Politik ugehalen, hinnen esou wäit wéi méiglech entgéintzekommen an hinnen ze hëllefen, hir Aarbecht esou einfach a problemlos wéi méiglech ze gestalten.

An ech soen lech dann zum Schluss Merci fir Är Opmierksamkeet.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Engelen. An da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Merci. Här Präsident. Op den 11.11., den Ufank vun der Fuesent an eisem Nopeschland, hu mir hei an der Chamber eng Interpellatioun iwwert d'Viticulture zu Lëtzebuerg. E besseren Datum kéint ee jo eigentlech net fannen, fir iwwer Wäin, de Wäinubau an eis schéi Miseler Géigend ze schwätzen.

Dowéinst géif ech dann och ganz gäre meng Ried ufänke mat engem flotte schmëssege Lëtzebuurger Liddertext, nämlech mam: „Kättche, Kättche, bréng mer nach e Pättchen, vun der Musel a soss keen.“

Wien heibannen kennt dat Lidd net? Wien huet et net schon op engem Bal owes bei engem gudde Pättche Miseler Wéngche matgesongen?

■ **Une voix.** - Oder gegroölt!

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Oder gegroölt. Oder vläicht op engem Wäifest, wann de

Cortège laanschgtgeuer ass? Ech mengen, esou een oder eent gëtt et heibannen net.

Här Präsident, eis Miseler Wäiner si scho laang aus hirem Wanterschlof, aus hirer Nisch erwächt a sinn iwwert d'Grenze vum Lëtzebuurger Land bekannt a geschat. Si ginn an top Gastronomiesbetriber zerwéiert wéi awer och a ganz normale Wiertschaften, an engem Bobebistro. Fir all Portmonni ass eppes derbäi.

De Lëtzebuurger Wénzer produziéiert net nëmme just Elbling, Sylvaner a Rivaner, wéi dat an der Zäit emol de Fall war. Haut ass dës Gamm beräichert mat Pinot blanc, Pinot gris, Pinot rosé, Pinot noir, Chardonnay, Riesling, Äiswäin an natierlech eisem ganz gudde Cremant.

D'Diversifizéierung vun der Gamm vu Cepagen ass ënner anerem op Verännerunge vun de klimatesche Bedingungen zrëckzeféieren. Verschidden Drauwenzorte gi besser Ertrag bei méi héijen Temperaturen an Drécheperiode wéi anerer. Donieft huelen d'Kränke vun de Riewe bei bestëmmten Sorten och a sech verännernde klimatesche Bedingungen zou, wat d'Nofro am Wäiberg no neien hybriden Drauwenzorte verstärkt. Dat bedeit natierlech, datt d'Notioun vum „Terroir“ mat sengen Appellatiounen op der Musel evoluéiere kéint. A Wäiregiounen a Frankräich, der Champagne zum Beispill, ass dës Prozess schon amgaangen, an d'Fro vum Stellerwäert vum Terroir stellt sech an deem Kontext.

Dës Evolutioun huet natierlech och ganz vill mam Remembrement vun den Terrainen ze dinn, en immens wichtegt Thema op der Musel a besonnesch natierlech fir de Wénzer. De Remembrement an de 70er-Jore huet d'Landchaft komplett verännert. Engersäits hunn dës Aarbechten deemools zu engem Austausch vun Deeler vum Buedem, an deem d'Riewe wuessen, gefouert. Ganz Hiwwele goufe mat schwéierem Gerät deplacéiert an aneschtens façonnéiert.

Anerersäits huet et awer och eng wirtschaftlech a sozial Bedeutung fir vill Wénzer gehat, déi duerch de Remembrement manner manuell a méi maschinell schaffe konnten an den Accès an hir Wéngerte verbessert kruten. An deem Spannungsfeld tëschent ekologesche Constrainten an Ziler an der wirtschaftlecher Komponent vun de Wénzerbetriber fanne mer och haut nach weiderhin Debatten a Konflikter ronderëm de Remembrement op der Musel. D'Wénzerbetriber si sech och bewosst a si wëssen, datt den Equilibre gehale muss ginn.

Eng weider Problematik kënnt awer méi staark derbäi. Mir hu jo all matkritt, wéi bei de schwéieren Nidderschläi am Juli vun dësem Joer op der Musel e Wéngert vu 25 Ar gerutscht ass. Dat ass natierlech och a Verbindung zu Remembrementsaarbechten ze setzen, wou Biedem verréckelt ginn a Schichte beschiedegt ginn, déi den Hang bis dohinner stabiliséiert hunn. Déi betraffe Wénzer ginn natierlech bei Remembrementen entschiedegt vum Staat, trotzdem werfen dës Agréff an d'Landchaft gréisser Froen op iwwert de Stellerwäert an d'Vulnerabilitéit vum Terroir an de Wénzerbetriber, ëmsou méi opgrond vun den Auswierkunge vum Klimawandel.

An dësem Zesammenhang ass et wichteg, ekologesch ze innovéieren, an dat passéiert och op der Musel. De Lëtzebuurger Wäibau zeechent sech säit Jorenduerch eng Reduzéierung vum Asaz vu cheemesche Mëttelen aus, well verstärkt op Pheromonverfahren gesat gëtt, woumat Insekten vu Pheromonspenderen ugelackelt ginn, déi am anere Fall un d'Riewe gaange wieren, a wou fréier an éischter Linn gesprézt gouf mat Insektiziden.

De biologesche Wäibau hëlt och zou, wann och zögerlech. D'Zeeche vun der Zäit sinn erkannt ginn, fir méi naturno Riewen unzebauen, a souguer mat ganz exzeptionelle Methoden, wéi zum Beispill, Schof an de Wéngerten ze halen. Dës suergen nämlech dofir, op ganz natierlech Wee d'Onkraut an d'Gras kuerz ze halen an niewebäi och nach d'Riewen ze düngen.

Här Präsident, eng Thematik, déi eis besonnesch wichteg ass an déi oft awer ze kuerz kënnt, ass d'Aarbechtskraaft, déi d'Lies vun de villen Drauwen iwwerhaapt emol erméiglecht. D'Aarbechtskonditiounen, fir an de Wéngerten ze schaffen, sinn och net ëmmer déi allerbescht. Et si jo gréisstendeels Gaaschtaarbechter. Dat ass jo och net direkt e Problem, well mir jo och net déi néideg Leit punktuell iwwer esou kuerz Zäitraum zu Lëtzebuerg hunn.

Mee an der Pandemie huet sech gewisen, wéi vulnerabel dës Leit sinn, déi just ëmständlech heihinner konnte kommen, an, wéi se bis hei waren, Onkloerheeten doriwwer geherrscht hunn, wéi e Statut se dann elo eigentlech hunn, wéi eng Krankeess fir se zoustänneg ass, wat geschitt, wann et e positive Coronafall bei de Gaaschtaarbechter gëtt, wéi se an deem Fall ënner de Constrainté vum der Pandemie logéiert ginn an esou weider. Dat huet eis gewisen, op wéi engem dënne soziale wéi och ekologeschen Äis - wann een d'Pandemie als Ausdrock vun engem ekologescher Kris versteet - eis Wirtschaft gebaut ass.

Donieft ass d'Vermaartung vun de Wäiner och fir all eenzelne Wénzer, deen net an enger méi grousser Kooperativ organiséiert ass, eng richtig Erausforderung. All déi Aarbechten, déi mat der Viticulture zesammenhängen, misste besser remuneréiert a geschat ginn, esou wéi dat och an där Motioun vun der CSV iwwert de Statut steet.

Här Präsident, eist Miseler Land ass e Bijou. Nieft eisem Wäin huet et nämlech nach ganz vill aneres unzebieden: wonnerschéi moleresch, pittoresk Dierfer, déi laansch d'Musel ze fanne sinn. An dësen Dierfer gëtt vill gefeiert: Wäifester, Wäindegustatiounen, Kiermessen, Cortègen, Mäert. Fir jiddwee ass eppes derbäi. Kilometerlaang Vëlospisten, déi sech laansch d'Musel schmigen. Et ass een awer och ganz gutt laansch d'Waasser ze Fouss, an dat souguer barriärfrei, well d'Weeër ganz flaach sinn. Um sportleche Plang ginn nieft dem Vëlofueren och nach ganz vill aner sportlech Aktivitéiten ugebueden, wéi och de Lafsport mat der Route du vin. Awer och um Floss selwer kann ee verschidde Waassersportaarte bedriewen.

Déi manner sportlech Leit kënnen dann awer och en Tour mam Boot maachen, wou et méiglech ass, säi Mëtteg- an Owesienzen drop anzehuelen a wou een dann och nach ganz niewebäi verschidde Spektakelen ugebuede kritt.

Mëttlerweil kann een awer och selwer Kapitän spilen a mat den Elektrobooter - jo, de Klimaschutz ass och hei present - en Tierchen dréien. En plus gëtt et wonnerbar Restauranten an Hoteller op der Musel, soudatt och keen direkt heemfuere muss, mee verweile kann.

■ **(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)**

Et kënnt een och ganz entspaant mam Zuch, Bus oder Vëlo heihin. A Vakanz doheem ze maachen ass wonnerbar méiglech hei.

Den duussen Tourismus, an do ass nach ganz vill Loft no uewen, ass hei einfach doheem a kann nach méi geförderd a vermaart ginn. An dann ass et och net schlëmm, wann e Gliesche Wäi méi gedronk gëtt. Dëst kënnt jiddwengem zegutt, och de Wénzer virun Ort.

Här Präsident, wéi Der elo hei eraushéiere konnt, hätte mir eis eigentlech kënnen e gudd Batz Geld, Zäit a vill CO<sub>2</sub>-Emissiounen spueren: Mir hätten eigentlech guer net misse bis op Dubai fléien, fir eist Land ze vermaarten; eng Interpellatioun zum richtigen Zeitpunkt an Hierscht zur Wäilies an der Chamber geet vëlleget duer. Eis Presenz zu Dubai ass jo eigentlech en absoluten No-Go no der Ried zur Lag vun der Natioun, wou eise Premier d'Klimakatastroph unerkannt huet a wou mir sollen emissionsfrei ginn. Wann nämlech elo all déi Scheiche sollen op Lëtzebuerg geflu kommen, well mir hei e bessert Klima hunn - esou stoung et mol an der Zeitung -, ...

■ **Une voix.** - An de Kerosin ass bëleg.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - ... an de Kerosin ass bëleg, ass dat jo schrecklech fir eis Klimabilanz an eist Null-Emissioun-Zil, well dës Flich generéiere jo awer eng Hellewull CO<sub>2</sub>-Emissiounen. Wéi solle mir dat dann nach hirkéie respektiv wéi eng aner Secteure mussen dat da kompenséieren, fir datt mir CO<sub>2</sub>-neutral ginn?

Här Präsident, nieft der Miseler Géigend hu mir och nach ganz vill aner flott Plazen am Land unzebieden, och wann et do keng Riewe mat Wäi gëtt. Dat ass nämlech absolut net schlëmm, well eise gudde Miseler Wéngche kritt een iwwerall am Land ze drénken. En plus ass a bleibt eise Wäin am ganze Land e regionale Produit, dee wéineg CO<sub>2</sub>-Emissiounen generéiert. Duerfir wéilt ech elo ganz gär d'Boucle nees zoumaachen a soen: „Kättche, Kättche, bréng mer nach e Pättchen, vun der schéiner Musel a soss keen.“

A jo, ier ech et awer elo nach vergiessen, ginn ech awer och d'Quell vu mengem Lidd un: Den Text vum „Kättche, Kättchen“ ass vum Willy Goergen a gouf vertout vum Jean Eifes, fir déi, déi dat nach net woussten.

Merci fir d'Nolauschteren.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci. Och eise gudde Béier net ze vergiessen.

■ **(Hilarité)**

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - An den nächste Riedner ass scho prett, den Här Goergen huet d'Wuert.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här Präsident. Also, als een aus dem déiwe Süden ass dat mam Béier natierlech déi richtig Bemierkung gewiescht.

■ **(Hilarité)**

De Lëtzebuurger Wäibau bléckt op eng laang a gutt erhalen Traditioun zrëck. An ech ginn och gären zou, dass och ech Client sinn. Eis Wénzer maachen eng gutt Aarbecht a mir sinn houfreg drop, dass mir hei am Land op engem héijen a gutt erhalene landwirtschaftlechen an handwierkleche Wesse kënnen schaffen an drop zrëckgräifen.

Dee Wäin, dee bei eis hei op der Musel produziéiert gëtt, brauch sech am internationale Vergläich net ze verstopen, am Géigendeel. Nieft de Verkaafsklassiker wéi Riesling oder Pinot gris bidden eis Terroiren och aner bekannte Riewen un, wéi zum Beispill den Elbling an den Auxerrois, wou verschidde Kellereien et souguer fäerdegruecht hunn, dass hir Wäiner an den USA a verschidde Rayonen ze fanne sinn.

Onofhängeg vum Erfolleg vun de Lëtzebuurger Wäiner schéngt net ëmmer d'Sonn an de Wéngerten ze schéngen, fir et emol esou auszdrécken. Et ass net ze ignoréieren, dass och de Klimawandel eise Wénzer an de leschte Jore Suerge gemaach huet. Et mécht kee Sënn, zu Lëtzebuerg Mangoen oder Banannen unzebauen, well mir dofir d'Klima net hunn. An esou ass et och mam Wäibau: D'Musel ass virun allem e Wäisswägebitt, an deem mir virun allem Drauwenzorten ugebaut hunn, bei deenen een e Maximum u Geschmaach ka generéieren.

Elo ass et awer esou, dass mat méi waarmen an dréchene Summeren eis Riewen net méi un dëst Klima ugepasst sinn. Verschidde Wénzer mussen dofir ëm hir typesch Wäinzorte fäerten. A Lëtzebuerg steet net eleng hei. Och an anere Wäigebidder an den nördleche Länner mécht dës Entwécklung sech bemierkbar.

Beim Klimawandel kënnt och nach derbäi, dass mer net am Viraus wëssen, wéi genee eist Wieder zu Lëtzebuerg wäert ëmschwenken. Et ka gutt sinn, dass mer nieft Dréchtenen och Staarkreen oder Knéppelsteng am Summer kréien, wat natierlech schlecht ass, well da vill Drauwe wäerte futti goen.

Verschidde Wénzer gesinn am Klimawandel awer och eng Chance, fir kënnen Wäinzorten hei unzebauen, déi aktuell nëmme schwéier ukomm sinn. Mee schlussendlech bleibt awer och dat eng Ausnam. De Klimawandel ass a bleibt deemno mat eng vun de gréissten Erausforderungen, déi de Wénzer an den nächste Jore wäerten d'Liewe méi schwéier maachen.

Do stellt sech natierlech d'Fro: Wéi kann de Staat hëllefen, de Schued fir eis Wénzer esou minimal ewéi méiglech ze halen? Hei ass och d'Stéchwuert natierlech Subventiounen. A wie Subventiounen seet, deen denkt natierlech direkt un de gemeinsamen europäeschen Agrikulturpakt. Vum Pakt selwer kann een halen, wat ee wëllt. Mir selwer stinn dem Verdeelungsmechanismus kritesch géigeniwwer, well generell am Rescht vun der Landwirtschaft Betriber mat méi Fläch och méi Hëllef kënnen an Usproch huelen.

Mam Green Deal an den neien Ukënnegunge säitens der EU-Kommissioun goufen zwar elo Schrëtt an déi richtig Richtung gemaach, an zwar grad, wat déi nei Ëmweltoploen an der Landwirtschaft ugeet. Mee och déi Iddie ginn nach ëmmer net wäit genuch, fir d'Bauerebetriber laangfristeg op eng nei nohalteg Schinn ze bréngen.

D'GAP férdert virun allem grouss Landwirtschaftsbetriebe, wat absolut net fair ass an eisen Aen, well déi grouss Betriber a Wénzer generell scho Virdeeler um Marché hu géigeniwwer de klengen Privatwénzer.

Éischtens, de Subsid pro Hektar Fläch vum Betrieb, dee spillt och am Wäibau eng Roll, soudass et fir méi grouss Produzente méi einfach ass, fir méi an de Genuss vun de Subventiounen ze kommen.

En anert Beispill ass de Subsid op dem Akaf vu Maschinnen. Wat hei negativ ass, dat ass, dass dës Subsid fir eng Maschinn oder en Trakter géllt. Dofir ass et wichteg, dass de besteende Subventiounskatalog eng Kéier op de Leescht geholl gëtt, fir d'Landwirtschaft fir d'21. Joerhonnert fit ze maachen. Et misst een dee Wee goen, fir dass déi fix Subside méi als Guthabe festzeleeë sinn, vun deem de Wénzerbetrieb iwwert d'Liewenszäit vu sengem Betrieb ka profitéieren.

Wat virun allem an de Subventiounskatalog muss erakommen, ass den Ausbau vu Biowäin. Jo, mir wëssen, et gëtt Pläng beim Landwirtschaftsministère, fir op 20 % Bio ze kommen. Leider gesäit een dovun um Terrain nach net vill. A virun allem am Wäibau hunn ech mat e puer Wénzer geschwat, déi guer net motivéiert sinn, fir op de Wee vun der Biolandwirtschaft ze goen. Virun allem existéierend Betriber, wou d'Riewe esou geplanzt sinn, hu Problemer, fir op Bio ëmzestellen. Zwar existéiere pilzresistent Drauwenzorten, mee trotzdem di sech eenzel Wénzer schwéier, guer net méi op déi klasesch Produiten zrëckzegräifen.

Aner Wénzer di sech schwéier mat den neien EU-Oplagen. Schlussendlech muss ee feststellen, dass dës Regierung an de leschte Jore net genuch fir déi lokal Biolandwirtschaft gemaach huet, fir de Wäibau.

E klengt Wuert nach zum Wäintourismus, wou och net alles esou gutt ass, wéi et kéint sinn. Wéi et an engem „Land“-Artikel virun e puer Wochen ze liese war, feelt et der Musel un engem konkrete Konzept. Och hei erzielen d'Wénzer, dass een nëmme iwwert d'Musel muss fuere fir ze kucken, wéi zum



Beispill an Däitschland Wäistuffen a Gaststätten aus dem Wäibau e Vakanzefeeling maachen. Dat feelt zum Deel nach hei zu Lëtzebuerg, wou mer definitiv nach eng richtig Philosophie fir de Wäibau an den Tourismus musse kréien. E Wäimusee, eng Wäischoul, eng richtig Vernetzung vun touristesche Servicer an Infrastrukturen, alles dat stécht zu Lëtzebuerg nach an de Kannerschong.

Eréischt wa mer selwer Reklam maachen, dass d'Visitt vun der Musel eng flott Fräizäitaktivitéit ass, eréischt da kënnen mer ufänken, iwwert den Opbau vun engem interregionalen an internationale Wäintourismus ze schwätzen.

Mir Piraten als digital Partei sinn och der fester Iwwerzeugung, dass d'Regierung muss higoen an de Wënzer vill méi ënnert d'Äerm gräifen, wat den Onlinecommerce ugeet. Do kennt een natierlech d'Plattform Letzshop, déi mer begrëssen an déi och elo gratis war, a mer géife begrëssen, wann dat iwwert déi nächste Méint a Joren och esou géif bliwen, well et grad fir kleng Privatwënzer awer trotzdem e Käschtenopwand ass, wa se Letzshop bäitrieden.

Mee och do misste mer op Léisungen iwwerzoen, dass mer higinn an dass d'Regierung den eenzelne kleng private Wënzer et méi einfach mécht, hiren eegenen Internetsite ze hunn, wou se kënnen am Detail nach eng kéier hir Produkter virstellen. Well wat ass méi wichteg beim Wäin, wéi sech kënnen virstellen, wéi de Wéngert ausgesäit, wien déi eenzel Leit sinn a wéi d'Produktioun ass? An dat geet eeben nun emol nëmmen iwwer en eegenen Internetsite.

An do ass eis Fro, ob d'Regierung eppes geplangt huet fir d'Zukunft, virun allem fir de Privatwënzer. Well ech weess, déi grouss Kooperativen, déi hu kee Problem, fir digital ënnerwee ze sinn, mee et sinn éischter déi kleng Wënzer, déi Problemer hunn do an der Käschtestruktur, well mer jo awer alle guerte wëssen, dass dat e grouse Käschtpunkt ass, wann een en Internetsite wëllt, wou ee sech schéi presentéiert. Huet d'Regierung do eppes geplangt, fir de Privatwënzer ënnert d'Äerm ze gräifen, fir am Digitale mat Onlineshopping, Onlinecommerce vill méi fit ze ginn? Well da kënnen se och e ganz anere Marché ugoen an och an d'Ausland, iwwer eis Grenzen ewech, hir Produité verkafen. Well se hu wierklech eng Renommee. An ech maachen dat perséinlech och ëmmer, wann ech am Ausland ënnerwee sinn: eng gutt Dréps aus Lëtzebuerg matuelen. An ech krut nach ni eng Reklamatioun.

Merci.

■ **Une voix.** - Ganz gutt!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Une voix!

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Une voix forte, Monsieur le président!

(Hilarité)

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Dat gesot, ass d'algemeng Diskussioun elo eriwuer.

An d'Wuert huet de Wäibauminister, de Romain Schneider. Här Minister, wannechgelift.

**Prise de position du Gouvernement**

■ **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Merci, Här President, Staatschef, Kolleg Minister, ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Staatschef? Promotioun?

(Hilarité)

■ **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - ... léif Kolleginnen, Premierminister, deen hei present ass - et geet scho gutt un. Merci. Dat weist, mengen ech, genau den Interêt vun der Regierung, fir grad och de Wäibau hei ze promovéieren, an d'Welt ze droen, wéi och hei gesot gouf.

Ech géif och direkt ufänken, andeem ech dem Gilles Baum e grouse Merci soe fir d'Interpellatioun, déi hei gemaach gouf, an awer och all den Intervenanten, déi hei waren, fir ze weisen, wat fir eng Valeur de Wäibau virun allem fir eist Land huet an och no baussen duerstellt, an awer och, fir op där anerer Säit drop hanzeweisen, dass ee sech muss Gedanke maachen iwwert d'Zukunft vum Wäibau, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, och méi generell. Mee virun allem hei zu Lëtzebuerg muss een awer och d'Problemer diskutéieren an opschaffen engersäits an nientendele Problemer och d'Defien an d'Challengé weisen, déi bestinn.

(**M. Fernand Etgen reprend la présidence.**)

Ech hat gëschter Owend d'Geleeeënheet, an Kader vun „30 Joer Cremant“, wat op ville Plazen nach wäert gefeiert ginn, ech hat do eng Initiativ geholl, fir d'Wënzerinnen an d'Wënzer ze gesinn, fir mat hinnen engersäits informell op dës 30 Joer unze-stoussen an op där anerer Säit awer och en Echange ze kréien, fir ze kucken, wou de Schong géif drécken. Et goufe mer eng Rei Saachen, déi hei

gesot goufen, confirméiert, anerer goufen e bëssen aneschters duergestallt. Mee dat ass ëmmer esou, wann es mat eenzelne Persounen schwätzt. An ech gi bei eenzelne Punkten och dorobber an.

Ech muss och soen, dass mer hei ganz vill diskutéiert hunn iwwert de Wäi vun der Musel. An der Tëschenzäit, mengen ech, a Kenner wëssen dat, hu mer och Wäiproduzenten op der Sauer, déi och en exzellente Wäi produzéieren. Et gesäit een also, dass och do nei Initiative kommen, ...

■ **Une voix.** - Zu Dikrech gouf et och Wéngerten.

■ **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - ... fir effektiv eist Wägebitt nach méi breet ze maachen. Mee natierlech ass et awer esou, dass traditionell dee gréissten Deel vun eisem Wäinubau op der Musel stattféint. An dat ass och gutt an dat ass och richtig esou!

Grad de Wäin ass, wéi ech gesot hunn, ee vun eise Produkter, déi mer wierklech no bausse kënnen als Lëtzebuergesche Produkt verkafen a wou mer effektiv och kënnen Nation Branding domadder maachen. An dat gétt och gemaach. Op jidde Fall weess ech, dass, wann ech an d'Ausland gi respektiv wann auslännesch Gäscht kommen, da kréie se vu mir ëmmer e Produkt engersäits zerwéiert respektiv da gi mer och e Kaddo mat virun, fir dass effektiv och dee Message kann eriwuerzoen, souwuel op europäeschem wéi op internationalem Niveau.

Ech kommen dann op déi eenzel Voleten. Et sinn eng Rei Froe gestallt ginn. Ech probéieren och, dorop ze äntweren, op eenzelner méi punktuell, op anerer méi breet, well verschidde Saachen ëmmer erëm widerholl goufe vun enger Rei vu Riedner.

Dat Éischt ass déi „situation actuelle“, déi jo och ee vun deenen Theemae war vum Gilles Baum senger Interpellatioun. Bon, ech mengen, do ass et esou, „situation actuelle“, dann denken ech natierlech direkt emol un d'Wäijoe, dat mer dës kéier haten, wou een och eng kéier muss drop hiweisen, dass et keen einfacht Joer war. Et war e Joer, wou virun allem eng ganz grouss Expéienz gefrot war vun deenen eenzelne Wënzerinnen a Wënzer am Wäibau selwer.

Et ware Perioden, wou mer Chance hate par rapport zu anere Géigenden. Mir hate ganz wéineg Knéppelsteng, wéi dat mat Naturkatastrophen zum Beispill och de Fall war a Spuenien, déi d'Joer eng Risekatastroph am Wäibau hunn. Mir haten d'Chance, dass mer do derlaanscht komm sinn.

Mir hunn op där anerer Säit awer och misse kämpfen domadder, dass mer virun allem grad am Beräich vun Ree Perioden haten, déi derzou gefouert hunn, dass d'Schaffen net esou einfach war, virun allem d'Degustatioun, et gouf hei schon ugeschwat, a mat de Kränken, déi doduerch konnten entstoën. Et war also wierklech de ganzen Knowhow vun Wënzer gefrot.

An dofir, mengen ech, ass et och gutt, déi Entscheidung, déi souwuel de Gilles Baum wéi de Gusty Graas geholl hunn, an effektiv d'Fanger dervun ewechgelooss ze hunn, fir Wënzer ze spillen. Well fir Wënzer ze spillen, do gétt net gespillt, do brauch een e ganz groussen Knowhow, fir dat ze maachen. Et ass ëmmer dee grouse Respekt, deen ech och gesinn, wann ech an d'Betriber eraginn.

Mir haten also e Joer, dat schwéier war, dat, mengen ech, awer virun allem ..., an et war och dat, wat, mengen ech, de Reflet war, dass mer d'Joer erëm hikhommen eigentlech zu engem Produkt herno, wann elo virun allem an de Kellere d'Kellermeeschteren all hiren Knowhow erabrénge, fir dann herno en exzellente Produkt kënnen ze presentéieren, kënnen ze degustéieren fir de Konsument, dass mer emol erëm en typesche Lëtzebuergesche Wäin eigentlech d'Joer wäerte kréien.

Souwuel am Riesling wéi am Pinot gris, mengen ech, sinn dat virun allem zwou Notiounen, déi mer an deene leschte Joren e bësse verfeelt haten, virun allem een 2018er-Joergang, deen eigentlech net méi deen typesch Lëtzebuergesche war, wou een eng ganz aner Nott am Pinot gris a virun allem am Riesling hat. Dës kéier kréie mer eigentlech erëm déi Wäiner, déi mir och hei zu Lëtzebuerg kennen an déi, mengen ech, och d'Ausland appreciéiert, wat de Lëtzebuergesche Wäin an och de Lëtzebuergesche Cremant betrëfft.

Eppes ass awer kloer: Egal, wéi ee Joer mer haten, mir haten ëmmer Qualitéit an eise Wäiner, déi mer erëmfonnt hunn. A grad dofir ass et och mir net baang, dass mer och dës Wäiner, dës Produkter kënnen un de Consommateur vermëttelen. Et gouf richtig hei genannt vu ville Riedner, dass mer virun allem do natierlech de Lëtzebuergesche Marché uschwätzen.

Mir schwätzen engersäits d'Lëtzebuergesche un, mir schwätze virun allem awer och déi Netlëtzebuergesche un, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen. An do ass et richtig, do muss mer effektiv virufueren, fir och e Marketing ze maachen, fir déi ze errechen. Well et sinn der vill, wa se bis d'Notioun vum Lëtzebuergesche Wäin hunn, déi och do hänke bliwen an dann effektiv

tiv sief et de Cremant oder de Lëtzebuergesche Wäin och wäerten a kënnen consommeieren.

Et ass och richtig, dass mer aus enger schwéier Zäit erauskomme vun enger Pandemie, vun där natierlech och de Wäibau betraff war. Op där enger Säit, mengen ech, hate mer als Regierung séier d'Jalone gesat, fir ze soen, nientendele all den Acteuren an der Landwirtschaft: Och am Wäibau ka virugeschafft ginn, muss viru kënnen an de Wéngerte geschafft ginn, muss viru kënnen an de Kellere geschafft ginn, muss alles preparéiert ginn, fir dass mer net och do nach en Ausfall kréien.

An et war gewosst, virun allem och do, dass mer hu misse kucken, zesummen de Schrëtt ze goen. A mir hunn dat och ganz kloer gemaach, dass mer och de Kader gesat hunn an dësere Covidzäit, dass mer virun allem och probéiert hunn, dass mer - ënner Gänsefeisercher - „clean“ bliwwen sinn.

An hei muss ech de Wënzer Merci soe wéi och deem IVV, dass zesumme mam Ministère de la Santé direkt eng Campagne en place gesat gouf, fir gratis Tester zur Verfügung ze stellen. Dat gouf à la minute applizéiert an och wierklech 100%eg duerchgezunn. An do, mengen ech, hate mer och kee Cluster an eise Wënzerbetriber. Dat wier nefaste gewiescht par rapport och zum Image de marque. Dir kennt d'Beispill vun Tönnies an Däitschland, wou effektiv och hei wierklech de Schwéngssektor laang gelidden huet. An dat hu mer fäerdegbruecht, zesumme mat de Wënzerinnen an de Wënzer, déi och direkt do prett waren, fir anzestrapangen.

Eppes ass awer och kloer: Natierlech ass während där Zäit - d'Restaurante waren zou, déi grouss Evenementer waren net do - de Konsum doduerch vum Wäin erfogaangen no bausse. Et muss ee soen, dass een Deel, ee gudden Deel dovunner konnt opgefaange ginn am Privaten, virun allem am Wäin, um Cremant net gradesou. Virun allem si Verloschter am Cremant do, mee am Wäin gouf villes opgefaangen.

An ech gehéiere selwer dozou, ech hu gesinn, wéi no an no mäi Keller eidel gouf an ech eigentlech an der Zäit och hu missen eng Commande maachen, wou dann och, mengen ech, d'Wënzer ganz séier reagiert hunn. An de Letzshop gouf jo scho genannt, mee och Einzelner hu sech selwer op d'Bee gestallt, fir ze kucken, online ganz innovativ Projeten ze maachen, fir un de Konsument erunzekommen.

Ech menge souguer, dass d'Wënzer an deem Beräich ee vun de Gagnantë waren, fir déi doten nei Forme mat anzebauen an de Verkaf vum Produkt Wäin. A well mer eeben eng exzellente Qualitéit haten, ass dat och beim Consommateur esou ukomm an doduerch konnten effektiv déi Perté minimiséiert ginn.

Et sinn der sécher do gewiescht. An d'Regierung huet, wéi ech och gesot hunn, scho richtig gehollef gehat, andeem mer ganz schnell Mesuren och en place gesat hunn, e Package ficeléiert hunn, e Package, deen ech fir d'gesamt Landwirtschaft an och fir de Wäibau genannt hunn: „consolider, promouvoir, innover“, well dat sinn déi dräi Voleten, déi mer brauchen an och am Wäisektor brauchen.

«Consolider» heescht eeben, séier Hëllef ze ginn, dass mer direkt konnten intervenéieren. Dat war déi eng Millioun, déi och hei schon zitéiert gouf. Dat waren engersäits Subsidien zwëscht 2.500 a 5.000 Euro un d'Wäistuffen, dat war d'Promotioun, also en éischte Volet, wou net aus dem Fonds viticole Promotioun gemaach gouf, mee direkt aus dem Staatsbudget 350.000 Euro erakomm sinn, fir eng Promotioun fir eise Cremant a Lëtzebuergesche Wäin ze maachen, dat war doriwuer eraus och den Excédent de vin, dee mer genotzt hunn, fir dee kënnen ze brennen an zu Desinfektionsmëttel ze maachen. Och dat ass e Montant, dee vun 300.000 Euro, wou de gréissten Deel och d'Wënzerbetriber gaangen ass. An dat waren och zum Schluss d'Cotisations fir de Fonds de solidarité viticole, déi mer iwwerholl hunn, 100 Euro pro Hektar. Och dat war eng Zomm vun 125.000 Euro, wat also 940.000 Euro sinn, déi mer och ausginn hunn, déi mer als Depensen och effektiv getätegt hunn.

An ech hu mech och mat de Wënzer zesummegesat a mir hu gesot, fir all Secteur géife mer am Hierscht nach eng kéier e Bilan maachen, wéi dann deen effektiven Dekont géif ausgesinn an ob mer an eisem Package vu fénnef Milliounen, wou mer nach eng kleng Reserv hunn, virun allem och kënnen kucken, ob mer net en zweete Jet géife maache fir déi Betriber, déi effektiv ganz schwéier Verloschter haten, nach eng kéier kucken virunzeënnerstéizen, also nach eng kéier probéieren, och hei eng Hand mat unzepakem, fir den Equilibre ze schafen.

Kollaboratioun, hunn ech scho gesot, am Kader vum Bekämpfe vun der Pandemie vun Ufank un. Mir hunn awer och eis ..., an dat gouf och hei schon ugeschnidde: Et ass natierlech esou, dass een nientendele der Bekämpfung och huet misse kucken ..., virun allem fir déi Ausfäll, déi awer konnte kommen am Bezuch op Krankheit, am Bezuch och op Leit,

déi awer befall si respektiv déi eventuell duerch Quarantänen déi Saachen net konnten eriwuerzinn, hu mer ganz séier och e Pool en place gesat, fir eeben do prett ze sinn, wa Wënzer kee Personal hatten, fir kënnen ze hëllef an de Wäiberger.

Dat war engersäits natierlech een, deen direkt ëmmer aspréngt, de „Maschinenring“. Dat ass esou beim Bauer an dat ass och beim Wënzer, dee ganz séier do ass, fir kënnen Personal zur Verfügung ze stellen, awer och a senger Aktioun zesummen duerchgefouert ginn ass.

Dofir sinn ech och frou, dass den Aarbechtsminister hei ass, zesumme mat der ADEM, déi hei wierklech och virbildlech ganz schnell reagiert huet, e grouse Pool vu Leit erausgesicht huet, déi interviewt goufen, an herno dann och probéiert huet, déi dann ze vermëttelen un d'Wënzerbetriber. An der éischter Phas si keng gebraucht ginn. Herno hu mer eng 30 Leit, déi elo konnte vermëttelt ginn. An ech mengen, dat ass och fir d'Zukunft eng Pist.

An ech mengen, d'Tess Burton huet et ugeschwat: Ass dat keng Pist, op déi mer effektiv kënnen goen? Dach, ech menge schon. Mir sollen ënnert deenen Dausende vu Chômeuren, déi mer hunn, kënnen erausfilteren, wat fir eng effektiv do géeegeent sinn. Et kann een zum Deel och vläicht eng Formatioun drunhänken, fir dann ze kucken, e Pool ze hunn an och hei eeben deene Chômeuren, déi mer och op der Plaz hunn, eng flott Beschäftegung ze gi während deene Méint, wou effektiv eng Hëllef gebraucht gétt, an, firwat net, do, wou iwwert d'Dauerhaft, iwwert d'ganz Joer, eng Hëllef gebraucht gétt, och e festen Job kënnen ze ginn. Well et ass e flotten Job, deen och do usteet, fir kënnen eng Hand am Wäibau mat unzepakem. En ass sécher an der Zukunft och do.

An dofir mengen ech och, déi Problematiken, déi hei opkoume mat de Saisonsaarbechter, sinn der, déi ech verstinn, wou ee muss soen, dass et nach een Ennerscheid gétt. Et gétt en Ennerscheid zwëscht Saisonsaarbechter, déi aus der Europäescher Communautéit kommen. Do orientéiere mer eis un der Direktiv 883. Do ass alles esouwäit gereegelt. An da sinn déi, déi en dehors vun där 883 kommen, déi also aus Länner kommen, déi net an der Europäescher Union sinn. An do gëllen, muss ech lech awer soen, ob dat Däitschland, Frankräich, d'Belsch ass, oder all EU-Land, fir se all déi selwecht Bestëmmungen. Do ass et eeben esou, dass déi eng Autorisation de séjour respektiv e Permis de travail elo emol brauchen. Dat ass, ech soen, dass et och net anescht ass.

An ech sinn nach ëmmer der Meenung, dass mer fir d'éischt sollen national kucken, doriwuer eraus iwwer Europa kucken, fir do dat néidegt Personal ze rekrutéieren. An ech mengen, da wier de Pool scho ganz grouss, dass dat kéint lafen.

Ech géif och hei vun d'Plaz, wéi gesot, der ADEM, dem IVV Merci soe fir dës Kollaboratioun, déi ganz schnell komm ass an déi eis gehollef huet, och hei iwwerhaupt keng Problemer opkommen ze loosse.

Et ass och wichtegerweis esou, dass an deene leschte Méint d'ITM eng Rei Kontrolle gemaach huet, mengen ech, déi ganz gutt gemaach waren. Hei goug et virun allem och drëm, fir eeben ze kucken, ob alles esou wäit an der Rei wier. Ech mengen, et kann ee feststellen, dass déi meescht Saache ganz korrekt lafen. Esou konnt ee sech dat och net aneschters virstellen.

Et ass awer och esou, dass eng Rei Saachen net gewosst sinn. Dofir hunn ech ugereegt, zesumme mat de Wënzer, dass mer effektiv och e Seminar maachen, wou och d'ITM dohinnerkennt, fir eng kéier ze erklären, wat den Aarbechtskontrakt ass engersäits, wat d'Aarbechtskonditione sinn, wat d'Logementskonditione sinn, fir dat et och eng kéier generell gewosst ass. Ech mengen, dass éischt Joer war eent, wou een dat ugepaakt huet a wou een zesummen elo muss no Léisunge sichen.

D'Qualitéit, hunn ech gesot, an eise Produkter: Fir mech heescht Qualitéit och e faire Präis! Dat schéngt mer ganz kloer ze si bei alle Produkter, an dat muss och am Wäin esou sinn. An dofir ass et wichtig, dass gemeinsam och eng Strategie gemaach gétt - an elo kommen ech op d'Strategie an op de Marketing -, dass mer och dat Produkt vu Qualitéit esou vermaarten, wou mer effektiv och den néidege Präis dorobber hunn, an dass mer effektiv och do kucken, net Nischen op eemol ze fannen, wou mer ënner Wäert eigentlech eis exzellente Produkter un de Konsument probéieren ze bréngen. Ech mengen, dass dat dat falscht Zeechen ass an engem Secteur, wou mer hei vun 1.300 Hektar schwätzen! Et huet ee gesot: „Dat klengst Gebitt vläicht, wat et gétt“. Ech weess net, ob et dat klengst ass, dass misst ech nach erausfannen.

■ **Une voix.** - Dat klengst Wäibauland.

■ **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Jo, jo, richtig, dass klengst Wäibauland, dat mer hunn. Mir hunn iwwerengs och deen eenzege Wäibauminister an Europa. Do si mer och dat eenzege Land, wat e Wäibauminister huet.



**(Hilarité)**

Dofir sinn ech ëmmer stolz, wann ech dat kann an den eenzelne Conseile soen. Dat hëlleft mer net vill, fir mech ze verbände mat aneren.

**(Hilarité)**

Mee et hëlleft mer awer heiansdo, fir mech da weinstens duerch dat ze demarkéieren.

**(Interruption)**

Witz beisäit. Ech mengen, et ass scho wichteg, datt mer grad op deenen 1.300 Hektaren - an et gouf vu ville Riedner gesot, vu jiddwerengem ugeschnidde - un engem Strang zéien, fir dee Marketing zesummen ze maachen, datt mer déi Strategie, déi entwéckelt gouf vu mengem Virgänger, deen elo hannert mer sëtzt, deen ech kennen an deen ech och virun esou ënnerstëtzen, ëmsetzen, eng Strategie, mengen ech, déi bis elo gewisen huet, datt et esou ka goen, déi selbsterständlech de Moment analyséiert gëtt, fir ze kucken: Wou musse mer riets a léns vläicht nach Adaptatiounen maachen?

Mee ech mengen, datt et dat Richteg war, fir ze kucken, op d'Qualitéit ze setzen, engersäits de Marketing ze verbannen mat dem Nation Branding, mat der Kennzeechnung vum X, dee mer iwwerall mat dropmaachen, eppes, mengen ech, wat jiddweree begraff huet a wat och jiddwereen identifizéiert mat de Lëtzebuerger Produkter, iwwregens eppes, wat mer och elo am neie Gesetz iwwert den Agreement, iwwert d'Zertifikatioun virgesinn. Och do wäert erëm eng Kéier den X dee sinn, dee mer dobaussen eriwuerbréngen, eigentlech e ganz einfach Zeechen, e kloert Zeechen, einfach a prägnant. Dofir, all deenen, déi an där Initiativ derbäi waren, nach eng Kéier Chapeau fir déi Initiativ, déi do geholl gouf, déi elo ufänkt, mengen ech, hir Friichten och ze droen.

Mir wäerten och d'Méiglechkeet kréien, mengen ech, Visibilitéit no baussen nach méi ze weisen, grad elo och an engem Joer, wou mer „30 Joer Cremant“ feieren. Hei stinn eng Rei Initiativen un. Enn November wäert eng Campagne lafen, grad fir „30 Joer Cremant“ och nach eng Kéier ze weisen an och Promotioun ze maache fir de Cremant, e Cremant, deen, mengen ech, ëm déi 20 % ongeféier hautdesdaags bedeit, wat d'Recolte betrëfft, déi an der Cremantsproduktioun fléisst.

Dat ass scho vill, wann ee gesäit, vu wou e kënnt, e Cremant, deen iwwer Reglement 1991 eigentlech legal fixéiert gouf a wou een elo scho gesäit, wat fir eng Entwécklung datt en hat. An ech mengen, Gott sei Dank hu mer en, fir och hei e gewëssenen Opfank ze maache vu verschiddene Cepagen an eng aner Orientatioun do ausgeriicht ze hunn.

Wéi scho gesot ass d'Promotioun, déi viru wäert lafe mat engem Film, e Film, dee mer gemaach hunn iwwer „30 Joer Cremant“, eigentlech e Film vun der Drauf bis an d'Glas, wou mer eigentlech gesinn, wéi déi eenzel Kette fonctionéiert, wou mer déi eenzel Acteuren och en valeur stellen. Ech mengen, dat ass dat Wichtigst, datt mer d'Acteure vum Produzent iwwert d'Veerarbechtung bis hin zum Handel an eng Linn kréien, fir eise Lëtzebuerger Wäin och un de Mann an un d'Fra ze bréngen, eigentlech déi Consumatioun virunzesteieren, déi mer natierlech, wéi scho gesot, musse genéissen, och a Mooss genéissen, evident, mee wat, mengen ech, awer kann als eng flott Bäilag respektiv och derniewent als e flott Event genotzt ginn.

Do kommen ech dann och schonn derzou: Mir hunn an deene leschte Joren eng ganz grouss Zesummenaarbecht effektiv och mam Tourismusministère gemaach, fir ze kucken: Wéi kréie mer effektiv déi exzellente Qualitéit an déi flott Musel och mam Tourismus verbonnen, dem sougenannten Önotourismus? Dat geet hi bis zu natierlech engem Tourismus, dee verbënnt Kultur, dee verbënnt eng sportlech Aktivitéit, eng kierperlech Aktivitéit.

Et geet haut drëm, net nëmme einfach Wäi kafen ze goen. Et geet drëm, eppes Ganzes ze erliewen! Et geet drëm, en Event draus ze maachen, an dann derniewent sinn d'Schmaachen, d'Verkafen an d'Kafe vum Wäin eppes, wat derzougehéiert. Hautdesdaags ass et net nëmme einfach esou, datt ech op d'Musel an eng Wäistuff fueren eventuell oder an e Supermarché ginn, nee, ech hu gären, datt ech gesinn: „Do ass de Produkt!“, datt ech de Produzent gesinn. An do musse mer ... an do maache mer an der Tëschenzäit ganz vill drun.

Do wëll ech och belobend ervirhiewen d'Roll, déi gespilt gëtt engersäits vun de LEADER-Projeten, déi ëmmer erëm kommen, wou mer LEADER-Projete mat den Acteure maachen, déi och mat der Gastronomie gemaach goufen, och mat de Gemenge gemaach goufen, an op där anerer Säit dem ÖRT Miseselerland, dee ganz flott initiativ Projekte mécht, deemächst elo nach en neien, deen eebe wäert ee sinn, deen owes wäert stattfannen an de Wéngerter. An och dat ass en déi Element. Dat sinn ëmmer erëm nei Saachen, déi entsprangen.

An ech mengen, wann d'Loscht net do wier, eis exzellente Qualitéit vu Wäiner no baussen ze bréngen, da géifen dës Initiativen och net kommen. Do

ass einfach eng Loscht, déi gespuert gëtt an déi mer och ënnerstëtzen, souwuel den Tourismusministère wéi den Agrarministère. An ech muss soen, datt mer do an der Zesummenaarbecht gutt leien, genauou gutt wéi natierlech och eng Kéier de Centre mosellan, wéi en elo genannt gëtt - den Numm soll jo herno fonnt ginn -, zesummen och mat der Entente touristique do, fir effektiv och do e flott Bild ze bréngen, eng Tribün, eng sougotes Fënster weise vun eisem Wäin op der Musel.

An dat, wat do entsteet, datt soll jo dann 2024, mengen ech, ageweit ginn. Ech war selwer och an den Initiativen derbäi, wéi d'Pläng ausgeschafft goufen, zesummen deemools mam Françoise Hetto als Tourismusministesch hu mer et op de Wee bruecht. Ech weess, datt d'Francine Closener deemools och virun dru matgeschafft huet, dat zesumme mam Fernand Etgen. Also ware scho méi Acteuren drun. Och virdu ware schonn Iwwerleeungen, déi gemaach goufen. Ech mengen, och do d'Madamm Modert selwer, déi et hei zitéiert huet, déi och deemools mat un dem Ursprung war. Also do huet jiddwereen eigentlech den Interêt, fir dat virunzebréngen. An ech hoffen, datt et elo nom Spatestéich vun 2018 séier virugeet, datt endlech och dee Centre da kann entstoen an och do ass.

Et gouf hei ugeschwat: Natierlech, wa mer schwätze vun Tourismus, da brauche mer och grad dann ... Wann een Alkohol drénkt, geet et jo drëm, esou mann wéi méiglech Trajeten ze maachen. Et hëlleft also och, datt een op der Plaz ass oder relativ no bei der Plaz ass. An dofir sinn natierlech och Hotelszëmmerer respektiv Logementsënnerbréngunge wichteg. An dofir ass et och ëmsou méi wichteg, fir ze kucken, Konzepter auszeschaffen, wéi mer dat fäerdegbréngen.

Et gouf hei ugeschwat d'Bauen an de Gréngzonen. Ech mengen, ech huelen déi Elementer do mat virun un d'Ëmweltministesch. Ech entschëllegen, datt se de Mëtteg net kann derbäi sinn, well se effektiv zu Glasgow op der COP ass ...

**(Hilarité générale et brouhaha)**

... an do natierlech och ...

Ech hoffen, datt se net op der „Kopp“ ass!

■ **M. Sven Clement** (*Piraten*):- Nom Pättchen, deen ee gedronk huet, ass een heiansdo op der Kopp, dat stëmmt!

■ **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:- Dat géif ech dem Carole Dieschbourg elo net wënschen, mee ech mengen, déi eis do international vertritt bei de Verhandlungen ronderëm de Klimaschutz an eis sécher och eng Rei vu richtegen Interventiounen mécht an dann och eng Rei vu Feedbacken an d'Chamber wäert mat eriwuerbréngen.

Ech mengen, och de Kongresstourismus gouf hei ugeschwat, wou ech och muss soen, datt jo ganz vill geschitt ass an deene leschte Joren. Hei gëtt effektiv scho ganz vill gemaach. An och hei huet grad d'Pandemie eis e bësse gebremst an där Saach. Mee ech mengen, dee Streaming, dee leeft awer. An ech mengen, et ass hautdesdaags awer esou, wann effektiv Leit dann an d'Stad kommen, datt och d'Musel mat verbonne gëtt, fir och hei da kënnen nämlech déi richteg Akzenter ze setzen.

Klimawandel, Ëmweltschutz goufen ugeschwat vun Einzelnen hei. An ech mengen, natierlech ass et esou, datt op där enger Säit sécher de Wäibau genaousou gutt wéi och d'Landwirtschaft u sech de Changement climatique ze spiere kréien. Ech mengen, hei ginn ëmmer erëm virun allem Dréchtenen zitéiert, déi spillen, et gëtt Naturkatastrophen, déi gespilt hunn.

Et gëtt e klengen Ofleeër, e positiven Ofleeër: datt natierlech d'Usteige vun den Temperaturen derzou féiert, datt mer eventuell och aner Wäinzorte kënnen hei op Lëtzebuerg kréien. Dat ass een Ofleeër dovun. Mee deen aneren ass vill méi schlëm.

An dofir ass et evident, datt natierlech och an der Landwirtschaft u sech, an do gehéiert dann natierlech och als grouss Pilier de Wäibau derbäi, déi néideg Efforte musse gemaach ginn, fir eng nohalteg Landwirtschaft, en nohaltege Wäibau ze maachen, wou déi dräi Komponente musse erëmkommen. Mir hunn do vill och vun där wirtschaftlecher geschwat. Mir schwätze vun der ekologescher elo an dat heescht d'Erhaltung vu Biodiversitéit, Ëmweltschutz et cetera.

Ech mengen, hei sinn eng ganz Rei Pisten opgezeecht ginn. De Verzicht op Glyphosat, do war d'Musel déi Éischt, déi et gemaach hunn. Doriwwer eraus, mengen ech, sinn och si déi, déi ganz vill an dem Beräich vun Innovatioun, Recherche ënnerwee sinn, wat eng ganz Rei vu Léisunge kënnen sinn.

An dann, mengen ech, ass, wéi schonn zitéiert, wéi d'Biolandwirtschaft natierlech och de -Wäibau een, dee mer brauchen, fir och virun allem déi Ziler, déi mer eis gesat hunn, an Zukunft kënnen ëmzesetzen.

Déi Zuelen, déi hei genannt gi sinn: Ech hunn e bessen aner Zuelen, dat schéngen e bësse méi aktuell ze sinn.

Mir sinn de Moment bei 22 Wënzer, déi, soen ech emol esou, Biowäinproduzente sinn oder ginn. Ënner deenen 22 sinn der 8, déi partiell ëmgestige sinn, an et sinn der 3 an der sougenannter Konversionsphas vun dräi Joer. Wann ech déi derbäihuelen - déi 7, pardon, 7! -, si mer also 22 Wënzer, déi et entweder sinn oder déi um Wee sinn, effektiv de Biowäibau zu Lëtzebuerg ze maachen.

An dobäi komme mer dann och op 505 Hektar. Dat ass en anere Prozentsatz, wéi Dir ..., wéi gesot gouf vu 5 %. Mee dat sinn d'Zuelen, déi ech elo aktuell kritt hunn effektiv vu menge Servicer. An do komme mer op ongeféier 8 %.

Mir gesinn also: Mir sinn nach net do, wou mer wëllen hin, mee mir gesinn, datt mer an där richteger Richtung sinn. An ech muss soen, wann een effektiv och mat de Wënzer op der Musel schwätzt, mengen ech, ass et och do esou, datt et drëm geet, e Mateneen ze maachen, fir eng nohalteg Produktioun am Wäibau ze maachen. Et ass och dat, mengen ech, wat ech vun all deenen anere Riedner hei op dësem Pult héieren hunn a wat ech och esou positiv opgräifen.

D'Diskussioun, déi grad och kënnt, ass déi: Mir kréien eng nei europäesch Agrarpolitik, déi deemächst elo am Europaparlament dann och wäert gestëmmt ginn. Doriwwer eraus schaffe mer intensiv um Lëtzebuerger Plan stratégique, dem PSN, wou ech mat allen Acteuren diskutéiert hunn, och mam Wäibau sinn ech do amgaangen. Ech hat och eng éischt Ronn gedréit an der Chamber.

D'Ufro, mengen ech, vun der Madamm Modert war och, fir selbsterständlech an d'Chamberskommission nach eng Kéier ze kommen. Ech hat dat och gesot bei där leschter Kommissiounssitzung, wou Der leider verhënnert waart, datt ech natierlech, wat mer méi konkret ginn, nodeem mer och am Regierungsrat waren, parallel dozou dann och d'Chamber informéieren, wat am PSN steet.

An ech mengen, et ass evident, datt och grad iwwert d'Consultation publique, déi jo elo no an no ofgeschloss gëtt, nach eng Rei Elementer derbäikommen, an dann ass dee Pabeier fäerdeg, dee mer musse ficelière bis Enn des Joers, fir en dann op Bréssel och ze schécken, an op Basis vun deem mer da jo och eist Agrargesetz musse erstellen.

An deem Kader ass och vill Diskussioun ronderëm den Impakt vun der neier PAC par rapport zum Wäibau. A bei den Diskussiounen do ronderëm déi Jetonen, mengen ech, muss een awer eng Kéier kloerstellen, datt, wa mer herno fäerdeg sinn an dee ganze Package eng Kéier kucken, deen entsteet, da wäerten d'Wënzer de Gewënner gi vun dëser Reform, wat déi direkt Bähilfe betrëfft. Et ass richteg, datt de Moment de Jeton vun de Wënzerbetreiber ronn 100 Euro méi héich ass, wéi dat an der Moyenne am Land ass.

Dir wësst, mengen ech, datt och effektiv virgesinn ass, datt dësé Jeton, de sougenannten Droit au paiement, am éischte Pilier landeswäit soll gläich sinn ab dem Joer 2027. Fir dohinnerzuekommen, mengen ech, wäert et esou sinn, datt dann e Paiement de base wäert ausbezuelgt gi vun 145 Euro den Hektar. Dat ass natierlech manner, wéi dat de Moment de Fall ass.

Et ass awer esou, datt jo och an dem System virgesinn ass, datt de Greening ersat gëtt duerch d'Eco-Schemes, Eco-Schemes, déi op d'mannst 25 % vum Budget musse bedeuten am éischte Pilier. An eng vun deene Moosnamen ass zum Beispill d'Verwirrmethode bei de Wënzer, déi de Moment scho genotzt gëtt vun deenen. An et ass och ugeduecht, datt mer déi (veuillez lire: déi Ënnerstëtzung, genannt RAK-Primm) géifen erhéien op 320 Euro pro Hektar, wat de Moment 197 Euro sinn, wou een also e gudden Deel vum Ausgläich ka maachen.

Deen aneren ass deen, wéi scho gesot, mengen ech, vum Tess Burton hei, datt mer effektiv kucken, fir bei deenen eenzelne Verdeelunge virun allem déi kleng Betriber ze ënnerstëtzen. Dat heescht, datt mer och virun allem op den éischten Hektare méi ginn. An opgrond dovun sinn natierlech och all d'Wënzer betrëfft, déi net esou vill Hektaren hunn, soudatt also och do nach eng Kéier 30 Euro kënnen bäikommen, respektiv 70 Euro, deemno wéi héich déi Hektare sinn, soudatt een, wann een alles zesammenhëlt, mat derniewent nach den Aides jeunes, déi entstinn, herno effektiv de Montant, dee wäert kommen, muss am Ganze gesinn. A wann een alles zesammenhëlt, wäert op kee Fall de Wënzer de Verléierer sinn, mee éischter de Gewënner sinn, natierlech bezunn op méi kleng Betriber.

Derniewent kënnt och nach, datt mer eng zousätzlech ..., et gëtt och d'Landschaftsflügeprimm bei de Wënzer substanzuell erhéicht. D'Situatioun ëm 100 Euro pro Hektar gëtt souguer eropgesat bis op 950 Euro bei extremer Steillagen. An och dat si substanzuell Hëlfehen.

Also, wéi gesot, bei dëser Reform wäerten de Wäibau an d'Wënzer mat Sécherheet Gagnants sinn. Dat ass och gutt an dat ass och richteg esou!

Et waren nach e puer konkret Froen, déi gestallt gi waren hei. Zum Deel sinn der ewell e puer beäntwert ginn.

Elo engersäits mat de Wéngertepéil: Also, et ass esou, datt effektiv dat och am Budget 2022 virgesinn ass - ech hat dat an der Chamberskommission erkläert. An deem Artikel, deen engersäits d'Asammele vum Siloplastik, awer och d'Wéngertepéil betrëfft, ass dat och am Budget 2022 virgesinn a gëtt iwwert de Budget vum Agrarministère awer bezuel. Ech mengen, dat ass eng Präzisioun, déi ech wollt ginn. Och do, mengen ech, ass also eng Kontinuitéit dran.

Dann, d'Saach vun de Flaschen ass geregelt. Ech mengen, do ass et jo esou, datt een Amendement stattfonnt huet, wat effektiv dat dote regelt. Dee Problem, mengen ech, ass also kee méi, deen ass also geléist ginn.

Da war nach d'Fro opkomm ronderëm d'Bauen an der Gréngzon et cetera. An do, mengen ech, géif ech drop verweisen, datt d'Ëmweltministesch net hei ass an datt een dat eng Kéier soll zesumme mat hir vläicht kucken an der zoustänneger Kommissioun, an der Ëmweltkommissioun, oder eng Kéier eng Jointe maachen, fir dat a Rou eng Kéier ze analyséieren an dann och déi richteg Äntwerten do kënnen ze kréien.

Dann, wat de soziale Volet betrëfft: Ech hu gesot, datt fir mech ..., nohalteg ass e Volet, engersäits wirtschaftlech, ekologesch, awer och sozial. An do ass et evident esou, datt ech villes ënnerstëtze vun deem, wat hei gesot gouf, datt mer natierlech och musse kucken, datt eng sozial Ofsecherung, eng besser sozial Ofsecherung, do ass. An do zwou Pisten, déi ech nëmme wëll opzeechnen.

Déi éischt ass déi, déi ech de Wënzer schonn offréiert hunn. Am Kader vun der Mutualité des employeurs ass et jo esou, datt all Independant sech selwer an déi Mutualité ka mellen. Dat gëtt seele gemaach. Et sinn der eng Rei, déi dat effektiv verpasst hunn. Dat ass net obligatoresch, dat ass fräiwëllig.

Mee wann ech dat maachen, da kann ech an deem Moment och natierlech profitéieren vun deene Mutualitéitsiddien, déi hannendru sinn, datt heescht d'Bezuelen zum Beispill am Krankheitsfall vum éischten Dag un. Dann ass et zum Beispill och de Congé pour raisons familiales, dee gespilt hätt, wéi en elo fir aner Leit gespilt huet, déi effektiv iwwert de System an der Mutualité gemellt waren.

Nëmme dat sinn zwee Punkten, wéi mer scho kënnen opfänken. An et sinn nach eng Rei aner Avantagen do derbäi.

An dann hannendru d'Diskussioun ronderëm d'Pensiounen: Jo, dat hu mer gemaach. Do steet am Programm eng Analys dovun. Mir hunn déi Analys esou duerchgezunn op Basis virun allem vum Reglement vum 27. Juni 2016, wou jo dat geregelt ass, wat als Revenu geholl gëtt, fir eebe Cotisatiounen ze bezuelen.

A bei de Pensiounen ass et einfach. Ech mengen, déi meescht, déi heibanne sinn, wëssen dat. Et gëtt zwee Facteuren, engersäits: „Wéi vill Joer hunn ech abezuel?“ an zweetens: „Wat ass de Montant, deen ech abezuel hunn?“ A wat dee Montant natierlech méi héich ass, wat d'Pensioun herno och méi héich ass. Do ass also eng Logik derbäi.

An dofir musse mer eebe kucken, wéi mer dat heite kënnen matspillen an dat, wat elo definéiert ass als Marge brute standard, datt een eebe kuckt, wéi een dat nei definéiert. Do hu mer eng Rei Froen, déi mer engersäits och un d'IGSS ginn hunn, fir ze analyséieren engersäits: Wéi vill gëtt de Moment cotiséiert? Wéi vill sinn et der, déi cotiséieren? Wat sinn d'Montante vun de Cotisatiounen? Wat sinn d'Montante vun de Pensiounen, déi ausbezuel ginn? Wéi héich misste mer dann déi Montante setzen, datt aner Pensiounen derbäi erauskéimen?

Alles dat ass eng Analys, déi mer zum Deel ofgeschloss hunn, mee awer nach net ganz ofgeschloss hunn, fir da kënnen mat engem Modell erëmzuekommen, deen een dann och kann adaptéieren, fir dann och an Zukunft am Beräich vun de Pensiounen déi richteg Entscheedungen ze huele fir eis Wënzerinnen a fir eis Wënzer.

Zum Schluss vläicht, mengen ech, nach e puer Iwwerleeungen a fir mech nach eng Kéier de Plädoyer, datt mer en exzellente Wäin a Cremant hei zu Lëtzebuerg hunn, datt mer do solle virun an der Linn bleiwen, fir Qualitéit ze férdere, och esou op deem Qualitéitsniveau d'Präisser ze adaptéieren. De Konsument ass bereet, Qualitéit ze bezuelen. Dat ass bei alle Produkter esou an dat ass och beim Wäin esou.

Wat ech och gemierkt hunn awer, ass, datt mer ganz vill jonk Wënzer hunn, déi wëllen an dee flotte Beruff eraklappen. Dat ass flott ze gesinn. Dat ass iwwregens och an der Landwirtschaft generell de Fall, datt der ganz vill do sinn, déi wëllen effektiv dës flotte Beruff ausüben.

A grad, mengen ech, och d'Pandemie huet Loscht ginn, fir effektiv déi lokal, regional Bioprodukter



hierstellen hei zu Lëtzebuerg. An doriwwer eraus, mengen ech, soll an Zukunft virun allem de Wäin-tourismus, Erlebnistourismus eng grouss Plaz hei zu Lëtzebuerg kréien, fir dann och virunzekomme mat dem Verkauf.

Bon, wéi gesot, vu villen och schonn hei zitéiert: Mir kréien d'Geleeënheet, d'nächst Woch um Glacis bei der „Fête des Vins et Crémants“ dës Produkter ze genéissen. Ech mengen, dat ass eng flott Plaz, fir och kënne mat de Wënzerinnen a Wënzer nach eng Kéier als Parlamentarier iwwer Problemer ze diskutieren a Léisungen ze sichen.

An deem Sënn, merci fir dës Interpellation! An ech géif soen, kommt, mir selwer paken eng Hand hei mat un a mir fuere virun, de Lëtzebuerg Wäin a Cremant ze genéissen!

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Här Wäibauminister Romain Schneider. D'Diskussion ass elo ofgeschloss.

## Motions

Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung vun de verschiddene Motiounen.

### Motion 1

Fänke mer u mat der Motioun Nummer 1. Dat ass déi, déi vum Här Gilles Baum deposéiert ass ginn. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Madamm Octavie Modert.

■ **Mme Octavie Modert (CSV).** - Jo, merci, Här President. Grosso modo kann een déi Motioun hei ënnerstëtzen. Ech hätt vläicht nach zwou Froen an ee Virschlag do derzou, wann et erlaabt ass.

Bon, ech hätt gefrot: Wat ass dat fir eng „stratégie de développement des vins luxembourgeois“, déi hei zweemol ernimmt ass? Well dat ass eng, déi scho méi al ass an déi, mengen ech, och net méi hautdesdaags kann aktuell sinn.

Meng zweet Fro wär gewiescht: Ass et éischer « mettre en place un cadre clair pour les salles de dégustation », andeem een dann dat Wuert „légal“ géif ewechloossen?

Mäi Virschlag wär fir dee leschten Tiret - wat do drasteet, ass net 100%eg korrekt -, do géif ech virschloen, an ech hat dat och scho viruginn, dat ee géif schreiwen: « poursuivre ses efforts pour une viticulture toujours plus durable, et soutenir le développement de cépages plus résistants aux maladies », an esou weider an esou virun, « et ne nécessitant pas ou peu de traitements phytosanitaires ». Da wär et nämlich korrekt, wat dann do steet. An ënnert deene Konditiounen, falls dat ugeholl gëtt, da géif d'CSV déi hei och mat ënnerschreiwen, matstëmmen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Modert, fir déi Verbesserungen. Ech ginn d'Wuert un den Auteur vun der Motioun.

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Jo, ech soen der Madamm Modert Merci. Mir hunn dat effektiv beim leschten Tiret zesumme gekuckt. Ech hunn dat och mam Här Minister nach eng Kéier gekuckt. Also, mir si frou, Madamm Modert, fir déi Textpropos, déi Der gemaach hutt, a mir huelen déi natierlech ganz gären un.

### Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- soulignant l'importance de la viticulture pour le Luxembourg, tant au niveau économique, touristique que culturel ;

- saluant le progrès au niveau de la qualité des vins et crémants luxembourgeois au fil des dernières décennies ;

- constatant que le secteur viti-vinicole a été profondément touché par la pandémie du covid-19 ;

- saluant que le Gouvernement a mis une panoplie d'aides à disposition des viticulteurs afin de surmonter cette pandémie ;

- saluant qu'une stratégie de développement des vins luxembourgeois a été présentée par le ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ;

- considérant la volonté du Gouvernement de faciliter le tourisme rural et la création de gîtes ruraux dans le respect de la loi sur la protection de la nature ;

- convaincue que les salles de dégustation sont une plus-value, tant au niveau de la promotion et de la vente de produits viticoles que pour l'attractivité de la Moselle comme destination touristique ;

- constatant qu'il existe des incohérences au niveau des régimes de pensions des viticulteurs ;

- observant que le changement climatique a un effet non négligeable sur la viticulture ;

- considérant que le Gouvernement s'est engagé à promouvoir des modes d'exploitation agricoles du-

rables, qui préservent la biodiversité et protègent les ressources en eau et la fertilité des sols en limitant l'usage de pesticides ;

- notant que le plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique a pour objectif d'atteindre 20 % des surfaces agricoles du Luxembourg exploitées en agriculture biologique à l'horizon 2025,

invite le Gouvernement à

- garantir la mise à disposition de moyens nécessaires pour promouvoir efficacement le secteur viticole luxembourgeois, tout en considérant les spécificités des différents producteurs ;

- soutenir le Fonds de solidarité viticole dans la mise en œuvre les conclusions tirées de la stratégie de développement des vins luxembourgeois ;

- mettre en place un cadre légal clair pour les salles de dégustation ;

- achever au plus vite le centre mosellan à Ehnen, ainsi qu'à promouvoir l'œnotourisme en général ;

- éliminer les incohérences existantes au niveau des différents régimes de pension des viticulteurs ;

- continuer à promouvoir la viticulture durable et biologique, notamment dans le cadre du PAN-Bio 2025 ;

- poursuivre ses efforts pour une viticulture toujours plus durable, et soutenir le développement de cépages plus résistants aux maladies et ne nécessitant pas ou moins de traitements phytosanitaires.

(s.) Gilles Baum, Tess Burton, Georges Engel, Chantal Gary, Carole Hartmann.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Baum.

Kënne mer elo zum Vott vun dëser Motioun kommen?

### Vote sur la motion 1 modifiée

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

### Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Dat ass déi Motioun, déi vun der Madamm Modert deposéiert ginn ass. Wëllt nach een zu där Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Tess Burton!

■ **Mme Tess Burton (LSAP).** - Jo, merci, Här President. Ech géif do gär kuerz zu verschiddenen Invitten eppes soen. Ech mengen, de Minister ass op eng ganz Rei Punkten agaange gewiescht, zum Beispill déi Evaluation vum Impakt vun der Pandemie, déi soll gemaach ginn. Déi ass amgaang ze lafen. An do hat de Minister eis et jo och schonn ugekënnegt, soubal dat ofgeschloss ass, géif en eis dat och an d'Kommission presentéiere kommen. An elo grad huet e jo och nach gesot, dass do eventuell, wann néideg, souguer nach kéinten Aidë weider ausbezuelt ginn.

Bon, zur Strategie, zu enger neier Strategie ass grad de Minister drop agaangen, dass warscheinlech verschidden Upassung wäerte gemaach ginn, mee dass elo net virgesinn ass, eng komplett nei Strategie op de Wee ze bréngen.

A bon, hei ginn och d'Budgeten ugeschwat fir d'Campagne, fir verschidde Campagnen. Ech mengen, och do ass haut e puermol gesot ginn, dass zum Beispill eng Rei Festivitéite jo elo och geplangt si fir de Cremant, wou sécher ganz vill Reklamme och wäert gemaach ginn, an och d'„Fête des Vins et Crémants“ wäert dozou bäidroen, fir de Leit hei zu Lëtzebuerg de Wäi méi no ze bréngen.

Bon, da wollt ech nach just kuerz eppes soen, da schreift Der hei, fir de Secteur vun der Gastronomie méi mat anzebannen. Ech mengen, och grad dat ass eng vun den Aufgabe vun dem ORT, déi dat awer eigentlech och maachen. Et gi jo och do Initiative wéi de „Wine Cheese Enjoy“ an de „Wine Lights Enjoy“, wou jo och d'Restaurante kënne matmaachen. Dofir ass dat net néideg, fir nach eng Kéier extra dorobber anzegoen, well dat scho gemaach gëtt.

Wéi gesot, et sinn eng Rei Invitten, déi schonn um Lafe sinn, an dowéinst géife mir déi heite Motioun och net matstëmmen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Burton. Madamm Modert.

■ **Mme Octavie Modert (CSV).** - Jo, merci, Här President. Also, ech sinn elo e bëssen iwwerrascht. Wa jo déi Saachen um Lafe sinn, da kann ee jo och eng Motioun unhuelen, da wier dat jo guer kee Problem.

Ech muss awer soen, fir hannen unzefänke vun deem, wat Der gesot hutt, dat et d'Aufgab vum ORT wär, fir d'Gastronomie ze associéieren an de „Wine Taste Enjoy“. Dat ass jo net richtig! Dat ass net dat. Déi maachen doranner näischt. Dat huet och näischt mateneen ze doen. Et geet och guer net dorëmmer!

Et geet drëm, dat d'Gastronomie insgesamt méi agebonne gëtt an eng Campagne de sensibilisation, fir de Lëtzebuerg Wäin ze vermaarten, dat d'Gastronomie selwer och dovunner ka beneficiéieren, dat si selwer kann Aktiounen matmaachen. A virun allem geet et drëm, dat mer mat esou geännerten Zäiten, wéi mer se de Moment hunn, net kënne bei deem stoe bleiwen, wat ass, an dat et mat punktuellen Aktiounen, déi relativ klenger Natur sinn, net duergeet.

Ech ginn elo guer net op den X-Logo an, wat am Fong eng Klenggeeket ass vun där ganzer Saach, deen och uewen op der Kapsel vläicht net déi beschte Plaz huet. Do kéint ech och nach aner Saachen dozou soen, wat hei kee Sënn mécht.

Mee ech mengen, dat wierklech eng ganz nei Campagne muss opgegraff ginn, dat ee muss ganz nei Richtunge goen, dat ee muss richtig, richtig Mët-telen doranner ginn, dat mer eemol erëm ukommen an dat mer dat lassgeäist kréien, dat déi Meenung do ass, de Lëtzebuerg Wäin wär net gutt, dat dat Onwëssen do ass, dat et Lëtzebuerg Wäin gëtt, deen héichqualitativ ass, an dat mer endlech eng Kéier duerchbriechen.

Well mat deenen anere Saachen, dat si flott eenzel Moosnamen, mee dat geet net duer an dat mécht och keng insgesamt Strategie aus, fir kënnen dem Lëtzebuerg Wäin eng richtig Zukunft ze bidden.

Et ass dacks genuch elo gesot ginn: Et si vill Jonker, déi sech interesséieren. Et si vill Jonker, déi doheemleiw. Mee do ass et néideg, dat dat ka gemaach ginn.

Mir sinn esou e klengt Wäibauland, dat mer richtig méi mussen eng Kéier do grous opzéien, dat et gewosst ass, dat et et gëtt. Dat jiddwer Einzelne natierlech och muss seng Aarbecht dobäi maachen, dat ass ganz kloer. Mee et gëtt där net esou vill. Do muss och eppes lwwergräifendes méi dobäi gemaach ginn.

An dofir kann ech net verstoen, an dofir maachen ech och nach eng Kéier den Appell: Dat, wat hei drasteet, ass näischt, wat lech wéi muss doen! Et sinn och Saachen, déi Der schonn emol gutt fonnt hat. Dofir géif ech wierklech d'Majoritéit opruffen, fir dat hei unzehuelen am Interessi vum Wäibausecteur.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Modert.

Et ass keng weider Wuertmeldung méi do, da kënne mer zum Vott vun der Motioun Nummer 2 kommen.

### Vote sur la motion 2

De Vott fänkt un.

■ **Mme Octavie Modert (CSV).** - Well wann Der se net unhuelt, widderspricht Der lech mat Ärer eegener Motioun!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - De perséinleche Vott. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 28 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 31 voix contre 29 voix.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes (par M. Jean-Paul Schaaf), Marc Lies, Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Gilles Roth) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

■ **Mme Octavie Modert (CSV).** - O jo, 31:29, dat ass ëmmer!

## Motion 3

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Da kéime mer zur Motioun Nummer 3.

■ **Une voix.** - 28.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Dat ass déi Motioun, wou e veritabele Statut vum Wënzer gefrot gëtt. Wëllt nach een zu där Motioun Stellung huelen? Madamm Tess Burton.

■ **Mme Tess Burton (LSAP).** - Jo, ech mengen, ech wollt hei vläicht och nach eng Kéier just dat widderhuelen, wat de Minister gesot huet: dass déi sozial Ofsécherung ganz wichteg ass. En ass do op déi Saach mat der Mutualitéit agaangen an och déi Saach vun de Pensiounen, déi mer och an eiser éischer Motioun schonn draosten haten, dass do d'Analysis leeft. Dofir ass net gefuerdert, fir do en extrae Statut ze kreéieren. An dofir géif ech och hei proposéieren, déi hei Motioun ofzeleenen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Burton. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Modert.

■ **Mme Octavie Modert (CSV).** - Jo, also, ech weess jo net, ob Der se net gelies hutt. Wat de Minister gesot huet, ass zwar richtig, mee dat ass awer net dat, wat hei drasteet. Ech hunn aner Saache gefrot wéi dat, wat de Minister gesot huet! Wat de Minister gesot huet, dat ass do, dat ass richtig mat der Mutuelle. Mee hei stinn aner Saachen dran. Hei geet et guer net em dat, wat hie gesot huet!

Hei geet et drëm, dat se och kënnen en Invalideregimm kréien, deen haut net méiglech ass fir en In-dependant op déi Fassong do, wéi en néideg wär. Dat een hinnen iwwergangswies e Congé thérapeutique géif kënne ginn, dat kann eventuell mat der Mutuelle esou gesi ginn. Mee dat ass awer trotzdem net dat!

Mat de Pensiounen, jo, dat huet e gesot gehat. An hei geet et och drëm, fir ze hëllefen, dat e Betrib, dee soll iwwergoen op een, deen net vun de Kanner vum Wënzer ass, ka besser goen.

Also, dat si ganz aner Saache wéi dat, wat de Minister gesot huet. Et gëtt also keng Ursach, fir déi hei net unzehuelen. Dat hei ass ganz wichteg, fir de Wënzer ze hëllefen. Hei musst Der Jo soen!

### (Exclamations et brouhaha)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Modert.

Et ass keng weider Wuertmeldung méi do. Da kënne mer och zum Vott vun der Motioun Nummer 3 kommen.

### Vote sur la motion 3

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass bei 28 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 3 est rejetée par 31 voix contre 29 voix.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marc Spautz), MM. Aly Kaes (par Mme Octavie Modert), Marc Lies, Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Gilles Roth) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

### Motion 4

Da kéime mer zur Motioun Nummer 4. Dat ass déi Motioun, wou et em d'Naturschutzgesetz geet. An do wëllt den Här François Benoy d'Wuert ergräifen.

■ **M. François Benoy (déi gréng).** - Jo, villmools merci, Här President. Wéi Der gesot hutt, geet et em d'Naturschutzgesetz, méi speziell em nei Constructiounen respektiv existéierend Constructiounen



an der Zone verte. Ech wëll do prezisierien: d'Zone verte, déi destiné ass, fir eidel ze bleiwen, ausser fir Constructiounen, wou et ëm landwirtschaftlech Aarbechte geet, déi awer och indispensabel solle si fir d'Exploitatioun.

Da gëtt iwwert dee Projet de règlement grand-ducal geschwat, wou et eben ëm verschiddenen Typen vu Constructioun an der Zone verte geet, e Projet de règlement, deen an der Prozedur am Moment ass, wou och nach keen Avis vum Staatsrot doläit.

An der Motioun gëtt geschwat dovun, dass d'Transformatioun vun Drauwen, d'Commercialisatioun vu Produits viticoles verbuede wäeren an och net autorisieré géife ginn an der Zone verte. Dat ass awer net de Fall. Et gëtt natierlech eng gewësse Fläche, déi am Moment och applizéiert gëtt do, mee souwuel d'Transformatioun wéi och d'Cuverie wéi d'Schmaachen wéi d'Commercialisatioun si méiglech, awer natierlech nëmmen esou, wéi och d'Gesetz et am Kader vun deenen Dispositiounen, déi ech och elo zum Deel virdu genant hunn, virgesäit.

Da steet och hei, dass dat am Moment net méiglech wär, also « que tel fut possible jusqu'à l'heure actuelle ». Also, do wëll ech just soen: Dat neit Naturschutzgesetz ass vun 2018, wou prezisieré ass, dass et ëm „constructions indispensables“ geet. Dat heescht, och deen Tret, mengen ech, ass esou net richteg.

Bon, wéi et virdu gehandhaabt ginn ass mam alen Naturschutzgesetz, ech kommentéieren dat elo weider net. Ech weess et vläicht och net esou gutt wéi aner. Do iwwerloossen ech d'Appreciatioun aneren.

Op jidde Fall, dat heiten ass e Règlement grand-ducal, dee soll Kloeerheet ginn, dee soll Rechtsécherheet ginn, e soll och konform sinn zu deem Gesetz, wat an der Chamber hei gestëmmt ginn ass.

Da gëtt hei och gesot, dass dee Projet de règlement grand-ducal net de Besoin géif entspreche vun dem Secteur. Also, dee Règlement grand-ducal ass duerch de Regierungsrot gaangen. Wann en Text duerch de Regierungsrot geet, da gëtt e jo och mat deene verschiddenen ..., an deem Fall, wat elo an de Riede gesot ginn ass, souwuel mat dem Wäibau wéi och mat dem Tourismus ofgeschwat. Dat heescht, ech kann déi Behauptung eigentlech esou net stoe loos. An ech hu vollst Vertrauen an d'Regierung, dass dat an deem Sënn och passéiert ass.

Da gëtt och hei gesot mat den ..., dass am Moment dat Ganz, dass dat den Développement vum Secteur viticole géif bremsen. Ech klasséieren dat als eng Behauptung dohin, wou ech awer net onbedéngt ..., wat einfach eng Behauptung ass, ëmmer einfach emol esou eppes ze soen.

Wéi gesot, ech kommen zu menger Konkusioun: De Règlement grand-ducal, ëm deen et hei geet, e gëtt aviséiert am Moment. En ass ganz am Sënn vun dem Naturschutzgesetz, wat jo an där heiter Chamber och gestëmmt ginn ass, an en ass och a Concertatioun souwuel mat dem Wäibau wéi dem Tourismus ofgestëmmt.

Dann, an deenen aneren Invitte geet et zum Deel och drëm, wou gesot ginn ass, dass d'Prozedur solle vereinfacht ginn, administrativ Saache solle vereinfacht ginn, wat en Zil ass, fir dat déi heite Regierung sech souwiso op allen Ebenen immens staarkmécht.

An deem Sënn, déi heite Motioun kënnen mir net matstëmmen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Benoy. An och hei ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, déi honorabel Madamm Modert.

■ **Mme Octavie Modert (CSV).** - Villmoos merci, Här President. Mee, Här Benoy, ech recommandéieren lech, de Projet de règlement grand-ducal ze liesen, deen Är Ministesch deponéiert huet oder an d'Prozedur geschéckt huet. Do steet nämlech dran, dass keng Commercialisatioun an all déi Saachen - kee Pressoir, kee Bar à vin, esou ass do beschriwwen - méiglech wäeren an der Gréngzon.

Ech recommandéieren lech, deen ze liesen, dann zielt Der net dat, wat Der elo hei gesot hutt, well dat ass nämlech net esou!

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Très bien!

■ **Mme Octavie Modert (CSV).** - Dat ass dat Éischt.

An dat Zweet, wann Dir sot ..., an da kann ech mer jo net virstellen, dass déi gréng Deputéierten dergéint sinn, dass an der Gréngzon och nach kann eng Wäistuff gemaach ginn. Wann ech héieren, wat ëmmer plädéiert ginn ass vun hinnen, fir Önotourismus ze maachen, och nach bei der Interpellatioun iwwert de ländleche Raum, da geet dat jo guer net. Also, ech ka mer net virstellen, dass déi gréng Deputéierten do dergéint sinn!

An da muss ech natierlech den Här Wäibauminister froen, wat hien da vun deenen Dispositiounen hält, wann elo den Här Benoy gesot huet, Dir wäert d'ac-

cord gewiescht am Regierungsrot mat deem Text, dee jo schliisslech do derduerchgaange wär.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Modert. Och hei ass keng weider Wuertmeldung méi do. Da komme mer och zum ...

#### (Interruptions)

Nee, den Här Wäibauminister wëllt och nach Stellung dozou huelen.

■ **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Bon, den Här Wäibauminister gouf ugeschwat, dann äntwären ech selbstverständlech drop. Ech mengen, et ass esou, wéi den Här Benoy gesot huet: Mir haten dee Projet do am Regierungsrot. Mir hunn am Virfeld och mat der Ëmweltministesch iwwert d'Applikatatioun geschwat.

Eppes muss ee soen: dass dat Règlement endlech Kloeerheet schafft! Well virdu war dat esou e bëssen eng Lastikssaach, déi ëmmer erëm fonctiounéiert. Hei weess ee ganz genau, wat mer hunn.

An et ass och esou, mengen ech, wann d'Méiglechkeeten do sinn, wann d'Ouverture sinn, dann ass et och esou, dass den Ëmweltministère scho kuckt, wou effektiv och Machbarkeete sinn. An ech mengen, do sinn allkéiers och Léisunge fonnt ginn.

An deem Sënn, ech hunn dee Projet am Regierungsrot ënnerstëtzt, ech ënnerstëtzen e selbstverständlech och elo nach.

■ **Mme Octavie Modert (CSV).** - Dont acte! Dont acte!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Wäibauminister. Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Modert.

■ **Une voix.** - Nee, si wollt näischt méi soen.

■ **Mme Octavie Modert (CSV).** - Dont acte! Merci, Här President.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci. Ech mengen, da kënnen mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 4 kommen.

#### Vote sur la motion 4

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass mat 25 Jo-Stëmme géint 35 Nee-Stëmme ofgeleent.

*Ont voté oui :* Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Félix Eischen), MM. Aly Kaes (par M. Marc Lies), Marc Lies, Georges Mischo (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Gilles Roth) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen);

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

*Ont voté non :* MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue;

MM. Sven Clement et Marc Goergen;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

#### Motion 5

Da komme mer zur Motioun Nummer 5. Dat ass am Fong geholl déi, déi freet, fir Assises viticoles ze organiséieren. Wëllt nach een d'Wuert zu dieser Motioun ergräifen? Madamm Tess Burton.

■ **Mme Tess Burton (LSAP).** - Jo, merci, Här President. Jo, hei gëtt gefrot, fir Assises viticoles ze organiséieren. Dat iwwerrascht mech eigentlech e bëssen. Ech mengen, mir kënnen jo vläicht einfach higoen an de „Lëtzebuurger Wäibaudag“, deen et scho säit 13 Joer gëtt an deen alljoers organiséiert gëtt vum Wënzerverband, ëm benennen. Mee dat do gëtt et jo eigentlech schon, wou alljoers eng Kéier iwwert d'Erausforderungen am Secteur mat de concernéierte Leit geschwat gëtt. Dofir ass déi heite Motioun net néideg.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Burton. An och hei geet d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Modert.

■ **Mme Octavie Modert (CSV).** - Mee, Madamm Burton, Dir wësst jo awer och, dass de Wäibaudag

eng komplett aner Zort vun Organisatioun ass wéi Assises viticoles, wat eng Zort Bi- oder Tripartite ass oder wéi vill Partien och do sinn, déi dann um Dësch iwwer Problemer diskutéieren. Also, dat eent an dat aner sinn net ze vergläichen! Wann de Wäibaudag och ganz gutt ass, ass et awer eppes aneres wéi dat, wat op den Assises viticoles géif gemaach ginn.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Modert.

Et ass keng weider Wuertmeldung méi do, da kënnen mer och zum Vott vun der Motioun Nummer 5 kommen.

#### Vote sur la motion 5

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun Nummer 5 ass bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme ofgeleent.

*Ont voté oui :* Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden (par Mme Diane Aehm), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marc Spautz), MM. Aly Kaes (par M. Marc Lies), Marc Lies, Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Gilles Roth) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen);

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Sven Clement et Marc Goergen;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

*Ont voté non :* MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

## 6. Motion de M. Jeff Engelen relative à l'octroi d'aides financières aux agriculteurs suite à la hausse des prix de l'engrais

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 127 de ce compte rendu)

Da kéime mer och nach zu där Motioun, déi den Här Jeff Engelen am Ufank vum Ordre du jour deposéiert hat a wou et drëm geet, wou finanziell Hëllef gefrot gi wéinst der Deierecht vun den Düngemëtten. Wie wëllt zu där Motioun nach Stellung huelen? Madamm Tess Burton.

#### Discussion générale

■ **Mme Tess Burton (LSAP).** - Jo, merci, Här President. Merci dem Här Engelen fir déi Motioun hei. Ech hu grad elo mam Här Minister geschwat gehat. En huet jo d'nächst Woch en neien Agrarconseil, wou genau dat doten och de Sujet ass. Dofir géif ech proposéieren, dass mer déi heite Motioun mat an d'Kommissioun huelen an nach waarden, bis de Minister déi Diskussioun gefouert huet an dass en eis an där nächster Kommissiounssëtzung doriwier informéiert.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Wien ass d'accord, dass mer ... D'Madamm Martine Hansen, entschëllegt!

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech wëll nach eppes dozou soen. Ech sinn natierlech och d'accord, wa mer se an d'Kommissioun ginn. Ech wëll just soen, dass et wierklech am Moment dramatesch ass. Et gëtt zum Deel iwwerhaupt keen Dünger méi ze kafen. Dat heescht, souguer wann en ech weess net wéi vill géif kaschten, et ass keng Produktioun, déi méi leeft, duerch d'Energiepräisser.

De Stéckstoffdünger ass natierlech deen, deen den Ertrag am meeschte beaflosst, a mir riskéieren do, dass de Stéckstoffdünger méi deier gëtt, dass herno eis Liewensmëtten méi deier sinn d'nächst Joer. An dat kënt dann zousätzlech fir d'Haushalter - wou mer virdu vun der Energiedierecht geschwat hunn - nach eng Kéier derbäi. Dat heescht, et muss gehandelt ginn!

Mir brauchen awer laangfristeg eng Visioun. An do ass awer och eng Aufgab nach eng Kéier un de Landwirtschaftsminister, eng Visioun, fir dass mer manner ofhängeg gi vu mineraleschem Stéckstoffdünger. An ech denken, dass mer dorunner wierk-

lech mussen plangen. Dat kréie mer kuerzfristeg net hin, soudatt elo muss gehandelt ginn.

Ech géif awer proposéieren, vu dass et hei just ëm de Stéckstoffdünger geet, dass dat net wäit genuch geet, well wa mer hei just géifen déi Baueren ënnerstëtzen, déi Stéckstoffdünger brauchen, well dee méi deier ginn ass duerch d'Präisdeierecht, da géife mer eppes géint d'Biolandwirtschaft maachen. Dofir géif ech proposéieren, dass mer allgemeng géifen iwwert d'Hëlleflefen diskutéieren duerch déi héich Energiepräisser.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Hansen. Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

#### (Brouhaha)

■ **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Här President, Här President!

■ **Une voix.** - Den Här Wäibauminister!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - A, den Här Minister wëllt nach Stellung dozou huelen.

#### Prise de position du Gouvernement

■ **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Merci, merci, Här President. Ech wollt just eng Kéier Stellung dozou huelen. Ech gesinn am Prinzip, mengen ech, déi Suite, déi mer kënnen ginn, fir et effektiv an der Kommissioun ze diskutéieren, an et sollt een et effektiv méi breet diskutéieren.

Ech mengen, och zu Bréssel kucke mer e Méindeg am Kader vun der „situation des marchés“ déi eenzel Voleten. Dat sinn engersäits d'Präisser vun den Düngemëtten, et sinn awer och d'Präisser vun de Fuddermëtten op där enger Säit an natierlech och d'Präisser vun Energimëtten. Da soe mer dat, ech ginn lech dann e Reflet, wéi d'Meenung vun der Kommissioun do ass, wat d'Piste sinn, déi opgezeechent ginn.

Ech wollt och nach vläicht soen: Ech mengen, den Här Engelen huet Polen zitéiert, wat do ewell eng Aide agefouert hat. Ech froe mech awer, ob déi Aide étatique dann och ofgeseent ass vun der Kommissioun. Ech ka mer dat net virstellen, well mir diskutéieren eréischt elo ënnert deenen eenzelne Länner iwwert d'Mesuren, déi geholl ginn. Ech mengen, mir kucken dann, fir eng Analys ze maachen.

An et ass effektiv esou, dass jo beim Bauer virun allem ukommen engersäits d'Recetten, mee och d'Depensen. An effektiv ass et de Moment esou, dass d'Depensé staark belaauscht ginn duerch déi eenzel Elementer. Ech mengen, dat verstärkt nach eng Kéier, dass mer an der Kommissioun dee ganze Volet solle kucken. An ech kommen ..., soubal de Conseil de 15. war, hu mer eng Reunion ausgemach, wou mer dat dote kënnen diskutéieren.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci dem Här Landwirtschaftsminister Romain Schneider. Da ginn ech nach d'Wuert un den Auteur vun der Motioun.

■ **M. Jeff Engelen (ADR), auteur.** - Merci allegueren. Ech géif mech dann uschléissen a mir géife se dann an d'Kommissioun huelen an da méi am breede Konsens diskutéieren. Et ass am Interessi vun der Saach. An ech mengen, dass solle mer virzéien.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Engelen.

#### Vote sur le renvoi de la motion en commission

Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

An domadder muss d'Landwirtschaftskommissioun sech mat där Motioun beschäftegen.

## Le saviez-vous ?

### CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.



## 7. 7643 - Projet de loi sur les données ouvertes et la réutilisation des informations du secteur public

Mir kommen elo zum Projet de loi 7643 iwwert d'Open Data. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

An d'Wuert kritt de Rapporteur vun demem Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

■ **M. Guy Arendt (DP), rapporteur.**- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Secteur public erfaasst eng riseg Unzuel vun Donnéeën, déi souwuel fir d'Bierger wéi och fir d'Entreprisë vu grousser Notze kënnen sinn.

Leider sinn dës Informatiounen a ville Fäll net esou fräi zougänglech, soudass d'Wëssensvermittlung, déi eigentlech awer e Facteur ass, deen immens wichteg ass fir d'Innovationsfähigkeit vun eiser Wirtschaft, zum Deel ausgebremst gëtt.

Fir demem Problem entgéintzewierken, huet d'Regierung sech dozou engagéiert, fir de Bierger an Entreprises een universellen Zougang op Donnéeën vum Secteur public ze erméiglechen. Eng open Datepolitik schafft nämlech net just eng besser Transparenz, mee erméiglecht eis och, d'Potenzial vun den interaktuelle Ressourcen optimal auszunutzen. Eng open Datepolitik ass net nëmme e wichtige Piller fir eis Demokratie, mee schafft och en ekonomeschen, sozialen an ökologesche Méiwäert fir eis Gesellschaft.

Zu enger oppener Datepolitik gehéiert allerdéngs net just de fräien Accès op d'Informatiounen, mee och eng fräi Weiderverwendung vun dësen Donnéeën. Wat bréngt et eis, wa mir d'Donnéeën zwar virun eis leien hunn, mee se net kënnen benotzen? An deem Sënn huet d'Regierung hir Open-Data-Strategie ganz un d'Richtlinne vun der europäescher Direktiv iwwert d'Weiderverwendung vun de sougenannten „données ouvertes“ ugepasst.

Déi éischt Direktiv stamt aus dem Joer 2003 a gouf mam Gesetz vum 4. Dezember 2007 an national Recht ëmgesat. Dës Direktiv gouf dann 2013 eng éischte Kéier modifizéiert an deemno huet och dat Lëtzebuurger Gesetz missen ugepasst ginn. 2019 koum et dann zu där zweeter Upassung vun der Direktiv „Open Data“.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de virleiede Gesetzesprojet huet als Objet, déi europäesch Direktiv 2019/1024, also déi neiste Version vun der Direktiv Open Data, an national Recht ëmzesetzen. Ouni ze vill an d'Detailer ze goen, presentéieren ech lech déi wichtegste Punkte vun demem Projet de loi, déi gréisstendeels aus dem europäeschen Text iwwerhol goufen.

Als Alleréisch gesäit dëst Gesetz eng Erweiterung vun Regimm Open Data vir. Den Ament ass et esou, datt just d'Donnéeën, déi vun engem Organisme de secteur public verëffentlecht ginn, ënnert d'Reegele vun der Open-Data-Direktiv falen. An Zukunft soll de Regimm allerdéngs op zwou weider Kategorië vun öffentlechen Donnéeën ausgebaut ginn: dat ass engersäits op Donnéeën, déi am Kader vu wëssenschaftleche Recherchë gesammelt respektiv erstallt ginn, an andersäits op fräi zougänglech Informatiounen vu verschiddene Betriber.

Wat déi éischt nei Kategorie betrëfft, viséiert dës Projet de loi nëmme Donnéeën, déi während dem Prozess vun enger Recherche gesammelt oder erstallt ginn. Déi final Publikatioun, also d'Resultater vun de wëssenschaftlechen Aarbechten, falen dogéint net ënnert d'Reegele vum Open Data. Hei dernieft wäerten déi nei Reegele just fir wëssenschaftlech Aarbechte gëllen, déi och vum Staat finanziert a fräi accessibel sinn.

Déi zweet nei Kategorie betrëfft d'Donnéeën vun den Entreprises publiques, also vun deene Betriber, déi entweder a staatlecher Hand sinn oder déi der Kontroll vum Staat ënnerleien. Dës Entreprisë produzéieren immens wäertvoll Donnéeën, déi den Ament leider nëmme begrenzt kënnen weider genotzt ginn. Aus deem Grund proposéiert dës Projet de loi, d'Reegele vum Open-Data-Regimm och op d'Donnéeën vun dësen Betriber auszeweiten.

Ech wëll op dëser Plaz nach eemol betounen, datt dës Gesetzesprojet net den Accès, mee villméi d'Weidernotze vu wichtige Dokumenter reegelt. Bei demem éischte Punkt vum Gesetzesprojet geet et also eleng nëmme drëms, d'Weidernotze vun Dokumenter ze vereinfachen, déi d'Entreprises publiques schonn am Virfeld publizéiert hunn.

Am Resümee: D'Zil vum éischte Punkt ass et, d'Benotzungsbedéngunge vun den öffentlechen Donnéeën méi transparent ze gestalten. Souwuel d'Wëssenschaft wéi och de Secteur public sinn am Besëtz vun Daten, déi extrem wäertvoll fir d'Entwécklung vun neie Produiten a Servicer sinn. Also loosst eis dat Potenzial och notzen!

Komme mer elo zum zweete Punkt vun demem Projet de loi: der Aféierung vun engem Ensemble de données de forte valeur. Dësen Text definéiert sechs thematesch Kategorië vun Daten, déi besonnesch wäertvoll fir eis wirtschaftlech Entwécklung sinn. Dës Donnéeën sollen an Zukunft méi strikte Benotzungsbedéngungen ënnerleien. Éischtens dierf d'Weiderverwendung vun dësen Donnéeën net méi vun hire Besëtzer refuséiert ginn. Zweetens mussen dës Dokumenter gratis an a spezielle Formater zur Verfügung gestallt ginn.

Den drëtten Punkt vun demem Projet de loi betrëfft d'Léisung vu Sträitfäll. Wéi virdu schonn ugedeit, gëtt et Dokumenter vu staatlechen Entitéiten, déi zwar fräi accessibel sinn, mee déi weeder gedeelt nach weider genotzt kënnen ginn. An demem Fall gesäit déi aktuell Gesetzeslag vir, datt eng Persoun eng Demande un déi staatlech Entitéit ka riichten an ëm Erläbnis fir de Partage oder de Gebrauch vum Dokument ka froen.

E Refus vun esou enger Demande ass allerdéngs definitiv! Bis ewell ass am Gesetz nämlech nach keng Voie de recours virgesinn. An Zukunft soll dat sech allerdéngs änneren. Dës Projet de loi féiert nämlech genau esou eng Voie de recours géint d'Decisionen vun de staatlechen Entitéiten an. Zil heivunner ass et, de Bierger a sengem Recht op Informatioun ze stäerken.

An engem véierten a leschte Punkt vereinfacht dës Gesetzesprojet d'Konditiounen fir de Weidergebrauch vun den Donnéeën ouvertes. Fir déi spezifesch Detailer verweisen ech allerdéngs op mäi schrëftleche Rapport.

Zu gudder Lescht wëilt ech nach eemol kuerz op déi verschidden Avisen goen. Während d'Extension vun Regimm Open Data an déi vereinfacht Conditions de réutilisation vun allen Instanze begreist ginn, gëtt d'Aféierung vun der Voie de recours méi kritesch gesinn.

Souwuel den Tribunal administratif wéi och d'CNPD an d'Chambre de Commerce sinn nämlech der Meinung, datt d'Prozedure vun de Geriichtsinstanze vill ze laangwiereg sinn an ee Recours doduerch säi Sënn an Zweck verléiert. Si proposéieren deemno, d'Commission nationale d'accès aux documents, kuerz CAD, mat dëser Mission ze beoptragen. Ee Recours bei der CAD hätt nämlech en dräifache Virdeel: E wär gratis, méi schnell a géif d'Unzuel vu Recours bei de Geriichter reduzéieren, déi souwiesou schonn u sech vun Demanden iwwerschwemmt ginn.

Hei dernieft fuerdert d'CNPD an hirem Avis, datt den Dateschutz vu perséinlechen Donnéeën bei der Mise à disposition vun öffentlechen Dokumenter zu all Moment garantéiert muss sinn.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis véier Opposition-formellen ausgeschwat, dat well verschidde Passagé vun der europäescher Direktiv net korrekt an den Text vum virleiede Gesetzesprojet iwwerhol gi waren.

A sengen Amendementer huet de Ministère fir d'Digitaliséierung e Portail unique geschaaft, deen alleguerten d'Dokumenter regruppéiert, déi dem Public fir de Weidergebrauch zur Verfügung stinn.

Sämtlech Virschléi, déi de Staatsrot a sengem éischten Avis formuléiert hat, goufen ugeholl, soudatt déi véier Oppositions formelles konnten opgehuewe ginn.

Ech wëll zum Schluss nach all deenen, déi hei matgeschafft hunn, e grouse Merci ausdrécken a ginn heimaddeer och den Accord vun der DP zu demem Projet de loi. An lech soen ech Merci fir d'Nolaushteren.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- An ech soen dem Här Rapporteur Guy Arendt villmools Merci a ginn d'Wuert direkt weider un den éischten ageschriewene Riedner, an dat ass déi honorabel Madamm Diane Aehm.

Madamm Aehm, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

■ **Mme Diane Aehm (CSV).**- Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir säin exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport, deen en eis elo grad gemaach huet.

Fir d'CSV ass d'Digitaliséierung eng vun eise Prioritéiten. An an deem Sënn begréisst mir ausdrécklech de Gesetzesprojet, dee mir haut stëmme wäerten.

Dank der Digitaliséierung ass et nämlech méiglech, un ëmmer méi Donnéeën ze kommen, déi sougenannte Big Data. Wann dës Donnéeën och nach fräi zougänglech sinn, da si mir bei den Open Data ukomm.

Bis elo waren d'Donnéeën, déi bei de sougenannte Services publics produzéiert goufen, ëmmer fräi zougänglech. Mat dem Gesetzesprojet vun haut ginn nach méi öffentlech Donnéeën zur Verfügung gestallt, well och Donnéeën vun den öffentleche Betriber an der Recherche elo fräi zougänglech ginn.

Dës Donnéeën kënnen benotzt ginn, fir nei Produiten oder Servicer ze entwéckelen, awer och am Beräich vun der Santé oder dem Transport kënnen dës Donnéeën dozou bäidroen, fir innovativ Léisungen auszeschaffen. Och d'Entwécklung vu kënnschtlecher Intelligenz braucht grouss Quantitéiten u qualitativ héichwäertegen Donnéeën.

Duerfir ass et wichteg a richtig, öffentlech Donnéeën fräi zougänglech ze maachen. Ee Punkt, deen awer fir eis als CSV äusserst wichteg an demem Kontext ass, ass dee vum Dateschutz.

Fir d'CSV steet et ausser Fro, dass d'perséinlech Donnéeën vun de Leit mussen geschützt ginn. An der Kommissioun hate mir dës Punkt ugeschwat, an de Vertrieber vum Service „Médias et communication“ sot, si wieren am Kontakt mat dem Commissariat du Gouvernement à la protection des données fir ze kucken, wéi een de Problem kéint ugoen. Kann de Minister eis wannechgelift eventuell soen, wou déi Gesprécher dru si respektiv wat bei dësen Gesprécher erauskoum?

An dann, och mam Bléck op de Leitartikel vun haut an enger gréisserer Lëtzebuurger Dageszeitung, wéilt ech vum Minister wëssen, wéi et ëm d'Souveränitéit vun den öffentlechen Donnéeën steet.

Ech soen elo scho Merci fir d'Äntwert a ginn den Accord vun der CSV zu demem Gesetzesprojet.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Aehm. An nächsten ageschriewene Riedner ass déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Lydia Mutsch (LSAP).**- Merci, Här President. Et gëtt jo gesot, dass dee bekannte Saz „Data is the new oil“ vun dem brittesche Mathematiker Clive Humby gepräagt gouf. A warscheinlech wollt hien domadder verdäitlechen, wat fir eng wäertvoll Ressource d'Date respektiv d'Donnéeën duerstellen. An dat stëmmt och, well op där enger Säit hu se eng ganz grouss strateegesch Bedeutung an op där aner Säit, an dat ass elo wierklech wuertwäertlech ze verstoen, kënnen si verwäert ginn, wa se dann eeben entsprechend verschafft goufen, dëst ëmsou méi an enger serviceorientierter Gesellschaft, wéi mir se haut kennen. An d'Bedeutung vun Date fir eis Économie ass an de leschte Joren immens stark geklommen. An deen Trend ass soubal nach net eriwuer.

Mir sollten eis och deem Trend do net entgéintstellen, mee vill méi derfir suergen, dass seng gesetzlech Rumm, déi et jo och bei eis scho gëtt, ugepasst an erweidert gëtt.

Eng ganz Rei vun Initiative lafe jo elo schonn, wéi zum Beispill eis Open-Data-Strategy mam Portail data.public.lu. Sou fënnt een um Site geoportail.lu ënner anerem eng Kaart, déi den Iwwerschwemmungsrisiko iwwerall am Land uweist, eng Uwendung, déi alle Bierger zeguttkomme kann. An dofir hunn ech se och hei als Beispill genannt.

Mat dësem Gesetz gi mir elo nach e Schratt weider. De gesetzleche Kader fir d'Bereetstellung vun Donnéeën gëtt nämlech op verschidden öffentlech Entreprises an op d'Recherche erweidert, an dat fanne mir gutt!

De Rapporteur, deem ech fir säi ganz gudden a kloere Rapport, souwuel schrëftlech wéi och mündlech, e grouse Merci soen, ass schonn op ganz vill Detailer aagang. Ech wäert dat dofir hei net maachen, mee erlaabt mer just, hei e puer kleng Reflexiounen mat lech ze deelen:

Sou wéi et och eis national Open-Data-Strategy virgesäit, wäert dëst Gesetz et kreative Käpp erméiglechen, nei Produkter an innovativ Servicer unzebidden. Et ass deemno e ganz gudder Kader an e wichtige Schratt, fir d'Économie numérique ze fërdere. Fir eis Entreprisë kënnen sech doduerch och nei Akommesquellen erginn, ënner anerem duerch Verschaffe vun Donnéeën, déi et u sech scho gëtt, déi et elo scho gëtt, mee déi bis elo net zougänglech waren.

Ech denken hei ganz besonnesch un d'Donnéeën aus der Recherche. Dëst Gesetz erweidert jo den Accès op Daten, déi am Kader vu Fuersungsaarbechte gesammelt ginn. Bis haut waren dës Donnéeën just de Chercheuren zougänglech. Elo gëtt et méiglech, dass och an eise Recherchezentren an op der Uni dës Donnéeën proaktiv mat der Auswelt kënnen gedeelt ginn.

Vläicht komme jo elo nei Appen, déi eis hëllef, weider Léisunge fir de Verkéiersproblem ze fannen, oder nätzlech meteorologesch Informatiounen fir Baueren oder fir Hobbygärtner. Der Fantasie sinn hei keng Grenze gesat.

An enger zweeter Reflexioun geet et mir drëm ze betounen, dass déi generell Reegelen, déi den Accès op Donnéeën erméiglechen, mat demem Gesetz net änneren, mee dass dofir weiderhin eis bestoend Gesetzgebung gëllt. An der Praxis wäert d'Grundlag dovun d'Gesetz vum 14. September 2018 iwwer eng open an transparent öffentlech Administratioun sinn.

Wéi Der wësst, war dëst Gesetz - also ech schwätze vun deem vun 2018 - vum Journalisteverband, der ALJP, staark kritiséiert ginn. Dofir wëll ech an deem Kontext op eng parlamentaresch Fro vu menger Kolleegin Francine Closener a vu mir selwer hiweisen, déi mer zu deem Gesetz gestallt haten. Aus der Äntwert vum Medieminister Xavier Bettel geet ervir, dass d'Evaluatioun betreffend dëst Gesetz aktuell an der Maach ass.

Als LSAP ware mir ganz fro ze héieren, dass doru geschafft gëtt, well et gongt jo bei demem Gesetz vun 2018 net just drëm, fir dynamesch Startuppen Donnéeën accessibel ze maachen, mee och fir Journalisten e besseren Abléck a verschidden Dokumenter ze erméiglechen. An deem Zesammenhang maachen ech nach eng weider kleng Klammer op: An där Äntwert op eis Question parlementaire steet och dran, dass déi Circulaire, déi d'Relatiounen tëscht Mataarbechter vum Staat a Journalisten reegelt, „Circulaire Bettel“ genannt, wäert iwwerschaaft ginn. Klammer zou an dont acte - well dat fanne mir nämlech och gutt!

Dat gesot, zréck zum Projet de loi vun haut mat enger drëtter a leschter Reflexioun. Wien Open Data seet, dee seet och Dateschutz. Dat bedeit, dass een en Equiliber fanne muss, wat och d'Commission nationale pour la protection des données, also d'CNPD, an hirem éischten Avis ënnerstrach huet. Selbstverständlech solle keng persounbezunn Donnéeën erausgoen. Dofir gesäit dës Projet de loi och vir, dass Dokumenter, wou déi geltend Dateschutzbestëmmungen net kéinten agehale ginn, ausdrécklech vum Champ d'application ausgeschloss sinn. Dat ass natierlech e Punkt, deen eis als LSAP ganz besonnesch um Häerz läit.

A mat dëser leschter Bemierkung ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun zu demem Projet de loi a soe Merci.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Mutsch. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Hansen (déi gréng).**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst Gesetz soll d'EU-Direktiv 2019/1024 iwwer Open Data ëmsetzen. Sou droe mer dozou bäi, öffentlech Date méi breet a méi systematesch zur Verfügung ze stellen a se méi einfach a käschtegeschecheg fir d'Allgemeinheit notzbar ze maachen.

Mat der rasanter Entwécklung vun der Digitaliséierung sinn d'Disponibilitéit vun den Daten an hir Verknüpfung zu bedeitende Facteur gi fir eis modern Gesellschaft, Wirtschaft a Wëssenschaft, awer och fir de Staat, Verwaltungen an eis Biergerinnen a Bierger.

D'Covid-19-Pandemie ass e gutt Beispill fir ze weisen, wéi wichteg aktuell, fräi zougänglech a maschinell lesbar Date sinn, déi zum Beispill vum ECDC oder op Sitte wéi ourworldindata.org genotzt ginn, fir faktebaséiert Informatiounen kënnen verständiglech ze publizéieren a fir als Entscheidungsgrundlage kënnen ze dëngen.

Déi nohalteg Verfügbarkeet vu villen a qualitativ héichwäertegen Date gëtt och fir d'Entwécklung vun zukunftsweisenden Technologien a Beräicher wéi künstlecher Intelligenz oder fir d'Opstelle vu Smart Cities gebraucht.

D'Europäesch Kommissioun geet an hirer Data-Strategy vun 2020 dovun aus, datt sech de Wäert vun der Datawirtschaft bis 2025 an de Membersstaate wäert op 825 Milliarden Euro verdräifachen an datt d'Zuel vun de Beschäftegten an deem Beräich sech op 10,9 Milliounen wäert verduebelen.

Duerch d'Erweidung vun demem Projet de loi op gewëssen Entreprises publiques sollen och si an Zukunft hir Donnéeën zur Verfügung stellen. Et muss een awer ervirsträchen, datt si net dozou obligéiert sinn, ausser et geet ëm „données de forte valeur“. Dës Kategorie vun de besonnesch wäertvollen Donnéeën ass dann och eng weider zentral Innovatioun an demem Gesetz. Hei geet et ëm Daten aus sechs Beräicher: Geospacialitéit, Ëmwelt, Wieder, Statistik, Entreprises a Mobilitéit.

D'Mobilitéit ass e Kärberäich, wou d'Notze vun offenen Daten extrem wichteg ass, och an internationaler Kontext. Sou si Mobilitéitsapp fir déi meescht Notzerinnen an Notzer vum öffentlechen Transport unverzichtbar. Echtzäitdate bilde fir d'Ubidders vun esou Applikatiounen hir Geschäftsgrundlage.

Ënnert dem Minister Bausch ass dëst fréi erkannt an ënnerstëtzt ginn. De Mobilitéitsministère hat schonn 2016 e Concours lancéiert am Kader vum „Digital Luxembourg“, wou Daten iwwer Infrastrukturen vum öffentleche Verkéier, Farpläng, Busverspéidungen, Programmdate fir Bikesharing, Geodaten an esou weider zougänglech gemaach gi sinn. D'Zil war d'Entwécklung vun intelligenten a userfrëndlechen Applikatiounen an Déngschter, fir déi multimodal grenzüberschreidend Mobilitéit kënnen ze verbessern.



2021 ass Lëtzebuerg Virreider am Bereetstellung vum Informatiounen aus dem Beräich vum öffentlechen Transport, wat eng grouss Plus-value fir d'Biergerinnen an d'Bierger verspricht. D'Beispill vum der Mobilitéit ass pertinent, well hei niest der Disponibilitéit vum den Donnéeën vum Ufank un och d'Benotzung mat beduecht a promovéiert gouf.

Haut, wou de Coding an de Schoulen eng ëmmer méi grouss Roll spillt, kënnen déi gréng sech virstellen, dass déi öffentlech Donnéeën och an der Educatioun verstärkt kënnen benotzt ginn. Esou kënten d'Coursé fir eis Kanner a Jugendlecher méi praxisno gestallt ginn.

Dir Dammen an Hären, d'Bereetstellung vum oppenen Daten ass e wichteg Element fir transparent Ministerien a Verwaltungen, wat d'Veutrauen tëschent de politeschen Instruktiounen an de Biergerinnen a Bierger, de Medien an der Wirtschaft stäerkt. Natierlech muss awer och kloergestallt sinn, dass d'Daten, déi zur Dispositioun gestallt ginn, dateschutzkonform sinn.

D'CNPD begrësst, dass mat dësem Projet de loi den Droit fondamental zum Accès op Informatioun fir d'Biergerinnen a Bierger gestärkt gëtt. Si seet awer och, dass et wichteg ass, dass dee richtegen Equilibre zwëschent der Transparenz an dem Schutz vun der Privatsphäre muss bestoen. Dëst ass e Punkt, dee fir eis Gréng och extreem wichteg ass.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Marc Hansen** (*déi gréng*). - Et muss iwwert de rege Gesetzestext eraus garantéiert ginn, dass adequat Prozeduren a Moyenen zur Verfügung stinn, fir d'Date korrekt opzebereeden a sécherstellen, dass si zäitno an dateschutzkonform kënnen online gestallt ginn.

Här President, d'Weidernotzung vum Daten, déi haut hei Thema ass, steet natierlech an engem Zesammenhang mat der méi grondsätzlecher Fro vum Zougang op Informatiounen aus den öffentlechen Verwaltungen. Och wann dat elo net de Sujet vum dësem Projet de loi ass, wëllt ech awer e puer Wuert zum Informatiounszougangsrecht fir Biergerinnen a Bierger soen, e Sujet, deen och 2007 an 2016 bei de Virleifer vun haitege Projet de loi fir Gesprächsstoff gesuergt hat.

déi gréng stelle fest, dass sech d'Situatioun säit deemools verbessert huet, well an deene leschte Joren endlech eng rechtlech Basis fir den Informatiounszougang geschaaft ginn ass, nodeems dat joren- a joerzëngtelaang net geschitt war. Allerdéngs kann een awer net leegnen, dass nach Verbesserungspotenzial besteet. Dat ass och u sech net erstaunlech, well sech déi gesellschaftlech Ufuerderungen u de Staat konstant weiterentwéckelen. Duerfir hunn déi gréng begrësst, dass de Premier am September annoncéiert huet, dass souwuel d'Gesetz wéi d'Cirulaire, déi an deem Beräich wichteg sinn, sollen op de Leescht geholl ginn.

Ofschléissend wëllt ech dann och dem Rapporteur Guy Arendt e grouse Merci soe fir säi schrëftlechen a mündlechen Rapport. An domat ginn ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*. - An ech soen dem Här Marc Hansen villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den nächsten ageschriwwene Riedner. An dat ass den honorabelen Här Sven Clement.

■ **M. Sven Clement** (*Piraten*). - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt e grouse Merci un de Rapporteur Guy Arendt, deen hei erëm, schonn déi zweet oder drëtt Kéier, zu Open Data an Open Access Rapporten ofginn huet, déi wéi gewonnen komplett waren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et wäert sech sécher kee wonneren, dass ech mech als Pirat natierlech ganz besonnesch freeën, wann e Projet, deen den Ausbau vum Prinzip vum Open Data verfolegt, um Ordre du jour steet. A gläichzäitig wäert et awer och kee wonneren, dass ech natierlech awer déi eng oder aner Saach ze bemängelen hunn, dass hei nämlech just e Kasesprong gemaach gëtt, wou eigentlech e méi wäit Émdenke gefuerdert wär.

De virleiede Projet fir d'Ëmsetzung vum der EU-Direktiv fir d'Reutilisatioun vun Donnéeën aus dem öffentlechen Secteur ass sécherlech net verkéiert a wäert duerfir och haut eis Zoustëmmung kréien. Mee wa mer vun enger zukunftsorientierter Digitalisierungspolitik schwätze wëllen, da brauch et net nëmmen Open Data, mee eng generell Kultur vum engem fairen Open Access.

Mir hunn haut d'Méiglechkeet, eis weltwäit mat anere Mënschen ze vernetzen a Wëssen auszutauschen, esou vill, wéi mer wëllen. An trotzdem kënnen mer gläichzäitig awer just op e Brochdeel vum mënschlechem Wëssen an der Kultur op einfachen an oppene Weeër zougräifen, well vereezte Virstellungen eis hei blockéieren.

Säit hirer Grënnung betounen d'Piraten et ëmmer nees: D'Valorisierung vum der Aarbecht vum engem Auteur oder enger Autrice an de finanziellen Aus-

gläich vum der erbruechter Leeschtung mussen net notwendegerweis u limitéiert Nutzungslizenz gebonne sinn, esou wéi mer se haut meeschtens kennen.

De System vum de Creative Commons weist, dass den Auteur seng Rechte net muss verléieren, wann e wëllt, dass d'Gemeinschaft vu senger Wierker ka profitieren. An et wier och méiglech, Peer-to-Peer-Sharingplattformen opzestellen, déi och d'Protektioun vun den Droit-d'auteur géife respektéieren.

An de Wëssenschafte kéint och iwwert de fairen Open Access eng Qualitätskontroll assuréiert ginn. A gläichzäitig kéint vill méi Leit vum de Resultater vun der Fuerschung profitéieren, wéi dat bis elo de Fall ass. A mir gesinn et jo grad an enger weltwäiter Pandemie: D'Leit liesen da just dat, wat verëffentlecht gëtt, wat souwiesou fräi accessibel ass, dass ass den Titel, dass ass den Abstract vum engem wëssenschaftleche Pabeier. Mee de wëssenschaftleche Pabeier gëtt, wann dann iwwerhaupt, just verkéiert a Presserapporten erëmginn, well fir den eenzelne Paper ze liesen, muss een da ganz gären emol 30 oder 40 Euro op den Dësch leeën, fir eppes ze liesen, wat virdu mat öffentleche Gelder finanziert gouf.

Duerfir ass et och wierklech bedauerlech, dass Lëtzebuerg sech hei net traue, méi wäit ze goe wéi d'Direktiv. Well un der Basis schafe mer zwar hei elo d'Méiglechkeet, fir d'wëssenschaftlech Date fir eng Reutilisatioun fräizéieren, mee déi doraus entstoeend wëssenschaftlech Etüden a virun allem déi publizéiert Resultater aus deenen Etüden zum Beispill net.

Wa mer dobaussen ëmmer méi Leit héieren, déi un déi dubiéste Komplottler gleewen an hir Meenung dobäi op sougenannten „eege Recherché“ stützen, da läit dat och dorunner, dass schlecht Informatiounen nach ëmmer vill méi einfach zougänglech si wéi qualitativ héichwäerteger aus dem wëssenschaftleche Betrib.

Gutt Informatiounen am Internet sinn heefeg, an ech sot et, hannert Paywalls vum Editeure vu wëssenschaftleche Publikatiounen verstoppt. Hei brauch et e ganz dréngend Émdenken an hei géif ech mer méi Courage vun eiser Regierung wënschen, fir sech och deenen Daten an Dokumenter ze widmen, déi ënnert d'Propriété intellectuelle falen a vum virleiedenden Text jo net betraff sinn.

Wéi gesot, mir ënnerstëtzen deen heite Projet. Et ass wichteg, all kleng Schrëtt no vir ze maachen. Et ass wichteg, all weider Donnée ze liberéieren. Et ass wichteg, dass mer, an och dat hu mer an der Pandemie geléiert, wierklech kënnen op d'Donnée brute zougräifen, well d'Donnée brute erlaabt eis eebe grad ze verifizéieren, ob d'Papere richteg sinn oder op et „Junk Science“ ass. De Problem ass: Fir ze bestëmmen, ob eppes Junk Science ass, muss een och kënnen d'Science derhannert liesen, also d'Resultat vum der Etüd. Et geet net nëmmen duer, d'Donnéeën ze hunn, et brauch een och d'Interpretatioun dovunner.

An duerfir mengen ech, dass een hei vill méi wäit kéint goen. Duerfir mengen ech, dass mer souguer méi wäit misse goen an datt mer, an dat ass hei méi ganz waarmen Appell, an Zukunft missten driwwer nodenken, dass all Fuerschung, déi mat lëtzebuerger Steiergelder finanziert gëtt, muss ënner Open-Access-Lizenz publizéiert ginn, egal wou se publizéiert gëtt! Well dat geet, et muss ee just de Courage derfir hunn.

Dat gesot, ginn ech awer den Accord fir dee kleng Schrëtt no vir. Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*. - Merci, Här Clement. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis.

■ **Mme Nathalie Oberweis** (*déi Lénk*). - Jo, ech maachen et e bësse méi kuerz. Merci fir d'Wuert. Merci och dem Rapporteur fir de Rapport. Ech kann och direkt soen, dass mer dat heite matdroen a matstëmmen, well et ass ganz kloer e Schrëtt a Richtung méi Transparenz.

Deen eenzege Kritikpunkt, dee mir gesinn, ass, wéi och schonn hei gesot gouf, dee vum Problem vum der Voie de recours, dee jo och vum Tribunal a vun der Cour administrative ervirgehuewe gouf, well d'Leit jo effektiv kënnen duerch eng komplizéiert a laangwiereg Prozedur ofgeschreckt ginn. An esou, wéi den Tribunal an d'Cour et och soen, bräicht een eigentlech méi eng schnell Voie de recours. An dofir, jo, Dir hutt den Avis jo och ernimmt, Här President, dohier, genau, mir begrëssen dat hei op jidde Fall a mir droen et och mat. Villmools merci.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*. - Merci, Madamm Oberweis.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Medieminister Xavier Bettel.

#### **Prise de position du Gouvernement**

■ **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Digitalisation*. - Merci, Här President. Ech sinn an der Situatioun hei, dass ech mengen, dass ech bei mengen zwee Regierungskolleege méi beléift sinn, wann ech hei stoe bleiwen an och méi kuerz si wéi dat, wat virgesinn ass.

■ **Une voix.** - Ech mengen, net nëmme bei deenen.

■ **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Digitalisation*. - „Ech mengen, net nëmme bei deenen“, kréien ech och hei gesot.

Ech wëll fir d'Éischt awer dem Här Arendt Merci soen. Ech wëll och d'Madamm Mutsch zitieren, déi elo just virdu geschwat huet vum Ueleg vum 21. Joerhonnert. Ech war d'lescht Woch zu Glasgow. Ech géif vum erneierbarer Energie schwätzen, well et keng Limitatioun gëtt, an et sinn d'Donnéeën, déi ëmmer nees an nees kënnen gebraucht ginn, wat den Énnerscheid ass tëschent erneierbaren Energien an Ueleg. Voilà. Ech wollt domadder och ufänken.

#### **(Interruption et hilarité)**

Mee Dir hutt et esou zitieréiert. Mee dat, wat een deemools zitieréiert huet, kann een haut da relativéieren. An Dir gesitt, Glasgow hëlleft och, fir esou Saache kënnen ze zitieren.

Wéi gesot, wat wichteg fir mech ass, dass, Här President, dass mer eis bewosst sinn, dass, soubal mer Donnéeën hunn a benotzen, dat och net neutral ass. Dat heescht, dass de Mëssbrauch vum Donnéeën och eng Realitéit ass. Et ass och eng Gefor fir d'Demokratie an et ass och eng Gefor fir ons Gesellschaft. Duerfir ass et wichteg, e Kader ze hunn, deen dat dote limitéiert. An d'Digitalisierung soll eng Opportunitéit sinn, et dierf net eng Gefor sinn. An et ass net géint de Mënsch, et ass fir de Mënsch. Et ass au service vum de Leit, woufir et ass.

Et ass wichteg, dass mer och de Leadership an Europa behalen, dee mer am Moment hunn. Mir ginn och reegelméisseg als Beispill geholl bei der Protektioun vum Donnéeën, och als Musterbeispill fir aner Kontinenter, déi dat am Ufank net esou enk gesinn hunn.

Ech wëll ervirhiewen, wat och scho gesot ginn ass: Dat hei ass fir oppen Dataen, déi et och gëtt, fir d'Realisatioun. Et ass net den Accès, deen hei ass, mee et ass d'Reutilisatioun vun Donnéeën, déi do sinn.

Just zur Informatioun: De Secteur public mécht dat och - well mer de Minister vum der Fonction publique an och de Minister vum der Aarbecht hei bei eis hunn -, dass bei der Formatioun och d'Thema Open Data bei der Grondausbildung vum de Beamten an de Karriären A a B vun de Fonctionnaires an der Administration gouvernementale ass. An den INAP bitt och nach eng Rei Formatiounen, fir eeben déi wichteg Prozesser ze begleeden.

A last but not least wollt ech eeben och just soen, dass mir den Dateportal hei zu Lëtzebuerg schonn hunn. Mir hunn zum Beispill den data.public.lu, wou eng 12.000 Fichieren och disponibel sinn.

A just zur Informatioun: Mir haten normalerweis 200 Visitten den Dag an der Moyenne virun der Kris; mir hunn am Moment 5.000 Visitten den Dag, wou eeben déi Daten och kënnen consultéiert ginn. A mir hate souguer och e Pick vun 13.000 Visitten hei.

Fir mech also, wéi gesot, nach eng Kéier: Här Arendt, merci. De richtege Kader ass hei gesat ginn. An ech soen ...

A, d'Madamm Adehm hat och nach zwou Froe gestallt, ech wëll och der Madamm äntweren. D'Gesprécher mam Commissariat sinn och permanent. Bis elo sinn och keng Problemer hei identifizéiert ginn.

An iwwert d'Souveränitéit: Et ass egal, aus wéi engem Land; et kënn een op d'Donnéeën, nonobstant le pays d'origine. Dat, wat awer ass: Sensibel Donnéeën sollen net accessibel sinn. Dat soll och d'Donnée bleiwen. Et soll och anonymiséiert sinn an och bleiwen. Ech mengen, dass dat och wichteg ass.

An ech soe Merci, well et schéngt jo eng grouse Zoustëmmung hei ze sinn. Ech wënschen lech dann e schéinen Owend, well et schéngt ze sinn, wéi wann et nach net hei fäerdeg wär, wann ech bis hei ginn.

#### **(Hilarité)**

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*. - Merci villmools dem Här Premier- a Medieminister Xavier Bettel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7643. Den Text steet am Document parlementaire 7643<sup>10</sup>.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 7643 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Gales (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Jean-Marie*

*Halsdorf), Françoise Hetto-Gaasch (par M. Félix Eischen), MM. Aly Kaes (par M. Marc Lies), Marc Lies, Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes et Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert);*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch;*

*Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### **(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

### **8. 7772 - Projet de loi portant modification des articles L. 651-2 et L. 651-4 du Code du travail**

Deen nächste Punkt um Ordre du jour vum haut de Mëtten ass de Projet de loi 7772 iwwert d'Kompositioun an de Fonctionnement vum Comité permanent du travail et de l'emploi. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeleecht.

An d'Wuert kritt elo de Rapporteur vum dësem Projet de loi, den honorabelen Här Georges Engel.

#### **Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale**

■ **M. Georges Engel** (*LSAP*), *rapporteur*. - Voilà! Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum matrëssende Projet ...

#### **(Hilarité)**

... vum der Kompositioun vum Comité permanent du travail et de l'emploi, dem CPTÉ. Et geet hei ëm d'Zesummesetzung vum dësem Comité, deen duerch dese Gesetzesprojet méi flexibel soll gestallt ginn. D'Regierung kann decidéieren, dass aner Ministeren derbäikommen, jee no Sujet vum der Tagesordnung. An zweetens gëtt och preziséiert, dass den Ordre du jour vum de jeeweilege Comités-sitzung vum Aarbechtsminister fixéiert gëtt.

Den Depot war de 24. Februar vum dësem Joer.

Et si véier Avisen erakomm.

Deen éischte war dee vum Staatsrot, deen niewent enger Rei vun allgemenge legisteschen Observatiounen och eng Positioun formelle formuléiert huet. Am initiale Gesetzesprojet stoung, dass d'Ministeren « sont à désigner par le Conseil de gouvernement ». De Staatsrot huet berechtigerweis drop opmierksam gemaach, dass am Artikel 76 Alinéa 1 vun der Verfassung steet, dass de Grand-Duc deen ass, deen d'Organisatioun vum der Regierung ze reegelen huet. D'Chamberskommissioun huet deem natierlech dunn och Rechnung gedroen.

D'Chambre des Salariés gradesou wéi d'Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics hunn dann och e positiven Avis heizou ginn.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers hunn e wéineg favorabelen Avis zu där Ännerung hei ginn, well si soen, dass et net soll exklusiv den Aarbechtsminister sinn, deen d'Regierung am CPTÉ soll vertrieeden. Béid Kummere verweisen op d'Wichtigkeet, dass och de Wirtschafts- an de Mëtzelstandsminister ëmmer sollten derbäi sinn. A si fuerderen dann och, dass virun all Sëtzung d'Delegatioun vum der Regierung sollt bekannt gemaach ginn. Gradesou soll 15 Deeg virun dem nächste Komitee den Ordre du jour matgedeelt ginn.

D'Chamberskommissioun huet festgehalen, dass den Aarbechtsminister bestëmmend ass an d'Komiteessetzung deementspreechend och presidéiert. An e ka sech dann och dobäi, wéi dat och elo virdu gesot ginn ass, vun anere Ministerkolleege begleede loosson.

De Rapport gouf à l'unanimité den 28. Oktober ugeholl.

Ech soe Merci fir d'Nolasschteren, Merci fir déi gutt Aarbecht an der Kommissioun, an ech ginn heimat der den Accord vum der LSAP.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!



■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech soen dem Här Rapporteur Georges Engel villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Marc Spautz.

#### Discussion générale

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Merci, Här President. Och merci dem Här Engel fir säin ausféierleche Bericht iwwer de CPTÉ. Et muss ee wëssen: Dat heiten ass déi drëtt grouss Ännerung. 1996 war de Règlement grand-ducal, wéi den CPTÉ geschaaft ginn ass, op Basis vum Tripartitesgesetz. An 2007 ass eréischt d'Gesetz entstanden, fir de CPTÉ och gesetzlech festzehalen, well virdrun ass ëmmer nëmmen iwwer Règlement grand-ducal gefuer ginn, sou dass dat wierklech elo déi drëtt gréisser Ännerung an déi drëtt gréisser Etapp am CPTÉ ass; de CPTÉ, deen e ganz wichtige Rôle spillt am Sozialdialog, am Dialog zwëschen de Patronen an de Gewerkschaften, awer och ëmmer ënnert der Regierung. An et war vun Ufank un ëmmer ënnert der Responsabilitéit vum Aarbechtsminister, wou et gelaf ass. Et waren ëmmer aner Kompositiounen.

Ech hat Chance, eng Kéier op där enger Säit do ze setzen an eng Kéier op där zweeter Säit. Op déi drëtt Säit - bei d'Patronen - hat ech et ni gepackt!

#### (Hilarité)

Dofir, et muss een och soen, dass och ëmmer grouss Diskussiounen do waren. Et waren heiansdo haart Diskussiounen. Mee et war ëmmer wichtig, dass dee Gremium bestanen huet. An ech sinn och elo zouversichtlech, dass et mat dësen Ännerungen och wäert am positive Sënn weidergoen, an dat am Interêt vum Lëtzebuurger Sozialdialog.

Villmools merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Spautz. D'Wuert geet eriwuer bei d'Madamm Hartmann.

■ **Mme Carole Hartmann (DP).** - Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir seng zwee ganz komplett Rapporten. Ech mengen, hei ass et wichtig, dass eng gewësse Flexibilitéit geschaaft gëtt, virun allem wa Sujeten am CPTÉ diskutéiert ginn, wou och méi Ministère mat dru schaffen. Dann hu mer hei elo mat dësem Gesetz méi Flexibilitéit, dass den Aarbechtsminister sech och kann entouréieren, fir dass och all Ressort mat an den Diskussiounen derbäi ass.

D'DP-Fraktioun gëtt den Accord zu dësem Projet de loi.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Hartmann. D'Wuert geet weider un den Här Carlo Back.

■ **M. Carlo Back (déi gréng).** - Merci, Här President. Merci un de Georges Engel fir säi Rapport, deen, mengen ech, ganz detailléiert war. Dat heite Gesetz dréit effektiv jo zu enger gréisserer Flexibilitéit bái eebe vun deem, mengen ech, awer wichtige Projet, dee mer hei hunn hei an der Gesellschaft: Dat ass eng gutt Gestiou vum Emploi. An dofir gi mir och als Gréng eis Zoustëmmung fir de Projet.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Back. Da wier et un der Madamm Myriam Cecchetti.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Okay. Also, ech schléisse mech meng Virriedner a -riednerinnen un. Mir begrëssen och déi Flexibilitéit, well dat mécht d'Saach einfach vill méi einfach. Déi Leit, déi mussen do si laut dem Ordre du jour, dat mécht Sënn. De Prozess gëtt dofir net méi blockéiert. Dat

ass eng gutt Saach. An dofir schléisse mir eis un a stëmmen derfir.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Cecchetti. Da wier et um Här Jeff Engelen.

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll dem Här Georges Engel en häerzleche Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, et ass alles gesot. Ech bréngen den Accord vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Engelen. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Jo, merci, Här President. Als Éischt e Merci un de Rapporteur fir säi succinté mëndlechen, awer ganz ausféierlechen a gudd schrëftleche Rapport. Ech mengen, datt dat, wat am Projet steet, erkläert gouf, och wou et hierkënn, de CPTÉ.

Deen eenzege Bemoll, dee jo och nach vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers opgeworf gouf, ass, datt nieft dem Aarbechtsministère och de Wirtschafts- a Mëtzelstandsministère sollt representéiert sinn, wat awer vun aneren Acteuren net zrëckbehale gouf. Deementspriedend kënnen mir och eisen Accord ginn.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier an Aarbechtsminister Dan Kersch.

#### Prise de position du Gouvernement

■ **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Merci, Här President. Ech mengen, ech kann et och kuerz maachen. Merci fir deen exzellente Rapport an och déi Beiträg, déi elo komm sinn, déi am Fong alles soen.

Den CPTÉ gëtt méi flexibel an dat ass dat, wat mer alleguerte wollten. Dofir merci fir d'Unanimitéit, déi sech hei ofzeechent.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci dem Här Aarbechtsminister.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 7772. Den Text steet am Document parlementaire 7772<sup>5</sup>.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7772 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass eestëmmeg mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Félix Eischen), Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes (par Mme Octavie Modert), Marc Lies, Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Gilles Roth) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole*

*Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par Mme Cécile Hemmen), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par Mme Lydia Mutsch), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;*

*Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

#### 9. 7858 - Projet de loi portant :

1° dérogation temporaire à l'article L. 511-5 du Code du travail ;

2° modification du Code du travail

Mir kommen elo zum Projet de loi 7858, enger Ofännerung vum Aarbechtsrecht. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeluecht.

An och hei ass de Rapporteur den honorabelen Här Georges Engel.

#### Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

■ **M. Georges Engel (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Dir kommt fir d'zweet dann an de Genoss vun engem faszinéierende Rapport, ...

#### (Interruptions)

... nämlech deem vum Projet de loi 7858. Do geet et haaptsächlech ëm den Artikel 511-5 aus dem Code du travail an och liicht Modifikatiounen vum 511-5, 511-10 a 513-3. D'Derogatioun ass duerch d'Pandemie natierlech néideg, mee si gëtt elo verlängert, an esou gëtt se och elo retroaktiv op den 1.1. an nach bis den 31.12. vun dësem Joer ugewannt.

Ëm wat geet et hei? Déi ganz Pandemie iwwer hu mer probéiert, d'Betribler duerch d'Kris ze kréien an eeben elo och aus der Kris ze bréngen. Dës Kris huet bei ville Betribler zu méi séiere Restrukturationsprozesser gefouert, déi ganz dacks awer och Auswierkungen op d'Beschäftegung hunn.

An deem Sënn ass et néideg, fir dëst Joer d'Unzuel vun den Aarbechtsstonnen, déi ënnert dem Regime vum Chômage partiel am Kader vun engem Plan de maintien dans l'emploi kënnen lafen, unzepassen, an dat vun 1.022 op 1.714 Stonnen eropzehiewen. Ze preziséieren ass, dass et hei ëm de Chômage partiel vu struktureller Natur geet. Dës Reegelung - déi 1.714 Stonnen - soll dann och definitiv elo fir fundamental Restrukturatiounen am Code du travail festgehale ginn, dat awer ëmmer nëmme begleet duerch e Plan de maintien dans l'emploi, deen engem sektoriellen Tripartiteaccord entspränge muss. Dat kléngt elo technesch an ass och kontrovers diskutéiert ginn.

Eng weider definitiv Ännerung am Code du travail betrëfft de Preavis, deen de Salaré muss kréien, wat en eventuelle Chômage partiel ueget, grad ewéi d'Situatioun vu Salaréien, déi während engem solche Chômage demissionéieren.

Schlussendlech gëtt et den Artikel 513-3 vum Code du travail, deen nach eng Kéier ofgeännert gëtt. Et ginn nach eng Rei Dispositiounen festgeluecht, déi obligatoresch an engem Plan de maintien dans l'emploi musse sinn, fir dass dësen homologéiert ka ginn.

Den 09.07.2021 ass dee Projet hei deponéiert ginn. De Staatsrot huet keng Observatiounen a sengem Avis gehat an och keng Opposition formelle. D'Salariatskummer huet de Projet och positiv aviséiert. An engem gemeinsamen Avis awer vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers vum 30. September vun dësem Joer, weise béid Kummere sech kritesch, wat dëse Gesetzesprojet ueget.

An dësen Avis ass dann och méi laang an - ech hunn ech virdu gesot - méi kontrovers an eiser Aarbechtskommissioun vum 28. Oktober diskutéiert ginn. Esou verweise si beispillsweis op Onprezisiounen, wat d'Obligatioun vum Plan de maintien dans l'emploi a puncto Kuerzaarbecht ueget. Se wiere sech dann och dergéint, datt verschidden Dispositiounen, déi am Kader vun der Kris getraff ginn, och elo no der Kris weider hir Gültigkeit behalen. Et geet hei notamant drëm, datt d'Maximalzuel vun 1.022 Stonnen och weiderhi kann iwwerschritt ginn, wéi ech elo virdrun och gesot hunn. Deenen zwee Acteuren do no, dierft dëst nämlech just a Krisenzeiten de Fall sinn.

Weider net averstane si béid Kummeren, wat d'Exigencen ueget a puncto vum Plan de maintien dans l'emploi. Hei géif dat elo weider zäitlech a finanziell Contrainté mat sech bréngen. An dat ass hirer Meinung no net richtig.

Den Aarbechtsminister huet an där Aarbechtskommissioun vum 28. Oktober vill weider Erklärungen an Informatiounen zu dësem Avis ginn an och ënnerstrach, dass keng zousätzlech Obligatiounen an dësem Gesetzesprojet virgesi sinn, mee dass u sech eng Dispositioun do wär, fir d'Prozedur ze beschleunegen.

D'Zuele vun de Plans de maintien dans l'emploi sinn nämlech an der leschter Zäit explodéiert. Viru Covid si se déi Informatiounen an de Betrib froe gaangen, sur place. Haut ass dat net méi méiglech bei där Unzuel vun Demanden, soudass déi Informatiounen elo mussen am Kader vun der Demande direkt mat eragi ginn.

Kloer ass et och, dass den Accord zu dräi essenziell ass, well e grouse Coût supplémentaire fir de Fonds pour l'emploi hei entsteet.

D'Aarbechtskommissioun huet den 28. majoritär hiren Accord zum Rapport ginn. An ech ginn och heimmadder den Accord vun der LSAP a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Här Rapporteur Georges Engel.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dem Georges Engel e grouse Merci fir säi mëndlechen an och schrëft-

## Le saviez-vous ?

### COMPTE RENDU

Le compte rendu est une publication de la Chambre des Députés qui reproduit dans leur intégralité toutes les interventions faites lors des séances plénières de la Chambre des Députés. Il contient par ailleurs un résumé des textes législatifs adoptés, les questions posées aux membres du Gouvernement et les réponses reçues ainsi qu'un aperçu général des activités de la Chambre des Députés. Le compte rendu est distribué gratuitement en tant que supplément des trois principaux quotidiens à tous les ménages. Il peut être consulté en ligne sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Séances publiques - Comptes rendus des séances.

### GROUPE POLITIQUE

Un groupe politique est une formation interne de la Chambre des Députés réunissant des membres de celle-ci d'après leurs affinités politiques. Pour être reconnu, un groupe politique doit comprendre au moins cinq membres. Chaque groupe politique désigne un président qui le représentera au sein de la Conférence des Présidents et se voit mettre à sa disposition des locaux et des crédits calculés sur base de sa représentation proportionnelle à la Chambre.

### BUREAU DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le Bureau, élu par la Chambre, se compose du Président, de trois Vice-Présidents et de neuf membres au plus. La Chambre élit également des membres suppléants permanents, dont le nombre maximal est fixé à neuf. Le Secrétaire général fait partie du Bureau sans toutefois pouvoir participer aux votes. Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international et règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes. Par ailleurs, il s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend les décisions relatives au personnel de l'administration parlementaire.

### COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Pour faciliter, rationaliser et préparer les travaux parlementaires en séance publique, la Chambre forme des commissions permanentes et, en cas de besoin, spéciales. Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi ainsi que les amendements et motions que le Président leur renvoie. Elles ont également pour mission de préparer des débats ainsi que d'organiser des auditions et des visites.



leche Rapport an och déi Explikatiounen, déi en elo zu dësem Projet de loi ginn huet.

De Chômage partiel war eng vun de Saachen, déi eis vill gehollef hunn déi lescht Méint an der Covid-situatioun, déi mer haten, déi et fäerdegbruecht hunn, dass Aarbechtsplaze konnten erhale ginn an dass Aarbechtsplaze konnten ofgesécheret ginn. Mir hunn Diskussiounen gefouert an deene verschiddene Packagen, déi gemaach gi sinn, ob dat déi waren, wou mer d'Diskussioun hate mam Aarbechtsminister selwer, oder och an deenen Diskussiounen, déi mer hate mam Minister vun de Classes moyennes iwwert déi Aiden, déi komm si fir Betriber. Do waren och déi Aidë vum Chômage partiel ee vun deene gréisste Voleten, déi derbäi waren. An dass mer esou gutt derduerch komm sinn, huet sécherlech och mam Chômage partiel ze dinn.

De Georges Engel huet et gesot: Dat eent ass e Projet, deen dauert vum 1. Januar 2021 bis den 31. Dezember 2021, wat mer dann och hei extra soulignéieren. Dat ass den Artikel 1 vun dësem Projet de loi, wou et, mengen ech, weider näischt ze soe gëtt. Mee de Problem an d'Diskussioun, déi gefouert ginn ass, ass, dass den Definitivum soll méiglech sinn an Zukunft, fir méi Stonne wéi d'Hallschent vun enger Joeresaarbechtszäit, déi et bis elo war ..., fir déi och kënnen méi héich ze fueren.

Ech ka mech erënneren, als fréiere Member vum Comité de conjuncture, dass et soss üblech war - mee do waren, muss ech awer och soen, net esou vill Demanden do, wéi dat de Moment ass -, dass dann d'Sekretariat vum Comité de conjuncture sur place kucke gaangen ass an déi Betriber, wat do lass ass, mat de Leit geschwat huet, souwuel vu Patronatssäit wéi vu Salariatssäit, well dat och ëmmer ganz wichteg war, dass een déi Analys gemaach huet. Well och do ware schonn an der Zäit Betriber, déi och méi laang Chômage partiel kritt hunn, wéi et am Fong vum Gesetz virgesi war.

Ech ka mech do erënneren un e gréissere Betrib, dee Plättercher hiergestallt huet am Oste vum Land, vun deem an Zwëschenzäit kee Mënsch méi schwätzt, wou mer allkéiers zesammen - d'Regierung, d'Gewerkschaften an d'Patronen - deenen ëmmer nach Chômage partiel ginn hunn, well ëmmer gehofft ginn ass, dass hir Plättercher an dat, wat se géifen hierstellen, awer nach eng kéier géif um Maart gebraucht ginn - wat awer herno leider net de Fall war.

Mee och op déi Aart a Weis war et méiglech, Aarbechtsplazen ofzebauen, ouni dass et zu blankem Chômage komm ass. An ech kéint elo nach x aner Beispiller ginn, mee dat géif eis an dësem Punkt net weiderbréngen.

Eng vun de Kriticken, déi gemaach ginn ass vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers, de Georges Engel huet eng dovun ënnerstrach Dat anert ass déi, dass net wéi beim Comité permanent du travail et de l'emploi, dee mer virdrun e bësse geännert hunn, driwwer geschwat gi wier an dass déi doten Diskussioun do ni stattfonnt huet.

Dat ass eng vun hire Kriticken. Fir mech war et ëmmer üblech, wann iwwer Chômage partiel geschwat ginn ass, dass dat am Comité de conjuncture geschitt ass. Well de Comité de conjuncture nämlech dee Gremium ass, deen decidéiert an dee festhält, wat am Chômage geschitt. An de Comité de conjuncture - Här Minister, huet mer et net iwwel -, dee steet fir d'alleréischtt ënner der Ekonomie an dann ënner dem Travail, wou dann och ëmmer do gemeinsam déi Diskussiounen gefouert ginn a wou och déi gemeinsam Sitzunge stattfannen, wou souwuel de Wirtschaftsminister wéi och den Aarbechtsminister present sinn, fir dann ze kucken: Wie kritt Chômage partiel accordéiert a wie kritt en net accordéiert?, dass dat och och ëmmer suivéiert ginn ass.

■ **M. Dan Kersch, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- De Finanzminister, deen hutt Der vergiess.

■ **M. Marc Spautz (CSV).**- Och de Finanzminister.

■ **M. Dan Kersch, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Et sinn déi dräi Ministeren. Et ass am Fong eng Coprésidence.

■ **M. Marc Spautz (CSV).**- Et ass deen, deen d'Flëssegkeeten huet, jo.

■ **M. Dan Kersch, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- An der Praxis ass dat e bësse aneschtens, ...

■ **M. Marc Spautz (CSV).**- Jo.

■ **M. Dan Kersch, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- ... mee am Règlement grand-ducal steet et esou.

■ **M. Marc Spautz (CSV).**- Am Règlement steet et esou, jo. Ech muss lech soen: Déi Zäit, wéi ech do souz, war de Finanzminister an den Aarbechtsminister dee selwechten.

(Hilarité)

Dofir war dat anescht.

(Interruptions)

Mee ech wëll awer och do ënnersträchen, dass ee verschidde Bedenken - de Georges Engel ass schonn drop agaangen an de Minister hat se och an der Kommissioun genannt - ka verstoen, déi do ubruecht ginn. An dofir wollt ech och soen, dass mir als CSV de Projet wäerte matdroen, mee dass mer awer eng Motioun eraginn, déi och vun de Kolléegen vun der LSAP, der DP, deene Gréngen a vun de Piraten mat ënnerschriwwen ginn ass, wou mer der Meenung sinn, dass een no 18 Méint soll eng kéier e Bilan zéien, wann ee gesäit, dass dann déi Befierchtunge sollte wouer sinn. Da kann een et änneren. A wann näischt geschitt ass mat deene Befierchtungen, déi do vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce virbruecht gi sinn, dass een dann net méi brauch dervun ze schwätzen.

Ech wëll och betounen: D'Chambre des Salariés huet kee Problem mat deem Projet, deen et ass. An och vun der Chambre des Fonctionnaires a vum Staatsrot huet keen dee Problem opbruecht. En ass

just ënnerstrach gi vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce. An et soll een och do deenen awer weisen, dass net alles op daf Ouere gestouss ass an dass mer soen: Mir kucken no 18 Méint eng kéier a maachen e Bilan do derzou.

An dofir, Här President, hei ass d'Motioun.

**Motion 1**

*La Chambre des Députés,*

- *vu le projet de loi n° 7858 ayant pour objet de modifier certaines dispositions légales en rapport avec le chômage partiel de source structurelle ;*

- *vu l'avis commun de la Chambre des Métiers et la Chambre de Commerce et les réserves y exprimées e. a. quant à la pérennisation de mesures temporaires de maintien dans l'emploi décidées dans le cadre de la crise du Covid-19 ;*

- *vu également le communiqué de l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) du 8 novembre 2021 intitulé « Chômage partiel et plans de maintien dans l'emploi : une réforme néfaste »,*

*invite le Gouvernement*

- *à procéder à une évaluation du dispositif légal dans les 18 mois de l'entrée en vigueur du texte de loi sous revue ;*

- *à revaloriser le dialogue social à tous les niveaux, y compris dans le cadre du CPTÉ.*

(s.) *Marc Spautz, Carlo Back, Sven Clement, Georges Engel, Carole Hartmann.*

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Spautz.

■ **M. Marc Spautz (CSV).**- An dat gesot, Kolléeginnen a Kolléegen, villmools merci fir d'Nolauschteren, an ech ginn d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun. Merci.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Spautz. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Carole Hartmann (DP).**- Merci, Här President. Kolléeginnen a Kolléegen, fir eis alleguerte war d'Pandemie eng grouss Erausforderung - natierlech och fir d'Entreprises an hir Salariéien. D'Regierung huet awer am Verlaf vun deene leschten 20 Méint hiert Méiglechst gemaach, fir de Betriber ze hëllefen, dës schwéier Zäit ze iwwerstoan an Aarbechtsplazen ze retten. Fir ze evitéieren, dass Aarbechter hir Plaz verléieren, gouf an der Kris op de Chômage partiel zréckgegraff - een zentralen Outil, deen ëmmer nees d'Leit an der Aarbecht gehalen huet.

D'Regierung wëllt d'Betriber och weiderhin op hirem Wee eraus aus der Kris begleeden a wëllt dowéinst mat dësem Projet de loi Upassunge beim Chômage partiel structurel virhuelen. Temporaire hëllefe mer deene Betriber, déi am schlëmmste vun der Kris betraff waren an aktuell och nach ëmmer sinn. Wéi an der Kommissioun preziséiert gouf, hunn all déi Concernéiert aktuell schonn e Plan de maintien

dans l'emploi ofgeschloss, soudass et fir déi Entreprises hei net eng zousätzlech Laascht ass, déi hei iwwert d'Gesetz agefouert gëtt.

Déi permanent Ännerungen, dat hu mer elo schonn héieren, vun dem Code du travail, suergen do dergéint fir méi Diskussiounen. De Rapporteur ass op d'Diskussiounen agaangen, déi mer an der Kommissioun haten. An ech soen em op dësem Niveau och Merci fir seng zwee Rapporten.

Notamment d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers hunn an hirem gemeinsamen Avis eng Rei Bedenke geäussert, zum engen de Fait, dass déi maximal 1.714 Stonne pro Salarié hei perenniséiert ginn, awer och, dass dofir de Plan de maintien dans l'emploi elo ëmmer muss presentéiert ginn.

Dëse Plan de maintien dans l'emploi muss neierdengs am Accord mat de Sozialpartner ausgeschafft ginn a muss och nach weider zousätzlech Exigencen erfëllen, déi och mat dësem Projet de loi agefouert ginn.

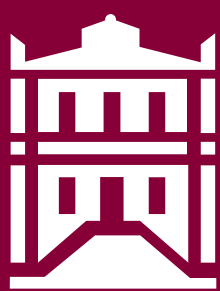
D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers hunn zum enge kritiséiert, dass dës Reform vum Chômage partiel structurel net am CPTÉ ugeschwat gouf - et ass elo scho gesot ginn. De CPTÉ ass awer - an dat ass virdrun och beim Projet de loi gesot ginn - dat zentraalt Organ, an deem d'Patronat, d'Gewerkschaften an d'Regierung mateneen iwwer Sujeten diskutéieren sollen. Et ass dowéinst effektiv schued, dass de bewäerte Lëtzebuerger Modell an dësem Fall hei net zum Asaz komm ass.

Déi zwou Chamberen ginn awer och ze bedenken, datt et zu engem Desequilibrium an de Muechtverhältnissen tëschent de Sozialpartner kéint kommen, well d'Gewerkschaften an Zukunft all Demande fir de Chômage partiel structurel blockéieren kéinten, wa si de Plan de maintien dans l'emploi net approvouéieren. Déi nei Exigencen, déi fir de Plan de maintien dans l'emploi festgeluecht ginn, si béide Chamberen no och net realistesch ëmsetzbar. Villméi besteet hirer Meenung no de Risk, dass d'Betriber weidere finanziellen an zäitleche Belaaschtungen ausgesat sinn, an dat obwuel de Plan de maintien dans l'emploi de Betriber an hire Salariéien jo hëllefe soll, schwéier Perioden ze iwwerstoan.

Sollt sech erausstellen, wéi vun deenen zwou Chamberen gefaart, dass dës Neierunge vum Code du travail net zu enger Verbesserung bäidroen, mee de Betriber et onnéideg schwéiermaachen, jo souguer Plan-socialen oder Licenciementer kéinte provozieren - wat natierlech weeder am Interêt vun de Betriber nach vun de Salariéien wär -, da musse mir och bereet sinn, eventuell hei nozebesseren.

Fir d'Demokratesch Partei ass et dowéinst ganz wichteg, dass mir den Impakt vun dësen neien Dispositionen ganz genau am A behalen an och analyséieren an e Bilan vun deem neie Gesetz zéien, soudass mir an deem Sënn och dem Marc Spautz seng Motioun ënnerstëtzen.

Ënner Berécksiichtigung vun dësen Iwwerleeunge ginn ech den Accord vu menger Fraktioun an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.



CHAMBRE  
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op  
**Chamber TV**  
och an der Rediffusioun  
all Sëtzungsdag  
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**

- L'actualité parlementaire sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu), avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.



## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens :

Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

#### Contenu rédactionnel :

Service du compte rendu de la Chambre des Députés

Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

#### Saisie de texte :

Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

#### Conception et mise en page :

Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

#### Concept et coordination générale :

brain&more, agence en communication, Luxembourg

#### Imprimeries :

Mediahuis Luxembourg SA  
60, rue des Bruyères  
L-1274 Howald

#### Editpress SA

Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll  
L-4361 Esch-sur-Alzette

#### Plusieurs voix.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Carole Hartmann. An da wier et um honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Carlo Back (déi gréng).**- Jo, merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, et ass elo scho gesot ginn: De Chômage partiel ass e ganz wichtegen Dispositif, fir den Emploi hei zu Lëtzebuerg a Krisenzäiten ze schützen. Mir sécheren domat net nëmmen Aarbechtsplazen, mir ënnerstëtzen och déi Entreprises, déi grad eng schwiereg Phas duerchlafen.

Während der Pandemie gouf dësen éischter diskreeten Dispositif enger méi grousser Effentlechkeet zum Begrëff. Mam Gesetz vun haut féiere mir eng Rei Verännerungen an, déi och iwwert dës Kris eraus sollte Bestand hunn. De Rapport, deem ech hei villmools Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport, ass schonns am Detail op déi verschidden Elementer agaangen.

Ech wëll awer e puer Wieder iwwert déi méi substanzuell Ännerung verléieren, déi dëst Gesetz aféiert. An Zukunft wäert et nämlech méiglech sinn, ënner verschiddene Bedéngungen, net 1.022, mee bis zu 1.714 Stonne Chômage partiel am Joer pro voll Tache ze bezéien.

Dës Reegelung war no der Finanzkris vun 2009 schon eng kéier a Kraaft. An enger Analys vum deemolegen CEPS/INSTEAD - dat ass haut de LISER - vun 2011 huet de Fuerscher Jacques Brosius gesot, de Chômage partiel wier eng vun de Mesuren, déi dozou bäigedroen hunn, den Effet vun der Kris op den Emploi ofzeschwächen. Am Rapport vum Ministère déizäit steet, datt 2009 knapp 56 Milliounen Euro fir de Chômage partiel ausgi goufen. Do ass awer leider keng genau Opschlësselung, wéi vill Leit dat wäeren an aus wat fir engem Secteur déi kommen.

D'Patronat, dat ass och elo scho gesot ginn, huet an deene leschten Deeg nach eng kéier effentlech hir Kritik ënnerstrach, dass d'Bedingungen, fir vun dësen 1.714 Stonne Chômage partiel ze profitéieren, ze streng wieren. Virun allem kritiséiert d'Patronat, dass et heifer e sektoriellen Accord bräicht, woumat d'Gewerkschaften ze vill Matsproocherecht kréichen.

Et ass natierlech och verständlech, dass dësen Outil vum Chômage partiel an dësem konkrete Fall, wou méi wéi 1.022 Stonne pro Salarié gefrot ginn, manner flexibel gëtt. Anerersäits geet et hei ëm d'substanzuell effentlech Gelder an, et ass och net ze vergiessen, ëm substanzuell Lounabousse fir d'Salariéen. Et ass also net onbedéngt vu Muttwëll, hei nach zousätzlech Bedingungen ze stellen.

Mir sollten awer d'Ëmsetzung, an dat ass hei och gesot ginn, vun dësem Gesetz an der Praxis am A halen an eventuell bereet sinn nozebesseren, falls et hei zu gréisserer Problemer géif kommen. Et wär doniewent dann awer och ganz gutt, wann den Dispositif vum Chômage partiel eng kéier enger méi ëmfaassender wëssenschaftlecher Evaluatioun ënnerzu géif ginn. Iwwert de Comité de conjoncture gëtt et natierlech e reegelméisseg Suivivum Chômage partiel, mee grad fir de verstärkten Asaz vum Dispositif während der Pandemie géif sech eng Analys mat méi Recul duerchaus ubidden. Dofir begrësse mir och déi Motioun, déi vum Här Spautz preparéiert gouf, wou jo eng Rei Partie mat ënnerschreien. Mir ënnerstëtzen natierlech dee Projet.

Dat gesot, soen ech lech Merci fir d'Opmierksamkeet a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Carlo Back. An de Mikro ass elo fräi fir den Här Jeff Engelen.

■ **M. Jeff Engelen (ADR).**- Merci, Här President. Ech wëll dem Här Georges Engel en häerzleche Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, et ass alles gesot. Da ginn ech den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Engelen. Ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Myriam Cecchetti.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).**- Jo, merci. Ech schlësse mech dem Här Engelen un, et ass alles heizou gesot. Dat Wichtigst, wat ass, dat ass: Den Accord zu dräi ass nach ëmmer gewährleitet. De Plan de maintien dans l'emploi gëtt et scho laang. Dat ass alles tiptopp. An dofir gi mir, wéi gesot, den Accord vun eiser Partei.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als éischt nach eng kéier - fir d'zweet dann haut den Owend - e grouse Merci un de Rapporteur Georges Engel fir den ausféierleche Rapport zu dësem Dossier.

Ech ginn der Madamm Cecchetti net ganz Recht, datt alles gesot ass, well ech mengen, soss hätt ech et net fir néideg fonnt, nach eng kéier eropzekommen.

#### (Interruptions diverses)

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Clement, loosst lech net stéieren. Fuert weider!

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Jo, et ass ëmmer einfach, wann een aus Bequeemlechkeet anere wëllt soen, si sollen net méi schwätze kommen.

#### (Interruptions)

Nee, dat war elo dee rietse Bord hei, deen dat gesot huet. Dofir hunn ech dat misse kommentéieren.

#### (Interruption)

Ech loosse mech net stéieren. Maacht lech keng Suergen, Här Baum.

Ech fannen et gutt, datt mer dee Projet hei maachen. Ech fannen et gutt, datt mer de Chômage partiel perenniséieren an ech fannen et gutt, datt mer retroaktiv déi Méiglechkeet schafen, ouni zousätzlech Hürden opzebauen.

An trotzdem fannen ech et speziell, haut e Gesetz ze stëmmen, wat, zumindest fir den éischten Artikel, nach eng Lafzäit huet, wann da bis d'Dispens vum zweete Vott do ass, vu sechs Wochen, wann et héichkënn. Also dann huet de Staatsrot séier geschafft. Well den éischten Artikel, pour rappel, géillt bis den 31.12. dëst Joer, awer retroaktiv ab dem 1. Januar - wat dann awer speziell ass. An dat sollt een, mengen ech, och nach eng kéier erwänen, datt mer och an Zukunft, wa mer esou Saache maachen, vläicht op méi Planungssécherheet sollte setzen. Ech weess, datt an der Pandemie net ëmmer alles méiglech ass ...

■ **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Här Clement, hutt Der matkritt am Rapport vum Här Engel, dass de Projet am Februar deponéiert ginn ass?

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Jo, dat krut ech mat.

■ **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Très bien!

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Nichtsdestotrotz huet et awer eng Zäitche gedauert, bis mer en dann heihinnerbruecht hunn. Ech hunn net gesot, wie schold dorunner ass. Ech hu just gesot: Et huet eng Zäitche gedauert. Här Kersch, wann ech lech wéilt d'Schold ginn, dann hätt ech dat genau esou gesot. Ech hunn dat net gemaach.

#### (Interruption par M. Dan Kersch)

Ech mengen, d'Fro war nämlech hei: D'Betriber hu sech jo säit Februar op eng Erhéijung vun deene Stonne verlooss an et war wichtig, datt mer dat elo géife maachen. Et wier awer och fir d'Chamber gutt, Här President, wa mer an Zukunft kéinte kucken, datt mer esou Saachen, déi Retroaktivitéiten hunn, net érischt kuerz viru Schluss géife stëmmen!

Well dëst Gesetz awer nëmmen e puer wéineg Betriber betrëfft, ass dat net ganz esou dramatesch an deem heite Fall, well - ech mengen, mir hunn et virdu gesot - déi meescht, oder alleguerte souguer laut dem Rapport, hunn e Plan de maintien dans l'emploi. Deementspriedhann kann ech hei och den Accord ginn, obwuel mer schonns 90 % vun der Durée de vie vum Artikel 1 hannert eis hunn.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Clement D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier an Aarbechtsminister Dan Kersch.

#### Prise de position du Gouvernement

■ **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Merci, Här President. Ech wëll och dem Rapporteur nach eng kéier Merci soen, well e wierklech ganz ausféierlech och op déi Diskussiounen agaangen ass, déi mer an der Kommissioun gefouert hunn. Ech mengen, mir hunn déi Avisen, déi mer kritt hunn, ganz, ganz seriö geholl.

Hei geet et engersäits drëms, eng nei Méiglechkeet ze schafen. Den Här Spautz huet virdu e Beispill gesot, dass et emol an der Praxis och scho Saache gouf, wou mer iwwert déi 1.022 Stonnen erausgaange sinn, awer ouni déi néideg Sécurité juridique. Hei schafe mer déi elo. An ech mengen, et ass normal, dass, wa mer eng nei Méiglechkeet schafen, also och nei Ausgaben ënner Ëmstänn provozéiere fir de Fonds pour l'emploi, also fir effentlech Suen, dass ee sech dann awer eng gewësse Kontrollméiglechkeet gëtt an dann als Bedingung draschreift, dass dräi Partner mat um Dësch sëtzen: engersäits d'Salariéen, vertrauten duerch hir Gewerkschaften, anersäits selbstverständlech d'Patronen, mee schlussendlech awer och deen, dee schlussendlech muss d'Sue mat ausginn, nämlech de Staat respektiv d'Regierung. Ech mengen, et ass dat, wat mer hei ustriewen, am Kader och vun deem Lëtzebuurger Sozialdialog, dee mer alleguerte kennen.

An normalerweis, wann een a Schwierigkeeten war, virun allem dann huet dat Land ëmmer gewisen, dass et kann zesummestoen! Da sinn och ëmmer inhaltlech gutt Léisunge fonnt ginn.

Ech wollt vläicht nach eppes soen zu deem ënnerschwellige Virwurf, hei géifen elo Plan-de-maintien u sech perenniséiert ginn. Ech gesinn dat net esou. Ech mengen natierlech, dass dat Instrument vum Plan de maintien u sech gestärkt gëtt, wat awer e gutt Instrument ass, wat mer och ugewannt hunn. Notamment an dëser Kris war dat e ganz wichtegt Instrument, fir de Chômage partiel an deem Mooss kënnen opzemaachen, wéi mer et elo an der Vergaangenheet gemaach hunn.

Et ass also net esou, dass, esou wéi et och am Avis vun der Chambre de Commerce a vun der Chambre des Métiers e bëssen erauskënn, „neierdëngs“ elo en Accord vun de Sozialpartner néideg wär, wa mer e Plan de maintien hätten. Well dat war nach ëmmer esou! Ouni Accord vun deenen zwee Partner, déi am Prinzip e Plan de maintien dans l'emploi ausschaffen, dat heescht also e Patron an op där anerer Säit d'Salariéen, ass et net zu engem Plan de maintien komm. An an deem Fall ass et direkt zu engem Plan social komm, an et ass jo dat, wat mer wëlle verhënnere. Fir dass d'Partner matenee schwätzen, an deem Sënn, mengen ech, dass dat heiten e gutt Gesetz ass, wat eis an der konkreter Praxis virubréngt.

Ech selwer hoffen, dass mer dat Instrument ni mussen gebrauchen, fir iwwer 1.022 Stonne mussen erauszegoen! Well et muss ee jo awer wëssen, dass déi Leit, déi iwwer en halleft Joer an der onsécherer Situatioun eng enger Chômage partiel sëtzen, natierlech och enger gewëssener, soen ech emol, psychescher Contrainte ënnerleien. Déi wësse jo net, wat geschitt no deene sechs Méint, wou se elo am Chômage partiel sinn: „Behalen ech meng Aarbecht?“ - „Ech ka mech während där Zäit net onbedéngt aneschtens orientéieren, well ech jo awer nach an engem Aarbechtsvertrag sinn.“ Also ech mengen, et muss een alleguerten déi Saachen do belichten.

Summa summarum géif ech soen, dass dat heiten och eppes ass: Wann et net offiziell als Dagesuerdungspunkt am CPTÉ diskutéiert ginn ass, war et ganz vill a ganz oft Thema am Comité de conjoncture. Ech mengen, ech hunn déi Sitzung bal alleguerte matgemaach, zesumme mam Franz Fayot, wou mer déi Diskussioun gefouert hunn, et ass bal keng Sitzung vergaangen, wou mer net driwwer geschwat hunn: Wéi gi mer an deenen nächste Méint mam Chômage partiel ëm? Wat geschitt, wa mer an eenzelne Betriber net eens gi mat deenen 1.022 Stonnen, déi mer aktuell ëmmer hunn?

An deem Sënn ass dat heiten och mat de Sozialpartner diskutéiert ginn, och wann ech gären d'Kritik assuméieren, dass et net ëmmer offiziell op enger Dagesuerdung vum CPTÉ stoung. Et kann een et ëmmer herno eng kéier besser maachen. Dat wäerte mer dann och an Zukunft maachen.

Wéi gesot, ech ka mech och där Iddi vun enger Motioun ganz gären uschlëssen. Ech fannen dat souguer eng ganz gutt Iddi. Et soll een no annerhallwem Joer eng Evaluatioun maachen, a wann een da gesäit, dass Nohuelbedarf ass, Verbesserungsbedarf ass, da soll een dat einfach maachen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci dem Här Aarbechtsminister Dan Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7858. Den Text steet am Document parlementaire 7858<sup>4</sup>.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7858 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 57 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiuonen ugehooll.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7858 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Laurent Mosar), Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes (par M. Marc Lies), Marc Lies, Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Emile Eicher) et Michel Wolter (par M. Gilles Roth) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

#### Motion 1

Da kéime mer nach zur Motioun, déi vum Här Marc Spautz deposéiert ginn ass. Freet nach een d'Wuert zu dëser Motioun?

#### Vote sur la motion 1

Wann dat net de Fall ass, soll deen, dee mat dëser Motioun d'accord ass, d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass dës Motioun eestëmmeg ugehooll.

#### 10.7525 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi du 15 décembre 2019 portant modification

1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique ;

3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ;

5° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ;

6° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Dee leschte Punkt vum Ordre du jour vun dëser Woch ass de Projet de loi 7525, eng Ofännerung vum Beamtestatut. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

#### (Brouhaha)

An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- Esou geet dat mat enger Motioun, wann ee sech gutt uelet.

#### Rapport de la Commission de la Fonction publique

■ **M. Gusty Graas (DP), rapporteur.**- Merci, Här President. Ech mengen, mir sinn eis alleguer heibannen eens, datt d'Legislatioun an der Fonction



publique eng ganz komplex Matière ass. Et ass munchmol net einfach, dat ganz Arsenal vu Gesetzer ze duerchblécken. Duerfir ass et och net verwonnerlech, datt d'Praxis engem heiansdo diktiert, datt ee muss reegelméisseg Upassunge virhuelen. Dat ass och haut de Fall: Mir mussen eng Rei Ännerungen um Gesetz vum 15. Dezember 2019 iwwert d'Reform vum Stage an der Fonction publique maachen. Donieft gëtt och nach e klengen Oubli redresséiert, wat d'lessensprimm ubelaangt. An da ginn och nach schlussendlech d'Konditione vum der Majoratioun vum Echelon an eenzelne Karriären ugepasst.

Dat bréngt natierlech mat sech, datt eng Rei aner Gesetzer och musse punktuell ëmgeännert ginn, zum Beispill dat iwwert d'Gehälter an de Statut vum de Staatsbeamten, de Regimm an d'Indemnitéite vum de Fonctionnaires an de Staatsemployéen, d'Organisatioun vum INAP, d'Schafe vum Institut de formation de l'éducation nationale an och d'Police-gesetz.

Dat ganz Gesetz besteet aus dräi Artikelen, ass also net ganz riseg. Ëm wat geet et? Ma dat wëll ech lech dann elo am Detail hei matdeelen.

Éischtens emol geet et ëm d'Méiglechkeet vun enger Majoratioun vum Echelon u Beamten aus dem Niveau général fir e puer Fonctiounen mat spezifische Responsabilitéiten, awer nëmmen am Fall, wéi gesot, wou am ieweschten Niveau keng Kandidature virleien.

Déi Méiglechkeet, en Agent aus dem Niveau général ze designéieren, gëtt de Moment jo scho fir verschidde Fonctiounen applizéiert. Et sinn awer eng Rei aner, wou dat net de Fall ass; déi wëll ech dann och hei opzielen: Dat sinn den Expert en radioprotection, den Ingénieur nucléaire, de Juge beim Conseil arbitral des assurances sociales, de Médecin-vétérinaire, de Pharmacien-inspecteur, de Médecin-dentiste an de Médecin. An nach eng kéier wëll ech soen: Et ass nëmmen am Fall, wou keng Kandidatur vum Niveau supérieur do ass, déi esou e Poste wëllt unhuelen.

Dann en zweete Punkt - ech hat scho kuerz drop higewisen -, dat ass de Redressement vun engem Oubli, wat d'lessensprimm ubelaangt: Do stoung nach den Tarif vun 144 Euro dran, mee entre-temps gëtt jo déi lessensprimm an Héicht vun 204 Euro ausbezuelt.

Den drëtten Punkt ass dann am Gehältergesetz vum 25. Mäerz 2015: Do gëtt elo de „sous-groupe policier“ suppriméiert. Firwat? Mee fir datt d'Beamten aus der Gehälterklass C2 aus de Sous-groupë Police an Arméi déi selwecht Stageindemnitéit an dat selwecht Ufankgehalt kréien.

De véierte Punkt, do geet et dann ëm de Stage fir déi Leit, déi an der Gehältergrupp D sinn: An zwar sollen déi elo de fënneften Echelon kréien. Allerdéngs muss se Detenteur si vun engem CAP respektiv vun engem Brevet de maîtrise. Dat bezitt sech allerdéngs nëmmen op déi Agenten, déi d'Fonctioun vum Artisan ausüben.

Da komme mer bei dee fënnefte Punkt: Hei geet et ëm d'Indemnitéite fir d'Stagiaire-fonctionnaire vum Traitementsgrupp B1 vun der Rubrik Arméi, Police, Inspection générale de la police. An déi Indemnitéite gi fixéiert op den drëtten Echelon vum Grade de computation vun der Bonification d'ancienneté. All Staatsbeamten heibanne weess jo, ëm wat et geet.

Dann den Artikel 2, dee komplettéiert den Artikel 27 vum Gesetz vum 15. Dezember 2019. Hei geet et drëms, wéini den Echelon deenen Employéen zougestane gëtt, déi zwee Drëtter vun de Punkten an den Epreuvev kruten. An op Basis vun der aler Legislatioun koume se an de Genoss vum véierten Echelon um Ufank vun hirer Karriär.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dann nach zum Avis vum Conseil d'État. Mengt awer elo net, ech hätt den drëtten Artikel vergiess. Op dee kommen ech nach zréck.

Den Avis vum Conseil d'État, dat war deen éischten, dee krute mer den 9. Juni 2020, an en huet eis do rappelléiert, datt een an engem Gesetz keng Referenz soll maachen op Gesetzer, déi scho suppriméiert goufen.

A sengem zweeten Avis vum 23. Februar 2021 ass e mat der Dispositioun d'accord, déi ech lech vir-drun erkläert hunn, wat d'Majoratioun vun den Echelon fir Beamte vum Niveau général ubelaangt. En hat och nach e puer legistesche Remarque gemaach, déi hu mer selbstverständlech och akzeptéiert.

Dann hat awer och d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics en Avis eragi vum 2. Mäerz 2020. An déi hat awer keng Beanstandung ze maachen.

Dann nach e puer Wuert, wéi dat sech och gehéiert bei engem Rapport, iwwert d'Aarbechten an der Kommissioun. Dat Gesetz gouf den 20. Februar 2020 vum Minister Marc Hansen deposéiert. De 16. September 2020 gouf de President vun der Kommissioun zum Rapporteur ernannt. Zweek Amendements parlementaires hu mer och an där selwechter Reunition ugeholl. An de Rapport gouf schlussendlech och de leschte 27. Oktober eestëmmege ugeholl.

An da wëll ech nach preziséieren, wat den Artikel 3 ubelaangt, deen ech scho vir-drun ernimmt hat: Dee gesäit vir, datt den Artikel 1 op den 1. Januar 2019 retroaktiv ugewannt gëtt. An den Artikel 2 gëtt retroaktiv op den 1. Januar 2020 ugewannt.

Voilà! Ech mengen, elo hunn ech esou gutt wéi méiglech versicht, lech déi liichtverdaulech Kost einfach ze erklären. An da ginn ech och dovun aus, datt jiddweree mam Gesetz d'accord ass. Jiddefalls d'Demokratesch Partei ass dermat d'accord.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - An ech soen dem Här Rapporteur Gusty Graas villmools Merci a ginn d'Wuert un den Här Dan Biancalana.

#### Discussion générale

■ **M. Dan Biancalana (LSAP).** - Merci, Här President. Ma ech géif dem Rapporteur Merci soe fir säi méndlechen a schrëftleche Rapport. Wéi en ervirgehuewen huet, ass effektiv d'Gesetzgebung ronderëm d'Fonction publique ganz komplex. An hei gounge et virun allem drëm, eng Rei Inkohärenzen an och Lacunnen ze behiewen am Kontext vun der Reform vum Stage an der Fonction publique. Deem gëtt hei och haut Rechnung gedroen, an dofir och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Biancalana. An d'Wuert geet weider un den Här Carlo Back.

■ **M. Carlo Back (déi gréng).** - Merci, Här President. Jo, ech géif dem Rapporteur och Merci soe fir säi méndlechen a schrëftleche Rapport. A wéi gesot, et ass normal, e Gesetz soll een ëmmer enger Revisioun ënnerzéien. Dat ass hei gemaach ginn. An dofir gi mer och als gréng Fraktioun den Accord.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Back. An ech entschëllege mech, well ech den éischten ageschriwwene Riedner vergiess hat, déi honorabel Madamm Diane Adehm.

■ **Plusieurs voix.** - O!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

#### (Interruptions)

■ **Mme Diane Adehm (CSV).** - Merci, Här President. Ech maachen et dann och kurz und schmerzlos. Ech soen dem Rapporteur villmools Merci fir säin ausféierleche Rapport, dee war wéi ëmmer ganz prezis. Et ass och e Gesetz, wat e bëssen e Sammelurium u Mesuren ass, déi eigentlech an deem Gesetzesprojet opgefaange gi vu fréieren Oubliën, déi elo solle redresséiert ginn. Duerfir ass et eigentlech an deem Sënn wierklech e ganz komplette Rapport gewiescht. Villmools merci vun eiser Säit an och eisen Accord. Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Adehm. An ech probéieren, datt och deen Oubli mir net méi geschitt, a ginn d'Wuert un de leschten ageschriwwene Riedner, den Här Marc Goergen.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Ech erspueren lech och d'Ried. Et ass zwar elo 20.15 Auer, mir wëlle jo net wéi de Gottschalk d'Chamber ze laang iwwerzéien. Ech wollt eigentlech an der Ried vill Luef ervirbréngen, mee dat maache mer dann d'nächst kéier. An Här Graas, merci fir Äre gudden Rapport, an zwou Stëmme hutt Der. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Den Här Goergen war ëmmerhi Karnevalspräz. An haut ass den 11.11.

#### (Interruptions)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir d'Fonction publique, den Här Marc Hansen.

#### Prise de position du Gouvernement

■ **M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique.** - Här President, ech wär op dëser Plaz e bëssen tentéiert, fir e längeren Exposé ze maachen ...

#### (Hilarité)

■ **Une voix.** - Jo!

■ **M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique.** - ... iwwert d'Graden an d'Echelon an d'Traitementsgesetz an der Fonction publique.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique.** - Ech spieren awer, dass Der alleguerten zefridde waart mat dem gudden Rapport vun dem Rap-

porteur Gusty Graas, deen dat natierlech perfekt hei duergestallt huet.

Et geet ëm technesch Ajustementer. Dat kënn bei deene Gesetzer reegelméisseg vir. Ech spieren, dass jiddweree mat deem dote Projet ka liewen, an dofir soen ech där Unanimitéit, déi sech hei ofzeechent, och villmools Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Fonction-publiques-Minister Marc Hansen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7525. Den Text steet am Document parlementaire 7525<sup>5</sup>.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7525 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7525 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf (par Mme Diane Adehm), Mmes Martine Hansen (par M. Félix Eischen), Françoise Hettogaasch (par M. Marc Lies), MM. Aly Kaes, Marc Lies (par M. Marc Spautz), Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Emile Eicher), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter (par M. Gilles Roth) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par Mme Cécile Hemmen), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si fir de 16., 17. an 18. November virgesinn. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 20.26 heures.)

## Sommaire des séances publiques n°s 10 et 11

### 10<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique .....	p. 100
Dépôt de deux motions par M. Jeff Engelen .....	p. 100
Débat sur la politique européenne et étrangère .....	p. 100-117
7773 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à la participation de la République de Croatie à l'Espace économique européen, fait à Bruxelles, le 11 avril 2014 .....	p. 117
Question élargie n° 116 de Mme Viviane Reding au sujet du statut de siège européen du Luxembourg .....	p. 117-118

### 11<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique .....	p. 119
Dépôt d'une proposition de loi par Mme Myriam Cecchetti .....	p. 119
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la précarité énergétique .....	p. 119-127
Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen .....	p. 127
Interpellation de M. Gilles Baum au sujet de la viticulture au Luxembourg .....	p. 127-138
Motion de M. Jeff Engelen relative à l'octroi d'aides financières aux agriculteurs suite à la hausse des prix de l'engrais .....	p. 138
7643 - Projet de loi sur les données ouvertes et la réutilisation des informations du secteur public .....	p. 139-140

7772 - Projet de loi portant modification des articles L. 651-2 et L. 651-4 du Code du travail .....

p. 140-141

7858 - Projet de loi portant :

1° dérogation temporaire à l'article L. 511-5 du Code du travail ;

2° modification du Code du travail .....

p. 141-143

7525 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi du 15 décembre 2019 portant modification

1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique ;

3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ;

5° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ;

6° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale .....

p. 143-144



**Sommaire**

Question n°	Auteur	Objet
5492	François Benoy	Mise en valeur du monument national « Gëlle Fra » et les aménagements urbains prévus à la place de la Constitution
5508	Jeff Engelen	Pénurie de chauffeurs chez les transporteurs
5515	François Benoy	Aménagements urbains prévus autour de la gare de Luxembourg
5519	André Bauler	État de la traversée de Préziderdau (N12)
5545	Max Hahn	Création d'une voie pour covoiturage sur la l'A6
5547	Jean-Marie Halsdorf	Travaux d'infrastructure transfrontaliers de grande envergure
5548	Jeff Engelen, Fred Keup	Décharges pour déchets inertes
5553	Gusty Graas	Fauchage de haies longeant l'A3 non autorisé
5556	Sven Clement	Place de stationnement automobile pour personnes handicapées
5577 cf. 5637	Marc Spautz	Couverture sociale des chauffeurs professionnels frontaliers travaillant pour des entreprises luxembourgeoises
5583	François Benoy	Pollution des cours d'eau
5605	Max Hahn, Carole Hartmann	Mesures de protection contre les inondations
5607	Félix Eischen, Paul Galles	Promotion de la mobilité hydrogène
5620	Francine Closener, Simone Asselborn-Bintz	Situation sanitaire actuelle dans les écoles de l'enseignement fondamental
5624	Gusty Graas	Empreinte environnementale du numérique
5634	Sven Clement	Fonctionnarisation des chargés de cours dans l'enseignement secondaire
5636	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Retards dans le domaine de la construction
5637 cf. 5577	Sven Clement	Couverture sociale des chauffeurs professionnels frontaliers travaillant pour des entreprises luxembourgeoises
5644	Fernand Kartheiser, Roy Reding	Utilisation des « cookies » sur la protection des données
5645	Jeff Engelen	Sommation de paiement envers les employeurs de l'Horeca
5654	Martine Hansen	Acquisition des terrains nécessaires pour la construction du Nordstad-Lycée
5657	Carlo Weber	Contrôle du trafic de transit
5662	Myriam Cecchetti	Pénurie de décharges pour déchets inertes
5664	Jean-Marie Halsdorf	Recensement 2021
5672	Sven Clement	Abus du statut de travailleur indépendant
5673	Sven Clement	Travail clandestin
5674	Chantal Gary	Avancement du projet Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre
5675	Gilles Baum, Gusty Graas	Syndrome du bébé secoué
5678	Nathalie Oberweis	Prestations remboursées en double par la Caisse nationale de la santé
5681	Gusty Graas	Sclérodermie
5685	Dan Biancalana	Cyberattaques transfrontalières ciblant les banques
5686	Sven Clement	Dépenses en recherche et développement
5688	Laurent Mosar	Taxonomie verte décidée par la Commission européenne
5694	Claude Lamberty, Carole Hartmann	Infrastructure sportive
5695	Marc Spautz	Production de puces électroniques
5700	Sven Clement	Contrats zéro heure dans le secteur public
5702	Fred Keup, Jeff Engelen	Experts « bruit »
5705	Jeff Engelen	Contact tracing
5707	Sven Clement	Heures d'ouverture des guichets de la CNS
5710	Gilles Roth, Laurent Mosar	Protection accordée aux ressortissants luxembourgeois dans le cadre de demandes d'extradition émanant de pays tiers
5712	Sven Clement	Nouvelle application GouvID
5713	André Bauler	Contournement de Hosingen
5715	Martine Hansen	Bilan des objectifs climatiques sectoriels
5719	Léon Gloden	Budget de l'Union européenne
5720	Sven Clement	Décompte annuel de la consommation du gaz
5721	Marc Goergen	Trafic à Wormeldange
5722	Gusty Graas, André Bauler	Stratégie « De la ferme à la table »
5725	Jessie Thill	Harcèlement sexuel dans les transports publics
5726	Martine Hansen, Claude Wiseler	Analyse dans le cadre de l'introduction d'une vaccination obligatoire contre la Covid-19
5727	Marc Goergen	Réunion du conseil communal à huis clos
5728	Marc Goergen	Publication des questions posées au collège échevinal
5730	Nathalie Oberweis	Accueil des demandeurs de protection internationale
5731	Stéphanie Empain, Djuna Bernard	Relations entre la Chine et la Lituanie
5734	Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis	Périmètre de manifestation
5735	Paul Galles	Sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne
5736	Martine Hansen	Permis de chasse
5740	Max Hahn, Carole Hartmann	Changements de nom et de prénom
5742	Fred Keup	Tables rondes politiques organisées dans les écoles
5744	Sven Clement	Chèques-repas
5746	Sven Clement	Stockage du CO <sub>2</sub>
5747	Gilles Baum, Gusty Graas	Révoltes au Kazakhstan
6422 urgente	Laurent Mosar	Versement de salaires et de primes aux soldats russes par la Gazprombank

**Question 5492 (12.01.2022) de M. François Benoy (déi gréng) concernant la mise en valeur du monument national « Gëlle Fra » et les aménagements urbains prévus à la place de la Constitution :**

Un article de presse du 5 janvier 2022 note que le projet de réaménagement de la place de la Constitution « continue de prendre un retard considérable ».

En réponse à ma question parlementaire n° 0552 du 22 mars 2019 concernant la revalorisation de la place de la Constitution à Luxembourg-ville, Monsieur le Ministre avait répondu que « L'objet du concours [d'architecte] concerne le réaménagement de la place de la Constitution et de ses alentours, en vue d'intégrer cet ensemble dans le réseau des espaces publics de la ville en assurant notamment une liaison qualitative avec l'hypercentre par le boulevard Roosevelt (notamment via la rue Chimay, respectivement via la rue de l'ancien Athénée) d'une part, et à la vallée de la Pétrusse, d'autre part. » Plus récemment, le réaménagement de la place de la Constitution faisait partie de la liste 2021 des grands projets d'infrastructures de l'État pour lesquels la Chambre des Députés a donné son accord lors du débat d'orientation du 30 novembre 2021. Le rapport ayant servi de base à ce débat mentionnait notamment que : « Le projet prévoit le réaménagement de la place de la Constitution, appartenant au domaine public de l'État, comme place publique réservée aux piétons et à la mobilité douce. Ce réaménagement [...] a fait l'objet d'un concours dont le résultat n'a pas encore été officialisé au mo-

ment de la présentation en commission. »

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- 1) Monsieur le Ministre peut-il fournir davantage d'informations sur l'avancement de ce projet de réaménagement ?
- 2) Combien de projets furent introduits pour le concours d'architectes et quelles sont les pistes proposées les plus innovantes ?
- 3) Parmi les objectifs du projet figurent notamment un aménagement de la place permettant à la fois la mise en valeur du monument, la promotion de l'échange social et une diversité d'activités et d'événements. Quelles pistes sont privilégiées pour atteindre ces objectifs ?
- 4) Un autre objectif du projet étant de mieux relier la place à l'hypercentre, quelles pistes sont privilégiées pour dépasser la séparation urbaine causée par le boulevard Roosevelt ?
- 5) Est-il prévu d'améliorer le réseau cyclable à cet endroit, afin d'offrir aux cyclistes, le long de cet axe central vers le pont Adolphe et vers le parc, la même qualité de piste existant actuellement jusqu'à la Cathédrale ?

**Réponse (07.03.2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :**

ad 1) Le résultat du concours reste à être officialisé suite aux délibérations finales du jury du 29 juin 2021 moyennant une exposition qui permettra

au grand public de prendre connaissance des propositions d'aménagement remises. En attendant, des concertations entre la Ville de Luxembourg et l'État sont menées afin de coordonner davantage les suites du projet.

ad 2) Conformément au règlement de concours, le jury avait retenu sur base d'une présélection sept équipes qui étaient invitées à remettre un projet.

Les réflexions de base de tous les projets concernaient la remise en valeur de la place de la Constitution et du monument avec son caractère historique et sa dimension imposante moyennant des scénographies imaginées par les concepteurs sur base d'approches variées. Elles intégraient également une réévaluation du lien avec le centre-ville.

ad 3) Le futur aménagement de la place vise la création d'un espace équilibré entre l'impressionnant et le discret. La mise en valeur du monument et de la vue exceptionnelle sur la vallée à partir du bastion historique constitue l'objectif primaire. La végétation est repensée et de nouveaux pavillons sont proposés pour la place. Combiné à un mobilier et équipement adapté, ce réaménagement permet de créer un espace de rencontre attrayant afin d'inciter les échanges sociaux et diverses activités adaptées au nouvel esprit et à l'échelle de la place.

ad 4) Au vu des contraintes fonctionnelles de la circulation du boulevard Roosevelt (piste cyclable et voirie), la séparation de la place de la Constitution impliquée par cet axe de la mobilité ne peut pas être surmontée. Toutefois, les pistes proposées

cherchent à améliorer l'état actuel par une adaptation de la hiérarchisation de la mobilité et de l'espace urbain en vue d'une meilleure liaison perceptive avec le centre-ville et le réseau des autres places à proximité (Knuedler, place d'Armes, place Clairefontaine). Le caractère d'une vraie place est renforcé par la proposition de planter côté nord une allée d'arbres qui se poursuit le long du boulevard Roosevelt. Finalement, la continuité des matériaux du revêtement de sol de part et d'autre du boulevard, sur la place et ses abords, soulignera également l'intégration de la place à la ville.

ad 5) Il est prévu d'améliorer le réseau cyclable moyennant l'aménagement d'un couloir bidirectionnel du côté sud du boulevard Roosevelt. Des emplacements de stationnement pour des vélos personnels respectivement du service de location de la Ville de Luxembourg sont proposés à proximité immédiate de la place.

**Question 5508 (17.01.2022) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant la pénurie de chauffeurs chez les transporteurs :**

Am Artikel „Angst vor britischen Verhältnissen“, deen de 4. Januar am Lëtzebuurger Wort publizéiert gouf, heescht et, datt Lëtzebuerg aktuell amgaangen ass lues awer sécher mat engem Mangel u Camionschauffeure konfrontéiert ze ginn, deen déi nächst Jore wieder wäert zouhuelen. Nieft dem bekannte Problem vun der EU-Reform vun de



Cotisatioune no Wunnsätz bei Beruffschaffereuren, gi véier wieder Beräicher ugefouert, déi d'Situatiounen wieder verschäerfen:

- Déi dacks Baustellen op de Raschtplaze laanscht d'Autobunnen. Oft kommen d'Fuerpläng vun de Firmaen duercherneen, well de Chauffeur seng virgeschriwwe Pausen a Rouzäiten ennerwee net sou anahle ka wéi geplangt, well déi entspreichend Raschtplaze onerwaart duerch e Chantier blockéiert oder ageschränkt ass.

- Den héijen Ausbildungsalter vun 21 Joer.

- Déi laang Waardezäite bis zur Formatioun um Colmer-Bierg, vun aktuell ronn 10 Méint.

- Déi ganz komplizéiert Covidrestriktiounen, déi notament fir Chauffeuren aus Osteuropa vill Zousazopwand bedeuten, well si dacks mam Sputnik geimpft sinn, deen si zu Lëtzebuerg net unerkannt kréien an hei op der Plaz Schwieregkeeten hunn, fir ma thirem Camion bis bei en Testzentrum ze kommen.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. A wéi engem Delai ginn d'Baustellen op de Raschtplaze laanscht d'Autobunnen (sauf urgence) geplangt an un déi betraffe Firmaen, respektiv eng zoustänneg Koordinatiounsinstanz kommunizéiert, fir datt d'Faarte mat den obligatoresche Pausen a Rouzäite vun de Chauffeuren zouverlässig am Viraus geplangt kënnen ginn?

2. Wéi ass déi Decisioun motivéiert, datt jonk Leit de Camionsförschäin zu Lëtzebuerg réischt mat 21 Joer kënnen maachen? Entsprecht dës Norm där vun eisen Nopeschlänner? Falls net, gëtt eng zäitno Gesetzesännerung envisagéiert?

3. Plangt d'Regierung eng zäitno Erhéijung vun de Kapazitéite vun CFC um Colmar-Bierg? Falls net, firwat net?

4. Kéint d'Regierung sech eng sektoriell Unerkennung vun Impffertifikater virstellen, déi iwwert déi hei am Land allgemeng unerkannt Impffertifikater erausgeet, dat méiglecherweis och enner Konditiounen, zum Beispill, datt déi Impffertifikater déi op Basis vun Sputnik V ausgestellt goufen, nëmmen am Kader vun der Ausübung vu berufflechen Aktivitéite gültig sinn?

**Réponse** (07.03.2022) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1. D'Baustellen op de Raschtplaze laanscht d'Autobunnen (sauf urgence) ginn, wéinst den Delaien, déi d'Prozedure vun den ëffentlechen Ausschreibungen mat sech bréngen, an der Reegel schonn e Joer am Viraus geplangt. De geneeën Oflaf vun den Aarbechte gëtt dann 2-3 Méint am Viraus geplangt.

Et gëtt alles versicht, fir datt d'Baustellen op de Raschtplaze laanscht d'Autobunnen a sou engem kuerzen Zäitraum ewéi méiglech realiséiert ginn, ouni qualitativ Aspierungen ze hunn.

Zousätzlech ginn am Prinzip d'Chantieren ausserhalb vun den Hauptbeleungszeite vun de Camionsparkplazen duerchgezunn, spréich: An der Woch, mat Präferenz dëschdes, méttwochs an donneschdes, domat d'Parkplaze fräi si wann d'Camionneuren de Weekend hir grouss Roupause maache mussen. Och gëtt ëmmer just een Deel vun dem Parking fir d'Aarbechte gespaart, sou dass zu jidder Zäit en Deel vun de Parkplazen obbleift. Dëst ebe just fir weeder d'Camionneuren nach d'Concessionnairen, iwwert d'Mooss ze stéieren.

D'Informatiounen zu de Baustelle ginn de Concessionnairen vun den Tankstellen 3 Wochen am Viraus kommedeelt. Fir d'Camionneuren iwwert déi kommedeelt Aarbechten z'informéieren, ginn Affichë fir d'Concessionnaire gedréckt, déi an de Keesen opgehaange solle ginn, grad sou wéi och Flyeren, déi un d'Camionneuren verdeelt kënnen ginn.

Och ginn d'Informatiounen zu de Baustellen op de Raschtplaze laanscht d'Autobunnen, grad sou wéi déi aner Baustellen och, um Site [www.cita.lu](http://www.cita.lu) ugewisen. Zousätzlech ginn d'Informatiounen, do wou et Sënn mécht, och op de CITA's Panneauen ugewisen.

ad 2. D'Alterslimes, déi de Code de la route virgesäit (18 Joer fir d'Kategorien C1 an C1E an 21 Joer fir d'Kategorien C an CE) kommen aus der europäescher Förschäindirektiv a sinn deemno an all Memberstaat déi selwecht. Et kann een awer och scho mat 18 Joer de Camionsförschäin (C) maachen, dofir muss een dann awer d'Berufsausbildung beim Centre de formation pour conducteurs zu Suessem (CFC) maachen.

ad 3. Et ass am Moment effektiv esou, datt et beim CFC eng gewësse Waardezäit gëtt fir kënnen un esou enger Formatioun deelzehuelen. Dëst ass op e puer Grënn zeréckzeféieren. D'Pandemie hat, wéi an de Schoulen an och an aneren Ausbildungszentren, Auswierkungen op d'Aktivitéite beim CFC, wou Coursen ausgefall sinn. Des Weidere war 2021 an dëser Formatioun e Joer, wou besonnesch vill Leit hir Formation continue hu misse maachen, déi all 5

Joer ufält. Dëst erkläert sech doduerch, datt wéi d'Gesetz agefouert ginn ass, hunn all d'Chauffereuren enger kuerzer Zäit misse mateneen eng „Formation continue“ maache fir kënnen als Beruffschaffereuren ze schaffen. Dëse Pic, och wann e mat de Jore manner grouss gëtt, war 2021. D'Zuel vun de Kandidaten an esou engem Joer ass bal duebel esou héich wéi an engem „normale“ Joer (iwwert 2000 Kandidaten am Verglach zu dem déi 1000 soss) an den CFC huet all d'Kapazitéiten an dës Formatioun geluecht, fir datt d'Leit dës Formatioun am Delai maache konnte fir weider an hirem Beruff schaffen ze kënnen. Fir awer elo den Delai d'attente bei der „Formation initiale“ nees op en normalen Niveau ze bréngen, huet den CFC seng Kapazitéiten nei orientéiert fir 2022 méi Leit kënnen eng „Formation initiale“ unzebidden. Dofir sinn och nei Formateuren agestallt ginn an et sollen der nach bäikommen. Et sief nach erwänt, datt den CFC a stännegem Austausch mat de Vertrieeder vun Secteur ass, fir mat hinnen no Léisunge bei eventuellen Enkpäss ze sichen.

ad 4. De Sputnik V ass keen unerkannten Impfstoff geméiss Artikel 1, Punkt 23° vum modifizéierte Gesetz vum 17. Juli 2020 iwwert d'Mesuren am Kampf géint d'Pandemie Covid-19 (Covidgesetz). Dowéinst ass et net méiglech entspreichend Impffertifikater hei zu Lëtzebuerg unzeerkennen, och net sektoriell oder enner Konditiounen.

**Question 5515** (18.01.2022) de **M. François Benoy** (*déi gréng*) concernant les **aménagements urbains prévus autour de la gare de Luxembourg** :

En réponse à ma question parlementaire n° 0361 du 13 février 2019 concernant le réaménagement et l'extension de la gare centrale à Luxembourg, Monsieur le Ministre avait répondu que la mise en service complète des quais V et VI aurait lieu en décembre 2021. Ce délai a pu être respecté, comme en témoigne l'ouverture officielle du 13 décembre 2021 des nouveaux quais et de leurs quatre voies supplémentaires. Parmi les travaux effectués figure également la reconfiguration de la partie nord de la gare ainsi que le remplacement de l'ancienne passerelle piétonnière par une structure moderne incluant six ascenseurs et garantissant non seulement un accès aisé et sans barrières aux différents quais pour personnes en chaise roulante, avec poussette ou vélo, etc., mais aussi un trajet direct et facile entre le quartier de la gare et celui de Bonnevoie. Dans la même réponse, Monsieur le Ministre précisait que les « excédents de terrains libérés par la démolition des anciens ateliers de la gare de Luxembourg et non nécessaires à la construction de nouveaux quais V et VI sont destinés à l'implantation d'un bâtiment voyageurs côté Bonnevoie ».

Les travaux de réaménagement et d'extension de la gare sont adjacents à plusieurs autres projets d'infrastructures. D'un côté de la gare, le réaménagement de la Rocade de Bonnevoie, qui faisait partie de la liste des « Grands projets d'infrastructures de l'État » validée par la Chambre des Députés en novembre 2020 (avec 58 voix sur 60), visant une meilleure connexion urbanistique entre le quartier de Bonnevoie et celui de la gare. De l'autre côté - devant la gare - le projet d'adaptation du parvis dans le cadre de l'arrivée du tram et de celui de l'aménagement d'un parking à vélos souterrain à grande capacité à l'endroit de l'ancienne gare routière des autobus AVL, qui faisaient par contre déjà partie de la liste des « Grands projets d'infrastructures de l'État » validée par la Chambre des Députés en avril 2020 (également avec 58 voix sur 60).

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il fournir davantage d'informations sur l'état de planification des autres projets prévus sur les terrains libérés par la démolition des anciens ateliers CFL et notamment l'implantation d'un bâtiment voyageurs du côté de la Rocade ?

2) Quel est l'état d'avancement du projet de réaménagement de la Rocade de Bonnevoie permettant un meilleur raccordement urbanistique du quartier de Bonnevoie à la gare ?

3) Quel est l'état d'avancement du projet de parking à vélos souterrain à l'endroit de l'ancienne gare routière AVL ?

**Réponse** (07.03.2022) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1) Le terrain libéré par la démolition des anciens ateliers CFL a déjà été affecté pour moitié à l'accueil des infrastructures des nouveaux quais V et VI (voies 11, 12, 13 et 14) de la Gare centrale.

L'autre moitié du terrain, longeant la rocade, est actuellement mobilisée pour l'installation du chantier des travaux de renouvellement des infrastructures ferroviaires, notamment en tête sud de la gare aux alentours du pont Buchler.

Une fois disponible, ce terrain a vocation à être aménagé pour accueillir un bâtiment voyageur du côté de Bonnevoie, pour créer une gare biface encore mieux intégrée et connectée au tissu urbain. Cette gare sera également équipée d'une gare routière.

Ce projet nécessitera une étroite coordination avec l'Administration des ponts et chaussées par rapport à l'avenir de la rocade.

Au vu des échéances des travaux en cours et des liens avec les projets d'infrastructures environnants, le chantier d'aménagement définitif de ce terrain ne pourra pas commencer avant 2026.

ad 2) Depuis 2020, plusieurs options ont été analysées en vue d'un réaménagement de la Rocade de Bonnevoie, dont également des structures en tunnel. En termes d'aménagement urbanistique, les options « tunnel », qui nécessitent des rampes d'entrée et de sortie assez longues, ont cependant été évaluées peu convaincantes.

Or, depuis l'affinement de la classification fonctionnelle du réseau routier étatique, le futur rôle de cet axe entrant en ville a pu être clarifié, et, d'entente avec les responsables de la Ville de Luxembourg, il fut retenu d'amplifier davantage le rôle urbanistique de l'endroit pour faire charnière entre le quartier de Bonnevoie et la gare centrale, de favoriser les transports publics, avec l'aménagement d'une gare routière, d'améliorer les infrastructures pour la mobilité active, et de prévoir l'apaisement du trafic motorisé individuel de façon conséquente.

Actuellement, les planifications ont été réorientées dans ce sens, sans pourtant avoir déjà abouti à un projet coordonné concret.

ad 3) Le parking à vélos souterrain projeté au droit de l'ancienne gare routière AVL s'inscrit dans un concept urbanistique global visant le réaménagement du parvis de la gare suite à l'arrivée du tram. En amont de la définition de l'utilisation future de cette partie du parvis, les études d'avant-projet sommaire concernant l'aménagement du nouveau parking à vélos fourniront un premier élément concret début 2023.

**Question 5519** (19.01.2022) de **M. André Bauler** (*DP*) concernant **l'état de la traversée de Préizerdau (N12)** :

D'Traversée d'après de Préizerdau (N12) ass an de leschte Joren erneiert ginn. Et stellt sech elo eraus, datt en Deel vun dëser Duerchgangsstrooss am Ausgang vu Platen, eng vun den Uertschaften aus der Gemeng Préizerdau, an engem schlechten Zoustand ass. Effektiv schéngt den Ennergrond respektiv d'Fondatioun vun dëser Strooss plazeweis agesackt ze sinn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten follgend Froe stellen:

1. Wéini gouf de Belag an den Ennergrond vun dësem Tronçon erneiert? Ass also nach Garantie op dësem Deel? Ass de Schued schonn estiméiert ginn?

2. Envisagéiert de Ministère op dësem Streckenofschneit Reparatur- oder Erneierungsarbechten duerchféieren ze loosse?

**Réponse** (07.03.2022) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Déi lescht gréisser Aarbechten an der Uertsduerchfaart vun Préizerdau (N12) goufen an dräi Lousen duerchgefouert. D'Lousen 1 an 2 konnt 2011 respektiv 2013 ausgefouert ginn. D'Aarbechte vun Lous 3 goufe wéinst groussen Investitionskäschten um Leitungsnetz, zesumme mat der Gemeng op 2026 reportéiert. Dobäi ass ze erwänen, dass all d'Aarbechte vun der Neigestaltung vun der Uertsduerchfaart viséieren fir d'Vites vun Duerchgangsverkéier ze reduzéieren a sou d'Sécherheet op de betraffene Streckenofschneit ze erhéieren.

Betreffend de vun honorabelen Deputéierten erwäante Streckenofschneit am Ausgang vu Platen, ass envisagéiert Erneierungsarbechten um Stroossenopbau duerchzeféieren, fir an Zukunft esou Asackungen ze vermeiden. De Projet fir dës Aarbechten ze exekutéieren gëtt am Moment vun der Stroossenbauverwaltung ausgeschafft.

Well awer d'Méiglechkeet fir den ëffentleche Verkéier während den Aarbechten um concernéierte Streckenofschneit emzeleede begrenzt sinn a well zudeem d'Gemeng an enger Säitestrooss (d'rue Fontaine, déi als Émleedung genotzt kéint ginn) deemnächst een eegene Projet emsetzt, kënnen d'Erneierungsarbechten um Stroossenopbau réischt ufanks 2023 ausgefouert ginn.

**Question 5545** (24.01.2022) de **M. Max Hahn** (*DP*) concernant la **création d'une voie pour covoiturage sur l'A6** :

Op der Autobunn tëscht Arel a Sterpenich gëtt et schonn e Moment eng extra Spuer fir de Covoiturage an den ëffentlechen Transport. Op Lëtzebuerg Säit soll, no den Annonce vum Här Minister, och sou eng Spuer op der A6 tëscht der Grenz a Mamer entsto. An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten follgend Froe stellen:

- Wou ass den Dossier aktuell drun?

- Wéini kéinten d'Aarbechten ufänken?

- Wéini soll dës Spuer fir den Trafic opgoen?

- Firwat soll déi Spuer just bis bei den Echangeur Mamer goen?

- Kann den Här Minister confirméieren, dass déi extra Spuer op Lëtzebuerg Säit soll lénks laanscht déi kalifornesch Mauer goen, während d'Spuer op belscher Säit riets laanscht de Bord vun der Autobunn geet?

- Wa jo, wat wieren d'Grënn heifer? Ass den Här Minister net der Meenung, dass et doduerch zu chaoteschen, wann net souguer geféierleche Situatiounen op der Grenz kéint kommen?

- Huet den Här Minister eventuell Donnéeën doriwwer, wéi vill déi extra Spur op belscher Säit genotzt gëtt?

**Réponse** (07.03.2022) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Als Reaktioun op e Projet tëscht Arel a Sterpenich op der belscher Säit, wou am Kader vun der Erneuerung vun Stroossebelag dovunner profitéiert gouf fir d'Strooss méi breet ze maachen an doduerch d'Méiglechkeet vun enger Covoitagespuer op der Pannespuer unzebidden, gouf zantherier op der lëtzebuergescher Säit un engem Konzept geschafft, fir net nëmmen d'Pannespuer ze notzen, mee och, an Ofhängegkeet vun Trafic aner Fuerspieren dynamesch ze regléieren.

An dem Kontext sief och drun erënnert, dass d'Arel Autobunn (A6) elo schonn zanter e puer Joer an der Moiespëtteston enner dem Regime vun der Vitesreduktioun exploitéiert gëtt. Dëst an der Optik, fir d'Fluiditéit an och den CO<sub>2</sub>-Ausstouss ze optiméieren. Dës Iddie sinn och am Projet zum Ausbau vun der Autobunn A3 (2x3 Spueren) agefloss a wäerten dann och an déi kommand Projeten op den Autobunnen A4 an A6 mat afléissen.

Wat déi baulech Émsetzung ubelaangt, muss fir déi lescht genannte Projekte jee weils Finanzéierungsgesetzter ausgeschafft ginn, woubäi d'Escher Autobunn (A4) mat hirem Couloir multimodal, deen och de Véloexpresswee nieft dem Korridor vun séieren Tram begräift, momentan am kohärentste mat den Aarbechten um Plan national de mobilité 2035 (PNM2035) ofgestëmmt ass.

Wat elo konkret d'Autobunn A6 ubelaangt, bedéngt dem Amenagement vun der Pannespuer an d'Aktivéierung vun enger Covoitagespuer ee baulechen Opwand, deen duerch den aktuelle Stand vun der Planung momentan weder finanziell, nach vun Timing hier, kann ofgeschätzt ginn.

**Question 5547** (24.01.2022) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (*CSV*) concernant les **travaux d'infrastructure transfrontaliers de grande envergure** :

Dans le cadre de la réalisation de la nouvelle liaison ferrée offrant un lien direct entre la gare d'Athus (B) et la France, des travaux urgents sont réalisés sur la partie de l'avenue de l'Europe (N830) se trouvant sur le territoire de la commune d'Aubange (B) afin de solutionner des problèmes concernant les ouvrages existants. Sachant que la N830 constitue une des liaisons routières principales entre la commune de Pétange (L) et la Belgique respectivement la France, chaque chantier sur ce tracé a de fortes répercussions, surtout durant les heures de pointe, sur la mobilité transfrontalière étant donné que les déviations mises en place passent par les agglomérations respectivement les zones industrielles des différents pays.

Ainsi, fin décembre 2021 le maître d'œuvre belge en charge de ces travaux avait annoncé une fermeture temporaire de ladite N830 du 7 au 24 janvier 2022 aux administrations communales concernées. En date du 18 janvier lesdites communes furent informées de problèmes conséquents de stabilité du nouvel ouvrage d'art suite auxquels la fermeture temporaire devrait être maintenue au-delà du 24 janvier, pour une durée indéterminée, mais au minimum jusqu'au 28 février 2022.

Dans le contexte de ces travaux d'infrastructure qui concernent le Luxembourg, la Belgique et la France et cités à titre d'exemple, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre à la Grande Région et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :



- À titre général, de quelle façon sont gérés les travaux d'infrastructure transfrontaliers de grande envergure ? Existe-t-il une cellule de coordination ?

- Dans l'affirmative, quelle est la composition générale de cette cellule de coordination, quels ministères voire quelles administrations y sont représentés ?

- Dans la négative, comment sont impliqués les autorités luxembourgeoises, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics voire l'Administration des ponts et chaussées et le Ministère de la Grande-Région, dans le cadre de la coordination de travaux routiers transfrontaliers ?

- Plus précisément, comment sont gérés l'organisation des travaux, la mise en place des déviations ainsi que l'adaptation du balisage, des feux rouges et de la signalisation ?

- Sur base de quels critères sont fixés le déroulement et la durée du chantier en question ?

**Réponse** (07.03.2022) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

En principe, les services de l'Administration des ponts et chaussées sont en contact avec les autorités étrangères et les travaux d'infrastructures transfrontaliers de grande envergure sont discutés et réglés au cas par cas, selon les besoins. Il n'existe pas de cellule de coordination fixe, vu le nombre inconnu d'interlocuteurs frontaliers compétents pour les différents types et catégories de routes.

Dans le cas des chantiers autoroutiers, mes services consultent généralement leurs homologues étrangers. En cas de chantier d'envergure, l'information est partagée via communiqué de presse avec le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, les communes concernées et l'Automobile Club du Luxembourg (ACL). De plus, tous les chantiers sont publiés sur le site [www.cita.lu](http://www.cita.lu).

La mise en place des déviations ainsi que les adaptations des balisages sont assurées par la Division de l'exploitation de la grande voirie et de la gestion du trafic. En outre, il convient de préciser que les chantiers autoroutiers sont signalisés en conformité avec les recommandations de la brochure « Signalisation des chantiers » éditée par la Commission de circulation de l'État.

Le déroulement et la durée des chantiers autoroutiers sont déterminés en fonction de leur envergure et du trafic existant.

Dans le cas du chantier en question, je tiens à vous informer qu'en préparation des travaux sur la partie de l'avenue de l'Europe se trouvant sur le territoire belge, une réunion de coordination a été organisée par l'administration communale de Pétange en date du 30 novembre 2021 avec les représentants de la Police Grand-Ducale, la Police d'Aubange, le bureau d'études et le service régional d'Esch-sur-Alzette de l'Administration des ponts et chaussées. Lors de cette réunion, il a été retenu qu'il aurait une fermeture du 7 janvier 2022 à partir de 9h00 jusqu'au 24 janvier 2022 à 6h00. Suite à cette réunion, le service régional d'Esch-sur-Alzette a installé des panneaux d'information sur notre territoire afin d'avertir le public et deux itinéraires de déviation ont été mis en place à partir du 7 janvier 2022.

Par le biais des médias, nous avons pris connaissance que le planning, tel qu'il a été présenté lors de la réunion du 30 novembre 2021, n'est plus d'actualité. Sur demande de mes services, les autorités belges ont indiqué que la fermeture doit être prolongée en raison d'un problème technique et qu'une fermeture supplémentaire d'au moins deux mois est prévue en été.

**Question 5548** (24.01.2022) de **MM. Jeff Engelen** et **Fred Keup** (ADR) concernant les **déchets pour déchets inertes** :

An den Artikelen „Tout le secteur de la construction pénalisé par ses déchets“ an „15 à 20.000 tonnes de terre chaque jour en décharge“, déi den 18. an den 19. Januar um Site vum Paperjam verëffentlecht goufen, heescht et, datt d'Lëtzebuenger Baumentreprise alljoers 8 bis 10 Milliounen Tonnen un Äerd aushiewen. Aktuell sinn d'Deponien, fir dës Offäll ze entsuergen awer chronesch iwwerlaascht. Chauffeure waarden oft stonnelaang, fir hir Liwwerung lass ze ginn. Dëst féiert zu immensen Zousazkäschte fir déi betreffen Entrepreneuren, well si hir Leit fir déi Zäit mussen bezuelen, awer souwuel Mann wéi Material déi Zäit op anere Plaze feelen. Weider gëtt drop verwisen, datt zousätzlech Arealer géifen zur Verfügung stoen, mee datt déi entspriechend Exploitationsgeneemegung vusäite vun den Autoritéite feelen.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gären dës Froe stellen:

1. Sinn der Regierung dës Mëssstänn bekannt? Wa jo, wéi reagéiert si dorop?

2. Wéi eng Arealer fir d'Entsuerger vun ausgehewener Äerd ginn aktuell gepréift? Säit wéini

lafend dës Prozeduren a bis wéini gesäit d'Regierung den Ofschloss vun der Geneemegungsprozedur vir?

3. Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill Zousazkäschte während der Joren 2018 bis 2020 duerch déi uewe beschriwwen Mëssstänn jee weils bei Projeten entstanen sinn, wou de Staat an/oder d'Gemengen als Bauhär optrieden?

**Réponse commune** (07.03.2022) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie* :

ad 1. Déi aktuell Situatioun am Beräich vun der Bauschuttdéponien ass bekannt.

Ee weesentleche Problem vun der Situatioun war d'Tatsaach, datt nei Site fir Bauschuttdéponien no der Prozedur entspriechend dem „Règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 déclarant obligatoire le Plan directeur sectoriel décharges pour déchets inertes“ festgeluecht hu misse ginn. Doduerch, datt déi gesetzlech Basis vun deem Règlement am Laf vun der Joren e puer mol geännert gouf, sinn d'Prozedure fir nei Sitten an der Plan directeur sectoriel eran ze kréien, ëmmer méi komplizéiert a laangwierreg ginn.

Aus deem Grond ass schonn am Joer 2020 d'Prozedur lancéiert ginn, fir de „Plan directeur sectoriel décharges pour déchets inertes“ ze abrogéieren. Konform zum Artikel 27 vum Offallgesetz ass am Summer 2021 duerch d'Akraafriede vun neie „Règlement grand-ducal du 25 août 2021 déterminant la procédure de recherche de nouveaux emplacements pour décharges régionales pour déchets inertes“ wesentlech vereinfacht ginn. Dëst Règlement baséiert op dem „Plan national de gestion des déchets“ a setzt Krittär fest, déi nei Decharge mussen erfëllen.

Donieft erlaabt déi nei Prozedur ënner anerem elo datt d'Gemengen, d'Exploitanten vun den Dechargen, d'Entrepreneuren aus dem Bausecteur a Privatleit selwer Propose fir nei Sitten maachen ze kënnen, onn iwwert de Plan sectoriel an d'Commission de suivi chargée de la mise en oeuvre du plan directeur sectoriel décharges“ mussen ze fueren. Dëst vereinfacht natierlech d'Prozedur.

Wichtig ass an deem Kontext ze wëssen, datt d'Gesamtprozedur fir d'Sich no neie Site net vun anere Geneemegungsprozeduren (EIE-Prozedur, Commodogeneemegung, Offallgeneemegung, Waassergeneemegung, ...) no de jeeeweilege gesetzlechen Dispositionen, entbënn.

ad 2. Den éischten Dossier betrëfft d'Reouverture vun der Decharge Monnerech. D'Exploitation vum Site gouf am Oktober 2021 autoriséiert an de Site ass offiziell säit November 2021 a Betrib.

Beim zweeten Dossier handelt et sech ëm de Projet fir d'Decharge Gadderscheier (Déifferdeng) ze geneemegen. Deen Dossier ass nach an der EIE-Prozedur a kierzlech goufen déi lescht Aweise vun der Verwaltung eragereecht. No der Evaluatioun vun den Aweise kann eng „conclusion motivée“ geschriwwen ginn.

Wann d'EIE-Prozedur bis ofgeschloss ass, muss de Bedreier déi entspriechend Demanden eraarechen, fir d'Autorisationen ze kréien, déi no de gesetzleche Bestëmmungen, déi applikabel sinn, ugefrot mussen ginn.

ad 3. Nee. Dozou ginn et keng Informatiounen.

**Question 5553** (24.01.2022) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant le **fauchage de haies longeant l'A3 non autorisé** :

Pour des raisons de sécurité et dans l'intérêt de la migration des animaux, des travaux d'entretien sont régulièrement exécutés le long du réseau des autoroutes. Il me revient que fin décembre 2021 un fauchage de trois bosquets de haies longeant l'A3 non autorisé a été réalisé sur ordre de l'Administration des ponts et chaussées. Il s'agissait de haies plantées par une commune sur son propre territoire.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer les faits relatés ?

2) Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour cet incident ?

3) Est-ce que les haies seront remplacées dans les meilleurs délais et à charge de l'État ?

4) Est-ce que des incidents similaires se sont déjà produits ?

5) Avant le commencement de tels travaux, ne faudrait-il pas analyser la situation de la propriété des parcelles cadastrales concernées ?

**Réponse** (14.03.2022) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1) + 2) Les mesures d'entretien des dépendances vertes du réseau autoroutier sont principa-

lement motivées par les enjeux de sécurité routière. Dans le cas particulier relevé par l'honorable Député, il s'agit d'assurer le contrôle régulier des clôtures longeant le réseau autoroutier, dans le but de pouvoir effectuer d'éventuelles réparations afin d'éviter la traversée incontrôlée de l'autoroute par des animaux.

En général, l'entreprise chargée de ces travaux a la consigne de tailler la végétation sur une largeur de 2 mètres de part et d'autre de la clôture. Dans ce cas précis, la végétation recouvrait une surface triangulaire d'une largeur maximale de 7 mètres entre la clôture et un chemin le long de l'autoroute, et vu que la surface restante donnait l'impression d'un travail inachevé, l'entreprise a pris d'elle-même l'initiative de faucher toute la surface triangulaire, ceci sans accord préalable de l'Administration des ponts et chaussées.

ad 3) Mes services sont en contact avec la commune concernée afin de remplacer les haies à charge de l'entreprise en question.

ad 4) Je n'ai pas connaissance d'incidents similaires.

ad 5) La situation de la propriété des parcelles cadastrales est toujours analysée avant d'entamer des travaux de fauchage. Dans ce cas particulier, les limites parcellaires n'étaient pas clairement visibles et l'entreprise a fauché par erreur plus que prévu.

**Question 5556** (24.01.2022) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant le **place de stationnement automobile pour personnes handicapées** :

Mam Gesetz vum 7. Januar 2022 iwwert d'Accessibilitéit goufen eng ganz Rei Krittäre festgehalen, déi an Zukunft mussen erfëllt ginn, fir Persounen mat Handicap en Accès zu öffentlechen Plazen a Gebaier ze garantéieren.

An Zukunft mussen z. B. « au moins une place de stationnement automobile par bloc entamé de vingt places, et au-delà de cent places, [...] une place par bloc de cent places » virgesi sinn. Esou ass gesécher, dass Persounen mat Handicap speziell Parkplazen op öffentleche Parkingen zoustinn.

Grad an de Stied ginn et awer eng Rei Gebaier, déi guer kee Parking hunn. Hei gëtt et keng Obligation, fir virun der Dier awer e puer Plaze fir Persounen mat Handicap virzegesinn. Fir Persounen mat aageschränkter Mobilitéit, kann dat e grouse Problem duerstellen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Famill an Integratioun a Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Bei wéi ville staatleche Gebaier, déi Servicer fir de Public ubidden, gëtt et zum aktuellen Zäitpunkt keng Parkplaz fir Persounen mat Handicap am Gebai oder direkt virun der Dier?

2. Wéi vill Parkplaze fir Persounen mat Handicap si virgesi beim Bau vun der neier Cité de la sécurité sociale?

3. Wat mécht d'Regierung, fir d'Accessibilitéit op Plazen, wou et keng Parkplaze gëtt, fir Persounen mat Handicap ze verbessern?

**Réponse commune** (08.03.2022) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **M. Claude Haagen**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

ad 1. D'Verwaltung fir öffentlech Bauten huet keng komplett Donnéeë iwwert d'Unzuel vu Parkplaze fir Persounen mat Handicap bei öffentlechen Gebaier, déi Servicer fir de Public ubidden; et ass och esou, dass net all öffentlecht Gebai ee Parking ob sengem Site huet.

Grundsätzlech gi bei de Bauprojeten, wou de Staat Bauhär ass, ob Neibau oder grouss Transformatiounen, déi relevant Gesetze zur Accessibilitéit an d'Gemengerelementer berécksichtegt, soudass de gefuerrde Prozentsatz an Parkplaze fir Persounen mat Handicap agehale gëtt.

Ee Beispill ass de Lycée technique agricole zu Gilsdrëf, wou konform zum groussherzoglechen Règlement vum 23. November 2001 « portant exécution des articles 1 et 2 de la loi du 29 mars 2001 portant sur l'accessibilité des lieux ouverts au public » 4 Parkplaze fir Persounen mat Handicap virgesi ginn. Bei der École internationale zu Déifferdeng goufen 3 Emplacementen entspriechend amenagéiert.

Hei eriwuer eraus ass et wichteg ze erwänen, dass e Gebai och dann accessibel ass, esou wéi de Wee vum Arrêt bei d'Entrée, respektiv, wann de Wee vun der Parkplaz bei d'Entrée no de Reegele vun der Accessibilitéit amenagéiert sinn.

ad 2. Déi maximal Zuel u Parkplazen an der Stad Lëtzebuerg sinn am Kader vum allgemenge

Bebauungsplang (PAG) an de jeeeweilegen Deelbebauungspläng (PAP) définéiert.

Domadder leet d'Stad och indirekt d'Unzuel vu Parkplaze fir Persounen mat Handicap fest, déi e gewësse Pourcentage vum Total vun de Plazen ausmaache mussen.

Déi urbanistesche Grondlage vum Projet vun der Cité de la sécurité sociale sinn am entspriechenden Deelbebauungsplang festgehalen.

Dësen Deelbebauungsplang gouf an Zesummenarbecht mat der Stad Lëtzebuerg ausgeschafft an ass de 27. November 2017 vum Innenminister approvéiert ginn.

E Maximum vun enger Parkplaz pro 175 m<sup>2</sup> Surface construite brute si virgesinn, a pro 50 Parkplaze muss eng Plaz fir Persounen à mobilité réduite (PMR) reservéiert ginn. Konkreet sinn also zweemol méi Parkplaze fir PMR an dësem Deelbebauungsplang virgesi wéi et duerch d'Gesetz vum 7. Januar 2022 iwwert d'Accessibilitéit imposéiert gëtt.

Fir d'Phase 1 vun der Cité de la sécurité sociale si véier Emplacementen fir PMR ageplangt. Et handelt sech hei awer net ëm öffentlech zougänglech Parkplazen. D'Cité de la sécurité sociale ass wuel e Gebai wat fir de Public zougänglech ass, mee d'Stad Lëtzebuerg huet der Cité keng öffentlech Plazen zougesprach. D'Konzept vun dëser Cité baséiert drop, dat d'Persounen, déi an d'Gebai kommen, den öffentlechen Transport benotzen.

Doriwwer eraus bestinn an der direkter Émgéigend vun der Cité schonn eng Rei öffentlech Parkplaze mat dediéiert PMR-Plazen. Och si vun der Stad Lëtzebuerg weider dediéiert PMR-Plaze virgesinn, zum Beispill an der „rue du Commerce“, déi direkt un der Cité ugrenzt.

ad 3. D'Gesetz vum 7. Januar 2022 iwwert d'Accessibilitéit vun den öffentlechen Gebaier a Plaze gesäit net nëmmen Accessibilitéitsnorme vir, fir de Fall, dass eng Persoun mat engem Handicap sech mam Auto bei e Gebai déplacéiert, mee och wa se ze Fouss, mam Rollstull oder mat enger anerer Hëllefsméiglechkeet, wéi Krätschen, Rollator oder Canne Blanche ënnerwee ass.

D'Zil ass et, dass een esou sécher an autonom ewéi méiglech vu bausen an en öffentlecht Gebai kënn. (Artikel 1, Punkt 7° vum Gesetz).

Am Gesetz steet zum Beispill, dass deen Deel vum öffentlechen Gebai, wou de Service ugebuede gëtt, esou no ewéi méiglech un der Haaptentrée muss sinn.

Ausserdeem muss een iwwert een zougänglechen Wee bei d'Haaptentrée kommen an d'Accessibilitéit vun der sougenannter „chaîne de déplacement“, vun der Strooss an d'Gebai, muss garantéiert sinn. (Artikel 1, Punkt 7°, vum Gesetz). Dat gëllt souwuel fir déi nei, wéi och fir déi bestoend öffentlech Gebaier a Plazen. (Artikel 1, Punkt 7°, an Artikel 2, Alinéa 2, vum Gesetz). De Projet de règlement iwwert d'Accessibilitéit vun den öffentlechen Plazen a Weeër gesäit méi konkreet vir, dass déi zougänglechen Weeër, déi Accès zu der Haaptentrée bidden, signaliséiert mussen sinn. Dës Weeër mussen breet genuch sinn, esou dass eng Persoun mat engem Rollstull sech do autonom deplacéieren kann. De Buedembelag muss visuell an taktill kontrastéiert sinn oder e Repère tactil hunn, fir Leit déi sech mat enger Canne blanche deplacéieren. De Buedembelag muss haart sinn, därff net rétscheg sinn an och keng Hindernisser hunn. E Wee mat engem Hang muss en duebelt Gelänner op béide Säiten hunn. Diere muss ee kënnen opmaachen och wann een sech mat engem Rollstull deplacéiert. Virun der Entrée vum öffentlechen Gebai muss och eng adaptéiert Signalisation sinn.

**Question 5577** (26.01.2022) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **couverture sociale des chauffeurs professionnels frontaliers travaillant pour des entreprises luxembourgeoises** :

An engem Communiqué vum 24. Januar 2022 weist den LCGB op en Neits op déi ondrobar Situatioun vun de Berufsschauffeuren hin, wat hir sozial Couverture ubelaangt. Den LCGB geheet de politesch Verantwortleche vir, sech hannert europäesche Reglementer ze verstopen.

„Die Verordnung sieht vor, dass jeder Arbeitnehmer, der mehr als 25 % seiner Tätigkeit in seinem Wohnland ausübt, den Rechtsvorschriften dieses Landes unterliegt und somit dort sozialversicherungspflichtig ist. Diese Regelung bringt für Grenzgänger, die für luxemburgische Unternehmen als Berufskraftfahrer im internationalen Transportsektor arbeiten, große Nachteile mit sich. So besteht für diese Arbeitnehmer ständig das Risiko, von der luxemburgischen Sozialversicherung abgemeldet zu werden und jeglichen Anspruch auf luxemburgische Sozialleistungen (Kindergeld, Elternurlaub usw.) zu verlieren, und dies nur, weil eine europäische Verordnung nicht an die tägliche Realität ihres Berufs angepasst ist.“



Schonn am Oktober 2020 hat den LCGB de Minister opgefuert, fir bilateral Accorde mat den Nopeschlänner ofzeschleissen.

Duerfir wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

- Hält den Här Minister déi aktuell Situatioun vu ville Berufschaffere fir drobar?

- Steet den Här Minister a Verhandlung mat sengen Homologen aus den Nopeschlänner?

- Wa jo, zeechnen sech hei kuerzfristeg Accorden of? Wa jo, wéi gesinn dës aus?

- Wann nee, firwat net?

- Wéi wéll den Här Minister sécherstellen, dass dës Mataarbechter weiderhi sozial versécherst sinn?

**Question 5637** (01.02.2022) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant la **couverture sociale des chauffeurs professionnels travaillant pour des entreprises luxembourgeoises** :

Duerch d'Akraafttriede vum EU-Reglement 883/2004, dat virgesäit, dass eng Persoun net méi 25 % vu senger Aarbechtszäit ausserhalb vum Land vu sengem Employeur dierf schaffen, koom et zu grouse Veronsécherungen am Transportsecteur. D'Reglement gouf och schon am Abrëll/Mee 2021 vum LCGB an der Fédération européenne des travailleurs des transports kritiséiert. Eng Rei Chauffeure vu Bussen a Camionen hunn hir Affiliatioun bei der CCSS duerch dëst Reglement verluer.

Elo ass et esou, dass d'Reglement awer och eng Ausnam virgesäit. Wann sech Memberstaaten nämlech entscheeden, fir ee bilaterale Accord an deem Sënn anzegoen, kënnen d'Chauffeuren am Land vum Employeur versécherst bleiwen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op d'Fro N° 3932 huet de viregte Minister erkläert:

„Lëtzebuurger Autoritéiten [haten] scho bei Akraafttriede vum Reglement 883, also viru ronn 11 Joer, Kontakt mat den Nopeschlänner opgeholl, fir en Accord ze fannen, deen eng dauerhaft Léisung fir den Transportsecteur wär. Dës gouf awer vun de verschiddene Länner refuséiert. Zënterhier huet sech d'Positioun vun deene Länner och net grondleeënd geännert, ewéi d'Echangen op verschiddenen Niveaue iwwer déi lescht Joren erginn hunn.“

Steet de Minister weiderhi mat sengen Homologen a Kontakt wat een Accord zum Reglement 883/2004 ueget a ginn hei weider Efforten an dës Richtung gemaach?

2. Wéi vill Chauffeuren hunn hir Affiliatioun bei der CCSS op Grond vun dësem Reglement verluer? Konnten dës Persounen all an anere Länner nei versécherst ginn?

**Réponse** (08.03.2022) de **M. Claude Haagen**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

Dat europäescht Reglement (CE) 883/2004 a säin Executiounsreglement (CE) 987/2009 hunn als Objet, déi verschidde Systemer vun der sozialer Sécherheet vun de Memberstaaten ze koordinéieren.

Dës Reglementer leeën d'Reegele fest, déi sech applizéieren wann ee Salarié e Lien mat verschiddene Memberstaaten huet. E fundamentale Prinzip vun dëser Koordinatioun ass, dass eng Persoun ëmmer nëmme kann ënnert eng Legislatioun vun der sozialer Sécherheet falen, also nëmme kann an engem Memberstaat affiliéiert sinn. Am Normalfall ass dat de Memberstaat an deem de Salarié senger Aarbecht noheet, bezéiungswies seng Aktivitéit ausüübt.

Wann awer eng Persoun seng Aktivitéiten a verschiddene Memberstaaten huet, da ginn et spezifesch Dispositiounen, déi festleeën a wéi engem Memberstaat dës Persoun muss affiliéiert ginn. Dës Dispositiounen applizéieren sech och op d'Aarbechter am internationalen Transport, déi a verschiddene Memberstaate schaffen, grad ewéi och an deenen anere Secteuren.

Laut dësen Dispositiounen fällt de Salarié ënnert d'Legislatioun vu sengem Wunnstaat wann en eng substanzuell Partie vu senger Aktivitéit do ausféiert (25 %-Reegel). Wann dëst net de Fall ass fällt de Salarié ënnert d'Legislatioun vum Memberstaat, wou de Sëtz vu sengem Employeur ass.

De Salarié ass ab deem Moment versécherst, wou eng Decisioun geholl gouf betreffend d'Legislatioun, déi ze applizéieren ass.

Dat uewegenannten europäescht Reglement gëtt dem Wunnstaat vun der Persoun an dësem Fall eng wichteg Roll. Et ass un dësem ze analyséieren, ënnert wéi eng Legislatioun de Salarié fällt. Déi zoustänneg Instanz am Wunnstaat vum Salarié informéiert dann déi aner Memberstaaten, ewéi eng Legislatioun ze applizéieren ass. Wann de Salarié also net zu Lëtzebuerg wunn, kënnen also déi Lëtzebuurger Autoritéiten och net decidéieren ënnert wéi eng Legislatioun d'Persoun fällt.

Konkreet stellt sech also d'Fro an ewéi engem Land d'Aarbechter affiliéiert ginn an net, ob si ze affiliéieren sinn. Dobäi ass och wichteg ze erwänen, dass et d'Land ass, wou d'Persoun wunn, déi d'Decisioun hëlt, wou den Aarbechter, op Basis vun den Informatiounen, déi zur Verfügung stinn, muss affiliéiert ginn. Dës Decisioun ginn an der Reegel séier getraff vun jeeweilege Wunnland, esou dass keng temporär Ënnerbriechung an der Affiliatioun virkënn. An alle Fäll ginn d'Persounen, falls néideg, och réckwierkend affiliéiert, esou dass an der Affiliatiounscarrière keng Ënnerbriechung entsteet.

Wat eventuell Accorden tëschent Lëtzebuerg an den Nopeschlänner ubelaangt, esou haten déi Lëtzebuurger Autoritéiten scho bei Akraafttriede vum Reglement 883, also elo viru ronn zwoelf Joer, Kontakt mat den Nopeschlänner opgeholl, fir en Accord ze fannen, deen eng dauerhaft Léisung fir den Transportsecteur wär. Dës gouf awer vun de verschiddene Länner refuséiert. Dës Positioun vun den Nopeschlänner huet sech och iwwer déi lescht Joren net geännert, esou dass déi aktuell Reegelen, déi an der europäescher Reglementatioun virgesi sinn, och esou applizéiert muss ginn.

Méi rezent (ufanks 2021) huet Lëtzebuerg nach eng Kéier proposéiert, fir eng sektoriell Derogatioun ze kréien op Basis vum Artikel 16 vum Reglement 883. Dës Demande gouf och an der Reunion, déi den 31. August 2021 tëschent der belscher a Lëtzebuurger Regierung stattfonnt huet („Gäichel“) ugeschwat. Allerdéngs hunn déi dräi Nopeschlänner déi Lëtzebuurger Propos refuséiert, woubäi awer de belsche Minister, deen zoustänneg fir d'sozial Sécherheet ass, averstane war, fir zesumme mat de Länner aus der Groussregioun Echangen ze hunn, fir innerhalb vun der Groussregioun eventuell gemeinsam Léisung ze fannen. Dës war nämlech vum Lëtzebuurger Minister fir sozial Sécherheet op der „Gäichel“-Reunion am August 2021 als Alternativ proposéiert ginn.

Dës gouf dunn och de betroffenen Acteuren (Patronats- a Salariatsvertreider) schréfflech am Oktober 2021 matgedeelt. D'Echangen tëschent de betroffenen Autoritéiten sinn zënterhier och weidergelaft a Lëtzebuerg wäert da kuerzfristeg eng formell Propos maachen, fir mat deenen dräi Nopeschlänner Verhandlungen opzehuelen, fir eng multilaterale Konventioun auszeschaffen, déi net nëmme den Transportsecteur vu Wueren an der Groussregioun, an eventuell och déi Haaptlogistikhub ofdeckt, mee och den Transport vu Persounen grad esouwee och den Telearbeit wat awer och schon op europäeschem Niveau diskutéiert gëtt. Hei kënn d'Groussregioun och eng Virreideroll spillen.

**Question 5583** (26.01.2022) de **M. François Benoy** (*déi gréng*) concernant la **pollution des cours d'eau** :

Dans une interview récente, le directeur de l'Administration de la gestion de l'eau a confirmé qu'environ 150 incidents de pollution des cours d'eau ont été enregistrés au cours de l'année 2021, ce qui constitue une augmentation d'environ 50 % par rapport aux années précédentes. Selon le directeur, l'agriculture est une des principales sources des pollutions constatées en 2021. Le directeur a également noté que le nombre de personnes ayant signalé un déversement de substances polluantes dans les eaux de surface était également en hausse au cours de l'année passée.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Madame le Ministre peut-elle fournir des statistiques concernant le signalement de pollutions dans les cinq dernières années (ventilées par année) ?

2) Madame le Ministre dispose-t-elle de chiffres concernant les pollutions constatées au cours de cinq dernières années (ventilées par année et source de pollution) ?

3) Comment peut-on expliquer l'augmentation des pollutions des eaux de surface au Luxembourg ?

4) Quelles mesures le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable compte-t-il prendre afin d'inverser les tendances inquiétantes au niveau des pollutions de l'eau ?

5) Quelles mesures le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a-t-il d'ores et déjà mis en place et envisage-t-il prendre dans les mois à venir afin de lutter contre des pollutions de cours d'eau provenant de l'agriculture ?

**Réponse commune** (07.03.2022) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Claude Haagen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

ad 1) Ci-dessous un tableau représentant les statistiques concernant le signalement de pollutions au

cours des cinq dernières années, ventilées par année :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Il convient de noter que les pollutions signalées au 112 sont principalement signalées par des particuliers, mais qu'aucune donnée précise n'est disponible à ce sujet. De plus, il est important d'évoquer que les statistiques reprennent uniquement des signalements où une pollution a pu être constatée par les agents de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE). Les signalements de pollution où aucune pollution n'a été constatée ne sont pas enregistrés dans la base de données interne de l'AGE et sont donc exclus des statistiques.

ad 2) Ci-dessous un tableau représentant le nombre de pollutions enregistrées dans la base de données de l'AGE au cours des cinq dernières années, ventilées par année, ainsi qu'un tableau représentant la répartition des sources de pollutions, ventilées par année.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Les signalements de pollutions des eaux de surface ont été plus ou moins constants sur les dernières années, au nombre d'environ 100 par année, hormis pour l'année 2021, où on peut effectivement constater une augmentation de 50 % des pollutions.

Une partie de cette augmentation peut être allouée à un événement majeur s'étant produit en 2021 : les inondations record de juillet, événement qui a conduit à au moins une dizaine de signalements de pollutions, principalement lié à des fuites de mazout.

Une autre partie de l'augmentation est due à un accroissement des pollutions constatées au niveau du secteur agricole. En général, la plupart des pollutions agricoles étaient liées à une mauvaise gestion des effluents agricoles et des ensilages. Les plus graves pollutions agricoles avaient pour cause des défaillances techniques.

Il n'est par contre pas possible de déterminer avec certitude les autres raisons de cette nette augmentation. On peut toutefois supposer, d'une part, que la pression anthropique augmente en raison de l'évolution démographique du pays et qu'il y a donc plus de pollution des cours d'eau. Il est également possible que la population soit devenue plus sensible et que la probabilité d'un signalement d'une pollution d'un cours d'eau par un particulier a augmenté.

ad 4) Le groupe d'intervention pollutions de l'AGE a augmenté son effectif en 2021, tout en permettant d'assurer une présence sur le terrain plus importante, d'assurer une investigation et un suivi plus efficace des signalements de pollutions des eaux de surface, et augmentant les contacts avec d'autres administrations ou services communaux, permettant ainsi de créer plus de liens avec les acteurs sur le terrain et les sensibiliser au signalement correct des pollutions des eaux de surface.

En outre, le Service inspection, contrôle et gestion de pollutions est en train d'être renforcé par des agents de contrôle supplémentaires, ce qui permettra d'effectuer davantage de contrôles des infrastructures liées à l'eau et de déceler d'éventuelles lacunes entre autres susceptibles de provoquer des pollutions de l'eau.

ad 5) Le volet de la protection des cours d'eau constitue un élément important, pris en compte par différents instruments découlant de la mise en œuvre de la politique agricole au Luxembourg.

Les primes liées à la surface sont toutes conditionnées à un certain nombre d'exigences réglementaires, visant également à protéger l'eau. Cette éco-conditionnalité émane d'une part du règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture et d'autre part du règlement grand-ducal du 1<sup>er</sup> août 2018 établissant les biotopes protégés, les habitats d'intérêt communautaire et les habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation a été évalué non favorable, et précisant les mesures de réduction, de destruction ou de détérioration y relatives. À travers ces deux règlements, l'épandage de fertilisants et l'utilisation de produits phytopharmaceutiques sont interdits jusqu'à une certaine distance des cours d'eau naturels.

De plus, via les mesures volontaires agrienvironnementales, il existe actuellement différents instruments ciblant la protection des cours d'eau, dont notamment des programmes d'extensification éligibles à toutes parcelles longeant des cours d'eau, respectivement un programme spécifique pour la mise en place de bandes culturales extensives.

La protection des cours d'eau concerne par ailleurs les installations agricoles. L'exploitation, respectivement la construction de nouveaux bâtiments, est également assujettie aux différentes lois ayant trait à l'eau, la protection de la nature et aux établissements classés.

**Question 5605** (28.01.2022) de **M. Max Hahn** et **Mme Carole Hartmann** (*DP*) concernant les **mesures de protection contre les inondations** :

No de schroen Iwwerschwemmung vum Juli 2021 hu vill betraffe Leit a Gemengen decidéiert, preventiv Mesuren ze huele fir ze evitéieren, dass et nach eng Kéier zu esou dramateschen Zeene kënn. De Waasserfong iwwerhëlt an deem Kader 75 % vun de Käschte vu Mesurë fir den Héichwaasserschutz ze verstärken. Bei grouss ugeluechte Moosname fir ganz Uertschaften sinn et esouguer 90 %.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Demandë si bis ewell am Ministère erakomm?

2. Wéi vill Demandë si schonn traitéiert ginn? Wéi vill Demandë stinn nach op?

3. Wéi vill Subventiounen si schonn ausbezuelt ginn? Wéi ee Montant ass an deem Kader ausbezuelt ginn?

4. Fir wéi eng Mesurë gi Subventiounen ugefrot?

5. Kann d'Madamm Ministesch confirméieren, dass déi jeeweileg Mesuren eréischt ëngesat kënnen ginn, wann d'Demande fir eng Subventioun accordéiert ginn ass, an een am anere Fall net méi eligibel fir eng Subventioun ass?

6. Wann deem esou ass, ass d'Madamm Ministesch net der Meenung, dass d'Mesuren zum Schutz virun Héichwaasser esou séier wéi méiglech misste kënnen réaliséiert ginn?

**Réponse** (04.03.2022) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. Zënter Mëtt Juli 2021 sinn 48 Demanden erakomm, dovu 24 vu Gemengen a 24 vu Privatleit/Promoteuren.

ad 2. Vun den 48 Demanden, déi eragereecht goufen, sinn der 15 traitéiert ginn an 33 stinn der nach op, well d'Planung mat de Gemenge respektiv de Privatleit um Terrain nach leeft (Stand: 15. Februar 2022). Vun deenen 33 Demanden, déi nach opstinn, goufen der 26 nom 18. November 2021 eragereecht.

ad 3. Zënter Mëtt Juli 2021 goufe Subsiden an Héicht vun engem Gesamtmontant vu 6.048.307 € engagéiert; ee Paiement an Héicht vun 32.202,63 € gouf zënterhier ausbezuelt.

ad 4. Et si Subsiden ugefrot gi vu Gemengen, fir Héichwaasser- a Starkreenschutzkonzepter auszeschaffen souwéi och fir lokal Schutzmoosnamen oder de Renforcement vu bestoende Moosnamen. Vu Privatleit si Subsiden ugefrot gi fir individuell Schutzmoosnamen, ënnert anerem amovibel Mauersystemer, dicht Fënsteren, Dieren a Garagedieren.

ad 5. Dat ka confirméiert ginn an ass nozeliesen am Waassergesetz am Artikel 66 Paragraph 2) dee beseet, dass eng „approbation préalable“ vum Minister gebraucht gëtt fir dës Projeten. Dat ass awer fir all Ausgabe vum dem FGE säit senger Grënnung am Joer 1999 de Fall.

ad 6. D'Demandë ginn esou séier wéi méiglech ofgeschafft. D'Zil ass et awer och, dass déi subventionéiert Installatiounen wierklech sënnvoll sinn.

**Question 5607** (28.01.2022) de **MM. Félix Eischen** et **Paul Galles** (*CSV*) concernant la **promotion de la mobilité hydrogène** :

Laut onsen Informatiounen soll am September eng Waasserstofftankstell zu Beetebuerg um Multimodal opgoen, sou wéi dat an der Vergaangenheet schonn op der Aire de Berchem an zu Bartreng geplangt war.

Aktuell ass Lëtzebuerg dat eenzegt Land an eiser Regioun, wat aktuell nach keng Waasserstofftankstell huet. Sou sinn zum Beispill an Däitschland 91 ëffentlech Tankstelle fir de Waasserstoffauto a Betrib, dovunner 9 och fir sou Bussen an LKWen. An der Schwäiz solle bis 2023 iwwer 1.000 Brennstoffzellen-LKWe fueren, dat parallel mat enger optimiséierter Tankstelleninfrastruktur. Besonnesch awer ons direkt Nopeschregioun d'Saarland huet ambitiéis Ziler: sou wéll sech d'Bundesland laangfristeg duerch d'Abannung un den europäeschen „Hydrogen Backbone“ als Zentrum vum europäeschem Waasserstoffnetz etabliieren.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:



1. Wéi setzt sech de Waasserstoff fir déi Tankstell zu Beetebuerg zesummen a puncto gréngen a groen Waasserstoff?

2. Si weider Tankstellen an Zukunft geplangt a gëtt dru geduecht, d'Autobunnstankstellen zu Lëtzebuerg och mat Waasserstoffstankstellen ze equipéieren?

3. Ass et virgesinn, esou wéi am Saarland, d'Leit méi opzeglären iwwert de Waasserstoff a seng Nutzungsméiglechkeeten? Gedenkt de Minister an deemem Kontext och méi enk mam Saarland zesummenzeschaffen an Erfarungen auszetauschen?

4. Gesäit de Minister fir sech un der Schwäiz ze orientéieren an och hei eng optimiséiert Tankstelleninfrastruktur fir LKWe mat enger Brennstoffzell ze féerden?

5. Ass an der Task Force vun der Waasserstoffstrategie och e Groupe de Travail fir d'Mobilitéit virgesinn?

**Réponse** (08.03.2022) de **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie** :

Déi honorabel Deputéiert froe Präzisiounen wéi d'Regierung gedenkt de Waasserstoff am Beräich vun der Mobilitéit ze promovéieren.

Op der geplangter Tankstell zu Beetebuerg ass mat dem zukünftege Bedriewer ofgemaach, datt déi aktuell beschtméiglech Zertifizéierung fir grénge Waasserstoff virgesi gëtt. Et handelt sech dobäi ëm sougenannten „GreenHydrogen“ nom Standard „CMS70“ vum TÜV-Süd, woubäi awer och een aner europäesche Standard, dee mindestens equivalent oder besser ass, genotzt ka ginn. Op europäeschem Niveau gëtt nämlech an deemem Zesummenhang aktuell en Critère fir erneierbare Waasserstoff geschafft, déi dann och zukünfteg kënnen berécksiichtegt ginn.

Aus Grënn vun der Redundanz ass et sënnavoll, méi wéi eng Waasserstoffstankstell zu Lëtzebuerg ze hunn. An deem Sënn gëtt aktuell un engem Kader geschafft, fir datt weider privat Firmen zu Lëtzebuerg Waasserstoffstankstelle bedreiwe sollen. Et sief and drop higewisen dat d'europäesch Kommissioun am Juli 2021 Mindestziler fir Waasserstoffstankstelle virgeschloen huet, fir datt an der ganzer europäescher Unioun een homogene Reseau un esou Tankstellen entsteet. Esou gouf proposéiert, datt bis Enn 2030 um europäeschen Transportreseau TEN-T op d'mannst all 150 Kilometer Waasserstoffstankstellen an déi béid Richtungen entstoe sollen. De Fokus läit hei zwar gréisstendeels bei Camionen, mee aner Gefierer, wéi zum Beispill Autoen, sollen des Infrastrukturen och benotzen kënnen. Dës Zilsetzung vun 2030 weist, datt warscheinlech réischt an e puer Joer, wa virun allem déi ugekënnegte Brennstoffzellecamionen op den europäesche Stroosse benotzt ginn, déi néideg Demande no Waasserstoff fir eng flächendeckend Infrastrukturen vun esou Tankstellen besteet. Dës Aschätzung gëtt vun der Kommissioun an de meeschte Memberstaaten gedeelt, woubäi aner Länner guer keng verpflichtend Mindestziler fir de Waasserstoff wëllen.

Wat konkret den H<sub>2</sub> bei Autoen betrëfft, esou sinn an Europa momentan nëmmen zwee Seriemoeller mat enger mat Waasserstoff bedriwwener Brennstoffzell fräi verfügbar. Et sinn och nëmmen vereenzelt weider Modeller vun Autoen a Camionnetten ugekënnegt an eng Rei Hiersteller hu schonn annonciéiert sech voll op Elektroautoen ze konzentréieren. Europawäit ass déi reng batteriebedriwwenen Elektromobilitéit weiderhin staark um Vormarsch an déi waasserstoffgedriwwene Mobilitéit bléift momentan een Nischenphenomen. Esou ware laut dem „European Alternative Fuels Observatory“ vun der europäescher Kommissioun Enn 2021 an Däitschland, wou mat 89 ëffentlech zougängleche Waasserstoffstankstellen europawäit de gréisste Reseau besteet, nëmmen 3.017 waasserstoffgedriwwenen Autoen a Camionnetten ugemellt.

D'Regierung gesäit awer weiderhin d'waasserstoffgedriwwene Mobilitéit als eng komplementär Technologie zur renger batteriebedriwwener Elektromobilitéit un an allebéid Technologieën kënnen wichteg sinn, fir d'Klimaziler an der Mobilitéit ze errechen. Dowéinst a wéi an den Äntwerten op d'parlamentaresch Ufroen n° 1781 an n° 1830 scho präziséiert, gi waasserstoffgedriwwene Brennstoffzellenautoen, déi genee wéi 100 % Elektroautoen keng lokal CO<sub>2</sub> Emissioun produzéieren, weiderhi bei der Acquisitioun an der selwechter Héicht mat Primme subsidiéiert. Ab dem Moment wou eng éischt Waasserstoffstankstell zu Lëtzebuerg do ass, hunn d'Leit dann de fräien Technologiechoix fir hiert Gefier. Wéi hei uewendriwwer an engem méi breede Kontext erkläert, ass awer net dervun auszogoen, datt des Technologie, op d'mannst bei den normalen Autoen, europawäit eng grouss Roll spille wäert an d'Ofdeckung u Waasserstoffstankstellen zu Lëtzebuerg an awer och an Europa staark ofhängeg dervu wäert si weini waasserstoffgedriwwene Camionen erauskommen an ob des sech am Verglach zu aneren emissionsarmen Alternativen, wéi batteriebedriwwenen elektreschen Camionen, wäerten duerchsetzen. Säit 2021 gëtt et och een inter-

ministeriellen Aarbechtsgrupp, deem seng Aufgab et ass, ze analyséieren wéi eng Mesuren noutwendeg si fir de Logistiksektor ze dekarboniséieren. Heirënner fällt natierlech och sech mat der Task Force vun der Waasserstoffstrategie ofzestëmmen an ze kucken wéi vill Waasserstoffstankstellen iwwert déi nächst Joren zu Lëtzebuerg gebraucht ginn a wéi des Infrastrukturen kann ëmgesat ginn.

Wat dat vun den honorabelen Deputéierten ernimmt Beispill vun der Schwäiz ugeet, muss ee präziséieren, datt et an deemem Land eng „Schwerverkehrsabgabe“ gëtt, déi ofhängeg vun den Emissiounen a vun de gefuere Kilometer vun engem Camion ass. Well waasserstoffgedriwwene Brennstoffzellecamionen an der Schwäiz vun deser Ofgab, déi bedeutend méi héich ass wéi vergläichbar Mesure aus anere Länner, befreit goufen, a lokal Stromproduzenten den Iwwerschoss aus der Stromproduktioun an H<sub>2</sub> ëmwandelen, hunn eng Réi Firmen ee Projet mat Waasserstoffcamionen selwer op d'Been gesat. Dese lokale Kader, deem zu deemem Projet gefouert huet, ass hei zu Lëtzebuerg an där Envergere haut nach net ëmzesetzen.

**Question 5620** (31.01.2022) de **Mmes Francine Cloesener** et **Simone Asselborn-Bintz (LSAP)** concernant la **situation sanitaire actuelle dans les écoles de l'enseignement fondamental** :

De Coronavirus verbreet sech aktuell mat grousser Vitesse an de Lëtzebuerg Schoulen - besonnesch betraff ass d'Grondschoul. Déi Klengst a soumat och hir Enseignanten, sinn dem Virus dacks nach méi exposéiert, well den Undeel u Geimpften an de betraffenen Alterskategorie méi geréng ass.

An engem rezenten Interview gesäit den Här Minister d'Fuesvakanz als Hoffnung fir de Lycée. Dës dauert bekanntlech am aktuelle Semestersystem zwo Wochen, „a vläicht wier d'ag duerno eng aner“, argumentéiert den Här Minister.

An deem Zesummenhang wëlle mir dem Här Educatiounsminister des Froe stellen:

1. Sollt een net och an der Grondschoul d'Fuesvakanz verlängeren, spréich wéi am Secondaire éischter ufänken?

2. Wéi steet den Här Minister zu der Iddi, d'Schoul elo an eng verlängert Vakanz ze schécken an des am Summer, wa Schüler wéi Enseignant present sinn, nozehuelen?

3. Am Secondaire feelen den Ament 8 % vum Personal. Wéi ass d'Situatioun am Fondamental? Géif eng Ënnerberichtung vun zwo Wochen am Februar des net verbesseren, gewosst, dass d'Experten den Héichpunkt un Infektione fir ugangs Februar erwaarden?

4. Wéi steet den Här Minister zur Iddi, niest dem Lycée, och an der Grondschoul Semesteren, ab der Rentrée 2022/2023 anzeféieren?

**Réponse** (08.03.2022) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse** :

ad 1. - 3. Et sief drop higewisen, datt och an der Vergaangenheet eng konsequent Analys vun der Evolutioun vun den Infektionszuelen an der Gesellschaft am Allgemengen an an der Schoul am Spezifesch an erméiglecht huet, de sanitären Dispositif an de Schoulen den aktuelle Gegebenheiten unzepassen, fir esou der Verbreedung vum Virus entgéintzewierken a gläichzäitig de Presenzunterrecht esou mann wéi méiglech ze perturbéieren.

Ufank Februar konnt am Kader vun den Absencé vum Léierpersonal eng liicht Baisse constatéiert ginn, déi an der Woch vum 7. Februar 2022 signifikant méi staark prononcéiert war. Esou sinn an där Woch 16 % vun den Enseignant manner ausgefall wéi nach Enn Januar.

Den duerchschnëttleche Pourcentage vum Léierpersonal pro Woch, dat während den dräi leschte Woche virun der Fuesvakanz krankheits- oder coronabedéngt ausgefall ass, stellt sech folgendermoossen duer:

Woch vum 24.01.2022	11,5 %
Woch vum 31.01.2022	10,5 %
Woch vum 07.02.2022	8,5 %

Vu déi permanent Evaluatioun vun der Entwécklung vun den Infektionszuelen, si fir den Ufank vum 2. Trimester 274 Kontrakter vun Agente verlängert an 200 Agenten nei agestellt ginn, déi d'Equippe bei der Ëmsetzung vun Differenzierungsmesur bis de 17. Abrëll 2022 ënnerstëtzen an och temporäre Remplacemeter assuréiere kënnen. Dës Agenten intervenéieren als zousätzlecht Personal zu de permanente Remplacemeter, déi den Direktiounen zanter der Rentrée zur Verfügung stinn, fir Kuerz- a Laangzäitremplacemeter ze assuréieren an esou och ze hëllefen, déi covidbedéngt Ausfall ze kompenséieren.

D'Entspannung vun der Situatioun virun der Fuesvakanz an den Ëmstand, datt d'Ofhale vum Presenzunterrecht an de Grondschoulen och bei héije Personalausfall zu kengem Moment a Gefor war, hu géint eng Verlängerung vun der Fuesvakanz nom Vorbild vum leschte Joer geschwat.

Dobäi kënn, datt aktuell an de Grondschoulen een Testdispositif en place gesat ass, deem duerch ee reegelméisseg Duerchféieren dräimol d'Woch vu Selbstschnelltester ee séiert Detektéiere vun enger eventueller Covid-19-Infektione vun engem Member vun der Schoulcommunitéit erméiglecht. No der Detektione vun engem positive Fall an enger Klass gëtt während enger Woch all Dag ee reforcéierten Testing fir d'Schüler an d'Léierpersonal aus der concernéierter Klass ugebueden. D'Duerchféiere vun de Selbstschnelltester gouf ab dem 3. Trimester vum Schouljoer 2020/2021 fir d'éischt an de Lëtzebuerg Grondschoulen ëmgesat an den Testdispositif gouf kontinuierlech weiderentwéckelt. Dese feste Bestanddeel vum sanitären Dispositif vun der nationaler Educatioun ass ee weesentleche Facteur fir d'Oprechterhale vum Presenzunterrecht an de Grondschoulen an huet ënner anerem dozou bäigedroen, datt eng pandemiebedéngte Verlängerung vun der Fuesvakanz net opportun war.

ad 4. Zum Schluss vun all Trimester fannen an de Grondschoulen am Kader vun der formativer Evaluatioun Gespréicher statt, an deenen d'Schülerinnen an d'Schüler souwéi och d'Eltere reegelméisseg iwwert d'Evolutioun vun de Kanner hirer Kompetenzentwécklung informéiert ginn. Dës Gespréicher si weesentleche Bestanddeel vum Léierprozess, deem unhand vun den Erkenntnisser aus der formativer Evaluatioun de Besoin vum jeeweilige Schüler reegelméisseg ugepasst gëtt. Eenzeg zum Schluss vum Cycle ass ee certificativen Evaluationsmoment virgesinn, an deem evaluéiert gëtt, ob de Schüler d'Kompetenzen erreicht huet, fir säi Cours scolaire am nächste Cycle weiderzeféieren oder ob hie vun engem Allongement vun der Durée vum Cycle profitéiere misst. D'Eltere ginn an d'Decisioun am Kader vun der certificativen Evaluatioun intensiv mat agebonnen an et ass deemno onëmgängelech, datt si reegelméisseg iwwert hire Kanner hir Kompetenzentwécklung informéiert ginn. Änlech verhält et sech mam Passage vum Enseignement fondamental an den Enseignement secondaire, deem iwwert de ganze Cycle 4 zesumme mat all den implizéierten Membere vun der Schoulcommunitéit preparéiert gëtt an am Kader vun deem, via déi reegelméisseg Bilansgespréicher um Enn vun all Trimester, soll séchergestallt ginn, datt d'Eltere iwwert déi néideg Informatiounen verfügen, fir eng Decisioun a puncto Orientatioun vun hirem Kand kënnen ze huelen.

Déi geréng Unzuel un Divergenzen tëscht der Decisioun vun der pedagogescher Equipe an där vun den Elteren am Kontext vum Passage vum Enseignement fondamental an den Enseignement secondaire weist, datt dat intensiiv Informéieren a Matabanne vun den Elteren no der aktueller Virgoensweis seng Friichten dréit, wat dofir schwätzt, den Trimestermodell an der Grondschoul bäizebehalen.

**Question 5624** (31.01.2022) de **M. Gusty Graas (DP)** concernant l'**empreinte environnementale du numérique** :

Dans le cadre de la transition numérique, la demande en électricité a augmenté de manière considérable ces dernières années, ce qui, au vu du mix électrique actuel, entraîne également des émissions de gaz à effet de serre non négligeables. Selon des études, l'écosystème numérique mondiale serait actuellement responsable de 2 % à 4 % des émissions globales. Dès lors, le renforcement de l'efficacité énergétique et la promotion des énergies renouvelables dans ce contexte représente une priorité essentielle au vu de l'importance croissante de ce secteur.

En France, trois lois visant à réduire l'empreinte carbone du numérique viennent d'entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022. Ainsi, l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) est dorénavant chargée de la collecte de l'empreinte environnementale de tous les acteurs de l'écosystème numérique en France, tels que les opérateurs télécoms, les centres de données, les prestataires de cloud, les fabricants de terminaux (comme par exemple des smartphones), etc.

En outre, l'Arcep a également été chargée de mettre en place un « observatoire des impacts environnementaux du numérique », dont l'objectif consiste à comparer les différents acteurs entre eux, identifier des pratiques vertueuses, encourager la soutenabilité numérique et informer les utilisateurs quant aux acteurs les plus soutenables respectivement les plus pollués.

Par ailleurs, l'Arcep sensibilise d'ores et déjà les utilisateurs à des comportements écoresponsables à adopter pour réduire l'impact climatique du numé-

rique. Une campagne de sensibilisation a été lancée à cet effet le 11 janvier 2022.

Finalement, les opérateurs télécoms sont désormais obligés d'informer leurs clients régulièrement sur la quantité de données consommées ainsi que l'équivalent en émissions de gaz à effet de serre.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Messieurs les Ministres sont-ils au courant de ce nouveau dispositif réglementaire français ?

- Combien d'entreprises font partie du secteur numérique au Luxembourg ? Comment la consommation d'électricité de ce secteur a-t-il évolué au fil des cinq dernières années ?

- Quelles sont les pistes que le Gouvernement entend poursuivre afin d'encourager davantage l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables auprès des entreprises du secteur numérique ?

- Une campagne de sensibilisation des utilisateurs similaire à celle de l'Arcep est-elle également prévue au Luxembourg ?

**Réponse commune** (04.03.2022) de **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie**, de **M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias**, et de **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie** :

Comme exposé dans la feuille de route « Ons Wirtschaft vu muer » du Ministère de l'Économie, la numérisation et la connectivité rendues possibles par les technologies numériques ont un potentiel considérable pour rendre les produits, les processus, notamment industriels, et les services plus durables et circulaires. Elles permettent de surveiller et de protéger l'environnement en découplant les émissions et la consommation de ressources des activités économiques, ou encore d'optimiser la manière dont est utilisée l'énergie. Il existe un certain nombre de projets industriels et logistiques dans ces domaines au Luxembourg, lesquels vont de la fabrication additive 3D numérique, économe en ressources, à l'utilisation de technologies spatiales innovantes pour surveiller l'environnement, en passant par la Luxembourg Circularity Dataset Initiative et le Product Circularity Data Sheet (www.pcds.lu).

Néanmoins, comme le met également en avant « Ons Wirtschaft vu muer », les impacts environnementaux directs et indirects liés à l'utilisation croissante du numérique sont parfois sous-estimés, notamment à cause d'une forme de quasi-invisibilité des appareils numériques et infrastructures associées qui consomment pourtant de l'énergie. L'accélération des investissements dans les technologies numériques a effectivement entraîné une augmentation de l'empreinte carbone des secteurs numérisés. D'après les analyses de The Shift Project dans leur rapport « Lean ICT: Towards Digital Sobriety », l'empreinte carbone directe du numérique au niveau global augmente de 9 % chaque année et l'intensité énergétique du secteur des TIC augmente de 4 % par an. La forte augmentation de l'utilisation de la vidéo (vidéoconférences, streaming...) et l'augmentation de la consommation et du renouvellement d'équipements numériques semblent être principalement à l'origine de cette inflation. Aujourd'hui, quelque 10 % de l'énergie de la planète serait consommée par les besoins énergétiques du cloud et de l'infrastructure des technologies de l'information et de la communication.

Selon les données du Statec, en 2019, le Luxembourg comptait 2.655 entreprises actives dans le secteur de l'information et de la communication, avec une croissance nette de +417 entreprises (+19 %) entre 2015-2019. Ce secteur représentait 6,1 % de la population totale des entreprises en 2015 au Luxembourg et 6,5 % en 2019 (hausse de +0,4 pp)<sup>1</sup>. La consommation en électricité de ce secteur a augmenté de 225.879.561 kWh en 2015 à 286.979.962 kWh en 2019 (+27 % entre 2015-2019), comme illustré dans le graphique ci-après.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Pour le Luxembourg, une croissance rapide de l'environnement numérique dans tous les secteurs stratégiques clés de l'économie luxembourgeoise est anticipée et sera donc susceptible d'entraîner une augmentation de l'empreinte environnementale. Dans ce contexte, il est d'ores et déjà prévu, notamment dans la feuille de route « Ons Wirtschaft vu muer » du Ministère de l'Économie de

<sup>1</sup> Concernant les chiffres en relation avec la économie digitale, il est à noter que la digitalisation se matérialise en concept transversal, impactant l'ensemble des secteurs de l'économie. De manière plus granulaire, le Statec établit des chiffres pour les entreprises dont l'information et la communication constituent l'activité principale (NACE 58-63).

[https://statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=13299&IF\\_Language=fra&MainTheme=4&FldrName=1&RFPPath=10835%2c13845](https://statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=13299&IF_Language=fra&MainTheme=4&FldrName=1&RFPPath=10835%2c13845)



prendre les mesures nécessaires pour assurer une transition digitale équitable et durable, ouvrant également de nouvelles opportunités pour l'industrie et ses secteurs de support. Les initiatives portant sur une numérisation durable et énoncées dans la feuille de route concernent notamment :

- le soutien à des projets pilotes pour l'optimisation des consommations énergétiques des datacenter/centres de données (utilisation de la chaleur résiduelle, immersion cooling...) afin de refléter les ambitions environnementales à consommation d'énergie réduite ;

- le soutien au développement d'outils numériques permettant d'évaluer plus précisément l'impact environnemental des infrastructures numériques ;

- le soutien à des initiatives « lean data », qui mettent en œuvre des solutions intelligentes pour réduire les flux et le stockage de données inutiles et les impacts énergétiques qui y sont liés, ceci en conservant juste les ressources nécessaires.

L'exemple du supercalculateur luxembourgeois MeluXina montre que le numérique peut aller de pair avec la durabilité. En effet, le calculateur de haute performance MeluXina a été classé comme le troisième plus écologique de l'UE et le neuvième plus écologique du monde selon le plus récent classement « Green 500 » de l'organisation « Top 500 The List » qui publie des classements des superordinateurs. MeluXina est doté d'une efficacité énergétique exceptionnelle : le supercalculateur et ses systèmes sont refroidis par eau, ce qui supprime les coûts d'exploitation élevés des systèmes refroidis par air et, parallèlement, réduit l'empreinte énergétique. Il s'appuie en outre sur des processeurs de dernière génération pour atteindre une efficacité remarquable en termes de rapport performance/consommation d'énergie de 26,957 gigaflops par watt.

Un autre exemple parlant est celui du centre des données de LuxConnect à Bissen alimenté en énergie verte par la centrale de cogénération Kiowatt. Grâce à une joint-venture entre LuxConnect et Lux-Energie, l'opérateur d'infrastructures de cogénération, le centre de données de Bissen constitue un pas important vers une politique d'approvisionnement en énergie des infrastructures digitales à empreinte carbone basse, voire nulle. Le concept énergétique intégré du site de Bissen repose sur le bois recyclé (forêts, meubles, industrie, etc.) qui alimente la centrale de cogénération de Kiowatt. Toutes les formes d'énergie produites par la cogénération, c'est-à-dire l'électricité, la chaleur et la vapeur, entrent dans le processus d'exploitation du centre de données de LuxConnect, réduisant ainsi les émissions totales de CO<sub>2</sub> du Luxembourg d'environ 27.000 tonnes/an.

Afin d'encourager l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables, les entreprises du secteur du numérique, tout comme celles d'autres secteurs d'activité peuvent bénéficier des aides à la protection de l'environnement du Ministère de l'Économie qui s'appliquent notamment pour des investissements en faveur de mesures d'efficacité énergétique, dans la cogénération, dans l'énergie produite à partir de sources renouvelables ou bien dans des réseaux de chaleur et de froid. Le détail des aides disponibles et leurs taux peuvent être consultés sur guichet.lu ([https://guichet.public.lu/fr/entreprises/financement-aides/aides-environnement/industriehttps://guichet.public.lu/fr/entreprises/financement-aides/aides-environnement.htmlservices/aide-protec-environnement.html](https://guichet.public.lu/fr/entreprises/financement-aides/aides-environnement/industriehttps://guichet.public.lu/fr/entreprises/financement-aides/aides-environnement/htmlservices/aide-protec-environnement.html)).

Concernant les nouvelles lois françaises entrées en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2022, visant à réduire l'empreinte carbone du numérique, des mesures similaires sont en cours de négociation au niveau européen dans le cadre de la révision de la directive européenne sur l'efficacité énergétique (EED - Energy Efficiency Directive), où sont notamment prévus :

- un monitoring obligatoire avec publication des données de la performance énergétique des centres de données significatifs ;

- une analyse des coûts et bénéfices, ou un audit énergétique identifiant et évaluant l'utilisation de la chaleur fatale des centres de données (dont l'énergie consommée dépasse 1 MW) dans des réseaux de chaleur ;

- l'habilitation de la Commission européenne à adopter des actes délégués en vue d'évaluer la durabilité des centres de données.

Le Luxembourg soutient non seulement ces mesures, mais s'investit également auprès de la Commission, dans le cadre des négociations de la révision de l'EED, afin que les critères et exigences minimales définies dans le cadre de la directive reflètent un niveau d'ambition suffisant pour inciter les opérateurs des centres de données à améliorer encore leur performance énergétique ; le Luxembourg transposera, le cas échéant, ces mesures après adoption de la révision de la directive.

#### Question 5634 (13.01.2022) de M. Sven Clement (Piraten) concernant la fonctionnarisation des chargés de cours dans l'enseignement secondaire :

Et gëtt a ville Schoulen am Land säit Laangem e Personalmangel, dee just duerch Astellung vum Chargé ka gedeckt ginn. Ursprénglech war d'Konzept vun de Chargéen esou geduecht, dass dës just temporär sollten an de Schoulen intervenéieren, wann et zu Enkpäss kéim, mee mëttlerweil si si feste Bestanddeel vun der Schoullandschaft. Trotzdeem sinn hir Aarbechtskonditiounen awer nach net déi selwecht, wéi déi vun de fonctionnariséierte Jofferen a Schoulmeeschteren. Vill Chargé verbréngen hir ganz Karriär an der Schoul, ouni jeemoos vum Statut vum Employé de l'État zum Fonctionnaire wiesselen ze kënnen. Dobäi mussen si méi Stonne pro Woch schaffen a gi manner héich bezuelt wéi Jofferen a Schoulmeeschteren, obwuel si déi selwecht Aarbecht leeschten an am Secondaire och dee selwechten Diplom hunn.

Fir dës Ongläicheete mëttelfristeg opzehiewen, goufen tëscht dem Bildungsministère an den Intressevertreider och schonns an der Vergaangenheet Diskussiounen iwwert d'Méiglechkeet vun der Fonctionnarisation vun Chargéen, déi iwwert zéng Joer Berufserfahrung hunn, gefouert.

Bis elo ass de Wee fir d'Fonctionnarisation fir d'Chargéen awer nach net op.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wou sinn d'Aarbechten un enger Pist fir d'Fonctionnarisation vun de Chargéen aus dem Secondaire aktuell drun?

Wéini wäerten dës Aarbechten ofgeschloss sinn an d'Fonctionnarisation opstoen?

2. Ass geplangt, och eng Pist fir d'Fonctionnarisation vun de Chargéen aus dem Fondamental auszuschaffen

Falls jo, wéini sollen dës Aarbechten ofgeschloss sinn an d'Fonctionnarisation opstoen?

Réponse commune (08.03.2022) de M. Claude Meisch, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de M. Marc Hansen, Ministère de la Fonction publique :

ad 1. Den 1. Oktober 2021 gouf de Gesetzesprojekt 7894 an der Chamber deposéiert. Dese Projet gesäit nieft enger Upassung vun der Organisation vum Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) och vir, d'Dispositione vum groussherzogleche Règlement vum 29. August 2017 iwwert d'Fonctionnarisation vun den Employéen aus dem Sous-groupe Enseignement (Chargéen) an dese Gesetzestext ze integréieren. Dese Projet gouf de 7. Oktober 2021 un déi zoustänneg Chamberkommission weidergereicht an den 8. Oktober huet d'Chambre des fonctionnaires et employés publics, sou wéi den 1. Februar 2022 de Conseil d'État, hiren Avis dozou ofginn.

Schonns de 7. August 2020 gouf de Staatsrot mam Projet vun engem groussherzogleche Règlement saiséiert, deen d'Règlement vum 29. August 2017 modifizéiere sollt. Ënnert anerem sollt hei d'Fonctionnarisation fir déi nei geschafte Centres de compétences, souwéi den Institut étatique d'aide à l'enfance et à la Jeunesse an de Centre socio-éducatif de l'État opgemaach ginn. Allerdéngs huet de Staatsrot a sengem Avis 60332 vum 23. Februar 2021 drop opmierksam gemaach, dass verschidden Dispositione risquéieren, net konform zum Artikel 5 vun der Verfassung ze sinn. Doropshi gouf decidéiert, deem Rechnung ze droen an de Contenu an de Gesetzesprojekt 7894 opzehuelen.

Et sief drop higewisen, dass op Basis vum groussherzogleche Règlement vum 29. August 2017 schonn eng Partie Employéen aus dem Enseignement secondaire fonctionnariséiert goufen.

ad 2. Am Enseignement fondamental gi momentan ënnert dem Regime vum Employé exklusiv just Quereinsteiger rekrutéiert. Dës Enseignantë kënnen sech no enger Formation en cours d'emploi vun 246 Stonnen um IFEN an enger praktescher Formation dem Concours de Recrutement stellen an iwwert dese Wee schonn no engem Joer an de Stage vum Fonctionnaire kommen.

#### Question 5636 (31.01.2022) de MM. Mars Di Bartolomeo et Yves Cruchten (LSAP) concernant les retards dans le domaine de la construction :

Régulièrement, les différentes administrations tant nationales que communales, se voient confrontées aux reproches de la part d'initiateurs de projets de construction destinés à l'habitation que ceux-ci sont retardés voire bloqués pendant des délais excessivement longs.

Sont mises en cause des procédures compliquées ou des blocages de la part d'administrations publiques dus à des oppositions privées.

- Nous voudrions dès lors savoir de Monsieur le Ministre du Logement s'il dispose d'un état des lieux sur les projets de logement destinés à l'habitation dans les différentes communes.

- Est-ce qu'il dispose d'une vue d'ensemble sur le cheminement de ces projets ?

- Est-ce qu'il peut confirmer que certains projets évoluent d'une manière excessivement longue respectivement sont bloqués ?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de ces retards ou blocages ?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faudrait disposer d'un monitoring sur l'évolution des différents projets ?

Réponse (04.03.2022) de Mme Taina Bofferding, Ministère de l'Intérieur :

Les services du Ministère de l'Intérieur ne disposent actuellement pas d'un état des lieux sur les projets de logements destinés à l'habitation dans les différentes communes.

En effet, l'état d'avancement des différents projets suppose notamment un suivi des autorisations de construire délivrées aux promoteurs privés et publics, suivi auquel le Ministère de l'Intérieur n'a pas accès.

La constitution d'un monitoring relatif au suivi de l'évolution des prédicts projets peut être une piste de réflexion pour l'avenir.

La mise en place d'un tel suivi implique cependant un accès à tous les actes administratifs relatifs à l'exécution des projets de construction de logements.

#### Question 5644 (01.02.2022) de MM. Fernand Kartheiser et Roy Reding (ADR) concernant l'impact de l'utilisation des « cookies » sur la protection des données :

Leit, déi am Internet fir d'éischte Kéier ee bestëmmte Site uklicken, ginn oft mat Pop-up-Fënstere konfrontéiert, déi vun der betreffender Persoun eng Zoustëmmung zum Placéiere vu Cookies erfuere. Just ee klengen Deel vun de Leit wëssen awer, dass si mat hirer Zoustëmmung Drëtubidder een ëmfaassenden Aktivitéitstracing erméiglechen an dass Cookies empfindlech perséinlech Donnéeë vun Internetbenutzer späichere kënnen. Obscho Cookië legal an technesch noutwenneg sinn, gesi Konsumenten- an Dateschützer dës Fichieren dowéinst mat gemëschte Gefillern.

An deem Kontext hu mir folgend Froen un den Här Minister fir Medien an Digitalisation:

1. Wéi steet den Här Minister zur Iwwerleeung, dass den Asaz vu Cookies op europäeschem Plang misst reglementéiert ginn, fir d'Internetbenutzer virun der Publicitéitsindustrie ze beschützen?

2. Geet den Här Minister dervun aus, dass et iergendswann misst méiglech sinn, bezuelbar Abonnementer ze ersetzen?

3. Wat hält den Här Minister dervun, Cookië progressiv ganz ofzeschaffen?

Réponse (08.03.2022) de M. Xavier Bettel, Ministère des Communications et des Médias, Ministère de la Digitalisation :

ad 1. Déi aktuell Gesetzgebung fir „Cookies“ baséiert op zwee Instrumenter: e spezifesch Kader, d'Direktiv 2002/58/EC, bekannt als „directive vie privée et communications électroniques“ (oder „ePrivacy“ op Englesch), wéi ofgeännert, déi an déi lëtzebuergesch Gesetzgebung duerch dat geännert Gesetz vum 30. Mee 2005 iwwer de Schutz vun der Privatsphäre am elektronesch Kommunikatiounssektor transposéiert gouf, an dem allgemeng Kader fir de Schutz vu perséinlechen Donnéeën, spréich dem Règlement (EU) 2016/679, bekannt als „Règlement général sur la protection des données“ („RGPD“).

Dës Artikulation tëscht deenen zwee Instrumenter mécht et, wéi déi national Dateschutz Kommission („CNPD“) eis matdeelt, fir déi betrafte Kontrollautoritéit schwéier, d'Konformitéit duerchzusetzen. Fir d'Bierger an d'Bedriewer vu Websäiten an Applicatiounen ze ënnerstëtzen, huet d'CNPD Richtlinnen iwwer Cookies an aner Traceren<sup>2</sup>, souwéi eng Fiche pratique zu deem Thema<sup>3</sup>, publizéiert.

Ausserdeem kann ennerstrach ginn, dass d'ePrivacy-Direktiv heterogen an de Memberstaaten vun der Europäescher Unioun („EU“) transposéiert gouf. Fir déi technologesch Entwécklungen zënter der leschter Ännerung vun der ePrivacy-Direktiv ze berücksichtegen, fir d'Harmoniséierung vun dese Reegelen bannent der EU ze verbessern a fir d'Regelen vum RGPD zeergänzen, wier et ganz wichteg eng europäesch Léisung ze fannen. D'Europäesch

<sup>2</sup> <https://cnpd.public.lu/fr/dossiers-thematiques/cookies.html>

<sup>3</sup> <https://cnpd.public.lu/fr/actualites/national/2022/01/fiche-pratique-cookies.html>

Kommission huet en ePrivacy-Reglement proposéiert. Leider sinn d'Verhandlungen nach net ofgeschloss. Dëst Reglement soll d'Benotze vu Cookies, a méi breet den Technologien, déi fir den Tracking an de Profiling fir den Zweck vu personaliséierte Reklamme benotzt ginn, reguléieren.

ad 2. Et ass enger Websäit och am Ament scho méiglech, den Zougang zu sengem Inhalt duerch Abonnementer ze monetiséieren. Laut der CNPD, dierft d'Bezielung fir den Zougang awer net de Refus fir d'Benotzung vu Cookies ersetzen (bekannt als „cookie walls“), déi fir den Tracking / de Profiling benotzt ginn. An esou engem Fall kann d'Zoustëmmung vum Benotzer, laut RGPD, net als „fräi“ ugesi ginn. Eng Analyse vun all Eenzelfall ass noutwenneg, fir d'Legalitéit vun esou Systemer ze bewäerten.

D'Benotze vun dese „cookie walls“ ass ee vun de Punkten, déi an de Verhandlungen vum proposéierte ePrivacy-Reglement diskutéiert ginn.

ad 3. Et muss en Ënnerschied tëscht zwou Zorte vu Cookië gemaach ginn: „essentiel“ Cookies, ouni déi verschidde Websäiten net funktionéieren kënnen (zum Beispill, e Cookie, deen onbedéngt fir de Fournisseur néideg ass, fir e Service unzebidden, deen ausdrécklech vum Abonnéierten oder Benotzer gefrot gouf), a Cookies, déi fir Tracking, Profiling oder Reklammmwecker benotzt ginn (zum Beispill, e Cookie, dee fir Verhalenswacherwecker op der Terminalausrüstung deposéiert ass, nodeems déi erfuerelech Informatiounen geliewert goufen).

Déi eischt sollen „ausschléisslech d'Transmission vun enger Kommunikatioun iwwer en elektronesch Kommunikatiounsnetzwerk“ oder sinn „onbedéngt néideg, fir dass de Provider en Informatiounsgesellschaftsservice, deen ausdrécklech vum Abonnent oder Benotzer gefrot gouf, kann ausféieren“<sup>4</sup>.

Et sief bemierkt, dass et fir déi zweet Zort vu Cookies lues a lues nei Technologien a Methoden fir déi selwecht Zwecker gëtt. Dës Aspekter ginn och am Kontext vun de Verhandlungen vun der ePrivacy-Reglementpropositioun diskutéiert.

#### Question 5645 (01.02.2022) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant la sommation de paiement envers les employeurs de l'Horeca :

Nodeems si schonns am Dezember 2021 een „avis aux employeurs et non-salariés du secteur Horeca concernant les retards de paiement des cotisations sociales“ geschéckt hat, huet d'CCSS de 6. Januar 2022 eng „sommation de paiement“ un d'Betriber aus dem Horeca-Sektor geschéckt, onofhängeg dovun, dass de Januar fir d'Betriber aus deser Branche een denkbar ongënschtege Mount ass, wat d'Bezuele vun dese Cotisations ungeet. Dofir leiden d'Restaurateure lo ënnert enger duebeler Laascht: Si mussen hir Sozialbäitrag bezuelen a versichen, trotz de strenge Coronaoplage vun der Regierung iwwert d'Ronnen ze kommen.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet:

1. Kann den Här Minister confirméieren, dass dës „sommation de paiement“ un all d'Betriber aus dem Horeca-Sektor geschéckt gouf? Wéi vill Leit hunn dese Bréif insgesamt kritt? Hunn och Betriber aus anere Secteuren dese Bréif kritt?

2. Firwat ass dës „sommation de paiement“ grad am Januar un d'Betriber geschéckt ginn? Wier et net méiglech gewiescht, nach een, zwee Méint domat ze waarden?

3. D'Situatioun vun de Restaurateuren ass och doduerch net einfach, well si am Onklore gelooss ginn, wéi et nom 28. Februar weidergeet am Gastronomiesektor, am Géigesaz zu Frankräich, wou de Premier Jean Castex virun e puer Deeg ugekënnegt huet, dass am Februar d'Restriktiounen am Gastronomiesektor opgehewe ginn. Kann den Här Minister eis Informatiounen ginn, wéi et nom Auslafe vum aktuelle Covidgesetz weidergoe wäert am Horeca-Sektor, wëssend, dass d'Iwwerliewe vu ville Betriber ganz staark vun enger fristgerechter Organisatioun a Planung ofhänkt? Wann nee: Aus wéi enge Grënn ass et net méiglech, de Betriber elo scho Gewëssheet ze ginn, wourop si sech nom 28. Februar anzustellen hunn?

Réponse (04.03.2022) de M. Claude Haagen, Ministère de la Sécurité sociale :

An engem Bréif, deen am Dezember 2021 vum Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) un d'Betriber am Horeca-Sektor, déi eng gréisser Dette vis-à-vis dem CCSS hunn, geschéckt gouf, goufen dës iwwer hir Paiementer a puncto Sozialkotiatiounen informéiert an och, dass am Januar 2022 d'Prozedur vum Recouvrement vum Secteur erëm géif entaméiert ginn, déi bis Enn Dezember

<sup>4</sup> cf. Artikel 4 Paragraf 3, ënner e) vum uewe genannte geännerte Gesetz vum 30. Mee 2005, fräi aus dem Franséischen iwwersat.



2021 suspendéiert gouf. Am ganze krute 624 Betriber dëse Bréif.

Op Basis vun enger Decisioun vum Verwaltungsrout vum CCSS vum 25. November 2021 ass am Januar 2022 den Horeca-Secteur erëm an d'Prozedur vum Recouvrement forcé opgeholl ginn. An deem Kontext si 581 Bréiwer verschéckt ginn a Form vu „sommation de paiement“. D'Betriber aus dem Horeca-Secteur sinn invitéiert ginn, bis Juni 2022 op d'mannst hir lafend Beiträg ze bezuelen, an ab Juli 2022 och déi bestoend Schold zeréckzebezuelt mat engem Plan de paiement.

Mat där Mesure huet den CCSS dem Secteur erlaabt d'Bezuele vun hire Beiträg, déi nach ëmmer geschéit waren, iwwer eng gestreckt Period opzuehelen, fir eng weider Accumulation vun den Detten ze vermeiden. Dobäi kënn, datt d'Betriber, déi ab Januar 2022 e Plan de paiement beim CCSS hunn an anhalen, keng Intérêts moratoires verreecht kréien. Eng méi spéit Relance vum Recouvrement hätt d'Betriber aus dem Horeca-Secteur deemno zousätzlech belaaucht.

Fir all aner Secteure war de Recouvrement vun de Cotisations just tëschent Mäerz an Oktober 2020 ausgesat. Ausschliisslech den Horeca-Secteur huet deemno vun enger exzeptioneller Ausnameregelung profitéiert bis Enn Dezember 2021. Dobäi kënn, datt de Staat eng Rei Mesuren en place gesat hat, déi zum Deel nach ëmmer gräifen, fir d'Betriber finanziell ze ënnerstëtzen.

#### Question 5654 (02.02.2022) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant l'acquisition des terrains nécessaires pour la construction du Nordstad-Lycée :

2007 huet den Nordstad-Lycée (NOSL) seng Dieren an engem Containergebai zu Dikrech opgemaach. D'Container sollte just e Provisorium sinn. Mee haut, 15 Joer méi spéit, setzen d'Schüler nach ëmmer a Containeren, op dräi verschiddene Plazen.

De Gesetzesprojet 7657 fir de Bau vum Nordstad-Lycée zu lerpeldung en der Sauer gouf den 19. Januar 2021 vun der Chamber gestëmmt. Déi entspriechend Terrain sinn awer nach net am Besëtz vum Staat. Laut engem Zeitungsartikel vum 29. Januar 2022 wieren d'Propriétaires bereet ze verkaufen, awer zu engem ugemossene Präis. Dës Fuerderung gëtt vu Säite vum Schäfferot ënnerstëtzt.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir ëffentlech Baute stellen:

1. A wéi engem Mooss ass den Här Minister bereet, op d'Fuerderung vun de Propriétaires vun den Terrainen anzegoen an iwwer de Präis ze diskutéieren?

2. Plangt den Här Minister, am Extreemfall eng Enteeignungsprozedur ze declenchéieren, wëssend, dass déi duerch d'„utilité publique“ vum Projet méi einfach duerchzesetze wier?

3. Wa jo, wéini an zu wéi engem Präis?

**Réponse commune** (08.03.2022) de M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de Mme Yuriko Backes, *Ministre des Finances* :

ad 1. No éischten Negociatione mat de Propriétaires vun den Terrainen am Joer 2015, déi ouni Accord bliwwen sinn, ass mëttlerweil eng adaptéiert Offer un d'Propriétaires geschéckt ginn. Dës Offer ass weesentlech méi héich wéi déi, déi 2015 an den éischten Negociatione proposéiert gouf a spigelt nieft der Präisevaluatioun vun den Terrainen och d'Bereitschaft erëm, op d'Fuerderunge vun de Propriétaires anzegoen.

ad 2. Eng Enteeignungsprozedur kann am Extreemfall net ausgeschloss ginn, awer nëmme dann, wa keen Accord mat de Propriétaires ka fonnt ginn. Et besteet aktuell nach d'Hoffnung, dass een sech op Basis vun der adaptéierter Offer kann eens gi mat de Propriétaires an esou eng Enteeignungsprozedur net muss a Betruecht geholl ginn.

Den Artikel 16 vun eiser Constitution gesäit vir, dass d'„utilité publique“ deen eenzege Grond fir eng Enteeignung duerstelt.<sup>5</sup> D'„utilité publique“ vereinfacht also net eng Enteeignungsprozedur, mee stellt d'Konditioun fir hir Legitimitéit duer.

ad 3. Wéi schonn erwänt, gëtt eng Enteeignungsprozedur eréischt considéiert am Fall, wou en Accord mat de Propriétaires net fonnt ka ginn.

Wichtig ass et ze erwänen, dass een doriwwer eraus och während deenen éischten Etappen, déi als Virbereedung op déi eigentlech Enteeignungsprozedur virum Bezirksgericht gëllen, nach zu all Moment zu engem Accord komme kéint an esou d'Prozedur erëm kéint fale gelooss ginn.

<sup>5</sup> Art. 16. : « Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et moyennant juste indemnité, dans les cas et de la manière établis par la loi. »

De Präis géif am Fall vun enger Enteeignungsprozedur vum Gericht festgeluecht ginn, nodeems dëst eng Expertis ugefuert huet.

#### Question 5657 (02.02.2022) de M. Carlo Weber (LSAP) concernant le contrôle du trafic de transit :

Den Ament gëtt den Transitverkéier vu Camionen op den ëffentleche Stroossen duerch e groussherzogleche Reglement vum 5. Mee 1994 limitéiert. Trotz dem Reglement klëmmt d'Zuel vun de Camionen an den Uertschaften an op de Landstroossen. Och wann dat zum Deel domat ze begrënnen ass, dass et nei Industriezonen a Logistikzentere gëtt, déi erreecht mussen ginn, sou ass net auszuschléissen, dass de genannte Reglement zum Deel net respektéiert gëtt. An deem Fall ginn d'Uertschaften zousätzlech duerch Camionen belaaucht, wat sech souwuel op d'Ëmwelt wéi och de Kaméidi auswierkt.

An deem Zusammenhang wéilt ech den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi vill Kontrolle goufen an deem Kontext d'lescht Joer gemaach?

2. Wéi vill Verstéiss vu Camionen, déi vun der Autobunn ofgefuert sinn, obwuel se am Transit waren, si bei deene Kontrolle festgestallt ginn?

3. Wéi ass d'Entwécklung vun der Zuel vun de Kontrollen a vun de Verstéiss iwwer déi lescht fënnef Joer?

4. Wéi héich ass de Montant vu Sanktiounen, déi an de leschte fënnef Joer ausgesprach goufen?

**Réponse** (18.03.2022) de M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de M. Henri Kox, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1. Déi informatesch Statistikprogrammer vun der Police erlaben et net, spezifesch op deen doten Typ vu Verkéierskontrollen ze filteren.

ad 2. Am Joer 2021 goufen 276 Verstéiss géint d'Transitbestëmmunge vun der Police sanktionéiert.

ad 3. D'Police ass kontinuéierlech bestreift, am Beräich vun Transitverkéier Kontrollen duerchzuführen, an zwar am Rhythmus vun zwou bis dräi Kontrolle pro Woch, verdeelt op allen Transitstrecken am Land. Des Weidere ginn op deene selwechten Transitstrecken och e puermol am Joer gréisser Kontrollen organiséiert. Wann een d'Zuel vun de sanktionéierte Verstéiss géint d'Transitbestëmmunge vun deene leschte fënnef Joer kuckt (cf. Tableau hei ënnendréiner), stellt ee fest, datt déi zeréckgaange sinn. Heibäi huet d'Police dann och festgestallt, datt d'Zuel vu konstatéierte Verstéiss a kengem Verhältnis zum tatsächleche Camionstrafic op deene jeeweilegen Transitstrecke steet. Et muss een nämlech berecksichtegen, dat de Gros vun de Camionen, déi sech ausserhalb vun den Transitstrecken befannen, net automatesch géint d'Transitbestëmmunge verstoussen. Vill vun dese Camionen fieren entweder Industriezonen un, kommen aus dem Ausland iwwer eng Nationalstrooss an d'Land eran oder mussen zum Beispill an den Hafe vu Mäertert. An dese spezifesche Fäll verstéist de Camionneur dann och net géint d'Transitbestëmmungen.

ad 4. De Montant vun den Avertissements taxés, déi an de leschte fënnef Joer vun der Police weinst Verstéiss géint Transitbestëmmungen agezu goufen, ass am follgenden Tableau opgeléicht:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Well verschidde Mesuren, déi souwuel zu Lëtzebuerg wéi och am europäeschen Ausland am Kader vun der Covid19-Pandemie getraff goufen, en direkten Afloss op de Stroosseverkéier haten, sinn d'Montanten an d'Zuel vu konstatéierte Verstéiss aus de Joren 2020 an 2021 deementspreechend méi kleng ausgefall.

#### Question 5662 (02.02.2022) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) concernant la pénurie de déchets pour déchets inertes :

Selon des articles récemment publiés par la presse luxembourgeoise, il y aurait un manque important en matière de décharges pour des déchets inertes en provenance de chantiers de construction, notamment les terres d'excavation. Ainsi les entreprises de construction auraient à parcourir des trajets en camion de plus en plus longs et de plus en plus souvent même à l'étranger pour se débarrasser des terres d'excavation. Selon des estimations du Ministère de l'Environnement, les capacités des décharges actuelles pourraient être épuisées vers l'année 2026 aggravant encore davantage la pénurie en matière de décharges.

La réglementation en matière de recherche de nouveaux emplacements pour décharges pour déchets inertes est actuellement en phase de modification. Le règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 rendant obligatoire le PSDDI de 2003 a entretemps été abrogé en vue d'un transfert des compétences en la matière au Ministère de l'Environnement. Dès l'entrée en vigueur de la réforme de la loi sur les déchets, tout nouvel emplacement d'une décharge devrait se faire uniquement sur base du Plan national de la gestion des déchets et des ressources (PNGDR) approuvé en 2018. Le règlement grand-ducal y afférent publié en date du 25 août 2021 n'est pourtant pas cité dans la loi sur les déchets actuellement en vigueur et ne semblerait donc pas avoir de base légale solide.

Parallèlement au travail modificatif à la réglementation des décharges et à la recherche de nouveaux emplacements, le Ministère de l'Environnement œuvre en direction d'une prévention des déchets dans le cadre de projets de construction. Ainsi, le Ministère a édité il y a quelques années une brochure de sensibilisation intitulée « Besser planen, weniger baggern » et destinée à tous les acteurs de la construction ayant comme objectif de réduire les quantités de déchets produits sur les chantiers pour en fin de compte faire diminuer la pression sur les décharges.

Au vu de ces évolutions et initiatives, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Combien de décharges, remblais et carrières pour déchets inertes sont actuellement opérationnelles ? Quelles capacités ces derniers peuvent-ils absorber par jour ?

2) Quel volume de terre excavée est actuellement produit chaque jour au Luxembourg ?

3) Quelle est la base légale applicable pour la recherche de nouveaux emplacements pour décharges vu que le règlement grand-ducal de 2006 a été abrogé et que la réforme de la loi sur les déchets n'est pas encore en vigueur ?

4) Les extensions de décharges existantes ou bien le stockage de terres excavées à l'aide de remblais témoignent-ils de la volonté de Madame la Ministre d'accélérer les procédures tout en sachant que la mise en place de remblais n'est pas soumise aux mêmes procédures complexes que les décharges proprement dites ?

5) L'étude annoncée en 2016 par votre Ministère pour trouver de nouveaux emplacements pour des décharges a-t-elle été finalisée entretemps ? Dans l'affirmative, pour quand sa publication est-elle envisagée ?

6) La campagne de sensibilisation destinée à tous les acteurs de la construction visant à réduire la quantité de déchets et notamment de terres excavées a-t-elle eu un impact sur la planification des chantiers ? Dans l'affirmative, Madame la Ministre dispose-t-elle de chiffres pouvant confirmer ce constat ?

7) Dans la négative, Madame la Ministre ne considère-t-elle pas qu'il faudrait intensifier les efforts et même légiférer pour réduire le déplacement de terres excavées ? Des réflexions en ce sens ont-elles déjà été menées par vos services ?

**Réponse** (08.03.2022) de Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) Selon les autorisations en vigueur et les rapports annuels fournis à l'Administration de l'environnement par les exploitants, l'évolution des capacités restantes des décharges régionales pour déchets inertes de 2018 à 2020 se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les chiffres des capacités restantes du réseau national des décharges pour déchets inertes dont dispose l'Administration de l'environnement font objet d'une actualisation et publication régulière sur la plateforme étatique des données et informations géographiques « geoportail.lu ».

Les autorisations ne limitent pas les quantités journalières pouvant être acceptées ; celles-ci sont exclusivement fixées par l'exploitant. Elles peuvent présenter de grandes fluctuations dans le temps pour diverses raisons comme p.ex. l'atteinte des volumes limites autorisés et la durée de vie de la décharge (lorsque les décharges sont sur le point d'être remplies, les capacités d'accueil quotidiennes sont inévitablement réduites) ou l'activité des carrières où le volume pouvant être accepté varie en fonction de l'activité d'extraction (échange « un contre un » de déchets inertes contre des matériaux de carrière extraits).

Concernant les remblais, il y a lieu de différencier entre ceux qui sont réalisés dans le cadre de l'exploitation d'une carrière et ceux qui sont réalisés

dans le cadre d'une valorisation des déchets inertes (p. ex. pour la réalisation d'une zone d'activités).

Les remblais Gadderscheier (5.661.090 m<sup>3</sup>) et Aleweier (480.000 m<sup>3</sup>) à Sanem/Differdange sont en voie de finalisation et ne seront plus exploités prochainement. Les remblais en relation avec les carrières Brouch (4.500.000 m<sup>3</sup>) et Altwies (17.000.000 m<sup>3</sup>) ne sont pas encore exploités.

ad 2) 7 à 8 millions de tonnes de terres excavées sont générées chaque année. Ceci correspond en moyenne à entre 31.800 et 36.400 tonnes par jour ouvrable si on admet 220 jours ouvrables par année. Les terres excavées représentent 80 à 90 % du poids total de déchets inertes générés.

ad 3) Suite à l'abrogation du Plan directeur sectoriel « décharges pour déchets inertes » visé par le règlement grand-ducal du 23 juillet 2021 portant abrogation du règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel « décharges pour déchets inertes » fin juillet 2021, le règlement grand-ducal du 25 août 2021 déterminant la procédure de recherche de nouveaux emplacements pour décharges régionales pour déchets inertes est entré en vigueur fin août 2021.

Le règlement précité détermine les critères d'évaluation et les modalités de sélection de nouveaux sites pour décharges pour déchets inertes. Il trouve sa base légale dans les dispositions de l'article 26, paragraphe 9 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets. Il tient compte des orientations du Plan national de gestion des déchets et des ressources (PNGDR, 2018). En effet, le paragraphe 9 précité stipule que le réseau doit être établi conformément aux orientations du plan national de gestion des déchets ou du plan directeur sectoriel afférent.

Il vise à faciliter la recherche de nouveaux emplacements pour les décharges régionales pour déchets inertes et à assouplir la rigidité des procédures antérieures. Grâce à l'entrée en vigueur de la nouvelle procédure de recherche, les communes, les maîtres d'ouvrage publics et privés, les entreprises ou les particuliers peuvent désormais faire des propositions de nouveaux sites, ce qui était auparavant réservé à une commission spécifique.

ad 4) L'annexe VI du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge des déchets, distingue entre deux opérations de traitement de déchets inertes :

- Lorsqu'un dépôt est réalisé dans un but d'utilité bien déterminée et déclarée au préalable par le maître d'ouvrage et que donc sa réalisation se fait pour atteindre un objectif autre que l'élimination de déchets inertes, alors l'opération de remblayage est considérée comme une opération de valorisation (surtout valorisation géotechnique). Ce type de dépôt constitue un remblai (remblai technique).

Le but final n'est donc pas le « stockage de terres excavées » comme indiqué par l'honorable Députée. Un tel remblai peut p. ex. servir à la stabilisation technique, le nivellement d'un terrain ou la reconstitution de la topographie initiale après exploitation d'une carrière.

Un remblai se fait donc pour atteindre un but spécifique. À défaut de déchets inertes à valoriser, ce but devra être atteint en utilisant des matières primaires. Il s'ensuit que la réalisation d'un remblai est toujours liée à l'endroit précis où le besoin de la réalisation de la finalité prédéfinie s'est avéré.

- Dans le cas, où l'objectif primaire de l'opération de traitement est de se débarrasser des déchets inertes sans que le dépôt ne poursuive une finalité précise prédéfinie, on parle d'une opération d'élimination de déchets. Ce type de dépôt constitue alors une décharge.

La différence fondamentale entre le remblai et la décharge est que le remblai doit se réaliser à un endroit donné alors que la décharge peut être réalisée en principe à n'importe quel endroit étant donné que son seul but est l'élimination des déchets inertes. Dès lors, l'emplacement d'un remblai est donné par le besoin de la finalité recherchée et ne nécessite pas de procédure de recherche du site. Pour une décharge, par contre, une procédure de recherche est nécessaire afin de trouver le site le plus approprié.

Vu leurs impacts environnementaux similaires, les décharges pour déchets inertes et les remblais mettant en œuvre des déchets inertes sont soumis en matière d'autorisation aux mêmes législations relatives aux déchets et aux établissements classés. Pour ce qui est de la question relative à l'accélération des procédures en matière de décharges régionales pour déchets inertes, il est entre autres renvoyé à la réponse à la question 3 en ce qui concerne la procédure de recherche de nouveaux emplacements pour décharges régionales mais aussi à la procédure dite EIE (évaluation des incidences sur l'environnement) réalisée préalablement aux demandes d'autorisation selon les législations relatives aux déchets et aux établissements classés.



ad 5) L'étude, indiquée par l'honorable Députée, a été mandatée afin d'évaluer les critères d'une recherche de sites pouvant potentiellement accueillir une décharge pour l'élimination de déchets inertes et de présenter les résultats de cette recherche de sites potentiels sur le territoire national.

ad 6) Il est difficile, voire impossible, de déterminer/quantifier a posteriori l'impact de la campagne de sensibilisation « Besser planen, weniger bagern » sur l'évolution des quantités des terres excavées à base des chiffres dont on dispose. Outre la variabilité des masses de terres excavées à traiter chaque année, les fluctuations des marchés et du nombre de projets de construction réalisés annuellement ont une influence significative sur les quantités de terres excavées qui sont générées par les activités du secteur de la construction.

ad 7) Selon les dispositions légales en vigueur, l'article 26 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, dans son paragraphe 1<sup>er</sup>, dispose que :

« Lors de la planification d'une construction, la prévention des déchets doit être prise en considération. Cette prévention concerne également la réduction des terres d'excavation destinées à une mise en décharge. Les maîtres de l'ouvrage doivent pouvoir faire preuve des considérations de prévention appliquées sur toute demande de l'administration compétente. »

La législation actuelle oblige ainsi déjà les maîtres d'ouvrage de réduire autant que possible les quantités de terres excavées à éliminer. Il apparaît toutefois nécessaire de renforcer les efforts conjoints avec tous les acteurs du secteur (maîtres d'ouvrages, bureaux d'études, communes) pour que cette disposition soit implémentée de façon conséquente.

#### Question 5664 (02.02.2022) de M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) concernant le recensement 2021 :

Dans le contexte du recensement général de la population du 8 novembre 2021 il me revient que, dans certaines communes du pays, bon nombre de personnes inscrites au registre de la population n'ont pas été recensées au sein d'un ménage. En plus, un nombre significatif de ménages n'ont pas répondu au recensement, beaucoup d'entre eux ont même refusé de remplir le formulaire.

Par ailleurs, d'après mes informations, pour les ménages complets non recensés le responsable du Statec aurait répondu qu'aucune poursuite ne sera faite par eux mais que les communes pourraient appliquer la disposition suivante de l'article 11 du règlement grand-ducal du 30 juillet 2021 prescrivant un recensement général de la population, des logements et des bâtiments du Grand-Duché de Luxembourg au 8 novembre 2021 : « Les communes profitant de l'organisation du recensement afin de contrôler, par leurs propres moyens, le caractère exhaustif de leur registre de la population, devront en avertir leur population ainsi que le Statec. »

C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- À titre général et au vu de ce qui précède, Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur le nombre total ainsi que le pourcentage des personnes n'ayant pas été recensées au sein d'un ménage bien qu'elles soient enregistrées comme habitants d'une des 102 communes du pays ?

- À titre particulier, Madame la Ministre peut-elle me fournir les informations demandées ci-dessus ventilées par commune ?

- Sachant que la participation au recensement de la population est obligatoire et que cet instrument est destiné à fournir des informations socio-économiques importantes qui facilitent notamment les prévisions des besoins en matière d'aménagement du territoire, d'écoles, de crèches, d'hôpitaux, de maisons de retraite et de soins, de logements, etc., quelles recommandations Madame la Ministre adresse-t-elle aux communes afin de faire valoir les dispositions autour du caractère exhaustif du recensement ?

- Quelles mesures Madame la Ministre entend-elle mettre en place afin d'assurer la participation de la population entière lors des recensements généraux futurs ?

#### Réponse commune (04.03.2022) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, et de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur :

Les travaux de vérification, de correction et d'analyse des données recueillies dans le cadre du recensement 2021 sont actuellement effectués par le Statec et se dérouleront tout au long de l'année 2022. À l'heure actuelle, le taux de participation au niveau national dépasse les trois quarts de la population. Le décompte des questionnaires papier

et électronique n'est cependant pas encore terminé ; le taux devrait encore augmenter légèrement, une partie des questionnaires rentrés directement au Statec n'ayant pas encore été comptabilisée. Le Statec informera sur le taux de réponse au cours du second semestre 2022, une fois l'ensemble des questionnaires traités.

Le taux de participation dépend également de l'actualité des registres communaux de population. C'est pourquoi l'article 11 du règlement grand-ducal du 30 juillet 2021 prescrivant un recensement général de la population, des logements et des bâtiments du Grand-Duché de Luxembourg au 8 novembre 2021 offre la possibilité aux communes de contrôler le caractère exhaustif de leur registre de la population.

Avant d'envisager la possibilité de sanctions éventuelles, l'ensemble des informations reçues par le Statec doivent être traitées pour assurer que l'ensemble des réponses reçues soient prises en compte. Ensuite, le Statec a la possibilité de recourir aux mesures prescrites par l'article 15 de la loi modifiée du 10 juillet 2011 portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques : « Le refus de fournir les renseignements demandés, le refus de les fournir dans le délai prescrit ainsi que le fait de fournir intentionnellement des renseignements inexacts ou incomplets est passible d'une amende de 251 euros à 2.500 euros. Le paiement de l'amende ne dispense pas de la fourniture de l'information demandée. » À l'heure actuelle, aucune décision au sujet de l'application de ces mesures n'a été prise.

Une fois le travail de vérification, de correction et d'analyse des données effectué, le Statec sera en mesure de donner plus d'informations sur les personnes n'ayant pas répondu au questionnaire du recensement, notamment concernant leur commune de résidence.

Néanmoins, comme pour les recensements précédents, toute la population sera bien recensée grâce au Registre national des personnes physiques (RNPP). En effet, toute la population reprise au RNPP à la date du 8 novembre 2021 est prise en compte par le Statec, qui aura donc pour l'ensemble des résidents les caractéristiques démographiques (lieu de résidence, sexe, pays et date de naissance, nationalité et état civil). De même, le Statec, ayant également recours aux données de l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS), disposera de l'information si les personnes affiliées à la Caisse nationale de santé (CNS) exercent ou non une activité professionnelle. De plus, le Statec pourra reprendre certaines caractéristiques concernant les bâtiments et logements à partir du Registre des bâtiments et des logements.

Les données récoltées lors du recensement de la population 2021 présenteront définitivement un caractère représentatif de la société luxembourgeoise, même si une ou l'autre variable n'est pas suffisamment renseignée.

Comme pour chaque recensement, le Statec évaluera le déroulement des opérations de recensement et tirera les conclusions nécessaires pour la bonne exécution des recensements futurs. Le taux de participation et les moyens de l'augmenter feront partie de cette analyse.

#### Question 5672 (03.02.2022) de M. Sven Clement (Piraten) concernant l'abus du statut de travailleur indépendant :

Vu Scheinselbstännegkeit (abus du statut de travailleur indépendant) gëtt geschwat, wann eng Persoun de Statut vun engem Indépendant huet, awer ofhängeg ass vun engem anere Betrib, wat hir Aarbechtsorganisatioun an hir Opträg ugeet. Dëst kann ee Wee si vun enger Firma, fir mat engem qualifizéierten Aarbechter zesummeschaffen, désen awer net als Salaréi anzestellen an dofir och net fir seng Sozialleeschungen un de CCSS bezuelen ze mussen an och net rechtlech fir d'Sécherheet an d'Aarbecht vun dësem Scheinselbstännegkeeten faitbar ze sinn.

Den Term „faux indépendant“ gouf mam Gesetz vum 15. Dezember 2020 eng éischte Kéier an den Code du travail festgeschriwwen.

D'„Institut für Arbeits- und Berufsforschung“, dat der däitscher „Bundesagentur für Arbeit“ ënnersteet, huet 2017 eng Etüd zum Thema „Scheinselbständigkeit in Deutschland“ verëffentlicht. Laut hire Recherche si virun allem Jonker ënner 25 Joer a Persounen, déi schonn een oder méi Joren ouni Aarbecht sinn, vun dësem Phenomeen betraff.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mëttelstand dës Fro stellen:

1. Huet de Minister zu Lëtzebuerg Statistiken oder Etüden zum Thema Scheinselbstännegkeit? Wa jo, wat ass d'Situatioun zu Lëtzebuerg? Wann nee, fënnt de Minister net, dass esou Donnéeë wichteg wieren, fir de Problem aschätzen an dogéint virgoen ze kënnen?

2. Laut Institut für Arbeits- a Berufsforschung gëtt et eng ganz Rei Krittären, un deenen een erkenne kann, ob et sech ëm Scheinselbstännegkeet handelt:

„Abgrenzungskriterium 1: Keine inhaltliche unternehmerische Freiheit

1.1 Kein eigener Kundenstamm

1.2 Keine zeitliche unternehmerische Freiheit

1.3 Keine örtliche unternehmerische Freiheit

1.4 keine freie Preisgestaltung

Abgrenzungskriterium 2: Keine eigene Unternehmensorganisation

2.1 Keine eigenen Mitarbeiter

2.2 Keine eigenen Geschäftsräume

2.3 Kein eigenes Betriebskapital

Abgrenzungskriterium 3: Kein Auftreten am Markt

3.1 Nur ein Auftraggeber“ (Source: Scheinselbständigkeit in Deutschland, S.3)

Huet och Lëtzebuerg an dësem Zesummenhang Krittären opgestallt? Wa jo, wéi eng? Wann nee, firwat net?

3. U wie kënnen sech Betroffene wenden, wa si d'Gefill hunn, dass si an eng Scheinselbstännegkeet gerutscht sinn? Ass et méiglech, an dësem Fall anonym ëm Hëllef ze froen, wëssend, dass déi Betraffen sech oft onsécher sinn, ob si sech net selwer strofbar gemaach hunn? Wann net, wéi steet de Minister zur Iddi vun enger anonymmer Ulafstell?

#### Réponse commune (02.03.2022) de M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et de M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes :

ad 1. D'Regierung huet keng Statistiken zu deem Thema. Et goufen och keng Etüden an Optrag ginn. Falls Verstéiss géint d'Aarbechtsrecht vun der ITM opgedeckt ginn a vu Richter bestätegt ginn, besteet d'Méiglechkeet, dass der schëlleger Entreprise d'„autorisation d'établissement“ ewechgezu gëtt.

ad 2. Et ginn änlech Critère viru Gericht benotzt fir feststellen, ob e „lien de subordination“ besteet. All déi eenzel opgezeele Punkte sinn awer just Indicien, an et kann net aus engem eenzele Punkt op eng Scheinselbstännegkeet geschloss ginn.

Am „droit d'établissement“ si keng sou Critère festgehalen, op Basis vun deenen dann eng „autorisation d'établissement“ refuséiert kéint ginn. Dat erkläert sech schon doduerch, dass déi Autorisation am Virfeld muss ugefrot ginn an eng eventuell zukünfteg Geschäftsbeziehung tëscht der Persoun, déi d'Autorisation ufreet, a senger potenzielle Clienten net feststeet. Den „droit d'établissement“ ass déi falsch Plaz, fir e Reegelwierk reng op Basis vun Indicë festzehalen, déi iwwert d'Zäit änneren kënnen an als Konsequenz eng Reconsideration vun enger Geschäftsbeziehung an engem Aarbechtsverhältnis hunn. En neit Reegelwierk op Basis vun Indicë dierf op kee Fall dem Einzelne säi verfassungsrechtlech garantéiert Recht op „liberté de commerce“ a Fro stellen.

ad 3. D'ITM ass ënner anerem zoustänneg, derfir ze suergen, datt d'Bestëmmungen iwwert d'Aarbechtsbedingungen an d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht vun den Employeuren a Salaréi richteg applizéiert ginn.

Fir feststellen ze kënnen, ob eng Persoun als Salaréi kann ugesinn ginn oder net, iwwerpréift d'ITM op Basis vun den Informatiounen an Dokumenter, déi him geliwwert ginn, ob et en Ënneruerdnungsverhältnis gëtt oder net.

Geméiss der Jurisprudenz besteet en Ënneruerdnungsverhältnis am Fall, wou de Salaréi ënner der Autoritéit vum Employeur steet, deen dem Salaréi d'Uerdere fir d'Ausféierung vun der Aarbecht gëtt, seng gemaach Aarbecht kontrolléiert an d'Resultat vun der Aarbecht iwwerpréift.

Am Fall vun enger Contestatioun iwwert d'Ënneruerdnungsverhältnis kéint d'ITM e Procès-verbal opstellen an deen un de Parquet schécken, fir eventuell penal Poursuite géint den Employeur ze lancéieren, well dësen d'Bestëmmunge vum Aarbechtsgesetzbuch net agehalen huet, déi de Salaréi protegéieren, a vun deenen der e puer der öffentlecher Uerdnung ënnerleien, wéi zum Beispill d'Bestëmmunge vum Mindestloun, d'bezuelt Congéien an d'Aarbechtzäiten.

An dësem Fall muss de Richter net nëmmen d'Konditiounen vun der Konventioun, déi tëscht de Parteien ofgeschloss gouf, an d'Verpflichtungen, déi donnener entstinn, iwwerpréieren, mee hie muss och all Indicien vun der Situatioun, an deene sech d'Parteien befannen, en compte huelen, fir kënnen ze bestëmmen, ob et en Ënneruerdnungsverhältnis gëtt oder net.

Leit, déi der Meenung sinn, si wieren als Salaréi unzegesinn an net als Indépendant, kënnen sech bei der ITM mellen an och eng anonym Plainte, entweder per Post oder E-Mail, deposéieren oder an

ee vun de véier Guicheten vun der ITM zu Stroossen, Esch/Uelzecht, Dikrech oder Wolz laanscht kommen.

#### Question 5673 (03.02.2022) de M. Sven Clement (Piraten) concernant le travail clandestin :

D'Schwarzarbeitsrecht (travail clandestin) ass an den Artikelen L. 571-1 bis L. 573-5 vum Code du travail définiert. Hei kënnen Strofe vu bis zu 5.000 € a sechs Méint Prisong den Aarbechter erwaarden. Wann ee Persoun beschäftegt, déi zousätzlech keng Openthaltsgeneemegung hunn, kann dat mat bis zu engem Joer Prisong an 20.000 € bestrooft ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wirtschaft, fir Finanzen a fir Aarbecht dës Fro stellen:

1. Wéi schätzen d'Ministren d'Ausmoosse vun der Schwarzarbeitsrecht zu Lëtzebuerg an? Hu si Schätzungen, wéi vill de Lëtzeburger Staat hei u Steiereinnahmen an awer och duerch net bezuelte sozial Leeschtunge verléiert?

2. De LISER huet 2007 eng Etüd zum Thema „Le travail non déclaré au Luxembourg“ verëffentlicht. Weider Etüde sinn net ze fannen. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2159 aus dem Joer 2016 gouf erkläert, dass keng Statistiken zu dësem Thema gefouert géife ginn.

Ginn/goufe mëttelweil Statistiken respektiv wëssenschaftlech Etüden zum Thema Schwarzarbeitsrecht zu Lëtzebuerg opgestallt?

- Wa jo, ëm wéi eng handelt et sech?

- Wann nee, fannen d'Ministren net, dass esou Donnéeë wichteg wieren, fir de Problem aschätzen an dogéint virgoen ze kënnen?

3. Och op de soziale Medie fënnt ee Gruppen, an deene Leit Aarbechter sichen, déi schwarz schaffen, respektiv wou Aarbechter esou Servicer ubidden.

Ass d'ITM an Douane iwwert esou Gruppen um Courant?

- Wa jo, gëtt hei ee Monitoring gemaach?

- Wann nee, firwat net?

#### Réponse commune (04.03.2022) de M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, et de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances :

ad 1. Et gëtt keng Schätzungen, wéi vill de Lëtzeburger Staat u Steierrecetten an duerch net bezuelte sozial Leeschtunge kéint verléieren.

ad 2. Aktuell gëtt et keng aner Etüd, déi iwwert d'Thema vun der Schwarzarbeitsrecht verëffentlicht gouf.

Wat d'Statistiken ubelaangt, huet d'ITM zanter dem Joer 2017 déi folgend Unzuelen un Dossieren zum Thema Schwarzarbeitsrecht erfaasst:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. An de leschte Joren ass weltwäit eng grouss Zuel vun digitalen Aarbechtsplattformen a verschiddene wirtschaftleche Secteuren entstanden. Déi eng bidde Servicer „op der Plaz“ un, zum Beispill Liwwerservicer, Botzservicer oder Fleegedéngschter. Anerer schaffen nëmmen online a bidden zum Beispill Servicer fir den Encodage vun Donnéeën oder Liwwersetzungen un.

Der ITM sinn dës nei Aarbechtsformen, déi duerch dës digital Aarbechtsplattformen entstinn, iwwert déi Aarbechter gesicht ginn, respektiv Aarbechter hir Servicer ubidden, bekannt.

Laut der Europäescher Kommissioun, erliichteren dës Aarbechtsplattformen d'Entstoe vun innovativen Servicer an neie Geschäftsmodeller a schafe vill Méiglechkeete fir d'Verbraucher a fir d'Entreprises. Si kënnen d'Offer an d'Demande vun der Maind'œuvre op eng effikasse Manéier zesummebréngen an den Aarbechter d'Méiglechkeet ginn, hire Liewensënnerhalt ze verdéngen oder sech an zousätzlech Akommes ze sécheren. Dat géllt besonnesch fir Leit, fir déi den Zougang zum Aarbechtsmaart komplizéiert ass.

Dës digital Aarbechtsplattformen bidden den Entreprises e méi breeden Zougang zu de Verbrauchern an erlaben hinnen, hir Akommesquellen ze diversifizéieren, nei Aktivitéitsberäicher ze erschléissen an esou hire Wuesstem ze férdere.

Fir d'Verbraucher bedeit et e verbesserten Zougang zu Produiten a Servicer, déi anescht schwéier ze kréie wieren, an den Zougang op méi eng variéiert Offer vu Servicer.

Well déi digital Aarbechtsplattformen awer nei Formen vun der Aarbechtsorganisatioun aféieren, stelle si déi besteeënd Rechter a Flichten an de Beräicher Aarbechtsrecht a Sozialschutz a Fro.



Aus deem Grond huet d'Europäesch Kommissioun am Laf vum Dezember 2021 eng Proposition fir eng Richtlinn erstallt, déi d'Afféiere vun neie Reegele virgesäit, déi fir all digital Servicer gëlle sollen, besonnesch fir d'sozial Medien, d'Onlinemaartplazen an aner Onlineplattformen, déi an der Europäescher Unioun aktiv sinn.

Dës nei Reegelen, déi dann och an d'Lëtzebuurger Recht mussen ëmgesat ginn, wäerten et ënner anere erlaben sécherstellen, datt d'Persounen, déi iwwer digital Plattformen schaffen, dee richtege Beschäftigungsstatus hunn oder kréie kënnen an hir Rechter am Zesammenhang mat de Bestëmmungen iwwer d'Aarbechtskonditiounen an d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht an iwwer de Sozialschutz an Usproch huele kënnen.

#### Question 5674 (03.02.2022) de Mme Chantal Gary (déi gréng) concernant l'avancement du projet Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre :

Il y a un an, la loi du 10 février 2021 a autorisé le Gouvernement à procéder à la construction d'un complexe scolaire pour le Nordstad-Lycée (NOSL) à Erpeldange-sur-Sûre pour un montant maximal de 157,3 millions d'euros. En tant que rapportrice du projet de loi afférent (n° 7657), j'avais en outre mentionné dans le rapport écrit que « vu le besoin pressant d'infrastructures adéquates, le nombre croissants d'élèves, la répartition compliquée des enseignements sur une multitude de sites, annexes et autres préfabriqués depuis la création du lycée en 2007 et les possibilités limitées de prolongation des contrats de locations actuels, le Gouvernement a décidé de faire précéder la construction du lycée sur le site définitif, par l'aménagement d'un bâtiment préfabriqué sur un terrain communal à proximité du site définitif », un projet déjà validé par la Chambre des Députés à travers la procédure relative aux grands projets d'infrastructures de l'État. Enfin, par son article 4, la loi susmentionnée a déclaré les travaux de construction du complexe scolaire définitif d'utilité publique, ouvrant ainsi la voie à une possible expropriation des propriétaires pour cause d'utilité publique.

Depuis lors, le Gouvernement a élaboré un projet de plan d'occupation du sol (POS) « Nordstad-Lycée » et le Collège des bourgmestres et échevins de la commune d'Erpeldange a soumis son projet d'avis afférent au conseil communal du 24 janvier 2022. Selon un article de presse relatif à cette séance du conseil communal, l'avis communal sur le projet de POS mentionnerait que la commune souhaite préserver un puits d'eau situé sur une des parcelles concernées, appartenant à la commune et utilisé pour l'arrosage des terrains de football ainsi que par certains paysans.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre des Finances :

1) Quel est l'état d'avancement du projet de construction du nouvel campus scolaire du NOSL à Erpeldange ? Quel est le planning prévu actuellement ?

2) Quel est l'état d'avancement du projet provisoire visant l'aménagement d'un bâtiment préfabriqué sur un terrain communal à proximité du site définitif ?

3) Combien de parcelles de terrain nécessaires aux deux projets - au campus scolaire et au bâtiment provisoire - n'ont pas encore pu être acquises ? Combien de propriétaires sont concernés et comment est-ce que ces parcelles sont classifiées ? Quels sont les différents motifs évoqués pour refuser la vente des terrains à l'État ?

4) Est-ce que le Gouvernement est confiant de pouvoir acquérir rapidement les parcelles restantes ? Est-il encore possible d'éviter le recours à la procédure d'expropriation afin de pouvoir lancer l'aménagement d'un campus définitif que le NOSL attend déjà depuis sa création (loi de 2007) ?

5) Est-ce que le Gouvernement a pris connaissance de l'avis communal relatif au POS « Nordstad-Lycée » ?

6) Sur quelle parcelle du projet se situe le puits d'arrosage de la commune mentionné plus haut ? Peut-il être préservé sans modifier significativement le projet de construction du campus scolaire ?

**Réponse commune** (08.03.2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, et de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances :

ad 1) La loi du nouveau Nordstad-Lycée a été votée le 19 janvier 2021 sur base d'un avant-projet détaillé. Depuis lors, la suite de la planification du projet est en suspens, en attendant l'acquisition des terrains nécessaires.

Le Ministère des Finances, par le biais du Comité d'acquisition, est en charge des négociations avec les propriétaires des terrains concernés.

Dès que l'État sera propriétaire desdits terrains, les demandes d'autorisations requises peuvent être introduites, l'élaboration du projet d'exécution peut être entamée et les dossiers de soumissions peuvent être lancés. La période de planification précitée est estimée à environ 24 mois et le temps du chantier est estimé à environ 48 mois.

Depuis automne 2021, la procédure d'élaboration du plan d'occupation du sol (POS) « Nordstad-Lycée » est en cours afin de reclasser les terrains d'une zone agricole en zone de bâtiments et d'équipements publics.

ad 2) Le programme de construction relatif au projet provisoire a été défini par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse au courant de l'été 2021. Encore récemment, des réunions de concertation avec la commune d'Erpeldange-sur-Sûre ont été menées afin de définir l'emplacement adéquat de la construction en tenant notamment compte du futur projet de réaménagement et d'agrandissement du campus scolaire de la commune. En effet, il est prévu qu'une fois que le projet du Nordstad-Lycée sera terminé, la commune pourra utiliser ces espaces pour les besoins de ses élèves du fondamentale.

En parallèle, des conventions entre la commune et l'État sont actuellement élaborées afin de fixer d'un commun accord les modalités de construction, de financement, de gestion et d'entretien relatives à ce projet provisoire à construire sur les terrains appartenant à la commune.

ad 3) Pour les terrains nécessaires à l'implantation du bâtiment provisoire, une mise à disposition par un droit réel sera finalisée entre la commune et l'État.

Pour le campus scolaire, une offre adaptée vient d'être transmise aux 30 propriétaires et consorts représentant les 32 parcelles prévues pour l'implantation du Nordstad-Lycée.

ad 4) La nouvelle offre comporte un prix sensiblement plus élevé que le prix offert en 2015 lors des premières négociations. Au cas où la réaction des propriétaires serait favorable, un recours à la procédure d'expropriation ne serait pas nécessaire.

ad 5) Conformément à l'article 18 de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire, une enquête publique précédant le lancement de la procédure réglementaire du POS « Nordstad-Lycée » a été menée du 18 novembre 2021 au 17 février 2022. Dans le cadre de celle-ci, l'avis du conseil communal d'Erpeldange-sur-Sûre et l'avis du conseil supérieur d'aménagement du territoire a été sollicité. Les avis et observations qui sont parvenus au ministre sont actuellement en train d'être analysés par le Département de l'aménagement du territoire.

Suite à cet exercice, un rapport des avis et observations écrites sera établi. Sur base de celui-ci, le Ministre ayant l'Aménagement du territoire dans ses attributions propose au Gouvernement les suites à réserver aux avis et observations ainsi que les modifications éventuelles du projet de POS.

ad 6) Le puits d'arrosage se situe sur la parcelle communale n° 1798/3732 à l'extrémité nord du terrain d'implantation du lycée qui n'est pas prévu d'être construite ; dès lors le puits pourra être préservé.

#### Question 5675 (03.02.2022) de MM. Gilles Baum et Gusty Graas (DP) concernant le syndrome du bébé secoué :

En janvier de cette année, une campagne de sensibilisation au sujet du syndrome du bébé secoué a été lancée en France. Selon un article au « Monde » le 21 janvier 2022, des centaines d'enfants seraient touchés chaque année. Le secouement violent des nourrissons provoque des épanchements de sang dans la boîte crânienne et peut causer des arrêts respiratoires. La maltraitance peut aller aussi loin que de casser la nuque du bébé. Selon l'article, un enfant sur dix victime du syndrome du bébé secoué en meurt. Pour trois quarts des cas, ils restent des séquelles irréversibles.

Dans l'article, une porte-parole d'une association s'occupant de nouveaux parents rappelle que le fait de ne pas savoir gérer une situation avec un bébé ne devrait jamais être perçu comme une source de honte, et les parents ne devraient jamais se sentir coupables. Plutôt, il est avisé de parler des difficultés, et de partager ses expériences dans des groupes spécialement dédiés aux nouveaux parents.

Au Luxembourg, l'Association luxembourgeoise de pédiatrie sociale (« ALUPSE »), avec le support du Ministère de la Santé, s'occupe de l'information et de la sensibilisation de nouveaux parents au sujet des nouveau-nés. L'ALUPSE aide à renforcer le lien parents-enfant et à soutenir la famille dans des situations de vie inconnues ou difficiles. En 2020, 93 familles ont été prises en charge par le service et 1.363 interventions ont été faites.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Combien de cas du syndrome du bébé secoué y a-t-il eu au Luxembourg pendant les cinq dernières années ?

2) Combien de ces cas ont mené à des décès infantiles ?

3) Comment les nouveaux parents sont-ils informés lors de la naissance de leur enfant sur le risque lié à cette maltraitance ?

4) Les partenaires passant moins de temps à la maternité, sont-ils informés au même niveau que la mère qui accouche du bébé ?

5) Quels groupes et contacts existent au Luxembourg pour des parents qui, face à une situation compliquée avec leurs nourrissons et enfants, cherchent du support et du conseil ?

6) Existe-t-il des groupes pour des femmes qui souffrent d'une dépression postnatale ?

7) Sur les cinq années passées, quels étaient les taux de participation dans ces groupes ?

**Réponse** (04.03.2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

ad 1) Le Ministère de la Santé ne dispose pas de statistiques sur la fréquence du syndrome du bébé secoué au Luxembourg. Pour pouvoir documenter les cas, il faudrait recouper les informations de plusieurs sources, notamment du secteur hospitalier, extrahospitalier et des autorités judiciaires.

Dans le secteur hospitalier, un cas a été relevé en 2018 et un autre en 2021.

En outre, selon les statistiques internationales, l'incidence des enfants qui sont victimes du syndrome du bébé secoué est estimée à environ 35 cas pour 100.000 nourrissons en première année de vie. [Tina Joyce; Martin R. Huecker. « Pediatric Abusive Head Trauma (Shaken Baby Syndrome) ». StatPearls Publishing LLC. February 11, 2019]

La fréquence et les facteurs de risque du syndrome du bébé secoué restent mal documentés pour plusieurs raisons. Ainsi, le nombre réel de cas « bébés » du syndrome du bébé secoué ne sont pas connus et les sources d'information utilisées sont diverses. De plus, il y a eu des changements au fil du temps dans la définition de cette pathologie et il n'existe actuellement pas d'études épidémiologiques au Grand-Duché basées sur cette population à risque (enfants de moins de 5 ans).

ad 2) Les cas d'infanticides ou les suspicions d'infanticides sont gérés par le parquet, indépendamment de la cause du décès.

La Direction de la santé a connaissance de deux cas de décès suite à un syndrome du bébé secoué, à savoir en 2009 et en 2010.

Selon les statistiques internationales, il y a un décès sur quatre victimes du syndrome du bébé secoué et 80 % des victimes survivantes souffriront de lésions neurologiques permanentes<sup>6</sup>.

ad 3) Il n'y a pas de méthodologie nationale s'appliquant à toutes les maternités au Luxembourg ainsi qu'à tous les médecins libéraux et sage-femmes ou encore aux associations concernant l'information des parents sur le risque du syndrome du bébé secoué.

ad 4) Les nouveaux parents sont encadrés pendant la grossesse et après la naissance par divers professionnels de santé (gynécologues et pédiatres, sage-femmes, infirmières en maternité ...) et sont donc également informés sur le risque du syndrome du bébé secoué. Ces conseils sont a priori disponibles pour les deux parents.

Diverses associations peuvent intervenir pour orienter, informer et conseiller les nouveaux parents. Les honorables Députés citent à juste titre ici l'ALUPSE, l'Association luxembourgeoise pour la prévention des sévices à enfants, qui fait un travail remarquable, également au niveau information et conseil. Par ailleurs, il existe aussi l'association Liewensufank qui s'adresse aux jeunes parents.

ad 5) Dans une telle situation, les parents peuvent s'adresser aux entités suivantes :

- les urgences pédiatriques et médicales de chaque hôpital ;
- les maisons médicales et les maisons pédiatriques ;
- les cabinets médicaux et pédiatriques ;
- les associations de sage-femmes.

En outre, des associations comme l'ALUPSE, le service de pédiatrie sociale Kannerstëmm, le service de rééducation précoce Hëllef fir de Puppelchen, le service d'évaluation et de rééducation fonctionnelles du CHL et le service de consultation pour nourrissons de la Ligue médico-sociale fournissent également ce genre de conseils.

<sup>6</sup> New York State, Department of Health: [https://www.health.ny.gov/prevention/injury\\_prevention/shaken\\_baby\\_syndrome/sbs\\_fact\\_sheet.htm#:~:text=It%20is%20estimated%20that%201%2C000,16%20billion%20dollars%20each%20year](https://www.health.ny.gov/prevention/injury_prevention/shaken_baby_syndrome/sbs_fact_sheet.htm#:~:text=It%20is%20estimated%20that%201%2C000,16%20billion%20dollars%20each%20year)  
National Center on Shaking Baby Syndrome: <https://www.dontshake.org/learn-more/item/114-factsand-info>

ad 6) Le ministère n'a pas connaissance de groupes pour femmes à proprement parler concernant la dépression postnatale.

Pour pouvoir bénéficier de l'allocation de naissance de la part de la Caisse pour l'avenir des enfants, la mère doit se soumettre à un examen postnatal effectué par un médecin spécialiste en gynécologie et obstétrique dans les semaines qui suivent la naissance. Cette consultation peut être un moment clé pour détecter les symptômes d'une dépression postnatale.

L'association Liewensufank p. ex. a mis en place une « Baby Hotline » (tél. 36 05 98) et une adresse mail (berodung@liewensufank.lu) pour aider à surmonter la dépression postnatale.

ad 7) Le ministère n'a pas connaissance de groupes pour femmes à proprement parler concernant la dépression postnatale.

#### Question 5678 (03.02.2022) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) concernant les prestations remboursées en double par la Caisse nationale de la santé :

Lors de mes recherches sur les possibilités d'évaluation publique de la qualité des soins et prestations médicales au Luxembourg, j'ai reçu des renseignements concernant la pratique apparemment assez fréquente des opérations faites en double pour cause de non-réussite de la première opération. Ce serait notamment le cas pour des opérations spécialisées qui seraient habituellement pratiquées à l'étranger à défaut de pouvoir être dispensées au Luxembourg.

Or, il se trouve qu'afin de limiter une délocalisation à l'étranger de ce type d'opérations, il arriverait que des patient.e.s se fassent malgré tout opérer au Luxembourg, ce qui implique dans certains cas où l'opération n'aboutit pas, la nécessité d'une deuxième opération dans une clinique ou un hôpital spécialisés à l'étranger. La conséquence en serait que la CNS rembourse deux fois une opération qui aurait pu réussir dès la première fois dans des conditions optimales.

J'ai également été informée d'une autre figure de cas en rapport avec les opérations spécialisées, où le médecin situé à l'étranger est transféré au Luxembourg pour y pratiquer l'opération. En l'occurrence, les frais supplémentaires impliqués par ce transfert seraient imputés au patient.

Afin d'obtenir des clarifications à propos des pratiques évoquées plus haut, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) En l'espace des cinq dernières années, Monsieur le Ministre peut-il me faire part du nombre d'opérations ayant dû être faites en deux temps pour pouvoir aboutir ? Quelle est pour la même période la fréquence de ces prestations enregistrées par la CNS ?

2) La CNS rembourse-t-elle effectivement en double une prestation faite en deux temps ?

3) Quelles sont dans le contexte des opérations en deux temps, les prestations les plus pratiquées ?

4) Quel taux occupent ces prestations en particulier par rapport à l'ensemble des prestations enregistrées par la CNS au cours des 5 dernières années en moyenne ?

5) Toujours pour la même période des 5 dernières années, combien de transferts vers le Luxembourg de médecins exerçant à l'étranger ont eu lieu dans l'objectif de réaliser des opérations spécialisées ?

6) Par rapport à ces transferts auxquels je fais référence dans ma question précédente, quels sont les cas échéant les actes facturés aux patient.e.s et quel est le montant des frais ?

**Réponse** (08.03.2022) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale :

La Caisse nationale de santé (CNS) ne dispose pas de données exhaustives pouvant servir à répondre aux questions posées par l'honorable Députée parce qu'elle ne dispose pas des informations reprises dans les dossiers médicaux des patients. Ces informations médicales ne pourraient par ailleurs être analysées que par le Contrôle médical de la sécurité sociale (secret médical) et requerraient un investissement considérable en ressources pour analyser tous les rapports ou dossiers médicaux.

Au-delà il y a lieu de noter que les médecins disposent d'une liberté thérapeutique et qu'ils doivent appliquer leur propre code déontologique qui impose aux médecins d'agir au mieux de leurs connaissances et de leur conscience dans l'intérêt du patient et de lui proposer les traitements et soins les mieux appropriés en fonction de son état de santé.

Néanmoins, il peut arriver qu'il soit médicalement nécessaire d'opérer une personne deux fois au cas où une opération ne se déroule pas comme prévu



ou qu'une complication apparaisse lors de. Dans ces cas, la CNS prend évidemment les frais en charge qui sont occasionnés par la deuxième opération.

**Question 5681** (03.02.2022) de **M. Gusty Graas (DP)** concernant la **sclérodémie** :

La sclérodémie est une maladie dite auto-immune qui peut s'exprimer sous des formes diverses et atteindre différents niveaux de gravité. En tant que sclérodémie localisée, elle est souvent reconnue comme maladie dermatologique. En tant que sclérodémie systémique, cette maladie rare peut attaquer le tissu soutenant les organes et des petites artères. La maladie de Raynaud, souvent évoquée comme une des autres formes possibles que peut prendre la sclérodémie, est un trouble de la circulation sanguine au niveau des extrémités.

La sclérodémie est très peu connue et peu d'information existe pour les personnes concernées. Cependant, elle peut avoir des conséquences « faibles », comme des démangeaisons mais, dans des cas extrêmes, la maladie peut entraîner la mort.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Est-ce que le nombre de personnes concernées au Grand-Duché par la sclérodémie, ou une de ses formes diverses, est connu ?

2) Dans l'affirmative, combien de patients y avait-il pendant les dix dernières années ?

3) Si le nombre de personnes est inconnu, est-ce que Madame la Ministre envisage d'initier un programme de recherche à ce sujet ?

4) Où les personnes concernées peuvent-elles trouver de l'aide médicale pour leur condition ? Y a-t-il des experts au Grand-Duché ?

5) Est-ce que les personnes cherchant de l'aide à l'étranger peuvent se faire rembourser leurs examens médicaux et les traitements par la CNS ?

6) Quel est le meilleur point de départ où des personnes affectées par la maladie peuvent recevoir des informations sur leur état de santé ?

**Réponse commune** (04.03.2022) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**, et de **M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale** :

ad 1) - 3) La sclérodémie, surtout sous sa forme systémique, est effectivement une maladie préoccupante qui touche essentiellement les femmes (80 % des cas) et qu'on peut qualifier de maladie rare. En effet, la société française de rhumatologie estime qu'environ 0,02 % à 0,04 % de la population est atteinte de cette maladie avec une incidence annuelle de nouveaux cas d'environ 3 sur 100.000 personnes.

En ce qui concerne les personnes atteintes de la sclérodémie au Grand-Duché, les chiffres présentés dans le tableau 1 se limitent aux patients hospitalisés dans un des établissements hospitaliers au Luxembourg affiliés à l'assurance maladie-maternité et ayant comme diagnostic principal de sortie de l'hôpital, le Code de la classification internationale des maladies (CIM10) M34 - sclérodémie systémique. De manière générale, les données proviennent des bases de données de la sécurité sociale. Les informations des années 2018 et 2019 sont issues de la documentation et classification des séjours hospitaliers (DCSH), tandis que les chiffres de 2014 à 2016 proviennent des déclarations de prises en charge des établissements hospitaliers. Suite à l'introduction du projet DCSH, un premier set de données non exhaustif a été encodé en 2017 et n'est de ce fait pas repris dans le tableau ci-dessous.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le tableau ci-dessous renseigne sur le nombre de demandes d'autorisations de transfert à l'étranger et le nombre de patients concernés entre 2014 et 2021.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le déploiement du plan national maladies rares sous la responsabilité de la Direction de la santé devra permettre à terme de mieux cibler les personnes touchées par cette maladie et donc d'avoir un nombre plus précis des personnes atteintes. En effet, ce plan national prévoit la création d'un registre national de maladies rares. Il pourra être mis en place dès qu'une base légale sera créée pour les registres de maladies. En effet, les exigences en matière de protection des données imposent l'existence d'une base légale adaptée.

ad 4) Les personnes concernées sont typiquement prises en charge par un médecin spécialiste en médecine interne et plus particulièrement en rhumatologie. Le pays comporte un certain nombre de mé-

decins qui sont ainsi qualifiés pour une telle prise en charge médicale.

ad 5) Si la personne se rend dans un État membre de l'Union européenne, de l'Espace économique européen ou en Suisse pour y obtenir des prestations de soins de santé, elle peut obtenir le remboursement de ces soins selon les conditions et tarifs prévus par la législation luxembourgeoise.

S'il s'agit de soins hospitaliers ou qui nécessitent le recours à des infrastructures ou des équipements médicaux hautement spécialisés et coûteux, une autorisation préalable de la Caisse nationale de santé (CNS), sur avis du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS), est nécessaire. En cas de soins avec autorisation préalable, les tarifs de remboursement de l'État où les soins sont délivrés sont pris en compte (article 20 du Code de la sécurité sociale).

Si la personne se rend dans un État autre que les États susmentionnés, une autorisation préalable de la CNS, sur avis du CMSS, est nécessaire et un remboursement selon les conditions et tarifs prévus par la législation luxembourgeoise est possible.

ad 6) En tant que maladie rare, toute demande d'information pour les professionnels et les patients peut passer par l'Infoline maladies rares Luxembourg qui est gérée par l'ALAN : tél 2021 2022, infolineMR@alan.lu. L'ALAN remplit pour le Luxembourg le rôle d'Alliance nationale maladies rares et elle a des contacts avec toutes les associations de patients au Luxembourg.

**Question 5685** (03.02.2022) de **M. Dan Biancalana (LSAP)** concernant les **cyberattaques transfrontalières ciblant les banques** :

Le Comité européen du risque systémique (CERS), créé en 2010 en vue de rétablir la confiance des citoyens dans le système financier, a appelé le 27 janvier les autorités bancaires des États membres à se coordonner - par le biais d'un vocabulaire mécanique dédié - afin de contrer les cyberattaques transfrontalières ciblant les banques, les assurances, voire le marché financier dans son ensemble.

Les trois grands volets à traiter en vue du développement graduel du mécanisme de coordination concernent la mise en place d'un vocabulaire commun et de canaux de communication sécurisés, la coordination opérationnelle entre entités ainsi que la diffusion coordonnée des informations au grand public.

Dès lors, j'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre des Finances et de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Quels seront les acteurs impliqués au Luxembourg au niveau de la coordination ? Quelle instance sera prévisiblement désignée comme point de contact national ?

- Quel sera le contenu des plans d'action définis en amont ? Quelle en sera l'instance compétente ?

- Quelle instance sera en charge de l'évaluation des risques d'attaques potentielles ?

- Quelle est respectivement sera la stratégie de communication relative aux cyberattaques ? De quelle manière la communication aura-t-elle lieu ? Quelle instance sera en charge de son élaboration et de la mise au point des plans de communication ?

**Réponse** (08.03.2022) de **Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances** :

L'honorable Député s'interroge sur la mise en œuvre pratique des recommandations du Comité européen du risque systémique (CERS) du 27 janvier 2022 préconisant la création d'un cadre paneuropéen de coordination des cyberincidents systémiques.

Les cyberincidents majeurs peuvent présenter un risque systémique pour le système financier compte tenu de leur potentiel de perturber les services et les opérations financières critiques.

Dans ce contexte, la Ministre des Finances soutient pleinement l'objectif de la proposition législative de la Commission européenne visant un renforcement de la résilience opérationnelle numérique dans l'UE, et dont les négociations interinstitutionnelles sont toujours en cours. Les entités relevant du secteur financier devront ainsi se doter des systèmes et capacités nécessaires pour pouvoir résister à tous types de perturbations et de menaces en matière de technologies de l'information et de la communication, y compris aux cyberattaques. Afin d'atteindre un niveau commun élevé de cybersécurité, ce nouveau cadre européen renforcera les exigences en matière de gestion des risques informatiques par les entités financières, exigera la notification des incidents informatiques majeurs liés à l'informatique et favorisera le partage d'informations et de renseignements entre les entités financières en rapport avec les cybermenaces.

Face aux tensions liées au contexte international actuel, la vigilance en matière de cybersécurité dans le secteur financier reste de mise. Le Comité du risque systémique (CdRS) regroupant les autorités nationales investies des compétences dans le domaine de la surveillance micro- et macroprudentielle du secteur financier, qui s'est réuni en date du 2 mars 2022 sous la présidence de la Ministre des Finances, a fait le point sur les risques accrus de cyberattaques à la suite de l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine. Les autorités se sont engagées à suivre la situation de près.

La Ministre des Finances salue également les recommandations récentes du CERS appelant au développement graduel d'un cadre européen des cyberincidents systémiques afin de permettre aux autorités de surveillance nationales et européennes d'optimiser leurs coordinations et coopérations pour lutter contre les cyberattaques visant le secteur financier. Les efforts nécessaires seront faits pour assurer au plan national la mise en œuvre de ces recommandations dans le respect des compétences respectives des autorités de surveillance du secteur financier et du calendrier prévu par le CERS. Lors de sa prochaine réunion, prévue avant la fin du mois, le CdRS décidera des suites à donner à la recommandation du CERS en matière de cyberincidents systémiques. À cette même occasion, le CdRS désignera une autorité nationale en charge de la coordination.

**Question 5686** (04.02.2022) de **M. Sven Clement (Piraten)** concernant les **dépenses en recherche et développement** :

Am Hibleck op d'„Konzept der Wissensgesellschaft“, déi op „Exzellenz und internationale Sichtbarkeit abzielt“, gouf am Koalitionsvertrag vum 2018 beschloss, dass d'Bruttoinlandsausgaben am Beräich Fuerschung an Innovation bis Enn 2023 bei 0,8 % vum PIB leie sollen. Laut OECD („Gross Domestic Spending on R&D OECD Data“) läit Lëtzebuerg am Joer 2019 bei 1,133 %. Am Joer 2004 hu Bruttoinlandsausgaben a Fuerschung an Innovation 1,603 % vum PIB uitgemaach. Niewent engem laangjäregen Negativtrend läit Lëtzebuerg mat 1,113 % däitlech ënnert dem OECD- an EU-Duerchschnitt.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Héichschoul a Fuerschung a fir Wirtschaft des Froe stellen:

1. Schätzen d'Ministère déi ënnerduerchschnittlech Positionen am OECD- an EU-Verglach als zefriddestellend an?

2. Wann d'Bruttoinlandsausgabe fir Fuerschung an Innovation am Joer 2019 1,113 % vum PIB uitgemaach hunn, wéi vill Prozent vum PIB maachen des Ausgaben am Joer 2021 aus?

3. Wisou gouf sech am Koalitionsvertrag dofir entschiet, d'Bruttoinlandsausgabe fir Fuerschung an Innovation bei 0,8 % vum PIB unzesetzen?

4. Gouf beim Festsetze vun de Bruttoinlandsausgaben a Fuerschung an Innovation bei 0,8 % vum PIB den nämleche Calcul benotzt wéi bei der OECD-Statistik, déi d'Ausgabe fir 2019 bei 1,113 % beziffert? Falls jo, wéi dann dovunner auszegoen, dass et am Zäitraum vun 2019 bis 2023 zu enger Baisse vun 0,3 Prozentpunkte kënn?

5. Wier et net fir d'„Konzept der Wissensgesellschaft“, déi „Exzellenz“ an „internationale Sichtbarkeit“ als Finalitéit huet, méi ubrecht, bei desén Investissementer laangfristeg Erhéijung unzeweiseieren, onofhängeg vun der Evolution vum PIB?

**Réponse commune** (04.03.2022) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**, et de **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie** :

D'Ausgabe fir Fuerschung an Entwécklung (R&D - Recherche & Développement), a Prozent vum PIB ausgedréckt, sinn ee vun de wichtegsten Indicateuren, déi um Niveau vun der OCDE an der EU benotzt ginn, fir de Fortschritt an der Entwécklung vum Wëssen an den neien Technologien ze moossen. Et sief drop higewisen, dass desén Indicateur d'Gesamtausgabe fir R&D um nationalen Niveau a fir déi véier Secteuren - Staat, Héichschoul, Betriber a Privatsektor ouni lukrativen Zweck - berécksiichtegt, esou wéi d'Formel hei drënner et duerstellt:

Dépenses totales de R&D en % du PIB

Dépenses de R&D (État + Enseignement supérieur + Entreprises + Secteur privé à but non lucratif = _____ PIB
--

D'Regierung suiveiert deen Indicateur vun no, ënert anerem am Programme national de réforme (PNR), deen am Kader vun europäesche Semester ausgeschafft gëtt.

Am Joer 2019 louchen d'Ausgaben zu Lëtzebuerg fir d'Fuerschung (an alle Secteuren zesumme ge-

kuckt) - Eurostat no<sup>7</sup> - bei 1,16 % vum PIB, déi provisoresch Zuele vum 2020 leien do bei 1,13 % vum PIB. D'Donnéeë fir 2021 sinn nach net disponibel. Lëtzebuerg huet domat fir all Secteuren zesumme gekuckt, e relativ niddregen Taux vun der gesamter Fuerschungintensitéit am Verglach mam EU-Duerchschnitt vun 2,2 %. D'Situatioun ass awer eng ganz aner, wann een eng méi genau Analys vum Indicateur fir déi eenzel Secteure mécht.

Wann ee sech d'Zuelen ukuckt, déi sech op déi öffentlech Fuerschung (am Weesentlechen also déi op der Universitéit Lëtzebuerg an an de Centres de recherche publics gemeete Fuerschung) bezéien, esou situéiert sech déi Fuerschungintensitéit 2019 bei 0,53 % vum PIB an déi provisoresch Zuele vum 2020 situéiere sech bei 0,52 % vum PIB. Dobäi ass de lichte Réckgang op ee Ralentissement vun den Aktivitéite während der Pandemie zeréckzuféieren.

Et ass wichteg ze bemierken, datt d'Objektiv am Koalitionsaccord vun 0,8 % vum PIB sech op d'Fuerschungsausgaben an der öffentlecher Fuerschung bezitt (« Les dépenses intérieures brutes de recherche dans le secteur public se situeront à 0,8 % du PIB pour l'année 2023 »).

Et ass och gutt, wann ee sech déi absolut Zuele virun Ae féiert. Am Joer 2004 louchen d'Dépense vum der öffentlecher Fuerschung<sup>8</sup> bei 54,7 Mio. EUR, 2019 waren et der am Verglach 337,0 Mio. EUR. Interessant ass, och d'Evolution vum de Montanten ze gesinn, déi am Staatsbudget fir Fuerschung an Innovation („Crédits budgétaires publics de R&D“)<sup>9</sup> virgesi sinn. Waren dat am Joer 2000 am Ganze just 23,6 Mio. EUR, esou waren et der 2004 schon 68,4 Mio. EUR an 2019 428,3 Mio. EUR.

Et sief och drop higewisen, datt am Ufank vum Joer déi nei Conventions pluriannuelles 2022-2025 mat der Universitéit Lëtzebuerg, den dräi Centres de recherche publics an dem FNR ënnerschriww goufen, an deenen de Staat sech engagéiert, méi wéi 1,7 Milliarden EUR iwwert déi nächst véier Joer an des Institutionen ze investéieren.

Wat d'R&D-Ausgabe vum de Betriber ugeet, läit Lëtzebuerg mat 0,6 % ënnert dem EU-Duerchschnitt vun 1,5 %. D'Struktur vun der Lëtzebuurger Dëngschtleeschtungsökonomie, wou d'Servicer ongeféier 85 % vum PIB duerstellen, erkläert dëst zu grousssem Deel. Engersäits ass et esou, dass d'Servicer a speziell d'Finanzdëngschtleeschungen, déi de gréissten Deel vun eiser Ökonomie duerstellen, traditionell wéineg an d'R&D investéieren; d'Europäesch Kommissioun huet dëst och an hirem Landesrapport fir Lëtzebuerg am Kader vum europäesche Semester festgestallt. Anerersäits ass et och schwierig, d'R&D an de Servicer ze moossen.

Grad fir Lëtzebuerg ass et also wichteg deen Indicateur vun der R&D méi am Detail, de wirtschaftleche Secteuren no, ze analyséieren. A senger Publikation „La performance de R&D et d'innovation des entreprises“<sup>10</sup> huet de Statec festgestallt, dass zu Lëtzebuerg d'Industrie méi wéi 60 % vun den R&D-Ausgabe vum de Betriber duerstellt (fir 2017). Des R&D-Ausgaben erreeche 6,7 % vun der Valeur ajoutée, déi an der Lëtzebuurger Industrie geschaaft gëtt, wat am europäesche Verglach e ganz gudden Taux ass. D'Industrie stellt awer nëmme 6 % vun der brutto Valeur ajoutée duer, déi am Land geschaaft gëtt; an anere Länner huet se dacks vill méi e groust Gewicht.

Den Taux vun R&D-Ausgabe fir den Handel an net finanziell Servicer stellt 0,8 % duer an an de Finanzdëngschtleeschungen just 0,1 %. Grad des Finanzdëngschtleeschungen droen awer ongeféier 25 % zu der gesamter brutto Valeur ajoutée zu Lëtzebuerg bäi, wat vill méi ass wéi an den anere Länner. Esou, dass et wéinst dem Gewicht vum Finanzsektor an der Lëtzebuurger Ökonomie an der schwächer R&D-Intensitéit an deem Secteur net iwwerraschend ass, dass d'R&D-Ausgabe vum de Betriber relativ schwach an der Lëtzebuurger Ökonomie an am PIB sinn, zemoos am Verglach mat anere Länner.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Anerersäits sollt een och ënnersträichen, dass et methodologesch schwierig a komplex ass, d'R&D am Secteur vun den Dëngschtleeschungen an de Finanzservicer ze moossen. De Finanzsektor kann a sengem Output innovativ sinn, mee der offizieller Definitioun no wéineg R&D-Input hunn. D'R&D-Ausgabe sinn en Indicateur, deen nëmme den

<sup>7</sup> <https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/tsc00001/default/table?lang=en>

<sup>8</sup> [https://statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=13553&IF\\_Languag e=fra&MainTheme=4&FldName=9&RFPPath=2222](https://statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=13553&IF_Languag e=fra&MainTheme=4&FldName=9&RFPPath=2222)

<sup>9</sup> [https://statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=13558&IF\\_Languag e=fra&MainTheme=4&FldName=9&RFPPath=2222](https://statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=13558&IF_Languag e=fra&MainTheme=4&FldName=9&RFPPath=2222)

<sup>10</sup> <https://statistiques.public.lu/catalogue-publications/analyses/2021/PDF-Analyses-02-2021.pdf>



Input moost, den Output (dat heeschd Innovatioun, nei Produiten offeréieren, nei Prozeduren ëmsetzen etc.) ass awer och wichteg, an an deem Beräich steet Lëtzebuerg gutt do. Mir sinn zum Beispill op der 7. Plaz vum Klassement fir 2021 vum „European Innovation Scoreboard“<sup>11</sup> an domat am Grupp vun de „bemierkenswäerten Innovateuren“.

D'Objektiv vun der Fuerschungintensitéit ass wichteg, net zulescht och am internationale Kontext. Esou een Zil beweist och d'Volontéit vun der Regierung, weiderhin a Fuerschung an an Innovatioun ze investéieren an de Fuerschungsstanduert Lëtzebuerg ze stäerken an auszubauen. Dësen Inputindicateur sollt allerdéngs net kontextonofhängeg betruecht ginn a bilt just een Aspekt vun engem méi komplexe Sektor of. Dofir sollt en och ergänzt gi mat méi output- an impaktororientéierten Ziler, esou wéi dat och am Koalitionsaccord festgehal gouf an iwwert d'Conventions pluriannuelles ëmgesat gëtt.

Onofhängeg vun der Fuerschungintensitéit mécht d'Regierung weider grousse Efforte fir d'R&D an d'Innovatiounspolitik ze stäerken. Wat d'R&D vum private Sektor ugeet, wäert d'Regierung déi Efforte weiderféieren, déi se duerch d'Veerdele vu Stipendien, Ënnerstëtzungstrukturen an Innovatiounsclustere souwéi duerch strateegesch Zesummenaarbechten an d'Wëer geleet huet. Och Luxinnovation, déi national Agence fir Innovatioun, spillt an deem Kader eng wichteg Roll als Facilitateur fir Lëtzebuerger Betriber ze hëllefen, hir Kompetitivitéit duerch Fuerschung an Innovatioun ze verbesseren. Wat eng finanziell Ënnerstëtzung vun de Betriber fir d'Fuerschung ugeet, ginn et zum Beispill d'Bäihëlle fir Fuerschung, Entwécklung an Innovatioun vum Wirtschaftsministère, déi Betriber an hir Fuerschungs- an Innovatiounsprojeten ënnerstëtzen. Donieft huet de Wirtschaftsministère eng digital Wirtschaftsstrategie (Data-Driven Innovation Strategy for the Development of a Trusted and Sustainable Economy in Luxembourg) opgestallt, déi als Zil huet, Innovatiounspolitik an Infrastrukturen ausbau ze koordinéieren fir eng sécher, vertrauensbaséiert Datewirtschaft ze erlaben. Verschidden Aktiounen a Projeten aus dëser Strategie wäerten och derzou bäidroen, d'Fuerschungintensitéit am Privatsektor ze stäerken, zum Beispill den High Performance Computing (HPC) a seng Uwendungen oder den Digital Innovation Hub (L-DIH), als Plattform fir Betriber Zougang zu Expertisen an de Beräicher vun der digitaler Strategie an hirer technologescher Ëmsetzung ze ginn.

#### Question 5688 (04.02.2022) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la **taxonomie verte décidée par la Commission européenne** :

La Commission européenne a récemment décidé de classer la production d'énergie de source nucléaire et à partir de gaz fossile parmi les activités économiques ayant un impact favorable sur l'environnement.

D'après un article récemment paru dans « Les Echos », le secteur financier et bancaire obtiendrait avec cette décision le feu vert pour investir dans ces deux sources d'énergie.

Il est un fait qu'au Luxembourg, les OPC investis dans des activités économiques dites « durables » peuvent profiter à partir de certains seuils (à partir d'au moins 5 %, 20 %, 35 % et 50 %) de taux réduits en matière de taxe d'abonnement.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre des Finances :

1) Des investissements dans le secteur gazier et nucléaire seront-ils à l'avenir éligibles pour l'octroi de taux réduits en matière de taxe d'abonnement ?

a) Dans l'affirmative, Madame le Ministre entend-elle revoir la loi du 17 décembre 2020 concernant les organismes de placement collectif pour en exclure les investissements précités ?

b) Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

2) La décision de la Commission européenne aura-t-elle un impact sur d'autres textes législatifs et réglementaires, fiscaux ou autres, luxembourgeois ?

a) Dans l'affirmative, quels sont ces textes ?

b) Quel en est l'impact concret sur les acteurs de la place financière, y compris la Bourse de Luxembourg ?

3) Plus généralement, Madame le Ministre considère-t-elle que la décision de la Commission européenne aura un impact plutôt positif ou négatif pour notre place financière ?

**Réponse commune** (07.03.2022) de **Mme Yuriko Backes**, *Ministre des Finances*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

La possibilité pour les OPC luxembourgeois de bénéficier d'un taux réduit de la taxe d'abonnement

en cas d'investissements dans des activités durables a été introduite par la loi budgétaire pour l'année 2021, moyennant une référence à l'article 3 du règlement UE 2020/852 sur la taxonomie européenne. Cette approche a été adoptée afin que le secteur des OPC luxembourgeois, qui sont actifs au niveau international et à l'échelle de l'UE, puisse se référer à un cadre et à des définitions identiques dans chaque État membre.

La taxonomie est arrêtée via un règlement européen et est donc d'application directe dans tous les États membres, y compris au Luxembourg. Cela vaudra également pour l'acte délégué complémentaire sur l'inclusion de l'énergie nucléaire et du gaz fossile dans la taxonomie, dont la procédure d'adoption est encore en cours. Or, ceci n'empêche pas le Luxembourg à développer le moment venu des standards ou labels en matière de durabilité qui seront encore plus ambitieux que ce qui est actuellement prévu dans la taxonomie. Le Luxembourg est par ailleurs en train de préparer la voie d'un recours légal contre l'acte délégué en question.

Enfin, la taxonomie dans son intégralité est encore en phase d'élaboration. Plusieurs actes devront encore suivre, notamment dans le domaine de la biodiversité, de l'économie circulaire, mais également pour couvrir le volet social et gouvernance. Le Gouvernement surveillera ces évolutions de près, analysera leur impact et avisera le moment venu sur la nécessité ou non d'adapter son cadre réglementaire.

#### Question 5694 (04.02.2022) de M. Claude Lamberty et Mme Carole Hartmann (DP) concernant l'**infrastructure sportive** :

De Sport huet duerch déi kierperlech Aktivitéit positiv Auswirkungen op d'Gesondheet an ass domat e wichtegen Deel vun engem equilibriéierten Alldag. Donieft ginn d'Perséinlechkeet, d'Responsabilitéit an och den Teamgeescht gestärkt, a besonnesch fir d'Kreativitéit, d'Selbstvertrauen an déi sozial Bindung bei de Kanner, ass de Sport vu grousser Bedeutung. Net ze vergiessen ass och, dass Intégratioun an Inclusioun duerch de Sport erliichtert kënne ginn.

Fir eng erfollegräich Ausféierung vum Sport schafe funktionell an zäitgeméiss Infrastrukturen d'Basis. An deem Kontext ass den Ausbau an Développement vun engem Panoplie vu Sportinfrastrukturen, déi dem Populationswuesstem vun deene leschte Jore Rechnung dréit, onëmgänglech.

An deem Kader wollte mir der Madamm Inneministesch an dem Här Sportsminister folgend Froen stellen:

1. Kënnt Dir eis matdeele fir wéi vill Sportinfrastrukturen (Sportzenteren, Sportshalen, Multisporten, Schwämmen, Fussballterrains etc.) am Joer 2021 Subside vun de Gemengen ugefrot goufen?

2. Wéi vill vun dësen Demandé gouf Rechnung gedroen?

3. Wat sinn déi eenzel, a wat ass den totale Montant, den d'Gemengen als Subside fir d'Joer 2021 accordéiert kruten?

4. Fir wéi vill Sportinfrastrukture goufe vun 2015-2020, pro Joer opgedeelt, Subside vun de Gemengen ugefrot?

5. Gëtt et e globaalt Dokument, dat all déi méiglech finanziell Ënnerstëtzung fir Sportinfrastrukturen virgesäit?

6. Wann net, sidd dir gewëllt, fir de Gemengen, e „Guide pratique Subsidien“ mat de méigleche Montanten oder de Prozentsätz, de Konditiounen an der Kontaktperson zur Verfügung ze stellen?

7. Deelt Dir eis Meenung, dass et opportun wier, e Portal mat enger nationaler Kartographie an d'Liewen ze ruffen, op där all öffentlech Sportinfrastrukturen uechtert d'Land, déi fir de Public zougänglech sinn, festgehal ginn? Wann net, firwat net?

**Réponse commune** (10.03.2022) de **M. Georges Engel**, *Ministre des Sports*, et de **Mme Taina Bofferd**, *Ministre de l'Intérieur* :

Virop sief gesot, dass de Beräich vun de finanziellen Hëllefe vum Staat fir de Bau oder d'Renovatioun vu Sportinfrastrukturen iwwert d'Gesetz vum 18. Juli 2018 betreffend den eelefte Fënnfjoresplang vu Sportekipementen, respektiv iwwert d'Ausféierungsbestëmmunge vum 1. August 2018 gereegelt ass.

Am Prinzip ginn déi jeeeweileg Demanden dann och am Sportministère traitéiert, den Inneministère ass an der interministerieller Kommissioun vertrueden, déi am Règlement virgesinn ass.

ad 1. Am Joer 2021 waren et 101 Demandé fir 96 Infrastrukturen. Fir verschidden Infrastrukture kënnen e puer verschidden Demandé gemaach ginn, a

Funktioen vun de jeeeweileg Budgetartikel vum der Gemeng.

ad 2. 6 Demandé konnten net berücksichtegt ginn, deenen anere gouf Rechnung gedroen oder si sinn a Bearbechtung.

ad 3. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 5. + 6. Déi entspreche Modaliéite ginn duerch d'Bestëmmunge vun den uewe genannte gesetzlechen a reglementareschen Dispositiounen gereegelt an encadréiert.

Zousätzlech dozou schafft de Sportministère un engem entspreche Vademecum. Iwwert de Portal SAPS/Infrasport besteet des Weideren e reegelméisseg Austausch mat de Gemengen.

Et ass ugeduecht, am Kader vun der besteeënder Plattform sou e Portal anzerichten.

#### Question 5695 (07.02.2022) de M. Marc Spautz (CSV) concernant la **production de puces électroniques** :

An engem rezente Interview huet den EU-Kommissär fir de Bannemaart Thierry Breton ugekënnegt, bis 2030 eng 45 Milliarden Euro an déi europäesch Chip-Produktioun wëllen ze investéieren an esou zu enger Weltmuecht an dësem Beräich ze ginn.

Konkreet sot den Här Breton: „Wenn wir in den Märkten der Zukunft zu den führenden Kräften gehören wollen und nicht nur der Subunternehmer von wem auch immer sein wollen, muss die EU jetzt handeln ... Ein Europa der Mega-Fabriken, das den Eigenbedarf sicherstellen kann und zugleich die Weltmärkte erobern und exportieren kann.“

Fir onofhängeg vun den Haaptproduzenten Taiwan, Südkorea, China an Amerika ze ginn, misst Europa selwer Produktiounskapazitéit fir Chippen opbauen, z. B. duerch de Bau vun e puer Mega-Fabriken.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Wirtschaftsminister stellen:

- Huet Lëtzebuerg scho säin Interesse fir esou eng Fabrick gemellt?

- Ass den Här Minister amgaange proaktiv, fir de Standuert Lëtzebuerg ze werben?

- Hat den Här Minister an deem Sënn scho Kontakt mat de weltgréissten Chip-Hersteller?

- Ka Lëtzebuerg e Standuert fir esou eng Mega-Fabrik proposéieren?

- Wann net, ass scho gekuckt, e passende Standuert an der Groussregioun ze fannen?

**Réponse** (04.03.2022) de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie* :

Der Europäescher Kommissioun hir Propositioun fir en „EU Chips Act“ gouf den 8. Februar 2022 virgestallt. D'Haaptelement vun dësem ambitiöse Pak ass eng Propositioun fir e Règlement, dat eng Rei Finanzéierungsinstrumenter zur Verfügung stellt, d'Méiglechkeet schafft, Referenzproduktiounssitten an Europa ze ernenne souwéi och eng Koordination tëscht der EU-Kommissioun an de 27 Memberstaaten op d'Bee stellt.

D'Verhandlungen zu dëser Propositioun wäerten an deenen nächste Wochen ënner franséischer Présidence vum Conseil ufänken, dëst am Conseil compétitivité, an deem Lëtzebuerg vum Wirtschaftsminister vertrueden ass. Well fir dës Propositioun d'Prozedur vun der „Co-Decision“ géllt, muss en Accord mam Europaparlament fonnt ginn, ier den Text kann ugeholl ginn. Et ass also gutt méiglech, dass de geneeën Inhalt vum Règlement am Laf vun de Verhandlungen nach ännert an ugepasst gëtt, och wat déi zukünfteg Prozedur fir d'Ausweise vun EU-Produktiounssitten ugeet.

D'Regierung setzt sech zanter Jore fir eng proaktiv a strateegesch orientéiert Industriepolitik op EU-Niveau an. Dofir begréisst de Wirtschaftsministère d'Ziler an d'Ambitioun vun „Chips Act“, fir d'Produktioun an Europa ze stäerken an d'Ofhängegkeet vun Drëttstaaten ze reduzéieren. D'Servicer vum Wirtschaftsministère hunn hir Analys vun dëser neier Propositioun direkt no hirer Adoptioun ugefaangen, zemoos an der Optik fir d'Interesse vu Lëtzebuerg a vu senge Betriber ze identifizéieren, dëst net nëmme aus der Perspektiv vun engem Produktiounssite, mee och fir eventuell Lëtzebuerger Zouliwwereren vun esou enger Produktioun.

#### Question 5700 (07.02.2022) de M. Sven Clement (Piraten) concernant les **contrats zéro heure dans le secteur public** :

Mengen Informatiounen no gëtt a mindestens enger Maison relais am Land d'Praxis ugewannt, dass Remplaçanten zu sougenannten „Null-Stonne-Kontrakter“ agehallt ginn. Dat Besonnesch bei dëse Kontrakter ass, dass d'Mindestbeschäftigungsdauer bei null Stonne läit. Sou muss den Employé just aktiv ginn, falls den Employeur e Besoin artikuliert. Dat féiert dozou, dass dës Remplaçanten nëmme op d'Stonn remuneréiert ginn. Falls si also am Krankeschäi sinn oder a Quarantän/Isolatioun mussen, gi si also net bezuelt an de Patron cotiséiert och net weider fir si.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Effentlechen Déngscht an Aarbecht dës Froen stellen:

1. Ass d'Praxis vun den „Null-Stonne-Kontrakter“ zu Lëtzebuerg vum Code du travail ofgedeckt?

2. Ginn et „Null-Stonne-Kontrakter“ am effentlechen Déngscht?

- Falls jo, wéi vill „Null-Stonne-Kontrakter“ zielt den effentlechen Déngscht?

- Falls jo, fannen d'Ministère et sozial gerecht d'Employé gläichzäitig ze bannen, hinnen awer keng Garantie fir ee feste Kontrakt an eng sozial Ofsecherung ze ginn?

**Réponse commune** (08.03.2022) de **M. Marc Hansen**, *Ministre de la Fonction publique*, et de **M. Georges Engel**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

De konkreete Fall op deen sech den honorabelen Deputéiert bezitt, ass der Regierung net bekannt.

Déi sougenannten Null-Stonne-Kontrakter sinn net vum Code du travail ofgedeckt an d'Regierung ënnerstëtzt dës Aart vu Kontrakter och net, well se déi concernéiert Leit an d'Prekaritéit féiert.

D'Regierung ënnersträicht, dass et am effentlechen Déngscht keng Null-Stonne-Kontrakter ginn.

#### Question 5702 (07.02.2022) de MM Fred Keup et Jeff Engelen (ADR) concernant les **experts « bruit »** :

De Kaméidi, deen duerch de Stroosseverkéier, Lof-tverkéier, Schinneverkéier an duerch Fräizäitaktivitéiten entsteet, huet Auswirkungen op d'Gesondheet vun Mënsch. Wëssenschaftlech Etüden hu gewisen, dass de Kaméidi niert aurale Wierkungen - d. h. d'Gehéier schiedegend - och eng ganz Rei vun extraaurale Wierkungen - d. h. negativ Auswirkungen op dat seilescht a kierperlecht Wuelbefannen, op d'Leeschungsfaegkeet, op d'Aarbechtssécherheet, op d'Sproochverständlechkeet etc. - huet.

Duerch de staarke wirtschaftlechen an demographesche Wuesstem zu Lëtzebuerg ass unzuehuelen, dass d'Belaaschtung duerch de Kaméidi, net just duerch de Verkéier, zouhuele wäert.

An deem Kontext hätte mir folgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi vill Experts „bruit“ schaffen den Ament um Ëmweltministère, fir sech mat där uewe genannter Problematik ze beschäftegen?

2. Wéi vill Experts „bruit“ goufen an de Joren 2019, 2020 an 2021 vum Ëmweltministère agehallt?

3. Wéi eng Qualifikatioun hunn dës Experts „bruit“, déi beim Ëmweltministère schaffen?

**Réponse** (08.03.2022) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. D'legal Basis fir déi spezifesch Aarbecht am Beräich Kaméidi ass d'Loi du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit an ënnert deem Gesetz gëtt zum Beispill de Kaméidi vun deene verschiddene Verkéiersmode vum Règlement grand-ducal du 2 août 2006 portant application de la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement gereegelt. An dësem Beräich schaffe bei der Ëmweltverwaltung dräi Personnen, déi als Expert zu 2.55 ETP haaptsächlech dem Thema Kaméidi dediéiert sinn.

Et sief awer ze bemerken, dass doriwuer eraus a villen aneren Dossieren d'Kaméidibelaaschtung oft wichteg ass an dass se deen Ament am Kader vun dësem Dossier matgeréiert gëtt. Als Beispill kann een hei d'Geneemegung bei den Établissements classés oder och d'Kontrolle bei de Betriber a Chantieren nennen. Hei kann d'Wichtigkeet vun der Kaméidiproblematik vun engem Dossier zum anere ganz verschidde sinn. Agenten, déi dës Dossieren traitéieren, hu bei der Ëmweltverwaltung net an eischer Linn de Rôle vun engem Expert „bruit“, och wann eng Rei vun dësen Agenten Expertisen am Beräich Kaméidi hunn, déi vereenzelt ganz developéiert ass.

<sup>11</sup> <https://odc.gouvernement.lu/fr/actualites/mes-actualites/2021/eu-eis-2021.html>



ad 2. An deene genannte Jore gouf bei der Ëmweltverwaltung een neien Expert bruit (1 ETP) rekrutiert.

ad 3. Déi dräi Persounen, déi als Expert bruit bei der Ëmweltverwaltung schaffen, hu mindestens e Master an engem Domaine scientifique, eng spezifesch Formatioun fir de Kaméidi a méijäreg Beruffsexpérience am Beräich Kaméidi.

**Question 5705** (08.02.2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant le **contact tracing** :

Leit, déi positiv op Covid-19 getest goufen, sief et duerch een Antigenschnelltest oder een zertifizierte PCR-Test, sinn dru gehalen, hiert Resultat op <https://covidtracing.public.lu/> ze mellen. Et ass awer sou, datt et hei am Land vill, besonnesch eeler Leit gëtt, déi keen Internetzougank hunn an och keng Persoun kennen, déi fir si d'Informatioun op deem genannte Site kéint androen.

Verkomplizéiert gëtt d'Situatioun vun dese Leit dann oft doduerch, dass si telefonesch net bei der Santé duerchkommen, och wa si dat puermol versichen an dobäi laang waarden, an der Hoffnung, datt d'Linn fräi gëtt. Verschidde Leit ginn et dann op, hiert positiiv Testresultat den Autoritéite matzedeelen.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsminister:

1. Wéi sollen déi Leit an där beschriwwener Situatioun reagieren?

2. Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt et duergeet, wann dës Leit an deem Fall just deene Persounen, besonnesch soen, mat deene si an engem Kontakt waren?

**Réponse** (09.03.2022) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

D'Gesondheitsdirektioun setzt alles dorun, de Leit eng Hëllefstellung ze leeschten, wann si e positiiv Resultat vun engem Schnelltest hunn. Den einfachste Wee ass effektiv, säi positive Schnelltest iwwer de Site [www.covid19.lu](http://www.covid19.lu) ze mellen, sou datt déi concernéiert Leit bannent 24 Stonnen eng Ordonnance kréien, fir e PCR-Test maachen ze goen. Déi Leit, déi keen Zougank hunn op den Internet kënnen eng aner Persoun froen, dëst fir si ze maachen oder sech effektiv bei der Covid-Helpline mellen. D'Unzuel u Leit, déi op der Helpline schaffen, ass an deene leschte Wochen eropgesat ginn, sou datt de gréissten Deel vun den Appeller en charge kënnen geholl ginn.

Déi Leit, déi e positive Schnelltest hunn, kënnen sech och bei hirem Hausdokter mellen an him matdeelen, datt si e positive Schnelltest hunn. An deem Fall kann och hiren Hausdokter hinnen eng Ordonnance opschreiwen fir e PCR-Test.

Allgemeng gëllt, datt Leit, déi e positive Schnelltest hunn, och wann si nach kee PCR-Test gemeet hunn, fir dëst ze bestätegen, sech sou gutt wéi méiglech isoléieren an déi Leit, mat deenen si iwwert déi lescht Deeg am noe Kontakt stoungen eventuell iwwer hire positive Schnelltest informéieren.

**Question 5707** (08.02.2022) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant les **heures d'ouverture des guichets de la CNS** :

Duerch d'Covid-19-Pandemie sinn d'Guichete vun der CNS am Moment nëmme mat Rendez-vous accessibel, wann ee säi Remboursement vun enger Dokteschrechnung wëll per Chèque froen. Dee Rendez-vous kann een iwwert [guichet.lu](http://guichet.lu) fixéieren.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froen stellen:

1. Wat sinn an der Moyenne d'Waardezäiten, wann een ee Rendez-vous per [guichet.lu](http://guichet.lu) hëlt, fir ee Remboursement?

2. Wäerten d'Guichete vun der CNS erëm fir Remboursement ouni Rendez-vous opgoe wann d'Covid-19-Situatioun sech berouegt huet?

3. Kann de Minister garantéieren, dass ee Remboursement ouni Rendez-vous an Zukunft wäert méiglech bliwen?

**Réponse** (04.03.2022) de **M. Claude Haagen**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

ad 1. Saitdeem de Rendez-vous-System bei der Gesondtheitskeess agefouert gouf, konnt den Assuré an der Reegel schon den Dag selwer oder spéitstens den Dag dono empfaange ginn. An ausergewéinleche Situatiounen, am Zesummenhang duerch engersäits d'Unzuel vun den Ufroen fir e Rendez-vous an anerersäits duerch den Impakt vun der Pandemie op d'Disponibilitéit vun den Agenten, konnt d'Waardezäit an den Agencen zu Esch an zu Déifferdeng bis zu dräi Deeg sinn. Allerdéngs waren ëmmer Rendez-vousen an Agencen an der direkter Ëmgéigend disponibel.

ad 2. Zum aktuellen Zäitpunkt ass et net virgesinn dës System ofzeschaffen, well d'Praxis dovun vill Virdeeler fir den Assuré a fir den Agent bitt. Et huet sech nämlech erausgestallt, dass den Agent vun der CNS während engem Rendez-vous dem Assuré an och dem Traitement vun Dossier vill méi Zäit consacrée kann, wouduerch d'Qualitéit vum Service fir den Assuré eropgeet.

Des Weideren ass mat deem System kaum bis guer keng Waardezäit fir den Assuré.

Och huet sech erausgestallt, dass dese System déi néideg Diskretioun fir d'Traitement vun den Dossieren erliichtert, well vill manner Persounen an der Agence sinn.

ad 3. Duerch d'Digitalisationsefforten, déi aktuell gelescht ginn, fir an noer Zukunft kënnen d'Prise en charge vun de Rechnungen vun den Assuréeen direkt ze assuréieren, wäert et u sech net méi néideg sinn, datt d'Assuréeen an eng Agence mussen goen, fir e Remboursement ze kréien.

Bis datt dese System voll a ganz operationell ass, ass et awer virgesinn, datt an der Zukunft d'Assurée kënnen an de Guichet goen, fir e Remboursement ze kréien, ouni e Rendez-vous am Viraus ze huelen.

**Question 5710** (08.02.2022) de **MM. Gilles Roth** et **Laurent Mosar** (CSV) concernant la **protection accordée aux ressortissants luxembourgeois dans le cadre de demandes d'extradition émanant de pays tiers** :

Le cas de la demande d'extradition d'un ancien agent du Service de renseignement luxembourgeois vers les États-Unis a déferlé les chroniques ces derniers temps. Fait insolite dans cette affaire : d'après des informations récemment parues dans la presse écrite, il semblerait que la justice française a été rapprochée des autorités judiciaires françaises pour savoir si le Luxembourg entendait « s'approprier » le dossier. Il se trouve toutefois que les autorités judiciaires ont décliné.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice :

1) Madame le Ministre peut-elle confirmer les informations relatives ci-dessus ?

2) Quelles possibilités s'offrent aux autorités judiciaires pour s'approprier l'affaire d'un ressortissant entre les mains des autorités judiciaires d'un État membre de l'Union européenne et dont l'extradition est demandée par les autorités d'un pays tiers ?

3) Suivant quels critères les autorités judiciaires luxembourgeoises sont prêtes à s'occuper de ressortissants luxembourgeois détenus dans un État membre de l'Union européenne et pour en empêcher l'extradition vers un pays tiers ?

4) Madame le Ministre peut-elle me fournir les données sur le nombre de mandats d'arrêt européen émis par les autorités judiciaires luxembourgeoises à l'égard de ressortissants luxembourgeois, détenus dans un autre État membre de l'Union les 20 dernières années ?

**Réponse** (08.03.2022) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

ad 1) Il ne m'appartient pas de commenter ou de confirmer des informations concernant une procédure judiciaire. Je tiens néanmoins à préciser, dans un ordre d'idées générales, que le fait que les autorités judiciaires d'un État membre, saisies d'une demande d'extradition par un État tiers, contactent les autorités judiciaires de l'État membre d'origine de la personne concernée ne constitue pas un « fait insolite », mais découle directement de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, plus amplement développée ci-dessous.

ad 3) + 4) Lorsqu'une situation, telle que celle faisant l'objet de la question parlementaire, se présente, les deux États membres de l'Union européenne (ci-après « UE ») concernés sont tenus d'appliquer une jurisprudence de la Cour de justice de l'UE, qui a jugé dans un arrêt de la grande chambre du 6 septembre 2016 (arrêt C-182/15 « Petruhhin ») ce qui suit :

« Par ces motifs, la Cour (grande chambre) dit pour droit :

1) Les articles 18 et 21 TFUE doivent être interprétés en ce sens que, lorsqu'un État membre dans lequel un citoyen de l'Union, ressortissant d'un autre État membre, s'est déplacé, se voit adresser une demande d'extradition par un État tiers avec lequel le premier État membre a conclu un accord d'extradition, il est tenu d'informer l'État membre dont ledit citoyen a la nationalité et, le cas échéant, à la demande de ce dernier État membre, de lui remettre ce citoyen, conformément aux dispositions de la décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil, du 13 juin 2002, relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres, telle que modifiée par la décision-cadre 2009/299/

JAI du Conseil, du 26 février 2009, pourvu que cet État membre soit compétent, en vertu de son droit national, pour poursuivre cette personne pour des faits commis en dehors de son territoire national.

2) Dans l'hypothèse où un État membre est saisi d'une demande d'un État tiers visant à extraditer un ressortissant d'un autre État membre, ce premier État membre doit vérifier que l'extradition ne portera pas atteinte aux droits visés à l'article 19 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. ».

La mise en pratique du principe retenu par l'arrêt Petruhhin suppose donc une compétence territoriale des autorités luxembourgeoises pour connaître des infractions à la base de la demande d'extradition. La question de la compétence territoriale s'apprécie au regard des critères fixés aux articles 5 et 5-1 du Code de procédure pénale. L'appréciation de la compétence territoriale étant factuelle, elle présuppose une connaissance plus ou moins détaillée des faits à la base des poursuites pénales menées dans l'État tiers.

À supposer que les autorités luxembourgeoises concluent à leur compétence territoriale au regard des dispositions légales précitées pour connaître d'infractions commises par un ressortissant luxembourgeois à l'étranger, le ministère public décide, en opportunité, des suites à réserver à l'affaire. En cas de décision de poursuivre, le ministère public requiert, sur base du dossier pénal entre ses mains, l'ouverture d'une instruction, et la délivrance d'un mandat d'arrêt européen, acte d'instruction qui relève de la compétence d'un juge d'instruction. Selon l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 4, de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne, le mandat d'arrêt européen doit contenir, entre autres mentions, une indication précise des circonstances de temps et de lieu de la commission des infractions et un libellé concis des infractions mises à charge de la personne visée par ledit mandat, ainsi que la définition du degré de participation de cette personne aux infractions libellées.

Afin de pouvoir satisfaire à ces exigences légales, les faits à la base de l'affaire doivent au moment de la délivrance dudit mandat :

- soit avoir fait l'objet d'une enquête approfondie par les services de la Police grand-ducale dans le cadre d'une affaire nationale préexistante ayant porté sur les faits objets de la demande d'extradition,

- soit avoir fait l'objet d'une dénonciation officielle, accompagnée des actes d'enquête et de procédure d'ores et déjà posés à l'étranger, par l'État tiers sur le territoire duquel les infractions ont été commises.

En outre, il ne faut pas perdre de vue que l'État membre de l'UE, saisi de la demande d'extradition par le pays tiers, est tenu de respecter les délais propres à cette procédure, de sorte que l'émission d'un mandat d'arrêt européen par un juge d'instruction luxembourgeois devrait se faire dans un laps de temps très rapproché après réception, conformément à la jurisprudence « Petruhhin », de l'information d'une demande d'extradition dirigée contre un ressortissant luxembourgeois.

ad 4) Les autorités luxembourgeoises ne disposent pas de données relatives au nombre de mandats d'arrêt européen émis depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen en fonction de l'État membre de l'UE où la personne visée par le mandat d'arrêt a été détenue, mais uniquement, d'une manière générale, du nombre de mandats d'arrêt européen émis à l'encontre de ressortissants luxembourgeois en fuite et recherchés à des fins de poursuites. Ces données se présentent comme suit :

2012	0
2013	0
2014	2
2015	2
2016	3
2017	2
2018	1
2019	6
2020	2
2021	7

**Question 5712** (08.02.2022) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant la **nouvelle application GouVID** :

Rezent huet de Minister déi nei Applikatioun GouVID virgestallt, déi et Persounen mat neier Carte d'identité erlaabt, sech iwwert de Chip aus hirer Kaart online ze identifizéieren. Wien nach keng

Carte d'identité mat Chip huet an awer eng ausgestallt kréie wëll, éier déi al ofleeft, kann esou eng Kaart bei senger Gemeng ufroen.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister Ëffentlechen Déngscht dës Froen stellen:

- Wäert GouVID och am Privatsecteur kënnen zum Asaz kommen, fir et privaten Acteuren ze erméiglechen, Clienten iwwer GouVID ze identifizéieren?

- Falls jo: Bis wéini ka mat engem Asaz am Privatsecteur gerechert ginn? Falls nee: Firwat soll de System op staatlech Demarche limitéiert ginn?

**Réponse** (08.03.2022) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à la Digitalisation* :

D'Certificate vun der Carte d'identité, déi een och mat engem spezifesch Kaartelieser ka benotze fir ënner anerem eBanking bei verschiddene Banken ze maachen, kann een zanter Kuerzem och dank der GouVID Applikatioun verwende fir sech bei staatleche Servicer ze identifizéieren an Demarchen ze ënnerschreiwen. De Smartphone gëtt hei als Kaartelieser benotzt an erlaabt et esou sech op eng ergonomesch Manéier mat senger Carte d'identité op Sitte wéi dem MyGuichet.lu ze connectéieren wann een seng Certificater aktivéiert huet.

D'GouVID Applikatioun kann an der aktueller Phase just op staatleche Portailen, déi vum Zenter fir Informatiounstechnologé vum Staat (CTIE) bedriwwen ginn, benotzt ginn.

E Gebrauche vun dëser neier App op externe Plattformen, erfuerdert ënnerem an Virfeld Upassungen an der Applikatioun a virun allem spezifesch Developpementer op deene jeeuweileg externe Sitten.

**Question 5713** (08.02.2022) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **contournement de Hosingen** :

De Bau vum Contournement vun Housen ass am Summer d'lescht Joer an der Chamber gestëmmt ginn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte folgend Froen stellen:

1. Wéi gesäit de geneeën Timing vum Chantier aus? Wéini kéinten d'Aarbechten ufänken?

2. Ass d'Ausschreibungsprozedur schonn ugelaft?

3. Wat soen déi geologisch Studien iwwer den Zoustand vum Terrain aus, op deem den Tracé realiséiert soll ginn?

4. Wat fir eng spezifesch Kompensatiounsmoossname mussen duerchgefouert ginn?

**Réponse** (09.03.2022) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1. + 2. Zum Timing vum Chantier kann ee soen, dass de Soumissionsdossier fir dat éischt Lous (Tranchée couverte, Lot b1) momentan vun der Stroossebauverwaltung finaliséiert gëtt a wann all déi néideg Ëmweltgeneemegunge virleien, kann dann och uschléissend d'Ausschreibungsprozedur gestart ginn.

Deemetspreechend kéint ee fréistens Enn 2022 mam éischten Deel vum Contournement ufänken.

ad 3. Wat de weideren Tracé no der Fäerdegstellung vum éischten Lous ubelaangt, si just plazeweis geologesch Studien am Beräich vun den Ouvragen nach net ofgeschloss. D'Erkenntneser aus dese Studië fléissen uschléissend an den Exekutiouns-dossier an. Dës Erkenntneser kënnen dann en Afloss op den Typ an d'Déift vun de Fondatiounen hunn.

ad 4. Wat d'Kompensatiounsmoossname betrefend de Projet vum Contournement vun Housen ubelaangt, schaffen d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an de Minister fir Mobilitéit an den ëffentlechen Aarbechten enk zesummen, fir déi beschte Léisunge fir d'Ëmwelt ze fannen.

Sou sinn zum Beispill direkt beim Contournement Magerwiesen, Bëschstrukturen, Hecken, an esou weider virgesinn.

Zousätzlech gëtt fir d'Villercher, wéi den Neuntöter an d'Feldlärche, an der direkter Ëmgéigend een neie Liewensraum geschaaft.

Et ass och geplangt, eng Wäldbréck iwwert de Contournement ze bauen, dës steet awer a Relatioun zu de Kompensatiounsmoossnamen am Kader vum Projet vun der Transversale vu Klierf.

**Question 5715** (08.02.2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **bilan des objectifs climatiques sectoriels** :

Op eng Fro an der Chamber iwwert de Bilan vun de sektorielle Klimaziler vun 2021 an eventuelle Kom-



pensionsionen tëschent de 5 Secteuren huet d'Madamm Ëmweltminister präziséiert, dass fir d'Joer 2020 d'Zilsetzung vun 20 % mat 22 % iwwertraff ginn ass. Déi gréisst Resultater goufen am Beräich vum Transport realiséiert, an de Beräicher Industrie, Bau an och Landwirtschaft missten awer nach méi Ustrengungen ënnerholl a Zousazmesuren ergraff ginn. Zesumme mat den eenzelen Acteuren, déi am Klimagesetz festgehale sinn, wéi de Comité interministériel oder de wëssenschaftleche Bäiro, soll gekuckt ginn, wou een an deenen uewe genannte Beräicher, wou nach Defiziter bestinn, kann noleeën.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung folgend Froe stellen:

- Wéini sollen déi eventuell geplangten Zousazmoosnamen decidéiert ginn?

- Wéi eng Zousazmoosname kënnen an der Landwirtschaft a Fro kommen?

- Gi bei der Ausaarbechtung vun eventuellen Zousazmoosnamen Leit vum Secteur matagebonnen a wéi gesäit déi Abannung aus?

**Réponse** (08.03.2022) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

D'sektorieel Klimaziler, déi am Klimagesetz vum 15. Dezember 2020 verankert sinn an déi duerch e „projet de règlement grand-ducal“ präziséiert ginn, betreffen d'Joren 2021 bis 2030. De provisoeresche Bilan vum Joer 2021 wäert, esou wéi am uewe genannte „projet de règlement grand-ducal“ festgehale, Enn Juli 2022 erstallt ginn an den definitive Bilan wäert spëtstens de 15. Mäerz 2023 virleien.

De „Comité interministériel pour l'action climat“ wäert d'Bilanen vun der Ëmsetzung vun de Klimaziler analyséieren, fir esou de Progrès esouwuel um nationale wéi och um sektoriellen Niveau ze evaluéieren. Des Weideren huet de Regierungsrat den interministerielle Comité beoptraagt, fir innerhalb vun dräi Méint no der Publikatioun vum järeleche Bilan nei Moosnamen ze proposéieren, déi noutwenneg sinn, fir déi national a sektoriell Ziler ze errechen. Et wier also haut verfréit, fir präzis Aussoen iwwer eventuell Zousazmoosnamen an der Landwirtschaft ze maachen.

Esouwuel d'„Plateforme pour l'action climat et la transition énergétique“ wéi och den „Observatoire de la politique climatique“ wäerten an der Evaluatioun vun der nationaler Klimapolitik bedeelegt sinn.

**Question 5719** (09.02.2022) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant le **budget de l'Union européenne** :

Dans un communiqué de presse du 4 février 2022, les Ministères des Finances et des Affaires étrangères et européennes font savoir que :

« La Commission européenne vient de procéder à sa traditionnelle régularisation des contributions nationales de tous les États membres au budget de l'Union européenne au titre des ressources propres fondées sur le revenu national brut (RNB) et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). L'objectif de cet exercice annuel est de garantir l'équité et l'égalité de traitement des États membres sur base de données actualisées reflétant la performance économique effective de chaque pays.

Aux fins de cette régularisation, la Commission européenne a recours à des données mises à jour qui lui sont fournies par les instituts nationaux de statistique en automne de chaque année. Dans le cadre de cette procédure, le Statec a procédé en 2021 à une actualisation des statistiques économiques, avec pour effet une revue à la hausse du RNB du Luxembourg sur la période 2010-2020, illustrant la bonne performance de l'économie luxembourgeoise au cours de la dernière décennie.

Il en résulte de cet exercice de régularisation une contribution additionnelle du Luxembourg pour la période 2010-2020 de 246,7 millions d'euros en faveur du budget de l'UE. »

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Alors que les données relatives au RNB luxembourgeois ont déjà été transmises à la Commission européenne en octobre 2021, Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'informer si la contribution additionnelle a été « provisionnée » dans le budget de l'État pour 2022 ? À défaut, via quel mécanisme le financement de cette contribution se fera-t-il ?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'informer sur le niveau des contributions nationales annuelles du Luxembourg au titre du budget pluriannuel de l'UE pour les périodes 2007-2013, 2014-2020 et le niveau estimé des contributions

nationales annuelles au budget de l'UE pour la période 2021-2027 ?

**Réponse commune** (10.03.2022) de **Mme Yuriko Backes**, *Ministre des Finances*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

La contribution additionnelle de 246,7 millions d'euros n'a pas été provisionnée dans le budget de l'État pour l'exercice 2022. En effet, lors de l'élaboration du projet de budget 2022, la Commission européenne n'avait pas encore procédé à la traditionnelle régularisation des contributions nationales de tous les États membres, les mises à jour des données étant fournies par les instituts nationaux de statistique à l'automne de chaque année. De ce fait, le montant du solde à payer n'était pas encore connu au moment de l'élaboration du projet de budget 2022 et il n'aurait pas pu faire l'objet d'une estimation précise sur base des seules données disponibles au Luxembourg.

Cette contribution additionnelle sera portée à charge de l'article relatif à la ressource propre fondée sur le revenu national brut (RNB) du budget du Ministère des Finances, à savoir l'article 04.0.35.001. À noter que cet article porte la mention de « crédit non limitatif », en raison de l'impossibilité inhérente de déterminer à l'avance le montant précis de la contribution luxembourgeoise au budget de l'UE.

Conformément aux dispositions du système européen des comptes « SEC 2010 », le montant en question sera intégralement répercuté sur le solde de l'administration centrale en 2022.

Enfin, le niveau des contributions nationales annuelles du Luxembourg en faveur du budget de l'UE pour les périodes 2007-2013 et 2014-2020 est indiqué dans le tableau ci-dessous. Les chiffres afférents peuvent également être consultés sur le site de la Commission européenne.

([https://ec.europa.eu/info/strategy/eu-budget/long-term-eu-budget/2014-2020/spending-and-revenue\\_fr](https://ec.europa.eu/info/strategy/eu-budget/long-term-eu-budget/2014-2020/spending-and-revenue_fr))

Quant aux chiffres pour la période 2021-2027, le tableau indique les estimations provisoires du Ministère des Finances qui sont sujettes à révision.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

**Question 5720** (09.02.2022) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant le **décompte annuel de la consommation du gaz** :

De Präis vum Kubikmeter Gas ass an deene leschte Méint rasant geklommen. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 5421, wou ech gefrot hunn, ob d'Gasliwweranten hir Clienten op dës méi héich Decompté virbereeden, huet de Minister erkläert, dass si scho méi laang hir Mensualitéit während enger Ofrechnungsperiod upassen. Oft genuch sinn d'Clienté vum de Gasliwweranten awer d'Propriétaire vum engem Haus oder enger Wunneng an net d'Locataire. Esou kann et virkommen, dass d'Locataire eréischt méi spët vum Erhéijunge gewuer ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Denken d'Ministernen net, dass all d'Propriétaires hir Locataire och missten informéieren, dass déi nächst Decompté mat u Sëcherheet ugrenzender Warscheinlechkeet ee gutt Stéck méi héich ausfale wäerten?

2. Wäerten d'Ministernen d'Propriétaire grad ewéi d'Locatairé méi gezielt iwwer d'Auswierkung vum der Präishausse informéieren?

**Réponse commune** (09.03.2022) de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*, et de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement* :

Wann ee Locataire an engem eenzelen Haus vum engem Propriétaire wunnt, ass et méiglech, dass de Locataire selwer Client bei engem Fournisseur ass. An deem Fall kritt de Locataire selwer direkt vu sengem Fournisseur all Informatiounen, déi de Fournisseur senge Clienté muss liwweren. Dat géllt och fir Kopropriétéiten an deenen all eenzel Wunneng säin eegene Gaszieler huet.

Allerdéngs ass an der Majoritéit vun de Fäll a Kopropriétéiten d'Situatioun eng aner. Effektiv huet normalerweis eng Kopropriétéit ee Gasuschloss mat engem Compteur fir dat ganz Gebai. Dat heescht, dass d'Kopropriétéit - oder de Syndic fir d'Kopropriétéit - ee Kontrakt mat engem Fournisseur mécht fir dat ganz Gebai. An deenen eenzele Wunnengen an de beheizte Beräicher vum dem gemeinsam genotzten Deel vun der Kopropriétéit sinn da Wärmezieler installéiert, opgrond vun deenen dann de Verbrauch op den eenzelen Utilisateur ëmgerechent gëtt an d'Käschte verdeelt ginn. An deene Fäll huet de Fournisseur ee Gasliwwerkontrakt mam Syndic an de Syndic kritt vum Four-

nisseur all Informatiounen, déi de Fournisseur senge Clienté muss liwweren. De Fournisseur huet keng Informatiounen iwwer d'Propriétaires oder d'Locataire, déi an deem Gebai wunnen a kann hinnen deemno och keng geziilt Informatiounen zoukomme loossen.

D'Gesetz iwwer d'Kopropriétéit vum 1975 chargéiert de Syndic mat der Gestiou vum Gebai, also och den Decompte vun de gemeinsamen Energiekäschten. Normalerweis ginn all Joer op der Generalversammlung vun der Kopropriétéit d'Decompté vun der Kopropriétéit kontrolléiert an approuvéiert, an och de Montant vun den Avancen (inklusive Energiekäschten) fir déi nächst zwoelf Méint fir all eenzele Kopropriétaire fixéiert.

An dem aktuelle Kontext ass et deemno all Syndic nëmmen ze recommandéieren, am Sënn vun enger gudder Ausféierung vu senger gesetzlecher Obligatioun, eng Upassung vun den Avancé betreffend d'Energiekäschten ze proposéieren an d'fir ze suergen, dass déi néideg Informatiounen zäitno bei de Propriétaires an de Locataire ukommen.

D'Thematik ass vun der Regierung och mam „Groupe des syndicats professionnels du Luxembourg“ ugeschwat ginn, déi elo hir Memberen ugeschriwwen hunn, fir hinne folgende Message ze ginn: « Une augmentation des avances serait appropriée afin de ne pas confronter les ménages à des décomptes désagréables en fin d'année comptable. »

**Question 5721** (09.02.2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant le **trafic à Wormeldange** :

Am Joer 2013 gouf an der Rue Principale zu Wuermer ee Sens unique agefouert, well zu Gréiwemaacher eng nei Bréck gebaut gouf. Nom Bau vun der Bréck gouf d'Einbanstrooss bäibehalen. D'Rue Principale gëtt vu villen däitsche Pendler als Duerchgangstrooss fir an d'Stad benotzt. Verschidden Awunner beschwieren sech, dass de Sens unique d'Vekéierssituatioun am Zentrum vu Wuermer zousätzlech belaascht an hir Liewensqualitéit degradéiert, well d'Autoen am Krees duerch d'Duerf fueren.

Ee Kollektiv vun Awunner zu Wuermer huet d'Iddi opbruecht, fir een Tunnel ze schafen, dee vu Wuermer bis op d'Triérier Autobunn (A1) féiere géif an deemno d'Rue Principale, mee och d'Ëmgangstroossen, déi vu Wuermer duerch aner Uertschaften an d'Stad féieren, entlaaschte soll.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit an Ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi gesäit de Minister d'Iddi, fir mat engem Tunnel, deen op d'A1 féiere géif, d'Vekéiersopkommes op dese Stroossen an dëser Regioun ze entlaaschten?

2. Besëtzt de Verkéiersministère Donnéeën zum Verkéiersopkommes an der Rue Principale, op der Route du Vin souwéi an der Rue de Dreibern zu Wuermer? Falls jo, wéi vill Gefierer fueren am Duerchschnitt während engem Schaffdag duerch d'Rue Principale, wéi vill duerch d'Route du Vin a wéi vill duerch d'Rue de Dreibern?

3. Wéi een Impakt huet d'Afféiere vun engem Sens unique an der Uertschaft Wuermer a puncto Verkéiersopkommes a Loftqualitéit während de Spëtzenzäiten? Wat sinn d'Erfahrungswäerter op anere Plazen am Land, wou ee Sens unique agefouert gouf an déi vergläichbar si mat der Situatioun zu Wuermer? Gesäit de Mobilitéitsminister d'Einbanstrooss zu Wuermer als sënnavoll un?

**Réponse** (09.03.2022) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1. D'Planung an de Bau vun Tunnelle sinn am Verglach zu Stroosseprojete mat engem enorm groussen Opwand verbonnen an et ass och ze betounen, dass de Betrib an de kontinuéierlechen Ënnerhalt vun Tunnelen (Ventilatioun, Beliichtung, Evakuatioun etc.) mat héijen Ufuerderungen (zum Beispill un d'Sëcherheet) a Käschte verbonnen ass. Doriwwer eraus begrenzt sech de Flächeverbrauch normalerweis op den Tunnel an sech, mee et sinn och zousätzlech Fläche fir technesch Lokaler an e konformen Uschloss u bestoend Stroosse virzege-sinn. Grënn wéi de Passage vu besonnesch héije Verkéiersszuelen duerch eng geschützten Zon kënnen dozou féieren, dass en Tunnel als Alternativ zu enger „normaler“ Strooss a Fro kënn. Am Fall, wéi en hei zu Wuermer beschriwwen ass, mécht en Tunnel weeder aus ekonomeschen nach aus ekologesche Grënn, Sënn.

ad 2. Verkéierszuele ginn et an dem Beräich fir d'Route du Vin op der Hëttermillen an tëschent Gréiwemaacher a Meechtem, wou 2021 am Schnëtt 5.514 respektiv 4.358 Gefierer pro Dag gezielt goufen. Dëst ass eng Variatioun vun +7 % respektiv vun -11 % zu 2012. Op der Wuermerbréck goufen 2021 eng 5.194 Gefierer gezielt, dëst am Verglach zu 4.950 Gefierer am Joer 2012.

ad 3. Donnéeën zu der Loftqualitéit zu Wuermer stinn eis, ausser deene vun der Ëmweltverwaltung publizéierten Donnéeën zu den NO<sub>2</sub>-Wäerter, keng zur Verfügung. Dës Wäerter louchen 2018 awer ënnert dem Grenzwäert. Wëssend, dass d'Wäerter ënner anerem staark duerch d'Topographie souwéi vun der Bebauungsdichte beaflosst ginn an och bei eventuell gläichem Trafic ënnerschiddlech kënnen sinn, ginn et keng vergläichbar Erfahrungswäerter vun anere Plazen am Land.

Am Kader vun lwwerleungen zesumme mat der Gemeng Wuermer, gouf en Sens unique duerch d'Rue Principale, no enger Testphas am Joer 2013, bäibehalen. D'Afféiere vun engem Sens unique op dëser Plaz stellt déi beschte Léisung fir d'Sëcherheet, besonnesch déi vun de Foussgänger an de Vëlosfuerer, d'fir. D'Strooss ass op dëser Plaz nämlech net breet genuch, fir béidsäiteg befuer ze ginn a gläichzäiteg d'Sëcherheet fir jiddereen ze garantéieren. Deementspriechend ass weiderhi virgesinn, de Sens unique, en accord mat der Gemeng, bäizebehallen.

**Question 5722** (09.02.2022) de **MM. Gusty Graas** et **André Bauler** (DP) concernant la **stratégie « De la ferme à la table »** :

En mai 2020, la Commission européenne a présenté sa stratégie « De la ferme à la table », l'une des initiatives clés du pacte vert pour l'Europe. En contribuant aux efforts déployés pour parvenir à la neutralité climatique d'ici 2050, la stratégie vise à faire évoluer le système alimentaire actuel de l'Union européenne vers un modèle durable. La stratégie contient différents objectifs qui auront des effets cumulatifs et combinés sur le secteur agricole. Lors de différents débats récents au Parlement européen sur la stratégie, le manque d'une étude d'impact globale de la Commission européenne a été soulevé. Or, le Commissaire européen Janusz Wojciechowski a déjà annoncé qu'il n'y aurait pas d'étude globale sur l'impact des objectifs proposés, mais seulement une série d'études sur les différents objectifs. Le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne devront prendre position sans pouvoir disposer d'une telle étude globale.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- Quelle est la position du Luxembourg face à l'absence d'une étude d'impact globale ?

- Est-ce que le ministère a déjà évalué l'impact qu'aura la stratégie sur le secteur agricole luxembourgeois ?

- Est-ce que le Luxembourg se positionnera au Conseil de l'Union européenne sur les textes qui seront proposés par la Commission sans disposer d'une étude d'impact globale ?

- Dans la négative, est-ce qu'il exigera une telle étude ?

**Réponse** (08.03.2022) de **M. Claude Haagen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

Comme indiqué par les honorables Députés Gusty Graas et André Bauler, la Commission européenne a présenté en mai 2020 sa stratégie « De la ferme à la table », un ensemble d'initiatives liées au système alimentaire de l'Union au sens large.

Les objectifs chiffrés contenus dans ces communications sont des objectifs politiques au niveau de l'Union européenne et ne sont pas déclinés au niveau des États membres individuels.

Par ailleurs, la Commission n'a pas, à ce stade, soumis de propositions législatives formelles concernant les différents éléments de la stratégie « De la ferme à la table ». Selon les procédures, de telles propositions formelles devront faire l'objet d'études d'impact. La première proposition législative, portant sur l'utilisation durable des pesticides, est attendue pour fin mars 2022.

Depuis la publication de la communication concernant la stratégie « De la ferme à la table », le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural luxembourgeois ainsi que les représentants luxembourgeois au niveau technique ont demandé avec insistance une étude d'impact globale, notamment dans le cadre des négociations sur la réforme de la PAC.

Le 29 juillet 2021, le Centre de recherche commun de l'UE (JRC) a publié une étude sur l'impact possible de la mise en œuvre conjointe de la stratégie de l'Union sur la biodiversité et de celle « De la ferme à la table ».

Selon plusieurs scénarios basés sur des modèles de simulation différents, une réduction de la production alimentaire globale de l'UE de 10 à 15 % est à prévoir.

Plus récemment, lors de la réunion des ministres de l'agriculture du 2 mars 2022, Monsieur le Mi-



nistre Claude Haagen a insisté sur le rôle essentiel de la PAC en termes de sécurité alimentaire de l'UE, notamment dans le contexte de la situation dramatique en Ukraine.

Le ministre suivra cette situation de très près, notamment dans le cadre du processus d'adoption des plans stratégiques nationaux concernant la réforme de la PAC.

#### Question 5725 (09.02.2022) de Mme Jessie Thill (déi gréng) concernant le harcèlement sexuel dans les transports publics :

Aus enger Etüd aus dem Joer 2016 vun der franséischer Fédération nationale des associations d'usagers de transport (FNAUT) geet ervir, datt ronn 87 % vun alle Fraen a Frankräich scho mat sexueller Belästigung am öffentlichen Transport konfrontéiert gi sinn. Gläichzäiteg gëtt dovunner ausgegangen, datt d'Donkelziffer an deem Beräich ganz héich ass, an ongeféier d'Hallschent vun alle Virfäll ni gemellt ginn.

Dës Ëmstänn beaflossen och dat generell Sécherheetsgefäll, virun allem vu Fraen, am öffentlichen Transport. De franséischen Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) huet 2018 gemellt, datt ronn 51 % vun alle Fraen a Frankräich sech net sécher fillen, wann se mat öffentlichen Transportmëttel ënnerwee sinn. Als Reaktioun op dës Etüden hunn déi franséisch Transportentreprisen SNCF, Île-de-France mobilités an RATP ënner anerem en Nouttelefon fir Betraffer agefouert, e System en place gesat, datt Passagéier nuets kënnen tëschent zwee Busarräten eraus gelooss ginn. Ausserdeem, gouf en erwidert Ausbildungsprogramm fir hiert Personal opgestallt. Aus der FNAUT-Etüd vun 2016 geet nämlech ervir, datt eng Sensibiliséierung fir dës Thematik vun deene Leit, déi am Transportsektor schaffen, fir déi Betreffen de gréissten Ënnerschied mécht.

An deem Kontext wéilt ech gäre folgend Informatiounen vum Här Minister fir Mobilitéit an effentleche Aarbechte kréien:

1. Leien dem Här Minister Zuelen zur sexueller Belästigung am öffentlichen Transport zu Lëtzebuerg aus de leschte fënnf Jore vir?

2. Ginn déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg am Beräich vum öffentlichen Transport schaffen, am Laf vun hirer Formatioun op dese Sujet sensibiliséiert? Wa jo, wéi genee gëtt dës gemaach? Wann nee, gedenkt den Här Minister an Zukunft, dës an hir Formatioun ze implementéieren, respektiv eng Zousatzformatioun ze proposéieren?

3. Wat fir aner Mesurë sinn an der Vergaangenheet scho geholl ginn, fir esou Virfäll ze miniméieren an den Ëmgang domadder ze verbessern?

4. Wat kéint den Här Minister sech an Zukunft u weidere Schrëtt virstellen?

#### Réponse (11.03.2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

ad 1. Virfäll, déi iwwert de Formular „CIS“ (Constat incident sûreté) vun de Beamte vum öffentlichen Transport gemellt gi sinn:

(tableau et graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Unzuel vun den Ufroen vun den Autoritéite fir d'Sequenze vun der Videosurveillance aus den Zich erauszehuele mam Sujet vun der sexueller Belästigung:

(tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2. D'Personal vun der CFL am Kontakt mam Client kritt zwou Formatiounen, wou dës Thema och behandelt gëtt:

- eng initial Formatioun „Gérer les conflits avec la clientèle“;

- eng Formation continue „Gérer les conflits avec la clientèle - retours d'expériences“.

An dësen zwou Formatiounen ginn déi verschidden Zorte vu Virfäll behandelt, wéi z. B.:

- Ëmgang mat Bemierkung sexueller Natur;

- sexuell Avancé vu Clientë vis-à-vis vun den Agenten;

- onsittelech Beréierung vu Clientë vis-à-vis vun den Agenten;

- onsittelech Behuele vu Client zu Client (Nudismus, onsittelech Beréierungen etc.).

ad 3. All Virfall am Beräich Sûreté gëtt vum Personal vun der CFL gemellt an analyséiert.

Op Grond vun dese Meldunge gi concertéiert Aktiounen mat der Police an der Douane geplangt.

An och déi privat Sécherheetseskipe gi gezielt do agesat, wou de Besoin am gréissten ass. Dës souwuel op de Garé wéi och an den Zich.

Ausserdeem ass all Persounenzuch vun der CFL mat engem Zuchbegleeder besat. De Client huet also ëmmer een Uspriechspartner respektiv eng Kontaktpersoun während sengem Trajet.

Zousätzlech ass ee groussen Deel vun de Garen an Zich mat Videoiwwerwaachung ausgestatt. Aktuell huet d'CFL ± 785 Kameraen op de Garen, 115 Kameraen an de P&R-CFL an ± 1.200 Kameraen an den Zich installéiert. Dese Reseau gëtt konstant nach weider ausgebaut.

An de Regionalbusse vum RGTR ginn et de Moment nach quasi keng Videoiwwerwaachungen.

All dës Moosnamen droen dozou bäi, d'Sécherheetsgefäll vun de Clienten vum öffentlichen Transport an dem Personal ze verstärken.

D'Gesetz vum 19. Juni 2009 iwwer „Ordre et sécurité dans les transports publics“ gëtt dem Transportminister d'Méiglechkeet, en Notzer fir maximal ee Joer aus dem öffentlichen Transport auszuschléissen.

ad 4. D'Busse vum RGTR wäerte mam Ulafe vun den neien Exploitationkontrakter (Mëtt Juli 2022) mat engem System fir Videoiwwerwaachung ekipéiert ginn.

Des Weidere schafft de Mobilitéitsministère zesumme mat der Verwaltung fir öffentlichen Transport an enger gesetzlecher Basis fir d'Videoiwwerwaachung am gesamten öffentlichen Transport. Och goufen am Virfeld schon Dispositiounen ausgeschafft mat de Bedriewer vun all Reseau, fir allgemeng d'Behuelen am öffentlichen Transport besser ze encadréieren an e Strofekatalog festzuleeën. Et ass geplangt, fir dës Projeten nach dës Joer op den Instanzewege ze bréngen.

#### Question 5726 (10.02.2022) de Mme Martine Hansen et M. Claude Wiseler (CSV) concernant l'analyse dans le cadre de l'introduction d'une vaccination obligatoire contre la Covid-19 :

An engem Interview mat der Madamm Gesondheetsministesch, publizéiert haut op [reporter.lu](http://reporter.lu), huet d'Madamm Ministesch nach eng Kéier annoncéiert (sou wéi se et och schonns an der Chamber gemaach hat), datt d'Regierung eng Analyse virleë wëll, unhand vun där eng potenziell Impfpflicht virbereet gëtt.

„Sie sagten am Schluss der Debatte im Parlament, dass Sie bald eine Analyse vorlegen wollen, anhand derer die Entscheidung zur Impfpflicht vorbereitet werden soll. Was soll genau analysiert werden?“

Wir müssen eine seriöse Faktenlage ausarbeiten. Wir erstellen Modellrechnungen, wie die Lage sich bis zum Herbst, und darüber hinaus, entwickeln könnte. Dabei geht es zunächst um die Anzahl der ungeimpften Menschen und um jene unter ihnen, die für die altersmäßige Impfpflicht infrage kommen. Hochrechnen müssen wir dann die Wahrscheinlichkeit, dass Über-50-Jährige schwer krank werden, und wie sich diese Zahl über eine gewisse Zeit auf die Belegung der Krankenhäuser auswirkt. Wir arbeiten da mit verschiedenen Szenarien. Die entscheidende Frage ist, ob das so ermittelte Risiko bis zum Ende des Jahres tragbar ist oder nicht. Erst dann gibt es ein klares Ja oder Nein zur Impfpflicht.“

An deem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung eis matdeelen wéini, dës Modellrechnungen an Opdrag gi sinn?

- Sinn dës Modellrechnungen schonns ofgeschloss?

- Wa jo, kann d'Regierung eis se zoukomme loosse respektiv publizéieren?

- Wann nee, wéini ginn d'Modellrechnungen fäerdeg?

- Kann d'Regierung eis nach méi Informatiounen ginn, iwwert wat genau analyséiert gëtt? Wat sinn déi verschidden Szenarien?

#### Réponse commune (11.03.2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale :

Generalinspektioun vun der sozialer Sécherheet hat de Mandat kritt, bis Enn Februar 2022 eng Estimatioun vun den Zuelen iwwert de Stand vun der Impfung an eng Estimatioun vum Impakt op d'Hospitalisatiounen ze maachen. Gläichzäiteg hunn Echangé stattfont mat der „Covid-19-Taskforce“, fir Simulatiounen an den nämmlechen Delaien ze presentéieren.

Déi vun den honorabelen Deputéierte genannte Modellrechnungen sinn der Regierung am Regierungrot vum 2. Mäerz ënnerbreit ginn an der Chamber den 8. Mäerz zougestallt ginn. Dës Modellrechnung ginn Opschluss iwwer d'Unzuel un Impfungen, Infektiounen an Hospitalisatiounen an der nationaler Bevëlkerung. Den 8. Mäerz sinn der Chamber och d'Simulatiounen, déi d'„Covid-19-Taskforce“ ausgeschafft huet, zougestallt ginn.

Doriwwer eraus sief drun erënnert, datt och follgend Rapporten effentlech zougänglech sinn:

- Rapport „Revilux“ vum Laboratoire national de Santé: <https://lns.lu/publications/>

- Rapport „Coronastep“ vum LIST: <https://www.list.lu/en/covid-19/coronastep/>

- Rapport vun der Research Luxembourg task force: <https://www.researchluxembourg.org/en/covid-19-task-force/publications/>

#### Question 5727 (10.02.2022) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant la réunion du conseil communal à huis clos :

An der Fro N° 5365 hat ech der Inneministescher verschidde Froen iwwert de Gebrauch vum Huis clos am Gemengerot gestallt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a Justiz dës Froen stellen:

1. D'Ministescher erkläert, dass den Inneministère guer keng Donnéeën iwwert den Huis clos erhieft an dass d'Gemengegesetz a sengen Artikelen 19 an 21 de Gebrauch vum Huis clos reegelt.

- Wéi oft huet den Inneministère, als Autorité de tutelle, an de leschten zéng Joer Gemengerotsdecisionen annulléiert, well d'Dispositiounen vum Huis clos net respektéiert goufen? (Art. 103 an 104 vum Gemengegesetz)

Wéi oft huet d'Justiz an de leschten zéng Joer Gemengerotsdecisionen annulléiert?

- Wéi oft huet d'Justiz an de leschten zéng Joer Decisionen vum Inneministère betreffend Gemengerotssätzungen annulléiert?

2. D'Inneministescher bestätegt an hirer Äntwert, dass informell Aarbechtssätzungen dierfen ofgehale ginn. Wéi eng legal Dispositiounen am Gemengegesetz oder auswäerts reegelen dës informell Aarbechtssätzungen a wéi eng Inhalter dierfen deemno an informellen Aarbechtssätzungen behandelt ginn?

3. Den Artikel 21 vum Gemengegesetz präziséiert als Grond fir de Gebrauch vum Huis clos „des considérations d'ordre public ou à cause d'inconvénients graves“. An der Sëtzung vun der Gemeng Déifferdeng vum 27. Oktober 2021 gëtt vun engem „kontroversen Thema“ geschwat. Ass d'Konditioun vum Artikel 21 an den Ae vum Inneministère domadder erfüllt an een Huis clos an esou engem Fall berechtigt?

#### Réponse commune (18.03.2022) de Mme Taina Bofferdig, Ministre de l'Intérieur, et de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice :

Den Deputéierten informéiert sech no der parlamentarescher Fro N° 5365 nach eng Kéier iwwer Sëtzungen vum Gemengerot, déi à huis clos ofgehale ginn.

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5365 präziséiert, féiert den Inneministère keng Statistiken iwwert den Huis clos, an deemno och net doriwwer, wéi oft Decisionen an de leschten zéng Joer annulléiert goufen, well d'Dispositiounen vum Huis clos net respektéiert gi wieren.

Eisen Informatiounen no huet den Tribunal administratif an engem Fall eng Gemengerotsdecision, déi à huis clos geholl gouf, annulléiert. Der Cour administrative ass kee sou e Fall bekannt.

Informell Aarbechtssätzungen sinn net duerch legal Dispositiounen gereegelt. Dofir kënnen do och keng rechtskräfteg Decisionen geholl ginn. Dës ass just an deene Gemengerotssëtzungen méiglech, déi konform zu de Bestëmmungen vum Gemengegesetz aberuff an ofgehale ginn.

Laut den Informatiounen, déi den Inneministère schrëftlech vun der Gemeng Déifferdeng kritt huet, war en Huis clos organiséiert ginn, fir enger Persoun hir Privatsphäre ze schützen. Dës kann, jee no Ëmstänn, als Inconvénient grave gëllen an domat en Huis clos rechtfertegen.

#### Question 5728 (10.02.2022) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant la publication des questions posées au collège échevinal :

Nom Artikel 25 vum Gemengegesetz dierfen d'Gemengeconseillere schrëftlech Froen un de Schäfferot an de Buergermeeschter stellen. D'Gesetz gesäit een Delai vun engem Mount vir, bis eng Äntwert muss virleien. All aner Aspekter betreffend d'Froen ginn an engem interne Gemengereglement gereegelt.

Verschiedde Gemenge publizéieren d'Froen an d'Äntwerten integral an transparent op hirer Website, anerer publizéieren se am Gemengebuet an aner Gemenge publizéieren se guer net - wat net wierkelech dem Transparenzgedanken entsprécht, mee mat deem aktuelle Gesetzestext awer vollkomm legal ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froen stellen:

1. Ass d'Inneministescher generell der Meenung, dass d'Froen nom Artikel 25 prinzipiell op alle Kanäl vun der Gemeng misste verëffentlecht ginn oder fënnt si den aktuellen Dispositif, esou wéi en aktuell ass, transparent an equilibriert?

2. Ass d'Inneministescher och der Meenung, dass an enger digitaler Welt vum 21. Joerhonnert d'Froen an d'Äntwerte vun de politeschen Interaktiounen an der Gemeng integral missten op der Website vun der Gemeng verëffentlecht ginn?

3. Wäert d'Inneministescher fir méi Transparenz an deem Beräich suergen?

#### Réponse (04.03.2022) de Mme Taina Bofferdig, Ministre de l'Intérieur :

Den Deputéierten informéiert sech iwwert d'Publication vun de Froen, déi d'Membere vum Gemengerot dem Schäfferot op Basis vum Artikel 25 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 kënnen stellen.

Am Kader vun der Reform vum Gemengegesetz wäert de Prinzip vun der Transparenz am Allgemengen an och am Besonnesche bei der Kontroll vun de Membere vum Gemengerot duerch de Schäfferot berücksichtegt ginn. Ech wäert dobäi och d'Publicationen vun de Froen, déi dem Schäfferot vun de Gemengerotsmembere gestallt ginn, an och vun den Äntwerten an d'A faassen.

#### Question 5730 (10.02.2022) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) concernant l'accueil des demandeurs de protection internationale :

En matière d'asile, un des problèmes majeurs est actuellement le manque de places dans les structures d'accueil pour demandeurs de protection internationale (DPI). Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration :

1) Quelles sont vos projections actuelles concernant une augmentation des places d'accueil pour les DPI ? Pouvez-vous me détailler les projets en planification ?

2) Quelles sont les communes qui actuellement ont une ou plusieurs structures pour DPI sur leur territoire ? Quelles sont les communes qui envisagent d'accueillir à l'avenir une structure pour les DPI ou qui ont déjà donné leur accord ?

3) Le Foyer de Weilerbach ayant été rénové, pouvez-vous me renseigner sur la date de réouverture ? Quelles sont les modifications essentielles par rapport à la situation antérieure et quelle en sera la capacité ? Concernant la scolarisation des enfants, ne faudrait-il pas éviter les cours scolaires sur le site, mais plutôt dans une commune voisine dans la perspective d'une meilleure intégration des enfants concernés ?

4) Pouvez-vous m'informer sur la date qui est actuellement envisagée pour une ouverture de la nouvelle structure d'hébergement d'urgence semi-fermée près de l'aéroport (Iergärtchen) ?

Il a été question à plusieurs reprises d'équiper tous les foyers de cuisines. Dès lors, j'aimerais encore poser la question suivante à Monsieur le Ministre :

5) Combien de structures d'accueil sont équipées de cuisine à ce stade, combien d'autres attendent de l'être et dans quels délais ?

Finalement et concernant l'autonomisation des DPI, l'hypothèse d'attribuer des cartes de crédit rechargeables a été évoquée à plusieurs reprises, notamment dans la plénière du Ronnen Dësch le 15 mars 2019 à Platen où Monsieur le Ministre était présent.

6) Est-ce que vos services ont étudié la possibilité d'attribuer des cartes de crédit rechargeables aux DPI ? Dans l'affirmative, quelles sont vos conclusions ?

#### Réponse commune (11.03.2022) de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

ad 1) Hors structures d'urgence dans le contexte de la guerre en Ukraine, l'Office national de l'accueil (ONA) prévoit en 2022 l'ouverture de six structures d'hébergement temporaires pour demandeurs de protection internationale (STHDPI) avec un total de 466 lits.

ad 2) Au 1<sup>er</sup> mars 2022, 33 communes accueillent des structures pour DPI :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les communes de Differdange, de Luxembourg, de Wasserbillig et de Weilerbach ont donné leur ac-



cord pour accueillir une structure supplémentaire sur leur territoire et les travaux de construction ou de rénovation sont en cours de réalisation. D'autres projets sont en cours de discussion avec les administrations communales respectives.

ad 3) La réouverture du foyer pour demandeurs de protection internationale « Centre Héliar » à Weilerbach est prévue en automne 2022. Les travaux de réaménagement du foyer englobent une rénovation complète de l'enveloppe extérieure et de l'aménagement intérieur du bâtiment, le renouvellement des installations techniques ainsi que l'adaptation aux réglementations actuellement en vigueur concernant notamment la protection contre l'incendie et la sécurité générale de l'immeuble. Le foyer réaménagé pourra accueillir jusqu'à 202 personnes.

En ce qui concerne la scolarisation des enfants, il revêt une évidence d'établir un projet d'accueil qui tient compte de la scolarité antérieure, des compétences dans les domaines de développement, ainsi que des intérêts et besoins de l'élève et du projet de vie de sa famille. En général, l'enfant est à inscrire dans une école régulière et il devrait profiter de mesures voire de cours d'accueil. La mise en place de classes d'accueil devra constituer le cas absolument exceptionnel, notamment en situation de grande affluence de demandeurs de protection internationale.

ad 4) Étant donné que ce projet ne se trouve actuellement qu'en phase d'étude préliminaire, aucune date de mise en service ne peut être annoncée à présent.

ad 5) À ce jour, sur les 54 structures d'hébergement gérées par l'ONA, 37 offrent la possibilité de cuisiner. Une analyse des structures existantes a conclu à l'impossibilité technique d'équiper toutes les structures de cuisines. Ainsi, dans les bâtiments les plus anciens, la configuration des locaux ne le permet pas ; dans d'autres structures, la durée limitée de la mise à disposition ne peut justifier l'investissement inhérent à l'installation de cuisines. Toutes les futures structures modulaires seront cependant équipées de cuisines.

ad 6) En février 2018, un projet pilote avait été lancé dans le but de munir les demandeurs de protection internationale de cartes prépayées rechargeables. Suite à une première phase concluante, le projet est passé à l'échelle et à ce jour les résidents de huit structures d'hébergement bénéficient de ce système de cartes prépayées rechargeables utilisables dans une chaîne de supermarché nationale. Le projet a été très bien accueilli par les DPI et l'élargissement du projet à d'autres structures est envisagé.

S'y ajoute un deuxième projet pilote intitulé « Cash for Food » lancé en 2020, qui met à disposition les aides alimentaires en espèces avec pour but l'autonomisation des bénéficiaires du projet, tout en augmentant leur pouvoir d'achat et la liberté dans leur choix des produits et fournisseurs.

**Question 5731** (10.02.2022) de **Mmes Stéphanie Empain et Djuna Bernard** (déi gréng) concernant les relations entre la Chine et la Lituanie :

La Lituanie a autorisé en novembre dernier l'ouverture à Vilnius d'un bureau de représentation taiwanais, autrement dit une sorte d'ambassade. Or, la Chine ne tolère que des bureaux de représentation « de Taïpei ». En conséquence, la Chine a officiellement rétrogradé ses relations politiques et commerciales avec la Lituanie et une guerre commerciale et diplomatique s'est ouverte entre les deux pays. Selon les informations relayées par la presse, un sommet UE-Chine sera organisé prochainement.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Le sujet du conflit entre la Chine et la Lituanie sera-t-il abordé par les représentants de l'UE lors du sommet UE-Chine ?

2) Quelle est la position du Luxembourg sur ce sujet ?

3) Le Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité a assuré qu'il existe une « solidarité évidente » avec la Lituanie dans ce conflit. De quelle façon cette solidarité évidente pourrait-elle s'exprimer ?

**Réponse** (11.03.2022) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

L'ordre du jour du prochain sommet entre l'UE et la Chine n'a pas encore fait l'objet d'une annonce officielle. Les restrictions commerciales imposées par la Chine à l'égard de la Lituanie affectent l'ensemble du marché unique, et demeurent ainsi un sujet de préoccupation majeure pour l'Union européenne et ses États membres. Dans leurs échanges avec leurs homologues chinois, les dirigeants européens soulèvent ce dossier de manière systématique, en appelant la Chine à mettre fin à toutes pratiques coercitives.

Le Luxembourg est solidaire de la Lituanie et s'oppose de manière générale aux pratiques coercitives qui affectent l'ensemble de l'UE et son marché unique.

Le 27 janvier 2022, l'Union européenne a notamment lancé une procédure dans le cadre du rétablissement des différends à l'OMC, portant sur les restrictions commerciales imposées par la Chine à la Lituanie.

**Question 5734** (10.02.2022) de **Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis** (déi Lénk) concernant le périmètre de manifestation :

Depuis l'instauration du périmètre de manifestation reposant sur un accord commun conclu début décembre 2021 entre le Ministère de la Sécurité intérieure, la Police grand-ducale et la mairie de Luxembourg-ville, toute manifestation prévue à Luxembourg-ville est censée se dérouler nécessairement dans le périmètre prévu entre le Glacis et le plateau du Kirchberg. Comme il s'agit d'un accord provisoire et dans la mesure où depuis le mois de décembre les tensions ont pu se calmer, de même que la situation sanitaire évolue positivement, de nombreuses organisations se posent la question si leurs manifestations prévues dans les prochains mois, en l'occurrence le 8 mars 2022 pour la Journée internationale de la lutte pour les droits des femmes et le 1<sup>er</sup> mai pour la Fête du travail, peuvent avoir lieu en dehors du périmètre prévu.

Leur demande de clarification de la situation se fait urgente, comme tout un travail organisationnel en dépend. L'urgence d'une clarification sur le maintien ou non d'un périmètre se pose alors du point de vue des organisations et de la limitation dans le temps de l'illégalité de manifester en dehors de l'enclave du périmètre.

En effet, au moment de l'annonce de l'établissement d'un périmètre de manifestation par Monsieur le Premier Ministre à la Chambre des Députés le 7 décembre 2021, Monsieur le Premier Ministre précisait qu'il s'agissait avant tout d'une mesure de sécurité mise en place pour prévenir les atteintes à l'ordre public de groupes de manifestants ayant saccagé le marché de Noël et souillé des monuments historiques tels que la Gëlle Fra par leurs propos antisémites.

Il indiquait également que le périmètre de manifestation devrait devenir la norme pour toutes les manifestations dans les semaines à suivre sans indiquer précisément la fin provisoire de cette mesure. De même, Monsieur le Premier Ministre a déclaré lors de cette même intervention que toute manifestation ayant lieu en dehors du périmètre serait à considérer comme illégale.

Partant, nous prions Monsieur le Premier Ministre et Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

1. Jusqu'à quand l'obligation de manifester à l'intérieur du périmètre sera-t-elle en vigueur ?

2. Quelle est actuellement la base légale de cette obligation ?

**Réponse commune** (11.03.2022) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

L'obligation en question, basée sur le règlement général de police de la Ville de Luxembourg, a été supprimée le 22 février 2022.

**Question 5735** (10.02.2022) de **M. Paul Galles** (CSV) concernant le sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne :

De 17. an 18. Februar fénnst de sechste Sommet tëschent der Europäescher Union an der Afrikanescher Union statt. Dat laangfristeg Zil vun dësem Sommet ass en „Investitiounspak Europa-Afrika“, dat deenen zwee Kontinente soll zu méi Wuelstand verhëlfen. Weider soll op dem Sommet eng gemeinsam Visioun fir 2030 presentéiert ginn. Rezent war de Kooperatiounsminister jo och op enger Visitt am Niger an am Benin, fir d'Kooperatioun tëschent dem Grand-Duché an dëse Länner weider ze ënnerstëtzen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung um Sommet EU- AU?

2. Wéi eng Konsequenzen zitt de Kooperatiounsminister aus senger Visitt am Niger an am Benin an a wéi enger Hisicht beaflosst dës Visitt der Regierung hir Positioun um Sommet EU-AU?

**Réponse commune** (11.03.2022) de **M. Franz Fayot**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1. D'Lëtzebuurger Regierung huet sech um sechste Sommet EU-AU fir d'Wichtigkeet vun engem renouveléierten an équilibréierten Partenariat tëschent eisen zwee Nopeschkontinenten ausgeschat, deen op géigesäitegem Respekt, gemeinsa-

men Interëten a Wäerter wéi Dignitéit, Fräiheet a Solidaritéit berout. Als zwee multilaterale Partner deelen d'EU an Afrika gemeinsam Vuen an Interëten an enger grousser Villfalt vu Beräicher.

Lëtzebuerg huet sech virun allem fir eng verstärkten Zesummenaarbecht am Beräich vum Fridden, Sécherheet a Gouvernance, wéi och fir eng verbessert Gestiou vum Migratioun a Mobilitéit ausgeschat. Een Thema wat Lëtzebuerg speziell um Häerze läit sinn d'Rechter vun der Fra an d'Chancgläichheet. Dës Theeme waren och am Zentrum vun der Lëtzebuurger Positioun um EU-AU-Sommet. Aner wichteg Beräicher fir Lëtzebuerg sinn déi vun der Innovatioun, der inklusiver Finanz, an den Investissementer a strukturell Projeten, zemoos am Zesummenhang mat gréngen Technologien, wéi och eng nohaltig Transitioun zu erneuerbaren Energien an engem digitalen Zäitalter. Lëtzebuerg huet och dofir plaidéiert, dass d'Investissementer an d'Jugend vum afrikanesche Kontinent weidergefouert ginn, an huet sech fir d'Stärkung vun de Gesondheitswiesen, spezifesch am Beräich vun der Produktioun vun Impfstoffer, an Afrika ausgeschat.

ad 2. D'Visitt am Niger an am Benin hunn op en Neits ënnerstrach, wéi wichteg en équilibréierten Partenariat ass, deen op d'Autonomisatioun vun dëse Länner an dem afrikanesche Kontinent insgesamt ofziilt. Lëtzebuerg wäert sech och weiderhin op internationalen Niveau fir esou en équilibréierten Partenariat setzen, och a virun allem an den uewe genannte Beräicher, mat engem staarke Fokus op d'Fraen an d'Jugend als eng vun den transversale Prioritéiten vun der lëtzebuergescher Kooperatioun.

**Question 5736** (10.02.2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le permis de chasse :

D'Natur a Bëschverwaltung ass zu Lëtzebuerg déi verantwortlech Instanz fir d'Organisatioun vun de Coursen, de praktesche Stagen an den Exame vun den zukünfte Jongjeeër. Fir d'Sessioun 2022/2023 kann een sech nach bis den 1. Abrëll 2022 androen. Par rapport zu de virrechte Joren ass dës Kéier awer d'Zuel vun Umeldungen op 50 limitéiert. Domadder gëtt d'Unzuel vu potenzielle Kandidate scho virop limitéiert omni ze wëssen, ob net eng méi héich Demande u Kandidaten do wier. Laut mengen Informatiounen haten sech zum Beispill fir d'Sessioun 2021/2022 eng 110 Leit ageschriwwen.

An dësem Kontext wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohaltig Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Aus wéi enge Grënn ass d'Unzuel vu Kandidate fir d'Sessioun 2022/2023 op 50 Kandidate limitéiert?

2. Fäert d'Madamm Minister net, dass sou eng Limitatioun op laang Sicht negativ Repercussiounen op d'Unzuel vu Jeeër kéint hunn, déi dann net méi hire Flichte kéint nokommen, esou wéi se vun der Gesetzgebung virgi sinn?

Laut Juegdgesetz kann een och säi Juegdschäin am Ausland maachen an zu Lëtzebuerg dann eng Equivalenz ufroen.

3. Wéi vill Leit hunn hire Juegdschäin an de leschte Joren am Ausland gemaach an zu Lëtzebuerg eng Equivalenz ugefrot? Wéi vill sinn accordéiert respektiv refuséiert ginn? Wat waren d'Grënn vum Refus?

**Réponse** (10.03.2022) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. Déi lescht Jore virun der Pandemie hunn sech an der Moyenne bëssen iwwer 40 Kandidate fir d'Coursen ageschriwwen, vun deenen der ronn 30 an der Moyenne finalement un den Examen deelgeholl hunn. Mat der Pandemie huet dat sech geännert, sou dass an dëser Sessioun knapp 80 Kandidaten un den Examen deelhuele wäerten.

D'Naturverwaltung geet dovun aus, dass dat ee Phänomeen ass, dee rëm offlaache wäert an d'Zuel vun de Kandidaturen ëm déi 50 Persounen wäert leien.

Doduerch, datt sou vill Leit sech ageschriwwen hunn, huet d'ANF missen aus Grënn vun der Virsiicht op Onlinecoursen zeréckgräifen. D'ANF ass awer iwwerzeegt, datt déi néideg Kenntnisser besser en präsentiel vermëttelt kënnen ginn. Wuel wëssend, datt mir nach net aus der Pandemie raus sinn, mussen déi néideg Upassung getraff ginn, fir datt engersäits d'Jongjeeër eng optimal Ausbildung kënnen kréien, an anerersäits d'Covidpräventiounsmoosname kënnen agehale ginn.

ad 2. Nee.

ad 3. Am Juegdjoer 2020/2021 goufen 87 éischt Juegdschäiner ausgestellt op Basis vu follgenden Examen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Generell entsprécht dat dem Gesamtbild vun de leschte Joren. Ronn een Drëttel gëtt op Basis vun lëtzebuergeschen Examen ausgestellt. Ee weidere gudden Drëttel op Basis vun franséischen Examen. Däitsch a belsch Exame maachen de Gros vun de verbleiwenden Examen aus.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

An der Saison 2021/2022 gouf eng Ufro refuséiert. Dës Persoun huet ee portugiseschen Juegdexamen gemaach, fir deen aktuell keng Homologatioun mam lëtzebuergeschen Examen virläit.

**Question 5740** (20.02.2022) de **M. Max Hahn** et **Mme Carole Hartmann** (DP) concernant les changements de nom et de prénom :

En décembre 2020, la Chambre des Députés a voté la loi sur le changement du nom et des prénoms et portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Combien de demandes pour changement de nom ou de prénom(s) ont été soumises en 2021 ?

2) À combien de ces dossiers le Ministère a-t-il pu donner une suite favorable ? Pour quelles raisons les autres dossiers ont-ils été refusés ?

3) Quelles sont les catégories et raisons pour lesquelles les demandes de changement de nom ou de prénom(s) sont introduites ?

4) Depuis l'entrée en vigueur de la loi, y a-t-il eu des demandes de changement de nom voire de prénom liées à une modification de la mention du sexe du requérant ou de la requérante ?

5) Dans l'affirmative, combien de demandes de ce type ont été introduites ? Ces demandes ont-elles pu être favorablement accueillies ? Dans la négative, quelles étaient les raisons de refus émis ?

6) Qu'en est-il de l'interconnexion entre les différentes administrations publiques ? Est-ce que toutes les modifications sont transmises aux différentes administrations dès leur entrée en vigueur ?

**Réponse** (08.03.2022) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

ad 1) En application de la loi du 19 décembre 2020 sur le changement du nom et des prénoms et portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité, 615 demandes en changement de nom ou de prénoms, lesquelles concernent un total de 684 personnes, ont été soumises en 2021 au Ministère de la Justice.

ad 2) Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, 319 dossiers ont été clôturés.

Le Ministère de la Justice a pu donner une suite favorable à 289 demandes, 107 de ces demandes ont été introduites depuis l'entrée en vigueur de la loi susmentionnée.

Sont refusées les demandes lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions légales. Tel est notamment le cas lorsque le demandeur invoque des raisons purement personnelles ou en cas de demande de porter le nom du conjoint.

ad 3) Les raisons pour lesquelles les demandes ont été introduites en application de la nouvelle loi sont principalement :

- l'adaptation du prénom ou du nom aux usages en vigueur Luxembourg ;

- l'inversion de l'ordre des prénom(s) ou des composants du nom ;

- la suppression d'un ou de plusieurs prénoms ou composants du nom ;

- l'attribution d'un ou de plusieurs prénoms sous lesquels le requérant est connu dans la vie courante ;

- le harcèlement moral en raison du nom respectivement du prénom porté ;

- l'adaptation du nom porté au Luxembourg à celui porté légitimement à l'étranger ;

- la reprise du nom d'un ancêtre afin de le faire perdurer ;

- l'absence de contact avec un des parents dont l'enfant porte le nom ;

- les convenances personnelles.

ad 4) + 5) Afin d'éviter toute confusion, il importe de souligner que les modifications de la mention du sexe et du ou des prénoms à l'état civil se font en application de la loi du 10 août 2018 relative à la modification de la mention du sexe et du ou des prénoms à l'état civil et portant modification du Code civil.



Sur 38 demandes introduites depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021 en application de cette loi auprès du Ministère de la Justice, 18 demandes ont été accordées. Les demandes restantes sont en cours de traitement.

ad 6) En application des dispositions de l'article 11 de la loi du 19 décembre 2020 sur le changement du nom et des prénoms et portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité, les décisions de changement du nom et des prénoms font l'objet d'une communication au procureur général d'État, à l'officier de l'état civil territorialement compétent et, en cas de double ou multiple nationalité du requérant, au Ministre ayant les Affaires étrangères dans ses attributions.

**Question 5742** (11.02.2022) de **M. Fred Keup** (ADR) concernant les **tables rondes politiques organisées dans les écoles** :

A senger Äntwert op déi mëndlech Fro Nr. 0290 vun der honorabeller Madamm Deputéiert Diane Aedem iwwer Walkampfaffichë vum franséische Presidentschaftskandidat Eric Zemmour an der Europaschoul zu Mamer (Séance publique Nr. 32 vum 8. Februar 2022) huet den Här Schoulminister gesot: „Natierlech kann een iwwer politesch Bildung nëmme gutt eppes maachen, wann een och mat Politiker vun ënnerschiddleche Parteien, an domat awer och wierklech vum ganze Parteiespektrum, an och zesummen emol eppes ka maachen. Dat ass och an de Schoule Politik fir unzepaken, dat ass an de Schoulen och ganz konkret de Schüler gewisen, wat Politiker soen. Dofir wëlle mer och scho Presenz vu Politiker an de Schoulen hunn, mee natierlech muss et politesch neutral sinn, an et muss equilibréiert sinn, net equilibréiert onbedéngt pro Veranstaltung, mee equilibréiert an der Durée, esou datt do eigentlech och all politesch Couleur méi oder manner zur Geltung kommen an domat och de politesche Spektrum de Schüler ka gewise ginn.“

An deem Zesammenhang hunn ech folgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Kann den Här Minister eis eng Lëscht presentéiere mat allen Table-ronden, déi tëscht 2013 an 2021 an de Lëtzebuerger Schoulen organiséiert goufen, fir de Schüler vun eisem Land ze weisen, „wat Politiker soen“?

2. Wéi eng Ministeren an, méi allgemeng, wéi eng Politiker a Vertrieber vu Parteien goufen op dës Table-ronden invitéiert, a wéi dacks? Ginn et Parteien bzw. „sensibilités politiques“, déi op keng vun dësen Table-ronden invitéiert goufen? Wa jo, aus wéi enge Grënn goufen dës Parteien net invitéiert?

3. Geet den Här Minister dervun aus, datt bei dësen Table-ronden „all politesch Couleur méi oder manner zur Geltung“ komm ass an domat d'Schüler sech „och wierklech vum ganze Parteiespektrum“ een neutraalt Bild maache konnten?

**Réponse** (15.03.2022) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Am Zesammenhang mam Sujet, deen den honorabellen Deputéierten a senger Fro opwerft, wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, datt d'politesch Bildung e wichtege Bestanddeel vum deem ass, wat d'Schoul eise jonke Leit ka matginn op hirem Wee zu mündege Bierger. Selbstverständlech muss dobäi d'Pluralitéit vun de politesche Stréimunge respektéiert ginn, grad ewéi den néidegen Equilibre an déi néideg Neutralitéit.

Nieft den Enseignanten, déi politesch Sujeten am Kader vun hire respektive Fächer, wéi zum Beispill der Geschicht, dem Fach Vie et société oder der Instruction civique abordéieren, spillen och aner Acteuren eng Roll. Hei sief an éischer Linn, a fir dem honorabellen Deputéierten seng Fro ze beäntwerten, de Jugendrot erwänt, deen traditionell virun de Walen Table-rondé mat jonke Politiker vun alle Parteien organiséiert.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Ech ginn dovun aus, datt dës Table-ronden de Prinzippe vu Pluralitéit, Equilibre an Neutralitéit entsprach hunn, déi ech méi uewe genannt hunn.

Ech wëll awer hei och d'Aarbecht vun engem aneren Acteur belichten, deen an dësem Kontext eng ëmmer méi wichteg Roll spillt: den Zentrum fir politesch Bildung (ZpB).

Am Kontext vun de Walen huet den ZpB zesumme mat der Universitéit Lëtzebuerg d'Voting Advice Application (VAA) Smartwielen entwéckelt; dobäi gouf och dat entsprechend pedagogesch Begleitmateriel zur Verfügung gestallt. An der Applikation ginn all Parteien gläichberechtigt presentéiert.

Den Ament developéiert den ZpB ee vergläichbaren Tool, deen ausserhalb vu Walzäiten eng Beschäftegung mat den Inhalter vu Parteiprogrammer an engem pedagogeschen Kontext erméigleche soll. Och an deem Tool sollen all Parteien gläichberechtigt duergestallt ginn.

An der Publikationsrei „mateneen“ vum ZpB wäert sech dat nächst Theemenheft ë. a. mat der Intervention vu politesche Parteien a Politiker am Schoulkontext beschäftegen, an de Schoulen och eng entsprechend Hëllef proposéieren; esou huet den ZpB schon eng Formation continue ugebueden zum Thema „Politik gehéiert net an d'Schoul?“, déi sech der Problematik unhëlt, wéi een eng Visitt vun Deputéierten an anere Politiker esou ka gestalten, datt déi uewe genannte Prinzippe vu politescher Pluralitéit, Equilibre an Neutralitéit respektéiert ginn.

Am Kader vum Projet „MengChamber“ huet den ZpB zesumme mat der Chamber ee Projet an der Testphas, wou Schülerinnen a Schüler an der Chamber mat Deputéierte kënne fir en Austausch zesummekommen. All Parteien, déi an der Chamber vertruede sinn, hunn sech un deem Projet bedeelegt.

**Question 5744** (11.02.2022) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant les **chèques-repas** :

Den 8. Februar huet d'Organisation #Dontforgetus ee Pressecommuniqué erausginn, an deem si fir d'widerhuelte Kéier op den Émgang mat de Chèque-repasen aginn. Laut Maître Rollinger am Reportage vum RTL zu de Chèque-repase vum 10. Februar schätzen d'Firmen, déi d'Chèque-repase verginn, de Schued un dem Horeca-Secteur am zweestellige Milliounenberäich.

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministere fir Wirtschaft a Finanzen dës Fro stellen:

1. Hunn d'Ministere säit dem éischte Communiqué vun #Dontforgetus am Februar 2021 Kontakt mat de Firms Sodexo an Edenred, fir sech bei hinnen iwwer hir Aschätzung zur Notzung vun de Chèque-repasen ze informéieren?

2. D'Reegelen aus dem Reglement vun 1986 si ganz restriktiv ausgeluecht, esou dierf ee mat de Chèque-repase laut Reglement nëmme während dem Aarbechtsdag lesse kafen. D'Bezuele mat de Chèque-repasen de Weekend am Restaurant wier also bei ville Leit schon ee Verstouss géint d'Gesetz. Wäert d'Ministesch d'Reglement iwwerschafen?

3. Wäerten d'Ministernen de Commercen d'Reegele vun Chèque-repas, déi am Reglement grand-ducal vum 29. Dezember 1986 eng weider Kéier kommunizéieren?

4. Wäerten d'Ministernen sech mat der Organisation #Dontforgetus an der Horesca Federatioun zesummesetzen, fir eng gemeinsam Léisung ze fannen?

**Réponse** (10.03.2022) de **Mme Yuriko Backes**, *Ministre des Finances* :

D'Regierung ass sech dëser Problematik bewosst an huet duerfir och schon am Koalitionsaccord 2018-2023 festgehalen, de besteende Regimm vum Chèque-repas ze moderniséieren. Wéi schon an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 5589 duergeluecht, gouf et ee regelméisseg Austausch tëschent dem Finanzministère an de Firmen, déi déi d'Chèque-repase verginn. Et ass an deem Kader och geplangt, d'Reglement vun 1986 unzepassen.

**Question 5746** (11.02.2022) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant le **stockage du CO<sub>2</sub>** :

Mam Gesetz vum 27. August 2012 gouf e juristesche Kader fir de Stockage vun CO<sub>2</sub> um Territoire vum Grand-Duché geschaaft. Den CO<sub>2</sub> soll zur Bekämpfung vun der Klimakris aus der Atmosphär captéiert an a geologesche Gestengsschicht stockéiert ginn.

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Fro stellen:

1. Wéi vill Demandé fir eng Autorisation d'exploitation goufen dem Art. 6. vum genannte Gesetz entsprechend bis zum haitegen Dag enregistréiert? Wéi vill Autorisatione goufe bis elo ausgestallt?

2. Wéi vill Demandé fir eng Autorisation de stockage goufen dem Art. 7. vum genannte Gesetz entsprechend bis zum haitegen Dag enregistréiert? Wéi vill Autorisatione goufe bis elo ausgestallt?

3. Wéi vill Sitte goufen dem Art. 5. vum genannte Gesetz entsprechend bis zum haitegen Dag als méiglech Sitte fir de Stockage ermëttelt? Wou sinn déi Sitten?

4. Wéi vill CO<sub>2</sub> kéint an dësen designéierte Sitte maximal stockéiert ginn?

5. Wëll d'Regierung Projeten, déi d'Capture an de Stockage vun CO<sub>2</sub> a geologesche Strukturen um Territoire vum Grand-Duché zum Zil hunn, an Zukunft féerden?

6. Gedenkt d'Regierung Projeten, déi d'Capture an de Stockage vun CO<sub>2</sub> a geologesche Strukturen zum Zil

hunn, an Zukunft mat staatlechen Aidé finanziell ze ënnerstëtzen?

7. An engem IPCC-Rapport vun 2018 gëtt Carbon Capture als eng noutwenneg Mesure fir d'Anhale vum 1,5°C-Zil vum Paräiser Ofkommens duergestallt. Ass d'Regierung och dëser Meenung?

**Réponse** (15.03.2022) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

Et ass bis elo keng Demande fir geologesche Stockage vun CO<sub>2</sub> eragereecht ginn. Fir de Rescht verweisen ech op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4510 vum 16. Juni 2021.

**Question 5747** (11.02.2022) de **MM. Gilles Baum** et **Gusty Graas** (DP) concernant les **révoltes au Kazakhstan** :

Suivant un doublement du prix du gaz naturel liquéfié, carburant le plus utilisé pour les voitures dans une grande partie du pays, des révoltes ont commencé début janvier 2022 au Kazakhstan. Le pays étant riche en ressources naturelles, la colère initialement économique a fini par prendre une dimension politique dont les manifestations ont déclenché l'état d'urgence et causé la démission du Gouvernement kazakh.

Déclarant les violences d'attaque terroriste, le Président Tokaïev a demandé l'intervention de l'Organisation du traité de sécurité collective (« OTSC ») pour rétablir le contrôle sur place. À travers les médias internationaux, des rapports et des images d'émeutes brutales ont surgi. Les articles ainsi que des rapports d'organisations non gouvernementales rapportent de personnes brutalisées, disparues et de plus de 8.000 personnes arrêtées ou enfermées par les autorités kazakhes. Plus de 225 personnes seraient mortes à la suite des troubles.

Le Président kazakh aurait refusé jusqu'à récemment des enquêtes indépendantes sur les événements en janvier. Fin janvier, une commission d'enquête aurait été créée pour procéder à une évaluation et s'occuper des victimes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre, comment évalue-t-il l'intervention de OTSC menée par la Fédération de Russie sur le territoire kazakh ? Peut-elle être considérée comme une tentative de la Russie à une extension de son influence dans la région ?

2) Monsieur le Ministre estime-t-il opportun que des gouvernements de pays membres de l'OSCE interviennent de manière tellement brutale envers une population dans le contexte de manifestations ?

3) Est-ce que les pays membres de l'OSCE auront accès aux rapports de la commission d'enquête établie pour évaluer les événements en janvier ?

4) Selon les conclusions que tirera la commission d'enquête à la fin de son investigation, quelles conséquences pour le Gouvernement au Kazakhstan ?

**Réponse** (11.03.2022) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) L'intervention de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) est survenue à la demande du Président de la République du Kazakhstan, Monsieur Kassym-Jomart Tokaïev. La rapidité de l'intervention de l'OTSC, dont le contingent militaire déployé était principalement composé de troupes russes et de quelques centaines de soldats biélorusses, arméniens, tadjiks et kirghiz, témoigne certainement aussi des relations étroites qu'entretiennent la Russie et le Kazakhstan sur le plan diplomatique et sécuritaire. Monsieur Tokaïev et le Président russe Poutine se rejoignent également dans leur justification de l'intervention de l'OSTC, avançant que le mouvement populaire à l'origine des manifestations aurait été instrumentalisé par un soutien extérieur de nature terroriste, et soulignant que l'OTSC ne tolérera plus de « révolution de couleur » dans ses pays membres.

ad 2) Ensemble avec ses partenaires de l'Union européenne, le Luxembourg a exprimé ses préoccupations par rapport à la violence qui a éclaté après la tenue de manifestations pacifiques au Kazakhstan par le biais de la déclaration du Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Monsieur Josep Borrell, le 8 janvier 2022, ou encore à travers l'intervention de l'Union européenne au Conseil permanent de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) du 20 janvier 2022, où le Ministre des Affaires étrangères kazakh, Monsieur Mukhtar Tileuberdi, a informé les États parties de la situation dans son pays. L'ordre du Président Tokaïev du 7 janvier 2022 de « tirer pour tuer » a été fermement condamné par la communauté internationale. Conformément à la Déclaration commémorative d'Astana, établie en 2010 sous la présidence en exercice kazakhe de l'OSCE, le Kazakhstan, ainsi

que tous les États parties à cette organisation, se sont engagés à agir en pleine adéquation avec la Charte des Nations Unies et l'ensemble des normes, principes et engagements de l'OSCE établis depuis l'Acte final d'Helsinki. À cet égard, le Luxembourg rappelle que le Kazakhstan se doit de respecter l'État de droit et ses obligations en matière de droits de l'homme, y compris le droit fondamental de manifester pacifiquement et la liberté des médias.

ad 3) Le Kazakhstan a rejeté toute demande d'enquête internationale et les États participants de l'OSCE ne participent donc pas à la commission d'enquête établie par le Gouvernement du Kazakhstan. Le Gouvernement du Kazakhstan a toutefois annoncé que les résultats de la commission d'enquête seraient partagés avec la communauté internationale.

ad 4) Dans l'attente de la publication des résultats préliminaires de la commission d'enquête par les autorités kazakhes, il est difficile d'anticiper d'éventuelles conséquences pour le Gouvernement au Kazakhstan.

**Question urgente 6422** (29.06.2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **versement de salaires et de primes aux soldats russes par la Gazprombank** :

Dans un sujet publié sur [wort.lu](http://wort.lu), « Gazprombank zahlt Sold und Prämien an russische Soldaten », il est question de la banque russe Gazprombank, qui est active au Luxembourg depuis 2013 à travers la Bank GPB International. D'après cet article, cette banque russe ne fait actuellement pas l'objet de mesures restrictives (qui avaient été adoptées par l'Union européenne en réaction à l'agression de la Russie contre l'Ukraine), parce que les importateurs européens paient le pétrole et le gaz russes via ses comptes.

À côté de ces activités, la Gazprombank est également active dans le domaine du Private Banking et gère le patrimoine de clients fortunés (plus de 425 millions d'euros d'avoires). D'après des journalistes ukrainiens de Radio Liberty, auxquels le sujet publié sur [wort.lu](http://wort.lu) fait référence, le Ministère russe de la Défense utilise la Gazprombank pour verser des salaires et des « primes de combat » aux soldats russes présents actuellement en Ukraine.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Le Gouvernement est-il informé des activités relatives au versement des salaires et « primes de combat » aux soldats russes de la Gazprombank ? Quelle est son appréciation de la situation ?

- Au vu de cette situation, le Gouvernement n'estime-t-il pas que la Gazprombank devrait également faire l'objet de sanctions ?

- Quelles seraient les conséquences de sanctions à l'encontre de la Gazprombank pour les paiements de pétrole et de gaz russes et pour l'approvisionnement énergétique en général pour le Luxembourg ?

**Réponse** (04.07.2022) de **Mme Yuriko Backes**, *Ministre des Finances* :

Il y a tout d'abord lieu de mentionner que la Gazprombank, à laquelle font référence les journalistes ukrainiens de Radio Liberty dans leur article paru en ligne le 28 juin 2022 et auquel se réfère l'article de presse luxembourgeois cité par l'honorable Député, est une banque de droit russe, située en Russie. Gazprombank International SA (GPB International) est par contre une banque de droit luxembourgeois située au Luxembourg. Il s'agit donc de deux sociétés juridiquement distinctes.

En tant que banque de droit luxembourgeois, GPB International est soumise au respect des sanctions financières émises par l'Union européenne et par extension des sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie liées à la situation en Ukraine. Cette banque établie au Luxembourg est par ailleurs supervisée par la Commission de surveillance du secteur financier. Son respect des réglementations en vigueur se doit d'être irréprochable.

Il convient également de rappeler que Gazprombank, banque de droit russe, située en Russie, fait déjà l'objet de mesures restrictives qui ne sont pas nouvelles. En effet, Gazprombank fait l'objet de sanctions financières ciblées conformément au règlement (UE) n° 833/2014 du Conseil du 31 juillet 2014, tel que modifié.

GPB International est utilisée par différents acteurs du marché en Europe pour gérer leurs relations commerciales pour l'achat de gaz russe, en respectant les sanctions européennes actuellement en vigueur. Des sanctions supplémentaires pourraient donc entraîner l'impossibilité de se procurer du gaz russe, ce qui équivaldrait dans un certain sens à un embargo sur le gaz.

Par ailleurs, il convient de préciser que selon nos informations aucun fournisseur luxembourgeois entretient pour le moment une relation commerciale avec la GPB International, ni importe directement du gaz russe.